



CARTULAIRE

DE SAINTE-CROIX D'ORLÉANS

Ce volume forme le t. XXX des *Mémoires de la Société archéologique et historique de l'Orléanais.*

CARTULAIRE

DE

SAINTE-CROIX

D'ORLÉANS

(814-1300)

CONTENANT LE

Chartularium Ecclesiæ Aurelianensis Vetus

SUIVI D'UN APPENDICE ET D'UN SUPPLÉMENT

PAR

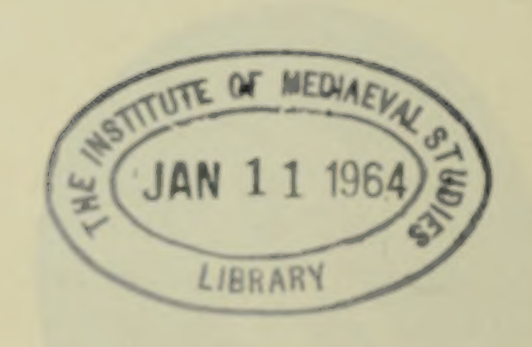
MM. Joseph THILLIER et Eugène JARRY



PARIS
ALPHONSE PICARD ET FILS, ÉDITEURS
82, RUE BONAPARTE, 82.

—

1906

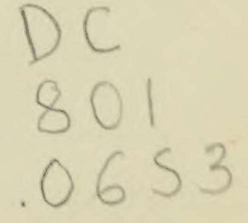


AVANT-PROPOS

La Société archéologique et historique de l'Orléanais, dans sa séance du 9 juin 1899, votait les conclusions du rapport présenté par M. Thillier, proposant au nom de la commission élue le 29 mai précédent la publication intégrale du *Chartularium Ecclesie Aurelianensis vetus*, dont le ms. 78 de la collection Baluze à la Bibliothèque nationale nous a conservé la copie, et, en appendice, de toutes chartes relatives au chapitre de Sainte-Croix jusqu'à la fin du XIIe siècle. Le rapporteur était désigné pour entreprendre ce travail.

Après une très honorable carrière dans le notariat, M. Thillier, un moment élève de l'Ecole des Chartes, revenait ainsi aux études de sa jeunesse, et il n'en dissimulait pas son plaisir. Il se mit à l'œuvre avec une ardeur juvénile, dont l'excès, indulgent à des cerveaux de trente ans, peut devenir mortel dans un âge plus avancé. Le 25 octobre 1900, en plein travail dans la salle des manuscrits de la Bibliothèque nationale, M. Thillier était terrassé par une attaque.

Notre regretté collègue avait considérablement avancé sa tâche. Etendant l'Appendice jusqu'à la fin du règne de Philippe-Auguste, il avait copié 95 chartes nouvelles et amassé d'innombrables notes pour l'introduction, dont la rédaction était presque achevée. J'ai accepté la mission de mener à bonne fin la publication préparée par M. Thillier en prolongeant l'Appendice jusqu'à l'an



1300. Il est toujours délicat de prendre la suite d'une œuvre à laquelle on n'a pas collaboré. J'ai modifié le moins possible, abrégé quelquefois, supprimé même à regret une ou deux fois, lorsque, faute de références suffisantes, je n'ai pu retrouver certains documents visés.

Une autre difficulté, que je ne puis passer sous silence, a rendu ma tâche moins aisée et son exécution plus négligée d'apparence. Les archives du Loiret eurent parfois de singuliers archivistes. Tel M. Doinel, esprit vif mais peu ordonné, avait le grave défaut professionnel d'extraire des dossiers les pièces qui l'intéressaient et de les séquestrer pour ses futurs travaux. Après un consciencieux dépouillement du fonds de Sainte-Croix, j'ai commencé l'impression des documents. Mais, à mesure qu'elle avançait, les actives investigations de notre excellent archiviste et collègue, M. Jacques Soyer, faisaient sortir de cartons aux titres trompeurs des actes originaux distraits du fonds de Sainte-Croix [1]. Certains ont pu encore être incorporés à l'Appendice, d'autres ont grossi à l'excès l'inévitable Supplément ; l'un d'eux ne trouvera place qu'en note de l'Introduction. Il en est qui auraient dû être substitués à des copies fautives ou incomplètes : telle la charte LXVIII ; on trouvera les leçons de l'original dans l'*Erratum*.

Il est donc important de noter avec soin, dès l'abord, les corrections de ce trop long Erratum.

Mon apport au recueil est de 224 pièces nouvelles, parmi lesquelles plusieurs copies sans références de M. Doinel, dont les originaux ne sont pas encore retrouvés. Peut-être proviennent-elles de fonds autres que le fonds de Sainte-Croix.

---

[1] Ces actes, dans nos références, portent simplement la cote : Arch. du Loiret. G.

J'offre à la Société archéologique deux fac-simile[1] exécutés d'après les beaux clichés de notre collègue, M. Fougeron, et, sur le titre, une reproduction du sceau le plus ancien de Sainte-Croix qui fut en usage jusqu'au XIIIe siècle[2].

E. Jarry.

---

[1] Les originaux mesurent : la charte V, 70 × 53 ; la charte LXII, 50 × 53.

[2] Arch. Nat. J. 170 : n° 3. Ce sceau est appendu à une charte de 1209, et à une autre de 1259. La légende est : *Sigillum sce crucis Aurelianis.* — Douët d'Arcq. *Collection de Sceaux,* t. II, p. 601, n° 7248.

INTRODUCTION

I. Les chartes et les cartulaires de Sainte-Croix.

Le texte des plus anciens titres de Sainte-Croix n'est pas parvenu jusqu'à nous. L'existence et parfois la destruction de ces documents primitifs, dont un certain nombre dataient de l'époque mérovingienne [1], sont seulement attestées par des chartes postérieures, et notamment par les actes de réfection et de confirmation dont ils furent l'objet.

Nous savons, par exemple, par un diplôme de Charles le Chauve (ch. XXXIII) qu'antérieurement au règne de Charlemagne, l'église d'Orléans avait été dépouillée de son trésor et de la plus grande partie des chartes constituant ses titres de propriété. Un autre diplôme souscrit par le roi Carloman II (ch. XXXVI) nous apprend que, sous le pontificat de l'évêque Gautier [2], les Normands livrèrent aux flammes la cathédrale d'Orléans et ses dépendances, et que les chartes et les livres de l'église périrent en nombre très considérable dans cet incendie.

La procédure de l'époque exigeait, pour le remplacement des titres ainsi perdus ou détruits, la délivrance d'un diplôme royal confirmant la propriété des biens que ces actes concernaient. L'usage s'introduisit de

---

[1] V. p. 67, l. 3.
[2] (868-891).

donner à ces confirmations un caractère général, d'y énumérer tous les biens et droits que l'église possédait légitimement, *juste et legaliter*, et de demander le renouvellement des titres perdus soit lors d'un changement de règne, soit dans d'autres circonstances solennelles ou urgentes. Ces ordonnances, d'une portée générale, étaient appelées *Pancartes*, comme nous le voyons dans le texte de plusieurs d'entre elles (ch. XXXIX, CCCLXXVI). En l'absence des titres originaires, ces confirmations sont, pour nous, doublement précieuses. Elles ne donnent par malheur que bien rarement la désignation des titres primitifs dont elles renouvellent les dispositions.

Le diplôme d'immunité accordé par Louis le Pieux à l'église d'Orléans (ch. XXXIV) mentionne une immunité semblable concédée par son père Charlemagne, et qui ne nous est pas parvenue. De même la confirmation de Carloman II (ch. XXXVI) nous apprend la perte d'une bulle apostolique accordant à l'église d'Orléans la libre élection de ses évêques ; cette confirmation fut obtenue par l'intermédiaire tout-puissant d'Hugues l'Abbé.

Nous avons le texte des pancartes de Charles le Chauve (XXXIII), de Lothaire (CCCLXXVI), de Louis V (LXIV), d'Hugues Capet et de Robert le Pieux (XXXIX et XL) [1].

Les Souverains Pontifes donnèrent aussi à l'église d'Orléans des bulles énumérant et confirmant ses possessions ; les plus anciennes sont celles de Léon VII (ch. XIX) et de Benoît VII (ch. XX), dont nous nous occupons spécialement plus loin.

---

[1] Il est parfois difficile d'identifier les souverains visés dans les pancartes. Telle l'énumération initiale de la ch. LXIV. S'agit-il de Charlemagne et de Louis le Pieux (Cf. ch. XXXIX), ou de Charles le Chauve et de Louis IV ?

Ces actes de confirmation des IXe et Xe siècles forment une des parties les plus intéressantes de la présente publication. Nous n'en possédons pas les originaux [1] et ils ne sont connus que par la copie du *Chartularium Vetus*, exécutée par Baluze, ou par les publications dont ils ont été l'objet.

Le *Chartularium Vetus* contient la transcription de 61 chartes, dont les dates s'échelonnent entre 814 et 1172. Baluze l'a copié intégralement [2] en 1667. Ce cartulaire formait donc un tout complet et ne saurait être confondu avec le *Livre Rouge* tant cité par nos auteurs orléanais [3]. Il suffit, pour s'en convaincre, de constater que l'ordre des chartes est tout différent dans ce cartulaire et dans le Livre rouge, dont l'abbé Demadières nous a conservé le sommaire pour les feuillets 2 v° à 31 [4]. Dans le premier on remarque un classement presque strict des documents suivant les autorités dont ils émanent. Rien de tel dans le second.

Le *Chartularium Vetus* dut être écrit à la fin du XIIe siècle et plutôt avant 1187. A cette dernière date, en effet, Philippe Auguste fonde son anniversaire à Sainte-Croix [5], et le copiste n'aurait pas omis de recueillir un acte de cette importance si son œuvre n'eût été déjà complètement achevée et reliée.

---

[1] Dom Estiennot cite encore ceux des actes de Louis le Pieux, de Charles le Chauve, de Carloman II, d'Hugues et de Robert. — Bibl. de l'Arsenal, ms. 1008, f° 600.

[2] V. p. 120, et *Mém. de la Soc. archéol. de l'Orléanais*, t. XVI, p. V.

[3] J'ai refait complètement tout ce paragraphe relatif aux cartulaires. M. Thillier concluait à l'identité du *Chartularium Vetus* et du Livre rouge. La simple constatation de l'ordre matériel des actes, que nous connaissons pour l'un et pour l'autre, exclut complètement cette hypothèse. — E. J.

[4] Nous publions plus loin cet intéressant sommaire (p. XIV).

[5] Ch. CIII.

Un certain nombre d'actes originaux des archives du Loiret (fonds de Sainte-Croix) portent au dos la mention *Scriptum* en belle cursive du milieu du XIIIe siècle. Dans le dépouillement général de tous les actes de ce fonds antérieur au XIVe siècle nécessité par la présente publication, nous avons rencontré 50 chartes qui portent cette mention. Elles s'échelonnent entre les années 1153 et 1239. Aucun de ces actes n'est compris dans le *Chartularium Vetus*, et, — fait remarquable, — de deux actes originaux de 1171 relatifs à une même transaction et conservés dans la layette G 377 [1], c'est celui qui porte la mention *Scriptum* qui ne figure pas au *Chartularium Vetus*. Il semble légitime d'en conclure qu'un second cartulaire fut rédigé au XIIIe siècle, contenant les 50 chartes en question et, sans doute, un certain nombre d'autres. Il dut disparaître de bonne heure, car il n'est cité nulle part. Les érudits du XVIIe et du XVIIIe siècles semblent l'ignorer complètement.

Tant, présumons-nous, pour réparer cette perte que pour faire un seul corps des titres anciens et nouveaux, fut rédigé un troisième cartulaire, qui est le célèbre Livre rouge.

Le *Livre Rouge* était un gros registre de parchemin, relié entre deux ais couverts de basane rouge et fermé de deux fermoirs ; quatre clous d'un côté, trois de l'autre consolidaient et protégeaient les plats. Il contenait 413 feuillets écrits sur deux colonnes. En première page s'offrait une miniature représentant le crucifiement avec deux figures angéliques, la Sainte-Vierge, saint Jean, et deux anges au-dessus tenant la croix ; à droite et à gauche, Constantin et sainte Hélène couronnés, au

---

[1] Ch. XIV et LXXIX.

pied de la croix un chanoine, complétaient la scène. Immédiatement au bas de cette miniature commençait la table des titres. Le premier mentionné comme le premier transcrit est une bulle d'Eugène III [1]. La foliotation ne commençait qu'au dix-septième feuillet numéroté I. Dans la première colonne était transcrite la bulle d'Eugène III, avec un E historié, dans lequel était représenté le crucifiement, avec, à droite, une figure d'ange. Vers la fin de la seconde colonne se lisait le sommaire en rubrique d'une charte de Louis VII (ch. LI), puis la lettre I en rubrique suivie du texte en encre noire [2]; toutes les transcriptions avaient sans doute cette disposition graphique.

Des analyses sommaires des actes qui figuraient aux folios 2 v° à 31 v° nous ont été conservés dans le *Répertoire du Trésor de l'église d'Orléans* [3], et nous les publions plus loin.

Il est regrettable que le rédacteur de ce répertoire n'ait pas poussé jusqu'au bout son intéressant travail. La Saussaye, dans ses *Annales Ecclesiæ Aurelianensis*, a noté en marge un grand nombre de références au Livre rouge. Les Archives du Loiret renferment bien des extraits de ce manuscrit disparu. Enfin, la collection Moreau, à la Bibliothèque nationale, contient quarante copies faites sur un « cartulaire de Sainte-Croix », par Dom Gérou, qui a noté le folio de chacune des pièces copiées. Cette foliotation s'étend du folio 10 v° au folio 305 v°. Sur ces quarante actes, quatre seulement figurent au *Chartularium vetus*. Un seul des sept conservés en originaux aux

---

[1] *Bulletin de la Soc. archéol. de l'Orléanais*, t. VIII, p. 81. — *Mémoires*, t. XVI, p. V.

[2] Ch. XXIII.

[3] *Bulletin*, *ibid.* — Cf. plus loin, p. 185, n. 2.

[4] T. II, pp. 79-84. Archives de l'évêché d'Orléans.

Archives du Loiret porte au dos la mention *Scriptum* : c'est un acte de 1203 [1]. Un acte de 1209 (anc. st.), conservé en original aux Archives du Loiret [2], porte la mention *Scriptum*, et une copie de cet acte faite au XVIIe siècle est qualifiée : « Extraict du Livre rouge, folio CXLVII v° ». De tout cela on est autorisé à conclure que les copies de Dom Gérou sont extraites du Livre rouge, qui renfermait également et les pièces du *Chartularium vetus* et celles du cartulaire du XIIIe siècle.

Dom Gérou n'avait, sans doute, mission de prendre que les actes antérieurs au XVe siècle. La dernière en date de ses copies dans la collection Moreau est un acte du 13 septembre 1378, extrait du folio 121 v° du Livre Rouge. Mais les transcriptions figurant dans ce dernier s'étendaient bien plus loin, puisque, d'après La Saussaye, il y avait à la fin du volume un acte de Thibaud, évêque d'Orléans, daté de l'année 1459 [3].

Si l'on en croit Dom Estiennot [4], le Livre rouge était écrit en caractères du XIVe et du XVe siècle, et comme le *Chartularium vetus*, — sur lequel les actes anciens avaient été paresseusement recopiés, alors qu'on avait encore

---

[1] Ch. CXXXVIII.

[2] G 385. Ch. CLIII.

[3] *Annales Ecclesiæ Aurelianensis*, p. 604. C'est, sans doute, dans le même sens qu'il faut interpréter la phrase ambiguë de l'acte publié dans les *Bulletins de la Société archéologique de l'Orléanais*, t VIII, p. 83, dernier paragraphe.

[4] Après avoir rappelé que beaucoup d'actes anciens ont péri, Dom Estiennot ajoute (Bib. de l'Arsenal, ms. 1008 : folio 606) : « Tantum leguntur in Cartulario seu Regesto Rubeo ab homine non satis perito aut incurioso sæculo XIIII aut XV ; descripta quippe pleraque trunca sunt aut mendis repleta ». De cette expression « cartulario *seu* regesto rubeo », M. Thillier faisait fonds pour soutenir l'identité du *Chartularium vetus* et du Livre rouge. Devant les autres arguments, cette opinion ne peut être soutenue, à mon avis. — E. J.

certains originaux, comme le privilège de 814, — par des copistes ignorants ou négligents.

En résumé, il semble qu'il y eût dans les archives du chapitre de Sainte-Croix trois cartulaires :

I) Le *Chartularium vetus*, du XIIe siècle, dont il ne reste que la copie de Baluze, publiée ici.

II) Un cartulaire du XIIIe siècle tôt disparu.

III) Le Livre rouge, commencé au XIVe siècle, englobant les deux premiers et un grand nombre d'actes nouveaux jusqu'au milieu du XVe siècle. Il a disparu depuis la révolution de 1789. Mais les copies de Dom Gérou et les pièces conservées aux Archives du Loiret peuvent, avec la copie de Baluze, suppléer en grande partie à sa disparition, sauf en ce qui concerne des actes de règlement intérieur du chapitre qui restent introuvables [1].

II. Extraits du Livre rouge d'après le Répertoire du Trésor de l'Église d'Orléans [2].

Fol. 2 r°, Louis le Débonnaire (ch. XXXIV).
Fol. 2 v° et 3 r°. Charles le Chauve (ch. XXXIII).
Fol. 3 r°. Carloman (ch. XXXVI).
Fol. 3 v°. Louis et Lothaire (ch. XXXVIII).
Fol. 4 r°. 991 [1]. Hugues Capet (ch. XXXIX).

---

[1] On n'en connaît que les sommaires publiés ci-après.

[2] T. II, pp. 79-84. Archives de l'évêché. — Nous ne reproduisons pas la numérotation arbitraire et fautive ajoutée après coup à l'encre rouge. La numérotation 14 et 15 pour un même acte prouve qu'elle a été faite en bloc et ne reproduit pas celle du Livre rouge. Nous négligeons aussi les sommaires des actes publiés plus loin, et dont nous indiquons le numéro dans le présent travail.

Fol. 5 r°. 1000[1]. Robert (ch. XL).

Fol. 6 v°. Accord pour les fours et moulins de Meung (ch. LXI).

Fol. 7 v°. 1212. Philippe-Auguste (ch. CLVII).

Fol. 7 v°. 1072. Alexandre II (ch. XXI).

Fol. 8 r°. 1150. Eugène III (ch. XXII).

Fol. 8 r°. 934 (*sic*), Léon VI (*sic*) (ch. XIX).

Fol. 9 r°. Benoît (ch. XX).

Fol. 10 v°. 1155. Manassé (ch. VI).

Fol. 10 v° et 11 r°. Alexandre III (ch. XXVII).

Fol. 11 r°. Honorius III confirme un règlement fait par le chapitre qui fixe l'année du desservissement depuis le 1er août jusqu'au 1er août suivant, pendant lequel temps chaque chanoine doit résider personnellement dans la ville durant six mois consécutifs ou interrompus en comptant quatre semaines par mois ; et s'il est suspecté, il sera cité pour faire serment au chapitre qu'il a résidé le temps prescrit, sinon il perdra les fruits de sa prébende cette année. Seront tenus présents le syndic, les infirmes, les détenus de force, ceux qui ont congé du chapitre, les étudiants aux collèges, les pélerins, le chapelain de l'évêque ou ceux qui seront employés par lui.

Fol. 11 v°. 1201. Ordonnance de Hugues, évêque d'Orléans, du consentement du chapitre, qui règle que les dignitaires seront tenus au desservissement de six mois pour gagner les fruits de leurs dignités, comme les chanoines pour ceux de leurs prébendes ; sinon les fruits de la dignité en défaut viendront au profit seulement *confratriæ* et les fruits de la prébende au profit du chapitre. Réglé de plus que tous les biens spécialement attachés aux prébendes, dépérissant par le peu de soin qu'en prennent les titulaires, seront réunis à la mense capitulaire successivement après la mort de chacun des titulaires.

---

[1] Ces deux dates sont erronées, nous le croyons du moins : celle d'Hugues Capet, novembre an IV du règne, donne novembre 990, et l'indiction IV est l'indiction impériale, commençant le 24 septembre ; et celle de Robert, novembre an IV, d'après la date d'indiction (V), est calculée de son couronnement à Orléans comme roi associé, et donne novembre 991.

Fol. 11 r°. 1218. Honorius III confirme le susdit règlement.

Fol. 12 v°. 1204. Règlement fait par Manassé pour le luminaire de l'église.

Fol. 13 r°. 1218. Honorius III confirme le règlement susdit.

Fol. 14 r°. 1134. Innocent II (ch. XXIX).

Fol. 14 r°. 1092. Reginier, évêque d'Orléans, réunit sur la demande du chapitre les biens du doyenné à la mense capitulaire et il annexe, en dédommagement, une prébende au doyenné, pour quoi il exige certaines prières durant sa vie et un anniversaire à perpétuité après sa mort. Il remarque que déjà Isembard, son prédécesseur, avait retranché au doyen le droit qu'il avait au treizième setier de grains à prendre dans les greniers du chapitre.

Fol. 15 r°. Alexandre III (ch. XXXI).

Fol. 15 r°. 1198 (cal. de septembre). Règlement du chapitre, confirmé par l'évêque Hugues. Il est statué : — 1° de la réunion de tous les biens, droits et justice du doyenné à la mense capitulaire, excepté l'archidiaconé qui, de toute ancienneté, a été réuni au doyenné ; le droit de change que le doyen pourra revendiquer pour lui au roi qui s'en est emparé, et le droit sec de cheval de service pour les fiefs qui lui demeurera ; réservé pour le chapitre à perpétuité de la garde du sceau et de la justice du cloître, en sorte que, conformément aux anciens règlements, chaque chanoine conserve tout droit de justice dans sa maison canoniale. En dédommagement de quoi on accorde au doyen le lieu d'Ardon sans aucune redevance, comme en avait joui le précédent doyen ; en outre, la valeur d'une prébende entière semblable à celle qu'il a déjà comme chanoine, de sorte cependant qu'il ne pourra céder à personne la prébende qu'il tient comme chanoine en retenant le doyenné, et qu'il ne pourra jouir des revenus de l'une et de l'autre qu'en desservant personnellement pendant six mois en l'église, sans que ses exercices dans les écoles, ni les services qu'il pourra rendre à l'église puissent lui être d'aucun avantage pour les revenus annexés au doyenné. Statué de plus que le doyen sera tenu de recevoir la prêtrise dans l'an de son élection et qu'il fera serment à sa réception d'observer tout ce que dessus et ne le contredire ni directement ni indirectement. — 2° Statué que tous les revenus attachés aux prévôtés en seront séparés à l'avenir successivement au décès de chaque prévôt pour tourner à l'augmentation des prébendes.

Fol. 16 r⁰. 1198. Lettres de Michel, archevêque de Sens, en qualité de métropolitain, confirmatives de l'acte précédent.

Fol. 16 v⁰. 1198, octobre. Règlement du chapitre au sujet du doyenné, confirmé par les actes ci-dessus de l'archevêque de Sens et de l'évêque d'Orléans.

Fol. 17 r⁰. 1229. Honorius III confirme le susdit règlement.

Fol. 17 v⁰. 1213. Règlement de Manassé (partie de la ch. CLXXIII).

Fol. 18 r⁰. 1213. Acceptation par le chapitre dudit règlement.

Fol. 18 r⁰. 1213. Payen, sous-doyen (ch. CLVIII).

Fol. 18 v⁰. 1229 (*sic*). Honorius III (ch. CLXXIII).

Fol. 19 r⁰. 1200. L'évêque Manassé règle, du consentement du chapitre, qu'à l'avenir le sous-doyen, par préférence au chantre, ôtera et mettra la mitre à l'évêque dans les processions ; il répondra audit évêque : *Ora pro nobis*, *Pater* ; mais le chantre recevra le premier le baiser de paix, sera le premier au *Confiteor*, aura le pas *in curia* et dans tous les autres endroits hors du chapitre.

Fol. 19 r⁰. 1218. Honorius III (ch. CLXXV).

Fol. 19 v⁰. 1245. Guillaume, évêque d'Orléans (ch. CCLXXIV).

Fol. 19 v⁰. 1247 (*sic*). Innocent IV (ch. CCLXXV).

Fol. 20 r⁰. Confirmation dudit acte par le chapitre.

Fol. 20 r⁰. 1257. Confirmation du même acte par Alexandre IV.

Fol. 20 r⁰. Lothaire (ch. CCCLXXVI).

Fol. 21 r⁰. 1107. Lettres de Philippe Ier, roi, ordonnant de payer les dîmes à tous ceux qui les doivent à l'église de Sainte-Croix.

Fol. 21. 1263. Lettres de saint Louis sur le même objet.

Fol. 21 v⁰. 892. Lettres du roi Eudes pour faire payer les dîmes novales sans spécifier les terres qui y sont sujettes.

Fol. 21 v⁰. S. D. Lettres du roi Louis pour tous les biens de l'église d'Orléans.

Fol. 22 v⁰. 880. Carloman (ch. XXXVII).

Fol. 22 v⁰. 1092. Sujets à Beauvais (ch. III).

Fol. 23 r⁰. 1157. Louis VII (ch. LXXVI).

Fol. 23 v⁰-24 r⁰. 1219. Règlement de Manassès pour le luminaire.

Fol. 24 v⁰. 1236. Accord sur une maison sise à Cléry.

Fol. 25 r⁰. 1241. Guillaume, évêque d'Orléans (ch. CCLX).

Fol. 25 r⁰. 1254. Règlement du chapitre pour le tour *ad bene-*

être nommés, chacun suivant son rang de dignité parmi les dignitaires et d'antiquité parmi les chanoines, et, dans le cas d'absence de celui qui est en tour, on l'attendra deux semaines après le terme expiré ; après quoi, il sera nommé au bénéfice vacant par celui qui le suit immédiatement par ordre de dignité ou d'antiquité.

Fol. 25 v° et 26 r°. 1272. Correction et explication du susdit règlement où l'on pourvoit à plusieurs cas.

Fol. 26 r° et v°. 1270. Guillaume, doyen, et le chapitre (ch. CCCXXXVIII).

Fol. 26 v°. 1272. Défense de recevoir chanoines ceux qui auraient plaidé contre le chapitre comme procureurs ou avocats.

Fol. 26 v°. 1272. Décret du chapitre portant qu'il sera pris 12 ll. p. sur les premiers fruits de la prébende de tout nouveau chanoine pour acheter des rentes ou des ornements.

Fol. 27 r°. 1272. Confirmation des deux règlements ci-dessus par l'évêque d'Orléans.

Fol. 27 v°. Hugues, doyen, et le chapitre (ch. LXXX).

Fol. 27 v°. Saint Louis roi (ch. CCCXIX).

Fol. 29 r°. Règlement du chapitre pour augmenter les distributions manuelles à la grand'messe des principales fêtes solennelles.

Fol. 29 r°. 1256. Saint Louis (ch. CCL).

Fol. 29 r°. 1256. Ingeburge (ch. CCXLVII).

Fol. 29 v°. Affurement par le chapitre de Saint-Avit pour une maison dans son cloître à XII s. p. pour droit de relevoison ; approuvé par l'évêque (Cf. ch. CCCLXVIII).

Fol. 30 r°. 1226. Achat par le chapitre d'une maison cloître Saint-Avit, avec affurement de XII s. p. de relevoison à plaisir.

Fol. 30 r°. 1257. Lettres des commissaires de saint Louis pour les droits dits *brenagium* et *deminagium*.

Fol. 30 v°. 1286. Robert dit Prandecert achète la mairie de Trainou pour 50 ll. de Robert et de Mathilde, sa femme.

Fol. 31 r°. 1207. Contestation sur certains prés sis à Trainou, jugée par l'évêque Manassès et le doyen, arbitres du chapitre, et Thomas de *Puteolis*, qui les a laissés au chapitre à qui son père les avait légués.

Fol. 31 r°. 1244. Vente d'une partie de la dîme de Trainou.

Fol. 31 r°. 1281. Vente d'une maison dite *La Cristrenne*, sise

près de la porte du cloître du côté de Saint-Pierre-Lentin, faite au chapitre de Sainte-Croix par Raoul d'Orléans, moyennant 200 ll. Fol. 31 v°. Amortissement de ladite maison pour 100 ll. Consentement de Jean de Meung, archidiacre de Beauce, et de Gilles, évêque d'Orléans, qui prétendaient à la mouvance de ladite maison.

III. Sommaires d'actes antérieurs a 1301, tirés de l'inventaire des titres du chapitre de Sainte-Croix [1], et dont ni originaux ni copies ne figurent au fonds de Sainte-Croix.

S. D. Remise par Roger, abbé de Saint-Euverte, des cens à lui dus à cause de la maison du Chardon, attenante à l'église Saint-Liphard (I, 370).

1193. Rectification par Jean de Beaugency du don fait par Lancelin aux moines d'Olivet (v. plus loin 1243), en échange duquel il leur donne 9 setiers de froment et 9 de seigle sur le minage de Beaugency (III, 99).

1204. Acte de Guillaume, archevêque de Bourges, contenant l'accord entre Etienne de Graçay et le chapitre sur les coutumes de Maray (II, 538).

1204. Confirmation par Philippe-Auguste (II, 539).

1204. Ratification d'Etienne de Graçay (Ibid).

1205. Philippe-Auguste donne à Godefroy, fils de Faulcon, la Porte-Bourgogne [2] (II, I).

1207. Manassé certifie que Jean, fils de feu Adam de Bou, a reconnu n'avoir aucun droit sur un pressoir sis à Bou (II, 382).

1207. Transaction et partage entre l'abbaye de Bonneval, le chapitre et certains chevaliers, au sujet des terres et de la rivière sis au village de Cochère, appelé maintenant Maison-Rouge, paroisse de Villeneuve-sur-Conie (III, 178).

---

[1] Arch. du Loiret. G 163-165. — Les renvois indiquent le volume et la page de ces trois volumes d'inventaire.

[2] Marqué *Deficit* dans l'inventaire.

[Après 1207]. Homologation par Guillaume, archevêque de Sens (Ibid).

1211. Hervé, seigneur de Vierzon, consent que le chapitre retienne un homme de corps (II, 539).

1211. Don fait à l'archidiacre par Herbert Bossert de partie des dîmes de Nouan-le-Fuzelier (II, 606).

1212. Herbert délaisse au chapitre la dime de vin de tout le territoire de Sainte-Croix appelé Pensay (II, 554).

1214 avril. Reconnaissance des cens du chapitre sur Villelangehers (III, 212).

1216. Vente faite au chapitre par le maire de Maray de la dime de Maray (II, 544).

1218. Adam Moncelcard, écuyer, s'oblige envers le chapitre à 40 s. de rente sur les terres de Brinvillier pour la fondation d'Odon Bezel, chanoine (III, 125).

1219. Transaction entre le chapitre et Raoul de Beve par laquelle paraît le Grand Chemin de Vouzon à Ivoy faire séparation de leurs seigneuries et terres (II, 618).

[Après 1219]. Manassé donne au chapitre la collation de la cure de Theury (II, 589).

1220 février. Lebert, doyen d'Orléans ; sur 2 arpents de vignes au clos du Baudrier à Bou (II, 382).

1220. Manassé donne au chapitre la moitié des dimes de laines en la mairie de Dethay pour en jouir comme il faisait de la moitié des autres dîmes (II, 618).

1224. Acte sous le scel de l'archevêque de Bourges montrant que le curé du Chautay a le droit de prendre 3 setiers de blé sur la grange dimeresse du chapitre d'Orléans et de recevoir toutes les oblations (II, 530).

1226. Don par les Barberins au chapitre de la maison appelée *La Rison* (I, 401).

1234. Vente par Richart le Normant et sa femme, à Raoul, chanoine d'Orléans, de deux chambres tenantes à la maison dudit Raoul et situées en la censive de Saint-Avy (I, 1).

1236. Transaction entre le chapitre et Jean de Pisca pour plusieurs entreprises faites par ce dernier dans la rivière de l'Aublois (II, 518).

1238 mai. Affurement des relevoisons dues à l'Hôtel-Dieu à

prendre sur la maison de la Porte Jaune (rue des Gobelets) sise proche Sainte-Colombe, à 30 s. t., laquelle a appartenu à Mre Jean de Vropio (I, 358).

1241. Transaction par le chapitre à titre de décharge de 19 deniers de cens qu'avait droit de prendre Etienne Morin sur une maison appartenant au chapitre sise proche la rue de l'Ecrivinerie (I, 178).

1241. Consentement de la dame d'Aschères, suzeraine (ibid).

1243. Vente par Pierre Guillard au chapitre pour 100 s. p. de 5 quartiers d'hilaie en la censive de Saint-Jean-le-Blanc (II, 258).

1243. Vente au chapitre par l'abbé et le couvent d'Olivet de 6 d. de cens sur deux maisons de Beaugency et de 18 setiers sur le minage du même bien (III, 99).

1247 février. Vente au chapitre du droit de barrage sur les grains et autres choses conduites à la grange de Terminiers, par Etienne, maire de Terminiers, pour 72 livres parisis (III, 212).

1247. Transaction entre le seigneur de Graçay et le chapitre pour certains héritages échus en mainmorte, cédés par lui au chapitre (II, 539).

1247. Donation au chapitre par l'archiprêtre Guillaume, pour la fondation de Gaultier, archidiacre, de la terre du Bouchet. Acceptation du chapitre (III, 17).

1254... 1273... 1274. Acquisition de droits de barrage et autres sur Faverolles (III, 71).

1254. Transaction entre le chapitre et le curé de Villeneuve-sur-Conie sur le différend des novales de Cochereau (cf. plus haut 1207) ; le chapitre s'oblige à payer au curé 5 mines de blé et 5 mines d'avoine par an (III, 178).

1257. Acquisitions par Régnaud Chartain, chanoine d'Orléans (cf. 1273) :

1) De 26 mines et demie de terres dues par les sujets de l'église d'Orléans et par ceux tenants d'eux des terres à droit de terrage à Juifs, et 42 d. p. de cens, 8 poulets et certains droits de justice.

2) De pareille quantité d'avenage et de droits à prendre sur ce lieu.

3) De 7 mines de terre à Juifs, en censive du chapitre.

4) De 9 mines de terre à Juifs, en censive du chapitre (III, 129).

1260, 12 janvier. Affranchissement des habitants de Gaubert,

moyennant un champart de 9 gerbes l'une (réduit depuis à douze : [illegible]), champart de 24 et cens des ouches et contre ouches (III, 120).

1263. Le chapitre donne à perpétuité à Jean Turpin la terre des Marcottes, paroisse de Chaumont, de la chaussée du Moulin du Pont jusqu'au champ Crespart et qui va toujours (sic) au Grand Chemin vers Chaumont, à charge d'y bâtir une maison, et de 6 d. de cens, une poule de rente, champart et dîme (II, 618).

1268. Godefroy de Damvilliers, écuyer, a vendu à Guy de Lory, chanoine d'Orléans, une maison sise rue de la Biche et quatre autres maisons voisines en tirant vers la Poterne Chesneau (I, 200).

1270. Vente au chapitre par Pierre de Mascons et Adeline, sa femme, d'une maison au faubourg Saint-Aignan, tenant à la maison du prieur de la Conception et une rue qui va au puits, pour 104 livres tournois (I, 380).

1271. Vente au chapitre par Jacques Pame d'une maison sise à Orléans au Grand Alleu, près la maison dépendant de l'Hôtel-Dieu, en censive du chapitre, pour 210 livres parisis (I, 396).

1272. Acquisition par le chapitre de la moitié de la dîme en grains de Ligny, de Robert, évêque d'Orléans, pour 150 l. tournois, en fief de Rocelin de Moncey, en partageant ladite dîme avec celui-ci par indivis. Amortissement par ledit de Moncey. Consentement du curé de Ligny (II, 616).

1273. Extrait du testament de R. Chartain, archidiacre de Sologne et chanoine de Chartres, donnant au chapitre ses revenus de Juifs (cf. 1257) pour son anniversaire (III, 129).

1274. Le chapitre donne à perpétuité à Jean, maire de Dothay, le moulin du Moulinet, l'étang et dépendances, paroisse de Chaumont, pour huit livres de rente et 12 d. p. de cens (II, 618).

1276, juin. Guillaume de Villiers laisse à l'évêque Robert la dîme du Boschet pour 40 livres parisis [1] (III, 17).

1277, juillet. L'évêque Robert vend au chapitre la moitié de la dîme précédente pour 40 livres tournois [2] (III, 17).

---

[1] Renvoi au Livre rouge, folio 146.

[2] *Ibid.*

1280. Bail de vente par Henri Dreux et Margueron, sa femme, à sire Guillaume de Lorris, chancelier de l'église de Bayeux, d'une maison sise rue de l'Ecrivinerie, à 30 s. de relevoisons à plaisir et 2 d. de cens (I, 358).

1283, 19 décembre. Cession et renonciation par Guillaume de Lorris en faveur d'Henri Dreux et de sa femme à la vente de 1280 (I. 358).

1283. Vente par Henri Dreux et Marguerite, sa femme, pour 200 livres t., à messire Jean de Vienne, de la maison sise derrière l'Ecrivinerie (cf. 1280), avec énonciation des parcelles (I, 358).

1286-1295. Acquisitions de dîmes et cens de Codes (II, 512).

1289. Pierre, évêque d'Orléans, donne à Matthieu de Barnage la terre du Boschet[1] (maison, bois, prés, vignes, 56 arpents de terre et censives) venus à lui par droit de forfaiture (II, 392).

1292 (*sic*) (Cf. 1296). Amortissement par messire Guillaume de Patuigny et autres au chapitre de la terre de Puizeaux, acquise des exécuteurs testamentaires de Raoul de Chenevières, et de la terre de Dagy[2] (II, 416).

1293. Permission par Philippe le Bel de tenir la maison de la Pie devant Saint-Liphard en roture (I, 342).

1293, juin. Vente par Luc et Guillaume de Milançay et autres au chapitre d'une maison, rue d'Angleterre, en censive du chapitre, pour 60 livres (I, 410).

1294. Acquisition par Raoul d'Orléans de Jean de Sodan, écuyer, de 23 livres p. de rente sur le prévôt de Jouy (II, 599).

1294. Testament de Raoul d'Orléans, qui donne cette rente à Marotte, femme de Piviers (*Ibid*).

1295. Vente par Geoffroy de Saint-Brisson, chevalier, au chapitre d'une maison sise à Caubray, paroisse de Saint-Martin-sur-Loiret, et de l'eau de l'Archet de Saint-Mesmin, d'au-dessus du pont de l'Archet à la Fontaine, avec vergers et dépendances (II, 264).

1295. Arnoul, abbé de Chateaucensouard, diocèse d'Autun, et

---

[1] Donnée en 1320 au chapitre, par testament de Jean de Saint-Vrain, archidiacre de Sologne, pour son anniversaire (II, 392).

[2] Marqué *Deficit* dans l'inventaire.

[illegible] au chapitre leurs fiefs sur le Bouchet[1] (III, 17).

1295. Pierre de Saint-Lyé vend à Jacques de Pluvi plusieurs terres et maisons à Gémigny, partie en censive du doyen, partie en censive du maire de Gémigny — et ledit archidiacre à Robert de Châteaudun (III, 29).

1296 (Cf. 1298). Ledit Despensiers (sic, De Pivier ?) et Marie, sa femme, quittent Raoul de Chenevières, chanoine d'Orléans, de 200 livres pour entier paiement du retrait de ladite rente, fait par Baudouin de Verdi, écuyer (II, 580).

1297. Testament par lequel Jean de Montcinelly, dit de Vienne, a donné à messire Jean de Crespio la maison sise rue Sainte-Colombe, en la censive de l'église d'Orléans (I, 358).

1298. Hervé Le Chien, écuyer, amortit au chapitre le lieu de Dagy (II, 416).

1298. Même acte d'Henri Charbonneau, chevalier (*Ibid.*).

1299. Création par Thibaud d'Avalon, curé de Sainte-Colombe, d'une rente de 10 s. p. sur la maison dépendant de sa cure, envers Jean de Crepin (*sic*) comme étant au lieu de Me Jean de Vienne, à cause de certaines vues accordées audit curé sur l'héritage dudit Crespio (I, 358).

1299. Vente au chapitre par Étienne Bedini, prévôt de Maray, d'un droit qu'il avait à prendre sur la foire tenue à Maray le jour de l'Exaltation de la Sainte-Croix (II, 539).

IV. — Examen des bulles de Léon VII et de Benoît VII.

Les deux plus anciennes bulles pontificales contenues au *Chartularium vetus* sont celles de Léon VII et de Benoît VII (ch. XIX et XX). Ces deux documents, à raison des particularités qu'ils présentent, méritent un examen spécial. M. Lœwenfeld les a publiés dans le *Neues Archiv*[2] sans observation et sans mention dubitative (il

---

[1] [illegible] au Livre rouge, folio [illegible].
[2] T. XI, pp. 382-386.

qualifie d'autres de *Fälschung*). Nous n'avons pas cru pouvoir les accepter aussi facilement.

La bulle de Léon VII, si on la compare à d'autres documents contemporains, se compose des éléments suivants :

1) Un préambule [1], des clauses finales et une date semblables — le premier comme formule *mutatis mutandis*, les secondes et la troisième sans restriction, — à la bulle de confirmation des possessions de Saint-Benoît-sur-Loire, obtenue de Léon VII par l'abbé Odon [2].

A cela rien d'étonnant. Ce préambule est d'usage courant dans la diplomatique pontificale du xe siècle. D'autre part, il serait possible que l'évêque d'Orléans et l'abbé de Saint-Benoît aient entrepris ensemble le voyage de Rome ou envoyé une mission commune ou deux missions parallèles ; les deux bulles, ayant trait au même diocèse, auraient été expédiées le même jour. Cependant, il est déjà singulier que la même simultanéité se reproduise sous Benoit VII ; et, cette fois, les éditeurs des chartes de Saint-Benoît taxent absolument de faux la bulle relative à cette abbaye [3].

2) D'un long passage relatif à la liberté des élections épiscopales et à d'autres privilèges de l'église d'Orléans. Ce passage s'étend de la ligne 27, p. 41, à la ligne 27, p. 42, et commence par ces mots : « Et quia nostra sunt periculosa tempora, *in quæ fines sæculorum devenerunt...* ».

3) Enfin, tout le reste se retrouve presque textuellement *mutatis mutandis* dans la pancarte de Louis V, roi

---

[1] Jusqu'au mot *Proinde*, p. 38, l. 6.

[2] Prou et Vidier, *Recueil des chartes de Saint-Benoît-sur-Loire*, Paris. Picard, 1900, t. I, p. 110.

[3] *Ibid*, p. 173.

de France[1]. Et là certains oublis, certaines maladresses de rédaction prouvent surabondamment que ce n'est pas l'acte de Louis V (979) qui a été copié sur la bulle de Léon VII (938), mais bien le contraire. Ce sont, en effet, des locutions usuelles de la chancellerie royale qui ont été laissées par mégarde dans le texte de la bulle pontificale, et si certaines de ces locutions ne sont que surprenantes, d'autres sont nettement impossibles à admettre.

Que lisons-nous dès les premiers mots, dans l'adresse même de la bulle ? « Anselmo *religioso præsuli* sanctæ matris ecclesiæ Aurelianensis... suisque successoribus in perpetuum. »

Jamais un Souverain Pontife ne s'est exprimé de la sorte ; si la bulle était authentique, elle serait adressée ainsi : « Dilectissimo fratri et filio Anselmo, Aurelianensi episcopo. »

Suit un préambule, après lequel le Pape notifie en ces termes la demande à lui faite par l'évêque Anselme : « Proinde noverit sancta et universalis ecclesia nostrorumque tam præsentium quam futurorum solertia quia vir venerabilis Anselmus, prædictæ civitatis episcopus, adiens nostram serenitatem, obtulit præsentiæ auctoritates prædecessorum nostrorum apostolicorum virorum hujus sanctæ sedis romanæ, in quibus continebatur qualiter eis omnes res ecclesiæ suæ... confirmaverunt..., postulans atque humiliter obsecrans ut nos, morem præcedentium patrum sequentes, easdem res... simili nostræ auctoritatis privilegio corroboraremus. »

Ce passage est quelque peu incohérent : le pape, perdant de vue qu'il vient d'adresser sa bulle à Anselme, évêque d'Orléans, fait savoir à l'église universelle

[1] Ch. LXIV.

que ce même prélat, dont il parle maintenant à la troisième personne [1] (et qu'il persiste à appeler *vir venerabilis*) s'est présenté devant lui pour lui demander la confirmation des privilèges des précédents papes, qu'il désigne, contrairement à l'usage, sous le nom de *præcedentium patrum.*

Evidemment, la bulle n'est pas authentique ; elle ne saurait émaner de la chancellerie pontificale. On peut même conjecturer déjà que celui qui en a composé le texte s'est inspiré d'un diplôme royal français, car les expressions plus haut rapportées « noverit... tam præsentium quam futurorum solertia, » et surtout « adiens nostram serenitatem » sont empruntées au formulaire de la chancellerie royale de France. *Serenitas* comme *Altitudo*, que nous retrouverons plus loin, sont des titres habituellement pris à cette époque par les rois carolingiens, mais dont les papes n'ont jamais fait usage.

Après cet exposé, le Souverain Pontife déclare accueillir favorablement la demande de l'évêque. Il énumère et confirme toutes les possessions de l'église d'Orléans. Puis, se référant aux immunités accordées par les empereurs et les rois de France à cette église, il lui accorde un privilège d'immunité exactement semblable jusque dans ses moindres détails : défense à tous les représentants de l'autorité judiciaire de pénétrer dans les édifices religieux et dans les possessions de l'église pour y exercer aucune des fonctions de leur ministère, aucune des prérogatives de leur pouvoir ; permission à l'évêque et à ses successeurs de jouir des possessions de l'église en paix et en liberté ; remise complète à

---

[1] La même incohérence se remarque dans la bulle de Benoît VII pour Saint-Benoît.

l'église de tous les impôts que le fisc aurait le droit d'exiger sur ses biens.

Le Pape pouvait assurément (et c'est à cela qu'il a dû en réalité se borner) approuver et confirmer, notamment en y attachant des sanctions d'ordre religieux, les immunités données à l'église d'Orléans par les rois de France. Mais avait-il qualité pour renouveler, c'est-à-dire édicter lui-même une semblable concession d'immunité, pour suspendre, au profit d'une église, le pouvoir des agents de la puissance royale et le recouvrement des impôts perçus par le roi, pour s'attribuer, en un mot, l'autorité et jusqu'au langage du roi de France et au formulaire même de sa chancellerie, c'est ce qui est inadmissible. Tout ce passage est copié sur le diplôme royal. Il y a bien quelques variantes nécessitées par l'adaptation au langage du pape de certaines formules spéciales au roi de France, mais ce travail de traduction du style royal en style pontifical n'a pas été tellement soigneux qu'il n'ait laissé subsister des formules compromettantes. On trouve des expressions comme « nostræ altitudinis scriptum, — altitudinis nostræ testamentum, — pro incolumitate nostra seu etiam totius regni stabilitate et hujus romanæ sedis... Dei exorare clementiam. » D'autres formules royales ont été maladroitement modifiées : « paternum morem sequentes » a été remplacé par « sanctorum patrum morem sequendo — sanctorum patrum gesta roborando. » « Hoc nostræ immunitatis præceptum pro divini cultus amore et animæ nostræ remedio ad ipsam sanctam sedem fieri decrevimus » est devenu : « privilegium ... pro divini cultus amore et sanctæ religionis stabilitate ad ipsam sanctam sedem fieri decrevimus ».

Au milieu de cet ensemble très complet de dispositions par lesquelles l'immunité est accordée à l'église d'Orléans, s'en trouvent, il est vrai, intercalées d'autres

concernant l'élection des évêques d'Orléans, l'inaliénabilité des biens de leur église et la faculté pour eux d'affecter une partie de ces biens à leur chapitre ou à leurs autres congrégations. Bien que ce passage contienne quelques expressions singulières, il n'y a rien à en dire, non plus que des clauses fiscales. La fin de la bulle ne peut motiver aucune observation.

La seconde des bulles en question est adressée par le Pape Benoît VII à Arnoul, évêque d'Orléans ; le texte en est tronqué dans notre cartulaire ; on n'y trouve ni la dernière phrase des formules finales, ni les souscriptions de chancellerie, ni la date.

Cette bulle est la reproduction à peu près textuelle de la précédente ; une seule des variantes mérite d'être signalée, c'est l'addition dans la bulle du pape Benoît, et à la fin de la liste des possessions de Sainte-Croix, c'est-à-dire après les mots : *villa quæ vocatur Curtis*, de deux phrases relatives à la restitution à l'église d'Orléans de cette villa et d'un autre domaine. Toutes les observations faites plus haut, à propos de la bulle de Léon VII, sont donc également applicables à celle ci.

L'authenticité du diplôme de Louis V n'est aucunement suspecte, et il ne s'inspire d'aucune tradition diplomatique autre que celle des rois de France. Si on le rapproche des autres diplômes d'immunité accordés à l'église d'Orléans, soit par les prédécesseurs de Louis V (Louis le Pieux, Charles le Chauve et Lothaire), soit par ses successeurs (Hugues Capet et Robert), on trouve assurément entre eux tous, soit dans le style, soit dans l'énoncé des possessions de Sainte-Croix, des différences caractéristiques de leurs dates respectives ; mais on sera frappé surtout des ressemblances essentielles qui en établissent l'évidente filiation.

Les listes des possessions de Sainte-Croix sont pareilles à un détail près : c'est que dans le diplôme royal

on a omis de mentionner les trois villas de *Clepiacus*, *Teieranus* et *Lauriacus* rendues par le roi Raoul à l'évêque Anselme. Dans le dispositif de la concession d'immunité, il y a aussi à signaler les variantes indiquées plus haut et motivées par l'adaptation de certaines formules royales au langage pontifical. A part cela, le dispositif du diplôme de Louis V a passé tout entier dans les deux bulles attribuées aux papes Léon et Benoît.

En résumé, les deux bulles en question sont deux documents apocryphes.

Est-ce à dire que ce soient des actes supposés, de véritables faux ? Un dignitaire de l'église d'Orléans s'est-il, un beau jour, avisé de faire fabriquer deux bulles se répétant l'une l'autre et de les attribuer arbitrairement à deux papes auxquels elles seraient absolument étrangères ? C'est difficile à admettre.

Les possessions reconnues à l'église d'Orléans par ces bulles n'étaient point illicites ni litigieuses, et elles ont été confirmées par les diplômes parfaitement authentiques de Lothaire, de Louis V, de Hugues Capet et de Robert. D'autre part, les dispositions destinées à prévenir la fraude ou la violence dans l'élection des évêques, à empêcher la dilapidation des biens de l'église, à permettre à l'évêque d'en régler l'emploi, la confirmation même des immunités accordées par les rois de France, tout cela n'avait rien d'exorbitant. Il n'y a pas là de ces faveurs exceptionnelles, de ces privilèges insolites tellement difficiles à obtenir qu'on ne se hasarde même pas à les demander, tellement enviables pourtant qu'on ne recule pas devant un faux pour se les approprier. En un mot, la raison déterminante, le bénéfice du faux n'apparaissent pas.

Il est plus naturel de penser que les deux bulles en question appartiennent à la catégorie des actes refaits. Il est probable que les originaux périrent

dans l'incendie de 989. La layette des actes royaux fut épargnée par les flammes, puisque l'original du diplôme de Louis le Pieux existait encore au XVIIe siècle. Celle des bulles, au contraire, fut perdue : il y en avait probablement d'antérieures à celles qui nous occupent. On se contenta de refaire les deux dernières d'après le diplôme original de Louis V [1] et avec l'aide de la bulle accordée à Saint-Benoit.

V. — Les possessions de l'église d'Orléans. leur situation. — Identification des noms de lieux.

Les possessions de l'église d'Orléans ont naturellement beaucoup varié au cours des siècles. Sa dotation primitive devait remonter à l'époque mérovingienne, puisque nous trouvons, dans notre cartulaire, la mention de divers domaines qui, enlevés à Sainte-Croix, lui furent rendus par Pépin et par Charlemagne ou ses premiers successeurs. Il est donc certain que l'église d'Orléans avait été, sous la première race, l'objet de libéralités importantes ; le contraire eût été, d'ailleurs, surprenant, pendant une période historique où Orléans fut le séjour de plusieurs des princes mérovingiens et la capitale d'un de leurs royaumes.

Les spoliations qui suivirent, étant nécessairement antérieures aux restitutions des premiers Carolingiens, concordent avec le fait historique bien connu de l'envahissement des domaines de l'Eglise par les nobles gallo-francs pendant la décadence du pouvoir royal ; les chefs de cette aristocratie, placés près du trône avec

---

[1] Il existait encore au XVIIIe siècle puisque Dom Bouquet publia cet acte d'après l'original.

le titre de maires du palais, exercèrent alors toute l'autorité réelle. On sait notamment que Charles Martel distribua les bénéfices ecclésiastiques à ses leudes. Tel dut être le sort d'un certain nombre de possessions de l'église d'Orléans et nécessairement de celles qui lui furent restituées dès le règne de Pépin et de Charlemagne.

Nous avons à cet égard, dans un diplôme déjà visé de notre cartulaire (ch. XXXIII), le témoignage de l'évêque Jonas, qui occupa le siège d'Orléans de 821 à 843. Ce prélat, demandant à Charles le Chauve la confirmation des possessions de son église, lui expose la détresse à laquelle cette église a été autrefois réduite par suite de divers événements : dépouillée, dit-il, du trésor que lui avaient constitué les princes très chrétiens et de la plus grande partie de ses titres de propriété, elle avait été réduite à une si humiliante pauvreté que le service divin n'y était plus assuré que d'une façon misérable ; et cet état de choses avait duré jusqu'à ce que Charlemagne, sur les instances de l'impératrice Hildegarde, et après lui Louis le Pieux eussent rendu à Sainte-Croix quelques-unes de ses anciennes possessions.

Mais, ainsi qu'on l'a vu plus haut, aucun document contemporain n'a survécu, aucun texte authentique n'est parvenu jusqu'à nous qui puisse nous renseigner sur ces dotations, usurpations et réintégrations primitives.

Les noms des domaines rendus et ceux des princes qui les rendirent sont seuls mentionnés dans les chartes confirmatives de Charles le Chauve et de quelques-uns de ses successeurs.

Pendant la période carolingienne, l'église d'Orléans vit donc ses domaines se reconstituer en partie par des restitutions, puis s'accroître par des libéralités nouvelles jusqu'à la période d'anarchie qui accompagne les inva-

sions normandes et nécessite l'organisation féodale. Elle fut alors en butte à des envahissements nouveaux des seigneurs laïques. On vit les églises, devenues propriétés privées, vendues, échangées, comprises dans les constitutions de dot ou de douaire, dans les partages de famille et les concessions de fiefs, absolument comme des immeubles quelconques. Et le clergé même, s'habituant au nouvel état de choses, ne fit pas toujours difficulté d'abandonner à des seigneurs laïques, à titre de fief ou autrement, la possession des édifices religieux. A cette époque troublée, toute créature s'abandonne à l'homme fort, au protecteur.

C'est à cette période, nous l'avons vu, que remontent les premiers documents de notre cartulaire et principalement les confirmations et les pancartes que divers papes, et surtout les rois de France Louis le Pieux, Charles le Chauve, Carloman, Lothaire, Louis V, Hugues Capet et Robert accordèrent à l'église d'Orléans. Dans ces précieux documents, à défaut des titres originaires d'acquisition, nous trouvons les premières mentions des domaines de Sainte-Croix. Nous passerons en revue les possessions primitives de notre cathédrale en nous attachant à leurs énumérations.

Ces nomenclatures se bornent malheureusement à des indications très brèves et ne relatent d'habitude que les noms des domaines sans en indiquer ni la consistance, ni l'origine, ni même souvent la situation, et, comme les domaines de Sainte-Croix étaient alors situés en un certain nombre de provinces, il arrive parfois que le clerc rédacteur d'un diplôme passe d'une province à une autre sans rien spécifier. Cette méthode sommaire était sans inconvénient pour les contemporains et les intéressés, mais c'est pour nous une cause de difficultés parfois insurmontables dans l'identification de ces localités.

Il ne faut pas songer à rechercher un ordre chronologique dans l'énonciation des acquisitions successives qui constituèrent à ces époques reculées le patrimoine de Sainte Croix. Le seul ordre dans lequel on puisse les passer en revue sera donc celui où elles figurent dans les nomenclatures des documents qui les mentionnent. Les rédacteurs de ces documents ont distingué, comme nous le verrons, les *cellæ* et les *villæ* ; ils ont parfois groupé séparément les domaines restitués par tel ou tel souverain. Mais, en dehors de là, l'ordre suivi par eux n'a rien de logique et semble le résultat du hasard.

Les rédacteurs des diplômes et des privilèges les plus anciens n'ont pas pris soin non plus de distinguer les domaines dépendant de la mense particulière de l'évêque, des possessions du chapitre de Sainte Croix ou d'autres abbayes ou chapitres subordonnés à l'église d'Orléans, comme Saint Euverte, Saint-Pierre-aux-Hommes, Saint-Liphard de Meung, Saint-Mesmin de Micy. C'est seulement en 1150 qu'on trouve énumérés séparément, dans deux privilèges distincts du pape Eugène III[1], les biens de l'évêque et ceux du chapitre. Dans les diplômes antérieurs, et notamment dans ceux d'Hugues Capet et de Robert, les possessions de l'évêque et celles du chapitre sont confondues.

Cela ne veut pas dire que la distinction n'existât pas de fait. Elle est prouvée par le diplôme de Charles le Chauve (851)[2] qui confirme la concession de divers domaines, faite par l'évêque Agius au chapitre pour en appliquer les revenus à l'entretien des chanoines. Il est donc certain qu'antérieurement à cette époque les clercs

---

[1] Ch. XXII et XXIII.
[2] Ch. XXXV.

qui entouraient l'évêque et formaient son conseil avaient cessé de vivre à sa table et de loger sous son toit, et que la vie commune et la possession indivise des revenus de l'église avaient fait place à une appropriation distincte d'une portion de ces revenus à chacun des dignitaires et des chanoines de Sainte-Croix.

Les chapitres et abbayes appartenant à l'église d'Orléans eurent dès longtemps la jouissance de domaines distincts, d'une mense particulière. Un acte du cartulaire [1] donne des renseignements sur la manière dont se conciliaient les droits réciproques d'une de ces abbayes et de l'église. C'est un diplôme de 826, adressé par Louis le Pieux et Lothaire à Jonas, évêque d'Orléans. Ce prélat venait, avec l'avis des chanoines et l'approbation de son métropolitain Jérémie, archevêque de Sens, de rétablir l'ordre monastique dans l'abbaye de Saint-Mesmin qui appartenait à son évêché (*quæ est juris episcopii sui*). Il avait décidé que, lorsque l'abbé viendrait à mourir, l'évêque pourvoirait à ce qu'un abbé du même ordre fût placé à la tête du monastère, et que tous les biens présents et à venir appartenant à l'abbaye fussent, sans exception, appliqués à l'usage des moines. De plus, voulant assurer la perpétuité de cette constitution et empêcher ses successeurs d'y porter atteinte, l'évêque avait demandé aux deux souverains d'en assurer, par l'intervention de l'autorité impériale, l'entière et perpétuelle exécution.

Les deux princes, sanctionnant ces dispositions, confirment toutes les mesures prises par l'évêque Jonas et, pour le cas où l'un des successeurs de celui-ci viendrait à y porter atteinte, ils décrètent que l'affaire sera déférée à l'archevêque métropolitain de Sens, afin que

[1] Ch. XXXVIII.

celui-ci, assisté de ses suffragants, et après enquête approfondie, ramène les choses à l'état ancien. S'il éprouve quelque résistance, l'affaire sera, sur son rapport, portée à la connaissance de l'empereur qui traduira le violateur de l'ordonnance en question devant un concile général des évêques. L'évêque d'Orléans pourra augmenter les biens de l'abbaye, mais il n'en pourra jamais rien distraire. Il veillera à ce que les religieux ne puissent jamais s'écarter du genre de vie par lequel ils se sont attachés à Dieu, à ce qu'ils ne laissent pas perdre par négligence ou incurie les biens à eux assignés, et à ce qu'ils conservent à l'égard de l'église d'Orléans, à laquelle appartiennent et le lieu et les biens dont ils jouissent (*cujus loco et rebus utuntur*), une fidèle, humble et convenable sujétion, sans pouvoir se soustraire à sa puissance (*nec se putent... a jure et potestate ipsius ecclesiæ sub trahere*), ni aliéner l'abbaye et ses biens dont ils n'ont que l'usage.

Le diplôme que nous venons de résumer est intéressant à divers titres.

D'abord il nous révèle l'époque à laquelle le régime monastique, qui avait cessé d'être observé à Micy depuis les invasions des Normands, y fut rétabli.

Ensuite, il précise parfaitement la situation légale de l'abbaye par rapport à l'évêché, situation qui était probablement commune à tous les autres chapitres ou monastères appartenant aux évêques d'Orléans. C'est l'évêché qui est propriétaire de l'abbaye et de toutes ses dépendances. Les religieux en ont seulement l'usage. Ce droit d'usage, ou plutôt d'usufruit (car c'est ainsi qu'il faut l'entendre, bien que le mot *utuntur* ne soit pas ici complété par le mot *fruuntur*) est absolu, puisque l'évêque ne se réserve aucune part des revenus de l'abbaye ; il est incommutable, et par conséquent perpétuel, puisque ni l'évêque ni les religieux eux-mêmes ne

pourront jamais distraire ni aliéner aucun des biens sur lesquels il s'exerce.

Mais l'évêché d'Orléans n'en reste pas moins nu-propriétaire de l'abbaye, avec les obligations et les droits attachés à cette qualité ; et si, par suite d'une nouvelle invasion ou pour toute autre cause, il eût cessé de nouveau d'y avoir des moines dans l'abbaye, l'évêque d'Orléans en fût rentré en possession.

Deux seulement des possessions de Saint-Mesmin, les plus récentes probablement, sont indiquées dans ce diplôme : *Quasellæ* et *Castaneum villare* ; mais il est dit que l'évêque en a conféré à l'abbaye plusieurs autres prises sur les biens de l'évêché, en considération spéciale d'une autre église dédiée à saint Mesmin. Cette dernière église doit être celle dont le nom accompagne habituellement le nom de l'abbaye elle-même dans les diplômes confirmatifs des possessions de Sainte Croix ; on recherchera plus loin qu'elle était cette seconde église de Saint-Mesmin.

Neuf chartes, dont quatre émanent des souverains pontifes et cinq des rois de France, contiennent des énumérations des possessions de l'église d'Orléans. Ce sont, par ordre de dates :

1). [840-843]. Diplôme de Charles le Chauve (ch. XXXIII).

2). 938. Privilège de Léon VII (ch. XIX).

3). [956]. Diplôme de Lothaire (ch. CCCLXXVI).

4). [974-980]. Privilège de Benoit VII (ch. XX).

5). 979. Diplôme de Louis V (ch. LXIV).

6). 990. Diplôme d'Hugues Capet (ch. XXXIX).

7). 991. Diplôme de Robert, roi associé (ch. XL).

8 et 9). 1151. Bulles d'Eugène III (ch. XXI et XXII).

L'énumération contenue dans le diplôme de Charles le Chauve est la plus brève, la moins complète. Celle des

diplômes de Lothaire et de Louis V ajoutent un certain nombre de noms nouveaux. Les privilèges de Léon VII et de Benoît VII font, à un nom près, double emploi. Quant au diplôme de Hugues Capet et à celui de Robert qui n'en est qu'une copie, ils reproduisent aussi *grosso modo* les énumérations précédentes, mais les noms nouveaux qu'ils y ajoutent, soit par intercalation, soit par addition finale, sont ici fort nombreux : une partie de ces noms représentent assurément des acquisitions nouvelles, c'est-à-dire postérieures au diplôme de Louis V ; mais d'autres s'appliquent à des domaines omis dans les listes précédentes : on y trouve les biens rendus à l'église par Pépin le Bref ; d'autres noms enfin, ceux par exemple qui désignent de simples parcelles de terre d'une faible contenance, comme une once ou une quarte, paraissent n'être qu'une amplification plus soigneuse destinée à préciser avec un détail plus satisfaisant les énonciations sommaires des catalogues précédents : ce qu'avait déjà fait le diplôme de Lothaire. Ces diplômes indiquent, pour certains des biens qu'ils confirment, le nom des souverains ou autres personnages qui les avaient donnés ou restitués à l'église.

Enfin les deux privilèges du pape Eugène III ne contiennent que des énumérations très succinctes ; celui qui concerne les biens du chapitre ne mentionne absolument que les églises, sans s'occuper d'aucune *villa* ou autre propriété temporelle ; celui qui regarde les biens de l'évêque est un peu moins exclusif et on y trouve, à côté des églises, un petit nombre de domaines importants de l'évêché.

C'est d'après les énonciations de ces différentes chartes, et en commençant par les plus anciennes, que nous allons passer en revue les possessions de l'église d'Orléans. Cependant il y aura lieu d'ouvrir parfois des

parenthèses, c'est-à-dire de s'arrêter à telle partie d'une énumération pour la comparer au passage correspondant des énumérations des documents postérieurs. L'ordre des noms ayant été, en général, et en dépit d'additions nombreuses, reproduit et respecté d'une charte à l'autre, ces rapprochements nous fourniront des éclaircissements utiles. Ils nous permettront, par exemple, de reconnaître comme s'appliquant à un même domaine deux noms d'apparence assez dissemblable pour qu'il soit impossible d'en deviner l'identité autrement que par la place analogue qu'ils occupent dans les listes successives des possessions de Sainte-Croix.

Le diplôme de Charles le Chauve, dont nous avons déjà parlé, est un privilège d'immunité accordé à l'église d'Orléans et une confirmation de ses possessions dont il nous donne la première liste connue.

Ces possessions sont divisées en deux catégories, dont la première est annoncée par les mots : *hæ sunt autem cellæ,* et la seconde comprise sous la dénomination : *sunt etiam hæ villæ.*

Le mot *cella* appartient à la haute latinité au sens de *maisonnette*. Il a désigné aussi une chapelle, une partie d'un temple, et, par extension, le temple lui-même. C'est avec la première acception que ce mot a passé dans la langue du moyen âge : *cella* désigne, dans les textes mérovingiens et carolingiens, la retraite où un saint personnage se renfermait loin du monde. Comme il y était généralement enterré et que des miracles se faisaient sur sa tombe, on y élevait un *sacellum*, de sorte qu'après avoir signifié *maisonnette*, *cella* a signifié *chapelle*. La plupart du temps, ces *cellæ* sont devenues des dépendances de monastères et ont été l'origine de prieurés, si bien que le nom de *cellæ* a fini, aux XIe et

XIe siècles, par signifier un monastère secondaire soumis à une abbaye.

Dans le diplôme de Charles le Chauve, *cella* ne semble pas avoir ce sens restreint. C'est une expression générique employée pour désigner les églises et les monastères, par opposition au mot *villa*, autre terme générique qui s'appliquait aux possessions temporelles n'ayant pas d'édifice religieux affecté à l'exercice public du culte. Il est vrai qu'après avoir employé le mot *cellæ* dans ce sens général, le rédacteur de la charte, en faisant l'énumération des *cellæ*, qualifie certaines d'entre elles de *monasterium*. Mais cela ne semble établir qu'une sorte d'équivalence entre les deux expressions, et non pas une hiérarchie entre les établissements religieux qu'elles désignent.

Quant au mot *villa*, il désignait, à l'époque romaine, un domaine rural avec toutes ses dépendances et notamment avec les maisons de ses tenanciers, c'est-à-dire, en réalité, une sorte de village.

Dans les diplômes de Lothaire, de Louis V, de Hugues Capet et de Robert, la même distinction est faite entre les possessions ayant un caractère religieux et les propriétés purement temporelles. Seulement, pour les premières, le mot *cella* n'est plus le seul employé comme terme générique : on dit *monasteria* et *cellæ*. Le premier de ces mots semble désigner les abbayes et le second les églises de moindre importance.

Enfin, dans les deux privilèges d'Eugène III qui confirment séparément les possessions de l'évêché et du chapitre, les mots *cellæ* et *villæ* ont complètement disparu ; trois monastères seulement, ceux de Saint-Mesmin, de Saint-Euverte et de Beaugency portent le titre d'abbaye (*abbatiæ*) ; les autres établissements religieux sont appelés *ecclesiæ*. Quant aux domaines temporels, les plus importants sont appelés *castra*, c'est-à-dire

villes ; d'autres sont nommés sans aucun qualificatif ; un seul, celui de Bou, est appelé *villa*.

Parcourons maintenant la liste des possessions de Sainte-Croix, en suivant l'ordre adopté par le premier diplôme qui les confirme, c'est-à-dire celui de Charles-le-Chauve.

Cella (monasterium, ecclesia) sancti Evurcii. — L'abbaye de Saint-Euverte, dont il s'agit ici, dépendait de la mense épiscopale. Les évêques d'Orléans en furent eux-mêmes les abbés, puis elle eut, vers 1140, des abbés particuliers [1].

Cella (monasterium, ecclesia) sancti Aviti. — Saint-Avit était aussi une abbaye appartenant à l'évêché d'Orléans. Antérieurement à l'an 1142, elle fut sécularisée et devint collégiale, c'est-à-dire que des chanoines remplacèrent les religieux et jouirent des biens attachés à leur mense, Quant à la mense particulière et au titre même de l'abbé, ils ne subirent aucune modification, et les évêques d'Orléans les réservèrent soit à eux-mêmes, soit aux personnages auxquels il leur plut de les conférer. Il résulte, en effet, d'un diplôme de Louis VII daté de 1142 [2] que Pierre, chapelain du roi et abbé de Saint-Avit, et le doyen Jean, avec l'assentiment du chapitre de cette église, firent avec le roi un traité de pariage relatif à la terre d'Acquebouille. Un certain

---

[1] Parmi les nombreuses notes d'histoire locale que M. Thillier donne dans tout ce paragraphe V, plusieurs prêteraient à discussion. J'ai pensé que cette discussion serait déplacée ici, et n'ai modifié que ce qui était erreur absolue. De même je n'ai pas cru indispensable de restituer toutes les références. — E. J.

[2] G. Vignat. *Cartulaire de Saint-Avit*, p. 66.

nombre d'autres chartes du même cartulaire achèvent de prouver la persistance du titre de l'abbaye et de la mense abbatiale. Outre Pierre, chapelain de Louis VII, trois abbés de Saint-Avit sont mentionnés par M. Vignat, ce sont : de 1150 à 1177, Manassès de Garlande, évêque d'Orléans ; en 1202, Geoffroy (Gaufridus), et, en 1212, Manassès de Seignelay, évêque d'Orléans. Les termes dans lesquels ce prélat donne aux chanoines de Saint-Avit certaines maisons attenant à leur église et qu'il possédait comme attachées à son titre abbatial, ne permettent pas de douter de la coexistence, à cette époque, d'un chapitre collégial de Saint-Avit et d'une mense abbatiale distincte appartenant à l'évêché. Il s'exprime ainsi, dans la charte de donation :

« Noverint universi... quod nos, attendentes paupertatem ecclesie Beati Aviti Aurelianensis et devocionem quam ejusdem ecclesie canonici erga nos actenus habuerunt, domos quasdam juxta eamdem ecclesiam sitas, ad abbaciam ipsius ecclesie pertinentes, quas nomine abbacie tenebamus, prefatis canonicis contulimus irrevocabiliter et quiete perpetuo possidendas. » (Vignat, *Cartul. de Saint-Avit*, p. 86.)

Les maisons en question étaient peut-être, d'ailleurs, les derniers biens attachés au titre abbatial de Saint-Avit, car, après Manassès de Seignelay, on ne trouve plus aucun évêque d'Orléans ni autre personnage qui ait porté ce titre.

L'abbaye de Saint-Avit occupait l'emplacement actuel du Grand-Séminaire, où se voit encore la crypte si remarquable de son église.

Cella sancti Maximini. Item monasterium sancti Maximini, *non procul ab eadem urbe consistens, ubi a militibus Christi modo sub sancto et religioso vivitur ordine.* — Tels sont les termes dans lesquels le diplôme de

Charles le Chauve mentionne deux établissements religieux ayant pour patron saint Mesmin.

Il est évident que le second n'est autre que l'abbaye de Saint-Mesmin de Micy qui appartenait, ainsi que nous l'avons vu, à la mense épiscopale ; et le rédacteur du diplôme, en rappelant que « des soldats du Christ y vivent maintenant sous un ordre saint et religieux », semble avoir voulu faire allusion au rétablissement de l'ordre monastique opéré dans cette abbaye par l'évêque Jonas, et dont nous avons parlé plus haut.

Quant à la *cella sancti Maximini* nommée en premier lieu dans notre diplôme, il y a trois églises auxquelles ce nom pourrait, à première vue, s'appliquer : la première est celle qui, élevée sur l'emplacement de l'ancienne *villa Berarii*, a pris le nom de La Chapelle-Saint-Mesmin, que porte encore aujourd'hui la commune du canton Nord-Ouest d'Orléans dont elle est devenue le centre ; les deux autres sont l'église de Saint-Mesmin-de l'Aleu et de Saint-Mesmin dans le bourg Saint-Aignan.

Il est évident qu'il ne s'agit pas ici de La Chapelle-Saint-Mesmin. En effet, les diplômes de Lothaire, de Louis V, de Hugues-Capet et de Robert offrent tous la version : « *Monasterium sancti Maximini monachorum, item capella sancti Maximini juxta murum* » ; et comme ces deux noms sont assurément la reproduction de ceux de l'abbaye de Saint-Mesmin et de l'autre église Saint-Mesmin mentionnés au diplôme de Charles le Chauve, il s'ensuit qu'il y a identité entre cette seconde église Saint-Mesmin et celle nommée *capella sancti Maximini juxta murum* ; cette qualification, ne pouvant convenir à une paroisse rurale comme La Chapelle-Saint-Mesmin, doit s'appliquer à l'une des deux autres églises du même vocable.

L'une d'elles était une petite église que les religieux

de Micy possédaient de temps immémorial dans la ville d'Orléans ; ils avaient, dans les dépendances de cette église, un hôtel qui leur servait de logis et, au besoin, de refuge, et l'ensemble portait le nom de Saint-Mesmin de l'Aleu ou de l'Aleu Saint-Mesmin. Cette église, qui devint plus tard le siège d'une paroisse, et dont il ne reste plus aujourd'hui de vestiges, justifiait à la lettre le déterminatif *juxta murum*, car elle était située à l'intérieur de l'enceinte primitive de la ville et contiguë au rempart du Nord, entre la porte Parisie et la tour Saint-Samson.

La seconde église dédiée à saint Mesmin était située en dehors du mur de ville, à l'ouest de l'église Saint-Aignan aux dépendances de laquelle elle était contiguë. L'évêque Sigobert l'avait fait construire en 670 pour y transférer le corps de saint Mesmin, inhumé jusque-là dans la grotte de la *villa Berarii*, et ceux de deux autres saints abbés. Après que ces reliques eurent été restituées par l'évêque Jonas aux religieux de Micy, en 840, ceux-ci laissèrent l'église en question tomber en ruines et, au commencement du treizième siècle, Humbaud, abbé de Micy, en céda l'emplacement aux chanoines de Saint-Aignan.

A laquelle de ces deux églises s'applique la dénomination *capella sancti Maximini juxta murum ?* Il est difficile de le savoir. Il est probable cependant qu'il s'agit de celle de Saint-Mesmin-de-l'Aleu, non pas que l'autre ne fût aussi très voisine du rempart ; néanmoins, étant en dehors de l'enceinte fortifiée, elle en était séparée par un certain intervalle, ne fût-ce que celui du fossé et de la contrescarpe, et les mots *juxta murum*, qui indiquent une contiguïté, s'appliquent mieux à la situation de Saint-Mesmin-de-l'Aleu. D'ailleurs on vient de voir que lors des diplômes de Hugues Capet et de Robert, l'église de Saint-Mesmin du bourg Saint-Aignan devait être depuis longtemps abandonnée.

Cella (capella) sancti Privati, *cum* capella sancti Martini *quæ est super Ligeritum.* — La première de ces deux chapelles figure seule au diplôme de Charles le Chauve et aux diplômes de Lothaire et de Louis V ; la paroisse dont elle est le centre conserve encore aujourd'hui son ancien vocable : c'est la commune de Saint-Pryvé-Saint-Mesmin, canton sud d'Orléans.

La chapelle de Saint-Martin-sur-Loiret, qui est associée à la précédente dans les diplômes de Hugues Capet et de Robert, est aujourd'hui l'église paroissiale d'Olivet, commune du canton sud d'Orléans ; elle appartenait au chapitre de Sainte-Croix, ainsi que quatre arpents de vigne environ joignant d'une part à l'*atrium* de l'église, de l'autre à la rivière du Loiret, d'une troisième part à la voie publique et d'une quatrième à la terre de Saint-Victor. Par une charte de notre cartulaire (n° XLVII), en date de 1089, le roi Philippe Ier abandonna, sur ces quatre arpents de vigne, tous ses droits de voirie, de justice et de tôte, de manière que le chapitre put en disposer en toute liberté.

Cella sancti Petri Tauriacensis. — Il ne s'agit pas ici de l'église de Toury en Beauce, qui a toujours appartenu à l'abbaye de Saint-Denis, près Paris, mais de celle de Thoury en Sologne, commune du canton de Neung-sur-Beuvron (Loir-et-Cher) ; cette cure faisait partie de l'ancien diocèse d'Orléans et est restée, jusqu'à la fin de l'ancien régime, à la présentation du chapitre.

Cella sancti Saturnini. — Cette église, qui figure aussi aux autres diplômes royaux confirmatifs des possessions de Sainte-Croix, a cessé d'exister depuis une époque lointaine et inconnue, peut-être même antérieurement aux privilèges du Pape Eugène III, dans lesquels elle n'est pas mentionnée. C'est un des édifices religieux

que D. Estiennot[1] mentionnait, en 1682, comme inconnue ou détruite. Il suppose cependant, sans indiquer d'après quelle présomption, que Saint-Saturnin devait se trouver dans le voisinage de l'église Saint-Paul d'Orléans. C'est une assertion qu'il est impossible de contrôler, faute d'autres documents où Saint-Saturnin soit nommé. Peut-être l'érudit bénédictin se fondait-il sur une tradition existant encore de son temps.

CELLA SANCTÆ MARIÆ DRAVIACENSIS. — Cette église est également une de celles qu'Estiennot signale comme ignorées ou détruites. Il ne semble cependant pas douteux qu'on doive y reconnaître l'église de Dry, canton de Cléry. Dans le nom latin *Draviacum*, le *v* intervocal a dû régulièrement disparaître, ce qui a donné *Draiacum*, puis plus tard *Draicum*, en français Draiy qui s'est contracté en Dray, puis Dry. Plusieurs chartes du cartulaire de Notre-Dame de Beaugency, publié par M. G. Vignat, et qui concernent certainement la paroisse de Dry, donnent à son nom les formes latines *Drayacum* et *Draicum* et la forme française Dray[2]. L'église de Dry a d'ailleurs conservé jusqu'à nos jours le vocable de Notre-Dame qui concorde avec celui de notre diplôme. Il est vrai que le cartulaire précité mentionne Notre-Dame de Dry, non comme une dépendance de la cathédrale, mais comme un prieuré-cure de l'abbaye de Notre-Dame de Beaugency. Cela importe peu, car cette abbaye appartenait elle-même à la mense épiscopale, et il est très admissible qu'un évêque d'Orléans lui ait cédé,

---

[1] *Antiquitates in diocesi Aurelianensi benedictinae*, Bibl. nat. ms lat. 12739, p. 247.

[2] V. notamment l'introduction, pp. XXIV et XLIX, et les chartes de 1209, pp. 33 et suiv.

pour y fonder un prieuré, une des églises appartenant à l'évêché. Cette fondation de prieuré doit être postérieure au 6 mars 1139, car une bulle d'Innocent II donnée à cette date et contenant une liste des prieurés de Notre-Dame de Beaugency n'y mentionne pas le prieuré de Dry [1].

Cella (monasterium, ecclesia) sancti Liphardi. — Il y avait à Orléans, au moyen âge, une église paroissiale dédiée à saint Liphard ; ce n'est pas d'elle qu'il s'agit ici, mais du monastère de Saint-Liphard de Meung, comme le prouve la bulle du pape Eugène III, qui mentionne cette église parmi celles dépendant de la mense épiscopale, sous le nom de *ecclesia sancti Lefardi Maudunensis.*

Cette abbaye que le diplôme de Charles le Chauve désigne seulement par la brève mention « *cella sancti Liphardi* » avait, au dixième siècle, des possessions nombreuses et répandues dans plusieurs provinces éloignées et dont font mention les diplômes de Lothaire et de Louis V.

Les diplômes de Hugues Capet et de Robert contiennent une désignation bien plus explicite ; mais il est difficile de savoir, en ce qui concerne les possessions de Saint-Liphard de Meung, où elle s'arrête pour reprendre l'énumération des possessions directes de Sainte-Croix. A ne tenir compte que de l'ordre suivi dans l'énumération contenue aux diplômes de Lothaire et de Louis V et reproduite (sauf quelques intercalations) dans les diplômes suivants, on serait tenté de croire que tout le passage qui, dans ces deux derniers, commence par les mots : *monasterium sancti Liphardi*, pour finir à : *Item*

---

[1] *Cart. de N.-D. de Beaugency*, p. XLIX de l'introduction et p. 225.

monasterium sancti Maximini monachorum, n'est qu'un simple développement de la phrase des diplômes de Lothaire et de Louis V.

Voici ce passage, dans son entier :

« Monasterium sancti Lifardi cum rebus quæ sunt in Pontivo, hoc est villa Rais super fluvium Alevegia, Provenas super fluvium Canna (*alias Provenlis super fluvium Quantia*), Angraonæ (*alias Aigraonæ*) vicum, similiter Ceresium qui est in pago Caltivo, una cum omni merito vel appendiciis eorum, et res quæ sunt in Nocduno et circa Nocdunum ; in pago Turonico villa Dedera super fluvium qui dicitur Karus cum omnibus ad se pertinentibus ; item in pago Matisconensi Vitaliacum, et Cirrati (*alias Cirreti*) in pago Vapincensi, quæ sunt in Burgundia vel in Provincia cum mansis et omnibus ad se pertinentibus ; item in pago Biturico, in vicaria Carbriacensi, in villa Brustogilo mansum I cum terris, pratis, silvis et adjacentiis omnibus ; in pago Pinciacense Niella, Caspiacas, Pompennacas, Amavia et Villare, cum omnibus rebus et appendiciis ad idem monasterium pertinentibus. Item monasterium sancti Maximini monachorum, *etc.* »

En rapprochant ce passage de celui qui, dans les diplômes de Lothaire et de Louis V, attribue au monastère de Saint-Liphard des possessions dans le Ponthieu, dans le Mâconnais et dans la Provence, on est tenté, disons-nous, de ne voir dans le second qu'une amplification très détaillée du premier ; ce caractère purement amplificatif du second texte semble d'ailleurs rendu probable par le fait que les possessions du Mâconnais et de la Provence se trouvent (au milieu d'additions nouvelles) figurer dans le second texte, et en outre par cette considération qu'il est naturel d'arrêter, comme à une conclusion normale, le texte amplifié au point où finissait le texte simplifié lui-même, c'est-à-

dire à cet autre passage commun à deux énumérations au fond identiques : *item monasterium sancti Maximini monachorum*.

Il est d'autant plus naturel de procéder ainsi que nous sommes ici au milieu de la liste de *cellæ*, c'est-à-dire de la nomenclature des monastères orléanais. Comment croire que le rédacteur ait eu l'idée d'intercaler dans cette liste entre les noms de Saint-Liphard et de Saint-Mesmin, si ce n'est comme se rattachant au premier de ces noms, toute une liste de possessions dont aucune (si ce n'est peut-être *Nielfa*) n'est qualifiée de *cella* ou de *monasterium*, mais qui sont toutes désignées par leur simple nom ou par les mots *res*, *villa* et *mansus* et qui toutes sont situées (sauf probablement *Nocdunum*) hors de l'Orléanais, dans sept pays ou provinces plus ou moins éloignées ?

On peut s'étonner, il est vrai, qu'un établissement religieux aussi modeste que le fut toujours Saint-Liphard de Meung ait eu, au moyen âge, des domaines aussi étendus, et se demander s'il n'y a pas, dans tout le passage qui nous occupe, un mélange des biens de Saint-Liphard et des possessions directes de Sainte-Croix. Il est bien certain, par exemple, que la *villa Dedera*, en Touraine, n'a jamais été possédée par l'abbaye de Meung, et nous verrons plus loin que, dès le début du XIe siècle, elle appartenait à Sainte Croix et probablement de longue date. Le rédacteur du diplôme, en énumérant les biens de Saint-Liphard, y a donc mêlé des domaines de Sainte-Croix. Comment distinguer les uns des autres ? Pour les possessions de Ponthieu, de Mâconnais et de Provence, il n'y a pas de doute, puisque les diplômes de Lothaire et de Louis V les désignent déjà formellement comme appartenant à l'abbaye de Meung. Pour les autres, il y a incertitude. Pourtant, en ce qui concerne *Ceresium*, le mot *similiter* qui le précède

et la mention qui le suit : *seu cum omni merito vel appendiciis eorum*, semblent bien l'enfermer dans le même membre de phrase, dans le même groupe de noms que les précédents domaines de l'abbaye de Meung.

C'est avec ces réserves que nous allons compléter, à l'aide du diplôme d'Hugues Capet, les mentions des diplômes précédents relatives aux biens de Saint-Liphard.

VILLA RADIS *alias* RAIS SUPER FLUVIUM ALEVEGIE. — Pour le premier des domaines du Ponthieu, il n'y a pas d'incertitude ; ce ne peut être que Raye, commune située sur l'Authie dans le canton d'Hesdin (Pas-de-Calais). Il est vrai que le nom *Alevegia* n'a pu devenir en français Authie. Mais on ne peut trouver en Ponthieu un nom de localité et un nom de cours d'eau, hors ceux-là, qui puissent répondre respectivement à *Rais* et à *Alevegia* ; il faut donc admettre cette identification. C'est celle que M. G. de Witasse a adoptée dans un article intitulé : *Le pagus Pontivus et le pagus Vimnaus*, où il cite les divers diplômes royaux dont nous nous occupons (*Mém. de la Société d'émulation d'Abbeville*, t. XVII, p. 132 et suiv.). Ce qui achèverait, au besoin, d'en établir la certitude, c'est que Raye ou Ray, nommé *Rayum* dans un pouillé de 1301, était la seule église du Ponthieu dédiée à saint Liphard, et qu'elle conserve aujourd'hui encore ce vocable légèrement altéré sous les formes Saint-Liéphard et sanctus Limphardus (Darsy, *Bénéfices de l'église d'Amiens*, t. VIII des *Mém. de la Société des antiquaires de Picardie*, p. 158). Ce nom, donné à une église du Ponthieu, d'un saint orléanais dont le culte est resté essentiellement local, serait à lui seul une présomption suffisante des antiques relations de dépendance de cette église avec le monastère de Meung. Il reste seulement à nous mettre d'accord avec

la philologie au sujet du prétendu *Alevegia* : pour cela, il faut supposer qu'un copiste a, par une transcription défectueuse, changé en *e u* les lettres *t h* du mot *Althegia* que devait porter le diplôme original et qui forme le thème étymologique exact du nom français Authie.

Frovenas (*alias* Froventis) *super fluvium* Canaa (*alias Quantia*). — Cette localité, nommé Févrench (pour Frévench) au pouillé de 1301, cité par M. Darsy, est aujourd'hui Frévent sur la Canche, commune du canton d'Auxy-le-Château (Pas-de-Calais). *Canaa* est une transcription fautive (la variante *Quantia* le prouve) de *Cantia* devenu ensuite, par la flexion du *t*, *Cancia*, et en français Canche.

Il est vrai que M. de Witasse, dans l'article cité plus haut, identifie *Frovenas*, non pas avec Frévent, mais avec les communes de Frohen-le-Grand et Frohen-le-Petit, canton de Bernaville (Somme), sur les deux rives de l'Authie. Mais nous ne saurions admettre cette interprétation : d'abord, pour la soutenir, l'auteur est obligé de supposer que le rédacteur du diplôme a confondu la Canche avec l'Authie ; ensuite, le nom *Frovenas* et surtout la variante *Froventis*, concordent aussi bien, sinon mieux, avec Frévent qu'avec Frohen.

Angraonæ (*alias* Aigraonæ) *vicus*. — Ici, il faut adopter l'identification de M. de Witasse avec les communes d'Airon-Notre-Dame et d'Airon-Saint-Vast, canton de Montreuil-sur-Mer. « Les auteurs s'accordent, dit-il, pour y placer l' « *Aigrone vicum* » mentionné dans un diplôme de Hugues Capet, de 990, confirmant les biens de l'église d'Orléans, et dans les miracles de saint Wandrille ». Et il cite le texte d'un passage des *Acta Sanctorum* (juill., p. 289, n° 34) qui relate un de ces miracles

rapporté à l'année 868 : « Predium est in pago Pontivo vocabulo Agrona, etc. »

CERASETUS IN PAGO CALETIVO. — Cette localité du pays de Caux n'a pu être identifiée.

NEODUNUM (qui était probablement écrit *Nordunum* ou *Neudunum* dans le diplôme original). — Ce nom a donné Neung comme *Magdunum* a donné Meung. Il s'agit ici de Neung-sur-Beuvron (Loir-et-Cher, arrondissement de Romorantin). Ce nom prit au XIIIe siècle la forme *Naym*, déformation probablement de *Naun*[1]. Le chapitre d'Orléans conserva jusqu'à la Révolution de 1789 le patronage de l'église de Neung et les biens assez considérables qu'il avait dans cette localité et aux alentours ; c'était le chef-lieu d'une de ses prévôtés.

VILLA DEDERA. — Par la disparition régulière de la dentale, ce nom est devenu *Deera* puis *Diera*. C'est Dierre (Indre-et-Loire, canton de Bléré), dont le diplôme d'Hugues Capet précise bien la situation en Touraine et sur le Cher.

Cette villa de Dierre, avec son église et ses dépendances, appartenait avant 990 à l'église d'Orléans. Vers 1040 elle était tenue en fief par Tescelin de Pithiviers. Pour se conformer aux volontés d'Isembard de Broyes et du chapitre d'Orléans, Tescelin dut vendre cette villa à Saint-Julien de Tours[2]. La seigneurie de Pithiviers appartenait précisément à cette époque à la famille de

---

[1] Cf. Soyer, *Étude critique sur le nom et l'emplacement de deux oppida celtiques* (*Bulletin de géographie historique et descriptive*, n° 3, 1904).

[2] *Mém. de la Société archéologique de Touraine*, t. IX, p. 231. L'auteur a cherché à tort un nom tourangeau et a traduit : Tescelin du Perrier.

Broye et, selon toute apparence, à l'évêque Isembard lui-même. Tescelin était probablement un des principaux vassaux de cette seigneurie, ou même un parent de la famille seigneuriale.

In pago Matisconensi Vitaliacum, et Cirrati (*alias* Cirreti) in pago Vapincensi. — Nous n'avons aucune donnée sur ces pays, qui constituaient les possessions de Bourgogne et de Provence. Il serait peut-être permis, cependant, d'identifier l'un avec Veilly (commune de La Geneste, Saône-et-Loire) et l'autre avec Serres (arrondissement de Gap, Hautes-Alpes), qui s'appela *Cerredum*.

Brustogilum. — Comme l'indique le contexte : « *in pago Biturico in vicaria Carbriacensi* », cette localité était dans la viguerie de Chabris (Indre).

Nielfa. — Ce lieu et les cinq suivants sont désignés comme situés en Pincerais. Il y a, dans le canton de Montfort-l'Amaury (Seine-et-Oise), deux localités appelées Neauphle-le-Château et Neauphle-le-Vieux. Cette dernière était le siège d'une abbaye et c'est d'elle qu'il s'agit probablement ici.

Crispiacas. — Mauvaise copie pour *Crispiarias*, Crespières, commune du canton de Poissy.

Olfarciacas, Pompennacas, Villare. — Ce sont évidemment les mêmes localités que *Ulfrasiagas*, *Villare*. et *Popiniagas*, mentionnées dans un diplôme de Pépin pour Saint-Denis [1]. La première est Auffargis (canton de Rambouillet, Seine et-Oise). La seconde est Poigny

---

[1] *Historiens des Gaules*, t. V, p. 707.

[illegible][1]. La troisième, Villiers-le-Mahieu (commune de Montfort-l'Amaury, arrondissement de Rambouillet).

Amancia. — Cette localité est inconnue.

Ici se termine l'analyse du passage emprunté au texte du diplôme de Hugues Capet et formant le développement de ce qui, dans les documents précédents, concerne les biens de Saint-Liphard de Meung. Nous revenons donc maintenant à l'énumération des églises (*cellæ*) appartenant à Sainte-Croix, telle qu'elle figure au diplôme de Charles le Chauve. La première, dont le nom suive celui de Saint-Liphard, est Sainte-Croix de Jargeau.

Cella (monasterium, ecclesia) sanctæ Crucis Gar[illegible]. — Cette église, qui appartenait à la mense épiscopale, était, d'après M. l'abbé Duchâteau, une des plus anciennes du diocèse et avait été bâtie par une communauté religieuse qui, après les invasions des Normands, fut transformée en un chapitre séculier. Les reliques de saint Vrain, évêque de Cavaillon, ayant été apportées à Jargeau à la suite des troubles du XIe siècle, et les chanoines ayant rebâti à cette époque le chœur de leur église, l'évêque Manassès en fit la dédicace le 28 juin 1150, en plaçant le nouvel édifice sous le patronage de saint Vrain[2]. L'église du chapitre de Jargeau figure au privilège d'Eugène III, du 10 février 1150,

---

[1] On trouve l'église de *Sanctus Petrus de Puteolis* dans une bulle du pape Adrien IV qui confirme les possessions de Saint-Magloire de Paris, et la paroisse de Puiseux au Pouillé du diocèse de Chartres, du XIIIe siècle.

[2] Duchâteau, *Histoire du diocèse d'Orléans*, p. 128.

sous ce vocable nouveau qu'elle a conservé jusqu'à nos jours.

Cella (abbatia) sancti Johannis. — Cette antique abbaye semble avoir disparu de bonne heure. Elle avait été, à une époque inconnue, enlevée à l'église d'Orléans par un envahisseur laïque et, en 975, elle appartenait à un chevalier nommé Hugues, qui la tenait en fief de Hugues Capet, alors duc de France. Celui-ci, sur la réclamation de l'évêque Arnoul, la rendit, du consentement de son vassal et de ses comtes, à l'église d'Orléans, par une charte dont le texte figurera dans notre appendice [1]. D'après cette charte, l'abbaye en question était à proximité des murs de la ville, et il semble bien qu'elle fût alors en ruines, car, dans un autre passage, la charte la nomme simplement une terre (quamdam terram). Il ne peut donc s'agir de l'une des trois paroisses de Saint-Jean-de-Braye, Saint-Jean-de-la-Ruelle et Saint-Jean-le-Blanc, limitrophes d'Orléans il est vrai, mais dont les églises étaient pourtant éloignées de l'enceinte de la ville. Le chanoine Hubert a conjecturé que l'abbaye de Saint-Jean était située près de Saint-Avit, et probablement sur l'emplacement qui servit plus tard de grand cimetière. Il est difficile d'apprécier la vraisemblance de cette hypothèse, l'abbaye de Saint-Jean n'ayant pas laissé de traces et aucun document n'en faisant mention depuis le diplôme confirmatif des possessions de l'église d'Orléans par Robert le Pieux.

Cella santi Marcelli. — L'église de Saint-Marceau, qui figure dans tous nos diplômes, n'avait pas échappé non plus à l'usurpation de seigneurs laïques, et, en

---

[1] Ch. LXIII.

1092, elle appartenait à titre héréditaire à une noble dame nommée Maussende et à son fils Aubry, qui la tenaient en fief de l'évêque et du chapitre d'Orléans. Ils en firent don à l'abbaye de Saint Mesmin ; mais comme les moines de Bourgueil en Touraine s'étaient installés sans droits (quidam invasione) dans l'église, Maussende leur intenta une action judiciaire qui, commencée au chapitre de Sainte Croix et devant l'évêque d'Orléans, se poursuivit à l'audience de l'archevêque métropolitain de Sens. Ayant obtenu gain de cause devant ces deux cours[1], elle retira l'église aux religieux de Bourgueil, et, sur sa demande et celle de son petit fils Hervé, fils d'Aubry, encore tout enfant, l'évêque Rainier concéda Saint-Marceau aux moines de Saint-Mesmin. Sous l'administration de ces derniers, l'église Saint-Marceau devint et est encore aujourd'hui l'une des paroisses d'Orléans.

Cella sancti Martini Cervensis, *alias* Crevensis *et* Crevennensis. — Ces trois formes adjectives, dont la meilleure est *Crevennensis*, sont formées sur le nom *Crevennus*, aujourd'hui Cravant, commune du canton de Beaugency. L'église de Cravant, qui a toujours pour patron saint Martin, faisait partie de la mense de l'évêque ; le privilège d'Eugène III, du 10 février 1150, constate que l'évêque possédait de plus la dîme et le cimetière de Cravant (decimam de Craventiaco cum atrio). *Craventiacus* est une latinisation défectueuse du nom français Cravant.

---

[1] Il s'agit ici, non des juridictions spirituelles, mais des cours temporelles et *cours de pairs* de l'évêque et de l'archevêque, comme le prouvent ces mots de la charte où nous trouvons ces détails : *concordante sententia, judicio omnium nobilium et legalium virorum qui ad has convenerant.*

Cella sancti Martini prope murum civitatis. — Il y avait, au moyen âge, à Orléans ou dans ses faubourgs, trois églises consacrées à saint Martin et dont aucune ne subsiste plus. Saint-Martin près du mur de ville est la seule qui soit nommée aux cinq diplômes royaux dont nous nous occupons. Elle figure, de plus, sous ce même nom, dans un autre diplôme de Charles le Chauve dont nous parlerons plus loin, et par lequel ce prince approuve l'attribution faite par l'évêque Agius et ses prédécesseurs, à leur chapitre, de l'église en question et de quatre autres possessions de Sainte-Croix pour être assignées à l'entretien et à la rémunération des chanoines. Nous devons donc retrouver l'église Saint-Martin proche le mur de ville énoncée au privilège d'Eugène III, du 11 février 1151, qui confirme les possessions du chapitre ; et comme ce privilège ne mentionne qu'une seule église Saint-Martin, sous le nom de *ecclesia sancti Martini de areâ*, il en faut conclure que ces deux surnoms s'appliquent à un même édifice nommé d'abord *sanctus Martinus prope murum civitatis*, puis *sanctus Martinus de areâ*.

C'est l'église Saint-Martin, disparue dès le xve siècle, et qui était voisine de la rue actuelle dite rue Saint-Martin-du-Mail [1].

Cella sancti Laurentii. — Le monastère de Saint-Laurent ou Saint-Laurent des-Orgerils, situé à l'ouest de la ville d'Orléans, était de fondation fort ancienne, puisque saint Aignan, si l'on en croit les actes de son pontificat, en aurait été abbé avant son élection au siège épiscopal. En 1090, ce monastère était un prieuré de l'abbaye de Notre-Dame de la Charité-sur-Loire.

---

[1] Cf. Vergnaud. *Indicateur orléanais*, p. 539.

Néanmoins l'église d'Orléans conservait encore à cette époque certains droits sur lui. Par une charte de 1092, que nous publierons dans notre appendice[1], l'évêque Jean, du consentement de ses fidèles, clercs et lais, fait aux religieux de ce prieuré l'abandon d'une partie de ses droits ; il leur cède l'autel de leur église pendant tout le temps qu'ils la posséderont et y assureront le service divin. L'évêque d'Orléans ne devra plus, à l'avenir, exiger de vicaire pour cette église ; il ne pourra non plus réclamer ni droit sur la réédification et le remplacement des autels, ni amendes pour les délits commis dans l'église, le cimetière et les dépendances du prieuré ; et, en cas d'homicide, sacrilège ou autres faits assez graves pour nécessiter la réconciliation de l'église, cette réconciliation sera faite par les religieux. L'évêque réserve d'ailleurs les autres coutumes et la sujétion dues par l'église Saint-Laurent à l'église mère de Sainte-Croix, coutumes qui consistent en un repas la veille de la Saint-Laurent, le droit de synode, les rameaux des palmes et les deux peaux de chèvres dues au chantre du chapitre de Sainte-Croix ; la charte ajoute à ces coutumes « et revestitu sacerdotis in die dominica, et justitia de ipso sacerdote », ce qui veut dire sans doute que le prieur devait fournir les habits de chœur au prêtre desservant l'église, et que celui-ci demeurait justiciable du chapitre. Les droits réservés à l'église Sainte-Croix dépendaient en effet de la mense capitulaire et l'église Saint-Laurent est nommée parmi les églises du chapitre au privilège d'Eugène III. Cette église, qui dépendit jusqu'en 1792 de l'abbaye de la Charité-sur-Loire, est encore aujourd'hui l'une des paroisses d'Orléans.

---

[1] Pr. LXVII.

Cella sancti Gervasii. — Saint-Gervais figure, dans les cinq diplômes royaux que nous étudions, à une place identique, c'est-à-dire après Saint-Martin-du Mail et Saint-Laurent, et son nom ne porte aucun déterminatif.

Cette église, aujourd'hui détruite, était celle d'un prieuré établi sur la paroisse Saint-Marc depuis l'année 817. Elle eut pour second patron saint Phalier (sanctus Faretrus), dont elle finit par retenir exclusivement le nom. Elle cessa, vers la fin du XIe siècle [1], d'appartenir au chapitre de Sainte Croix pour passer en la possession de l'abbaye de Saint-Benoît, qui la possédait encore en 1792.

Puteum sancti Sigismundi. — L'église du Puits-Saint-Simond rappelle le souvenir de la mort tragique de saint Sigismond, roi des Burgondes. Clodomir, roi d'Orléans, auquel il avait été livré, le fit amener dans son camp (à douze kilomètres d'Orléans) et là il le fit égorger avec sa femme et ses deux enfants, et leurs corps furent jetés dans un puits. L'église, bâtie sur le lieu de cet événement, a donné naissance à la commune actuelle de Saint-Sigismond, canton de Patay. Cette église appartenait, au commencement du XIIe siècle, à des seigneurs laïques : en 1122 [2], Béatrix, veuve

[1] Prou et Vidier. *Recueil des chartes de l'abbaye de Saint-Benoît-sur-Loire,* p. 225 n° 2 et p. 329.

[2] Bib. Nat. ms. lat. 12739 : f° 329. — « Ego Joannes, Dei gratia Aurelianorum episcopus, notum *etc.* quoniam ecclesiam S. Sigismundi cum universis ad eam pertinentibus, quam Beatrix, annuente filio suo Alberico necnon et filia sua Agnete, pro remedio anime viri sui Hervæi, ad opus Miciacensium fratrum per candelabrum deauratum in manu nostra dereliquit, postea vero Constantia, nomine Curta lupæ, pro remedio animæ mariti sui Stephani, filii Berardi, de quibus supradictus Hervæus per conjugem suam, ad quam res ipsa pertinere videbatur, eandem ecclesiam in amicitia habuerat, ad opus supradictorum fratrum per cultellum quendam nigri manubrii in manu nostra, de cujus

d'Hervé, la tenait en fief de Constance, dite Courteloave, veuve d'Etienne, fils de Bérard. Ces deux personnes firent alors abandon de l'église en question et de toutes ses appartenances entre les mains de Jean, évêque d'Orléans, qui, conformément au désir des donatrices, la concéda aux moines de Micy en abandonnant de son côté tout droit de procuration et toute redevance, sauf les droits de synode et de visite (*circata*).

Cella sancti Vincentii. — L'église de Saint-Vincent-des-Vignes (*de vineis, inter vineas*) aurait été fondée par le roi Robert, si l'on en croit Helgaud, historien de ce prince[1]. Mais on voit, par la mention qui en est faite dans les diplômes de notre cartulaire, qu'elle existait déjà du temps de Charles le Chauve et qu'il ne put y avoir, du temps de Robert, qu'une reconstruction. Dom Estiennot[2] dit que cette église dut être donnée, vers la fin du XI[e] ou le commencement du XII[e] siècle, au monastère du Bourg-Dieu, près Châteauroux, sous le patronage duquel le prieuré de Saint-Vincent resta jusqu'à la fin du XVIII[e] siècle. Voici comment il s'exprime : « *Ceditur autem, ut conjicio, ineunte sæculo XII, vel finiente XI, Burgidolensi monasterio ab episcopis Aurelianensibus ; at carta donationis non exstat in tabulario S. Crucis Aurelianensis.* »

---

feodo erat perpetuo, habendam dereliquit, quodque fratrum necessitati concederem exoravit, *etc*... Ego igitur supradictam ecclesiam petentibus fratribus in perpetuum dono, addens ut nec ego nec aliquis successorum meorum episcoporum, nec archidiaconi, nec archipresbyteri, nec aliquis alius procurationem vel aliquam redhibitionem, excepta synodo et circata, a monachis ibidem degentibus exigere audeat, *etc*... Actum publice in capitulo S. Crucis, anno ab incarnatione Domini MCXXII. »

[1] *Hist. des Gaules*, t. X, p. 115.

[2] Bibl. Nat. ms. lat. 12739, p. 33.

Saint-Vincent est aujourd'hui l'une des églises paroissiales d'Orléans.

Cella sancti Sergii. — Cette chapelle, dédiée aux saints martyrs Sergius et Bacchus, était située dans la rue des Cinq-Marches et attenante à la principale porte d'entrée du cloître de Saint-Aignan ; le jour de l'intronisation de l'évêque d'Orléans, les chanoines de Saint-Aignan le portaient sur leurs épaules jusqu'à cette chapelle, où les quatre barons, vassaux de l'évêché, l'attendaient pour le porter à leur tour jusqu'à la cathédrale. La chapelle Saint-Serge, qui fut rebâtie en 1090, existait encore en 1375, car elle est mentionnée dans le procès-verbal de l'entrée solennelle de Jean de Montmorency, évêque d'Orléans : c'était la chapelle d'une maison aumonière destinée à recueillir les pauvres.

Cella sancti Petri virorum. — Cette église, une des plus anciennes d'Orléans, était une abbaye de clercs, c'est-à-dire une collégiale de chanoines, ainsi que le dit Étienne de Tournai dans une de ses lettres[1] : « *tres aliæ clericorum abbatiæ, scilicet sancti Petri virorum, sancti Petri puellarum et sancti Aviti* ».

La collégiale de Saint-Pierre-aux-Hommes, qui fut connue plus tard sous le nom de Saint-Pierre-en-Pont, appartenait aux évêques d'Orléans qui en nommaient les dignitaires et les chanoines, et avaient le patronage de la paroisse y annexée. Cette église s'élevait sur l'emplacement occupé aujourd'hui par l'église chrétienne évangélique.

Cella sancti Petri puellarum. — L'église Saint-Pierre-le-Puellier, non moins ancienne que la précé-

---

[1] Desilve. *Lettres d'Étienne de Tournai*. Paris, 1893. Lettre LXXIII, p. 87.

drale, était dans l'origine, au dire de Raoul Glaber [1], une abbaye de religieuses. Désertée pendant les invasions des Normands, elle fut plus tard occupée par des chanoines soumis à la direction, au moins titulaire, d'un abbé. Le roi Robert, si l'on en croit Helgaud, fit restaurer cette abbaye. Des laïques en obtinrent fréquemment la possession, jusqu'au jour où l'évêque Jean mit fin à cet abus et attribua le titre d'abbé au doyen Zacharie [2].

Le chapitre fut supprimé en 1775 ; mais la paroisse qui y était attachée subsiste encore aujourd'hui.

On a voulu faire de ces deux églises d'anciens baptistères, réservés l'un aux hommes, l'autre aux femmes [3]. Cette opinion est insoutenable. En outre, il est naturel de croire que le baptistère dut être, comme c'était l'usage, consacré à saint Jean-Baptiste. Or, on n'a jamais connu, à Orléans, d'autre édifice religieux consacré à saint Jean que l'ancienne église abbatiale portant ce vocable et dont nous avons parlé plus haut. Elle était d'ailleurs située près de la cathédrale, et rien n'empêche de croire qu'elle ait pu en être originairement le baptistère ; hypothèse pour hypothèse, celle-ci nous semblerait, en tout cas, plus vraisemblable que celle qui attribue deux baptistères à une même église. Cette conjecture, d'ailleurs, ne nous avance guère, puisqu'on ignore l'emplacement exact de l'église Saint-Jean elle-même, et il faut toujours revenir à cette conclusion qu'on ne sait rien de précis au sujet du baptistère de la cathédrale primitive d'Orléans.

---

[1] *Hist. des Gaules*, t. X, p. 17.

[2] Charte de Louis VI (1125) relative à cette attribution. — *Gallia Christiana*, VIII, 365.

[3] La Saussaye, *Annales ecclesiæ Aurelianensis*, p. 45. — Hubert, *Antiquités de l'église de Saint-Aignan*, I, p. 17.

Buccum (*alias* Buccus, Bucum) monasterium. — Le chanoine Hubert a cru reconnaître dans ce monastère l'église de la commune actuelle de Bou, canton nord-est d'Orléans ; cette identification est erronée, car Bou, que nous retrouverons plus loin, a toujours été appelé *Bullus* ou *Bullum* dans le latin du moyen âge, et c'est sous ces formes que nous le trouvons mentionné dans les diplômes de notre cartulaire et concurremment avec *Buccum monasterium*. Nous pensons que ce dernier nom s'applique à la commune actuelle de Buc, canton de Versailles (Seine-et-Oise). Il est vrai que *Buccum* (comme le nom commun de basse latinité *buccus*, au sens de *hircus*) aurait dû donner en français Bouc et non Buc. Toutefois il faut bien accepter le nom de Buc tel qu'il existe, et si l'on se refuse, par des raisons philologiques, à admettre que *Buccum* soit le thème étymologique de Buc, rien n'empêche d'y voir une latinisation de ce même nom due aux clercs du moyen âge. En tout cas Buc pourrait venir de *Buscum*, et l'on trouve au cartulaire de l'abbaye chartraine de Josaphat un document de 1152 où les noms *Buscum* et *Buccum* sont employés indifféremment : d'après cette charte, un chevalier nommé *Hugo de Busco*, ayant fait bâtir, pour la donner aux moines de Josaphat, une église désignée par le nom de *cella sancti Joannis evangelistæ de Bucco monachorum*, ajoute à ce don celui de diverses terres [1]. Comme l'acte est passé à Neauphle (Nielfa) et que Milon de Neauphle y concourt comme seigneur du fief, il est certain qu'il faut chercher *Buccum* ou *Buscum* dans cette région, c'est-à-dire à Buc. C'est d'ailleurs comme simple argument à l'appui de cette identification que nous citons la charte en ques-

[1] Abbé Métais. *Cartulaire de N.-D. de Josaphat*, t. I, p. 253.

tion, l'église dont elle constate la fondation à Buc, au milieu du XIe siècle, ne pouvant avoir rien de commun avec celle que l'évêque ou le chapitre d'Orléans y a possédée depuis le règne de Charles le Chauve jusqu'à celui de Robert, et sur laquelle les renseignements font absolument défaut.

BELLUM CAMPUM. — Cette église est une de celles que D. Estiennot signale comme ignorées ou détruites : nous pensons qu'il y faut reconnaître l'église de Beauchamp, aujourd'hui commune du canton de Bellegarde, autrefois comprise dans la circonscription du diocèse de Sens. Les anciens pouillés de ce diocèse ne donnent malheureusement aucun renseignement qui puisse changer en certitude la probabilité de cette attribution.

SEREONAS (TREONAS, SERENAS, SEREONAS). — La place identique occupée par ces divers noms dans les énumérations successives de nos diplômes démontrent qu'il s'agit d'une seule et même localité. *Sereonas* est la forme primitive et régulière de ce nom d'où la voyelle *o* a, plus tard, disparu et que l'on trouve écrit *Serenas* dans un fragment de pouillé du XIe siècle du diocèse d'Orléans[1] ; quant aux autres formes, et notamment celle donnée par le diplôme de Charles le Chauve (*Treonas*)[2] ce ne sont évidemment que des transcriptions défectueuses. Le nom actuel Escrennes, formé sur la forme *Serenas*, est celui d'une commune du canton de Pithiviers. L'église de cette localité resta toujours l'une des cures du chapitre de Sainte Croix ; l'archidiacre de Pithiviers en avait la nomination.

---

[1] A. Longnon, *Pouillés de la province de Sens*, p. 323.

[2] Peut-être est-ce une confusion du scribe avec le nom de Trainou au XIe siècle : *Treonau*. *Ibid.* p. 333.

MAROGILUM, *item* MAROGILUM. — Le suffixe gaulois *oialon*, qui s'est combiné avec des noms communs appartenant aux règnes minéral, végétal ou animal, a été latinisé en *oialum* et a conservé cette forme jusqu'à la fin du VIIe siècle. A partir du VIIIe siècle, l'*a* bref est tombé, ce qui a donné *oilum*. Plus tard, un *g*, sur l'origine duquel beaucoup d'avis ont été émis, s'est introduit, et l'on a eu *ogilum*. C'est cette dernière finale que nous trouvons dans les noms *Marogilum* de nos quatre diplômes, c'est-à-dire de l'an 840 environ à la fin du Xe siècle. Plus tard, on trouve quelquefois la terminaison en *olium*, qui semble une mauvaise transcription de *oilum*. En 1150, au privilège d'Eugène III, *Marogilum* est devenu *Marolium*.

Les noms en *oialum*, puis *ogilum*, puis *olium* se sont altérés diversement en français, selon les pays. *Olium* a donné *euil* au nord, *eil* dans la région parisienne et dans le Maine, *eau* dans la région qui nous concerne, et qui prend naissance au sud et à peu de distance de Paris, et comprend l'ancien diocèse d'Orléans et une partie de ceux de Chartres, de Sens et d'Auxerre. C'est ainsi que *Marolium*, qui aurait donné ailleurs *Mareuil* ou *Mareil*, est devenu dans l'Orléanais *Mareau*. Ce nom est emprunté à un site géographique et a pour racine un mot servant à désigner une masse d'eau (*mare*). Il s'applique à deux communes du Loiret : Mareau-aux-Prés, canton de Cléry, et Mareau-aux-Bois, canton de Pithiviers. Les diplômes de Charles le Chauve, de Lothaire et de Louis V et les privilèges d'Eugène III ne mentionnent qu'une seule de ces localités ; les diplômes de Hugues Capet et de Robert les nomment toutes deux.

L'église de Mareau-aux-Bois appartenait à l'évêché ; l'évêque Manassès la donna vers 1170 au chapitre de Saint-Euverte.

Celle de Marcau-aux-Prés appartint, jusqu'à la fin du XVIIIe siècle, au chapitre de Sainte-Croix, dont le doyen en avait la présentation.

PRESCINIACUM. — Il y a, dans le canton de Châtillon-sur-Loing (qui appartenait à l'ancien diocèse de Sens), une commune du nom de Pressigny ; il est extrêmement probable que c'est l'église de cette commune qui est mentionnée dans nos diplômes (dont l'un la nomme, par une faute du copiste, *Fortsciniacum*). Nous n'avons aucun renseignement sur cette localité dont il n'est plus question ensuite dans les chartes et les titres de Sainte-Croix.

Ici s'arrête la liste des églises et des monastères énumérés au diplôme de Charles le Chauve.

Il nous reste à parler maintenant des *cellæ* et *monasteria* qui, non compris dans la nomenclature précédente, figurent dans celles données par les diplômes postérieurs.

Les diplômes de Lothaire et de Louis V ne mentionnent, en dehors des édifices religieux déjà nommés, qu'une seule église, savoir :

CELLA SANCTÆ MARIÆ FABRICATÆ. — Ce nom, qu'il faudrait, pour être exact, traduire par Notre-Dame-la-Forgée, est celui de Notre-Dame-des-Forges, ancienne église située hors la ville, à l'est de l'enceinte primitive[1]. Helgaud, dans sa *Vie du roi Robert*, raconte que cette église avait été détruite par l'incendie de 989, et que ce prince la releva de ses ruines. En 1427, à l'approche de l'armée anglaise, les habitants d'Orléans la

[1] Le nom des Forges était celui du quartier ; il existe encore dans la rue de Bourgogne, en face de la rue de l'Ételon, un puits qu'on nommait autrefois le puits des Forges.

détruisirent de nouveau ainsi que les autres églises des faubourgs ; rebâtie après la levée du siège, elle fut consacrée en 1524 sous le titre de Notre-Dame-de-Saint-Victor. Le fait est mentionné par Symphorien Guyon qui fut curé de cette paroisse, et il est confirmé par une note de M. Douville, qui la desservait lors de sa suppression, en 1792 [1]. On s'habitua progressivement à ne plus donner à cette église que le nom de Saint-Victor, qui finit par prévaloir et par faire oublier celui de Notre-Dame, et qui resta le vocable officiel de cette paroisse jusqu'à sa disparition.

On ne saurait suspecter la véracité des informations de Symphorien Guyon, au sujet d'une paroisse dont il était, mieux que personne, en situation de connaître l'histoire et de compulser les titres. Cependant les détails qu'il donne, s'ils ne sont pas erronés, sont tout au moins incomplets. A s'en tenir à son récit, on serait tenté de croire que Notre-Dame-des-Forges et Saint-Victor ont été simplement les deux vocables successifs d'une seule et même église. En réalité, c'étaient les noms de deux églises originairement distinctes et qui ont existé simultanément au moyen âge ; car une bulle d'Alexandre III [2] prouve que, dès la seconde moitié du XIIe siècle, il y avait à Orléans une église dédiée à saint Victor : cette pièce confirme au chapitre de Sainte-Croix la possession des églises de La Ferté-Avrain, de Brinon, d'Aschères, d'Andeglou, *de Saint-Victor* et de Saint-André-de-Cléry (de Firmitate Habreni, de Brien[one], de Acheriis, de Andeglo, *sancti Victoris* et de Ussello ecclesias). Il est vrai que la bulle ne dit pas qu'il s'agisse de Saint-Victor d'Orléans ; mais, de ce que le rédacteur

---

[1] *Mém. de la Société archéol. de l'Orléanais*, t. V, p. 62.
[2] Ch. XXXI.

désigne les cinq autres églises par le lieu de leur situation et non par leur vocable, on peut conclure que Saint-Victor est une église d'Orléans. On trouve aussi le nom de Saint-Victor dans une autre charte[1] qui mentionne un clos de vigne situé près de l'église d'Olivet et contigu aux terres de Saint-Victor.

Par conséquent l'église Saint-Victor était distincte de Notre-Dame-des-Forges et elle a existé à Orléans en même temps que cette dernière et peut-être dans le voisinage de celle-ci. Que toutes deux aient été détruites lors de l'invasion anglaise, c'est vraisemblable; que Notre-Dame-des-Forges seule ait été réédifiée après le siège; qu'elle se soit alors accrue de la circonscription de l'église Saint-Victor (en admettant que celle-ci fût une paroisse), et qu'en tout cas elle en ait, par addition au sien propre, perpétué le nom; tout cela est possible, probable, si l'on veut. Il est en tout cas certain, et il n'était pas sans intérêt de l'établir, que l'église Saint-Victor a existé dès le moyen âge (concurremment avec Notre-Dame-des-Forges par conséquent), qu'elle a été détruite à une époque inconnue et que son nom s'est, d'abord ajouté, puis complètement substitué à celui de Notre-Dame-des-Forges.

Ces deux églises, originairement distinctes, appartenaient toutes deux au chapitre de Sainte-Croix.

Ici s'arrêtent les noms d'églises énumérés dans les diplômes de Charles le Chauve, de Lothaire et de Louis V.

Les diplômes de Hugues Capet et de Robert reproduisent tous ces noms, auxquels ils ajoutent les trois nouveaux noms de *cellæ* suivants :

---

[1] Ch. XLVII.

Altum villare. — Il y a plusieurs localités du nom de Hautvilliers ou Auvilliers. Celle dont il s'agit très probablement ici était au moyen âge une paroisse et, dans un répertoire des titres de la haute justice de la Fauconnerie existant aux Archives du Loiret (G. 17), il est question des prévôté, greffe et amendes des paroisses d'Andeglou et Auvilliers, de 1561 à 1563. Le chanoine Hubert mentionne aussi la paroisse de Hautvilliers parmi celles qui étaient dans la mouvance de l'évêché. Cette paroisse n'existe plus, même à l'état de simple hameau ; elle n'est plus représentée aujourd'hui que par le château d'Auvilliers, commune d'Artenay. Andeglou en était limitrophe, ce qui semble confirmer l'identification.

Curtem Flavacium. — La situation de cette église est incertaine et D. Estiennot la range parmi celles qu'il considère comme inconnues ou détruites. La localité actuelle qui semble le mieux répondre à son nom latin est Flavécourt, écart de la commune d'Ouzouer-sous-Bellegarde, canton de Bellegarde (Loiret).

Sancti Petri Magdunensis. — L'église de Saint-Pierre-de-Meung, aujourd'hui détruite, était à l'entrée de cette ville, du côté d'Orléans. Elle cessa, à une époque inconnue, d'appartenir à l'évêché d'Orléans pour passer sous la dépendance du chapitre de Saint-Liphard de Meung, qui, du reste, dépendait lui-même de l'évêché.

Après avoir parcouru la liste des *cellæ*, c'est-à-dire des possessions religieuses de l'église d'Orléans, nous allons parler maintenant de ses *villæ*, c'est-à-dire de ses domaines temporels.

Ils figurent au nombre de douze dans le diplôme de Charles le Chauve et sont reproduits, dans le même

seules, aux énumérations des diplômes suivants, mais avec des additions assez nombreuses.

Voici les domaines mentionnés par Charles le Chauve :

SILVINIACUS. — Ce nom est écrit, dans nos différents diplômes, *Siuiniacus*, *Silviniacus*, *Selinniacus* et *Silunniacus*. Comme il s'agit évidemment d'un seul et même nom, toute la question se réduit à en distinguer la forme véritable. Nul doute qu'il ne faille accorder la préférence à *Silviniacus*, qui a donné en français Souvigny. Ce nom est aujourd'hui celui d'une commune du canton de La Motte-Beuvron (Loir-et-Cher) ; cette paroisse faisait partie de l'ancien diocèse d'Orléans, et sa cure était à la présentation de l'archidiacre de Sully-sur-Loire.

PETVERIUS. — CASTRUM PITVERIS. — ECCLESIA SANCTI GEORGII PITVERENSIS. — Ce nom est celui de Pithiviers, aujourd'hui chef-lieu d'arrondissement du Loiret. La seigneurie de Pithiviers était l'une des plus importantes possessions temporelles de l'évêché d'Orléans, et le privilège d'Eugène III relatif à la mense épiscopale lui donne le titre de *castrum Piveris*, c'est-à-dire ville de Pithiviers.

Avant de tomber dans le domaine de l'évêché, cette châtellenie appartenait à la famille de Broye. Odolric de Broye, qui fut évêque d'Orléans de 1021 à 1033, l'avait recueillie dans la succession de sa mère Aloyse, veuve de Raynard de Broye.

BULLUS. — Ce nom, écrit à tort *Bulsus* au diplôme de Charles le Chauve, est celui de la commune actuelle de Bou, canton nord-est d'Orléans. La *villa* de Bou appartenait à la mense épiscopale, comme on le voit par les privilèges d'Eugène III, et l'évêque avait le patronage de l'église. Mais le chapitre avait aussi dans cette

localité des possessions assez importantes administrées par un maire, ainsi qu'on le verra par plusieurs chartes de notre Appendice relatives à la mairie de Bou.

MACIACUS. — MARDIACUS. — MARSIACUS. — Notre cartulaire offre, pour ces noms, une série assez nombreuse de formes presque semblables, au milieu desquelles il est, à première vue, difficile de se reconnaître. On y trouve : *Maciacus*, *Manciacus*, *Masciacus*, *Marciacus*, *Marsiacus*, *terram de Mazeio*, *parrochia Maziacensis*, *ecclesia de Mardiaco*, *ecclesia de Marzeio*, *ecclesia de Maziaco* et *ecclesia de Marziaco*.

Mais, en comparant entre elles les diverses chartes où ces noms figurent, et aussi en compulsant les titres du fonds de Sainte-Croix aux archives départementales du Loiret, on peut se convaincre que les dénominations ci-dessus s'appliquent à trois localités distinctes situées dans trois provinces différentes. Ce sont :

Mardié, aujourd'hui commune du canton Nord-Est d'Orléans.

Maray, commune du canton de Mennetou (Loir-et-Cher), autrefois comprise dans le Berry.

Et Marzy, commune du canton de Nevers (Nièvre).

Le diplôme de Charles le Chauve ne mentionne que l'une d'elles, *Maciacus* ; nous verrons qu'on doit y reconnaître Maray.

Le privilège de Léon VII et les diplômes de Lothaire et de Louis V mentionnent aussi cette localité que l'un appelle *Manciacus*, le second *Maciacus*, le troisième *Masciacus* ; mais l'identité de ces variantes avec le *Maciacus* du diplôme de Charles le Chauve est prouvée par la place identique qu'elles occupent dans les énumérations. Concurremment avec cette *villa*, les deux documents en question mentionnent *Marsiacus* en ces termes : « In pago Biturico villa quæ vocatur Caltesius,

et altera quæ vocatur *Marsiacus* in pago Nivernensi, ad eumdem Callesium pertinens, sive Fauliacum, *etc.* » Ce texte, emprunté au diplôme de Louis V, est le véritable, et c'est par une erreur de ponctuation que, dans la copie donnée par Baluze du privilège de Léon VII, on lit : « ...et altera quæ vocatur Marsiacus. In pago Nivernensi, etc. » Le second membre de phrase ainsi coupé manquerait de sens, et d'ailleurs la version du diplôme de Louis V se trouverait confirmée, si besoin était, par le texte du diplôme de Carloman (charte XXXVII de notre cartulaire) qui rend à l'église d'Orléans « alteram villam quæ vocatur Marsiacus in pago Nivernensi, ad eumdem Callesium pertinentem. »

C'est donc bien certainement en Nivernais et non en Berry qu'il faut chercher *Marsiacus*. Mais comme le domaine de *Callesius*, dont *Marsiacus* dépendait, est assurément la commune actuelle du Chautay, canton de La Guerche (Cher), il faut que la dépendance en question n'en soit pas par trop éloignée. La commune de Marzy près Nevers, située en face du Chautay, sur l'autre rive de la Loire, répond parfaitement à cette donnée et doit être identifiée avec *Marsiacus*.

Enfin les diplômes de Hugues Capet et de Robert mentionnent, conjointement avec *Maciacus* et avec le *Marsiacus* du Nivernais, une église située *in Mardiaco*. Le nom de Mardié (canton Nord-Est d'Orléans) répond parfaitement à ce thème étymologique ; le nom de *Mardiacus* figure d'ailleurs en d'assez nombreuses chartes s'appliquant certainement à la paroisse de Mardié, dont le chapitre de Sainte-Croix était seigneur spirituel et temporel.

Dans le privilège d'Eugène III relatif aux églises du chapitre, ces églises sont rangées en trois groupes, dont le premier, sans titre spécial, comprend exclusivement les églises de l'Orléanais, le second celles du pays

d'Étampes et le troisième celles du Berry : dans le premier groupe (celui de l'Orléanais), on trouve l'*ecclesia de Marzeio*, et dans le troisième (celui du Berry) figure l'*ecclesia de Marziaco*.

La première de ces deux formes, *Marzeium*, doit s'appliquer à Mardié. *Mardiacus* est la forme latine originaire ; on la trouve encore dans les diplômes de 990 et 991 ; *Mardeium* ou *Mardeyum* est au contraire une latinisation faite sur la forme française *Mardié* par les clercs rédacteurs des chartes. On la rencontre dans un privilège postérieur de cent cinquante ans aux deux documents précédents. Il est vrai que la dentale *d* a fléchi en *z*. Mais ceci est un phénomène phonétique très ordinaire au moyen âge et, dans les chartes de notre appendice, on trouvera les noms *Mardeium* et *Marzeium* employés indifféremment dans une même charte.

Restent le *Maciacus* (alias *Manciacus* ou *Masciacus*) des cinq diplômes royaux et des chartes X et XV de notre cartulaire, le *Maziacus* de la même charte XV et de la charte XVII, et le *Marziacus in territorio Bituricensi* du privilège d'Eugène III, qui tous ne représentent qu'une seule et même localité. On est tenté, à première vue, d'y reconnaître Massay, commune du canton de Vierzon (Cher), dont la situation voisine de Graçay concorde d'ailleurs avec les énonciations des chartes où les barons de Graçay apparaissent comme seigneurs féodaux de *Maciacus*. Néanmoins cette identification n'est pas la vraie et, en examinant les inventaires et les titres existants dans le fonds de Sainte-Croix, aux Archives départementales du Loiret, on n'y trouve, à aucune époque, la trace d'une possession quelconque ayant pu appartenir à l'église d'Orléans dans la paroisse de Massay.

Il faut donc chercher, dans le voisinage de Graçay,

une autre localité pouvant correspondre à *Maciacus*, et ce ne peut être que Maray, paroisse de l'ancien Berry, actuellement comprise dans le département de Loir-et-Cher. L'équivalence des deux noms peut, à la vérité, sembler imparfaite. Mais le changement de l's ou du z en r et réciproquement est une particularité bien connue du langage des provinces du Centre : dans le Berry notamment, on prononce *furil* pour *fusil*. Maray est donc, d'après la phonétique locale, l'équivalent exact de Mazay, en latin *Maziacus*, et *Maziacus* est lui-même une simple variante de *Maciacus*, puisque ces deux noms sont employés indifféremment en la charte XV de notre cartulaire.

De plus, la situation de Maray à proximité de Graçay se prête parfaitement aux énonciations des chartes du chapitre sur les droits féodaux des seigneurs de cette ville. Enfin la charte XVII de notre cartulaire, qui sanctionne un accord relatif à ces droits entre un seigneur de Graçay et le chapitre, figure parmi les pièces relatives à Maray dans l'inventaire des titres de Sainte-Croix. Ces pièces relatives à Maray étaient autrefois fort nombreuses et, parmi celles encore existantes, Maray est parfois nommé Macey et Mazey.

Cette terre resta, jusqu'à la fin de l'ancien régime, l'une des possessions les plus importantes du chapitre et le siège d'une de ses prévôtés ; au point de vue féodal, ce domaine avait un droit de haute justice.

RUFIACUS. — Ce domaine est appelé *Rociacus* dans le diplôme de Charles le Chauve ; mais comme il est nommé *Rufiacus* dans les quatre autres, il faut croire que cette dernière forme est la véritable ; on ne trouve dans les inventaires et les titres de Sainte-Croix aucun nom français qui y réponde.

CENSONUS (*alias* CENSONNUS, SENSONNUS). — Cette

localité, qui figure dans nos cinq diplômes royaux, est mentionnée par ceux de Hugues Capet et de Robert comme située dans le pays de Nantes (*in pago Nannetico*). C'est aujourd'hui un très petit hameau avec château de la commune de Guérande (Loire-Inférieure), qui ne figure même pas au Dictionnaire des Postes. Il est difficile d'ailleurs d'en reconnaître le nom sous sa forme française qui, par l'effet d'une prononciation locale, est devenue Seinnon et finalement Saint-Nom [1].

CASTELLANUS. — On ne trouve rien dans les titres de Sainte-Croix qui puisse nous renseigner sur cette *villa.*

VETERES MANSIONES. — Ce nom, que le diplôme de Charles le Chauve écrit *Vetus mansiones*, est celui de la commune actuelle de Vieilles-Maisons, canton de Lorris (Loiret), ancien diocèse de Sens.

LIMINIACUS. — Ce mot, par la disparition du second *i* atone, est devenu *Limniacus*, en français Limgny, puis Ligny ; c'est le nom de la commune actuelle de Ligny-le-Ribault, canton de la Ferté-Saint-Aubin (Loiret).

NEMAUSUS. — CACIONUS *ad idem monasterium pertinens.* — *Nemausus* est le nom latin de la ville de Nemours, chef-lieu du canton de Seine-et-Marne. On voit par le libellé de nos diplômes que l'église d'Orléans y possédait un monastère, mais nous n'avons aucun renseignement à cet égard, l'inventaire des titres de Sainte-Croix n'attribuant à cette église, dans la paroisse de Nemours, que des possessions toutes différentes (des droits de péage) d'origine relativement récente.

---

[1] Nous devons cette identification à l'obligeance de M. Léon Maître, archiviste départemental de la Loire-Inférieure.

Quant à *Cacionus*, que nos diplômes représentent comme une dépendance du monastère de Nemours, il doit être cherché dans la même région ; mais la détermination de ce domaine n'est pas certaine. On trouve bien, à quelques lieues de Nemours, Villechasson, localité autrefois assez importante, siège d'une abbaye et d'une maladrerie, aujourd'hui simple hameau de la commune de Chevry-sur-Sereine, canton de Lorrez-le-Bocage (Seine-et-Marne). Mais, pour songer à cette localité, dont le nom dérive d'ailleurs très régulièrement de *villa Cacionus*, il faut suppléer (et ceci est hasardeux) le mot *villa* qui ne se trouve pas dans le texte des diplômes et qui n'est que le titre générique des possessions dont *Cacionus* fait partie. D'un autre côté, si l'on admet que *Cacionus* soit une localité aujourd'hui inconnue et distincte de Villechasson, n'est-il pas étonnant qu'il y ait eu à la fois, dans la même région, *Cacionus* et *Villa Cacionus*, Chasson et Villechasson ? L'inventaire des titres de Sainte-Croix ne fournit aucun renseignement de nature à trancher la question.

Cambonus. — Ce nom est une latinisation, faite par les rédacteurs des chartes, du nom de la commune actuelle de Chambon, canton de Beaune-la-Rolande (originairement *Campus bonus*).

Ici s'arrête la série des noms de *villæ* contenus au diplôme de Charles le Chauve. Ils se retrouvent tous dans les énumérations du privilège de Léon VII et des diplômes de Lothaire et de Louis V, lesquels mentionnent en outre les noms des domaines suivants :

Nova villa. — C'est Neuville-aux-Bois, aujourd'hui chef-lieu du canton du Loiret.

Buxiacus. — *Buxiacus* est devenu en français Bucy. Il y a deux communes de ce nom aux environs d'Orléans : Bucy-Saint Liphard, canton de Patay, et Bucy-le-Roi, canton d'Artenay. Il s'agit évidemment de Bucy-Saint Liphard ; Bucy-le-Roi était à S. Victor de Paris.

Baverdonnus, *alias* Gaverdonnus. — La première de ces formes est donnée par la bulle de Léon VII et la seconde par les diplômes royaux. Le *v* intervocal ayant dû tomber dans la prononciation de ces noms, ils ont dû donner Bardon et Gardon La première forme répondait au nom du Bardon, autrefois hameau, aujourd'hui commune du canton de Meung. Le second nom, le Gardon, est celui d'un château situé commune de Chaingy, canton d'Orléans Nord-Ouest. Il y a d'ailleurs incertitude sur l'une comme sur l'autre de ces attributions, car la présence de l'article *le* dans le Bardon et dans le Gardon pourrait faire croire que ces deux noms étaient originairement des noms communs, et *Baverdonnus* ou *Gaverdonnus* pourrait être une localité inconnue, différente de celle que nous venons d'indiquer.

A cet endroit, les diplômes de Lothaire et de Louis V parlent d'un aleu qu'un personnage nommé Théodrade aurait reçu de Charlemagne, puis transmis à l'église d'Orléans, et aussi de certains autres biens et serfs donnés à cette église par diverses personnes, notamment par les évêques Deotimius et Agius. Mais le nom d'aucune de ces possessions n'est indiqué. Nous retrouverons seulement, dans les diplômes de Hugues Capet et de Robert, quelques détails sur les biens provenant de la libéralité de Théodrade.

Les trois domaines suivants : *Clepiacus*, *Trienaus* et *Lauriacus*, sont passés sous silence dans le diplôme de Louis V. Ils sont mentionnés aux privilèges de Léon VII

et de Lothaire[1] comme ayant été donnés ou rendus par le roi Raoul à l'évêque Anselme et affectés par celui-ci à l'entretien des chanoines. Les diplômes de Hugues Capet et de Robert les énumèrent également.

Voici ce que nous savons de ces trois domaines :

Clapiacus. — Ce nom, par la disparition de la consonne labiale devant un i consonnifié, est devenu Cléchy (cf. rabies = rage, pipio = pigeon, diluvium = déluge). Cléchy est un écart de la commune de Trainou, canton de Neuville-aux-Bois. D'après le diplôme de Hugues Capet, les biens de Cléchy, rendus à l'église, comprenaient cinq manses plus quatre onces de terre.

Triganum (alias Trienatus). — La commune actuelle de Trainou semble avoir été, au moyen âge, une *villa* moins importante que Cléchy, puisqu'elle dépendait de cette dernière ; aujourd'hui, c'est au contraire Cléchy qui est un hameau de Trainou. Cette ville est nommée *Trianus* dans le privilège de Léon VII et *Triganum* ou *Triganus* dans les diplômes plus modernes. La première forme, où le *g* intervocal est tombé, est plus rapprochée du nom moderne. Cela prouve que *Triganum* a été copié par les rédacteurs des diplômes de Hugues Capet et de Robert sur des documents anciens, antérieurs au privilège de Léon VII. D'après ces diplômes, les biens de Trainou rendus au chapitre comprenaient une manse, cinq onces de terre et une chapelle.

Les deux villas de Cléchy et de Trainou sont encore nommées dans deux autres diplômes de notre cartulaire (ch. XLIX et LIV) par lesquelles les rois Louis VI

---

[1] Le diplôme de Lothaire les fait suivre d'une énumération nouvelle que nous retrouverons en parlant des additions de la charte d'Hugues Capet.

et Louis VII accordent à leurs habitants des remises d'impôts.

Lauriacus. — Ce nom est devenu en français Loury et désigne une commune du canton de Neuville-aux-Bois, dont l'église appartenait au chapitre et figure comme telle à l'un des privilèges d'Eugène III. Lorsque la *villa* de Loury fut rendue à l'église d'Orléans par le roi Raoul, elle comprenait six manses et une église. Cette église d'ailleurs, soit par usurpation, soit par aliénation, sortit de nouveau du patrimoine du chapitre pour passer entre les mains de possesseurs laïques. En 1164, elle appartenait, ainsi que l'église de Rebréchien, à Gilon de Loury, seigneur féodal du pays. Il ne fallut pas moins que l'intervention personnelle du pape Alexandre III pour décider ce chevalier à s'en dessaisir en faveur de l'église d'Orléans. Mandé à Sens où se trouvait le Souverain Pontife, il consentit, sur les avertissements réitérés de celui-ci, à faire abandon entre ses mains, en présence de deux dignitaires du chapitre de Sainte-Croix, des deux églises en question que, d'après une mauvaise et ancienne coutume (ex prava et antiqua consuetudine), il possédait à titre héréditaire (ch. XXVIII).

Vient ensuite dans la bulle de Léon VII et dans les diplômes de Lothaire et de Louis V une autre série de noms ; c'est une note des biens restitués par l'empereur Charles à l'église d'Orléans, et dont la possession a été confirmée à cette église par le roi Louis. Il semblerait qu'il s'agit ici de l'empereur Charlemagne et du roi Louis le Débonnaire et non de l'empereur Charles le Chauve et du roi Louis le Bègue. C'est ce que tend à prouver le texte des diplômes de Hugues Capet et de Robert qui, en reproduisant le passage en question,

donne à l'empereur Charles le nom de *Karolus Augustus*.

Cette liste comprend les villas suivantes :

BASILICAS. — Il y a dans la circonscription de l'ancien diocèse d'Orléans deux communes qui répondent à ce nom : Bazoches-les-Gallerandes, canton d'Outarville (Loiret) et Bazoches-les-Hautes, canton d'Orgères (Eure-et-Loir). Il est à croire qu'il s'agit ici de cette dernière localité dont la cure fut toujours sous la protection du chapitre et qui appartient, d'ailleurs, à une région de la Beauce où les possessions de Sainte-Croix étaient particulièrement nombreuses.

ULMETUS. — Le collectif *ulmetum*, masculinisé ici, est formé sur *ulmus*, nom latin de l'orme, et répond au nom français Ormoy. Le lieu dont il s'agit est Ormoy-la-Rivière, commune située sur la Juine, dans le canton d'Étampes (Seine-et-Oise), comme le démontrent d'autres chartes de notre cartulaire.

En 1115 (ch. XII), sur la demande des chanoines de Sainte-Croix, Daimbert, archevêque de Sens, leur concède les deux autels de Fontaines et d'Ormoy, situés dans le voisinage d'Étampes (duo altaria apud Fontanas et Ulmetum, in Stampensi adjacentia posita) ainsi que la nomination des vicaires, moyennant un cens annuel de cinq sous et sous la réserve de tous les biens épiscopaux. Et en 1151, dans le privilège d'Eugène III, les deux églises en question sont nommées sous la rubrique : *in territorio Stampensi*.

PAPEGIACUS. — On trouve au cartulaire de Voisins[1] la mention du lieu-dit Papegay, situé derrière le château

[1] *Mém. de la Société archéol. de l'Orléanais*, t. XVI, p. XXIII.

de Meung, c'est peut-être le *Perpetiacus* dont il est question ici. Néanmoins, en cherchant dans une région plus éloignée, mais où l'église d'Orléans avait néanmoins des possessions, on trouve un autre nom répondant encore mieux à *Perpetiacus* : c'est Parpeçay, commune située sur le Nahon, canton de Saint-Christophe (Indre).

Les éléments nous manquent pour établir la véritable situation de ce domaine dont on ne retrouve plus de trace postérieurement aux diplômes de Hugues Capet et de Robert.

Gevenoilus (*alias* Gavenoilus). — D'après ce que nous avons dit plus haut, des modifications subies en français par les noms terminés en *oialum*, *ogilum*, *oilum*, *Gavenoilus* ou *Gevenoilus* a dû devenir en français, selon les régions, Javeneau ou Javeneil, et plus loin, avec l'assourdissement probable de la finale, Javenay. Javeneau, qui serait la forme régulière dans l'Orléanais, ne s'y rencontre nulle part, non plus que Javenay.

Il y a bien une ferme nommée Chavenay à Bazoches-en Dunois et une du même nom à Marcilly-en-Villette (canton de La Ferté, Loiret), mais il serait téméraire de faire dériver ce nom de *Gavenoilus*. On ne les cite donc ici qu'à titre hypothétique, en rappelant que Chavenay (Seine-et-Marne) est désigné en 1004 par le nom de *Cavenoilus* [1].

Marogilus. — Il s'agit ici de l'une des deux communes de Mareau dont nous avons déjà parlé.

Lalliacus (*alias* Lidiacus). — Les deux noms *Lidiacus* et *Lalliacus* ne se ressemblent guère ; néanmoins,

---

[1] *Cart. de Notre-Dame de Paris*, éd. Guérard, t. I, p. 95.

noms : ils occupent, le premier au privilège de Léon VII et aux diplômes de Lothaire et de Louis V, et le second aux diplômes de Hugues Capet et de Robert, une place identique dans deux énumérations d'ailleurs absolument concordantes et qui sont, à cette différence près, la reproduction textuelle l'une de l'autre, il faut bien admettre que la disparité de ces deux seuls noms n'est qu'apparente et provient d'une erreur de copiste : le prétendu *Lidiacus*, qui ne répond à aucun nom de lieu connu de l'Orléanais, est une transcription défectueuse de *Lalliacus*, forme régulière donnée par les deux derniers diplômes. Il n'y a aucune difficulté à reconnaître dans *Lalliacus* le nom de Lailly, aujourd'hui commune du canton de Beaugency ; les renseignements font défaut sur la nature des biens que pouvait y posséder l'église d'Orléans.

CADONNUS. — Ce nom a dû, selon les lois de la phonétique, devenir en français Chaon ; nul doute par conséquent que la villa carolingienne de *Cadonnus* n'ait été l'origine de la commune de Chaon, canton de la Motte-Beuvron (Loir-et-Cher). Carloman (ch. XXXVI) renouvela la concession de cette villa à l'église d'Orléans et approuva l'affectation de ses revenus à la mense capitulaire. Le chapitre conserva jusqu'en 1792 le patronage de cette paroisse qui faisait partie du diocèse d'Orléans.

BUXEROLA. — Ce nom a dû devenir en français Busserolles ou Boisseroles ; on ne lui trouve, dans les limites de l'ancien Orléanais, aucun équivalent satisfaisant.

Pour trouver des hameaux nommés Busserolles ou Buxerolles, il faut aller jusque dans les départements de l'Indre et de Seine-et-Marne.

Buxerola est donc une localité aujourd'hui inconnue.

Vienna. — Nous n'avons aucun détail sur cette *villa*, qui est devenue aujourd'hui la commune de Vienne-en-Val, canton de Jargeau.

Limogilo. — Ce nom est un de ceux qui, dans notre région, a donné la terminaison *eau. Limogilum* a donc dû devenir Limeau et, si nous ne trouvons plus identiquement cette graphie, nous avons aujourd'hui Lumeau qui en est certainement une altération. L'*i* s'est souvent changé en *u*, et réciproquement. *Fimier* (du latin *fimarium*), est devenu *fumier*, et le verbe *rebiffer* a donné le substantif *rebuffades*. Lumeau, aujourd'hui commune du canton d'Orgères (Eure-et Loir), est nommé au pouillé du diocèse de Chartres du XII[e] siècle, *Limaium*, ce qui confirmerait au besoin l'identification.

Silviniaco. — Ce nom figure déjà plus haut, parmi les possessions de Sainte-Croix mentionnées sans désignation d'origine ; il est répété ici comme s'appliquant à l'un des biens rendus par Charlemagne : c'est un double emploi, et il n'y a pas deux domaines de Souvigny.

Les diplômes de Louis V, de Hugues Capet et de Robert mentionnent ensuite deux localités rendues à l'église par Carloman, savoir :

Caltesius (*ou* Caltesium), sive Pauliacus. — La forme française de *Caltesius* devrait être Chauteis. Mais ce nom a reçu un article et c'est aujourd'hui le Chautay, commune du canton de La Guerche (Cher). L'expression *Caltesius sive Pauliacus*, employée dans nos diplômes, doit-elle se traduire par *Caltesius* et *Pauliacus* ou par *Caltesius* ou *Pauliacus*? La conjonction *sive*, dans le latin du moyen-âge, est susceptible des deux acceptions, et la question pouvait être douteuse d'après le texte de nos diplômes. Mais celui de Carloman (ch. XXXVII), qui

restitue les villas en question à l'église d'Orléans, ne permet pas de croire qu'il s'agisse d'un domaine unique, puisque ce prince rend à l'église « quamdam villam in integro, nomine Caltesium, sitam in pago Biturico, sive etiam Pauliaco in eodem pago continentem ». Le diplôme de Lothaire (ch. CCCLXXVI) les distingue encore plus nettement et dit : « Caltesium, Marsiacus, Barbra, Puteolis, item Rofiacus et Pauliacus fratribus Sanctæ Crucis in pago Biturigo ».

Jusqu'en 1792, la terre du Chautay est restée l'une des possessions les plus importantes de l'église d'Orléans.

MARSIACUS IN PAGO NIVERNENSI. — Marzy (Nièvre). Nous en avons parlé plus haut en nous occupant de *Macineas*.

Outre les trois *villæ* que nous venons de citer, et que le diplôme de Louis V mentionne comme étant les seules rendues par Carloman, le texte cité plus haut du diplôme de ce prince, qui ordonne ces restitutions, en mentionne une quatrième qui suit :

GERMINIACUS. — Ce domaine, nommé parmi les possessions du Berry, ne peut être que Germigny-l'Exempt, aujourd'hui commune du canton de La Guerche (Cher).

Par contre, si l'on s'en rapporte aux diplômes de Lothaire, de Hugues Capet et de Robert, Carloman aurait rendu à l'église d'Orléans non seulement les quatre *villæ* mentionnées au diplôme qui en ordonne la restitution, mais trois autres sur lesquelles ce dernier diplôme est muet et qui sont : *Rofiacus*, *Barbra* et *Puteolus*. Ce ne peut être qu'une erreur, puisque nous avons le texte même de la restitution de Carloman ; il est vrai que ce prince aurait pu, par un autre acte, aujourd'hui inconnu, opérer une restitution nouvelle, mais cette explication est d'autant moins probable que *Rofia-*

cus, l'un des trois domaines en question, figure déjà, au temps de Charles le Chauve, parmi les possessions de Sainte-Croix.

Nous ne nous occuperons donc pas ici des trois *villæ* de *Rofiacus*, *Burbra* et *Puteolus*, que nous retrouverons plus loin en étudiant le diplôme de Hugues Capet.

IN PAGO BLESIACO, *villa quæ vocatur* CURTIS. — *Beneficium Gauzfredi comitis.* — Enfin le diplôme de Louis V termine sa liste des possessions de Sainte-Croix par la mention de deux domaines qui venaient alors d'être rendus à l'église d'Orléans avec le consentement de Hugues, duc de France, savoir : un bénéfice non dénommé, rendu par un comte nommé Geoffroy et un domaine du Blésois rendu par le comte Eudes et désigné en ces termes : « In pago etiam Blesiaco villam quæ vocatur Curtis cum omnibus ad eam pertinentibus. »

Le diplôme de Hugues Capet, en reproduisant cette mention, ajoute que cette *villa* contenait trente manses et une église construite en l'honneur de saint Vincent. Ce dernier détail nous fixe le domaine en question : il s'agit de Cour-sur-Loire, aujourd'hui commune du canton de Mer (Loir-et-Cher), dont l'église paroissiale porte encore aujourd'hui le vocable de Saint-Vincent.

Après avoir passé en revue les possessions énumérées au privilège de Léon VII et aux diplômes de Lothaire et de Louis V, nous arrivons à celles qui sont mentionnées pour la première fois aux diplômes de Hugues Capet et de Robert, soit qu'elles proviennent d'acquisitions postérieures aux documents précédents, soit qu'elles eussent été jusque-là passées sous silence dans les nomenclatures, sauf l'exception signalée pour

le diplôme de Lothaire. Le diplôme de Hugues Capet est en effet à première vue bien plus complet et entre en des développements beaucoup plus grands que les chartes royales antérieures.

Voici les noms nouveaux que nous y rencontrons :

PONCIACUS. — Nous trouvons à l'Inventaire des titres de Sainte-Croix (vol. II, p. 364), un certain nombre de titres relatifs au territoire de Ponçay ou Ponsay appartenant à Sainte-Croix au hameau de Dangy, paroisse de Paudy. Le plus ancien de ces titres constate qu'en 1212, ce territoire était planté en vignes. Poncé est aujourd'hui un écart de la commune de Paudy, canton d'Issoudun (Indre).

INGRANNA. — Cette *villa* est aujourd'hui le centre de la commune d'Ingrannes, canton de Neuville-aux-Bois, dont l'église appartenait à la mense épiscopale et avait pour présentateur l'archidiacre de Pithiviers.

CAPSIACUS. — Ce nom, écrit d'une manière fautive, et dont la forme régulière est *Cassiacus*, désigne Chécy, commune du canton Nord-Est d'Orléans. Le chapitre n'y avait que des possessions temporelles et les deux églises de Chécy n'étaient pas sous son patronage.

CERESIACUS. — Cette *villa*, dont le nom a dû devenir en français Cerisay ou Cerisy, devait se trouver sur la rive droite de la Loire, près d'Ingré ou de La Chapelle-Saint-Mesmin, car dans un diplôme de Louis le Débonnaire, en 836, qui confirme les possessions de l'abbaye de Micy, on trouve *Ceresiacum* nommé parmi des localités appartenant toutes à cette région. Voici le passage : « et ultra fluvium Ligeris habet villam Berani, quæ dicitur capella sancti Maximini, et *Ceresiacum* cum villa, et Montem Pastoris, et Montem Tedaldi, et villam

Marmonias, *etc.* » Les noms autres que *Ceresiacus* représentent aujourd'hui La Chapelle-Saint-Mesmin, commune du canton Nord-Ouest d'Orléans, Montpatour, hameau de la commune d'Ingré, Montaut et la ferme de Marmogne, commune de La Chapelle-Saint-Mesmin. *Ceresiacus* était donc dans cette région où l'on n'en trouve plus trace aujourd'hui.

Ici, le diplôme, après avoir parlé de Cour en Blésois, contient une longue énumération, et la détermination des localités devient bien plus difficile. Le diplôme de Hugues Capet, avons-nous dit, énumère les possessions de Sainte-Croix avec un soin plus minutieux, un détail plus complet que les documents antérieurs. Dans le passage en question, nous trouvons des domaines composés d'un simple manse, peut-être moins, très sujets à changer de noms ou à disparaître au cours des siècles. Les recherches dans un périmètre comprenant les trois provinces d'Orléanais, de Blésois et de Berry est une tâche qu'on ne saurait se flatter de remplir avec un succès complet.

Voici, parmi les noms, ceux que l'on peut reconnaître avec vraisemblance :

Curtem Maximanam. — C'est la commune actuelle de Cour-Mémein, canton de Romorantin (Loir-et-Cher). La forme latine du second terme prouve que Mémein n'est pas venu d'un nom masculin de possesseur (Maximinus), mais du nom féminin *Maxima* (en français Mesme), dont le génitif était, à l'époque gallo-franque, *Maximanæ*. Cette déclinaison féminine a laissé une trace en français dans les cas obliques en *ain*. On disait Mesme, Mesmain, Berte, Bertain, nonne, nonnain, etc. Il aurait fallu écrire *Curtem Maximanæ* ; la forme adjective *Maximanam* s'accordant avec *Curtem* est moins

régulière. En français, il faudrait écrire Cour-Mesmain [1].

NOVUS VICUS. — Le Neuvy dont il s'agit ici ne peut être que Neuvy-en-Sullias, aujourd'hui commune du canton de Jargeau.

CALCIACUS. — Ce mot est le thème étymologique du nom français Chaussy, porté par une commune du canton d'Outarville.

AULIACUM. — Il n'y a aucune difficulté à reconnaître Auliacum dans la commune actuelle d'Oisly (autrefois écrit Oilly), canton de Contres (Loir-et-Cher), dans la circonscription ancienne du diocèse d'Orléans.

BUNNIONEM. — *Bunnio* ou *Bunnio-onis* a donné en français Bugnon, et c'est sous cette forme que figure, au pouillé du diocèse de Sens, le nom de la paroisse du Bignon, aujourd'hui Le Bignon-Mirabeau, commune du canton de Ferrières. Bugnon est devenu Bignon à l'inverse de Limeau devenu Lumeau. Néanmoins nous ne citons ici Le Bignon-Mirabeau que pour établir quel est l'équivalent français de *Bunnionem*; mais il ne peut s'agir ici de cette paroisse qui était située dans l'ancien diocèse de Sens, c'est-à-dire en dehors des trois pays où doivent se concentrer nos recherches. Il faut probablement reconnaître dans le *Bunnionem* qui nous occupe le nom du Bignon, écart et ancien fief de la commune de Bougy, canton de Neuville-aux-Bois.

MUSSIACUM. — Ce nom est probablement celui d'un ancien fief situé à Bucy-Saint-Liphard, canton de Patay, aujourd'hui Moucy.

---

[1] Dans le *Cartulaire de Lieu-Notre-Dame*, publié par l'abbé Plat en [illegible], on trouve la forme française *Cormesmain*, pp. 49, 50.

Ad SAULIACUM *mansum unum.* — *Sauliacum* est devenu en français Sully. Il y a deux communes de ce nom aux environs d'Orléans : Sully-sur-Loire, chef-lieu de canton de l'arrondissement de Gien, et Sully-la-Chapelle, canton de Neuville-aux-Bois. Rien n'indique dans laquelle de ces deux localités était situé le manse dont il s'agit ici.

Ad BANIOLAS, *mansum unum de illo lumine.* — Il ne peut y avoir de doute sur l'attribution du nom de *Baniolas* à la commune de Baigneaux, canton d'Orgères (Eure-et-Loir), dont l'église dépendait du chapitre de Sainte-Croix. Quant à la mention *de illo lumine*, elle signifie que le manse possédé à Baigneaux par le chapitre était affecté à l'entretien du luminaire de la cathédrale.

VARENNAS *ex abbatia sancti Johannis.* — Le mot Varennes était, dans l'ancien français, un nom commun, qui s'appliquait aux terres des vallées, aux plaines d'alluvion ; on le trouve très fréquemment comme nom de lieu dans le centre de la France et en particulier dans l'Orléanais. L'attribution de celui dont il s'agit ici est par conséquent fort incertaine. Nous nous bornerons à signaler deux écarts nommés les Varennes, situés dans les communes de Bou et de Rebréchien ; sans affirmer que l'un d'eux doive être identifié avec le *Varennas* dont il s'agit ici et qui avait été, dans l'origine, possédé par l'ancienne abbaye de Saint-Jean.

ANOGILUM est également incertain et peut-être rapproché du nom des hameaux d'Anneaux, commune de Theillay (Loir-et-Cher), et d'Anneux, commune de Lumeau (Loir-et-Cher).

VULTOMNUM a dû devenir en langue vulgaire Vouton,

nom qui n'apparaît nulle part dans l'Orléanais, le Blésois et le Berry. On pourrait être tenté de croire que Vouzon, nom d'une commune du canton de La Motte-Beuvron (Loir-et-Cher), a remplacé un Vouton primitif. Mais Vouzon est nommé *Vosone*, d'après des documents fort anciens, dans l'*Atlas historique* de la France de M. Longnon. Il s'agit peut-être de Voulton en Brie, arrondissement de Provins (Seine-et-Marne).

Quant à MONTEM BERGONUM, qui devrait donner en français Montbourgon, GANIAS qu'Estiennot a lu *Garneas* sur l'original du diplôme du roi Robert, NOCETUM, LAMANUM (qui est probablement une transcription défectueuse de *Lanuncum*), MOGARIAS, MAGESSUM et MONTEM FRAUDUM, l'attribution de ces divers noms est tout à fait incertaine, sauf en ce qui concerne le dernier qui pourrait être Montfraud, dans le parc de Chambord (Loir-et-Cher).

L'énumération de noms de lieux que nous étudions se termine enfin par ce passage :

« Et alodus quem Karolus Teodrado dedit et Teodradus ecclesiæ delegavit. Sunt autem ipse res infra muros civitatis Aurelianæ, et extra areas X ; et in ipso pago ad Capersam arpennos CLXVI ; et in Embleni villa et in Maceriis quantumcumque sui juris erat. »

Ce passage, dans lequel nous avons respecté la ponctuation donnée par Baluze, n'est pas absolument clair. Pour en dégager l'interprétation véritable, il faut s'attacher aux derniers mots : *quantumcumque sui juris erat*, c'est-à-dire, *autant qu'il lui en appartenait*. Ces mots ne peuvent évidemment s'appliquer qu'au personnage nommé en dernier lieu, c'est à dire Théodrade. Par conséquent, le passage en son entier se réfère à la libéralité faite par Charlemagne à Théodrade, et par celui-ci à l'église d'Orléans ; en d'autres termes, ce passage

contient la désignation de l'aleu, c'est-à-dire de l'ensemble de la propriété donnée. Cette désignation est précédée et annoncée par les mots : « Sunt autem ipsæ res », après lesquels il faudrait mettre deux points, et l'ensemble du passage entier doit se traduire ainsi : «...et la propriété que Charles a donnée à Théodrade et que Théodrade a transmise à l'église. Ces choses sont les suivantes : au dedans et au dehors des murs de la cité d'Orléans, dix aires, et, dans le pays lui-même : à Chevreuse, cent soixante-six arpents, et à Villamblain et à Mézières tout ce qui lui appartenait. »

Les aires (areæ) doivent s'entendre de terrains vagues, d'emplacements non bâtis.

Caprosam, Embleni villa, Macerias. — Quant aux terres situées hors la ville (in ipso pago), nous avons préféré aux lectures *Capersam* et *Celpersam* du texte de Baluze, le mot *Caprosam* lu par Estiennot sur l'original du diplôme de Robert. Le nom *Caprosa*, Chevreuse, n'a d'ailleurs laissé aucune trace dans l'Orléanais.

Quant à la traduction de *Embleni villa* par Villamblain, commune du canton de Patay, et à celle de *Macerias* par Mézières, commune du canton de Cléry, elles ne sauraient soulever d'objection.

Curtis Leonis. — *In curte Leonis mansos duos, vineas, terras ex utraque parte et sylva*[*m*]. La cour de Lion dont il est question dans ce passage est la commune actuelle de Lion-en-Beauce, canton d'Artenay. Cette localité extrêmement ancienne, et que son nom celtique latinisé *Lugdunum* rendait l'homonyme de la plus grande cité des Gaules, avait, dans le haut moyen âge, une certaine importance. C'était le chef-lieu de l'une des *vicariæ* du *pagus* d'Orléans, signalée dans l'Atlas historique de M. Longnon, sous le nom de *Lodonum vicaria*.

L'évêque et le chapitre eurent de tout temps des possessions dans cette paroisse.

IN ARDILIACO, MANSOS XII. — Localité incertaine, à moins qu'il ne s'agisse d'Ardelet, enclave dans la forêt d'Orléans (commune de Chanteau, canton d'Orléans-Nord-Ouest).

CURCIACUM. — Ce domaine signalé comme possédant une église et une forêt est certainement Courcy-aux-Loges, commune du canton de Pithiviers, limitrophe de la forêt du Loge (aujourd'hui forêt d'Orléans).

UNDONI VILLA, BASONI VILLA, ERBODI VILLA. — Le chapitre possédait entre ces trois localités, dans le pays d'Etampes ou dans celui d'Orléans, huit manses et des terres labourables aux alentours. La recherche de leur situation est facile puisqu'elles étaient sur la limite des pays d'Etampes et d'Orléans, *in pago Stampensi vel Aurelianensi*.

Undoni villa, par une atténuation de sa première syllabe, est devenu Andonville, commune située dans le canton d'Outarville (Loiret), sur la limite de Seine-et-Oise.

Basoni villa est aujourd'hui la ferme de Basonville, commune d'Angerville (Seine-et-Oise), mais limitrophe du Loiret.

Enfin *Erbodi villa* est maintenant Arbouville, écart de la commune de Rouvray-Saint-Denis (Eure-et-Loir).

Ces trois localités voisines sont aujourd'hui réparties, comme on le voit, dans trois départements. Mais au moyen âge aucune d'elles ne faisait partie de l'Orléanais dont la limite les laissait toutes trois au nord.

TEOTMARI VILLA. — Nous ne trouvons, dans le Dunois, aucun lieu du nom de Thimert ou de Thimerville. Thi-

mert, aujourd'hui commune du canton de Châteauneuf (Eure-et-Loir), était le chef-lieu du Thimerais, dans le pays de Dreux, et non dans celui de Châteaudun.

Villa FRAXINO. — Le texte mentionne ici un domaine de quinze manses situé dans la *villa* de *Fraxihum* au pays de Sens : *Fresnes* ??

PUTEOLUS *in vicaria Ornatrensi.* — M. Soyer[1] a très savamment démontré que le mot *Ornatrensis* est une mauvaise lecture de *Ernotrensis* ; que la *vicaria Ernotrensis* était la viguerie ou voierie d'Arnaises (aujourd'hui écart de la commune de Saint-Ambroix-sur-l'Arnon) ; enfin que *Puteolus* est aujourd'hui Poisieux, commune du canton de Charost, arrondissement de Bourges.

Ce domaine, augmenté par des libéralités successives, semble avoir été important au moyen âge : il comprenait une église et sa dot, plus trois arpents de pré, la moitié d'un territoire donné par un personnage du nom d'Archemar, et d'autres biens encore exploités par des serfs et qui provenaient de donations faites au chapitre par les évêques Déotimius et Agius et diverses autres personnes. Le bourg, qui existait de toute antiquité autour de l'église, appartenait aussi aux chanoines. Ce bourg eut beaucoup à souffrir des querelles des barons féodaux, et les guerres soutenues par les seigneurs d'Issoudun, et notamment par Raoul, l'un d'entre eux, le dévastèrent complètement. Il était, vers le milieu du XIIe siècle, dans un tel état de ruine que les chanoines résolurent de le rebâtir dans un autre endroit. Raoul

---

[1] *La vicaria Ernotrensis.* (*Bulletin de géographie historique et descriptive,* n° 1), Paris, 1902.

d'Issoudun le leur permit[1], les autorisa à créer des prairies, et, sur la demande de l'évêque Manassès, auquel, dit-il, il ne pouvait ni ne devait rien refuser, il affranchit la *villa* de Poisieux, moyennant une redevance annuelle de vingt sous, monnaie d'Issoudun, de toutes coutumes perçues par lui jusque-là avec ou sans titre.

Rien n'indique à quelle époque la terre de Poisieux cessa d'appartenir à l'église d'Orléans, l'inventaire des titres du chapitre étant muet à son égard.

Ici se placent, au diplôme de Hugues Capet, les passages relatifs aux biens rendus à l'église par Charlemagne, Louis le Bègue et Carloman. On a vu plus haut ce qui concerne les restitutions de Charlemagne et de Carloman.

Quant à Louis le Jeune ou le Bègue, il rendit un seul domaine ainsi désigné :

VILLA [illegible]. — Cette *villa* est inconnue.

Ensuite sont mentionnés les domaines situés dans l'Orléanais et rendus à l'église d'Orléans par le roi Raoul. Le diplôme de Lothaire les énumérait dans les mêmes termes. En tête de ces domaines figurent Cléchy, Trainou et Marché, dont il a été parlé plus haut.

Les autres sont ainsi détaillés :

In [illegible] (*alias* [illegible]) *unciam unam*. — Ce lieu est inconnu.

In BUCIACO *quartas duas*. — Il s'agit ici de Bucy-le-Roi, commune du canton d'Artenay.

In BARBERONIS VILLA *quartam unam*. — Barberonville

---

[1] Ch. LX.

est un hameau de la commune de Morville, canton de Malesherbes.

In Brolio Monbleni, *quartam unam.* — Breuil était, dans le français du moyen âge, un nom commun signifiant un bois ou un buisson. Ce mot a revêtu, comme nom de lieu, diverses formes, et notamment Breuil, Briou et Bruel ; ces deux dernières existent à plusieurs exemplaires dans le Loiret. Il est difficile de savoir à laquelle des localités en question s'applique le *brolium* déterminé ici par le nom de possesseur *Monblenus.* Peut-être faut-il y voir le Bruel, écart de la commune de Marcilly-en-Villette, canton de La Ferté-Saint-Aubin.

In Canolio *unciam unam.* — Ce nom est écrit *Canolico* aux diplômes de Lothaire et de Hugues Capet, et *Canolio* à celui de Robert : aucune de ces deux formes ne se prête à une identification satisfaisante. Peut-être faudrait-il lire *Cantolio* qui, d'après l'altération usitée dans l'Orléanais des noms en *oialum*, *olium*, répondrait à Chanteau, commune du canton Nord-Ouest d'Orléans.

In Domiciaco *quartam unam.* — *Domiciacus* est le thème étymologique du nom de Domecy, écart de la commune de Huêtre, canton d'Artenay.

In Abel, *mansos quinque absos.* — *Abel* est un nom de personne qu'on ne trouve nulle part employé, dans l'Orléanais, comme nom de lieu. Il est à peu près certain qu'il y a là une faute de copiste. Le vrai nom pourrait être *Abet*, et, sous cette forme, nous retrouverions l'appellation primitive de la paroisse de Saint-Martin-d'Abbat (*beatus Martinus de Abet* ou *de Abeto*), aujourd'hui commune du canton de Châteauneuf-sur-Loire. D'après notre diplôme, le chapitre y possédait cinq manses nus.

In Sellariis mansum unum absum. — Ce doit être le hameau de Selliers, commune d'Ingré, canton d'Orléans Nord-Ouest. Mais il est impossible de justifier par des documents cette identification.

Gangiaco. — Notre texte s'exprime ainsi au sujet de ce domaine : « In Gangiaco dimidiam ecclesiam super fluvium Bonoiae ». La détermination de ce lieu est difficile. *Gangiacum*, par la chute de la consonne intervocale, a dû devenir en français *Jouy*. Mais, d'autre part, le cours d'eau nommé ici *Bonoia* ne peut être que la Bonnée, petite rivière qui prend sa source à Bonnée, canton d'Ouzouer-sur-Loire (Loiret), et se jette en Loire près de Germigny-des-Prés. Mais les deux communes du nom de Jouy sont loin de cette rivière, sur le cours très restreint de laquelle on ne trouve aucun nom de lieu, ressemblant à *Gangiacum*. Il faut en conclure qu'un hameau de ce nom, assez important pour posséder une église, a existé au moyen âge sur les rives de la Bonnée et qu'il a, depuis lors, entièrement disparu.

In Bocas mansiones, *mansum unum.* — Ce lieu est inconnu ; le premier terme de son nom, qui est un déterminatif s'accordant avec *Mansiones*, n'a aucun sens sous cette forme évidemment altérée.

Lauriaco. — Loury. Il en a été parlé plus haut.

Sustriniacum *alias* Sutriniacum. — Ce lieu est inconnu : le chapitre y possédait un manse et une église.

Cette série de noms est terminée par la mention d'un manse situé dans un lieu non désigné entre la Loire et le Loiret.

Vient ensuite l'énonciation d'une propriété donnée à une époque récente par un noble personnage nommé

Vivien et située en divers lieux de l'Orléanais, savoir :

In BARIDONO *alias* BURDUNO. — La leçon du diplôme de Lothaire, *Baridono*, donnerait très régulièrement le Bardon, commune du canton de Meung-sur-Loire (Loiret).

MANSUS MERALDI. — C'est, sans nul doute, Mamerault, hameau de la commune de Poupry (Eure-et-Loir). Le mot *mansus* est devenu en français Mey, Mée et, en composition, *me* ou *mi* (cf. Mérobert = Mansus Roberti, — Mihardouin = Mansus Harduini, etc.). *Mansus Meraldi* a donc donné Mémerault et c'est ainsi que ce nom s'est écrit jusqu'au XVIIIe siècle. Le chapitre d'Orléans n'a jamais cessé d'y posséder des terres. (V. Inventaire des titres du chapitre, vol. III, p. 217.)

Nous retrouvons ici, une fois de plus, le mot *alodus* pris, non pas dans le sens restreint de terre libre, opposé à fief, mais avec l'acception plus large de domaine ou même ensemble de domaines épars.

GERAVASIA. — *Geravasia* est la forme donnée par D. Estiennot [1] ; Baluze a lu *Gavasia* sur le texte du Cartulaire, et c'est cette forme que donne le diplôme de Lothaire ; mais elle est défectueuse : l'abréviation représentative de *er* aura échappé au rédacteur. Le mot *Geravasia*, outre qu'il a été lu par Estiennot sur l'original même du diplôme de Robert, correspond parfaitement au nom actuel de la Gervaise, écart de la commune de Chilleurs-aux-Bois. La Gervaise est restée jusqu'à la fin de l'ancien régime le centre de l'une des plus importantes possessions, et le siège de l'une des prévôtés du chapitre.

---

[1] Bib. de l'Arsenal. Ms. 1008, p. 265.

Siriacus *alias* Suriacus. — C'est aujourd'hui Sury-aux-Bois, commune du canton de Châteauneuf-sur-Loire. (L'i s'est changé en *u* comme dans Limeau devenu Lumeau.) Le texte signale, parmi les dépendances de cette *villa*, une forêt portant des glands, détail à noter à une époque où la *glandée* ou *pasnage* des porcs jouait un rôle important dans l'économie rurale. Cette circonstance confirme en la précisant l'identité de *Siriacus* avec Sury-aux-Bois, situé encore aujourd'hui au milieu de la forêt d'Orléans.

Judeis. — Cette *villa*, dont un quart appartenait au chapitre, était le hameau, aujourd'hui détruit, des Juifs, commune de Prasville, canton de Voves (Eure-et-Loir). Il n'y a aucun doute sur la détermination de ce domaine, mentionné dans un grand nombre de chartes, dont on trouvera quelques-unes dans notre Appendice.

Clausum prope murum civitatis. — Ici le texte parle d'un clos (de vignes sans doute) situé près de l'enceinte d'Orléans, et donné au chapitre par un Juif converti nommé Gautier, qui l'avait acheté, à grand prix, des moines de Saint-Benoît.

Saviniacus. — Il est question ensuite d'un aleu avec vignes et terres labourables donné par une matrone et situé dans la *villa* de Savigny en Orléanais. Il y a un hameau de ce nom dans la commune de Sandillon, canton de Jargeau. C'est de lui qu'il s'agit très probablement ici.

La liste qui maintenant va suivre est celle des biens rendus par une ordonnance du roi Pépin à l'église cathédrale de Sainte-Croix (matri ecclesiæ Sanctæ Crucis), ou aux petits monastères lui appartenant (cellulis) :

Villam Nansionis *alias* Mansionis. — Localité incertaine.

Villa Vetus curtis. — Cette villa est probablement aujourd'hui le Grand et le Petit Vieux-Cours, écart de la commune de Poilly, canton de Gien.

Villa Apiarias. — C'est Achères (écrit depuis Aschères). C'est une formation analogue à celle que nous avons vue plus haut pour *Clepiacus*-Cléchy. Cette villa est devenue aujourd'hui la commune d'Aschères-le-Marché, canton d'Outarville ; sa cure appartenait au chapitre de Sainte-Croix.

L'ancien château de Rougemont, situé dans cette commune, était, au moyen âge, l'un des quatre principaux fiefs relevant de l'évêché, et son possesseur était au nombre des quatre barons qui portaient l'évêque d'Orléans à la cathédrale, sur leurs épaules, le jour de son entrée solennelle.

Crucialis. — Ce mot *Crucialis* ne veut pas dire qu'il s'agisse ici de l'un des nombreux « clos de Sainte-Croix » qui existent aux environs d'Orléans dans des localités où l'église d'Orléans a possédé des terres : ces appellations de lieux-dits sont d'une origine relativement moderne. Dans le français du moyen âge, *Crucialis* a dû devenir Croizeau, nom qui répond à celui d'un très petit hameau nommé aujourd'hui la Croix-Croizeau et qui se trouve sur la commune de Fleury, canton Nord-Ouest d'Orléans.

Vannas. — C'est aujourd'hui la commune de Vannes, canton de La Ferté-Saint-Aubin ; les possessions de l'abbaye de Micy dans cette localité ne comprenaient pas, à cette époque, l'église, qui ne fut donnée qu'en 1168 par l'évêque Manassès à ce monastère.

Villam Gaudiacum. — Ce nom, par la chute du *d* intervocal et l'adoucissement du *g* initial, est devenu en français Jouy. Deux communes des environs d'Orléans portent ce nom : Jouy-en-Pithiverais, canton d'Outarville, et Jouy-le-Potier, canton de la Ferté Saint-Aubin. Il s'agit probablement ici de cette dernière, dont l'église fit aussi partie de celles données par l'évêque Manassès à l'abbaye de Micy en 1168.

Villam Dravliacum. — Curtis genialis. — Vicum ebreum. — Villam Parelli. — Le texte constate qu'au lieu nommé *Curtis genialis* l'église d'Orléans possédait un manse ; aucun autre renseignement n'est donné sur ces quatre possessions. Mais le diplôme de Robert donne pour la troisième d'entre elles la variante *Vicum Evreum*.

Ces quatre domaines sont inconnus.

Hospitale pauperum sancti Germani *cum integritate*. — On ne trouve, en dehors de notre texte, aucune trace de cet hospice, qui était peut être annexé à l'église de Saint-Germain-des-Fossés, donnée plus tard aux religieux dominicains. Il ne s'agit pas, en tout cas, de l'hospice actuel de Saint-Germain situé à Neuville-aux-Bois et qui est d'origine moderne [1].

Lingerolas. — Lignerolles est aujourd'hui un écart de la commune de Coinces, canton de Patay : c'est une région dans laquelle le chapitre a de tout temps possédé des terres.

Marcomanniam. — Ce nom est intéressant et rappelle le séjour, dans trois endroits au moins des environs

---

[1] Il semble cependant très possible que Saint-Germain, voisin de la vieille voie d'Orléans à Paris, ait eu un hôpital. — E. J.

d'Orléans, de colonies appartenant à la tribu suève des Marcomans, venues de Bohême et qui s'installèrent en Gaule dans les derniers temps de l'empire romain. *Marcomania* a donné en français les formes Marmagne et Marmogne, qui désignent trois localités de l'Orléanais : Marmagne, écart de la commune d'Ouvrouer-les-Champs, canton de Jargeau ; Marmogne, écart de la commune de Gidy, canton d'Artenay, et Marmogne, ferme de la commune de La Chapelle-Saint-Mesmin. Il est supposable qu'il s'agit ici de cette dernière ; toutefois les renseignements font défaut pour décider la question.

VILLAM AGANÆ. — *Aganæ* est le génitif du nom féminin *Aga*, d'après la déclinaison féminine imparisyllabique usitée à l'époque gallo-franque, et dont il a été parlé plus haut. Ce cas oblique a dû donner en français *Ajain*, et, en composition avec *villa*, Ajainville. Ce nom ressemble tellement à celui d'Engenville, commune du canton de Malesherbes, qu'il est permis de supposer qu'il s'agit ici d'une même localité. Il est vrai qu'Engenville est nommé *Ingenis villa* dans un fragment de pouillé du XIe siècle ; mais cette dernière forme est peut-être une latinisation du nom français.

PETRAM FIXAM. — Il y a plusieurs localités nommées Pierrefitte aux environs d'Orléans. L'une est dans la commune de Meung-sur-Loire ; mais il est très possible qu'il s'agisse de Pierrefitte-sur-Sauldre (Loir-et-Cher).

VILLAM EMERI. — Le nom français Emerville, qui correspond régulièrement à *Emeri villa*, ne se rencontre pas dans l'ancien diocèse d'Orléans, mais on le trouve deux fois dans la partie du Loiret autrefois comprise dans le diocèse de Sens : Emerville, écart de la commune d'Ondreville, canton de Puiseaux, et Emerville,

[illegible] d'Audeville, canton de Malesherbes. Aucun document ne permet de préciser plus exactement la situation de cette *villa*.

Beneficium Gauzfredi comitis. — Le passage relatif à ce bénéfice est ainsi conçu : « Beneficium etiam quoddam Gauzfredi comitis, quod jamdudum ecclesie Sancte Crucis et Arnulfo presuli, eodem Gauffredo consentiente, per scriptum reddidi, ubicunque locorum situm est, quod per manus nostras actenus videbatur habere in beneficium, nunc autem regali precepto habendum auctorizo in perpetuum. »

Le roi parle, dans ce texte, d'une restitution faite à l'église d'Orléans ; il s'agit, par conséquent, d'un domaine dont cette église avait été originairement propriétaire et ensuite dépossédée. Hugues Capet (qui n'avait encore régné que trois ans) ajoute qu'il a fait cette restitution par une charte depuis longtemps déjà, par conséquent avant son avènement au trône, et alors qu'il était duc de France[1]. Le domaine restitué était donc un bénéfice ou fief appartenant au comte Geoffroy, sous la suzeraineté du duc de France. Le spoliateur originaire avait-il été l'un des auteurs du comte Geoffroi qui aurait fait hommage à son suzerain du domaine usurpé ? Était-ce au contraire un duc de France qui, après s'être approprié ce domaine, l'avait donné en bénéfice à l'un de ses comtes ? Toujours est-il que Hugues Capet, duc de France, et le comte Geoffroi étaient, à raison de leurs droits respectifs sur le domaine en question, l'un comme vassal, l'autre comme seigneur, les successeurs de l'envahisseur primitif. Hugues Capet, du consentement de son vassal, reprit possession du

---

[1] Le diplôme de Louis V (979) signale déjà cette restitution.

fief de celui-ci pour le rendre à l'église ; mais il ne fit pas abandon lui-même de son droit de suzeraineté, et l'église posséda le fief, comme Geoffroy l'avait possédé lui-même, c'est-à-dire à titre de vassale, et, comme dit le texte, *par les mains* du duc de France. Celui-ci, devenu roi, alla plus loin en abandonnant cette suzeraineté elle-même, et, par le diplôme présentement analysé, il donna à perpétuité le domaine en question à l'église qui le posséda dès lors en mainmorte au même titre et sous les mêmes immunités que le surplus de ses biens.

Le domaine en question n'est pas désigné ; il était certainement voisin de la forêt du Loge, puisque ses possesseurs avaient un droit de chasse dans cette forêt. Le roi concède également ce droit à l'église pour en jouir comme l'avaient fait les prédécesseurs du comte Geoffroy, et il autorise la poursuite du gibier dans la forêt chaque jour de l'année.

Ici se termine la liste des noms contenus aux diplômes royaux que nous examinons ; ces diplômes, et surtout les trois derniers, nous donnent un aperçu complet des possessions de l'église d'Orléans à la fin du xe siècle.

Nous avons maintenant à parler des deux bulles du pape Eugène III, des 10 et 11 février 1150, qui figurent sous les nos XXII et XXIII de notre cartulaire.

La première, adressée à l'évêque d'Orléans, confirme les immunités données à l'évêché par le roi Louis VII, détermine le taux des droits à percevoir par les officiers du roi pendant la vacance du siège épiscopal, et confirme les possessions de l'évêché.

La seconde, adressée à l'évêque et aux chanoines, place le chapitre sous la protection du Saint-Siège, et le confirme dans la possession des églises lui appartenant.

Ces documents sont beaucoup plus concis que les di-

plômes royaux précédents. Non seulement ils relatent avec moins de détails les domaines de l'évêché et du chapitre, mais ils ne semblent énumérer que les principaux. Le privilège relatif aux biens du chapitre passe entièrement sous silence les villas, les biens temporels, et ne mentionne que des églises. Celui qui concerne l'évêché mentionne, en dehors des églises, quelques *castra* ou *villæ* seulement. La liste des églises elle-même est courte et ne les mentionne pas toutes.

Le premier de ces privilèges énumère, comme appartenant à l'évêché, les abbayes de Saint-Mesmin et de Saint-Euverte, les églises de Saint-Liphard et de Saint-Pierre de Meung, de Saint-Vrain de Jargeau, de Saint-Pierre-aux-Hommes, de Saint-Pierre-le-Puellier, de Saint-Avit, de Cravant (avec la dîme et le cimetière), d'Ingrannes, la ville de Pithiviers, Pithiviers-le-Vieil, Mareau [aux Prés] et ses dépendances et la villa de Bou. Il mentionne aussi comme appartenant à l'évêché le tonlieu d'Orléans.

Nous avons déjà parlé de ces divers domaines et églises.

Le privilège apostolique y ajoute les églises et les domaines suivants qui ne se trouvent pas dans les diplômes plus anciens :

Abbatia de Balgentiaco. — L'abbaye de Beaugency.

Castrum Gargogilense. — La ville de Jargeau.

Ingranam *cum pertinentiis*. — L'église d'Ingrannes a déjà été citée plus haut. Comme on ne trouve pas une seconde localité du même nom dans l'Orléanais, il faut admettre qu'il s'agit ici de la *villa*, de la possession temporelle située au même lieu.

Villam Sterpetil. — Ce nom est devenu par la pros-



thèse d'une voyelle, *Estrepetum* ou *Astrapetum*, et en français Estrepoi ou Astrepoi, puis Atrepoi ; à son tour Atrepoi a été pris pour une expression locative : à Trepoy ; et le langage populaire, après avoir dit à Trépoy, puis au Trepoy, a fini par décliner le nom. C'est aujourd'hui le Trépoix, hameau de la commune de Mareau-aux-Prés. Nul doute, d'ailleurs, sur l'identité de cette *villa* qui est restée longtemps une maison de campagne des évêques d'Orléans. On trouve au cartulaire de Voisins (p. 93), une charte de 1292, émanée de l'évêque Pierre et datée de sa maison d'Estrepoi (*Datum apud Estrapeum, domum nostram*).

Martireium (*terra quæ vocatur*). — Le Martroi d'Orléans, aujourd'hui la plus centrale et la plus belle des places de la ville, fut dans l'origine un vaste cimetière, comme son nom primitif *Martyriacum* en fait foi ; ce nom a donné en français Martirei (dont *Martireium* est une retraduction), puis Martrei, Martroi, le Martroi aux Corps. Lorsqu'on cessa d'y faire des inhumations, cet emplacement situé en dehors, mais tout proche de l'enceinte de la ville, et à l'angle nord-est des remparts, c'est-à-dire du côté qui regardait la Beauce, dut paraître tout indiqué pour devenir un marché au blé. Il reçut cette destination antérieurement à 1223, ainsi qu'on le voit par une charte de Philippe, évêque d'Orléans, insérée au cartulaire de Saint-Avit[1], et qui constate un accord entre le chapitre de Saint-Avit et Raimbauld de Troigny ; il s'agissait d'une redevance de deux muids de méteil et d'avoine que ce dernier prétendait recevoir à la mine du grenier de Saint-Avit et que le chapitre ne consentait à livrer qu'à la mine du Martroi d'Orléans

[1] G. Vignat. *Cartulaire de Saint-Avit*, p. 80.

[illegible] de *Martreio Aurelianensi*). On trouve aussi au nécrologe de Saint-Avit[1] la mention d'une maison située sur le Martroi où se livraient les échantillons des grains (*in qua solebant tradi signeta granorum*).

Notre texte ne donne au Martroi ni la qualification de cimetière ni celle de marché, et l'appelle simplement une terre ; il faut croire qu'en 1150, l'ancien cimetière était déjà désaffecté, mais que le marché ne s'y était pas installé encore.

Ecclesia de Soliaco. — *Soliacum* ou *Sauliacum* est le nom latin de Sully-sur-Loire. Cette localité alors importante était le siège de l'un des archidiaconés du diocèse d'Orléans.

Ecclesia de Rivo Morentini. — Cette forme primitive du nom de Romorantin ne laisse aucun doute sur son étymologie. Le Morantin est un ruisseau qui se jette dans la Sauldre à Romorantin même ; le *r* de *rivus* ayant disparu, ce mot est devenu riu, rio, rui (d'où le diminutif ruisseau) et ru. Au cartulaire de Notre-Dame-du-Lieu on trouve la forme Rumorantin.

Ecclesia de Firmitate Erbani. — *Firmitas*, en français fermeté, puis fermté et ferté, était, au moyen âge, un nom commun synonyme de *castellum*. Les localités ainsi désignées étant fort nombreuses on les distingua au moyen de surnoms. Au XIe siècle, ces surnoms, pour les *fertés* de l'Orléanais, étaient des noms de possesseurs : la Ferté-Hubert, la Ferté-Nabert, la Ferté-Imbault, la Ferté-Avrain. Cette dernière est aujourd'hui la commune de la Ferté-Beauharnais, canton de Neung-

---

[1] G. Vignat, *Cartulaire de Saint-Avit*, p. 18.

sur-Beuvron (Loir-et-Cher). C'était une seigneurie importante, qui appartint longtemps à la maison de Meung et qui possédait deux églises. Celle de Saint-Barthélemy, dont il est question ici, fut donnée par l'évêque Manassès au chapitre de Sainte-Croix, et la donation fut confirmée par une bulle d'Alexandre III. Les évêques d'Orléans y avaient établi un collège de chanoines, dont les relations avec l'église d'Orléans furent réglées en 1177 par une charte de l'évêque Manassès qu'on trouvera dans notre Appendice. Par cette charte, le chapitre de la Ferté-Avrain abandonnait aux chanoines de Sainte-Croix tous leurs droits rur l'église de Neung.

Ecclesia de Corneliaco. — Cornilly est un écart de la commune de Contres, chef-lieu de canton de Loir-et-Cher. D'après Symphorien Guyon, ce hameau devrait son origine à un prieuré fondé à la fin du XI[e] siècle par un chevalier orléanais, Hugues de Chaumont. Ce seigneur ayant pris part à la première croisade, et s'étant arrêté à Rome à son retour de Terre-Sainte, avait obtenu du pape des reliques des saints martyrs Corneille et Cyprien. Puis, ayant ramené d'Italie des religieux de l'ordre alors récemment fondé par saint Gualbert à Vallombrosa, en Toscane, il leur avait bâti un monastère qui aurait pris le nom de Cornilly en mémoire de l'un des saints dont il contenait les restes.

Il est superflu de discuter cette étymologie : à la fin du XI[e] siècle, il y avait longtemps qu'on avait cessé de former des noms de lieu latins au moyen du suffixe *acus*. *Corneliacus* vient certainement du gentilice *Cornelius*, ce qui fait remonter son origine à un possesseur gallo-romain appartenant (comme d'ailleurs saint Corneille lui-même) à la *gens Cornelia*. Cornilly existait donc depuis plusieurs siècles, lorsque le prieuré de Saint-

Cornilly a été fondé, et le fait, par un chevalier orléanais, d'avoir rapporté là des reliques de ce saint ne fut qu'une coïncidence, cherchée peut-être, mais qui n'a rien à voir avec l'origine de cette localité.

L'église de Cornilly n'est plus mentionnée parmi les possessions de l'évêché postérieurement à la bulle d'Eugène III ; elle devint un prieuré de l'abbaye de Chezal-Benoît en Berry.

La seconde bulle d'Eugène III (11 février 1150) confirme au chapitre de Sainte-Croix la possession des églises (mais des églises seulement) lui appartenant ; elle passe complètement sous silence les autres propriétés du chapitre.

Certaines de ces églises sont déjà mentionnées plus haut (Saint-Martin-du-Mail, Saint-Laurent, Saint-Gervais, Neung-sur-Beuvron, Trainou, Loury, Terminiers, Sougy, Mardié, Saint-Martin-sur-Loiret, Ormoy-la-Rivière dans le pays d'Étampes, Maray et Poisieux en Berry).

Il nous reste à faire connaître les églises suivantes non signalées dans les diplômes précédents et mentionnées pour la première fois en la bulle d'Eugène III :

ECCLESIA SANCTÆ LÆTÆ. — L'église Sainte-Lée, située hors de l'enceinte primitive d'Orléans, est nommée pour la première fois dans une charte de 930 : par cette charte, Hugues le Grand, père de Hugues Capet, faisait donation aux moines qui adoptèrent plus tard le nom de religieux de Saint-Samson, de l'abbaye de Saint-Symphorien, et il y joignait les deux églises de Sainte-Lée et de Saint-Sulpice (*cum duabus ecclesiis in honorem sanctæ Lætæ sanctique Sulpitii in suburbio præfatæ urbis positis*).

Plusieurs écrivains orléanais ont prétendu que Sainte-

Lée et Saint-Pierre-Ensentelée (aujourd'hui Saint-Pierre-du-Martroi, église auxiliaire de Sainte-Croix) étaient, dès l'origine, une seule et même église. Suivant eux, cette église, ayant toujours eu deux patrons, réunissait les deux vocables de Saint-Pierre et Sainte-Lée ; puis, par corruption de langage, ce double nom serait devenu Saint-Pierre-Ensentelée ; et le mot Ensentelée se trouvant présenter un sens particulier (en sente lée), les clercs rédacteurs des chartes latines l'auraient traduit par *in semita lata* ; en sorte que cette église, qui n'aurait jamais dû cesser de s'appeler *sancti Petri et sanctæ Lætæ*, aurait, par l'intermédiaire des formes françaises Saint-Pierre et Sainte-Lée, puis Saint-Pierre-Ensentelée, été l'objet de la retraduction latine *sancti Petri in semita lata*.

Il y a là une erreur analogue à celle dont nous avons parlé plus haut et qui a fait prendre pour une seule et même église les deux églises originaires de Notre-Dame-des-Forges et de Saint-Victor.

Sainte-Lée d'une part, et Saint-Pierre-Ensentelée d'autre part, étaient deux églises distinctes.

Saint-Pierre-Ensentelée dut certainement son nom à une large allée qui le séparait des murs de la ville [1].

Ecclesia de Noemio. — *Noemium* est devenu en français Nouan, et il y a, dans l'étendue de l'ancien diocèse d'Orléans, deux communes de ce nom : Nouan-le-Fuzelier, canton de La Motte-Beuvron, et Nouan-sur-Loire, canton de Bracieux, toutes deux en Loir-et-Cher. C'est

---

[1] L'abbé Dubois, décrivant les fortifications d'Orléans, dit : « Depuis l'Etape jusqu'aux fossés qui remontoient de la tour Saint-Samson à la tour du Heaume, il y avoit un chemin qu'on nommoit la Grande-Allée, parce qu'il étoit garni de deux rangées d'arbres. » (Bibl. d'Orléans, ms. 597, p. 340.) C'était la *Semita Lata* longeant Saint-Pierre.

de Nouan-sur-Loire qu'il s'agit ici, et la *villa* que le chapitre y possédait est mentionnée dans la charte LIX de notre cartulaire avec des détails qui rendent l'identification certaine ; on voit, par exemple, qu'elle était voisine de Saint-Dyé-sur-Loire et comprise dans le ressort du comté de Blois et de la prévôté de Saint-Dyé.

La terre de Nouan, l'une des possessions importantes du chapitre, était administrée par un maire ; le chapitre en était seigneur spirituel et temporel.

ECCLESIA DE TREMULO VICO. — Ce lieu, qu'il faudrait nommer non pas *tremulus vicus*, mais *tremuli vicus*, le bourg du tremble, est celui où saint Viâtre, après avoir quitté l'abbaye de Micy, puis la solitude de Mézières, vint établir sa *cella* près d'une fontaine ombragée d'un tremble. Le nom français Tremblevic, puis Tremblevi, a fini par devenir Tremblevif par suite de la tendance du peuple à chercher, aux noms de lieu dont il a perdu de vue le sens originaire, une signification appropriée au langage contemporain. Mais cette signification semblait contenir une allusion fâcheuse à l'effet des fièvres paludéennes de Sologne et, vers le milieu du siècle dernier, l'administration municipale de Tremblevif, jalouse du bon renom de cette commune, décida de ne pas perpétuer davantage le souvenir d'un fléau d'ailleurs complètement disparu ; elle obtint donc que la commune de Tremblevif quitterait ce nom de mauvais augure pour prendre celui du pieux ermite qui en avait été le fondateur : c'est aujourd'hui Saint-Viâtre, canton de Salbris (Loir-et-Cher).

ECCLESIA DE AREA BACHI. — Ce nom a été singulièrement altéré. On trouve la forme *Area Braca* dans une charte de Saint-Pierre de Chartres, de 1086, puis, dans la charte XXVIII de notre cartulaire, *ecclesia de Arebrachio*, qui est donc devenu Arebrechien et finale-

ment Rebréchien ; cette localité est aujourd'hui une commune du canton de Neuville-aux-Bois (Loiret). On a prétendu que sa dénomination avait pour origine un autel de Bacchus ; mais *ara* ne serait pas devenu *area* ; et il est plus que probable que Bacchus est ici un nom de possesseur.

Bien que l'église de Rebréchien et celle de Loury figurent en 1150 parmi les possessions du chapitre, en réalité elles étaient, ainsi qu'on l'a dit plus haut, détenues alors par le chevalier Gilon de Loury, qui ne les rendit que plusieurs années plus tard au chapitre. On voit par là quel soin mettaient les chanoines à maintenir vis-à-vis des propriétaires laïques leurs droits sur les églises dont ils étaient dépossédés, et à faire sanctionner ces droits par l'autorité apostolique.

Ecclesia de Ruvreio. — Ce nom est une latinisation du nom français Rouvray, qui désigne plusieurs localités des départements du Loiret et d'Eure-et-Loir. Comme ces domaines se distinguent par des surnoms rappelant les établissements religieux auxquels ils appartenaient, celui dont il s'agit ici désigne la commune actuelle de Rouvray-Sainte-Croix, canton de Patay. Le chapitre y possédait non seulement l'église, mais des terres, ainsi que dans toute cette partie de la Beauce.

Ecclesia de Villa Marcii. — Cette église, qu'on ne trouve pas mentionnée dans les pouillés du diocèse, a certainement disparu depuis longtemps. Le nom de Villamarz se trouve, en 1274, dans le testament de Payen d'Orléans, chevalier [1]. Il n'y a qu'un hameau de ce nom dans l'Orléanais ; c'est Villemars, écart de la com-

---

[1] Le Vassal, *Nobiliaire orléanais*, p. 168. « Item quadraginta solidos parisiensium capiendos super talliam meam de Villamarz. »

mune d'Épieds, canton de Meung[1]. Il est à peu près certain que c'est la *villa Marcu* dont il s'agit.

Ecclesia de Nidis. — Nids est une ancienne paroisse aujourd'hui comprise dans la commune de Tournoisis, canton de Patay. Nous reproduisons, dans notre Appendice, des chartes concernant les possessions du chapitre dans cette localité. L'église ne resta pas en la possession des chanoines d'Orléans et fut cédée par eux à l'abbaye de Saint-Père de Chartres qui possédait à Nids un prieuré.

Ecclesia de Geminiaco. — Cette église est celle de la commune actuelle de Gémigny, canton de Patay. Elle ne cessa pas jusqu'au XVIIIe siècle d'appartenir au chapitre qui possédait en outre des terres dans cette contrée.

Ecclesia sancti Stephani infra claustrum sancte Crucis. — Cette église, dont il ne reste que trois arcades du XVIe siècle dans l'imprimerie Pigelet, était située dans la rue du Cloître-Saint-Etienne ; elle passe pour avoir été la plus ancienne église et la cathédrale primitive d'Orléans. Elle resta jusqu'au commencement du XVIIIe siècle le siège d'une paroisse ayant pour présentateur le doyen du chapitre et qui fut alors supprimée et réunie à celle de Saint-Flou.

Ecclesia de Fontanis. — Cette paroisse (ainsi que celle d'Ormoy dont il a été parlé plus haut), était située dans le pays d'Etampes ; c'est aujourd'hui Fontaines-la-Rivière, canton de Méréville (Seine-et-Oise).

Le chapitre n'avait primitivement à Ormoy et à Fon-

---

[1] La carte de l'État major l'appelle Villemare, mais le *Dictionnaire des Postes* a conservé à ce nom l's final qui a une nature étymologique.

taines qu'une seigneurie temporelle ; ce fut en septembre 1115 que Daimbert, archevêque de Sens, donna aux chanoines d'Orléans les deux églises de ces localités (ch. XII) moyennant un cens annuel de cinq sous. Le prélat se réservait, d'ailleurs, tous les droits épiscopaux, n'abandonnant au chapitre de Sainte-Croix que le choix des vicaires et l'autorité sur leurs personnes. Ces possessions spirituelles et temporelles appartinrent au chapitre jusqu'à la fin de l'ancien régime.

Nous arrêtons ici l'examen des noms des possessions de Sainte-Croix. Les documents postérieurs présentent plus rarement des difficultés d'identification topographique. Trop souvent le problème a été insoluble. De nouveaux travaux permettront peut-être plus de précision à nos successeurs.

Il ne pouvait être question, en tête de ce cartulaire, d'esquisser une histoire du chapitre de Sainte Croix ou de poser des prolégomènes historiques. Madame la comtesse de Villaret a consacré au chapitre de Sainte-Croix une importante et savante étude[1], après laquelle nous serions tombés dans de fréquentes redites. Nous aurions, d'ailleurs, dépassé le cadre de cette déjà trop longue introduction.

Qu'il nous suffise d'attirer l'attention, pour la première fois peut-être, sur l'existence d'une banque à Meung-sur-Loire au XII[e] siècle. Cette existence ressort d'une charte, parvenue trop tard pour être incorporée à notre recueil[2], et que nous publions ici faute de mieux.[3] Il

---

[1] *Mémoires de la Société archéologique et historique de l'Orléanais*, t. XIX, p. 447-644.

[2] M. Doinel, la jugeant à bon droit curieuse, l'avait mise en un carton très secret.

1167. L'évêque d'Orléans, pour couper court à une situation diffi-

paraît impossible de traduire autrement que par *banque* le mot *creditoria*.

Par la même occasion nous rééditons la première charte relative à l'église qui devint un siècle plus tard

---

[illegible], prend en gage la banque de Meung pour 160 livres, lorsqu'elle sera rachetée, cette somme sera appliquée à l'anniversaire de Manassès à Sainte-Croix. (Orig. en parch. Arch. du Loiret, G (Sainte-Croix), [illegible]. — « CYROGRAPHUM. Ego Manasses, Dei permissione Aurelianensis ecclesie dictus episcopus, et Johannes decanus totusque ejusdem ecclesie conventus declarandum duximus universis, tam presentibus quam futuris, quod lis et contentio erat inter nos et Burchardum Magdunensem, hominem ligium nostrum, de debitis et diversis gravaminibus ville Magdunensis. Ad ultimum causa componendi, communi consilio prudentum virorum, totius controversie diffinitionem arbitrio domini Lamberti Belgentiacensis et domini Ebrardi Puteacensis commisimus. Quorum arbitrium nos observaturum in verbo veritatis promisimus, Burchardus vero fide data inrefragabiliter se observaturum promisit. Dominus autem Ludovicus, rex Francorum, summus amator [illegible], compatiendo pretaxate ville gravaminibus, prepositum suum Aurelianensem misit Magdunum, qui universos ville negotiatores jurare fecit quod prefato Burchardo nichil ultra crederent donec arbitrium predictorum baronum executioni mandaretur. Asserebat enim prefatus Burchardus se habere in creditoria Magdunensi LX^{ta} libras sub assignato termino unius anni. E contra antiqui [illegible] affirmabant eum non nisi LX^{ta} solidos in prefata habere creditoria sub certo termino XL^{ta} dierum, quod nisi infra prescriptum redderet terminum, ipsi nichil ei amplius crederent. Prefati vero arbitri, tam ville quam Burchardi utilitatem attendentes, consuluerunt ut prefatam creditoriam pro centum LX^{ta} libris sub titulo [illegible] acciperemus. Nos autem, arbitrio eorum acquiescentes, creditorie invadiationem tali tenore accepimus ut supradictus Burchardus et heredes ejus, quacumque hora voluerint, facultatem habeant redimendi; nos vero vel successores nostri ei negare non poterimus. Debitis autem persolutis, burgenses Magdunenses soluti erunt a juramentis et a periculo promulgati anathematis, et Burchardus Magdunensis vel heredes ejus quicquid ipse prius habuerat creditorie habebunt investituram, et episcopo qui tunc erit licebit eos tanquam ligios homines habere in causam, donec de quantitate creditorie et termino plenarie [illegible]. Hoc autem silentio preterire nolumus quod predictam pecunie summam ad celebrandum anniversarii nostri singulis annis diem capitulo Sancte Crucis in elemosinam erogavimus, nec eis

le prieuré de la Madeleine-lès-Orléans, et s'appelait, vers 1025, *Sancta Maria Hospitalis* [1]; cet acte est la restitution de ladite église à Sainte-Croix. Il provient de la célèbre bible de Théodulfe. En 1113, l'évêque et l'église

de predicta pecunia aliud licebit facere nisi emptiones de quarum redditibus in anniversario nostro canonicis et clericis presentibus numini distribuantur. Totam autem prefinitam pactionem Burchardus, in presentia totius capituli et baronum ibidem astantium, se fideliter observaturum promisit et fiduciasse recognovit. Nos vero omnes illos qui contra tenorem litterarum Buchardo vel heredibus suis scienter super hoc nocere attemptarent excomunicavimus. Quod ne oblivione deleri vel alicujus malicia posset perturbari, cyrographi testimonium adhibuimus et requisitione ipsius Burchardi sigillo nostro et capituli Aurelianensis, sigillo etiam ipsius Burchardi corroboravimus. Actum publice in capitulo Sancte Crucis, anno ab incarnatione Domini M° C° LX° VII°, regnante Ludovico, Ludovici filio, anno XXmo VIIIImo, episcopatus vero nostri XXImo. Astantibus in capitulo Sancte Crucis majoribus personis Johanne decano, Guillelmo cantore, Hugone subdecano, Manasse capicerio, Herberto, Symeone, Marescoto, Hugone archidiaconis, Garnaldo succentore, Guarino archipresbitero, Bonohomine capellano. Preterminate autem pactionis testes affuerunt, ex parte domini episcopi Lanscelinus de Balgentiaco cum militibus suis Helia Boel, Garnerio Rufo, Hugone de Alumna, et dominus Ebrardus Puteacensis cum militibus suis Alberto Potardi, Rainaldo de Ruvreio, Philippo de Alena, et dominus Radulfus de Nidis cum militibus suis Goffrido Pilo extorto, Curtino, Helia Rufo. Affuerunt etiam servientes ecclesie Goherius Prepositus et Petrus ejusdem filius, Vaslinus et Petrus ejusdem filius, Laurentius Cocus, Arnulfus prepositus Magdunensis, Rainaldus major, Pinardus, Petrus Andegavini. Ex parte domini Burchardi affuerunt milites Petrus filius majoris, Petrus Buticularius, Godefridus de Butiaco, Arnulfus de Montiaco, Herveus Grangiarius, Herveus Mercator, Johannes Mercator; servientes Johannes Augerii, Guillelmus Augerii, Johannes Bernardi. »

[1] [Vers 1025]. Odolric, évêque d'Orléans, s'étant fait restituer par le chanoine Azinerius l'église Notre-Dame-de-l'Hôtel, la reçoit pour l'église d'Orléans et pour lui-même. (Copie du XIe siècle. Bib. nat., ms. lat. 9380, f° 346). *Pub. Bibliothèque de l'Ecole des Chartes*, t. XL, p. 27. — « (*Chrismon*) Cum multis modis, labentibus temporum curriculis subintrante oblivione, res gestæ a thesauris memoriæ noscuntur sepius recedere, solum scriptura testificante et gerentes rerum et actus gerentium futurorum notitiæ possunt patere, necessario quicquid

d'Orléans donnèrent Notre-Dame de l'Hôtel à Fontevraud, qui y fonda le prieuré de la Madeleine[1].

Nous manquerions à tout devoir de gratitude en n'adressant pas, à la fin de ce travail, nos remerciements à MM. Vignat, qui a ouvert la voie des publications de cartulaires orléanais; Cuissard, l'érudit bibliothécaire d'Orléans, dont les précieux répertoires se sont ouverts pour nous; Auvray, bibliothécaire au département des manuscrits à la Bibliothèque Nationale, qui nous a prodigué son concours; enfin à notre distingué archiviste, M. Jacques Soyer, grâce auquel nous avons pu retrouver quelques-uns des originaux distraits des cartons du fonds de Sainte-Croix.

---

fuerit que gesserit, maxime in sancta ecclesia, apicibus litterarum, que sunt rerum testes, oportet tradere. Igitur ego [Odolricus, gratia Dei sancte Aurelianensis ecclesie episcopus], notum fieri volo tam presentibus quam futuris, sancte ecclesie successoribus, qualiter Azenerius, nostre ecclesie canonicus, reciprocaverat se contra meam voluntatem agens, nostram sibi presentiam lenire cupiens que delinquendo in me gessit. Sed cum ei nullo ejus petitionibus assensum preberem, graviterque me sibi infensum cognosceret, tandem, ut satisfactione placabilem redderet, ecclesiam Sancte Marie Hospitalis, quam vice vicaria optinuit, sancte Dei ecclesie [Aurelianensi] et mihi reddidit. Quam diu alienatam, tandemque sancte Dei ecclesie restitutam, ne quis presentium vel futurorum deinceps auferre presumeret, perpetuo anathemate interdiximus, presentibus regibus nostris atque episcopis :

S. Rotberti regis.
S. Hugonis regis.
S. Odolrici episcopi.
S. Gauzlini episcopi.
S. Fulberti episcopi.
S. Geraldi episcopi.
S. Arnulfi episcopi.
Signum Widonis episcopi.
Signum Azenerii, cujus predicta ecclesia extitit vice vicaria. »

[1] L. de Vauzelles, *Histoire du prieuré de la Magdeleine lez Orléans*, p. 11 et s. — M. de Vauzelles n'a pas connu la charte d'Odolric. Nous avons nous-même identifié très faussement *Hospitium monialium* avec Saint-Denis-de-l'Hôtel (p. 377, nº 1); c'est La Madeleine-lez-Orléans qu'il faut lire.

Il est certain que d'autres pièces originales provenant du même fonds reparaîtront au cours des classements que poursuit avec activité notre confrère ; et il s'en trouvera parmi elles qui auraient dû figurer dans le présent travail.

Puissent donc nos successeurs enrichir de découvertes nouvelles ce corps des titres anciens de Sainte-Croix d'Orléans.

ERRATUM

P. XXVII, l. 3, au lieu de XVIIe, *lire* XVIIIe siècle.

P. LXXIII, l. 23, *au lieu de* Charlemagne[1], *lire* Charles le Chauve.

P. LXXIX, l. 18. — — — —

P. LXXXVI, l. 22. — — — —

P. XCII, 11 et 13. — — — —

P. CXI, n. 1, plus exactement : [1021-1027].

P. 1, *il est très vraisemblable que la bonne date est* 113?.

P. 2, l. 20, *au lieu de* XXIII, *lire* XXIV.

P. 5, la charte II est en original aux Archives du Loiret (supplément du fonds de Sainte-Croix).

P. 6, l. 21, *lire* et ne [illegible] a posteris.

P. 6, l. 20, *virgule entre* Berengerius *et* Rainardus.

P. 7, *sommaire, au lieu de* G. 224, *lire* G. 244.

P. 7, l. 10, *supprimer le point et virgule après* decrevi.

P. 7, l. 12, au lieu de mei, *lire* mee.

P. 7, l. 15, *lire* equum *au lieu de* equium.

P. 7, n. 1, l. 5, *au lieu de* LXXIII, *lire* LXXII.

P. 9, l. 2, *au lieu de* heredes, *lire* heredis.

P. 10, l. 24, *au lieu de* anniversario, *lire* anniversaria.

P. 14, l. 20, *au lieu de* hinc, *lire* hanc.

P. 24, l. 9, *au lieu de* Radulfi, *lire* Radulfo.

P. 25, l. 3, *après* signum, *supprimer point et virgule*.

P. 26, l. 10, *lire* [illegible].

P. 27, *titre, au lieu de* Lepreux, *lire* religieux.

— — Villevaudrain, *lire* Vaudran.

P. 27, l. 14, *lire* [illegible].

P. 29, la charte XV est en original aux Archives du Loiret (fonds de Sainte-Croix : Marcy, supplément).

P. 32, l. 27, *lire* habeant.

P. 34, l. 18, *supprimer* fera.

P. 37, l. 29, Lancelot ou Lancelin ?

---

1. [illegible]

P. 38, l. 5, *lire* largiente.

P. 38, l. 10, *lire* apostolicorum.

P. 38, ll. 24 et 26, *au lieu de* Pontino, *lire* Pontivo.

P. 39, *avant-dernière ligne*, *Corr.* Marsiacus in pago Nervernensi, ad eamdem...

P. 40, l. 22, *lire* potestatis.

P. 44, l. 13 *du texte*, *lire* Memoratas.

P. 48, intervertir les notes.

P. 49, l. 3, Dans une copie d'un registre de Terminiers (supplément du fonds de Sainte-Croix), la signature papale est représentée précédée de la *rota* et suivie du monogramme *Benevalete.*

P. 49, l. 4, *dans la même copie*, Ego Johannes *et non* Hymarus.

P. 52, *sommaire* : *après* d'Orléans, *ajouter* en particulier sur tous les monastères et églises de son diocèse.

P. 54, la date 1154 devrait être entre crochets.

P. 60, l. 2, *lire* capitulo.

P. 60, *dernière ligne*, *lire* XVIIII.

P. 61, *titre*, Alexandre III *et non* II.

P. 61, l. 14, *lire* hominum.

P. 62, *références* : *lire* Baluze, 127.

P. 63, Bibl. d'Orléans, ms. 552, p. 260. Copie de Polluche [1], d'après le Livre rouge, f° 2 recto.

P. 65, *Polluche* : l. 4, Luttum monasterium (*il dit ce mot très mal écrit*) ; l. 5, Creonas, Prisciniacum ; l. 6, Sisinimarus ; l. 8, Lummacus.

P. 66, *le ms.* 552 *de la Bibl. d'Orléans, p.* 171, *contient une copie de Polluche d'après l'original.*

P. 66, n. 1, *dern. l.*, *lire* la copie *et non* sa copie.

La date est publiée en *Addenda*, page XCVIII de la préface du t. VI des *Historiens des Gaules*, mais porte à tort *indictione VIII.*

P. 68, l. 15, *la copie de Polluche porte* indictione VIII.

P. 69, *copie de Polluche* (*ms.* 552 *d'Orléans*), ; l. 16, Maciacus.

P. 70, *Ibid.* : *l.* 5, IIII idus ; *l.* 6, Brionna.

P. 70, titre : *lire* Carloman II.

P. 72, titre : *lire* Carloman II.

P. 72, l. 15, *avant* Datum, *la copie de Polluche* (*ms.* 552 *d'Orléans*) *donne* :

Signum Karlomanni (*monogramme*) gloriosissimi regis.

Norbertus notarius ad vicem Gauslini recognovit et subscripsit.

De même l'édition des Historiens des Gaules.

---

[1] Une fausse interprétation d'une note de M. Thillier m'avait fait croire qu'il avait dépouillé les mss. de la Bibliothèque d'Orléans. J'ai réparé cette omission un peu trop tard. — E. J.

P. 72, *Pub.* aussi par [illegible], [illegible], t. II, append., col. [illegible].

P. 77, Pub. aussi par Le Cointe, *Annales Eccles.*, t. VII, p. 7[illegible], et par [illegible], [illegible], p. [illegible].

P. 73, l. 8, après [illegible], un point.

P. 73, l. 6, lire [illegible] ab alio.

P. 79, les leçons de la copie d'Estiennot, d'après l'original de l'acte de Robert, sont si nombreuses qu'il n'a pas semblé utile d'en charger les notes.

P. 80, la copie de la charte de Robert par Polluche (ms. 562 d'Orléans) donne : l. 18, Genniac ; l. 19, Lamavum, Moyarias, Bunonem ; l. 20, Melisiacum, Sestiarum.

P. 81, l. 1, au lieu de Ornoltrenni, lire Ernoltreno.

P. 81, l. 19, au lieu de Rotbertus, lire Radulfus.

P. 86, copie de Polluche (f° 586 v°) : l. 17, ind. quarta ; l. 20, proconsulatus.

P. 88, ce n'est pas la charte XLII, mais la charte II, dont l'original est aux Archives du Loiret (supplément du fonds de Sainte-Croix).

P. 89, l. 14, lire Alberic...

P. 90, sommaire, au lieu de d'oblage, lire aux oblations.

P. 94, Pub. aussi par Viollet, *Établissements de S. Louis*, t. IV, p. [illegible].

P. 101, la note 3 s'applique à la charte CCXCVIII et non à la charte LI.

P. 108, l. 12, lire intuitu.

P. 117, l. 3, lire stabilitatis.

P. 119, l. 27, après [illegible], un point.

P. 122, Pub. aussi *Hist. des Gaules*, t. IX, p. 733.

P. 125, l. 6, transporter la virgule après transcendam.

P. 126, copie de Polluche d'après l'original (ms. 562 d'Orléans, p. 291), l. 15 : Hilduini.

P. 129, autre copie, l. 3, Evurcii ; l. 16, Gervasii, Puteus ; l. 20, [illegible] ; l. 21, [illegible] ; l. 22, Canlienus ; l. 26, Desiderius.

P. 130, l. 1, ibid., annorum et non annuorum.

P. 133, l. 2, ainsi en *Hist. des Gaules* : ...genitoris nostri Hludovici et per consultationem avi nostri Hludovici seu praedecessorum Augustorum [illegible] et Karolimagni usque ad hoc tempus...

P. 134, l. 23, IV idus junii.

P. 136, l. 5, au lieu de parti, lire parti, sans virgule.

P. 138, la charte LXVIII est en original aux Archives du Loiret (supplément du fonds de Sainte-Croix). *Les e sont cédillés. Elle porte* deux [illegible]. *Les deux seules variantes intéressantes sont* : l. 9 de l'acte : SO, et l. 14, [illegible] et non [illegible].

P. 145, l. 6, lire cum futuris quam presentibus.

P. 146, l. 12, *au lieu de* fructibus, *il y a* fructetis (*plantations d'arbres fruitiers*).

P. 146, n. 1, *au lieu de* 1194 *et* ch. CXIII, *lire* 1195 *et* ch. CXV.

P. 147, l. 16, *au lieu de* majori, *lire* major.

—	l. 17,	—	redditus,	— reddat.
—	l. 18,	—	debitas,	— oblitas.
—	l. 22,	—	nodes,	— noctes.
—	l. 28,	—	in fato,	— in prefato.
—	l. 31,	—	Johannes de Resta,	*lire* Johannes de Porta.
—	l. 33,	—	Corrasse,	*lire* Corrasle.

P. 157. *Pub. par* Hubert. *Antiquités de S. Aignan*, preuves, p. 83.

P. 158, l. 2, *au lieu de* plantham de Luneriis, *lire* plancham de Limeriis.

P. 179, l. 10, *au lieu de* capellarius, *lire* capellanus

P. 201, *références*, *lire* G. 277.

P. 201, l. 9, *au lieu de* [reclamaret], *lire* vindicaret *qui est dans l'original.*

P. 204, *titre* (*ch. CXXI*), *au lieu de* Don au chapitre, *lire* Don à l'archidiacre Jean.

P. 210, l. 3 du titre, *au lieu de* une pension de 20 sous, *lire* un loyer de 20 sous.

P. 219, ch. CXXXVII, l. 3. *Au lieu de* Bofferius, *lire* Bosserius *et, dans le sommaire*, Herbert Bousier.

P. 256, *sommaire*, maire de Marzy (?).

P. 276, l. 1, *lire* G[arinus].

P. 312, l. 12, *lire* P[aganus].

P. 341, l. 5, *au lieu de* Stompensis, *lire* Stampensis.

P. 377, n. 1, *au lieu de* Saint-Denis-de-l'Hôtel, *lire* La Madeleine-lès-Orléans.

P. 409, *titre, au lieu de* 1269, *lire* 1260.

P. 410, — — —

P. 411, *titre* : *lire* Eudes de Boisgault.

P. 426, *titre* : *ajouter* et autres affaires litigieuses.

P. 441, *titre* : *lire* Philippe III,

P. 450, — — —

P. 469, — — —

N. B. — Publiant le mieux possible *in extenso*, et la plupart du temps d'après l'original, tous les documents rencontrés pour cette période déterminée, nous n'avons pas fait, sur les ouvrages où certains d'entre eux pouvaient être déjà publiés, des recherches approfondies, qui auraient été fort longues pour un résultat fort mince dans l'espèce.

IDENTIFICATION DE DIVERS NOMS DE SOUVERAINS

Plusieurs pancartes du Cartulaire de Sainte-Croix, — celles de Lothaire (ch. CCCLXXVI), de Louis V (ch. LXIV), d'Hugues Capet et de Robert (ch. XXXIX et XL) — rappellent le souvenir et les bienfaits de rois ou d'empereurs carolingiens, que leurs noms de Louis ou de Charles désignent insuffisamment, étant donné leur fréquence parmi les princes de notre Maison royale.

L'impression de ce travail achevée, la nécessité de préciser ces noms pour la table alphabétique m'a amené à examiner de nouveau ce problème, qui m'avait paru insoluble[1], et je crois utile de traiter ce point embarrassant, qui n'est pas indifférent aux érudits. La question n'est claire que pour la pancarte de Charles le Chauve (ch. XXXIII).

Il y a un point fixe sur lequel on peut s'appuyer, je crois, pour établir les distinctions nécessaires. C'est le passage suivant de la charte de Louis V (p. 126) : « Res autem quas *jamdictus* imperator Karolus eidem reddidit ecclesie, et postea gloriosus rex Hludovicus suo confirmavit precepto, hæ sunt : Basilicas, Ulmetus... ». Or, Bazoches et Ormoy furent rendues à Sainte-Croix par Charles le Chauve : Carloman II le dit expressément dans la charte XXXVI (p. 71) : « ...Basilica scilicet et Ulmeto, quas pro memoria *avus noster* Karolus imperator eius restituit ecclesie... ». L'expression *avus* prouve qu'il ne s'agit pas de Charlemagne, mais bien de Charles le Chauve, grand-père de Carloman II. Le *Karolus jamdictus* de Louis V, qui est le *Karolus quondam Augustus* de Lothaire (p. 520), ne peut donc désigner que Charles le Chauve. Son nom a été déjà prononcé (*jam dictus*) dans la même charte à propos de l'alleu concédé à Théodrade et donné par Théodrade à Sainte-Croix. Ici encore, il s'agit donc de Charles le Chauve.

Dans la même pancarte de Louis V (p. 126) une erreur du compositeur, qui a porté sur le mot *Hludovici*, nécessite le rétablissement suivant : « ... per tot annorum curricula vel a tempore domni et genitoris nostri Hlotarii et pie recordationis avi nostri Hludovici *seu piissimorum Augustorum*, *Hludowici* scilicet et Karoli Magni, usque ad hoc tempus... ». Ici sont désignés clairement Lothaire, père de Louis V,

1. T. I, p. 1.

Louis IV, son grand-père (*avi*), et les empereurs Louis le Pieux et Charlemagne. Or, ce nom de « Charlemagne » est à noter dans un acte où une autre énumération (p. 125) donne *serenissimi Karoli imperatoris* ; cette différence de dénomination prouve bien que, dans ce dernier cas [1], on désigne Charles le Chauve, comme dans les pancartes d'Hugues Capet (p. 78) et de Robert, où sont nommés successivement Charles le Chauve, Louis II et Carloman.

Dans la charte de Carloman II (ch. XXXVII, p. 73), il s'agit déjà de Louis II et de Charles le Chauve.

De plus érudits jugeront si le problème est ainsi résolu.

E. J.

---

1 Il n'y a donc pas à tenir compte du dernier paragraphe de la p. LXXV.

CHARTULARIUM

ECCLESIÆ AURELIANENSIS

VETUS

I

Orléans, 1129 [1]

Exemption de cens accordée par Jean II, évêque d'Orléans, en faveur d'une maison appartenant à Pierre, chapelain du roi.

(Orig s. parch. Arch. du Loiret, G[2]. — Copie de Baluze exécutée en 1677. Bib. Nat. coll. Baluze, ms. 78, p. 77.)

LITTERA JOHANNIS EPISCOPI DE LIBERTATE DOMUS QUE SITA EST INTER ECCLESIAM ET MARTREIUM [3]

In nomine sanctæ et individuæ Trinitatis, ego Johannes, Dei gratia Aurelianensis episcopus, notum fieri volumus omnibus fidelibus tam futuris quam præsentibus, quia Petrus,

---

[1] Les diverses dates sont inconciliables, comme il arrive souvent à cette époque. Peut-être, en négligeant les années du règne, dont le nombre déjà élevé prêtait à l'erreur, arriverait-on à concilier les autres. La 34e année d'épiscopat de Jean I, sur laquelle sa chancellerie n'a pas dû faire erreur, commença le 28 décembre 1129; d'autre part, la seconde année d'association de Philippe, fait récent et frappant, commença le 14 avril 1130. On serait donc tenté de placer l'acte ci-dessus en fin avril 1130. Mais, pour cela, il faudrait encore admettre que le scribe, par vieille habitude, a gardé le millésime 1129, périmé depuis

regis capellanus et clericus noster, presentiam nostram adiit, postulans ut quandam domum quam ipse ante ecclesiam Sanctæ Crucis, muro civitatis contiguam, habebat, ab omni censu et consuetudine, quam domus illa per singulos annos episcopo persolvebat, Dei et nostri gratia liberaremus. Cujus petitioni satisfacientes, domum illam tam ipsi quam ceteris omnibus qui post ipsum eam sunt habituri, liberam omni censu et consuetudine quiete obtinendam concessimus, ipsamque quietam esse, sicut ceteræ claustrales sunt, esse etiam domum claustri imperpetuum statuimus. Quod ne posset oblivione deleri, seu a posteris nostris infirmari, placuit nobis et litteris nostris commendare et sigilli nostri auctoritate corroborare.

S. Johannis episcopi. S. Stephani decani. S. Philippi cantoris. S. Archambaldi subdecani. S. Bartholomæi capicerii. S. Algrini archidiaconi, S. Johannis archidiaconi. S. Stephani archidiaconi.

Actum Aurelianis publice, in capitulo Sanctæ Crucis, anno incarnati Verbi MCXX nono, regni vero Ludovici regis XXIII, regni autem filii ejus II, episcopatus vero nostri XXXIIII.

Data per manum Algrini cancellarii.

---

le 25 ou le 31 mars précédent. Ce sont beaucoup de concessions pour nous trancher la question. L'acte royal correspondant (ch. XLI) et qui lui est postérieur est daté de 1130, à Lorris, avant le 3 août. — Luchaire, *Louis VI*, p. 214, n° 452.

[1] Un certain nombre d'actes tirés des Archives du Loiret ont été publiés ici d'après les copies de M. Doinel, autrefois archiviste du Loiret, qui avait négligé d'y inscrire la cote. Je n'ai pas cru devoir priver la présente publication de certains de ces actes, bien que ne les ayant pas retrouvés aux Archives du Loiret. La lecture de M. Doinel mérite toute confiance.

[2] Ce titre figure en tête de l'original, comme tous ceux qu'on imprime, dans la présente publication, avec la même disposition typographique.

II

Orléans, 1127 [1]

Jean II, évêque d'Orléans, donne au chapitre une place située dans sa cour avec licence de percer une porte dans le mur oriental.

(Copie de Baluze, p. 78).

In nomine sanctæ et individuæ Trinitatis. Ego Johannes, Dei gratia Aurelianensis episcopus, notum fieri volumus cunctis fidelibus tam futuris quam et instantibus quod canonici Sanctæ Crucis, cum habeant in curia nostra quandam aream cum domibus in loco qui vulgo dicitur Tanuz orientali muro civitatis adhærentibus, et ad jus eorundem canonicorum pertinentibus communiter adierunt præsentiam nostram, humiliter deprecantes ut quandam particulam curiæ nostræ ad episcopatum pertinentem, quæ sita est intra supradictas domos et septentrionalem murum civitatis in angulo, habens in longitudine pedes manuales sexaginta et quindecim, et in latitudine totidem, eis in perpetuum concederemus. Et cum ipsæ domus prædictæ per curiam nostram consuetudinarium introitum vel exitum habeant, deprecati sunt etiam nos ut licentiam faciendi in muro posterulam ducentem ad orientem, ad egrediendum vel ingrediendum, insuper et de ipso muro, sive in figendis trabibus, sive in superædificandis parietibus, sive in aliis hujusmodi, quæcunque ad ædificationem ipsarum domorum necessaria essent, quantum ad episcopatum pertinebat, eis concederemus. Quod ita et fecimus ; et ne posset oblivioni tradi, scripto commendavimus, et ne

---

[1] Il y a encore erreur sur la date du règne. La 18e année du règne de Louis VI commença le 3 août 1125. La même erreur est reproduite dans la charte royale correspondante (ch. XLII).

a posteris infirmari, sigilli nostri auctoritate confirmari fecimus.

S. Johannis episcopi. † S. Stephani decani, S. Philiberti præcentoris, S. Archembaldi subdecani, S. Bartholomæi capicerii.

Actum Aurelianis civitate, in capitulo Sanctæ Crucis, anno incarnati Verbi MCXXVII, regnante Ludovico rege anno XVIII.

III

Beauvais, 30 novembre 1092

Foulques, évêque de Beauvais, obtient de Lancelin le jeune l'abandon de ses prétentions sur les hommes de Sainte-Croix, pour lesquelles son père Lancelin avait déjà fait amende honorable.

(Copie de Baluze, p. 1.)

In nomine Patris et Filii et Spiritus sancti. Ego Fulco, sanctæ Belvacensis ecclesiæ episcopus, notum facio omnibus tam futuris quam præsentibus, quod Lanscelinus Belvacensis injuste invasit custodiam de hominibus Sanctæ Crucis Aurelianensis qui morantur in episcopatu Belvacensi. Post multum temporis, pœnitentia ductus, venit Aurelianis ante altare Sanctæ Crucis, et in præsentia canonicorum custodiam quam usurpaverat dimisit per lignum buxeum quod super altare posuit, pro isto malefacto veniam postulavit, absolutionem promeruit, et pro malefacti emendatione XXX solidos Deo et Sanctæ Cruci se daturum spopondit, et Radulfum Belvacensem, quondam regis dapiferum, præsente Guarino, Belvaci præposito, fidejussorem dedit, et postea idem Lanscelinus eos persolvit. Defuncto ergo Lanscelino, Lanscelinus filius ejus prælatam custodiam reclamavit et usurpare temptavit. Hoc igitur audito, Johannes, Aurelianensis episcopus, de sua et canonicorum parte literas nobis direxit, scribens nobis præfatam defuncti Lanscelini, sicut prædictum est, super homi-

nes Sanctæ Crucis invasionem ; et, quia pro malefacto fecerat emendationem, exorans ut juniorem Lanscelinum super hac injuria conveniremus, et Deo et Sanctæ Cruci suos homines liberos habere faceremus, statuto die, in conventu clericorum et laicorum nostrorum, Lanscelinus à nobis commonitus venit, et præfatam patris sui invasionem et pro invasione factam emendationem audiens, et testimonium legitimorum virorum super hoc recipiens, ilico pænituit, et quod facere conabatur super homines Sanctæ Crucis omnino dimisit.

Actum Belvaci, anno incarnati Verbi MXCII, indictione XV, pridie kalendas decembris, regnante Philippo rege.

Ut autem hoc firmius et stabilius permaneret, hoc scriptum in testimonium posterorum fieri jussimus et sigillo nostro corroboravimus. Gualterius cancellarius scripsit. Præsentes fuerunt clerici : Hugo decanus, Hugo de Sancto Pantaleone, Petrus thesaurarius, Rotbertus, Gualterius de Miliaco, Galterius filius Nanteri. Laici : Radulfus, quondam regis dapifer, Airardus, Gualterus venator, et Gualbertus frater ejus, Guarinus præpositus, Richerus buticularius, Guarnerus thelonearius, Frogerus, Ercengerus Rainardus, Goscelinus, Rotbertus et Hugo fratres, Deodatus, Bernerus et Deodatus fratres, Guoscelinus et Gualerannus filius ejus, Ivo, Nanterus, Guoscelinus.

IV

[15 avril 1137-1145]

Elie, évêque d'Orléans, règle un différend élevé entre le doyen Etienne et le chapitre de Sainte-Croix au sujet des tailles de la mairie de Pierre de Sainte-Croix, et des droits de moutonnage et de fresangage[1].

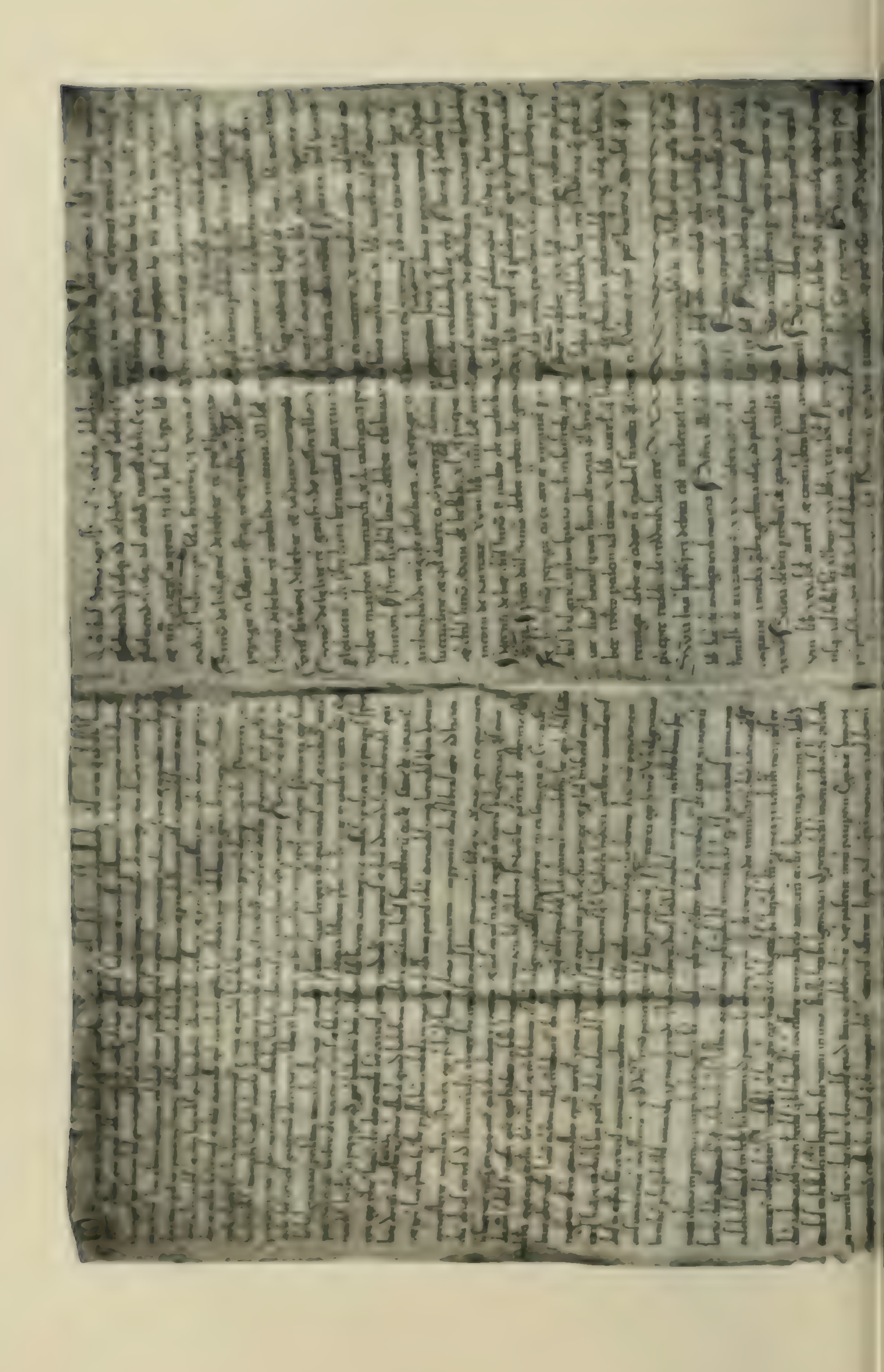
(Copie de Baluze, p. 79.)

Ego Helias, Dei gratia Aurelianensis episcopus, omnibus

---

[1] *Fresange*, porc de l'année.

notum esse volo tam futuris quam præsentibus, quod erat contemptio inter decanum Stephanum et ecclesiæ nostræ canonicos de quibusdam quæ decanus clamabat. Dicebat enim decanus quod de omnibus talliis quæ in terra de majoria Petri Sanctæ Crucis fierent, terciam partem habere deberet, sive fierent pro Papa, sive pro Rege, seu pro terrarum emptione seu redemptione, immo quacunque fierent causa. Multonagium quoque et frescengiagium per totam terram singulis annis sese habere dicebat. Convenit ergo ante me in capitulo Sanctæ Crucis per me et meam manum inter eos hoc modo pax. Cognovit enim decanus coram me et omnibus illis qui aderant quod de talliarum tercia parte quam quærebat, injusta res esset et prava et quæ teneri non deberet, cum de eis canonici in proprios usus nichil acciperent ; et hoc me præsente dimisit, et ante Dei majestatem in capitulo vultu humili, flexis genibus, voce supplici, si quid inde peccaverat veniam postulavit et obtinuit. Porro de multonagio et frescengiagio hoc inter eos convenit, quod canonici concesserunt ut decanus in Rogationibus arietes quæreret, et in Pentecoste eos haberet, ita scilicet quod de unaquaque mansura unus aries aut duodecim denarii redderentur. De frescengiagio vero, quod in festo sanctæ Andreæ quæreretur, in Natali redderetur, id est de unaquaque mansura una frescengia vel decem et octo denarii redderentur. Et has consuetudines redderent qui mansuras tenerent, secundum quod quisque teneret, id est qui totam mansuram teneret totum arietem, totam frescengiam, vel denarios redderet ; qui vero partem, redderet secundum hoc quod teneret. In quibus solvendis si rustici tardi aut neglegentes existerent, Major tantum de rebus eorum caperet, quod infra dies octo decano summam vel deperditum sine lege aut aliqua alia exactione perficeret. Hoc autem ut firmum teneretur, cyrographo signari et sygilli mei impressione corroborari præcepi.



P. Fougeron, phot.

TESTAMENT DE SIMON DE BEAUGENCY

(Charte V)

V

[1146-1153] [1]

Testament de Simon de Beaugency.

Original aux Archives du Loiret, G. 224, écrit à deux colonnes sur parchemin, scellé sur double queue d'un sceau perdu.

(Copie de Baluze, p. 80.)

TESTAMENTUM DOMINI SIMONIS DE BALGENCIACO.

Quoniam ea que in tempore sunt cum tempore sepe mutantur et transeunt, placuit predecessoribus nostris ut ea que ab illis fierent ne vetustate que mater oblivionis est unquam deleri possent, sed rata et incussa persisterent, litterarum noticie commendarentur ; quapropter ego Simon Balgenciacensis dominus, ne diuturno succedentium temporum intervallo ob incognitam oscure veritatis certitudinem hoc a sinu memorie relabatur, neve posteros nostros in errorem ignorantie inducat, scripto et memorie tradere decrevi ; quoniam ut peccatorum meorum absolutionem a Domino valeam obtinere et pro Radulfi mei patris et Matildis mei matris et domine Adenordis [2], et mei heredis qui hoc donum confirmando concesserit, et pro omnium ante[ce]ssorum animabus dono in perpetuum Deo et ecclesie Sancte Crucis et domino Manasse, episcopo Aurelianensi, equium de custodia quem habebam in granea de Crevenz, similiter quoque cetera dona que in hoc scripto continentur pro mea et omnium supradictorum animabus in perpetuum dono

---

[1] Ce testament fut rédigé lorsque l'évêque Manassé de Garlande occupait le siège épiscopal d'Orléans, c'est-à-dire au plus tôt en 1146. Simon de Beaugency était mort en 1153. V. plus loin la charte LXXIII.

[2] Femme de Simon. V. plus loin, p. 11.

et concedo. Preterea pro supradictis animabus similiter concedo donum unius modii ordei quod Radulfus meus pater dederat perhenniter presbitero ecclesie de Cravenz, nec ideo minus in mea custodia habebo clientes episcopi Aurelianis (*sic*) apud Crevenz. Notum sit etiam quod ego do ecclesie Sancte Crucis Guarinum de Crevenz, liberum hominem, ut sit cliens Sancte Crucis apud Crevent. Preterea ego Simon de Balgenciaco pro eisdem animabus affirmo et concedo libertatem sicut scripta est quam meus avus et Radulfus meus pater dederunt Huberto de Noyem et filiis et filiabus suis de qua libertate prefatus Hubertus erat in causa in vita domine Adenordis, Hubertus vero pepigit quod propter benefactum domine Adenordis faceret cantare CC missas et pasceret C pauperes. Preterea ego prefatus Simon do Deo et ecclesie Sancte Crucis pro mea et Radulfi mei patris et domine Adenordis et mei heredis qui hoc donum concesserit animabus omne illud quod habebam in filia cujusdam hominis sacristarum ecclesie Sancte Crucis et propter hoc prefati sacriste pulsabunt cimbala in meo et Radulfi mei patris et domine Adenordis et mei heredis qui hoc donum concesserit anniversario. Preterea ego prefatus Simon dono annuatim in perpetuum duas libras cere ad faciendum duos cereos ad illuminandum altare Sancte Crucis in ejusdem inventione, scilicet V idus maii, qui ex quo incensi fuerint nunquam extinguentur quamdiu durare poterint, et hos cereos tradet capellanus turris Balgenciaci quos emet de IIII or solidis de censu quem ego habeo in festo beati Firmini, VII kalendas octobris. Notum sit quod terra de Ostentio est libera et quieta ecclesie Sancte Crucis, et tamen si homines domini Balgenciacensis permanserint in ea servient ei, et cause sive controversie hominum ejusdem ville tractabuntur ibi ubi est antiqua consuetudo. Ad ultimum manifestum sit quoniam dominus Simon rogavit dominum Manassem episcopum Aurel. et omne capitulum Sancte Crucis ut pro Dei et suo

amore et pro his beneficiis enumeratis suum et Radulfi sui patris, et domine Adenordis et heredes domini Simonis qui hec supradicta beneficia concesserit anniversarios dies in ecclesia Sancte Crucis annuatim recolerent, et in ejusdem ecclesie martirologio scriberent ; hanc autem peticionem omnes unanimiter concesserunt et quod dominus Symon petierat generaliter fieri promisserunt. Preterea ego Symon de Balgenciaco similiter pro supradictis animabus et pro meo herede qui hoc concesserit, duos solidos census annuatim in festo beati Firmini dono in perpetuum pauperibus Elemosine Sancte Crucis unde ipsi et presbiter ejusdem domus procurabuntur de carne in anniversario domine Adenordis quod celebrabunt. Adhuc quoque ego Simon pro supradictis animabus do Leprosis Aurelianis annuatim II solidos census in festo sancti Firmini ad procurandum eos et eorum presbiterum de carne in die anniversarii domine Adenordis quod annuatim celebrabunt. Manifestum etiam sit quoniam ego Simon de Balgenciaco, sicut supradictum est pro mea et Radulfi mei patris et domine Adenordis et mei heredis qui hoc benefactum concesserit animabus do annuatim ecclesie Beati Maximini III solidos census in festo sancti quod est in septembri Firmini in uno stallo fori Balgenciacî ad procurandum monachos de piscibus in anniversario die domine Adenordis quod annuatim celebrabunt et etiam pascent unum pauperem. Ego autem Simon accipio in mea custodia asinos qui de nemore domine Beatricis afferent ligna ad coquinam monachorum et ad Domum Dei cum antiqua consuetudine quam ibi habent. Ego etiam Simon pro mea et pro omnibus prefatis animabus et pro meo herede qui hoc concesserit do monachis de Cornelly annuatim XIII denarios census reddendos in festo sancti Firmini pro faciendis annîversariis pro me et patre meo et domina Adenorde et meo herede qui hoc concesserit. Notum sit quod ego Simon do Leprosis Balgenciaci III solidos census reddendos in festo sancti Firmini ad emendam carnem

ad procurandum eos et presbiterum eorum in anniversario domine Adenordis quod annuatim celebrabunt et meum et mei patris et mei heredis qui hoc concesserit anniversarium et pro nobis pascent unum pauperem. Preter hoc ego Simon do monachis Sancti Sepulcri de Balgenciaco II solidos census ad procurandum monachis in die anniversarii domine Adenordis quod cum omnibus supradictis anniversariis uti quodque acciderit celebrabunt. Ego Symon de Balgenciaco pro me et meo patre et domina Adenorde et pro meo herede qui hoc concesserit do in perpetuum V solidos census abbati Elemosine ad procurandum monacos de piscibus in anniversario domine Adenordis. Ipsi quoque supradictorum anniversaria uti quodque acciderit annuatim celebrabunt et pascent unum pauperem. Ego Symon pro eisdem et eodem modo do sanctimonialibus Beate Marie de Hospicio II solidos census ad procurandum dominas de piscibus in die anniversarii domine Adenordis quod annuatim celebrabunt et etiam supradicta anniversaria et hujusmodi census reddetur in festo sancti Firmini. Ego Simon do annuatim pro mea et Radulfi mei patris et domine Adenordis et mei heredis qui hoc concesserit animabus marcam argenti monachis de Cistell[o] ad emendum pisces toti conventui quando tenebunt capitulum. Ipsi vero facient annuatim et omnium supradictorum anniversario et meum et pro nobis pascent unum pauperem. Ego Simon pro mea et Radulfi mei patris atque mei heredis qui hoc donum concesserit animabus et pro domina Adenorde quicquid habeo in duobus molendinis Firmitatis Nerbe[r]i do in perpetuum ecclesie Beati Evurcii ad opus coquine et grossiora ligna in meo nemore accipienda solummodo quantum sufficiet ad proprium usum duorum molendinorum, et nunquam ad usum excluse ; dono etiam eidem ecclesie quandam aream juxta hec molendina in qua sit domus molendinarii qui sit liber homo et non de consuetudinariis hominibus domini Balgenciaci. Ipsi vero celebrabunt annuatim et meum et omnium supradictorum

anniversaria et unum pauperem pascent pro nobis in perpetuum. Postremo ego Simon do ecclesie Beati Martini Majoris Monasterii ecclesiam Beate Marie Boni Nuncii. Ipsi autem monachi celebrabunt annuatim per omnes suas ecclesias anniversarium meum et Radulfi mei patris et Adenordis mee conjugis et mei heredis qui hoc donum concesserit anniversaria et pascent in perpetuum unum pauperem et similiter in elemosina ejusdem ecclesie pascent alium pauperem. Notum sit quod ego Simon dono abbatie Beate Marie Balgenciacensi salis minam de unaquaque nave ferente sal de qua capio meum pedagium et concedo eidem unam masuram apud Mungtigniacum liberam et quietam in qua capiebam quicquid volebam. Ego Simon do in perpetuum et concedo nundinam, scilicet sancti Beati apud Vindocinum feriam, preter justiciam et fefum meorum clientum. Ego Simon pro mea et R. mei patris anima et pro domine Adenordis et mei heredis qui hoc beneficium concesserit animabus accipio in mea custodia apud Mores [1] omnes res eorum qui sunt proprii homines et pertinentes abatie Sancti Launomari. Illi vero non ibunt Blesim quando guerra erit inter Blesim et Balgenciacum nisi per licentiam domini Balgenciaci et eidem domino facient fidelitatem.

Adhuc etiam ego Simon accipio in mea custodia omnes res preter rusticos quas canonici Beate Marie Blesis habent in suo dominio.

Ego Simon do et in perpetuum (et) concedo Elemosine Blesis unam masuram apud Sodobrium liberam et quietam et herbam duorum arpentorum prati donec dem ei II° prati arpenta.

Quando [2] dominus Symon agressus est iter S. Jacobi debebat domino Barbe de Sancto Cerano C libras Ande-

---

[1] Au-dessus de *Mores*, dans l'interligne, est écrit : *villa est*.

[2] Avec ce mot commence la seconde colonne de l'acte original.

gavensis monete persolvendas usque ad octabas Natalis Johannis Baptiste que sunt prima die julii, et septies centum solidos andegavensis monete persolvendos usque ad octabas Natalis Domini. Et ex alia parte debebat Symon eidem Barbe L et IX libras andegavensis monete et IIIIor ciatos argenti et de his L et IX libris et IIIIor ciatis argenti habet dominus Barba in vadio XL modios hibernagii[1] scilicet frumenti, et XVIII modios et X minas avene mensurate ad mensuram Thuronis. Simon de Balgenciaco debebat tunc Petro Haimari LX et XI libras et VI solidos Aurelianensis monete unde pepigit ei solvere quibusque tribus mensibus C solidos[2] Aurelianenses quod debitum persolvetur de prefectura Balgenciaci. Simon debebat tunc Teobaldo Marini M solidos qui persolventur ei de prefectura Ragenaldi Affixi. Dominus Symon debebat tunc Joldunno Mirapedem C libras super redditum Ligeris de quo hec C libre Aurelianenses solventur. Symon debebat tunc Gaufrido Passerello X libras Aurelianensis monete et X libras Andegavensis monete que persolventur de prefectura Firmitatis Aurem et de prefectura Calvi montis. Preterea dominus Simon debet Matheo Hermenardi XL talenta, et pepigit ei mittere X modios avene ad mensuram Thuronensem. Preter hoc dominus Simon debet Eschivardo filio Melleru X libras Aurelianenses que solventur de prefectura Archenbaldi Nigri, et pepigit ei quod faceret eum immunem ab omni exactione sive consuetudine et quod daret ei competentem domum in competenti loco[3], et duo arpenta vinee.

Debet etiam dominus Simon Odoni de Bestisy XL solidos quos precepit solvi de redditibus sue terre. Idem quoque debet Simoni de Karitate XVIII libras et IIIIor solidos Aure-

---

[1] En marge est écrit : *id est hiemali annone*.
[2] Au-dessus est écrit : *VI libras*.
[3] Au-dessus est écrit : *Balgenciaci*.

lianenses quos accipiet de prefectura Avaziaci et Sodobrii. Necnum (*sic*) debet dominus Simon B. judeo de Meleduno X libras aurelianenses persolvendas XL die post diem jovis adorati[1]. Preterea dominus Simon debet Roberto de Gaudo XX libras aurelianenses que persolventur de prefectura Jahannis (*sic*) et dominus Simon pepigit eum ex toto esse immunem per X annos ab omnibus exactionibus seu consuetudinibus ita quod dominus Balgenciaci in hoc spacio nichil in suis rebus caperet. Idem Simon etiam debet XX solidos cuidam rustico qui locavit duos boves uxori Hervei de Joona quos Symon precepit solvi de redditibus sue terre. Adhuc quoque ipse debet Roberto Pedem-ad-terram X libras aurelianenses que solventur de prefectura Archenbaldi Nigri usque ad festum sancti Remigii. Debet etiam eidem II[os] modios frumenti quos donat ei. Debet etiam ipse Petro Buclerio XVII solidos quos precepit reddi de redditibus sue terre.

Summa hujus suprascripti debiti est undecies mille et centum solidi ; de his autem quater mille solidi et quatuor libre sunt de andegavensi moneta. Summa illius debiti quod dominus Simon reddi carnificibus et aliis hominibus jussit per manum Hernulfi de Avazaiaco est XXVIII libre et VI denarii. Summa expense facte per Hernulfum ad usum coquine a media quadragesima usque ad Pascha est LX et IX solidi. Summa debiti per Simeonem est IIII[or] et XIII solidi. Summa debiti per Robertum de Gaudo est XII libre et dimi-[dia]. Summa veteris debiti per Petrum panetarium est VIII libre et XV solidi aurelianenses et tantumdem fuit condonatum. Summa debiti per eumdem Petrum a Natali usque ad festum sancti Albini est VI libre et XII solidi. Item summa per ipsum a festo sancti Albini usque ad diem martis post Pascha XI libre. De his debentur adhuc IIII[or] libre et VII libre sunt reddite. Summa debiti per Gaufridum Dray est XXXI solidi.

---

[1] Au-dessus : *soluti*.

Debitum Christiani Gimbert et Petri Esc[or]nant est de subscripta summa. Et est quod summa omnium debitorum que debent omnes panetarii ex quo dominus Simon primum habuit terram est XXV libre et IIII^or solidi. Item summa debiti Roberti de Avazay et Entelmi de Telangio est XXXII solidi et III denarii. Summa debiti Odonis de Valnosia est VII libre et XII solidi et dimid[ius]. Summa debiti Raginaldi Afliche est LX et XVII solidi et III denarii. Summa debiti Rainardi camerarii XVII solidi et dimid[ius]. Summa debiti Micaelis buticularii est IX solidi.

Summa generalis tocius debiti quam dominus Simon debebat suis pauperibus hominibus de omnibus serviciis eorum est quater viginti et VII libre et V solidi et VI denarii et VIII modii frumenti. Et est sciendum quod dominus Simon precepit Hernulfo de Avaza et Petro panetario omne hoc debitum pauperum hominum prius reddi de redditu molendinorum Ligeris et Choselli et minagii et de medietate pedagii et telonei Balgenciaci et de parte domine Matildis si ea forte Balgenciacensi domino acciderit, preter hoc quod ad ejus beneficium persolvetur et post hanc solutionem precepit eisdem quod de eisdem redditibus redderent domno Barbe de Sancto Cerano hoc quod ei debebat, et de unoquoque millenario solidorum traderent ei in donis per singulos annos quam diu debitum esset reddendum X libr[as]. Item preter hec supradicta debet dominus Simon ecclesie Beate Marie de Balgenciaco et ecclesie Beati Firmini XX marcas argenti que reddentur de furno Choselli et etiam debet Roberto recluso XL solidos pro elemosina Teodorici Orchenel quos precepit reddi de redditibus sue terre. Debet etiam ipse Domo (*sic*) Dei de Balgenciaco XXX solidos et ponti Balgenciaci VII libras quas reddi precepit. Debet etiam Sanueli judeo VII libras et II solidos unde XXX solidi sunt Provinensis monete. Ad ultimum dominus Simon notum omnibus fieri voluit quoniam dedit in perpetuum annuatim capellano sue turris II^os modios frumenti de decima granerii sui et duos modios vini de decima

cellarii sui. Preterea dedit de eadem decima capellano Beati Martini de Tavers duos modios frumenti et hoc omne frumentum et omne vinum reddentur annuatim in festo mortuorum de granerio et cellario domini Balgenciaci. Item dominus Simon debet pro elemosina domine Adenordis Leprosis de Firmitate Nerberti XX solidos, sanctimonialibus de Chauforneso XX solidos, sanctimonialibus de Glatigny XX solidos, monachis de Cunaut XX solidos, capellano Beati Micaelis de Fontisvallibus V solidos, monachis de Burgel I calicem argenti, Leprosis Mauduni I calicem, Leprosis Castriduni V solidos, Beate Marie de Stanpis V solidos, Leprosis Aurel[ianis] V solidos, Leprosis Balgenciaci XL et IIII^or solidos, cuidam reparatori viarum I tunicam. Notum sit quod de elemosina domine Adenordis sunt adhuc reddende XL et VIII libre et IX solidi aurelianensis monete et ad hec omnia persolvenda est medietas telonei et pedagii Balgenciaci. Et de debito domine Adenordis cujus summa est LX et XIIII libre aurelianensis monete sunt reddite XXII libre quas, antequam dominus Simon iret peregre, receperat Jelduinus Mirepez per manum Roberti Falcille et alie LII libre remanent adhuc reddende super his que dominus Simon habebit de Firmitate Nerberti.

His omnibus sigillatim coram domino Simone a Symeone Hernulfo, Roberto de Gaut enumeratis fuit cognitum quod summa totius suprascripti debiti erat quindecies mille solidi et X libre et X solidi unde quinquies mille solidi et centum erant andegavensis monete.

Dominus[1] Simon precepit quod hec carta, per manum domini M[anasse] Aurelianensis episcopi et coram omni capitulo Sancte Crucis, abbati Sancti Evurcii traderetur et episcopi prefati sigillo muniretur, ut quod precipit carta prorsus fieri faciant, et si quis contradicere hoc presumpserit spirituali gladio eum feriant.

---

[1] Tout ce paragraphe, d'encre plus noire, a été ajouté après coup, mais de la même main et à la même date.

VI

Orléans, [avant le 1er août] 1165.

Manassé, évêque d'Orléans, reconnaît au chapitre de Sainte-Croix le droit d'élire son doyen et de toucher les revenus durant la vacance, sauf les droits des archidiacres.

(Copie de Baluze, p. 2.)

In domo Domini, quæ pacis et concordiæ domus est, præcipue providendum est ut unitas conservetur. Et quia in scissura mentium non habitat Deus, si quando dissenciones aut scandala in ea oriuntur, rectores ecclesiarum, quibus specialiter incumbit et expedit, desidiæ et negligentiæ arguendi sunt, nisi discreto ipsorum moderamine et consilio sopiantur. In nomine igitur sanctæ et individuæ Trinitatis. Ego Manasses, Dei patientia Aurelianensis ecclesiæ humilis minister, præsenti scripto curavi memoriæ commendare, post decessum domini Stephani, venerabilis ejusdem ecclesiæ decani bonæ memoriæ, inter nos et capitulum Sanctæ Crucis de electione decani, ad quos videlicet, ad nos vel ipsos, illius substitutio specialius pertineret, contentionem extitisse. Erant enim qui suggerebant nobis substitutionem decani ad jus episcopale pertinere. Capitulum autem in contrarium asserebat quod decedente decano suo, ex jure antiquo et consuetudine, suum erat decanum sibi eligere, et honesti viri de eodem capitulo parati erant sub juramenti assertione probare se vidisse decanum per electionem capituli in Aurelianensi ecclesia subrogari. Nos siquidem, veritate diligentissime inquisita, pro pace et unitate inter nos reformanda, communicato cum religiosis viris consilio, jus ecclesiæ cognovimus, et capitulo Aurelianensi facultatem eligendi decanum ita concessimus quod, decedentibus decanis suis, libere illis in perpetuum liceat decanum sibi eligere, et quamdiu sedes vacua fuerit, redditus omnes decaniæ, præter eos qui ad archidiaconatum pertinent,

eidem capitulo integro ex jure habendos recognovimus et concessimus. Huic ergo concessioni nostræ nulli personæ fas sit aliquo in modo posterum contraire. Præterea de cœna quæ a Domino Jesu Christo imminente ipsius passione, quando pedes lavit discipulorum, humiliter celebratata est, et cujus repræsentatio Apostolis et ipsorum Vicariis specialiter in exemplum et formam humilitatis injuncta est et relicta, et de luminari quod in festivitate gloriossimæ Virginis Mariæ de ipsius Purificatione agitur, humili canonicorum petitione statuimus quod utrumque annis singulis, cœnam videlicet et luminare, sive Aurelianis præsentes sive absentes simus, secundum antiquum morem Ecclesiœ de nostro faciemus, adicientes quod in diebus nostris neutrum deprecabimur, et sub anathemate prohibentes ne ullo modo nobis vel successoribus nostris tempore aliquo a capitulo condonentur. Ut hæc autem perpetuæ stabilitatis obtineant munimentum, sigilli nostri auctoritate subterfirmavimus.

Actum Aurelianis in capitulo Sanctæ Crucis publice, anno incarnati Verbi MCLV, regnante glorioso Francorum rege Ludovico, Ludovici filio, anno regni sui XVIII, episcopatus vero nostri anno VIII.

Datum per manum Algrini Cancellarii.

VII

[Après le 3 août] 1124

Jean, évêque d'Orléans, accorde au chapitre à perpétuité la villa de Villepion et le clos de vigne de Coigny.

(Original, Arch. du Loiret, G. 371. — Copie de Baluze, p. 86.)

In nomine sanctæ et individuæ Trinitatis. Ego Johannes, Dei gratia Aurelianensis episcopus, et Stephanus Sanctæ Cru-

tus decanus, Adelelmulus quoque subdecanus et præpositus notum fieri volumus cunctis fidelibus tam futuris quam et instantibus quod commune capitulum Sanctæ Crucis communi et humili petitione a nobis postulavit ut villam quæ Villare parva dicitur, quæ videlicet hucusque præstitura extiterat, etc., *ut nº LVI, exceptis quæ illic adnotata sunt.*

VIII

(1155 A 1159)

Roger, abbé de Saint-Euverte, donne au chapitre de Sainte-Croix XVIII deniers de cens sur l'église Saint-Liphard d'Orléans, en échange du champ Hégron.

(Copie de Baluze, p. 86.)

Ego Rogerius[1], Dei gratia Sancti Evurcii dictus abbas, et ejusdem loci conventus, notum esse volumus præsentibus atque futuris quod venerabilibus canonicis ecclesiæ Sanctæ Crucis decem et octo denarios census, quem in capite ecclesiæ Sancti Liffardi Aurelianensis habuimus, pro terra quæ dicitur campus Agonis, quæ in prebenda domni Girardi cantoris et domni Zachariæ subdecani et domni Radulfi capicerii fuit, in escambium donavimus. Quod ne ulla posset oblivione apud posteros deleri, curavimus litteris commendare, sigilli nostri impressione signare, et venerabilium ac legitimorum virorum quorum subscripta sunt nomina et signa, testimonio confirmare.

---

[1] La copie de Baluze porte par erreur : Rotbertus. La signature du chantre Gérard (1153-1159) permet de limiter la date de ce document ; enfin les doyens Jean (deux portèrent ce nom et se suivirent de 1155 à 1169) restreint encore aux années 1155 à 1159.

Signum domni venerabilis Manasse episcopi. S. domni Johannis decani. S. domni Girardi cantoris. S. domni Hugonis de Ruanova. S. domni Rogerii abbatis. S. domni Hugonis prioris. S. Ingerbaldi sacerdotis. S. Johannis sacerdotis.

IX

6 mars 1136[1] n. st.

Etienne, doyen de Sainte-Croix, menace d'excommunication quiconque créera désormais des précaires ou en fera transmission, et permet de donner les maisons du cloître « *gratis vel cum servitio* », en cas de vacance desdites maisons.

(Original, Arch. du Loiret, G. 377. — Copie de Baluze, p. 4)

NE DEINCEPS PRESTARIE FIANT IN ECCLESIA SANCTE CRUCIS.

Stephanus, Sancte[2] Crucis decanus, et tota ejusdem ecclesie congregatio, notum esse volumus omnibus tam presentibus quam futuris quod, omnium nostrum assensu, dispensatione et consilio, in capitulo nostro excommunicavimus omnes illos qui deinceps in ecclesia Sancte Crucis prestarias facerent aut fieri concederent, aut illas que facte erant, illis dimittentibus qui eas tenent, alii persone darent ant concederent, quia in hoc magna prebendarum diminutio esse videbatur, preter de domibus ecclesie, quas licebit, eis decedentibus qui eas tenent, vel quocunque modo deserentibus, aliis personis canonicorum dare secundum ecclesie consuetudinem, hoc est gratis vel cum servitio. Hoc autem ut nulla memoria deleatur, sigilli nostri impressione et nominibus nostris subscriptis corroborari precepimus.

---

[1] La date du règne est erronée.
[2] Les *e* sont cédillés.

S. Stephani decani. S. Philippi precentoris. S. Stephani subdecani. S. Bartholomei capicerii. S. Algrini archidiaconi. S. Radulfi archidiaconi. S. Pagani archidiaconi. S. Hugonis magistri scolarum. S. Odonis archipresbyteri. S. Petri archipresbyteri. S. Odelardi archipresbyteri. S. Fulconis presbyteri. S. Umberti presbyteri. S. Bucardi prepositi. S. Symonis prepositi. S. Galierii prepositi.

Actum in capitulo Sancte Crucis, anno ab incarnatione Domini M° C° XXX° V°, II nonas martii VI feria, regnante Lugdovico rege anno XX° VII°, consecrationis autem filii ejus junioris Lugdovici anno V°.

X

1159

Sentence arbitrale réglant un désaccord entre le chapitre de Sainte-Croix et « Gervius de Maciaco » au sujet du bois de « Salangur ».

(Copie de Baluze, p. 87.)

Ego Johannes, Dei gratia Aurelianensis ecclesiæ decanus, universumque ejusdem ecclesiæ capitulum, notum esse volumus tam futuris quam præsentibus quod contentio, quæ inter Ecclesiam sanctæ Crucis et Girvium de Maciaco, super nemore de Salangur Sanctæ Crucis, quod est inter nemus sancti Martini Maciaci et Daeres, habebatur, venerabilibus viris Buchardo, archidiacono nostro, Rainaldo Vivent, archidiacono Bituricensi, Gaucherio milite de Virsione, ex utriusque partis electione residentibus arbitris, tandem terminata est atque in compositionem redacta. Et hæc fuit forma compositionis. Ecclesia Sanctæ Crucis et Gervius communiter possidebunt prænominatum nemus ; ita quod duæ partes vivi nemoris et duæ partes omnium forisfactorum erunt Sanctæ Crucis ; tertia vero pars

vivi nemoris, reddituum[et] forisfactorum concedet in jus præfati Girvii et cujuslibet hereditario jure sibi succedentis. Verumptamen in mortuo nemore, tam de forisfactis quam de redditibus rectam uterque percipiet medietatem. Sicut ergo prætaxatum est, præpositus Sanctæ Crucis, qui vices capituli obtinet, et Girvius, nemus de Salangur possidentes, alter sine licentia alterius non poterit quicquam de nemore illo vendere, dare, aut quolibet alio modo demere, nisi ad suos proprios usus et ad sua propria ædificia. Ad nemus autem tam vivum quam mortuum custodiendum proprium uterque designabit serventiem, et alter a serviente alterius sacramentum accipiet, quod fidelis sibi fuerit in parte sua custodienda. Postea vero fidelitatem facient ipsi servientes præposito et Girvio. Actum anno ab incarnatione Domini MCLVIIII, ordinatis in ecclesia Sanctæ Crucis majoribus personis Johanne decano, Willelmo præcentore, Zacharia subdecano, Hugone capicerio.

XI

[Après le 1er août] 1153

Règlement des droits du maire Albert, fils de Pierre, et déclaration que la mairie n'est nullement héréditaire.

(Copie de Baluze, p. 88.)

In nomine sanctæ et individuæ Trinatis, Ego Symon, Sanctæ Crucis Aurelianensis decanus, et totus ejusdem ecclesiæ conventus, notum facimus tam futuris quam instantibus quod, post decessum Petri, majoris nostri, inter nos et filium ejus Albertum habita est contencio de quibusdam quæ in terra nostra sive in hominibus violenter et injuste exigere videbatur. Recognita autem post multas tribulationes, Deo auxiliante, justicia nostra, terram quam prædecessores sui apud Scalas

occupaverant a nobis censualem recepit, in summa XX solidorum singulis annis in festivitate sancti Remigii reddendorum, eo videlicet tenore, ut nulli de heredibus ejus terram illam habere liceat, nisi ei qui nostro assensu major[i]am obtinebit, qui etiam terram illam sub eodem censu possidebit. Et quotiens possessor terre mutabitur, terra illa XX solidis a capitulo redimetur. Decimam terre illius et semper habuimus et semper habebimus. In reliqua vero totius majorie terra nullam deinceps huic vel alii majori terram neque per se neque per alium licebit[1] excolere, preter feodum suum, quod apud terminiacum ab antiquo esse dinoscitur. Non hospitabitur cum aliquo hospitum nostrorum, nec corvatas ex debito vel consuetudine poterit ab eis exigere vel habere, nisi ex libera voluntate sua et accommodaverint. Questam nullam in terra nostra faciet, nisi eam que tempore messis fieri solita est de frumento, quam etiam hoc modo faciet: non talliabit eam, sed queret ab hominibus si voluerit, non nominando eis aliquam summam. In beneplacito autem eorum erit dare vel non dare. Quod si non dederint, vel non quantum ipse voluerit dederint, nec vim facere, nec eos ad justitiam propter hoc submonere licebit. Graneas ubicunque voluerimus in terra nostra construemus, et major in nulla earum aliquid reclamabit, preter paleam communem et stramen frumenti in sola grane[a] Terminiaci, quod hospites nostri habent ei adducere. Ad nichil vero aliud debent ei conductum. In eadem iterum granea et in tribus aliis, videlicet Faverolis, Solgiaco, et apud Villare Ducum, in unaquaque tres modios frumenti habebit. Tres servientes habebimus in tribus graneis, videlicet Solgiaci, Terminiaci, Faverolis, qui proprii erunt capituli, in quibus vel super quos major non justiciam, non exactionem, non consuetudinem aliquam habebit. Si tamen aliquis eorum ultra unam masuram tenuerit, vel dimidiam, vel amplius, de eo quod supra est majori

[1] La copie de Baluze donne *licebunt*.

justiciabilis erit. Ad submonitiones vero et ad alia quæ ad majorem pertinent facienda unus tantum serviens erit, quem major hoc modo constituet : decano et præposito præsentabit aliquem hominem ecclesiæ, et hospitem legitimum et sine infamia ; quem si forte non receperint, alios duos ejusdem modi nominabit et de tribus unum eligent decanus et præpositus, et eum in capitulum adducent, ut capitulo fidelitatem faciat de omnibus ad capitulum pertinentibus ; postmodum vero decano et præposito fidelitatem faciet similiter de omnibus ad decanum vel præpositum pertinentibus, salva in omnibus fidelitate capituli. Eum ita positum si forte major vel etiam decanus aut præpositus a ministerio suo eicere voluerint, si consenserint eicietur, et alius eodem modo quo et prior infra XL dies substituetur ; quod si non consenserint, in judicio capituli erit an debeat eici, an non. Si vero capitulum ipsum eum in infidelitate deprehensum extra ponere voluerit, nichilominus in judicio ejusdem capituli erit. Census nostros, quorum receptio ad majoriam illam pertinet, sive de capitibus hominum, sive de terris, serviens ille recipiet, et capitulo in constitutis terminis ex integro reddet. Quando carreia nostra veniunt, si de pluribus vel etiam omnibus graneis nostris eadem die venerint, duas minas avenæ recipiet major aut serviens ejus in granario nostro. Si vero de una tantum venerit carreium, nichilominus duas minas avenæ habebit. De terra Sanctæ Crucis, quocumque tempore Sanctæ Crucis fuerit, nullam alicui garentiam portabit, nec alicui, quia serviens ejus fuerit, terram aut consuetudinem contra ecclesiam garentabit. Illud etiam prætermittere noluimus, quod majoriam istam nulli jure hereditario requirere vel habere licet, nisi ex sola misericordia capituli. Pacem et pactionem istam, sicut in litteris istis continetur, se servaturum prædictus Albertus juravit, et quod ejus consilio vel auxilio filius ejus majoriam istam non requiret, nisi ex misericordia capituli, cum redemptione competenti. Hoc ut firmum et inconcussum permaneat, litteris annotatum, sigilli nostri auctoritate corroboravimus.

Actum publice Aurelianis in capitulo, anno ab incarnatione Domini MCXIII, episcopatus vero Manasse episcopi nostri anno VIII, qui etiam sigilli sui astipulatione hanc paginam confirmavit, regnante Ludovico [rege] anno XVII. Astantibus in capitulo Girardo cantore, Zacharia subdecano, Radulfo capicerio, archidiaconis Burchardo et Johanne, Garnaldo succentore, Garino archipresbytero, Martino capellano, ceterisque canonicis, et laicis pluribus, Hugone de Ruanova, Hugone buticulario, Jolduino de Castellari, Hugone majore de Torri, Radulfi venatore.

Data per manum Algrini cancellarii.

XII

Septembre 1115

Daimbert, archevêque de Sens, accorde au chapitre deux autels à Fontaines et à Ormoy, au pays d'Étampes, pour une rente de 5 sous.

(Copie de Baluze, p. 5.)

In nomine Domini. Daimbertus, sanctæ matris ecclesiæ Senonensis archiepiscopus, Stephano, Sanctæ Crucis decano, et universo clero Aurelianensis ecclesiæ, ipsis et successoribus eorum in perpetuum. Petitiones audire fratrum nos hortatur fraternæ dilectionis mandatum, quod nobis per legem imposuit ipse legis compositor et creator omnium. Cum enim in primo legis loco posuisset *Diliges Dominum Deum tuum*, continuo non ad angelos nec ad aliud aliquid diligendum nos misit, sed ad proximos, subiciens *et proximum tuum tanquam te ipsum*. Proximum vero tanquam se diligere est de bonis proximi, tanquam de suis, unumquemque cogitare, eadem circa bonum velle sive nolle, congaudere, condolere, pro

temporum sive rerum mutabili varietate. Quocirea, dilectissimi fratres, petitioni vestræ sicut aurem claudere impium sic aperire et adquiescere laude censuimus dignum ; ut scilicet de manu nostra se accepisse aliquid gratuletur ecclesia vestra, quod et vobis et posteris vestris proficiat, et præsens ætas et ventura posteritas in memoriam suaviter recondat. Duo igitur altaria apud Fontanas et Ulmetum, in Stampensi adjacentia posita, juxta petitionem vestram sub annuo censu vobis ulterius possidenda concedimus, scilicet ut in synodo Paschali V solidos pro his in censum per singulos annos Stampensis noster decanus Stampis recipiat. Præter hæc, retinemus etiam nobis synodos, circadas, in sacra Pentecoste processiones, et ceteras consuetudines nostras, et quæque juris episcopatus insignia, vicariorum tantum personis vel mutatione personarum vobis condonatis. Ut autem hæc nostra concessio temporis antiquitate vel qualibet negligentia deleri vel obliterari nequeat, seu in oblivionis dubium sive in errorem ignorantiæ quandoque incidere, literarum apicibus hujus nostræ concessionis decretum commendari et sigilli nostri impressione signari præcepimus, ne quis deinceps invidiæ seu calumpniæ patere prævaleat locus.

✠ Daimbertus archiepiscopus.
Ansellus archidiaconus.
Girardus archidiaconus.
Tetbaudus archidiaconus.
Hato archidiaconus.
Burchardus archidiaconus.
Rodulfus archipresbyter.

Data mense septembri, anno ab incarnatione Domini MCXV indictione VIII, regnante Ludovico rege anno VIII.

Hato cancellarius scripsit.

XIII

[1171-1176 (1)]

L'archevêque de Sens Guillaume confirme l'entente intervenue entre le Chapitre d'Orléans et les Lépreux de Bonneval.

(Copie de Baluze, p. 6.)

Que bene ac laudabiliter disponuntur, futuris ad memoriam adnotanda sunt temporibus, ne cujusquam tergiversatione inverti aut aliqua possint oblivione aboleri. Hujus itaque rationis intuitu ego Willelmus, Dei gratia Senonensis archiepiscopus et Apostolice Sedis legatus, ad omnium tam futurorum quam presentium notitiam perduci volumus quod causa, que inter dilectos filios nostros Hugonem decanum et capitulum Aurelianensis ecclesie et Leprosos de Bonavalle super diversis articulis in auditorio nostro diutius agitata est, finem tandem parti utrique acceptum sortita, compositione, auctore Domino, amicabili terminata est. Quoniam itaque commisse sollicitudini nostre dignitatis officium nos invitat et ammonet ut lites amputare et controversandi materiam de medio studeamus tollere, predictam compositionem, sicut in venerabilis fratris nostri Aurelianensis episcopi et ejusdem capituli scripto autentico contineri dinoscitur, confirmamus, et ut in perpetuum robur obtineat, sigilli nostri auctoritate communimus. Statuentes ut nullus omnino contra hanc nostre confirmationis paginam temerario ausu venire presumat, neque ipsam rescindere vel mutare inconsulta temeritate attemptet.

(1) Cette charte est la confirmation de l'acte suivant (n° XIV), daté de 1171. D'autre part, Guillaume II de Champagne ne fut archevêque de Sens que jusqu'en 1176.

XIV

1171

Composition entre le chapitre de Sainte-Croix et les Lépreux de Bonneval au sujet de l'achat de Villevaudrain.

(Orig. Arch. du Loiret, G. 377. — Copie de Baluze, p. 8.)

CONCORDIA INTER CAPITULUM ET MONACHOS BONEVALLENSES SUPER TERRA STEPHANI BERRUARII ET QUIBUSDAM ALIIS DE VILLA GAUBERTI.

Willelmus, Dei gratia Senonensis archiepiscopus, et Apostolice Sedis legatus. Omnibus Sancte Matris Ecclesie filiis tam futuris quam presentibus ad quos littere presentes pervenerint in Domino salutem. Universitati vestre notum fieri volumus quia, cum inter ecclesiam Sancte Crucis Aurelianensis et monachos de Bonavalle contentio esset super quibusdam terris que de feodo Sancte Crucis erant, a predictis monachis sine assensu capituli Aurelianensis emptis, assensu utriusque partis in hac forma per amicabilem compositionem coram nobis controversia sopita est. Monachi de Bonavalle medietatem terre Stephani Berruarii, que dicitur de villa Valdreni, et de feodo Sancte Crucis erat, nescientibus canonicis Sancte Crucis emerant. Cumque canonici feodum suum a monachis emi sine voluntate sua non posse discerent, et super hoc coram nobis litem movissent, eadem lite pendente, predicti monachi alteram medietatem a prefato Stephano Berruario nescientibus canonicis iterum emerunt. Rursus pro hac ultima medietate, sicut et pro prima, canonici monachos coram nobis convenerunt. Et quia lites execrabiles et odiose viris honestis et religiosis esse debent, hortatu nostro sub hac conventione pars utraque a lite recessit, et concordi transactione pacem invicem reformavit. Canonici precium pro ultima parte dimidia persolverunt et sic tota illa terra Stephani

terram quam supra diximus communis canonicorum et monachorum facta est, tam in terragio, quam in decima et omni proventu. Rursus canonici totam terram de villa Gauberti, extra corpus ipsius ville et arpennos hospitum qui proprii Sancte Crucis sicut prius fuerant ita et deinceps erunt, sibi et monachis communem de cetero fore in omni reddito et justicia concesserunt. Monachi quoque quicquid decime in predicta villa vel territorio habebant pro communitate campipartis que canonicorum erat, sibi et canonicis commune fecerunt. Quicquid etiam in terra de Nosemento et in terra que fuit Herberti de Boschato, sive in terragio sive in decima, monachi habebant, commune deinceps canonicorum et monachorum erit. Sciendum quoque quia IIII oschie, que vicine monachis erant, ad culturam ipsorum proprie et quite remanebunt; sed pro ipsis permutationem convenientem canonicis facient. Que permutatio si de propria terra monachorum facta fuerit, communis de cetero tam monachis quam canonicis, sicut reliqua terra, erit. Si de communi, tota canonicorum proprium erit. Hoc etiam addimus quia quicquid pro terris istis communibus sive pro mestiva presbyterorum, sive pro mediatione militum usque ad diem pacis hujus a predictis monachis solvebatur, de communi monachorum et canonicorum annona deinceps reddetur. De predictis territoriis istis que communia deinceps erunt, terras quas homines Sancte Crucis coluerant colent, et homines sancti Florentini similiter suas. Grancam communem communibus expensis canonici simul et monachi construent. Tempore messium, canonici servientem suum et monachi suum ad congregandas et custodiendas messes ponent, ita quod serviens canonicorum monachis et serviens monachorum canonicis fidelitatem faciet. Collectis messibus unum vel duos servientes communiter eligent qui facta fidelitate de forisfactis et justicia et redditibus ad predictam terram communem pertinentibus curam habebunt et monachis inde simul et canonicis respondebunt. Sciendum quoque quia minuta decima de villa Gauberti mo-

nachorum tantum erit, ita quod in ea canonici nichil habebunt. Quod si monachi forte dixerint homines non fideliter decimam minutam solvere, in arbitrio ipsorum erit vel ecclesiasticam justiciam requirere, vel decano Sancte Crucis denuntiare qui vel decimam minutam plene reddi faciet vel sacramento firmari quod fideliter reddita sit. Si forte in terris supranominatis aliquid venale proponitur, communiter a duabus ecclesiis emetur. Quod si altera pars postquam summonita fuerit ab emptione cessabit, pars altera sibi emet et proprium habebit. Addendum quoque quia si calumpnia aliqua supra predictis terris alterutri ecclesie mota fuerit, communiter tam monachi quam canonici labore et sumptu utriusque ecclesie causam prosequentur. Quod ut ratum et inconcussum in posterum permaneat, predictas conventiones sigillo nostro fecimus confirmari. Actum publice Carnot[is], anno ab incarnatione Domini M° C° LXX° I°. Astantibus in presentia nostra majoribus Carnotensis ecclesie personis Gaufrido decano, Amaurico cantore, Gisleberto subdecano, et Gauterio archidiacono Dunensi. Ex parte Aurelianensis ecclesie, S[tephano] abbate S. Evurcii, Hugone decano, Willelmo cantore, Letoldo subdecano. Ex parte monasterii Bonevallensis, ipso abbate Herberto, Adam priore de Patheio, Renardo priore de Colummevilla, Roberto preposito monasterii.

XV

[1121-1136 [1]]

Composition entre le chapitre de Sainte-Croix et Régnaud de Graçay au sujet des hommes et des terres de Maray.

(Copie de Baluze, p. 91.)

Ego Vulgrinus, Dei gratia Bituricæ sedis humilis minister,

Dates extrêmes de l'épiscopat de Vulgrin.

notum esse volo tam futuris quam presentibus quod discordia erat inter canonicos Sanctæ Crucis et dominum Rainaudum de Craciaco propter homines et terram Sanctæ Crucis de Maziaco, quam et ipse et homines sui multis injuriis infestabant, et per malas consuetudines opprimebant, et etiam proprias res canonicorum capiebant. Pro quibus injuriis et dampnis canonicis et terræ et eorum hominibus illatis, quorum summa multa erat, pacem domnus Rainaudus quæsivit. Quæ omnia canonici ea conditione ei condonaverunt, ut eas malas consuetudines, quas ipse et pater suus in hominibus et terra Sanctæ Crucis injuste posuerant, dimitteret, et quietas clamaret : quod et ita fecit. Erant autem illæ malæ consuetudines, quas quietas clamavit, ista. Porcos hominibus Sanctæ Crucis querebat, et ab eis capiebat, et si dare nollent, auferebat. Similiter de agnis, de arietibus, de vaccis, de tallia, de messura, quam et ipse et homines sui in prædicta terra capiebant, de vino et de annona, et pecudibus, et de ceteris unde vivitur, quæ servientes sui sine jussu domni Rainaudi ac suorum servientium vendi non permittebant, et præter istas, si quas alias malas consuetudines ipse aut pater suus miserat, quietas clamavit in his scilicet qui conjugati fuerint, et uterque Sanctæ Crucis sit ; vel si viduus sit, et Sanctæ Crucis sit ; vel si vidua sit, et Sanctæ Crucis sit. Canonici quoque suam proprietatem quocumque voluerint sine calumpnia deportabunt vel vendent. Hominibus autem Sanctæ Crucis sua deportare et vendere ad quæcumque loca voluerint licebit, præter ad loca illa ubi ipse guerram habebit. Canonici vero ea quæ antecessores domni Rainaudi ab ecclesia Sanctæ Crucis pro terræ defensione tenuisse cognoscebant, sibi tenendum concesserunt ; hoc est, de uxoratis hominibus de Maziaco, quorum alter, sive vir, sive mulier, domni Rainaudi erat, propter canonicos non dimittet quod in eis non capiat quicquid voluerit. Similiter et canonici, si alter eorum aut vir aut mulier ipsorum fuerit, capient in eis quicquid voluerint. In unoquoque arpento vinearum modium unum vini, si tantum ibi

fuerit, et unum denarium capiet. Piscationem aquæ habebit in unaquaque ebdomada, in die Veneris. Et si aliquis piscis, qui XII denarios aut plus valeat, in aqua captus fuerit, antequam vendatur sibi prius aut præposito suo ad emendum offeretur ; nisi forte canonicos aut præpositum eorum, quibus offeratur, adesse contigerit. Ad firmitatem quoque castelli sui vel terræ suæ semel in anno domnus Rainaudus habebit homines Sanctæ Crucis per VI dies ; ita tamen quod minister terræ Sanctæ Crucis homines semonebit, cum a domno Rainaudo vel suis servientibus fuerit admonitus. Quod si aliquis hominum ægritudine proprii corporis vel alia occasione detentus defuerit, tot homines in opere ponet. Quod nisi ipse fecerit, clamor inde ad ministrum Sanctæ Crucis fiet, et de rectitudine non plus quam suam legem persolvet. Quod si forte domnus Rainaudus in equitatum ire voluerit, et homines suæ terræ secum duxerit, ministro Sanctæ Crucis mandabit quatinus Sanctæ Crucis homines cum eo proficisci commoneat. Quod si aliquis hominum prædictorum ire contempserit, nisi evidens impedimentum habuerit, domnus Rainaudus ad ministrum Sanctæ Crucis clamorem inde faciet, et de rectitudine non plus quam legem hominis habebit. Nec tamen ad hujusmodi[equitatum] homines Sanctæ Crucis sine præsentia domni Rainaudi ibunt. Neque, etiamsi domnus Rainaudus præsens fuerit, secum ibunt, nisi homines suæ terræ secum duxerit. Præterea erat inter domnum Rainaudum et canonicos contentio de novem familiis quæ dicuntur de Puteo, scilicet de Aimerico, de Andrea, et de uxore Baudonis, de Garnerio, de Brunone, de Petro fratre eorum, de Manerio, de Pagano et uxore Vasleti ; de quibus in hunc modum pax convenit, ut domnus Rainaudus haberet Hamericum et Andream cum toto fructu eorum, et uxore Baudonis, cum medietate fructus eorum, quia Baudo homo Sanctæ Crucis est ; reliquos autem VI canonici cum toto suo fructu quietos haberant. Erat etiam alia controversia inter canonicos et domnum Rainaudum de hominibus de Maziaco qui extra terram Sanctæ Crucis sunt,

quos omnes dominus Radulfus suos esse debere dicebat, præter illos qui dicuntur Reges, quos sine calumnia canonici possident. Sed hæc controversia indiscussa remansit.

XVI

Septembre 1145

Composition entre le chapitre de Sainte-Croix et Étienne de Gracay au sujet des hommes et des terres de Marcy.

(Copie de Baluze, p. 93.)

Ego Petrus, per Dei dispositionem Bituricensis ecclesiæ archiepiscopus, notum esse volo tam præsentibus quam futuris quod discordia, quæ erat inter canonicos Sanctæ Crucis Aurelianensis et Stephanum de Graciaco, consilio nostro et clericorum nostrorum pacificata est hoc modo. Stephanus enim satisfaciens Sanctæ Cruci (sic) pro diversis injuriis et variis oppressionibus quas ipse vel homines sui intulerant terræ Sanctæ Crucis et hominibus de Maziaco, et pro bonis canonicorum propriis, quæ ipse violenter abstulerat, dimisit consuetudinem equitatus, quam habebat in hominibus de Maziaco ; ita quod nec ipse, nec successores sui, ulterius ducant in equitatum aliquem de hominibus illis qui habitaverint in potestate Maziacensi, scilicet intra banniam, cujuscumque homines sint, sive Sanctæ Crucis sive alterius. Præterea dimisit ecclesiæ Sanctæ Crucis totam hereditatem Pastonis, quam habebat in terra Maziacensi, ut canonici habeant eam quietam in perpetuum. Homines quoque Sanctæ Crucis qui ab illa die qua hæc concordia composita est exierint de terra Maziacensi ad habitandum in alia terra, quos antea quasi suos reclamabat, dimisit, et concessit ut canonici sequerentur eos quocumque ierint, et eis ubicumque potuerint dominentur. Dimi-

sit etiam illis totam generationem illorum hominum qui Bufeti vocantur. Hæc autem firmavit ipse juramento, et uxor ejus Ascelina, et filius ejus Rainaudus ; et milites ejus Arraudus Bicro, Stephanus Turmelli, Ancxeis, Potinus de Porta, Odo de Miseri, Petrus Chanberlanus, juraverunt quod consilio vel auxilio eorum non auferentur eis. Præterea rogavit nos ut scripturæ testimonio commendaremus, et sigilli nostri impressione muniremus. Hæc autem compositio facta est mense septembri, anno ab incarnato Domino MCXLV, indictione VIII, domino papa Eugenio III, regnante Ludovico Francorum rege. Præsentibus clericis nostris Bartholomæo Bituricensi archidiacono, magistro Huberto archidiacono, Radulfo abbate de Casali, Stephano priore de Salis, Absalon cancellario nostro.

XVII

1154

Composition entre le chapitre de Sainte-Croix et Régnaud de Graçay au sujet des coutumes de Maray. [1]

(Copie de Baluze, p. 94.)

Ego Petrus [2], per Dei misericordiam Bituricensis ecclesiæ archiepiscopus, notum fieri volo tam præsentibus quam futuris, quod cum inter canonicos Sanctæ Crucis Aurelianensis et Rainaudum de Craciaco contentio diu esset agitata pro consuetudinibus quas ipse Raimundus requirebat in terra Sanctæ

---

[1] Cf. ch. XXX et L.

[2] Les leçons données en note sont prises de la transcription insérée en la charte suivante (XVIII).

Crucis de Mastaco, tandem utrique venerunt[a] ante presentiam nostram, et compositionem pacis, que utrique parti placebat, recitaverunt coram nobis in hunc modum. Scilicet quod Raimundus et successores sui habeant in terra Sancte Crucis quinque consuetudines tantum, sicut determinate sunt in hac quarta[b], et his contenti nichil amplius exigant. Habebunt consuetudinem[c] vini, ita ut pro modio vini reddantur decem et VIII sextarii tantum et denarius unus, et non cogantur homines Sancte Crucis deportare ad alia loca, vel vasa sua commendare[d]. Altera consuetudo est, quod per tres tantum dies in maio erunt homines Sancte Crucis in fossatis, vel in reparatione munitionis[e] castelli Craciacensis, nec ad alium locum deducentur, nec in alio tempore consuetudinem illam cogentur exsolvere, nec unquam redimere. Tertia consuetudo est quod dominus Craciacensis habebit piscationem aquarum [Sancte] Crucis[f] omni sexta fera feria, nisi tunc quando aliquis de canonicis Sancte Crucis in terra illa aderit. Quarta consuetudo est, quod de porcis qui jacuerint[g] in terra Sancte Crucis et currerint[h] per nemora Sancte Crucis et per nemora ipsius Raimundi sine occasione, habebit medietatem pasnagii[i]; ita quod serviens Sancte Crucis recipiet illos[j] in domo Sancte Crucis, presente serviente suo, cui medietas persolvetur. Quinta consuetudo est, quod de ovibus habebit pascarium, ita quod canonici nichil inde accipient. De[k] agnis tamen [illegible] nichil persolvetur. Concessit in presentia nostra idem Raimundus, et sacramento firmavit, quod his consuetudinibus contentus manebit, nec alias exactiones requiret, nec aliquas violencias inferet, nec in terra, nec in nemoribus, nec in aquis, nec in pratis, nec homines Sancte Crucis justiciabit, sed justitia totius terre erit ecclesie sancte Crucis. Postulavit etiam a nobis ut scripto confirmaremus, et si ipse vio-

XVII. — a. [illegible]. — b. carta. — c. [illegible]. — d. [illegible]. — e. [illegible]. — f. [illegible]. — g. [illegible]. — h. [illegible]currerint. — i. pasnagii. — j. [illegible]. — k. [illegible].

lator extiterit sentenciam super eum imponamus, nisi post monitionem capituli Sanctæ Crucis et nostram infra XL dies emendaverit. Insuper etiam ducentas libras, quas habuerat de rebus eorum[1] cogatur exsolvere. De matrimoniis etiam facta est mentio coram nobis. Dicebat enim Rainaldus, quod si homo suus duceret feminam Sanctæ Crucis, ita quod per servientes utriusque partis nulla inde facta esset conventio, et femina et fructus ejus sibi adquireretur per virum. E converso, si homo Sanctæ Crucis duceret feminam Rainaudi, nulla similiter præcedente conventione, et femina et fructus ejus adquireretur Sanctæ Cruci per virum. Hoc autem solum indiscussum remansit. Cetera sicut superius exposita sunt ab utrisque concessa et in perpetuum conservanda, petitione utrorumque præsentis scripti testimonio et sigilli nostri impressione firmavimus. Huic autem rei affuerunt magister Hubertus archidiaconus, Wilelmus Borbonensis archidiaconus, Constantinus decanus Mediimonasterii, magister Radulfus cancellarius, Radulfus Casalis-Benedicti et Rainaudus Sancti Sulpitii abbates, Letoldus præpositus Sanctæ Crucis, Wilelmus Malagramina, et Adam Brouins ejusdem ecclesiæ canonici, Aubertus de Castro Nantonis diaconus, Brictius Pitverensis clericus, Gimo dominus Maduni, Girvis de Maciaco, Stephanus Turmellus, Ebrardus de Salis, Rainaudus Lancelmi, Aalardus, Gislebertus Marchegais, Radulfus de Fonte, Stephanus de Cureia, Gaufridus Rabachet. Actum Bituricis, anno incarnati Verbi MCLIIII, pontificatus vero nostri anno XIIII, indictione II.

XVII. — *l*. illorum.

XVIII

1171

Vidimus et confirmation de l'acte précédent par Étienne, archevêque de Bourges.

(Copie de Baluze, p. 96.)

Pontificalis sollicitudinis debito commonemur ut ea, quæ in nostra nostrorumve antecessorum præsentia compositione vel judicio sunt terminata et confirmata, nostræ tuicionis munimine roboremus. Eapropter ego Stephanus, per Dei providentiam Bituricencis archiepiscopus, tam præsentium quam futurorum noticiæ tradere volumus quod canonici Aurelianenses nos satis humiliter ac devote postulaverunt, ut compositionem quæ inter ipsos et Rainaldum de Craciaco super quibusdam consuetudinibus quas idem Rainaldus in terra Sanctæ Crucis de Maziaco requirebat, mediante Petro bonæ memoriæ prædecessore nostro, facta erat, et ab eodem Rainaldo sub religione jurisjurandi firmata, et apostolici privilegii [1], quod obtutibus nostris obtulerunt, munimine corroborata, confirmaremus. Compositionis autem tenor, sicut in autentico scripto præfati antecessoris nostri propriis oculis inspeximus, talis erat : *Ego Petrus, per Dei misericordiam Bituricensis ecclesiæ archiepiscopus, etc... et sigilli nostri impressione firmavimus* [2]. Nos itaque, præfati antecessoris nostri vestigia sequentes, et devotionem quam ecclesia Aurelianensis erga nostram et nos ipsos habere dinoscitur attendentes, necnon et aspotolici privilegii munimine suffulti, compositionem suprascriptam confirmamus, et sigilli nostri

---

[1] Cf. XXX.
[2] Cf. XVII, avec les leçons données en note.

auctoritate fulcimus ; statuentes ut si forte præfatus Rainaldus vel successores sui nostris nostrorumve successorum temporibus pacis violatores extiterint, nisi post commonitionem nostram et capituli Sanctæ Crucis infra XL dies emendaverint, sententia super ipsos a nobis vel a successoribus nostris usque ad condignam satisfactionem imponatur, et ducentas libras quas præfatus Rainaldus de rebus ecclesiæ habuerat, cogantur exsolvere. Actum Bituricis, anno ab incarnatione Domini MCLXXI, pontificatus nostri anno primo.

XIX

(*Bulle refaite*[1])

9 janvier (5 des ides) 938

Confirmation par le pape Léon VII des possessions du chapitre de Sainte-Croix.

(Copie de Baluze, p. 10. — Copie. Bib. nat. coll. Moreau 1462 : 126 (sans référence)

(Pub. *Neues Archiv.*, t. XI (1886), p. 382, d'après Baluze.)

Leo episcopus, servus servorum Dei, Anselmo, religioso præsuli sanctæ matris ecclesiæ Aurelianensis in honore Sanctæ Crucis dedicatæ, suisque successoribus in perpetuum. Convenit apostolico moderamini pia religione pollentibus benivola compassione succurrere, et poscentium animis alacri devotione assensum impertiri. Ex hoc [2] enim [a] lucri potissi-

XIX. — *a*. S) etiam.

[1] V. l'examen critique de cette bulle dans l'introduction.

[2] Nous désignons par S la copie des Mélanges de Secousse (Moreau 1462), par B les variantes données par la bulle de Benoît VII (ch. XX).

mum apud conditorem omnium Deum[b] obtinere confidimus, dum[c] venerabilia loca ad meliorem statum nostro fuerint [illegible] reparata, et in hoc debemus omne studium habere, ut quia nostris peccatis exigentibus rerum ordo nimis turbatus est, illum, in quantum possumus, Deo largiente[d] sustentare curemus. Proinde noverit sancta et universalis Ecclesia, nostrorumque tam præsentium quam futurorum solertia[e], quia vir venerabilis Anselmus[f], prædictæ civitatis episcopus, adiens nostram serenitatem, obtulit præsentiæ auctoritates[g] prædecessorum nostrorum, apostilicorum virorum hujus sanctæ sedis Romanæ, in quibus continebatur qualiter ei omnes res ecclesiæ suæ perpetualiter ad deserviendum confirmaverint[h], postulans atque humiliter observans[i] ut nos, morem præcedentium patrum sequentes, easdem res a sanctæ fidei cultoribus sub testamentorum traditionibus[j] eidem ecclesiæ delegatas, regumque Francorum testamentorum[k] munimine promulgatas, et apostolica auctoritate[l] a nostris prædecessoribus pridem destinatas, simili[m] nostræ auctoritatis[n] privilegio corroboraremus. Cujus nos liberalitatis[o] benignam petitionem gratuito favore suscipimus[p], ritumque[q] ducentes id agere decrevimus. Res autem quas in præsentiarum ipsa retinet ecclesia hæ sunt : Monasterium sancti Evurtii. Monasterium sancti Liphardi[r] cum rebus quæ sunt in Pontino, et in Maconensi[s] pago, et in Provincia ex eadem abbatia pertinentibus quarum hæc sunt nomina : in Pontino, villa Rabis, cum omnibus sibi rebus pertinentibus. Monasterium sancti Maximini monachorum. Item capella[t] sancti Maximini juxta murum. Monasterium sancti Petri virorum. Monasterium sancti Petri puellarum. Monasterium sanctæ

XIX — b. S) [illegible] — c. B) quod. — d. B) Deo larg. possumus. — e. B) [illegible] — f. B) Arnulfus. — g. S) authoritates. — h. S) confirmaverunt. — i. [illegible] — j. S) [illegible] — k. B) privilegii. — l. S) authoritate. — m. S) similiter. — n. S) authoritatis. — o. S) liberalitatis. — p. B) [illegible] — q. B) ratamque. — r. B) Lyfardi. — s. B) Masc. — t. B) capellam.

Crucis Gargogilensis [u]. Monasterium sancti Aviti. Capellam sancti Privati. Cellam sancti Petri Tauriacencis, sancti Saturnini, sanctæ Mariæ Draviacensis, item sanctæ Mariæ fabricatæ [v], sancti Johannis, sancti Marcelli, sancti Martini Crevensis, sancti Martini [x] quæ est prope murum ipsius civitatis, sancti Laurentii, sancti Gervasii, Puteum sancti Sigismundi, sancti Vincentii, sancti Sergii, Bucum monasterium, Bellumcampum, Screonas, Marogilum, Prisciniacum, cum rebus omnibus ad prædicta monasteria et ad cellas pertinentibus. Sunt etiam hæ villæ : Silviniacus, Petverius [y], Bullus, Manciacus [z], Rofiacus, Cemonus, Castellanus, Veteres mansiones, et Novavilla, Liminiacus, Buxiacus, Nemaus, Cacionus [a], Cambonus, Baverdonus [b], et alodus quem Karolus Imperator serenissimus Theodrado dedit ad proprium [c], et idem Theodradus memoratæ delegavit [d] ecclesiæ, et res cum mancipiis quas Deotimius et Agius ceterique [e] Dei fideles eidem contulere [f] ecclesiæ. Res vero quas ipse venerabilis Anselmus episcopus a Radulfo rege recipiens stipendiis fratrum ejusdem ecclesiæ delegavit hæ sunt : Clepiacus, Trienaus, Lauriacus, cum omnibus ad eas pertinentibus. Res autem quas jamdictus imperator Karolus eidem reddidit ecclesiæ, et postea gloriosus rex Ludovicus suo confirmavit præcepto hæ sunt : Basilicas, Ulmetus, Perpetiacus [g], Geveniolus, Mariggillus [h], Lidiacus, Cadonnus [i], cum villis ad se pertinentibus, Buxerola, Vienna, Vienna [j], Limogilo, Silviniaco, cum aliis rebus et mancipiis ad easdem villas pertinentibus. Res etiam quas Karlomannus rex eidem ecclesiæ reddidit sunt hæ : In pago Biturico villa quæ vocatur Caltesius, et altera quæ vocatur Marsiacus. In pago Nervernensi ad eandem Caltesiam [l] pertinens, sive Pauliacum, cum

XIX. — *u.* S) Jargoliensis. — *v.* B) fabricitæ. — *x.* B) idem S. Martini. — *y.* B) Pedverius. — *z.* B) Marciacus... Cennonus. — *a.* B) Cazionus. — *b.* B) Gaverdonus. — *c.* S) perpetuum. — *d.* S) dedit. — *e.* *In bulla Benedicti ista adduntur* venerabiles episcopi et alii. — *f.* S) contulerunt. — *g.* S) Prepeciacus. — *h.* B) Gevenoilus, Maroilus. — *i*) B. Cudonnus. — *j.* B) *abest.* — *k.* B) Nevernensi. — *l.* B) Cultesiam.

omnibus longe lateque aut prope positis rebus, ad prædictas villas pertinentibus, et familia utriusque sexus. In pago etiam [illegible] [m], villa quæ vocatur Curtis [n] cum omnibus ad eam pertinentibus. Memoratas igitur cellas, monasteria, et villas, cum nonis et decimis quas ipsa ecclesia de comitatu et de aliis villis, quæ in beneficio continentur, accipere consuevit, seu alias res cum rebus omnibus et mancipiis ad se pertinentibus, quas modo et tunc jure et legaliter ipsa tenebat ecclesia, apostolico nostræ auctoritatis ritu per hoc nostræ altitudinis scriptum eidem denuo confirmamus ecclesiæ, ut hac hujus apostolicæ sedis immunitate præfatus pontifex et futuri sæpedictæ ecclesiæ præsules per omnia et in omnibus quæ sibi necessaria fuerint utantur, suaque defendant, et liberam exinde et ex aliis rebus quæ eidem ecclesiæ a fidelibus Dei collatæ sunt habeant potestatem. Obtulit interea jamdictus venerabilis præsul Aurelianensis ecclesiæ obtutibus nostris auctoritatem [o] immunitatis regum videlicet atque imperatorum, in qua erat insertum quod ipsi reges Francorum videlicet matrem ecclesiam, cui auctore [p] Deo ipse venerabilis episcopus præest, sub [q] suo ipsius munimine ac devotione [r] consistere fecissent, et eorum immunitate auctoritatis [s] hactenus ab inquietudine judiciariæ protestatis eadem munita ac defensa fuisset ecclesia. Ob rei tamen firmitatem postulavit nos jamdictus venerabilis episcopus [t] ut, sanctorum patrum morem sequendo, nostræ immunitatis privilegium eidem fieri censeremus ecclesiæ. Cujus petitionibus iterum libenter annuimus, et sanctorum patrum gesta roborando, hoc nostræ immunitatis privilegium sub interdicto apostolicæ constitutionis pro divini cultus amore et sanctæ religionis stabilitate ad [u] ipsam Sanctam Sedem fieri decrevimus : per quod præcipimus atque jubemus ut nullus judex publicus vel quilibet ex judiciaria potestate

---

XIX. — m. S. [illegible]. — n. S. [illegible]. — o. S. authoritatem. — p. S. [illegible]. — q. B. [illegible]. — r. B. [illegible]. — s. S. authoritate. — t. B. [illegible]. — u. B. vel.

tam præsentium quam futurorum in ecclesias aut loca seu reliquas possessiones quas moderno tempore in quibuslibet pagis vel territoriis juste et legaliter memorata tenet ecclesia, nec in eas res quæ deinceps a catholicis eidem conlatæ fuerint ecclesiæ, ad causas audiendas, vel freda aut tributa theloneaque exigenda, aut mansiones vel paratas faciendas, aut fidejussores tollendos, aut homines ipsius ecclesiæ tam ingenuos quam servos super terram ipsius commanentes distringendos seu alias redibitiones aut inlicitas [v] occasiones nostris et futuris temporibus aggredi audeat, neque ea quæ supra memorata sunt exigere penitus præsumat ; sed liceat præfato præsuli suisque successoribus res prædictæ ecclesiæ, cum monasteriis, cellis, villis sibi subjectis, et rebus omnibus vel hominibus ad se pertinentibus vel aspicientibus, una cum telonei medietate et porta Farysiaca [x], sicut in præceptis regum continetur Francorum, vel etiam nonis et decimis de quibuscunque locis vel pagiss ibi pertinentibus [y] atque immunitatis nostræ defensione, remota totius judiciariæ potestatis inquietudine, quieto ac libero ordine possidere, atque pro incolumitate nostra seu etiam totius regni stabilitate et hujus Romanæ Sedis, nobis a Deo commissæ ejusque clementissima miseratione per immensum conservandi statu [z] una cum clero et populo sibi subjecto Dei immensam jugiter exorare clementiam et quicquid de præfatis rebus ecclesiæ jus fisci exigere poterat, in integrum eidem stabilimus ecclesiæ scilicet ut perpetuo tempore in eodem loco Deo famulantibus ad peragendum Dei servitium aucmentum [a] sit et supplementum. Et quia nostra sunt periculosa tempora, in quæ fines seculorum devenerunt, in quibus habundante iniquitate multorum refrigescit [b] karitas, eam auctoritatis prærogativam præfatæ matris ecclesiæ clero vel populo constituere et ordinare placuit, ne

---

XIX. — *v.* B) illicitas. — *x.* B *et* S) Parisiaca. — *y. In bulla Benedicti additur* sub tuitionis. — *z.* B *et* S) statum. — *a.* B) augmentum. — *b.* B) refrigescet.

violentia secularis potentiæ in succedendis præsulibus virum eis alienum causa propinquitatis, seu turpis[c] lucri gratia, vel temeritatis arrogantia, inferre præsumat; sed quem vel minima pars saniori consilio secundum Deum pro vitæ merito et sapientiæ doctrina sive ex ipsa provincia seu ex alia circumquaque posita eligere maluerit, hunc talem in pontificali cathedra subrogandum nulla judiciaria potestas contradicere possit. Illud etiam sub anathematis obligatione per illam auctoritatem quam Dominus noster Jesus Christus in beato[d] Apostolorum principe principibus tradidit Ecclesiæ, excommunicamus atque interdicimus, et ejusmodi privilegium apostolica interdictione æternaliter in eadem sede permanere decernimus, ut nulla omnino persona, videlicet vel quilibet causa adipiscendi pontificatus, seu quispiam adepto[e] honoris donativo gratia adquisitionis tanquam ad se privata utilitate efficacius pertinentis, res ad eandem sanctam matrem ecclesiam pertinentes, ecclesias, villas, vel reliquas possessiones quas in præsentiarum sub suo retinet dominio vel ex hoc adquirere poterit, contradere vel alienare audeat, seu quisquam[f] secularis[g] potentiæ temerariæ cupiditatis exercens tyrannidem, easdem invadendo usurpare vel suis usibus vindicare præsumat. Videntes etiam tanti viri reverentiam multamque ingenitæ benignitatis modestiam, hanc auctoritatis manum petenti contulimus ut quicquid suis vel propriæ sedis vel monasteriorum circumquaque positorum congregationibus scripto bonæ voluntatis delegaverit, per successorum tempora inconvulsam[h] vigens, a nemine violari possit. Illud quoque nostro huic privilegio interseri placuit, ut si aliquis per retroacta annorum curricula usque ad hoc nostræ providentiæ tempus aliquid ex rebus vel mancipiis jamdictæ ecclesiæ quolibet malo aut perverso ingenio, vel persecutione aliqua imminente[i],

XIII. — c. B alter. — d. S Petro. — e. S1 post. — f. S quispiam. — g. B1 militaris. — h. B1 inconvulsum. — i. S1 imminente.

seu qualibet tarditate vel negligentia interveniente, invadendo vel subtrahendo abstulit, vel si quilibet ex prædictæ ecclesiæ mancipiis quocunque malo ingenio a servitio ipsius se occultavit[j], aut fuga lapsus substraxit[k], et hoc prælatus ipsius ecclesiæ vel sui[l] successores una cumsuis[m] et testibus idoneis probare potuerint, ita per hoc altitudinis nostræ testamentum approbent, et in integrum quæ sua fuerint ipsa recipiat ecclesia sine alicujus contradictione vel intermissione potestatis. Verum ut hæc omnia firmius teneantur, quicunque exsequutores[n] hujus nostræ auctoritatis, quam illi sanctæ matri ecclesiæ stabilivimus, et ejus in bono adjutores extiterint, hos, quantum nobis potestas a Deo per beatum Petrum collata est, sicut sanctæ Ecclesiæ cultores[o] absolvimus. Illos vero qui contrarii quolibet modoextiterint, sub anathematis vinculo, nisi resipuerint, usque in diem Domini obliguamus. Pax et gratia Christi observantibus multiplicetur. Scriptum[p] Theodori, notarii et subdiaconi[q] sanctæ Romanæ Ecclesiæ, in mense januario, indictione undecima. Bene valete. Datum V idus januarii, per manum Nicholai primicerii Summæ Apostolicæ Sedis, anno Deo propitio pontificatus domini nostri Leonis pontificis et universalis sexti[r] papæ in sacratissima sede beati Petri apostoli tertio, in mense et indictione undecima[s].

XIX. — *j*. B) occultaverit. — *k*. B) substraxerit. — *l*. B) *deest*. — *m*. *In Bulla Benedicti additur* advocatis.— *n*. B) exsecutores. — *o*. *In Bulla Benedicti additur* si emendare voluerint. — *p*. B) per manum. — *q*. *Corr.* scriniarii. — *r*. *Corr.* septimi. — *s*. *Corr*. suprascriptis.

XX

(*Bulle refaite*[1])

[974-980]

Confirmation par le pape Benoît VII[2] des possessions du chapitre de Sainte-Croix.

(Copie de Baluze, p. 17)

(Pub. *Neues Archiv* XI, p. 386.)

Benedictus episcopus, servus servorum Dei, Arnulfo, religioso præsuli sanctæ matris Aurelianensis ecclesiæ in honore Sanctæ Crucis dicatæ suisque successoribus in perpetuum. Convenit apostolico moderamini[3] etc... *ut in superiore usque ad* : et alii Dei fideles eidem contulere ecclesiæ. Res autem quas jamdictus imperator Karolus eidem reddidit ecclesiæ et postea gloriosus rex Ludovicus, etc... *usque* : villa quæ vocatur Curtis, quam nuper sæpedictæ ecclesiæ Odo comes reddidit, consentiente Hugone duce Francorum, cum omnibus ad eam pertinentibus. Beneficium etiam quoddam Gauzfredi comitis, in quibuscunque pagis vel provinciis situm sit, quod idem Ugo Arnulfo, ejusdem ecclesiæ præsuli, consentiente eodem Gauzfredo, reddidit. Memeratas igitur cellas, monasteria, et villas, cum nonis et decimis quas ipsa ecclesia de comitate, etc... *usque* : vel suis usibus vindicare præsumat, quatinus ab ejusdem dominatonis famulitio eas

---

[1] V. l'Introduction.

[2] Nous n'avons aucune raison, en l'absence de toute date, de repousser l'attribution donnée par Jaffé, t. I, p. 482, n° 3801. M. Lœwenfeld, dans le *Neues-Archiv*, l'accepte.

[3] V. à la ch. XIX les variantes B. Pour le reste, les deux bulles sont identiques.

alienando subtrahat, et hæc ipsa in posterum perdere debeat, neque eas res quas ejusdem præsulis tempore clerus ipsius ecclesiæ in propriam substantiam nominativa destinatione segregatas retinet, quispiam deinceps ulla ratione extorquere præsumat. Videntes etiam tanti viri reverentiam, etc... *usque* : in diem Domini obligamus.

XXI

Latran, 19 avril (13 des cal. de mai) 1073

Alexandre II prend sous sa protection le chapitre de Sainte-Croix, notifie la réunion de certains biens du décanat aux biens du chapitre, et confirme les possessions de ce dernier.

(Copie de Baluze, p. 17.)

Alexander episcopus, servus servorum Dei, canonicis Sanctæ Crucis Aurelianensis in perpetuum. Inter cetera quæ generalis cura et dispensatio apostilici moderaminis ammi-nistrat, quæ de rebus ecclesiasticis et præsertim canonicis ordinibus salubriter statuta et ordinata sunt, apostolicis corroborari decretis proculdubio auctoritati convenit et pietati. Considerantes igitur æquitatem vestræ postulationis, videlicet ut jura canonicæ vestræ, quatinus deinceps illæsa atque inviolata permaneant, nostro privilegio muniremus, petitionibus vestris benivola consessione annuendum esse providimus. Intelleximus enim diu inter vos habitas malas consuetudines, tum vestro labore, tum studio et benivolentia episcopi vestri tandem esse resecatas, et, ne ulterius resurgendi occasionem aut licentiam habeant, auctorabili censura cohibitas, vota vestra probabili desiderio concepisse et apud apostolica limina quæsivisse. Flexi igitur vestris precibus, et interventu confratris nostri Rainerii, vestri videlicet episcopi, per di-

rocinus ad nos super hac re epistolam exorati, canonicam vestram cum omnibus sibi pertinentibus in tuitionem Apostolicæ Sedis accepimus, rationabiliter confirmantes et corroborantes ut ea quæ supra memoratus episcopus vester vestris petitionibus de bonis decaniæ [1] ad communem usum fratrum annuit atque concessit, rata et indissolubili semper stabilitate permaneant, ita ut nemo unquam aut inde avellere, aut contra voluntatem fratrum suis usibus mancipare, aut in his seu in aliquibus rebus malas consuetudines revocare, vel ad detrimentum fratrum in prelata canonica aliquid inducere vel prave moliri audeat. Similiter etiam de cetero concedimus et confirmamus eidem canonicæ vestræ quæcunque bona tam in rebus mobilibus quam immobilibus nunc juste habet aut in posterum, Deo annuente, habitura est : quatinus ab omni humana infestatione libera atque secura, cum omni quiete ea teneat atque possideat, salva tamen reverentia prescripti episcopi. Ut igitur hæc semper inconvulsa illibataque permaneant, apostolica auctoritate interdicimus ut nulla unquam persona secularis aut ecclesiastica quicquam quod his contrarium sit in eadem canonica inducere seu moliri audeat, nec quicquam de bonis prælibatæ decaniæ aut aliqua alia sibi adtinentia bona invadere vel disperdere aut inde alienare presumat. Si quis autem contra hujus nostræ sanctionis decreta temerario ausu venire temptaverit, usque ad dignam satisfactionem anathematis laqueo se irretitum noverit. Qui vero hæc eadem fideli devotione observare curaverit, divinæ remunerationis gratiam et apostolicæ benedictionis hic et in futurum consequatur habundantiam.

---

[1] La copie de Bétune porte en marge : *Vide Gregor. VII, lib. 3, epist. 16, 17 ; lib. 5 epist. 9*. Ces lettres sont cataloguées dans Jaffé, *Regesta Pontificum Romanorum*, I, pp. 617-18, nos 4990-4991, et p. 619, no 5010. Elles ont trait à l'excommunication de Rainier, à l'issue de cette réunion désastreuse pour le décanat.

Data Lateranis, XIII kalendas maii [1], per manus Petri, Sanctæ Romanæ Ecclesiæ presbyteri cardinalis ac bibliothecarii, anno XII pontificatus domni secundi Alexandri papæ, indictione XI.

XXII

Ferentino, 11 février (3 des ides) 1151

Eugène III prend sous sa protection et confirme les possessions du chapitre de Sainte-Croix.

(Copie aux Archives du Loiret, G. 353 [2]. — Copie de Baluze, p. 19.)

Eugenius episcopus, servus servorum Dei, dilectis filiis canonicis ecclesie Sancte Crucis Aurelianensis tam presentibus quam futuris canonice substituendis imperpetuum. Sicut irracionabilia poscentibus negari debet assensus, sic justa petentium votis benigna debemus assensione concurrere. Eapropter, dilecti in Domino filii, venerabilis fratris nostri Manasse, episcopi vestri, precibus inclinati, postulationes vestras, quantum cum Deo potuimus, clementer admisimus, et predictam ecclesiam Sancte Crucis, in qua divino mancipati estis obsequio, sub beati Petri et nostra protectione suscipimus et presentis scripti privilegio communimus ; statuentes ut quascunque possessiones, quecunque bona eadem ecclesia in presenciarum juste et canonice possidet, aut in futurum concessione pontificum, largicione regum vel principum, oblacione fidelium, seu aliis justis modis, Deo propitio, poterit adipisci, firma vobis vestrisque successoribus et illibata per-

---

[1] Alexandre II mourut deux jours après.

[2] Notre texte est conforme à cette copie, très préférable à la copie de Baluze.

maneant; in quibus hec propriis duximus exprimenda vocabulis: ecclesiam sancte Lete, ecclesiam sancti Martini de Area, ecclesiam sancti Laurentii et sancti Germani de Frellis, ecclesiam de Noviaco, ecclesiam de Naym, ecclesiam de Tremula vico, ecclesiam de Trigano, ecclesiam de Loriaco, ecclesiam de Area Bachi, ecclesiam de Terminiaco, ecclesiam de Rovero[2], ecclesiam de Solgiaco, ecclesiam de Marzeio, ecclesiam de Villamaren, ecclesiam de Nidis, ecclesiam de Giminiaco, ecclesiam de sancto Martino supra Lygeritum, et ecclesiam sancti Stephani que infra claustrum Sancte Crucis sita esse dignoscitur. In territorio Stampensi, ecclesiam de Ermisto, et ecclesiam de Fontanis. In territorio Bituriensi ecclesiam de Marziaco[1], ecclesiam de Puteolis, et ecclesiam de Calteio. Prohibemus quoque ut in predictis ecclesiis, vel ab earum presbyteris, archidiaconi sive archipresbyteri exactiones indebitas facere minime audeant. Decernimus ergo ut nulli omnino hominum liceat prefatam ecclesiam temere perturbare, aut ejus possessiones auferre vel ablatas retinere, minuere, seu quibuslibet vexationibus fatigare, sed omnia integra conserventur eorum pro quorum gubernatione et sustentatione concessa sunt usibus omnimodis profutura, salva episcopi vestri canonica justicia et reverencia. Si qua igitur in futurum ecclesiastica secularisve persona hanc nostre constitucionis paginam sciens contra eam temere venire temptaverit, secundo terciove commonita, nisi presumpcionem suam satisfactione congrua emendaverit, potestatis honorisque sui dignitate careat reamque se divino judicio existere de perpetrata iniquitate cognoscat, et a sacratissimo corpore ac sanguine Dei et Domini redemptoris nostri Jhesu Christi aliena fiat atque in extremo examine districte ulcioni subjaceat. Cunctis autem eidem loco sua jura servantibus sit pax Domini Nostri Jhesu Christi, quatinus et hic

---

[1] Leçon fautive pour Marçay en Berry, Marciacum. Cf. ch. XIX.
[2] *Baluze* : Rovreio.

fructum bone actionis percipiant, et apud districtum judicem premia eterne pacis inveniant. Amen. Amen.

† Ego Eugenius, catholice Ecclesie episcopus subscripsi.

† Ego Hymarus, Tusculanensis ecclesie episcopus subscripsi.

† Ego Nicholaus, Albanensis episcopus ss.

† Ego Hubaldus, presbyter cardinalis tituli sancte Praxedis ss.

† Ego Nicholaus, presb. card. tit. sancti Ciriaci ss.

† Ego Albertus, presb. card. tit. sancte Anastasie ss.

† Ego Julius, presb. card. tit. s. Marcelli ss.

† Ego Hubaldus, presb. card. tit. S. Crucis in Hierusalem ss.

† Ego Guido, presb. card. tit. Pastoris ss.

† Ego Otto, diaconus card. s. Georgii ad velum aureum ss.

† Ego Octavianus, diac. card. s. Nicholai in carcere Tulliano ss.

† Ego Gregorius, sancti Angeli diac. card. ss.

† Ego Astaldus, diac. card. s. Eustachii ss.

† Ego Guido, diac. card. s. Marie in Porticu ss.

† Ego Jacinctus, diac. card. s. Marie in Cosmydin ss.

† Ego Johannes, diac. card. sanctorum Sergii et Bacchi ss.

Datum Ferentini, per manum Bosonis, sancte Romane Ecclesie scriptoris, III idus februarii, indictione XIIII, incarnationis dominice anno M° C° L°, pontificatus vero domni Eugenii III pape anno VI°.

XXIII

Ferentino, 10 février (4 des ides) 1151

Eugène III confirme l'immunité accordée par le roi Louis VII à l'évêque d'Orléans et à ses possessions.

(Copie de Baluze, p. 21.)

(Pub. *Gallia Christiana* VIII, Instr., p. 510. — Migne, t. 180, p. 1449)

Eugenius episcopus, servus servorum Dei, venerabili fratri Manasse, Aurelianensi episcopo, ejusque successoribus canonice substituendis in perpetuum. Quotiens illud a nobis petitur quod rationi et honestati convenire videtur, animo nos decet libenti concedere, et petentium desideriis congruum impertiri suffragium. Eapropter, dilecte in Christo frater, tuis justis postulationibus benignum impertientes assensum, omnem libertatem seu immunitatem tibi tuisque successoribus a karissimo filio nostro Ludovico, illustri Francorum rege, concessam, et scripti sui munimine roboratam, Sedis Apostolicæ auctoritate firmamus, et perpetuis temporibus ratam manere sancimus, ut videlicet post tuum tuorumve successorum decessum, aliquid ferreum sive ligneum in episcopalibus domibus regales ministeriales nullatenus capiant[1]; cum vero episcopatus Aurelianensis vacaverit, nullam exactionem vel talliam in terra ipsius episcopatus, nisi quæ statutis temporibus debetur episcopo, faciant. Quæ nimirum tallia numerum sexaginta librarum illius monetæ non debet excedere. Præterea quascumque possessiones, quæcunque bona in præsentiarum

---

[1] La copie de Baluze porte en marge : *Simile privilegium concessum est episcopo Paris. Vide chartularium episcopi Paris. fol. 23.* Cf. nos chartes XXVI et II.

juste et canonice possides, aut in futurum concessione pontificum, largitione regum vel principum, oblatione fidelium, seu aliis justis modis Deo propicio poteris adipisci, firma tibi tuisque successoribus et illibata permaneant; in quibus hæc propriis duximus exprimenda vocabulis : abbatiam sancti Maximini, abbatiam sancti Evulcii, abbatiam de Balgrantiaco, ecclesiam sancti Lefardi Maudunensis, ecclesiam sancti Verani Jargogilensis, ecclesiam sancti Georgii Priverensis, ecclesiam sancti Petri virorum, ecclesiam sancti Petri puellarum, ecclesiam sancti Aviti, ecclesiam sancti Petri Maudunensis, ecclesiam de Craventiaco, ecclesiam de Ingrana, castrum Piveris, castrum Maudunense, castrum Gargogilense, Ingranam cum pertinentiis suis, Marolium cum pertinentiis suis, Piverum vetus cum pertinentiis suis, villam Strepeti cum pertinentiis suis, decimam de Craventiaco cum atrio, terram episcopi Aurelianensis quæ Martireium vocatur, teloneum Aurelianis, ecclesiam de Soliaco, ecclesiam de Rivo Morentini, ecclesiam de Firmitate Ebrani et ecclesiam de Corneliaco, atque villam quæ Bultum vocatur. Decernimus ergo ut nulli omnino hominum liceat præfatam ecclesiam temere perturbare, aut ejus possessiones auferre, seu ablatas retinere, minuere, vel aliquibus perturbationibus fatigare ; sed omnia integra conserventur eorum, pro quorum gubernatione ac sustentatione concessa sunt, usibus omnimodis profutura, salva Sedis Apostolicæ auctoritate. Si qua igitur etc... *ut in superiore usque ad*: cunctis autem eidem loco justa servantibus etc... *ut in superiore.*

† Ego Eugenius, Catholicæ Ecclesiæ episcopus subscripsi.
† Ego Ymarus, Tusculanus episcopus ss.
† Ego Nicholaus, Albanus episcopus ss.
† Ego Hubaldus, presbyter cardinalis tituli s. Praxedis ss.
† Ego Nicholaus, presb. card. tit. s. Ciriaci ss.
† Ego Aribertus, presb. card. tit. s. Anastasiæ ss.
† Ego Julius, presb. card. tit. s. Marcelli ss.
† Ego Wido, presb. card. tit. Pastoris ss.

† Ego Otto, diaconus cardinalis s. Georgii ad velum aureum ss.

† Ego Octavianus, diac. card. s. Nicholai in carcere Tulliano ss.

† Ego Gregorius, diac. card. s. Angeli ss.

† Ego Hitaldus, diac. card. s. Eustachii ss.

† Ego Guido, diac. card. s. Mariæ in Porticu ss.

† Ego Jacinctus, diac. card. s. Mariæ in Cosmydyn ss.

† Ego Johannes, diac. card. sanctorum Sergii et Bachi ss.

Datum Ferentini, per manum Bosonis, sanctæ Romanæ ecclesiæ scriptoris, IIII idus februarii, indictione XIIII, incarnationis dominice anno MCL, pontificatus vero domni Eugenii pape III anno sexto.

XXIV

Latran, 15 avril (17 cal. mai) [1138[1]]

Innocent II confirme les possessions et les droits de l'évêque d'Orléans, ordonne la restitution au chapitre des biens qui lui ont été enlevés, et défend d'élever au décanat ou à l'archidiaconat des sujets qui ne soient prêtres ou diacres.

(Copie de Baluze, p. 22. — Bibl. Nat., coll. Moreau, t. 57 : 237, copie d'après le cartulaire, f° 211 r°, sous la date 1138.)

Innocentius episcopus, servus servorum Dei, venerabili fratri Helie, Aurelianensi episcopo, ejusque successoribus canonice substituendis in perpetuum. Licet universis fidelibus debitores ex injuncto nobis a Deo apostolatus officio atque benevolentia existamus, illis tamen personis propensiore cura

---

[1] C'est la date donnée par Jaffé. Innocent II fut encore à Latran le 15 avril, en 1139, 1140, 1141, 1142, 1143.

nos convenit providere, quas ad beati Petri obsequia devotiores ac promptiores esse cognoscimus. Nec dubium quod si suscepti regiminis gubernacula cogitamus, sic ut patres in Dei populo dicimur, ita nichilominus effectu operis comprobari debemus. Hoc nimirum intuitu, venerabilis frater Helia episcope, quem utique propriis tanquam beati Petri manibus in episcopum, Domino cooperante, promovimus, tuis desideriis clementer annuimus, et personam tuam cum bonis quæ in præsentiarum legitime possides, aut in futurum rationabilibus modis Deo propitio poteris adipisci, sub beati Petri tutelam protectionemque suscipimus, et præsentis scripti pagina communimus, et tam in abbatia sancti Maximini quam in aliis abbatiis atque omnibus ecclesiis tuæ dyocesis jus episcopale, sicut prædecessores tui antiquitus habuerunt, tibi nichilominus confirmamus. Bona quoque Aurelianensis ecclesiæ, quæ absque utilitate Ecclesiæ constat esse distracta, ad jus atque dominium ejus præcipimus revocari. Tua itaque, frater karissime, interest religionem atque honestatem in ecclesiis tui episcopatus statuere, et statutam auxiliante Domino propagare, atque ydoneis personis ecclesiastica beneficia impertiri. Juxta patrum quoque decreta et canonicas sanctiones [1], in Aurelianensi ecclesia nullum in decanum vel archidiaconum eligi nisi presbyterum vel diaconum, patiaris. Nulli ergo omnino hominum fas sit super hac nostra concessione vel confirmatione vos temere perturbare, aut aliquam vobis exinde diminutionem vel contrarietatem inferre. Si quis autem ausu temerario id attemptare præsumpserit, indignationem omnipotentis Dei et beatorum Petri et Pauli apostolorum ejus incurrat et excommunicationi subjaceat. Conservantes autem hæc, eorundem apostolorum benedictionem et gratiam consequantur. Amen. Amen. Data Laterani, XVII kal. maii.

---

[1] La copie de Baluze porte en marge : *Vide concilium Claromontanum in to. 2. De concordia sacerd. et imperii.*

XXV

Latran, 10 janvier (4 des ides) 1154.

Anastase IV confirme au chapitre de Sainte-Croix la donation faite par l'évêque Manassé de dix livres sur les oblations, en échange des revenus d'une terre en Pithiverais.

(Orig. Arch. du Loiret, G. 118. — Copie de Baluze, p. 24.)

CONFIRMATIO DE DECEM LIBRIS IN ALTARI ET CALICE PERCIPIENDIS.

Anastasius episcopus, servus servorum Dei, dilectis filiis S[tephano] decano et aliis canonicis Aurelianensis ecclesie[1] salutem et apostolicam benedictionem. Que a fratribus nostris episcopis rationabili providentia statuuntur in sua debent stabilitate persistere, et ne futuris temporibus aliquorum temeritate turbentur, Apostolice Sedis munimine convenit roborari. Quocirca, dilecti in Domino filii, concessionem decem librarum in oblatione altaris et calicis, quam venerabilis frater noster Manasses, episcopus vester, vobis pro recompensatione reddituum illius terre fecit, quam ipsius consensu in pago Pitverensi, tam in castro, quam juxta castrum, pretio centum librarum a Britello emistis, quemadmodum in ipsius fratris nostri scripto continetur, vobis et per vos ecclesie vestre auctoritate apostolica confirmamus, et concessionem ipsam futuris temporibus ratam et inconvulsam decernimus permanere. Nulli ergo omnino hominum liceat prelatam concessionem temere perturbare, seu quibuslibet molestiis fatigare. Si quis autem id attemptare presumpserit, indignationem omnipotentis Dei et beatorum Petri et Pauli apostolorum ejus se noverit incursurum. Datum Laterani IIII idus januarii.

---

[1] E cédillé, de même dans toute la bulle.

XXVI

Latran, 27 février (3 des cal. de mars) [1158 ou 1159[1]]

Adrien IV confirme la remise faite à Sainte-Croix par le roi Louis VII des droits royaux sur les terres épiscopales et capitulaires pendant la vacance du siège épiscopal.

(Copie de Baluze, p. 25.)

Adrianus episcopus, servus servorum Dei, venerabili fratri Manasseo, Aurelianensi episcopo, salutem et apostolicam benedictionem. Quociens reges et principes seculi liberalitate sua sacrosanctis ecclesiis aliquas immunitates indulgent, et ad id divinitus inspirantur, quod ad honorem Dei et libertatem ecclesiarum et salutem animarum suarum noscitur provenire, ab ore nostro eos prosequi nos oportet, et quod ab eis laudabiliter gestum fuerit, auctoritate apostolica roborare ut, his quæ bene gesta sunt hinc auctoritate regum hinc munimine sacerdotali firmatis, omnis malignandi et turbandi aditus pravorum audaciæ in posterum obstruatur, et Ecclesia Dei sub omni pace donata libertate lætetur. Karissimus autem in Christo filius noster L[udovicus], illustris Francorum rex, divinæ legis amore succensus, pro salute sua et regni, exactiones quasdam, quas in possessionibus et hominibus Aurelianensis ecclesiæ, necnon episcopalibus domibus, tam ipse quam antecessores ipsius et ministri eorum in decessu pontificum consueti fuerant exercere, divina inspiratione remisit, et ne successorum suorum aliquis quæ ab eo remis-

[1] Adrien IV fut pape du 3 décembre 1154 au 1er septembre 1159. Il ne fut à Latran le 27 février qu'en 1157, 1158 et 1159. Enfin la bulle XXVI se réfère à l'acte LI certainement postérieur au 30 mars 1157. Restent seuls possibles les millésimes 1158 et 1159.

ex sibi processu possit temporis usurpare, assertionis suæ scripto munivit. Quapropter et nos, devotionem et pium opus illius favore debito prosequentes, libertatem seu immunitatem ipsam auctoritate apostolica confirmamus, et ratam et inconcussam perpetuis temporibus decernimus permanere. Datum Laterani, III kal. martis.

XXVII

Bénévent, 30 juin (2 des cal. de juillet) [1168 ou 1169[1]]

Alexandre III confirme le statut orléanais qui réduit à vingt-cinq sous par an la portion des chanoines non assidus aux offices.

(Copie de Baluze, p. 70. — Pat. Lœwenfeld, *Epistolæ*, p. 141.)

Alexander episcopus, servus servorum Dei, dilectis filiis decano et capitulo Aurelianensi salutem et apostolicam benedictionem. Pro ecclesiarum incremento pariter et augmento sollicite debemus satagere, et earum rationabiles constitutiones et consuetudines conservare. Suggestum est siquidem nobis quod in ecclesia vestra communiter est statutum ut nullus canonicorum vestrorum de beneficiis ecclesiæ ultra XX et V solidos annuatim recipiat, nisi qui fuerit in ejusdem ecclesiæ servitiis assiduus. Quam utique constitutionem, salvis prebendis quas in eadem ecclesia Cluniacense monasterium aut alia religiosa domus antiquitus habuit, ratam et firmam habentes, eam auctoritate apostolica confirmamus, et robur de cetero perpetuæ firmitatis tenere sancimus, statuentes ut nulli omnino hominum liceat hanc paginam nostræ confirmationis infringere, vel ei aliquatenus contraire.

---

[1] Ce sont les deux seules années où l'on trouve Alexandre III à Bénévent le 30 juin.

Si quis autem hoc attemptare præsumpserit, indignationem omnipotentis Dei et beatorum Petri et Pauli apostolorum ejus se noverit incursurum. Datum Beneventi, II kal. julii.

XXVIII

Sens, 20 juillet (13 des cal. d'août) [1164]

Alexandre III obtient de Gilles, chevalier de Loury, renonciation aux droits héréditaires qu'il prétendait avoir sur les églises de Loury et de Rebréchien.

(Copie de Baluze, p. 27. — Pub. Lœwenfeld. *Epistolæ Pontificum Romanorum*, p. 136.)

Alexander episcopus, servus servorum Dei, venerabili fratri episcopo et dilectis filiis universo capitulo ecclesiæ Sanctæ Crucis Aurelianensis salutem et apostolicam benedictionem. Quociens aliqua digna memoria ad Apostolicæ Sedis præsentiam perferuntur, justum est et rationi conveniens quod ea literarum fidei commendentur, ut habeat secutura posteritas quid de gestarum rerum teneat veritate. Inde est quod universitati vestræ præsentium significatione volumus innotescat quod dilectis filiis nostris Herberto, ecclesiæ vestræ archidiacono, Guarino archipresbytero, et Gilone milite de Loriaco, in nostra præsentia constitutis, post multam commonitionem nostram idem Gilo, de Arebrachio et de Loriaco ecclesias, quas ex prava et antiqua illa consuetudine jure hereditario possidebat, libere et absolute in nostris manibus refutavit, et universo juri, quod in eis se habere dicebat, penitus abrenuncians, ipsas tactis coram nobis sacrosanctis evangeliis abjuravit, et liberas in posterum ecclesiæ vestræ reliquit. Datum Senonis, XIII kal. augusti.

XXIX

Pise, 8 janvier (6 des ides) [1134 [1]]

Innocent II règle l'expiation à laquelle se soumettront les meurtriers d'Archembaud, sous-doyen.

(Copie de Baluze, p. 27.)

(Publ. *Mém. de la Soc. Arch. de l'Orléanais*, t. XIX, p. 616. — D'Achery, *Spicilegium*, III, 491. — *S. Bernhardi opera*, I app. p. LVII. — *Rec. des Historiens des Gaules*, t. XV, 379. — Migne, t. 179, p. 193.)

Innocentius episcopus, servus servorum Dei, venerabilibus fratribus G[aufrido] Carnotensi, Apostolicæ Sedis legato, et St[ephano] Parisiensi episcopis, salutem et apostolicam benedictionem. Noverit vestra dilectio quoniam Gofredus de Vico novo nuper ad nos veniens, in presentia fratrum nostrorum, jurejurando firmavit quod, salva fidelitate carissimi filii nostri Ludovici, Francorum regis, ligium hominium faciet dilectis filiis nostris St[ephano] subdecano, Si[moni] preposito, et aliis cognatis et nepotibus Archembaldi bone memorie Aurelianensis subdecani, qui hoc recipere voluerint, et tam ipsis quam omnibus aliis qui cum eodem deffuncto fuerant exulati, vitam et membra et bona jurabit, et cum eo meliores de cognatione ipsius eandem securitatem jurabunt, hoc etiam addito quod fideliter laborabit quatinus Henricus similiter juret idem et faciat, et utique Aurelianensi ecclesie, quam graviter leserunt, satisfaciet. Preterea Herveus de Viconovo, Hugo, nepos ejus, et Thebaldus Hervei; et cum eo tot milites ut centesimum numerum compleant, et centum XL de melioribus burgen-

---

[1] Nous ferons remarquer que le pape Innocent II fut à Pise à la même date des années 1134 à 1137. Jaffé adopte la date 1134.

sibus urbis Aurelianensis, quos ad hoc poterunt invenire, predicti Archembaldi subdecani parentibus hominia facient. Quod si Henricus hoc jurare noluerit, predictus Gosfredus hoc per se nihilominus faciet adimpleri. Deinde vero proxima omnium sanctorum festivitate nostro se conspectui presentabunt, penitentiam quam eis injungere voluerimus fideliter suscepturi, tunc per nos ab excommunicationis vinculo absolvendi. Denique prefatus Steph[anus] subdecanus et Sy[mon] prepositus mortem jamdicti Archembaldi recolende memorie eidem Gosfredo in conspectu fratrum nostrorum pro Dei amore misericorditer indulserunt ; et hoc ipsum facient aliis militibus, ejusdem Stephani interfectoribus, qui Aurelianensi ecclesie et parentibus interfecti satisfaciant. Verumtamen ipsi omnes interim extra ecclesiam et in penitentia erunt, et si quem eorum ad extremum vite venire contigerit, et absolutio ab excommunicatione et viaticum non negabitur. Volumus autem ut pro his, qui Ecclesiæ satisfecerint, Aurelianensis ecclesia ulterius a divinis non cesset officiis. Si qui autem de eisdem interfectoribus se ab ipsa satisfactione subtraxerint, donec in terra de speciali dominio gloriosi filii nostri Lud[ovici] Francorum regis, in ipso Aurelianensi episcopatu manserint, tota civitas et archidiaconatus Stephani de Garlanda usque ad eorum satisfactionem a divinis vacet officiis. Ideoque sollicitudini vestre mandamus ut, quia status terræ notior vobis existit, de modo satisfactionis et absolutione ecclesiæ, quæ sub interdicto tenetur, vice nostra providere curetis. Data Pisis, VI idus januarii[1]

[1] Une copie d'Hubert (coll. Jarry) ajoute : « Sellée en plomb : INN. II d'un costé ; de l'autre SANCTUS PAULUS SANCTUS PETRUS ». — Copie de Baluze : « V. epist. S. Bernardi 161 et Petri venerabilis, lib. 2 ep. 17 ».

XXX

Bénévent, 15 décembre (18 kal. janvier) [1167 à 1169]

Alexandre III confirme l'accord conclu par l'archevêque de Bourges entre le chapitre et Regnaud de Graçay concernant Maray.

(Copie de Baluze, p. 20. — Pub. Lœwenfeld, *Epistolæ*, p. 130.)

Alexander episcopus, servus servorum Dei, dilectis filiis capituli ecclesiæ Sanctæ Crucis Aurelianensis, salutem et apostolicam benedictionem. Injunctæ nobis amministrationis officio et pontificalis sollicitudinis debito commonemur, ut ea, quæ compositione vel judicio sunt terminata, apostolicæ tuitionis munimine roboremus, et perpetuæ firmitatis robore fulciamus. Eapropter, vestris justis postulationibus gratum impertientes assensum, compositionem [1] quæ inter vos et Rainaldum de Cracciaco super quibusdam consuetudinibus quas idem R. in terra ecclesiæ vestræ de Maziaco requirebat, mediante ven. fratre nostro P[etro], Bituricensi archiepiscopo, de beneplacito et assensu utriusque partis facta est et data, hincinde fide firmata, sicut in autenticis scriptis exinde factis continetur, auctoritate apostolica confirmamus, et, ut futuris temporibus inviolabiliter observetur, eam præsentis scripti patrocinio communimus, statuentes ut nulli omnino hominum liceat hanc paginam nostræ constitutionis infringere, vel ei aliquatenus contraire. Si quis autem hoc attemptare præsumpserit, indignationem omnipotentis Dei et beatorum Petri et Pauli apostolorum ejus se noverit incursurum. Datum Beneventi, XVIII kal. januarii.

---

[1] Cf. charte XVII.

XXXI

Veroli, 7 avril (7 des ides) [1170]

Alexandre II confirme la possession de plusieurs domaines conférés au chapitre par l'évêque Manassé.

(Copie de Baluze, p. 29.)

Alexander episcopus, servus servorum Dei, dilectis filiis Hu[goni] decano et capitulo Sanctæ Crucis Aurelianensis salutem et apostolicam benedictionem. Justis petentium desideriis dignum est nos facilem præbere consensum, et vota quæ a rationis tramite non discordant, effectu sunt prosequente complenda. Eapropter, dilecti in Domino filii, vestris justis postulationibus grato concurrentes assensu, de Firmitate Habreni, de Brien[one], de Acheriis, de Andeglo, sancti Victoris, et de Ussello ecclesias, cum universis pertinentiis suis, sicut eas venerabilis frater noster M[anasses], Aurelianensis episcopus, vobis et ecclesiæ vestræ rationabiliter noscitur contulisse, vobis et per vos eidem ecclesiæ auctoritate apostolica confirmamus, et præsentis scripti patrocinio communimus, statuentes ut nulli omnino hominum liceat hanc paginam nostræ confirmationis infringere, vel ei aliquatenus contraire. Si quis etc... *ut in superiore*. Datum Verulis, VII idus aprilis.

XXXII

[1168-1177]

Le cardinal Jean de Naples, avec l'assentiment du pape, conseille à l'église d'Orléans de repousser les exigences du Saint-Siège contraires aux coutumes.

(Copie de Baluze, p. 30. — Bib. Nat. Coll. Baluze 137, f° 275, aussi d'après le cartulaire.)

Joannes Neapolitanus, indignus presbyter cardinalis, carissimis amicis Hu[goni] decano et universo capitulo Aurelianensis ecclesiæ salutem et sincerum amorem. Nos diligentes honorem vestrum et ecclesiæ vestræ, loquti sumus cum Domino Papa, ut non gravaret vos vel ecclesiam vestram, nec cogeret mutare in aliquo consuetudines vestras. Ipse autem respondit nobis sic, dicens : « Nos quidem non possumus facere quin rogati aliquando rogemus ; et sæpius etiam præcipimus ad instantiam multorum, quibus negare non possumus quin faciamus pro eis. Sed nolumus quod, propter preces nostras vel præcepta, Aurelianensis ecclesia vel alia quælibet faciat contra consuetudines suas, et præsertim contra illas quas juramento firmavit. » Cum ergo interrogaremus eum si vellet quod hoc vobis scriberemus, præcepit quod verbum suum literis nostris vobis aperiremus. Noveritis ergo quia hæc

---

[1] Il s'agit évidemment ici de Jean Pizzuti, de Naples, promu en 1155 cardinal-diacre, puis cardinal-prêtre de Sainte-Anastasie, qui souscrivit comme tel des actes pontificaux du 15 octobre 1159 au 26 août 1177; il mourut, sans doute, en cette dernière année. D'autre part, Hugues fut doyen d'Orléans de 1168 à 11[illegible]8. Telles sont les bases de la date approximative ci-dessus.

est voluntas ejus quoniam, si pro aliquo vos rogaverit vel præceperit quod sit contra consuetudinem vestram, non gravabit eum si vos non satisfeceritis ei. Hoc quidem de conscientia sua vobis scribimus ex parte sua, et super hoc testes vobis sumus, et semper, quotiens oportuerit, erimus.

XXXIII

[840-843 [1]]

Charles le Chauve confirme les possessions de l'église d'Orléans.

(Copie de Baluze, p. 31.)

In nomine sanctæ et individuæ Trinitatis, Karolus, gratia Dei rex. Si petitionibus sacerdotum pro quibuslibet ecclesiasticis necessitatibus aures nostras pulsantium libenter annuimus, et eas cum Dei auxilio ad effectum perducimus, id nobis ad æternæ remunerationis præmia capessenda profuturum liquido credimus. Igitur notum esse volumus sagacitati fidelium nostrorum, præsentium videlicet et futurorum, necnon successorum nostrorum, quia adiens serenitatem nostram Jonas, Aurelianensis episcopus, innotuit nobis qualiter olim, peccatis præpedientibus, domus Dei quæ in eadem urbe in honore sanctæ et vivificæ Crucis Deo est dicata, ubi manus Domini apparuit, adeo humiliata et rebus sit exinanita, ut et tessaurus ipsius ecclesiæ a christianissimis principibus Deo oblatus, et quædam instrumenta cartarum, per quæ res et mancipia eidem ecclesiæ fuerint delegatæ, diversorum casuum

---

[1] Charles-le-Chauve monta sur le trône en 840; Jonas, évêque d'Orléans, mourut en 843.

eventibus magna ex parte deperierint, necnon, paupertatis causa prepediente, divini cultus officium miserabiliter fuerit destitutum, et in eadem miserabili collapsione imo destitutione tamdiu ipsa persisterit domus, donec, inspirante Deo, Domnus attavus noster bonæ memoriæ Karolus, sive etiam genitor noster sanctæ memoriæ Ludovicus, nobilissimus orthodoxus imperator, cellas quasdam juris ejusdem episcopii cum rebus aliis per intercessionem piæ recordationis aviæ nostræ Hildegardis reginæ eidem reddiderit ecclesiæ, quibus ipse sanctus amminiculatus locus libere atque inexcusabiliter divinæ nunc famulatur potentiæ. Postulavit itaque nobis ut de eisdem cellis et rebus, sive quas memoratus avus noster, sive genitor noster eidem reddiderunt ecclesiæ, necnon et de his quas ante ipsam redditionem jure et legaliter memorata tenebat et possidebat ecclesia, nostræ auctoritatis præceptum circa ipsum sanctum locum firmitatis gratia fieri decerneremus, per quod firmius et securius prædictas res modernis futurisque temporibus ipsa teneat et possideat atque defendat ecclesia. Cujus petitioni ob amorem Dei et reverentiam ipsius sancti loci libenter annuimus, et hoc præceptum auctoritatis nostræ circa ipsum sanctum locum fieri censuimus, per quod jubemus eas cellas et res et mancipia, cum omnibus ad se pertinentibus vel aspicientibus, quæ moderno tempore juste et legaliter ipsa tenet ecclesia, sive eas quas idem avus noster et genitor noster eidem reddiderunt ecclesiæ, necnon et ea quæ antea in jure ipsius episcopii consistebant, firmiter atque inviolabiliter per hanc nostram auctoritatem ipsa teneat atque defendat ecclesia. Hæ sunt autem cellæ et res quas idem avus noster, et genitor noster postea, eidem reddidit ecclesiæ : cellam sancti Evurcii, sancti Aviti, sancti Maximini, — item monasterium sancti Maximini non procul ab eadem urbe consistens, ubi a militibus Christi modo sub sancto et religioso vivitur ordine, — sancti Privati, sancti Petri Tauriacensis, sancti Saturnini, sanctæ Mariæ Draviacensis, sancti Liphardi, sanctæ Crucis Gargogilensis, sancti Johannis, sancti Marcelli,

sancti Martini Crevensis, item sancti Martini quæ[1] est prope murum ipsius civitatis, sancti Laurentii, sancti Gervasii, Puteum sancti Sigismundi, sancti Vincentii, sancti Sergii, sancti Petri virorum, sancti Petri puellarum, Buccum monasterium, Bellum campum, Treonas, Marogilum, Prisciniacum. Sunt etiam hæ villæ : Sisinniacus, Pedeverius, Bulsus, Maciacus, Rociacus, Cennonus, Castellanus, Vetus mansiones, Liminiacus, Nemausus, Cacionus, quam genitor noster eidem reddidit ecclesiæ ad eandem Nemausum pertinentem, necnon et Cambonus, quam donnus attavus noster bonæ memoriæ Karolus reddidit. Memoratas igitur cellas et villas, cum rebus et mancipiis ad se pertinentibus, quas modo jure et legaliter memorata tenet ecclesia, per hanc nostram auctoritatem eidem confirmavimus ecclesiæ. Præcipientes ergo jubemus ut nullus ex fidelibus nostris, aut judex publicus, aut etiam quælibet emissa vel subrogata persona, aliquam inquietudinem aut injustam contrarietatem de prædictis cellis et rebus et mancipiis, necnon et de his quæ sive a nobis sive a successoribus nostris vel a reliquis Deum timentibus eidem ecclesiæ divina pietas deinceps augeri voluerit, nostris futurisque temporibus memoratæ ecclesiæ facere præsumat ; sed sub hoc nostræ confirmationis et tuitionis præcepto et ejusdem episcopii omni tempore in nostra helemosina jure possideri et legaliter tueri[2] valeant ; ita videlicet ut quicquid rectores et ministri ipsius ecclesiæ pro oportunitate et utilitate de eisdem rebus facere voluerint, libero in omnibus perfruatur arbitrio faciendi ; quatinus pontificem ipsius sedis, cum grege sibi commisso, pro incolumitate nostra et stabilitate regni nobis a Deo collati suaque gratissima miseratione per immensum conservandi jugiter Domini implorent miseri-

---

[1] Ce pronom mis au féminin prouve que, sauf la parenthèse relative à l'abbaye de Saint-Mesmin, c'est le mot *cella* qui doit être sous-entendu avant tous ces noms.

[2] *Corr.* teneri.

cordiam. Et ut hæc auctoritas per curricula annorum inviolabilem atque inconvulsam obtineat firmitatem, manu propria subter eam firmavimus, et anuli nostri impressione signari jussimus.

XXXIV

Aix-la-Chapelle, 11 septembre (3 des Ides) 814 [1]

Louis le Pieux confirme l'immunité accordée par Charlemagne à l'église d'Orléans et à ses possessions.

(Copie d'après l'original, Bibl. Nat. Moreau 284, f. 177. — Copie de Baluze, p. 34.)

(Pub. *Rec. des Hist. des Gaules*, t. VI, 470 (sous la date supposée 810); — Baluze, *Capitularia*, t. II app. p. 1410; — Le Cointe, *Annales Eccles.* t. VII, p. 373; — Mansi, XVIII, 935; — Migne, CIV, 1038.)

In nomine Domini Dei et Salvatoris nostri Jhesu Kristi. Hludovicus, divina ordinante providentia imperator augustus. Si liberalitatis nostræ munere locis Deo dicatis quiddam conferimus beneficii, et necessitates ecclesiasticas ad petitiones sacerdotum nostro relevamus juvamine atque imperiali tuemur munimine, id nobis et ad mortalem vitam temporaliter transigendam et ad æternam feliciter obtinendam profuturum liquido credimus. Noverit interea sagacitas seu utilitas omnium fidelium sanctæ Dei Ecclesiæ, nostrorumque tam præsentium quam et futurorum, quia vir venerabilis Theodulfus, Aurelianensis ecclesiæ archiepiscopus [2], obtulit obtutibus

[1] Cet acte, le plus ancien qu'on possède pour Sainte-Croix, n'est pas daté dans le cartulaire. J'ai été assez heureux pour trouver dans le manuscrit Moreau 284, p. 177, une copie excellente faite d'après l'original. Baluze (éd. 1780) ne donne pas cette date comme en est exprimé [illegible]

[2] C'est le titre donné par Louis-le-Débonnaire à Théodulfe dans nombre de diplômes.

nostris auctoritatem inmunitatis domni et genitoris nostri bonæ memoriæ Caroli piissimi augusti, in qua erat insertum quod idem genitor noster et prædecessores ejus, reges videlicet Francorum, ecclesiam Sanctæ Crucis, cui auctore Deo ipse Theodulfus prælatus est, sub suo munimine et deffensione consistere fecissent, et eorum inmunitatum auctoritatibus hactenus ab inquietudine judiciariæ potestatis eadem munita atque defensa fuisset ecclesia. Ob rei tamen firmitatem postulavit nobis idem Theodulfus episcopus ut, paternum morem sequentes, nostræ inmunitatis præceptum eidem fieri censeremus ecclesiæ. Cujus petitioni libenter adnuimus, et hoc nostræ inmunitatis præceptum pro divini cultus amore et animæ nostræ remedio erga ipsam Sanctam Sedem fieri decrevimus : per quod præcipimus atque jubemus ut nullus judex publicus, vel quilibet ex judiciaria potestate, aut nullus ex fidelibus nostris tam præsentibus quam et futuris, in ecclesias aut loca vel agros seu reliquas possessiones quas moderno tempore in quibuslibet pagis vel territoriis infra ditionem imperii nostri juste et legaliter memorata tenet vel possidet ecclesia, nec in eas res quæ deinceps a catholicis viris eidem conlatæ fuerint ecclesiæ, ad causas audiendas, vel freda aut tributa exigenda, aut mansiones vel paratas faciendas, aut fidejussores tollendos, aut homines ipsius ecclesiæ tam ingenuos quam servos super terram ipsius commanentes ditringendos, nec ullas redibitiones aut inlicitas occasiones requirendas, nostris et futuris temporibus ingredi audeat, nec ea quæ supra memorata sunt exigere penitus præsumat. Sed liceat præfato præsuli suisque successoribus res prædictæ ecclesiæ, cum cellulis sibi subjectis, et rebus vel hominibus ad se aspicientibus vel pertinentibus, sub tuitionis atque inmunitatis nostræ deffensione, remota totius judiciariæ potestatis inquietudine, quieto ac libero ordine possidere, et nostro fideliter parere imperio, atque pro incolumitate nostrà, conjugis, ac prolis, seu etiam totius imperii a Deo nobis conlati ejusque clementissima miseratione per inmensum con-

servandi stabilitate, una cum clero et populo sibi subjecto Dei immensam clementiam jugiter exorare. Et quicquid de prefatis rebus ecclesiæ jus fisci exigere poterat, in integrum eidem concessimus ecclesiæ, scilicet ut perpetuo tempore in eodem loco Deo famulantibus ad peragendum Dei servitium augmentum et supplementum sit. Hanc vero auctoritatem, ut pleniorem in Dei nomine obtineat vigorem, et a fidelibus sanctæ Dei Ecclesiæ et nostris per diuturna tempora diligentius conservetur, manu propria subterfirmavimus, et anuli nostri impressione signari jussimus[1].

Signum (*Monogramme*) Hludovici serenissimi imperatoris

Helisachar recognovi.

Datum III idus septembris, anno XPO propitio primo imperii domni nostri Hludovici serenissimi augusti, indictione VII. Actum Aquisgrani, palatio regio. In Dei nomine feliciter. Amen.[2]

XXXV

Brienne, 11 février (3 des ides) 851

Confirmation par Charles-le-Chauve à l'église d'Orléans de biens à elle donnés par ses évêques.

(Copie aux Arch. du Loiret, G. 386, d'après l'original. — Bib. Nat. Moreau, t. I, f. 102, d'après l'original[3]. — Copie de Baluze, p. 75.)
(Pub. Baluze, *Capitularia*, t. II app. col. 1460. — *Rec. des Hist. des Gaules*, t. VIII, p. 517.)

In nomine sanctæ et individuæ Trinitatis. Karolus gratia

---

[1] Ici prend fin la copie de Baluze exécutée d'après le cartulaire.

[2] L'original disparu était scellé d'un sceau plaqué ovale, représentant l'effigie d'Arès, et publié par de Wailly (*Éléments de paléographie*, t. II, p. 368, pl. A, nº 11). La copie de Moreau a reproduit le dessin de ce sceau d'après l'original. Inutile de dire que le présent acte est publié d'après la collection Moreau.

[3] « Sur parchemin, 12 pouces de hauteur, 20 de largeur. Collé sur papier et mutilé en quelques endroits. Trace du sceau plaqué. » (Dom Gérou, 27 mars 1766.)

Dei rex. Si sacerdotum Christi ammonitionibus sive petitionibus benignum assensum præbemus, regiæ celsitudinis opera sustentamus. Itaque notum sit omnibus sanctæ Dei Ecclesiæ fidelibus et nostris, præsentibus et futuris, quia venerabilis vir Agius, Aurelianensis ecclesiæ episcopus, ad nostram sublimitatem accedens, reverenter innotuit a prædecessoribus suis atque ex eorum immitatione a se quoque quasdam villas ecclesiæ suæ in honore sanctæ et vivificæ Crucis fondatæ usibus et stipendiis canonicorum inibi Deo servientium deputatas fore. Petiitque suppliciter mansuetudinem nostram ut nostræ auctoritatis scriptum fieri juberemus, per quod earumdem villarum ab antecessoribus suis, ut dictum est, et ab eo rationabiliter facta deputatio nostris et futuris temporibus sine suorum successorum aut alterius personæ immutatione maneret inviolabilis et intacta. Sunt autem earumdem villarum vocabula hæc : Massiacus cum villis et appenditiis suis, cella sancti Martini, et Silgiacus cum villis et adjacentiis suis ; [1] ex abbatia vero Sancti Liphardi Termeneus etiam cum appendiciis suis, Brissiacus cum integritate sua. Nos igitur admonitionem sive petitionem ejus clementer excipientes, hoc altitudinis nostræ præceptum fieri jussimus, per quod præcipimus atque firmamus ut præscriptæ villæ, cum omnibus eorum rerum adtinentiis et appendiciis, absque cujuslibet immutatione aut substractione, præscriptæ Sanctæ Crucis ecclesiæ canonicorum usibus et stipendiis, nostris et futuris temporibus, perpetua lege habeantur et teneantur ; videlicet ut quicquid ex eis juste et rationabiliter fieri potest, utilitatibus et necessitatibus memoratorum clericorum, secundum administrationem proprii pontificis, semper præbeat augmentum et supplementum. Ut autem hæc magnitudinis

---

[1] Ces cinq mots, que donnent la copie des Archives du Loiret, la copie de Dom Géron (coll. Moreau), manquent dans la copie de Baluze.

nostra confirmatio pleniorem in Dei nomine obtineat vigorem, de anulo nostro subter eam jussimus sigillari.

Barthólomeus notarius ad vicem Hludovici recognovit (*monogramme coupé de notes tironiennes*) [et subscripsit] (?)

Data III idus februarii, indictione XIIII, in anno XII regni Karoli gloriosissimi regis. Actum in villa Breonna, in Dei nomine feliciter. Amen.

XXXVI

Mianay, 11 août (3 des ides) 883

Carloman confirme un diplôme perdu accordant à l'église d'Orléans l'élection de ses évêques et la possession des terres restituées à Sainte-Croix par Charles le Chauve (Bazoches, Ormoy) et de Chaon, que lui-même a donné.

(Copie de Baluze, p. 37.)

(Pub. Achery, *Spicilegium*, t. VIII, p. 148. — *Concilia Galliæ Narbonensis*, app. lit. III. — *Rec. des Hist. des Gaules*, t. IX, p. 431, d'après l'original.)

In nomine Dei æterni et adjutoris nostri Jesu Christi. Karlomannus, gratia Dei rex. Scripturarum divinarum fluenta sedulo requirentibus ingenio, necnon promulgata canonum sollicite relegentibus, perfacile patet quod quicunque principum utilitatibus ecclesiasticis consulunt, non solum rei publicæ stabilimenta, quæ permaxime sunt necessaria, construunt, verum etiam æternæ beatitudinis inenarrabile præmium sibi præparant possidendum. Compertum siquidem, non solum episcoporum sollertiæ, ad quorum notitiam quæ inferius subnectenda sunt, præ omnibus pertinet, verum etiam cunctorum fidelium nostrorum noticiæ esse volumus, qualiter venerabilis Gauterius, sanctæ Aurelianensis ecclesiæ episcopus, nostram adiens celsitudinem, una cum consultu venerabili Hugonis Abbatis totiusque regni nostri utriusque ordinis procerum, significavit ecclesiam sibi divinitus com-

missam quondam privilegia sive præcepta in eligendis sibi pontificibus tam auctoritate apostolica quamque patrum nostrorum confirmatione habuisse firmata, quod lamentabili Normannorum persecutione cum multis aliis ejusdem ecclesiæ librorum ac testamentorum copiis concrematione deperisse incendii, non solum veridicorum fidelium nostrorum testatur relatio, verum etiam ipsius matris ecclesiæ basilica, a supradictis regni persecutoribus concremata, certissimis prætendit indiciis. His igitur venerabilis episcopus Gauterius ancxius, considerans suis diebus memorata instanti persecutione et ecclesiam concrematam, et permaxime tanti ac singularis privilegii sive præcepti damnum, universarum utilitatum ipsius ecclesiæ cupidus restaurator, juncto suis precibus inclito ac venerabili Hugone Abbate, tutore nostro ac regni maximo defensore, cum reliquis nostris fidelibus, sapientissime nostram magnitudinem exoravit ut nostræ auctoritatis præceptum super hoc suæ denuo confirmassemus ecclesiæ, atque liberam a nostra parte licentiam eidem concessissemus, antiquam auctoritatem more canonico a Sede Apostolica impetrandi[1]. Petiit quoque memoratus venerabilis episcopus ut de villis, Basilica scilicet et Ulmeto, quas piæ memoriæ avus noster Karolus imperator suæ restituit ecclesiæ, atque de villa Cadonno, quam suetam per deprecationem Hugonis venerabilis Abbatis eidem concessissemus ecclesiæ, cum omnibus appendiciis ad easdem pertinentibus, necnon etiam de omnibus rebus quas præfatus præsul tam in luminaribus quamque etiam in omnium suorum canonicorum usibus, tam scilicet matri ecclesiæ quam reliquis sibi pertinentibus monasteriis actenus per testamentum delegavit, vel deinceps Deo propicio delegaturus canonice est, nostri præcepti confirmassemus auctoritate ; quatinus futuris temporibus in usus

---

[1] Cf. Ch. XXXIX. Le pape Martin II accorda cette confirmation canonique.

et stipendia et utilitatem fratrum suprascriptæ ecclesiæ vel monasteriorum ibidem pertinentium, sicut idem pontifex canonice testamenta disposuit, permanendo consistant. Hujus igitur humillimas petitiones cum consultu fidelium nostrorum curiosius pertractantes omnibus esse gratissimas, primo omnium pro amore Dei et ipsius sacratissimi loci veneratione, qui speciali ac divina benedictione, per manus scilicet Domini apparitionem, noscitur esse consecratum, necnon etiam sæpedicti venerabilis Abbatis petitionibus ac commonitionibus exhortati, fieri quod præmissum est libenter decrevimus. Et ut deinceps hoc nostræ celsitudinis præceptum per succedentia tempora vigeat, relegatur, ametur, manu excellentiæ nostræ subterfirmavimus, et anuli nostri impressione sigillari jussimus.

Datum III idus augusti, anno V regnante Karlomanno gloriosissimo rege, indictione prima. Actum apud Melnacum villam ex Vinnar comitatu, in Dei nomine feliciter. Amen. Amen. Amen.

XXXVII

Pierrefitte, mai 881

Carloman restitue au chapitre de Sainte-Croix les terres du Chautay, de Ourouligny en Berry et de Marzy en Nivernais.

(Copie de Baluze, p. 39.)

(Publ. *Rec. des Hist. des Gaules*, t. IX, p. 419 d'après l'original.)

In nomine sanctæ et individuæ Trinitatis, Karlomannus misericordia Dei rex. Quæcunque regiæ dignitatis culmina efferri desiderat mens, eum præ oculis semper habere debet, cujus gratia prœfertur. Igitur noverit omnium sanctæ Dei Ecclesiæ fidelium, nostrorumque tam præsentium quam futurorum sollercia, quia nos ubique res ecclesiasticas plus

quam omnes vitæ nostræ actus evehere atque augmentari gaudemus. Quapropter placuit celsitudini nostræ cuidam sanctæ matri ecclesiæ Aurelianorum, quæ est in honore sanctæ ac vivificæ Crucis, cui etiam, auctore Deo præesse dinoscitur Gualterius venerabilis præsul, ad ipsius quoque deprecationes [1], restituendo reddere et reddendo restituere quandam villam in integro, nomine Caltesium [2], sitam in pago Biturico, sive etiam Pauliacum in eodem pago continentem, sive et Germiniacum, necnon etiam alteram villam, quæ vocatur Marsiacus, in pago Nivernensi, ad eundem Caltesium [3] pertinentem, cum omnibus ad se pertinentibus vel aspicientibus longe vel prope positis, et familia utriusque sexus. Quæ villæ olim distractæ esse noscuntur ab eadem ecclesia per incuriam et malinorum [4] hominum violentiam. Ob restitutionem tamen, quia Deo inspirante nostris erant temporibus redintegrandæ, nonarum decimarumque vestituram absque ullius detractione aut inquietudine præfata sancta mater ecclesia semper obtineat. Unde hoc celsitudinis nostræ præceptum fieri, atque ob emolumentum mercedis animæ nostræ, ad [5] æternorum remunerationem præmiorum, pro remedio quoque domni et genitoris nostri Ludovici [6] et sanctæ recordationis avi nostri Karoli imperatoris, jamdicto venerabili episcopo atque præfatæ sanctæ matri ecclesiæ reddi jussimus ; per quod memoratas villas, cum omnibus sibi pertinentibus rebus, integerrime prænotatæ sanctæ matri ecclesiæ perhenniter [7] mancipandas delegando reddimus, ac reddendo delegamus ; eo videlicet modo ut idem venerabilis præsul

---

1 *Hist. des Gaules* deprecationem.
2 *Id.* Caltesiam.
3 *Id.* eandem Caltesiam.
4 *Id.* malivolorum.
5 *Id.* et.
6 *Id.* Ludovici.
7 *Id.* perenniter.

fratribus sibi commissæ ecclesiæ, videlicet Sanctæ Crucis, easdem villas in sui victus stipendium propria et libentissima voluntate, ipso hoc nostram celsitudinem deprecante, præsentibus futurisque temporibus absque ullius inquietudine delegare studeat. Præcipientes quoque decernimus et indissolubiliter sancimus ut nemo successorum nostrorum alicujus argumenti machinatione illectus præfatas res, quas modo liberalitatis nostræ munificentia præfatæ ecclesiæ et memorato præsuli suæque ecclesiæ canonicis confirmando unimus, abstrahere ab ejusdem ecclesiæ potestate audeat, vel quolibet occasionis obtentu violare ullo modo præsumat ; sed liceat rectoribus jamdictæ matris ecclesiæ Sanctæ Crucis in usus fratrum easdem res quiete tenere et nemine inquietante perpetualiter possidere. Et ut hæc nostræ confirmationis atque restitutionis auctoritas pleniorem in Dei nomine per subsequentia tempora obtineat vigorem, manu propria subter firmavimus, et anuli nostri impressione jussimus assignari.

Signum Karlomanni gloriosissimi regis.

Actum [1] apud villam Petrafictam, anno III regni Karlomanni gloriosissimi regis, in mense maio, indictione XIIII.

Norbertus notarius ad vicem Vulfardi recognovit et suscripsit.

[1] Toute la date, très erronée dans la copie de Baluze, est corrigée d'après les *Historiens des Gaules*.

XXXVIII

Aix-la-Chapelle, 17 février (13 cal. mars) [826] [1]

Louis et Lothaire confirment le privilège de l'évêque Jonas replaçant un abbé à la tête de Saint-Mesmin-de-Micy.

(Copie de Baluze, p. 40.)

(Pub. d'Achery. *Spicilegium*, t. III (éd. 1723), p. 329.—*Rec. des Hist. des Gaules*, t. VI, p. 544, d'après le cartulaire.)

In nomine Domini Dei et Salvatoris nostri Jesu Christi Ludovicus et Lotharius, divina ordinante providentia imperatores augusti. Cum petitionibus sacerdotum Christi ad divini cultus honorem pertinentibus annuimus, et imperialem consuetudinem adimplemus, et id procul dubio nobis ad æternam remunerationem capessendam profuturum fideliter credimus, notum igitur esse volumus fidelium nostrorum tam præsentium quam futurorum prudentiæ, necnon et successorum nostrorum magnitudini, quia postulavit nobis vir venerabilis Jonas, Aurelianensis ecclesiæ episcopus, ut privilegium, quod ob divinæ servitutis honorem et monasticum ordinem veraciter religioseque servandum circa cellam sancti Maximini, quæ est juris episcopii sui, cum coniventia [2] metropolitani sui Hieremiæ archiepiscopi et canonicorum ecclesiæ, cui Deo largiente ministrat, nuper fecerat vel firmaverat, nostra auctoritate imperiali confirmaremus ; quod privilegium nostris obtutibus exhibuit legendum. Cujus constitutionem, quia juste ac rationalibiliter ob amorem Dei et animarum salutem factam esse perspeximus, æquum dignumque judicavimus ut ejus petitioni assensum præberemus. Quapropter per hanc

---

[1] L'an XIII du règne commence le 29 janvier 826 ; l'indiction III donne l'année 825, mais peut-être fut comptée du 1er septembre 825 au 1er septembre 826. D'Achery admet 826.

[2] *Spic.* convenientia.

nostræ præceptionis auctoritatem jubemus et omnino decernimus ut, sicut ab eodem episcopo per memoratum privilegium erga eandem[1] cellam constitutum est, ita nostris futurisque temporibus a rectoribus memoratæ ecclesiæ modis omnibus observetur, ita duntaxat ut in præfata cella, in qua olim quosdam sanctos viros sub monastico ordine probabiliter vixisse Deoque placuisse evidentia argumenta testantur, quorum etiam interventu idem ordo in eodem loco creditur esse restitutus, memoratæ sedis pontificibus procurantibus, semper regularis ordo religiosissime teneatur ac custodiatur ; et cum abbas ipsius monasterii rebus humanis exemptus fuerit, providente ejusdem sedis pontifice ac piam paternamque sollicitudinem gerente, eo ordine præferatur eis abbas, sicut in eodem continetur privilegio. Res quoque, sive quæ eidem cellæ juste et legaliter pertinent, cum prædiis duobus, Quasellis scilicet et Castaneo villari, sive quæ eidem[2] episcopus postea, de causa episcopii sui, de ratione scilicet alterius cellæ sancti Maximini, ad divinum officium honorificentius peragendum ei superaddidit, in integrum absque ulla sui diminutione, sicut ab eo constitutum est, in usus monachorum cedant. Quod si forte his rebus propter Dei amorem episcopo ipsius sedis quippiam[3] superaddere libuerit, id cum Dei gratia, suffragante sibi pontificali auctoritate, libentissime peragat. Et si forte hoc ei facere et voluntas et facultas denegaverit, de his quæ collatæ sunt nichil aut cupiditate ductus, aut alicujus persuasione succensus quolibet modo auferat ; sed potius monachi ipsius cellæ his et ceteris rebus a Dei timentibus sibi collatis suffragati, liberius devotiusque divinæ potentiæ famulari valeant, et pro nobis, conjuge et prole, et stabilitate imperii a Deo nobis collati, et per immensum

---

1 Spic. eandem.
2 Spic. idem.
3 Spic. quidpiam.

sua gratissima pietate conservandi, necnon et pro rectoribus ecclesiæ, cujus loco et rebus utuntur, jugiter divinam implorent misericordiam. Sed si [1] quispiam prælatorum memoratæ sedis præfatam constitutionem contra hanc nostram præceptionem quodammodo irritam facere ac penitus convellere voluerit, volumus atque decernimus ut res ad noticiam Senonici metropolitæ perferatur : quatinus is, adhibitis suæ dioceseos [2] suffraganeis episcopis, idem negotium diligenti indagine discutiat et corrigat, et ad statum pristinum, salva memoratæ sedis dignitate ac potestate, revocare procuret. Porro si contigerit [3] idem negocium propter aliquam sui difficultatem ab eo minime posse diffiniri [4], volumus ut ejus relatu nostris successorumque nostrorum auribus res innotescat : videlicet ut nostræ auctoritatis sanctione in generali conventu episcoporum hujus constitutionis convulsor corripiatur et corrigatur, ut eorum salubri judicio memorata constitutio pristinum status sui recuperare valeat vigorem. Præsul siquidem memoratæ ecclesiæ summopere provideat ut monachi ipsius cellæ rebus memoratæ matris ecclesiæ donati, ociumque sanctæ quietis per memoratum privilegium et hanc nostram auctoritatem adepti, in his in quibus se Deo devincxerunt, divina adjuvante gratia, inviolabiliter permaneant ; ita videlicet ut nec interius a suo proposito deviare, nec exterius res sibi deputatæ eorum insolentia aut incuria quoquo modo negligi aut subripi possint ; sed ecclesiæ, cujus loco et rebus utuntur, in omnibus fidem et humilem congruentemque subjectionem, sicut decet et oportet, servare meminerint, nec se putent propter nostram auctoritatem a jure et potestate ipsius ecclesiæ substraere [5], aut easdem res qualibet machinatione alienare posse, præser-

---

[1] *Spic.* Si vero.
[2] *Spic.* diœceseos.
[3] *Spic.* contingeret.
[4] *Spic.* definiri.
[5] *Spic.* subtrahere.

tum eorum et loca et res quibus utuntur, juris sit[1] ipsius ecclesiæ, et ab ejus merito pendeat[2] potestate. Quæ ut pleniorem in Dei nomine obtineant vigorem, ut hæc etiam verius certiusque credantur ac melius conserventur, nominis nostri karactere muniri et anuli nostri impressione signari jussimus.

Data XIII kal. martii, anno Christo propitio XIII imperii domni Ludovici piissimi augusti, indictione III. Actum Aquisgrani palatio regio, in Dei nomine feliciter. Amen.

XXXIX

Senlis, novembre 990

Hugues-Capet confirme à l'église de Sainte-Croix ses possessions de toute espèce.

(Copie de Baluze, p. 43.)

(Gall. christ., t. VIII, p. 487. — *Rec. des Hist. des Gaules*, t. X, p. 556.)

In nomine Domini Dei æterni et salvatoris nostri Jesu Christi, Hugo, misericordia Dei rex. Noverit sagacitas omnium fidelium sanctæ Dei ecclesiæ nostrorumque tam præsentium quam futurorum sollertia, quia adiens serenitatem nostram vir venerabilis Arnulfus Aurelianensis ecclesiæ episcopus, quæ in honore sanctæ et vivificæ Crucis dinoscitur esse constructa, in qua etiam manus Domini apparuit, obtulit obtutibus nostris auctoritates prædecessorum nostrorum, regum scilicet et imperatorum, serenissimi videlicet Karoli quondam imperatoris, necnon filii ejus Ludovici et Karlomanni gloriosissimorum regum, quæ pancartæ vocantur ; in quibus con-

---

[1] Spic. sint.
[2] Spic. pendeant.

tinebatur qualiter ei suisque successoribus inibi Domino famulantibus [a] omnes res sanctæ præfatæ ecclesiæ, quas ab antiquo tempore juste et legaliter possidebat, et postea tam a regibus ab aliis sanctæ Dei Ecclesiæ fidelibus adquisivit, perpetualiter ad deserviendum [b] confirmaverunt. Obsecrando itaque humiliter postulavit ut nos, antecessorum nostrorum morem sequentes, easdem res præfætæ ecclesiæ simili nostræ auctoritatis confirmaremus exemplo atque præcepto. Hujus igitur venerabilis episcopi benignam petitionem cum consultu fidelium nostrorum ratam considerantes, id agere decrevimus. Res autem, quas ab antiquis temporibus seu modernis ipsa tenebat ac modo retinet ecclesia, hæ sunt : monasterium sancti Evurtii, monasterium sancti Lifardi, cum rebus quæ sunt in Pontivo, hoc est villa Rais super fluvium Alevegia, Frovenas [c] super fluvium Canaa [d], Angraonæ vicum, similiter Ceresium, qui [dd] est in pago Caltivo, una cum omni merito vel appendiciis eorum, et res quæ sunt in Nocduno et circa Nocdunum ; in pago Turonico, villa [e] Dedera super fluvium qui dicitur Karus, cum omnibus ad se pertinentibus ; item in pago Matisconensi Vitaliacum, et Cirrati [f] in pago Vapincensi, quæ sunt in Burgundia vel in Provincia, cum mansis et omnibus ad se pertinentibus ; item in pago Biturico, in vicaria Carbriacensi, in villa Brustogilo mansum I cum terris, pratis, silvis, et adjacentiis omnibus ; in pago Pinciacense, Nielfa, Crispiacas, Olfarciacas, Pompennacas, Amavia et Villare, cum omnibus rebus et appendiciis ad idem monasterium pertinentibus. Idem [g] monasterium sancti Maximini monachorum ; item capellam S. Maximini juxta murum, monasterium sancti Petri virorum ; item sancti Petri puellarum, sanctæ Crucis Gargogilensis, sancti Aviti ; cella sancti Privati, cum capella sancti Martini quæ est super Ligeritum, sancti Petri Tauriacensis, sancti Saturnini,

---

XXXIX. — Variantes de la charte de Robert (XL) : — *a*. militantibus. — *b*. serviendum. — *c*. Froventis. — *d*. Quantia. — *dd*. quæ.— *e*. villam. — *f*. Cirreti. — *g*. *deest*.

sanctæ Mariæ Draviacensis, item sanctæ Mariæ fabricatæ, sancti Johannis, sancti Marcelli, sancti Martini prope murum, item sancti Martini Crevennensis, sancti Laurentii,[h] sancti Gervasii, Puteus sancti Sigismundi[i], sancti Vincentii, sancti Sergii, Buceum monasterium, Bellumcampum, Altumvillare, curtem Flaveciam, Sereonas, Marogilum, item Marogilum, sancti Petri Magdunensis, Foriscimiacum[j], cum rebus omnibus ad prædicta monasteria vel cellas pertinentibus. Sunt etiam hæ villæ: Selmiacus, Curtim, Pedverius, Bullus, Maciacus, Rufiacus, Ponciacus. In pago Nannetico Cennonus[k], Castellanus, Veteres[l] mansiones, Novavilla, Liminiacus, Buxiacus, Nemaus[m], Cacionus, ad idem monasterium pertinens, Cambonus, Gaverdonnus, Ingrannæ[n], cum omnibus appendiciis suis. Item Capsiacus, Ceresiacus. In pago Blesensi Curtim cum ecclesia in honore sancti Vincentii et mansibus XXX. Itemque villas in pago Aurelianensi, Blesensi et Bituricensi, Curtem Maximanam, Novum vicum, Montem Burgolenum, Anogilum, Caleiacum, Vultomnum, Ganiras, Nocetum, Aubiacum, Lamaxum, Magarias, Bunnione[o], Magesson[p], Montem Frotboldi, Muciacum[q], ad Sanciacum mansum I, ad[r] Banolos mansum I de illo lumine, Varennas, ex abbatia sancti Johannis et alodus quam[s] Karolus imperator serenissimus Teodrado[t] dedit, et idem Teodradus memoratæ ecclesiæ delegavit. Sunt autem ipsæ res infra muros civitatem Aurelianæ, et extra areas X. Et in ipso pago ad Capersam[u] arpennos CLXVI, et in Embleni villa, et in Macerias, quantumcumque sui juris erat. In curte Leonis mansos II, vineas, terras, ex utraque parte et silva. In Adriliaco, mansos XII. Curciacum, cum ecclesia, silva et appendiciis. In pago etiam Stampensi vel Aurelianensi, inter Undoni villa et

XXXIX. — h. [illegible] — i. [illegible] — j. Prisc. — k. Cennonus. — l. Vetus. — m. Nemaus. — n. Ingranna. — o. Bunnione. — p. *Hist. des Gaules*, Magessum. — q. *Id.* Muciacum. — r. Ad Saunacum, mansum I. — s. quem. — t. Theodrado. — u. Celperam.

Basoni villa atque Erbodi[v] villa, mansos VIII, et in circuitu terras arabiles. Et in pago Dunensi Inteot Marivilla[x] mansum I. In pago Senonico, in villa Fraxino, mansos XV. In vicaria Ornatrensi, in loco qui dicitur Puteolus, ecclesiam I cum omni dote ad eam pertinente, et III arpennos de prato, et medietatem terrii[y] quod dedit Archemarus ecclesiæ Sanctæ Crucis, et res cum mancipiis quas Deotimius et Agius, venerabiles episcopi, et alii Dei fideles eidem contulerunt ecclesiæ. Res etiam quas Karolus quondam augustus præscriptæ reddidit ecclesiæ quarum hæc sunt nomina : Basilicas, Ulmetus, Perpetiacus, Gavenoilus, Lalliacus, Cadonnus cum villis ad se pertinentibus, cum aliis Vienna, Limogilo, Buxerola, Silviniaco, cum rebus et mancipiis ad easdem pertinentibus, necnon et villa Dendela, quam Ludovicus junior quondam per præceptum reddidit. Res præterea quas Karolomannus huic reddidit ecclesiæ hæ sunt. In pago Biturico Caltesium[a] sive Pauliacus, Rofiacus et Germiniacus, Burbra[b] et Puteolus. In pago Neversi Marsiacus. Sunt præterea quædam res in pago Aurelianensi, diversis in locis positæ, quas Rotbertus rex præfatæ reddidit ecclesiæ, hoc est : in villa quæ vocatur Clepiacus mansos V, et in villa Triganou pertinentem[d] ad eamdem[e] villam Clepiacum, capellam I, mansum I, uncias V, et in prædicto Clepiaco unc[ias] III. In Mardiaco, ecclesia[f] I. In Arunto, unc[iam] I ; in Buciaco, quartas II. In Barberoni villa quartam I. In brolio Monbleni, quartam I. In Canolico[g], unc[iam] I. In Domiciaco quartam I. In Abel mansos V absos. In Sigilariis, mansum I absum. In Gaugiaco dimidiam ecclesiam super fluvium Bonoiæ. In Bocas mansiones, mansum I ; in Lauriaco, ecclesiam I, mansos VI ; in Sutriniaco[h], mansum I cum ecclesia, et inter Ligerum et Ligeritum per deprecationem Lamberti[i],

---

XXXIX. — *v*. Herbodi. — *x*. In Teotmari villa. — *y*. territorii. — *a*. Caltesius. — *b*. Burbret. — *d*. pertinente. — *e*. eandem. — *f*. ecclesiam. — *g*. Canolio. — *h*. Sustriniaco. — *i*. Lacberti.

mansum I. Dedit præterea quidam vir nobilis, nomine Vivianus, prælatæ ecclesiæ moderno tempore in ipso pago alodum per diversa loca positum, hoc est in Burduno, cum brolio et terra arabili, et in alio loco qui dicitur mansus Meraldi, cum terra arabili, et[j] casualibus. Item quædam venerabilis matrona, nomine Githerga[k], alodum in eodem pago, villam quæ vocatur Gavasia[1] cum terra arabili et brolio, et in alio loco, in villa quæ vocatur Siriacus[l], terram arabilem, cum pratis et silva glandifera. Item in pago Carnotensi, quartam partem de villa quæ vocatur Judeis. Dedit itaque quidam nomine Walterius, quondam Hebraeus, postea vero christianus, clausum prope murum Aurelianis civitatis fratribus Sanctæ Crucis habendum, magno precio emptum a monachis sancti Benedicti. Item quædam matrona[m], in eodem pago, alodum in villa quæ dicitur Savigniacus, cum vineis et terris arabilibus. Res præterea quas Pipinus rex matri ecclesiæ Sanctæ Crucis per præceptum reddidit, vel cellulis ad eandem ecclesiam pertinentibus, hoc est, villa Nansionis[n], et quicquid ad illam aspicit, et villa[o] Vetus curtis, et villam Apuarias. Res etiam quæ vocantur Crucialis, in integrum, et res sancti Maximini quæ vocantur Vannas, cum integritate. Villam Gaudiacum, cum ecclesia et appendiciis. Villam Dranciacum, cum integritate. Mansum in loco qui dicitur Curtis genialis. Vicum erunum[p], cum omni integritate. Villam Pabuli, cum omnibus ad se pertinentibus. Hospitale pauperum sancti Germani, cum integritate. Linerolas, et Marcomaniam, et quicquid ad illas pertinet. Villam Aganæ, et Petram fixam, vil-

---

XXXIX. — *j.* cum. — *k.* Girberga. — *l.* Suriacus. — *m.* deest. — *n.* Mansionis. — *o.* villam. — *p.* Erveum.

---

[1] Corr. Gevasia.

lam Emeri, cum rebus ad easdem villas pertinentibus. Beneficium etiam quoddam Gaufredi comitis, quod jamdudum ecclesiæ Sanctæ Crucis et Arnulfo præsuli eodem Gauffredo consentiente per scriptum, ubicumque locorum situm sit, quod per manus nostras actenus videbatur habere in beneficium, nunc autem regali præcepto habendum auctorizo in perpetuum. Leodiæ quoque silvæ venationem, sicut antecessores ejus visi sunt habuisse, eidem sanctæ matri ecclesiæ habere concedo, ejusque venabula per eam sine dilatione currere cunctis diebus auctorizo. Monasteria igitur memorata, et cellas, villasque, cum alodis memoratis, et cum omnibus rebus et mancipiis ad se pertinentibus, quæ jure et legaliter modo præscriptus rector ecclesiæ absque aliqua inquietudite possidet ac disponit [q], nostra regali potestate per hoc altitudinis præceptum eidem denuo confirmamus ecclesiæ. Siquidem statuendo de nonis et decimis, ut res [r] de comitatu exsolvantur, sicut in capitularibus et præceptis regum insertum est. Obtulit interea jamdictus præsul venerabilis obtutibus nostris auctoritates immunitatis, in quibus insertum erat quod antecessores nostri, imperatores videlicet et reges Francorum, ecclesiam Sanctæ Crucis cum omnibus rebus ad eam pertinentibus sub suo munimine et defensione stare fecissent. Unde et nos eorum morem sequentes, et venerandi præsulis peticionibus acquiescentes [s], hoc nostræ immunitatis præceptum pro divino amore et nostræ remedio animæ ad ipsam Sanctam Sedem fieri decrevimus; per quod regali auctoritate præcipimus ut nullus vicecomes, neque alius [t] publicus judex, aut aliquis ex judiciaria potestate, in ecclesias, loca vel agros, seu reliquas possessiones quas ab antiquis temporibus vel modernis infra ditionem [u] regni nostri in quibuslibet pagis vel terri-

---

XXXIX. — *q. absunt.* — *r.* ita. — *s.* adquiescentes. — *t.* aliquis. — *u.* dictionem.

terras juste et legaliter memorata tenet ecclesia, nec in eas res quæ deinceps a chatolicis eidem conlatæ fuerint, ad causas audiendas, vel freda requirenda, aut tributum vel bannum exigendum, aut mansiones in prædictis monasteriis seu villis accipiendas, aut in mansionibus infra civitatem super terram ipsius positis, aut paratas faciendas, aut fidejussores tollendos, aut homines ipsius ecclesiæ tam ingenuos quam colonos super ipsius terram commanentes distringendos, seu alias redibitiones aut inlicitas occasiones quærendas, nostris et futuris temporibus contra voluntatem pontificis ipsius ecclesiæ ingredi audeat. Sed liceat præfato præsuli suisque successoribus res prædictæ ecclesiæ, cum rebus ad eam pertinentibus, una cum telonei medietate, et porta Parisiaca, necnon et posterula [w] juxta domum ipsius posita, sicut in præceptis antecessorum nostrorum tam imperatorum quam regum [x] Francorum continetur, sub tuitionis nostræ atque immunitatis defensione consistere. Illud quoque juxta morem prædecessorum nostrorum nostro præcepto interseri placuit, ut si aliquis per tot annorum curricula, id est a tempore Magni Karoli usque ad hoc tempus, ex rebus et mancipiis jamdictæ ecclesiæ, quolibet malo ingenio vel persecutione aliqua imminente, seu tarditate aut negligentia interveniente, invadendo aut subtrahendo aliquid abstulit, vel si quilibet ex prædictæ ecclesiæ mancipiis qualibet voluntate perversa a servitio ipsius se occultavit vel subtraxit, et hoc prælatus ecclesiæ adprobare advocatis accersitis vel testibus ydoneis potuerit, ita per hoc nostræ altitudinis præceptum absque aliqua dilatione adprobet, ut integrum [y] quæ sua fuerint ipsa recipiat ecclesia sine alicujus contradictione aut intermissione potestatis. Attulit etiam nobis præfatus pontifex privilegium Sanctæ Romanæ Ecclesiæ, a domno Marino papa orthodoxo factum et confirmatum, et præceptum

XXXIX. — w. posterula. — x. tam r. q. imp. — y. in integrum.

gloriosissini regis Karlomanni, in quibus continebantur ecclesiæ Aurelianensis privilegia sive præcepta in eligendis sibi pontificibus auctoritate apostolica et antecessorum nostrorum confirmationibus habuisse firmata. His itaque fultus auctoritatibus, nostram magnitudinem exoravit ut nostræ auctoritatis præceptum super hoc denuo conscriptæ reconfirmassemus ecclesiæ. Cujus humillimas peticiones rectas per omnia perspicientes, primo omnium pro Dei amore et Sanctæ Romanæ Ecclesiæ veneratione et ipsius sacratissimi loci reverentia, qui speciali benedictione, per manus scilicet Domini apparitionem, consecratus esse dinoscitur, fieri libenter decrevimus. Concedimus præterea hujus sanctæ matris ecclesiæ omniumque monasteriorum sibi pertinentium canonicis et præcepto nostræ auctoritatis roboramus, ut quicquid [z], clerici præfatorum locorum tempore vitæ suæ domos aut ædificia ædificata vel ædificanda promeruerint [a], cuicumque delegerint ex clero, habeant donandi libertatem, sive venundandi potestatem, sine aliqua prohibitione, et infra claustra præfatorum locorum nullus de exercitu aut potestas aliqua episcoporum, abbatum, comitum, seu reliquorum procerum mansionaticum agere præsumat ; sed servi Domini inibi commanentes, antiqua libertate potiti, militiam Domini absque ulla inquietudine valeant explere securi. Et ut hoc [b] per omnia tempora inviolabiliter conservetur veriusque credatur, manu propria subterfirmavimus, et anuli nostri impressione assignari jussimus. Datum Silvanectis palatio, mense novembri, indictione quarta, anno quarto regnante Hugone [c] rege. Rainoldus episcopus et prothocancellarius scripsit [d].

XXXIX. — *z*. quicumque. — *a*. promeruerit. — *b*. hæc. — *c*. Rotbe to. — *d*. subscripsit.

XI.

Senlis, novembre 991

Robert, roi associé, confirme les possessions de Sainte-Croix et l'immunité.

(Copie de Baluze, p. 51. — Bib. nat. ms. lat. 12739, p. 285.)

(Pub. *Rec. des Historiens des Gaules*, t. X, p. 573, d'après Estiennot.)

In nomine Domini Dei æterni et salvatoris nostri Jesu Christi. Rotbertus misericordia Dei rex. Noverit sagacitas seu utilitas omnium fidelium sanctæ Dei ecclesiæ etc., *ut supra in literis Hugonis regis, mutatis quæ illic adnotata sunt, usque ad hæc verba* : villam Emeri, cum rebus ad easdem villas pertinentibus. Venationem quoque silvæ Leodigae, quam per quandam convenientiam subripuerunt, reddo, et sicut antecessores ejus tenuerunt, eam eidem ecclesiæ tenendam in perpetuum habendamque cunctis diebus confirmo. Beneficium etiam quoddam Gausfredi comitis, quod jamdudum ecclesiæ Sanctæ Crucis et Arnulfo præsuli, eodem Gausfredo consentiente per scriptum, reddidi, ubicunque locorum situm sit, quod per manus nostras actenus videbatur habere in beneficium, nunc autem regali præcepto habendum auctorizo in perpetuum. Memorata igitur monasteria etc... *ut supra*...

Datum Sylvanectis palatio, mense novembri, indictione V, anno IIII° regnante Rotberto rege.

Signum (*Monogramme*) Rotberti gloriosissimi regis.

Raynoldus episcopus et prothocancellarius subscripsit.

XLI

Lorris, (av. 3 août[1]) 1130

Louis VI confirme l'affranchissement de tout cens ou coutume accordé par l'évêque d'Orléans à Pierre, chapelain et ami du roi, pour sa maison, qui fait partie du cloître, et l'autorise à construire sur le mur de ville.

(Copie de Baluze, p. 51. — Copie. Bib. Nat. coll. Moreau, p. 84 : 107, d'après le cartulaire, sans f°, sous la fausse date de 1180.)

In nomine sanctæ et individuæ Trinitatis. Ego Ludovicus, Dei gratia rex Francorum. Omnibus tam futuris quam præsentibus notum fieri volumus quia Petrus, capellanus noster et amicus, præsentiam nostram adiit, postulans ut quandam domum suam, quam ipse habebat ante ecclesiam Sanctæ Crucis, muro civitatis inhærentem, quam venerabilis Johannes, Aurelianensis episcopus, communi assensu capituli Sanctæ Crucis, ab omni censu et consuetudine liberaverat, [2] Dei et nostri gratia liberam esse concederemus. Cujus petitioni satisfacientes, annuente Philippo, filio nostro jam in regem coronato, domum illam tam ipsi quam ceteris omnibus qui post ipsum eam sunt habituri, ab omni censu et consuetudine liberam et quietam et domum claustri esse in perpetuum concessimus. Insuper etiam in muro civitatis, cui domus illa contigua erat, faciendi quicquid vellet, aut quod sibi aut domui necessarium videretur, eidem potestatem atque licentiam donavimus, et omnibus illis, qui post ipsum eam sunt habituri. Hoc autem ne oblivione posset deleri aut a posteris infirmari, scripto commendavimus, et sigilli nostri

---

[1] Le 3 août 1130 commença la 23e année du règne.
[2] C'est la charte I du présent cartulaire.

auctoritate nominisque karactere firmavimus. Astantibus in palatio nostro quorum nomina subscripta sunt et signa : S. Philippi junioris regis. S. Ludovici buticularii. S. Hugonis constabularii. S. Manasse camerarii. Actum Lorriaci, anno incarnati verbi M C XXX, regni vero nostri XXII. Data per manum Symonis cancellarii.

XLII

Paris, (av. le 3 août) 1127

Louis VI confirme la concession faite par l'évêque d'Orléans d'une place dite *Tanuz* aux chanoines de Sainte-Croix, et l'autorisation qu'il leur a donnée de percer une porte dans le mur de ville et d'y faire les réparations nécessaires.

(Orig. Arch. du Loiret G (fonds de Ste-Croix). — Copie de Baluze, p. 52.)

In nomine sanctæ et individuæ Trinitatis. Ego Ludovicus, Dei gratia Francorum rex. Notum fieri volumus cunctis fidelibus tam futuris quam et instantibus quod canonici Sanctæ Crucis Aurelianensis in curia episcopali quandam habentes aream, cum domibus orientali muro civitatis adherentibus et ad jus eorumdem canonicorum communiter pertinentibus, in loco qui vulgo dicitur Tanuz, adierunt praesentiam fidelis nostri Johannis, Aurelianensis episcopi, humiliter deprecantes ut quandam particulam curiæ suæ ad episcopatum pertinentem, quæ sita est inter supradictas domos et septentrionem juxta murum civitatis in angulo, habens in longitudine pedes manuales LX^ta^ et XV^im^ et in latitudine totidem, in perpetuum eis concederet. Et cum ipsæ domus prædictæ per eamdem curiam episcopalem consuetudinarium introitum vel exitum habeant, deprecati sunt etiam eumdem episcopum ut licentiam faciendi in muro posterulam ducentem ad orientem, ad egrediendum vel ingrediendum, et insuper de ipso muro, sive in

figendis trabibus, sive in superædificandis parietibus, sive in aliis hujusmodi quæcumque ad ædificationem ipsarum domorum necessaria essent, quantum ad episcopatum pertinebat eis concederet, quod ita fecit. Nos autem suprascriptam prædicti fidelis nostri Aurelianensis episcopi concessionem et volumus et approbamus, et majestatis nostræ auctoritate in perpetuum confirmamus. Quod ne valeat oblivione deleri, scripto commendavimus ; et ne possit a posteris infirmari, sigilli nostri auctoritate et nominis nostri karactere subterfirmavimus. Actum Parisius publice, anno incarnati Verbi M C XXVII, regni nostri XVIII. Astantibus in palatio nostro quorum nomina subtitulata sunt et signa : Signum Stephani dapiferi. Sign. Gisleberti buticularii. Signum Hugonis constabularii. Sign. Alperici chamerarii. Data per manum Stephani cancellarii.

XLIII

Orléans, 2 (6 des nones) octobre 1057

Henri I, à la requête de l'évêque d'Orléans, abolit les droits d'entrée sur le vin et interdit la fermeture des portes de la ville pendant tout le temps des vendanges.

(Copie de Baluze, p. 53.)

(Pub. d'Achery. *Spicilegium*, t. III, p. 401.)

In Christi nomine. Ego Hainricus, gratia Dei Francorum rex. Notum volo fieri cunctis fidelibus sanctæ Dei Ecclesiæ tam præsentibus quam futuris qualiter Isembardus, Aurelianensis episcopus, cum clero et populo sibi commisso nostram serenitatem adiit, conquestionem faciens super quadam injusta consuetudine quæ videbatur esse in ea urbe, videlicet de custodia portarum, quæ custodiebantur et claudebantur civibus tempore vindemiæ, et de impia exactione vini

quas faciebant ibi ministri nostri ; obnixe et humiliter deprecans ut illam iniquam et injustam consuetudinem sanctæ Dei ecclesiæ et illi clero et populo, pro amore Dei et pro remedio animæ nostræ et parentum nostrorum, in perpetuum perdonarem. Cujus petitioni benigne annuens, perdonavi Deo, sibi, et clero, et populo supradictam consuetudinem et exactionem perpetualiter ; ita ut nulli amplius ibi custodes habeantur, nec portæ, sicut solitum erat, illo tempore toto claudantur, nec vinum cuilibet tollatur nec exigatur ; sed omnibus sit liber ingressus et egressus, et unicuique res sua jure civili et æquitate servetur. Hæc autem perdonatio ut firma et stabilis in perpetuum permaneret, hoc testamentum nostræ auctoritatis inde fieri voluimus, subterque sigillo et anulo nostro firmavimus. S. Ysembardi, Aurelianensis episcopi. S. Henrici regis. S. Gervasii, Remensis archiepiscopi. S. Hugonis Bardulfi. S. Hugonis buticularii. S. Haenrici de Ferrariis. S. Malberti præpositi. S. Hervei viarii. S. Herberti subviarii. S. Gisleberti pincernæ. S. Jordanis cellarii. Balduinus cancellarius subscripsit. Datum Aurelianis publice, VI nonas octobris, anno ab incarnatione Domini MLVII, Henrici vero regis XXVII.

XLIIII

Orléans, (av. le 3 août) 1112

Louis VI reconnaît au chapitre le droit d'obliage qu'il lui avait dénié et permet de construire les maisons appuyées sur le mur de ville, à condition de ne percer aucune porte dans ce mur.

(Orig. Arch. du Loiret G. 268. — Copie de Baluze, p. 54. — Bib. Nat. Moreau t. 46. 139.)

(Publ. *Musée des Archives Départementales*, p. 63, d'après l'original.)

In Dei nomine. Ego Lodovicus Dei gratia Francorum rex. Constat apud omnes quos veritatis intellectus illustrat, quia

regni gubernacula ad hoc regibus commissa sunt, ut primum bene se regant, deinde legalium ac regalium mandatorum contemptores ultore gladio potenti virtute percuciant, ut quod pontificalis auctoritas verbi gratia non prevalet, hoc regia potestas corrigendo subministret. Postmodum autem eorumdem multimoda pietate regum orthodoxe[1] religionis cultores benigniter consolandi sunt, et a seculari exactione penitus liberandi, ut ad orationum instanciam, pro pace et stabilitate imperii christiani devoti reddantur, et ab adversariorum tirannide quieti permanentes et securi Domino Deo cum gaudio perpetuo famulentur.

Quibus divinorum testimoniis decretorum ego Ludovicus, Dei gratia Francorum rex, aliquantulum eruditus, immo de beneficiis ecclesiarum nobis ad tuendum commissis minus quam deceret metuens, dignum et utile ducimus ut universis sancte matris ecclesie cultoribus tam posteris quam et instantibus cyrographi memoria recensemus, quia tocius querele calumpniam, quam adversus canonicos sancte Crucis in dismembratione decanie ejusdem ecclesie licet inmerito calumpniabamur, perpetualiter quietam dimisimus, et, quemadmodum in precepto patris nostri donni Philippi regis ex oblatis eorum scriptum habetur, ita easdem oblatas prefatis canonicis modis omnibus possidendas concessimus et habendas.

Preterea universis in regno nostro successoribus et heredibus nostris notum fieri volumus ac certum haberi quia domorum edificationem, quam super muros civitatis nostre Aurelianensis absque assensu nostro fieri calumpniabamur, dicentes non licere, interventu et oratione quorumdam fidelium nostrorum, immo canonicorum peticione, in universis domibus infra claustrum sancte Crucis compositis atque in posterum componendis, tam laicis quam clericis, et ligno et lapide, deinceps edificare, prout unicuique placuerit, preter poster-

---

[1] *e* final cédillé dans tout l'acte.

ram et hostium, modis omnibus concedimus ; et ne irritum ulterius fieri valeat, vel cujuslibet usurpatoris invidia infirmari nostri nominis karauctere (sic) et sigillo signari precepimus et firmari. Presentibus de palatio nostro quorum nomina subtitulata sunt et signa.

S. Anselli tunc temporis dapiferi nostri. S. Hugonis de Calvo monte constabularii nostri. S. Widonis Silvanectensis buticularii nostri. S. Widonis Walerannidis camerarii nostri.

Actum Aurelianis publice, anno incarnati Verbi M C XII°, anno vero consecracionis nostre IIII°.

(*Monogramme*) (*Chrismon*).

Stephanus cancellarius relegendo subscripsit.

XLV

Orleans, avril 1114

Louis VI reconnait au chapitre la propriété d'une famille de serfs, pour le repos de l'âme de Philippe I, son père, et de la sienne.

(Copie de Baluze, p. 55.)

(Pub. Luchaire, *Louis VI*, p. 334.)

In nomine sancte et individue Trinitatis. Ego Ludovicus, Dei gratia Francorum rex. Notum fieri volo tam presentium quam futurorum prudentie quia adierunt celsitudinem nostram quidam homines nostri, in aurem nobis mitentes quatinus quosdam homines in terra sancte Crucis manentes, et quos canonici in suos servos tenebant, ut nostros servos clamaremus et requireremus, quod ita et fecimus ; approbare scilicet volentes quemdam, Seguinum nomine, et alium nomine Giraldum in servos nostros, unum quia de ancilla nostra, alium quia

de servo nostro natus fuisset. Quod cum, prout competens et necessarium esset, probari non posset, quicquid in eis clamabamus totum ecclesie sanctæ Crucis, pro anima patris nostri bone memorie Philippi regis antecessorumque nostrorum, pro nostra etiam anima, donavimus, quietum et liberum clamavimus, concedentes eos jure perpetuo sancte Crucis servos, omnesque qui ex eis nati sunt sive nascentur, filios sive filias. Eorum autem qui jam nati erant hec sunt nomina : filii Giraldi, Olricus et Raimbaudus ; filie ejus Hermengardis et Maria. Partiti etiam sumus et filios et filias Landrici fabri ad nostram partem, uxorem Rainaudi et Ducardum fratrem suum accipientes, sororem autem aliam, Aremburgim nomine et alium fratrem, Hubertum scilicet Groslinum, sancte Cruci dimittentes. Quod ut inviolatum permaneat, sygillo corroborari nostro precepimus. Fuerunt ex nostra parte : Anselmus dapifer, Arluinus, Bartholomeus, Ingelbaudus, Hugo griarius, Paganus filius Garini, Paganus frater episcopi, Gaudinus, Godefridus prepositus, Radulfus de Puncto, Gumbertus de Artenaio, Grimaldus homo dapiferi, Petrus filius Danielis. Ex canonicorum parte : Stephanus decanus et regis cancellarius, Seguinus cantor, Vulgrinus archidiaconus, Fulcherius archipresbyter, Philippus sancti Aniani subdecanus, Jacobus frater ejus, Paganus de Vitriaco, Drogo, Petrus archipresbyter. Laici : Arrianus, Jordanus, Raimbaudus, Alcherus, Hugo de Scalis, Josfridus de Talpinosi, Rotbertus de Prevencheria, Durandus de Moresi[1]. Actum mense aprili Aurelianis publice, in capitulo sancte Crucis, regnante Ludovico rege anno VI.

---

[1] Luchaire lit *Moreto*.

XLVI

Orléans, [av. le 3 août] 1116

Louis VI règle avec le chapitre de Sainte-Croix plusieurs questions relatives aux serfs.

(Copie de Baluze, p. 57.)

(Pub. *Bulletin de la Soc. Arch. et Hist. de l'Orléanais*, t. VIII, p. 82.)

In nomine sanctæ et individuæ Trinitatis. Ludovicus, Dei gratia Francorum rex. Notum esse volumus tam præsentium quam futurorum sanctæ Dei Ecclesiæ curam gerentium sollerciæ, homines sive clientes nostros nobis in aurem misisse ut Petrum, sanctæ Crucis majorem, in nostrum servum proprium clamaremus, ea scilicet ratione quod mater ejus ex eo genere sive familia nostrorum servorum erat, qui inter duas aquas, Evantiam scilicet et Bionam, habitant ; ubi consuetudo usque ad nostra tempora extiterat, cum regibus in servis sive ancillis neminem posse partiri. Quorum verbis adquiescentes, ut ipsi nobis intimaverant, eum in nostrum servum clamavimus. Unde ecclesiæ Sanctæ Crucis canonicis mirantibus, immo perturbatis, quia pater ipsius ecclesiæ jamdictæ servus extiterat, adierunt serenitatem nostram Johannes, Aurelianensis ecclesiæ episcopus, et cum eo Stephanus, ejusdem ecclesiæ decanus, adhibitis secum prædictæ ecclesiæ venerabilibus canonicorum personis, orantes et supplicantes quatinus eorum ecclesiæ misereremur, neque res suas, quas antecessores nostri reges pro animarum suarum remedio ampliaverant, minueremus aut inquietaremus. Quorum racionabilibus et modestis precibus flexi, ad consilium et concessionem uxoris nostræ, Adelaidis scilicet reginæ, baronum etiam nostrorum, pro peccatorum nostrorum remissione, pro antecessorum quoque nostrorum animabus, totam calumpniam sive rectitudinem

prædictam, quam super Petrum majorem ponebamus, Sanctæ Crucis canonicis quietam clamavimus, et quod Petrus et ejus uxor et omnes eorum heredes servi Sanctæ Crucis essent concessimus ; hoc insuper addentes, quod si prædictus Petrus sine herede masculo moreretur, canonici prædicti fratrem ipsius Johannis, qui cognominatur Paganus, et omnes quos habebit heredes habeant. Et ne ultra super hujusmodi inter nos et ipsos lis sive controversia oriretur, hoc in perpetuum eis concessimus, ut in toto regno nostro, sive servi eorum, sive ancillæ nostris servis vel ancillis maritali jure conjuncti fuerint, nos cum eis et ipsi nobiscum, nullo loco penitus excepto, omnes qui ex eis processerint heredes partiantur. Quod ut inviolabile futuris temporibus maneat, sigilli nostri impressione corroborari præcepimus. Astantibus in palatio nostro quorum nomina subtitulata sunt et signa. S. Anselmi dapiferi. S. Hugonis constabularii, S. Gisleberti buticularii. S. Widonis camerarii. Actum publice Aurelianis in palatio nostro, anno incarnati verbi M C XVI, regni autem nostri VIII, Adelaidis autem reginæ II.

Datum per manum Stephani cancellarii.

XLVII

Orléans, [1089]

Philippe I accorde au chapitre de Sainte-Croix les droits de voirie, tôte et justice qu'il possédait sur les quatre arpents de vigne de Saint-Martin (Olivet).

(Copie de Baluze, p. 58.)

In nomine Domini. Philippus, Dei gratia Francorum rex. Notum fieri volumus fidelibus nostris quod Johannes, ecclesiæ sanctæ Aurelianensis episcopus, et Gosfridus ejusdem archi-

diaconus et subdecanus, cum ceteris canonicis, adiere serenitatem nostram, deprecantes ut eis viariam nostram, quæ in vineis eorum videlicet quatuor aripennis plus minusve fuerat apud Domnum Martinum, et omnem justiciam nostram, et toltam concederemus. Terminatur autem ex una parte atrio ecclesiæ, altera fluvio Ligeris, tertia via publica, quarta terra sancti Victoris. Intra has determinationes in præfatis vineis et terra eis viariam et omnem justiciam nostram et rectitudinem et toltam, quam ibi habebamus, pro Deo annuimus et concessimus, et ad faciendum inde quicquid disposuerint et voluerint licentiam donando concessimus, concedendo donavimus. Et ut hæc concessio et donatio nostra firma et inconcussa permaneat memoriale istud inde fieri et nostri nominis karactere et sygillo signari et corroborari præcepimus. Actum Aurelianis, anno incarnati verbi M..., anno regni nostri XXVIIII. Lancelino buticulario nostro, Gualone constabulario, dapifero Manasse.

Gislebertus cancellarius ad vicem Goisfridi archicancellarii, Parisiorum episcopi, relegendo subscripsi.

XLVIII

Orléans, 3 mai (5 des nones) 1044

Henri Ier abandonne à Sainte-Croix ses droits et ceux de ses chevaliers sur la villa de Fontaines-en-Étampois.

(Copie de Baluze, p. 59. — Bib. Nat. coll. Moreau t. 23 : 168, copie d'après le cartulaire, fo 203.)

Si loca sanctorum, in quibus eorum memorias agimus ac cineres custodimus, cultu piæ devotionis atque religionis officio ad melioris apicem status provehere curemus, omni dubietate seclusa credimus eosdem patrocinatores nobis haberi in cælis, ob quorum honorem hæc agere studemus in

terris ; et quanquam nichil illis præmii conferatur a nobis, nobis tamen merces religionis aucmentando adquiritur ; ac non solum futuræ repensionis denario nosmet ditari confidimus, sed et præsentis vitæ curriculo ab imminentibus anxietatem periculis, eisdem intervenientibus, multociens liberari. Quapropter minime dubitandum est æternis nos suppliciis affligendos, si aliorum vota tam temerarie applicamus usibus nostris, et non eisdem locis quibus attributa sunt remanere permittimus. Unde cujusdam viri sapientis ammonemur documentis, quibus ait : *Ante mortem præpara tibi justitiam, quoniam non est invenire epulas apud inferos.* Horum igitur et aliorum incitamentis oraculorum instructus, ego Heinricus, gratia Dei Francorum rex, notum fieri volo omnibus fidelibus nostris tam præsentibus quam etiam futuris quia omnes redibitiones et consuetudines, justas et injustas, quæ michi meisque militibus competebant, qui eas ex nostra manu tenere videbantur, in beneficio de terra Sanctæ Crucis quæ sita est in pago Stampensi, villa scilicet quæ Fontanis vocatur cum omnibus appendiciis suis et ad eam prospicientibus, ob remedium animæ meæ totas ad integrum eidem loco dimittimus, et dimissas perpetualiter habendas concedimus, eo siquidem tenore ut nullus eas deinceps, sive episcopus, seu decanus, aut præpositus invadere sibi præsumat. Et ut hæc nostræ constitutionis auctoritas pleniorem in Dei nomine obtineat per supervenientia tempora vigorem, sigilli nostri impressione adnotari jussimus.

S. Heinrici regis. S. Arnulfi Turonensis archiepiscopi. S. Gervasii Cenomannensis episcopi. S. Hugonis abbatis Sancti Benedicti Floriacensis. S. Landrici militis. S. Burcardi militis. S. Evrardi militis. S. Alberti militis. S. Hugonis militis, cujus beneficium antea fuit.

Datum Aurelianis publice, quinto nonas maii, anno ab incarnatione Domini MXLIIII, regis Henrici XIII.

Balduinus cancellarius subscripsit.

XLIX

Orléans, [après le 3 août] 1113

Louis VI abolit les droits de gîte et de prise que les veneurs royaux exigeaient à Trainou et Cléchy, et ne maintient que la brenée.

(Copie de Baluze, p. 60. — Bibl. d'Orléans, manuscrit 552 : f° 256.)

In nomine sanctæ et individuæ Trinitatis. Liquet omnibus catholicæ fidei cultoribus quod filii sanctæ matris Ecclesiæ, qui ad funiculum hereditatis Christi pertinent, in terra viventium portionem quærunt. Certum est enim quod providentia Dei sapientes hujus mundi in astucia eorum comprehendit, et judices eorum in stuporem adducit, humilibus autem dat gratiam. Quippe potens est discingere balteum regum, et præcingere renes eorum fune. Quamobrem ego Ludovicus, præfata institutione eruditus, dono gratiæ Dei rex Francorum constitutus, providens examen districti judicii, cui nudus erit abyssus humanæ conscientiæ, notam facio præsenti nationi et succedentium posteritati quod pro enormitate peccaminum nostrorum, ut inde veniam adipisci mereamur, et pro requie animarum nostrorum prædecessorum, Triguanum, sanctæ Crucis villam, hoc libertatis privilegio donamus, quod consuetudines illas, quæ regio more per venatores moleverant, videlicet quod per violenciam apud homines istius villæ et ad villam pertinentes hospitabantur, atque per rapinam victum ab ipsis hospitibus exigebant, insuper equos vel quælibet jumenta honerifera violenta exactione quasi ad victum canum deferendam rapiebant, omnino abolemus, regio decreto extirpamus. Præterea Cichiacum, et quicquid ad præfati Triguani

potestatem contingit, sub prætaxatæ libertatis astipulatione permanere concedimus. Et quoniam sanctæ et gloriosæ Aurelianensi ecclesiæ satisfacere volumus, nichil in supradicto Triguano, nichil in Clichyaco, vel in eis quæ ad Triguanum pertinent, nos vel venatores nostri, præter justum bremnagium, nobis retinemus. Itaque ne, cursu temporum labente, vento oblivionis tradatur, verum sinu memoriæ reponatur, sigillo nostro assignari præcepimus. Si quis autem contra hoc regale decretum nostrum ire præsumpserit, quasi reus regiæ nostræ majestatis posthac reputetur, et gladio anathematis perpetuo feriatur.

Actum est publice Aurelianis, regnante Lugdovico rege quarto anno, anno ab incarnatione Domini MCXIII.

Data per manus Stephani cancellarii, ejusdem Aurelianensis ecclesiæ decani. S. Ludovici regis. S. Radulfi comitis. S. Anselmi dapiferi. S. Hugonis constabularii. S. Gisleberti buticularii. S. Guidonis camerarii.

L

Orléans, [après le 1er août] 1145 *ou* [avant Pâques] 1146

Louis VII confirme, à la demande de Régnault, fils d'Etienne de Graçay, son entente avec l'église d'Orléans au sujet de Maray.

(Copie de Baluze, p. 61)

(Pub. Luchaire. *Etude sur les actes de Louis VII*, p. 372.)

In nomine sanctæ et individuæ Trinitatis. Ego Lugdovicus, Dei gratia rex Francorum et dux Aquitanorum. Convenit stili auctoritate certa fieri que non expedit in posterum oblivisci. Ea nimirum consideratione notum facimus universis, quam

presentibus tam futuris, quod veniens in presentiam nostram Aurelianis Reinaldus, filius Stephani Cratiacensis, ex parte sua et patris matrisque sue, instanti prece celsitudinem nostram expetiit ut concordiam, quam cum ecclesia Sancte Crucis Aurelianensis super diu habitis adversum se querelis convenienti diffinitione firmaverant, erga ecclesiam et canonicos in manu caperemus, ejusque concordie tenorem evidenti nostre munitionis in scriptum designaremus inditio. Cujus nos precibus racionabiliter annuentes, bonum duximus et querelas super quibus convenerant summatim attingere, et ita competentius inite modum concordie pariter explicare. Requirebat prefatus Stephanus Cratiacensis in terram Sancte Crucis Aurelianensis de Mazaio, — et ita quidem sive juste sive injuste longum habuerat, — equitatum quocienscunque vellet, quocienscunque submoneret. Requirebat etiam homines Sancte Crucis, ex quo parrochiam et banleviam Maziacensem exirent, in suos, affirmans quod sui juris essent, quocunque a parrochia illa et banlevia migrarent. Requirebat preterea Bufetos, et omnem eorum progeniem, et Raimbaudi Pastonis in terra Sancte Crucis hereditatem. Ceterum tandem decidens in lectum, animæ suæ providere consuluit ; et, recognoscens injuriam suam, quecunque in supradictis omnibus sive juste sive injuste habuerat, videlicet equitatum de omnibus hominibus in terra Sancte Crucis manentibus, cujuscunque sint homines, a parrochia Maziacensi et banlevia sive Cratiacum sive quolibet alibi demigrantes, Bufetos et omnem eorum progeniem, omnem denique Raimbaudi Pastonis in terra Sancte Crucis hereditatem, prefate ecclesie ipse et uxor ejus Ascelina et filius ipsorum Reinaldus penitus dimiserunt, et nichil perpetuum de hujusmodi sese requisituros propriarum manuum juramento firmarunt. Canonici vero Sancte Crucis, pro tali injurie sue reformatione, de captali suo quatuor XX libras et VIIII illis condonaverunt, et XL libras insuper et duos cyphos argenteos de proprio contulerunt. Quod ut ratum inconcussumque permaneat, scripto

commendari, sigilli nostri auctoritate muniri, nostrique nominis subterinscripto caractere corroborari precepimus, et erga canonicos, ut supra dictum est, in manu cepimus.

Actum publice Aurelianis, anno ab incarnatione Domini MCXLV, regni vero nostri VIIII. Astantibus in palatio nostro quorum nomina subtitulata sunt et signa. S. Radulfi Viromandorum comitis, dapiferi nostri. S. Willelmi buticularii. S. Mathei camerarii. S. Mathei constabularii.

Data per manum Cadurci cancellarii.

LI

Orléans, [31 mars à 24 octobre] 1157

Louis VII règle les droits royaux sur le mobilier des évêques d'Orléans décédés et promet qu'en temps de régale il ne sera perçu qu'une taille non supérieure à soixante livres.

(Arch. Nat., J. 170 : nº 27 : copie authentique ; — Bib. nat. ms. lat. 9009 : fº 293 ; — Copie de Baluze, p. 63.)

(Pub. *Gallia christiana,* t. VIII, col. 513-514).

In nomine sanctæ et individuæ Trinitatis, Ludovicus, Dei gratia rex Francorum, omnibus in perpetuum. Nichil æque magnum aut gloriosum operari creditur liberalis magnificentia regum, quam ut ecclesiarum libertatem pietatis studio semper intendat augere, et molitas consuetudines, quas ad earum gravamen possessionis usus in tenorem juris adduxit, rationabili providentia relaxare. Cujus rei gratia dilectissimi nostri Manasse, venerabilis Aurelianensis episcopi, piæ petitioni debita benignitate gratum impertientes assensum, quoniam ex internæ dilectionis affectu ecclesiam Aurelianensem semper

direximus, et ejusdem episcopi honoratam personam in nostræ gratiæ familiaritatem speciali prærogativa suscepimus, ipsi et successoribus ejus in perpetuum donamus et condonando concedimus quod in domibus episcopalibus, post decessum episcoporum, neque nos neque successores nostri ligneum deinceps seu ferreum aliquid, sicut antiquitus fuerat consuetum, seu per nos seu per nostros ministeriales capiemus. Lectisternia, cortinæ et cetera supellex, quæcunque solet esse ad pulchritudinem sive speciem atque utilitatem domorum, et quicquid omnino invenietur decedente episcopo, excepto omni eo quod de argento fuerit et de auro, quod nobis retinemus, salva permanebunt ad opus successuri episcopi. In grangiis quæcunque superfuerint, boves, oves et alia quadrupedia, gallinæ et quæcunque volatilia, si mortalitas non vastaverit, transcribentur successori ; et interim, vacante sede, dum in manu nostra constabit episcopatus, labor carrucarum exercebitur ; et quod, conductis operariis et pastis, superabundaverit accipiemus. Ad majorem etiam Aurelianensis ecclesiæ libertatem concedimus, et per præsentis scriptum paginæ perpetualiter stabilimus, quod quando episcopatus Aurelianensis in manus regias devenerit[1], nullam prorsus exactionem vel talliam in terra ejusdem episcopatus vel nos vel successores nostri de cetero faciemus, nisi eam quæ statuto tempore debetur episcopo, scilicet ad festum sancti Remigii, quam nostri ministeriales sine contradictione Aurelianensis ecclesiæ ex nostro vel successorum nostrorum mandato accipient, ac reliquos etiam consuetudinarios redditus episcopatus ; ac ne etiam talliæ illius summa supra modum ad gravamen ecclesiæ ullis occasionibus augeatur, certa sub assignatione statuimus, ac modis omnibus inhibemus, ne

---

[1] Note de Baluze, en marge : *Simile privilegium pro ecclesia Paris. extat in Magno chartulario ecclesiæ Paris. lib. 19 cap 67.*

numerum LX librarum excedat. Quod ut ita perpetuæ stabilitatis obtineat munimentum, et quam præsentibus tam futuris perhenniter innotescat, scripto commendari ac sigilli nostri auctoritate muniri nostrique nominis subterinscripto karactere corroborari præcepimus.

Actum publice Aurelianis, anno ab incarnatione Domini MCLVII, consecrationis nostræ XXVI. Astantibus in palacio nostro quorum subtitulata sunt nomina et signa. Sig. comitis Blesensis Theobaldi, dapiferi nostri. S. Widonis buticularii. S. Mathæi camerarii. S. Mathæi constabularii.

Data per manum Hugonis cancellarii.

LII

Lorris, [ap. 3 août] 1124

Louis VI confirme au chapitre la possession de Villepion et du clos de vignes de Couasnon.

(Orig. Arch. du Loiret, G. 371. — Copie de Baluze, p. 65).

(Pub. *Musée des Arch. départementales*, p. 68).

Preceptum de Villari pio[1]

In nomine sanctæ[2] et individuæ Trinitatis. Ego Ludovicus, Dei misericordia in regem Francorum sublimatus. Notum fieri volo cunctis fidelibus tam futuris quam instantibus quod

---

[1] Au XVe siècle on a écrit au dos : « Carta Ludovici regis de libertate data ecclesie pro villa de Villepion et Couanum. » Le clos du Grand-Coigny tenait à la « rue à aller à Couasnon ». — Inv. des titres de Sainte-Croix (Arch. du Loiret, G. 164) p. 274.

[2] L'*e* final est cédillé dans tout cet acte.

Johannes, venerabilis Dei gratia Aurelianensium episcopus, Stephanus quoque, Sanctæ Crucis decanus, et Archembaudus subdecanus et præpositus. Majestatis nostræ præsentiam humiliter adiere, postulantes ut villam, quæ Villare pium dicitur, et clausum vinearum quod apud Cosnonium situm est, quæ ipsi capitulo Sanctæ Crucis ad communes usus capituli dederant et concesserant, nos quoque eidem capitulo jure perpetuo concederemus, et quod ipsi inde fecerant confirmaremus. Nos vero dignam eorum peticionem repellere indignum judicavimus, et prædictum donum et concessionem eorum volumus et approbamus, et regiæ Majestatis auctoritate in perpetuum confirmamus, et brenagium nostrum, quod in prædicta villa, Villari pio videlicet, habebamus, pro peccatorum nostrorum remissione in perpetuum dimittimus, et eandem villam ita ab omnibus consuetudinibus et exactionibus perpetuo liberam esse concedimus, quod nos vel heredes nostri vel famuli vel ministeriales nostri nichil penitus ibi amplius habeamus aut exigamus. Quod ne valeat oblivione deleri, scripto commendavimus ; et ne possit a posteris infirmari, sigilli nostri auctoritate et nominis nostri karactere subterfirmavimus. Actum Lorriaci publice, anno incarnati Verbi M C XXIIII, regni nostri XVII.

Astantibus in palatio nostro quorum nomina subtitulata sunt et signa.

S. Stephani dapiferi. S. Gisleberti buticularii. S. Hugonis constabularii. S. Alberici chamerarii.

Data per manum Stephani cancellarii. (*Monogramme*).

LIII

La Charité, [28 mars 1171 à 15 avril 1172]

Louis VII confirme le don fait par l'évêque d'Orléans au chapitre de 15 livres de revenu sur les oblations au jour anniversaire de la reine Constance et au sien.

(Orig. Arch. du Loiret G. 257[1]. — Copie de Baluze, p. 66).
(Pub. d'Achery. *Spicilegium*, t. VIII, p. 197).

CONFIRMATIO LUDOVICI REGIS SUPER QUINDECIM LIBRIS PERCIPIENDIS IN CALICE

In nomine sanctæ et individuæ Trinitatis amen. Ludovicus, Dei gratia Francorum rex, omnibus in perpetuum. Regiæ sublimitatis nostræ deposcit officium ut nos, qui in solio regni Francorum munere divino residemus, amore Dei de ecclesiis sub nostra potestate constitutis solliciti simus, et si qua personis divino mancipatis servicio beneficia conferantur, maxime illis quas karitatis ac familiaritatis brachiis arcius amplexamur benignum præbeamus assensum, et ne processu temporum perturbari aut in irritum duci valeant pietatis intuitu caveamus. Notum itaque facimus universis tam futuris quam præsentibus quod fidelis ac naturalis noster vir venerabilis Manasses, ecclesiæ Aurelianensis episcopus, canonicis suis, videlicet capitulo Sanctæ Crucis, annuum redditum quindecim librarum in oblationibus magni altaris et calicis in elemosinam perpetuam donavit ; certos etiam terminos, quibus singulis annis reciperentur, assignans, statuit et decrevit ut de illis quindecim libris semper in die anniversarii nostri sexa-

---

[1] Scellé sur lacs de soie jaune sur double queue. Le sceau manque.

ginta solidi, et in die anniversarii uxoris nostræ, Constanciæ reginæ, quæ in eadem ecclesia consecrationis suæ benedictionem accepit, quadraginta solidi canonicis illis qui servitio interfuerint persolventur. Primus terminus decem librarum est ab *Isti sunt dies*, quando incipit passio Domini, donec integre reddantur. Secundus terminus centum solidorum est, a crastina die exaltationis Sancte Crucis, donec integre reddantur. Nos igitur a fideli nostro episcopo requisiti et rogati, cum apud Karitatem essemus, præsentibus fidelibus nostris comite Blesensi Theobaldo, et Petro fratre nostro, et ceteris, peticioni ejus, quæ nobis rationabilis videbatur, condescendimus, et rem totam, sicut ab ipso facta est, amore Dei et intuitu devocionis quam erga nos ipsum capitulum habere dinoscitur concedimus, et præsentis scripti patrocinio confirmamus. Quod ut ratum deinceps permaneat et inconvulsum, scripto commendari et sigilli nostri auctoritate communiri præcepimus. Actum publice apud Karitatem, anno Verbi incarnati M. C. LXX. I. Astantibus in palacio nostro quorum subscripta sunt nomina et signa. S. comitis T. dapiferi. S. Guidonis buticularii. S. Mathæi camerarii. S. Radulfi constabularii.

Data per manum Hugonis cancellarii (*Monogramme*).

LIV

Paris, [1er août 1143 à 25 mars 1144]

Louis VII affranchit la ville de Tralou de la taille du pain et du vin.

(Copie de Baluze, p. 67).
(Pub. Luchaire *Et. sur les actes de Louis VII*, p. 368).

In nomine sancte ac individue Trinitatis. Ego Ludovicus, Dei gratia rex Francorum et dux Aquitanorum. Digne beni-

gnitas regalis excipit quod ecclesiarum quieti contradicit. Notum itaque facimus universis, et presentibus pariter et futuris, quod in villam Sancte Crucis Aurelianensis quæ Trieno nuncupatur, talliatam panis ac vini tanquam ex debito jure requirebamus. Prece vero canonicorum, et pro remedio anime nostre et patris nostri, et regalis munificentie largitate, a talliata ista prefatam villam omnino liberamus, et hujusmodi consuetudinem nullatenus in posterum requirendam rata diffinitione censemus. Quod ut perpetue sabilitatis obtineat munimenta, scripto commendari, sigilli nostri auctoritate muniri, nostrique nominis subterinscripto karactere corroborari precepimus.

Actum publice Parisius, anno ab incarnatione Domini MCXLIII, regni vero nostri VII. Astantibus in palacio nostro quorum nomina subtitulata sunt et signa. S. Radulfi, Viromandorum comitis, dapiferi nostri. S. Mathæi chamerarii. S. Mathei constabularii. S. Willelmi buticularii.

Data per manum Cadurci cancellarii.

LV

Ingrannes, [1er août 1139 à 6 avril 1140]

Louis VII confirme l'affranchissement de taille accordé par son père aux terres du chapitre sises à Fontaines et Ormoy en Etampois.

(Copie de Baluze, p. 67. — B. N. coll. Moreau 57 : f° 237, d'après un cartulaire de Sainte-Croix, f° 211).

(Pub. Luchaire. *Et. sur les actes de Louis VII*, p. 357).

In nomine Domini. Ego Ludovicus, gratia Dei rex Francorum et dux Aquitanorum. Notum fieri volumus universis, tam futuris quam presentibus, quod dominus predecessor noster

bone memorie Ludovicus, in terra Sancte Crucis, que est in territorio Stampensi, scilicet apud Fontanas et apud Ulmetum, et in tota terra que illi appendet, se nullam talliam et exactionem debere facere recognovit, et eandem terram ab omni tallia et exactione sua liberam et quietam in perpetuum esse dimisit et concessit. Nos quoque, pro remedio anime ipsius, et pro regni nostri stabilitate, et pro veneratione gloriosissime ecclesie Sancte Crucis, predictam terram cum omnibus appendiciis suis ab omni tallia et exactione liberam et quietam in perpetuum esse concessimus et eternaliter confirmavimus. Quod ut perpetue stabilitatis obtineat munimentum, scripto commendavimus et sigilli nostri auctoritate, et nominis nostri caractere subterfirmavimus.

Actum publice apud Ingranniam, anno incarnati Verbi MCXXXVIIII, regni nostri tercio, astantibus in palatio nostro quorum nomina subtitulata sunt et signa. S. Radulfi, Viromandorum comitis et dapiferi nostri. S. Willelmi buticularii. S. Mathei constabularii. S. Mathei camerarii.

Data per manum Algrini cancellarii.

LVI

[ap. le 3 août] 1121

Jean, évêque d'Orléans, accorde au chapitre, à perpétuité, la villa de Villepion et le clos de vignes de Cogny[1].

(Copie de Baluze, p. 68).

In nomine sanctæ et individuæ Trinitatis. Ego Johannes Dei gratia Aurelianensis episcopus, et Stephanus Sanctæ Crucis decanus, Archembaudus quoque subdecanus et præpo-

[1] « Est etiam descripta n° VII hujus chartularii ». — Cf. ch. LII., n. 1.

situs. Notum fieri volumus cunctis fidelibus tam futuris quam et instantibus quod commune capitulum Sanctæ Crucis communi et humili peticione a nobis postulavit ut villam quæ Villare pium dicitur, quæ videlicet huc usque præstitura extiterat, jure perpetuo habendam et possidendam, et cum ea clausum vinearum apud Cogsniacum [a], ad communes usus capituli eis concederemus, et in plenam capituli potestatem prorsus redigeremus. Nos siquidem provida consideratione consilii possessiones et redditus eorum ipsis in servicio Dei minus sufficere diligentissime intuentes, petitioni eorum annuendum digne censuimus, et prædictam villam cum clauso supradicto ita proprie et libere et jure perpetuo habendam et obtinendam eis concessimus, ut neque nos neque successores nostri, episcopus videlicet, aut decanus, aut præpositus, neque aliquis major, neque quilibet ministeriales nostri, in ea vel in ejus appenditiis quicquam deinceps capiamus, et ut plenius dicatur, ibi nihil penitus habeamus, neque aliquam ibi talliam vel consuetudinem quamlibet exigamus ; immo et villa et omnia ad eam pertinentia ita solius capituli propria habeantur, et quicquid redditus in perpetuum illa reddiderit, in communibus tantum canonicorum usibus expendatur. Si quis autem prædictæ concessioni et institutioni nostræ scienter in posterum obviare et inde aliquid præsumpserit aut mutare aut minuere, sciat se excommunicationis proculdubio sentenciam incurrisse. Quod ne valeat oblivione deleri, scripto commendavimus ; et ne possit a posteris infirmari, sigilli nostri auctoritate subterfirmavimus.

Actum publice anno incarnati Verbi MCXXIIII, episcopatus autem nostri [XXVIII], regnante Ludovico rege anno XVII. S. Stephani decani. S. Philippi præcentoris. S. Archembaudi subdecani et præpositi. S. Bartholomæi capicerii.

Data per manum Algrini cancellarii.

---

a Cosniacum.

LVII

Châtillon-sur-Loing, [1er août 1143 à 25 mars 1144]

Louis VII confirme la donation faite à Sainte-Croix par Thierry de Boissy de la terre de Sainte-Croix de Boissy.

Copie de Baluze, p. 66.

(Publ. Luchaire, *Ét. sur les actes de Louis VII*, p. 370)

In nomine sancte ac individue Trinitatis. Ego Ludovicus, Dei gratia rex Francorum et dux Aquitanorum. Notum facimus universis, quam presentibus tam futuris, Theodericum de Buxeio ecclesie Sancte Crucis Aurelianensis terram Sancte Crucis de Buxeio in helemosinam contulisse. Huic vero donationi prefate, precibus canonicorum ecclesie, quam de beneficio regalis munificentie fundatam ac dotatam esse cognoscimus, nostrum benigne prebuimus assensum, et nostre concessionis auctoritate firmantes, contra omnes nos statuimus defensorem. Quod ut perpetue stabilitatis obtineat munimenta, scripto commendari, sigilli nostri auctoritate muniri, nostrique nominis subterinscripto karactere corroborari precepimus.

Actum publice apud Castellionem, anno ab incarnatione Domini MCXLIII, regni vero nostri VII, astantibus in palatio nostro quorum nomina subtitulata sunt et signa. S. Radulfi, Viromandorum comitis, dapiferi nostri. S. Mathei camerarii. S. Mathei constabularii. S. Willelmi buticularii.

Data per manum Cadurci cancellarii.

LVIII

[avant le 1er août] [1] 1164

En présence de Thibaud, comte de Blois, Pierre de Péronville engage au chapitre, pour 40 livres, ses possessions à Villequoy.

(Orig. Arch. du Loiret, G. 377. — Copie de Baluze, p. 70. — Bib. Nat. coll. Moreau, p. 73 : 107, d'après le cartulaire, fo 132).

INVADIACIO PETRI DE PESOVILLA CAPITULO APUD VILLAM GALLI

In nomine sancte et individue Trinitatis. Ego Teobaldus, Dei gratia comes Blesensis et regius dapifer. Notum fieri volo tam instantibus quam futuris, quod Petrus de Pesovilla invadiavit capitulo Sancte Crucis pro XL libris quicquid habebat in villa que dicitur Villa Gualli, tam in hominibus quam in terris cultis sive non cultis, tam in aquis quam in pascuis, cum omnibus redditibus ad villam pertinentibus, excepta porciuncula terre quam ipse locaverat cuidam colono per quinquennium ; peracto vero quinquennio, redibit ad ecclesiam. Si tamen interim in possessione fuerit vadimonii, terminus vadimonii erit a futuro Pascha usque ad duos annos ; peracto autem termino isto, a sollenpnitate Pascali usque ad Penthecosten licebit Petro vel heredi ejus redimere. Quod si infra terminum non redemerit usque ad sequens Pasca vel Penthecosten, deinceps non poterit redimere usque ad annum. Poterit autem redimere singulis annis, et non aliter. Odo Borrelli, a cujus feodo predictus Petrus se dicebat habere possessionem, voluit et laudavit. Juraverunt insuper ipse et

---

[1] Si l'année du règne de Louis VII est exacte.

filius ejus primogenitus, et uxor filii, et alii heredes sui, omnem calumpniam sive questionem super vadimonio movendam se pacificaturos. Quod si a predicta pactione aliquo modo resilire voluerit, Odo prenominatus et ipse Petrus dederunt me obsidem et responsalem super possessionem suam, si infra XV dies Petrus, ab ecclesia submonitus, emendare noluerit; ita quod, salvo jure hominii utriusque, de rebus eorum capiam; ita quidem quod, quicquid da[m]pni ecclesie inde illatum fuerit restaurabo, donec idem Petrus ad plenum ecclesie satisfecerit. Sciendum autem quod Petrus et heredes sui usumfructum prenominate terre erogaverunt ecclesie Sancte Crucis in elemosinam, quandiu vadimonium durabit. Actum in presencia nostra, anno incarnati Verbi MCLXIIII, regnante Ludovico, Ludovici filio, regni sui anno XXVI.

LIX

Orléans, [av. le 1er août] 1164

Thibaud, comte de Blois, fait don au chapitre du droit de gîte qu'il possède à Nouan-sur-Loire

(Orig. Arch. du Loiret, G. 356. — Copie de Baluze, p. 71).

QUOD COMES THEOBALDUS GISTUM SUUM APUD NOEMIUM CUM ALIIS CONSUETUDINIBUS CONDONAVIT ET REMISIT.

Ego Teobaldus, Dei gratia comes Blesensis et Francie senescalcus. Notum facimus universis tam presentibus quam futuris quod pro remedio anime nostre et patris nostri, et parentum nostrorum, consuetudinem, que vulgo gistum dicitur, quam in villa Sancte Crucis que Noemium apellatur habuimus, ecclesie Sancte Crucis in perpetuum condonamus, sic ut nec ego, nec successores nostri, nec prepositus Ble-

sensis, nec aliqui servientes nostri aut successorum nostrorum, quicquam amodo inde requirere aut reclamare presumamus, ita tamen ut cum prepositus noster de Sancto Deodato in festivitate sancte Crucis in maio ad clientelas, quas vulgo commandicias vocant, venerit recipiendas, se tercio, pane, et vino, et carne, uno tantum prandio procuretur. Similiter et in autumnali tempore, cum ad censamentum avene venerit recipiendum. Tempore vero vindemiarum, custos vini mei solus ibi procurabitur, unde et major Noemii, qui de proprio eos procurat, ab omni consuetudine tam in eadem villa quam Blesis absolutus in perpetuum et quietus habetur. Hoc autem concedimus et confirmamus, salvis tamen ceteris rectis consuetudinibus nostris, quas in eadem villa huc usque possedimus. Universus vero ecclesie Sancte Crucis conventus in retributionem beneficii nobis concessit quod anniversarium diem patris nostri, nostrum quoque post decessum nostrum, singulis annis celebrarent. Ut autem hec donatio nostra rata maneat et inconcussa, in presentia multorum viva voce concessimus, et sigilli nostri actoritate (*sic*) corroboravimus. Actum publice Aurelianis, in capitulo Sancte Crucis, anno incarnati Verbi MCLXIIII, regni vero domini Ludovici, serenissimi Francorum regis, XXVI, episcopatus vero domini Manasse, ejusdem ecclesie episcopi, nono decimo.

Astantibus in presentia nostra Hugone filio Ebrardi de Puteolo, Fulcherio de Mellaio, Guillelmo milite Carnotensi, Guarino Moreherii, Fulcone de Merroliis ; servientibus quoque nostris preposito Blesensi Espechardo, Harduino de Faia, Drocone, Bartolomeo, Girardo burgundo, Pinello de Sancto Deodato.

Data per manum Hildrici cancellarii.

LX

[1149 à 1155[1] Probablement 1150[2]]

Raoul d'Issoudun renonce à ses droits sur Puiseux en échange d'un cens de 20 sous que lui paiera le chapitre et accorde à ce dernier l'autorisation de transférer et reconstruire le bourg ruiné par les guerres.

(Copie de Baluze, p. 72. — Bib. Nat. Coll. Moreau, t. 64, f. 181, d'après le cartulaire, f° 247 v°).

Sanctorum patrum auctoritatibus ammonemur, uti Deum pre omnibus diligamus, atque ejus fideles in hac transitoria vita amore ipsius honoremus, et de rebus et possessionibus nostris eisdem caritative largiamur. Dicit enim auctoritas, quod multum valet deprecatio justi assidua, et alibi : Sicut aqua extinguit ignem, ita helemosina extinguit peccatum. Ideo ego Radulfus Isoldunensis notum fieri volo tam futuris quam instantibus quia postulaverunt me domnus Manasses, Aurelianensis ecclesie venerabilis episcopus, domnus quoque Symon decanus, totusque ejusdem ecclesie conventus, uti quandam villam que dicitur Puteolus, quæ sita est in castellania Isoudunensi, atque guerrarum mearum occasionibus et predecessorum meorum ad maximam vastitatem redacta erat, ab omnibus consuetudinibus quas ego vel antecessores mei ibi juste aut injuste habueramus, ob remedium anime mee et parentum meorum immunem et absolutam absque aliqua reclamatione redderem, et pro omnibus consuetudinibus illis

---

[1] Limites du décanat de Symon.

[2] C'est la date donnée par la copie de la collection Moreau, d'après le cartulaire.

quas in prefata villa habebam, canonici Aurelianenses XX solidos Isoudunensis monete in festivitate sancte Crucis in maio singulis annis persolverent ; ita quod liceat eisdem canonicis libere, in quocunque loco totius territorii melius et utilius videbitur, novum burgum facere, et illum qui ab antiquo ibi est in alio loco transferre, et infra territorium prefate ville liceat, ubicunque voluerint, prata facere ; neque census pretaxatus hominibus qui ibi morabuntur attinebit, sed canonicis, qui eum singulis annis persolvent. Ego autem, amore prefati episcopi, cui nichil possum nec debeo negare, peticioni canonicorum acquievi, atque terram illam ab omnibus consuetudinibus meis sub prefato censu emancipavi. Ut autem hoc ratum et firmum maneret, auctoritate sygilli mei subterfirmavi.

LXI

Orléans, 1172

Réglement entre Manassé, évêque d'Orléans, et Bouchard de Meung, son homme lige, établissant entre eux la communauté des deux moulins et des deux fours de Meung-sur Loire, et des autres moulins et fours que l'accroissement de la ville réclamera.

(Copie de Baluze, p. 73).

Ego Manasses, Dei gratia Aurelianensis episcopus. Declaretur præsentibus et futuris quod cum inter nos et antecessores nostros et Buchardum de Magduno, ligium hominem nostrum, et antecessores suos super multis rebus contentiones variæ longique temporis haberentur, tandem interveniente domini regis Ludovici filii Ludovici, et domini Willermi, Senonensis archiepiscopi, et comitis Theobaldi consilio, assentientibus etiam Hugone decano et universo capitulo Sanctæ Crucis, et aliis amicis nostris, et Cæcilia uxore et filiis ejusdem

Buchardi, Laurentio, Gervasio, Herveo assentientibus atque volentibus, pro bono pacis, per Dei gratiam, sicut præsens chirographi pagina, sedatæ sunt in hunc modum. In castro Magdunensi neque nos neque prædecessores nostri Aurelianenses episcopi molendinum nec furnum habuimus ab antiquo, cum tamen in omnibus mercatoribus sive ministerialibus, de quacunque arte sive officio viverent, et in quacunque terra manerent, excepta terra prædicti Buchardi, de furno et molendino tale bannum haberemus, quod sine licentia nostra nostroque mandato vel servientium nostrorum ad nullius furnum auderent coquere, nec ad molendinum molere, nec deberent; memoratus autem Buchardus in eodem castro molendinum et furnum habebat; sic itaque inter nos est compositum. Buchardus siquidem molendinum suum et furnum suum et bannum suum nobis et successoribus nostris episcopis per medium in perpetuum communicavit; ita quod universorum redditoum sive proventuum justiciæ forifactorum, quorum forifactorum summa nunquam tres solidos excederet, medietatem habebimus; et molendinarios et furnarios ponemus communiter. Et nos quoque molendinum nostrum de fonte beati Liphardi noviter factum eidem Buchardo communicavimus et suis heredibus nunc et semper; et in eodem castro furnum unum nos facturos promisimus infra annum, qui communis erit eidem Buchardo et suis heredibus in perpetuum. In forinsecis vero Buchardi hominibus, sicut antea venire solebant ad furnum et molendinum Buchardi, bannum habebimus. Ipse vero totam habebit eorum justiciam et forifactorum emendationem, salvo capitali nostro quod nos debet contingere de molitura. Nam si nostrum capitale nobis perierit, vel defecto vel negligentia servientium, vel alio modo per ipsos, in parte Buchardi recuperabimus. Nos autem bannum nostrum de molendino et furno, quod in eodem castro primitus habebamus, eidem Buchardo similiter et suis heredibus communicavimus in perpetuum. Verum si processu temporis amplicata villa sic fuerit, quod duo furni et duo molendina

prædicta bannariis non possint sufficere, nos et idem Buchardus de communi sumptu molendinum et furnum, qui nostris bannariis sufficere debeant, adquiremus, et erunt communes. Quod si alter nostrum occasione aliqua sumptum rationabilem sibi contingentem ponere noluerit in emptione vel adquisitione molendini vel furni tercii, totus sumptus ponetur ab altero ; et donec alter medietatem sumptus rationabilem reddiderit, ille qui totum posuerit, totum, ut justum est, possidebit, et emptum, et adquisitum. Constitutum est etiam et concessum quod in molendinis et furnis communibus, et justiciis faciendis super his, duo servientes assignabuntur ; unus ex parte nostra, qui fidelitatem Buchardo faciet et suis heredibus, et alter ex parte Buchardi, qui nobis et successoribus nostris episcopis fidelitatem similiter exhibebit. Servientium istorum alterum quandocunque mutare contigerit, successor illius fidelitatem quam prior exhibuit exhibebit. Illi vero duo qui dicti sunt servientes, et furnarii, et molendinarii communes, et eorum servientes de furnis et molendinis communibus, immunes erunt et liberi ab omni consuetudine et exactione. Noster serviens nostros bannarios, et Buchardi serviens suos bannarios submonebit. Emendatio forifactorum, quæ tres solidos non poterit excedere, communis erit, et communiter capietur, nisi forte fuerint a forinsecis hominibus ejusdem Buchardi, quæ tota pertinet ad Buchardum. Item, quia nemora Magdunensi castro proxima non habebamus, Buchardus vero sufficientiam habebat nemorum, condictum est et concessum quod ipse Buchardus et heredes sui omnia sua nemora, quæ sunt ultra Malestret, ad furnorum usum concederent, et fecerunt. Buchardus autem nec heres illius prædicta nemora neque vendet, nec invadiabit, nec dabit in feodum, nec alio modo alienare poterit ab usu furnorum, nec in parte, nec in toto ; nec heredum suorum alicui dabit, nisi tantum illi qui prædictam communitatem habebit. Si vero, guerra ingruente, seu fluvio Lygeris rationabili causa transitum impediente, ad usum furnorum nemora haberi non

pejorari, de communi comparabuntur. Sumptus autem tam in quadrigis, quam in equis, et servientibus, et in aliis quæ necessaria fuerint furnis et molendinis communiter fient. Pro quocumque nostrum quadrigarum equi, vel ipsæ quadrigæ, vel servientes earum impediti fuerint, de illius proprio damnum resarcietur. Emptiones sive adquisitiones quas in eodem castro de cujuscumque feodo juste et rationabiliter faciemus, exceptis rebus ad ecclesias pertinentibus, et expensis fient communibus, et erunt communes, et alter non poterit emptionem aut adquisitionem alterius impedire. Quod si alter nostrum medietatem sumptus emptionum seu adquisitionum sibi contingentem ponere noluerit, alter totum sumptum ponet, et donec ab altero quod continget eum receperit, ipse totum possidebit. Si alter de altero super adquisitionum vel emptionum sumptu suspitionem malam habuerit, ille qui sumptum posuerit, quod probatione legitima testium probare poterit, inde habebit. Si communes furnos vel molendina communia pejorari contigerit, de communi reparabuntur. Condictum tamen est et concessum quod pro cereis quos Buchardus debet Aurelianensi ecclesiæ, neque censivam quam a nobis habet Magduni, nec aliquid quod ad nostram communitatem pertineat, saisiemus. Hæc compositio facta fuit inter nos Manassem, Aurelianensem episcopum, et Buchardum de Magduno, ligium hominem nostrum, sine fraude et malo ingenio, salvo jure et censu utriusque in omnibus aliis rebus, exceptis his quæ in præsenti pagina compositionis jure et debito continentur. Compositionem ipsam quæ dicta est, Buchardus servare pepigit et fide firmavit ; et si forte per ignorantiam aut per oblivionem aliquid in ea præsumpserit, infra dies XV postquam submonitus inde fuerit, emendari faciet salva fide. Nos quoque promisimus atque pepigimus eidem Buchardo, sicut homini nostro ligio, et in verbo sacerdotis, compositionem istam firmiter atque fideliter observare. Hujus rei testes sunt, ex parte Buchardi, Maubertus de Plessseicio, Herveus de Grangerio, Herveus Mercator, et Wilelmus

de Pereio, gener ejus, Drogo major de Clariaco, Johannes Augerius, et Wilelmus frater ejus, Johannes Bernardus, Paganus Frogerius, Rainaudus de Benis. Et ex parte domini episcopi sunt testes Herbertus archidiaconus, Giraudus archidiaconus, Marescotus archidiaconus, Heenricus archidiaconus, Stephanus abbas beati Evurcii, Bonushomo capellanus episcopi et presbyter, Andreas presbyter, Johannes presbyter, Willelmus presbyter, Joannes diaconus et archipresbyter, Girardus de Nuiliaco diaconus, Gaufridus de Craciaco diaconus, Radulfus diaconus, Willelmus brito et diaconus, Maubertus diaconus, Herveus Morini subdiaconus, Hugo de Duso snbdiaconus, Constantinus subdiaconus, Agrinus subdiaconus, Wido de Garlanda frater episcopi, Pertus major, Arnulfus Magdonensis præpositus, Maubertus miles, Rainaudus major, Radulfus Boëlli, Pinardus cellerarius, Petrus Andegavensis, Rufinus serviens episcopi. Insuper, ut res ista firmior atque stabilior haberetur, tam nostri quam Aurelianensis capituli quam ejusdem Buchardi sygillorum attestatione præsens cyrographum roborari voluimus et muniri.

Actum publice in Aurelianensi capitulo, incarnationis dominicæ anno MCLXXII, indictione V, ordinatis in Aurelianensi ecclesia Hugone decano, Andrea cantore, Letoldo subdecano, Manasse capicerio, cancellario nullo.

(A la fin de la copie de Baluze se lit la note suivante.)

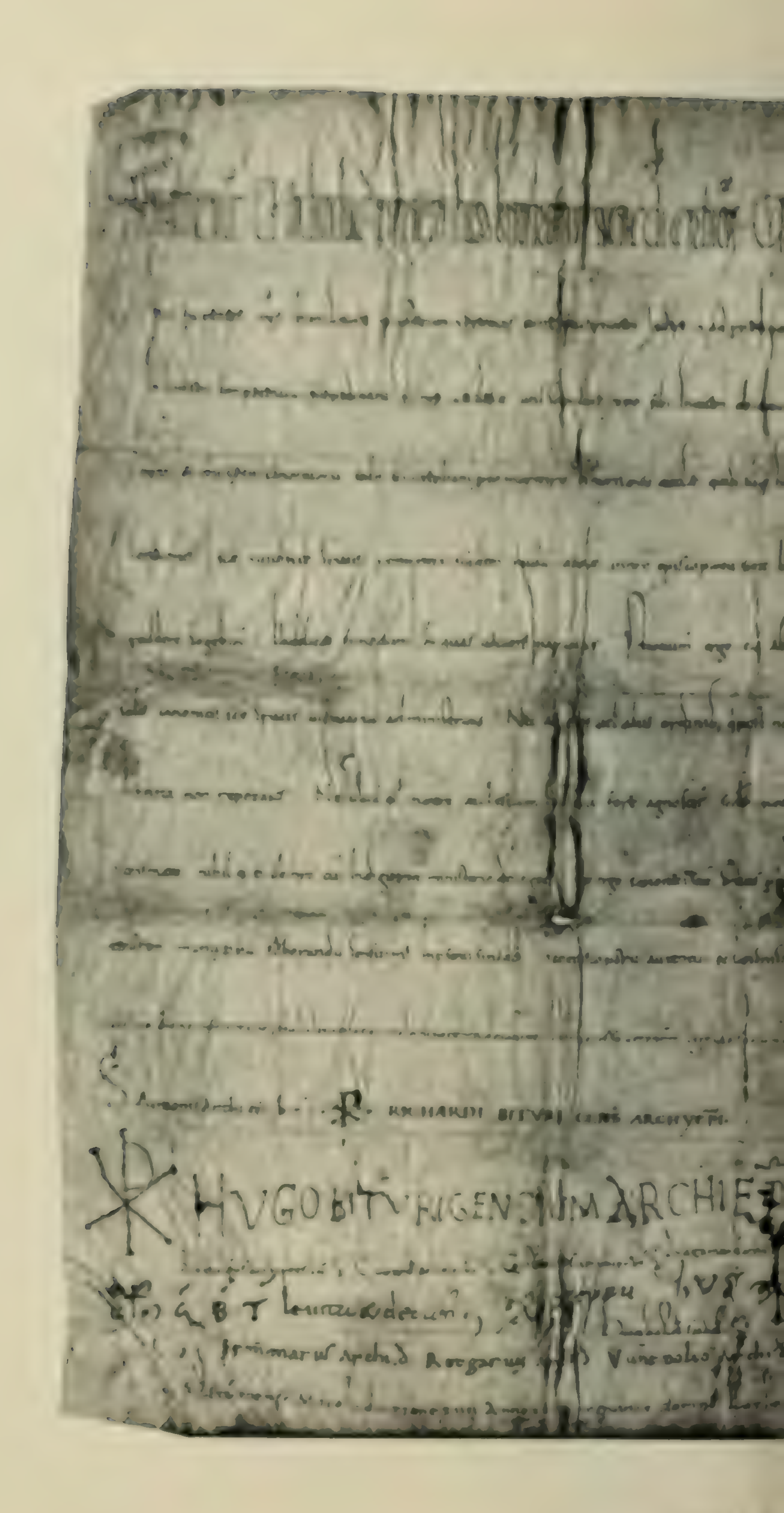
Hactenus[1] Chartularium Ecclesiæ Aurelianensis vetus, quod integrum transcripsimus anno MDCLXVII, mense Januario frigidissimo. Verum in transcribendo non sumus secuti ordinem qui extat in veteri codice[2], ea nimirum de causa, quod cum illum commodato haberemus pro exiguo temporis spatio, quæ utiliora videbantur ad ea primo calamum convertimus. Postea vero, inter transcribendum, animadvertimus omnia esse describenda. Itaque initium chartularii descriptum est in pagina 77, 78, tum quod sequi debuit extat in pag. 1; — et 79, 80, 2; — 86, 4; — 87 et seqq., 5 et seqq.; — 90 et seqq. In margine autem uniuscujusque chartæ adnotatus est numerus ordinis quem obtinent in veteri codice.

STEPH. BALUZIUS.

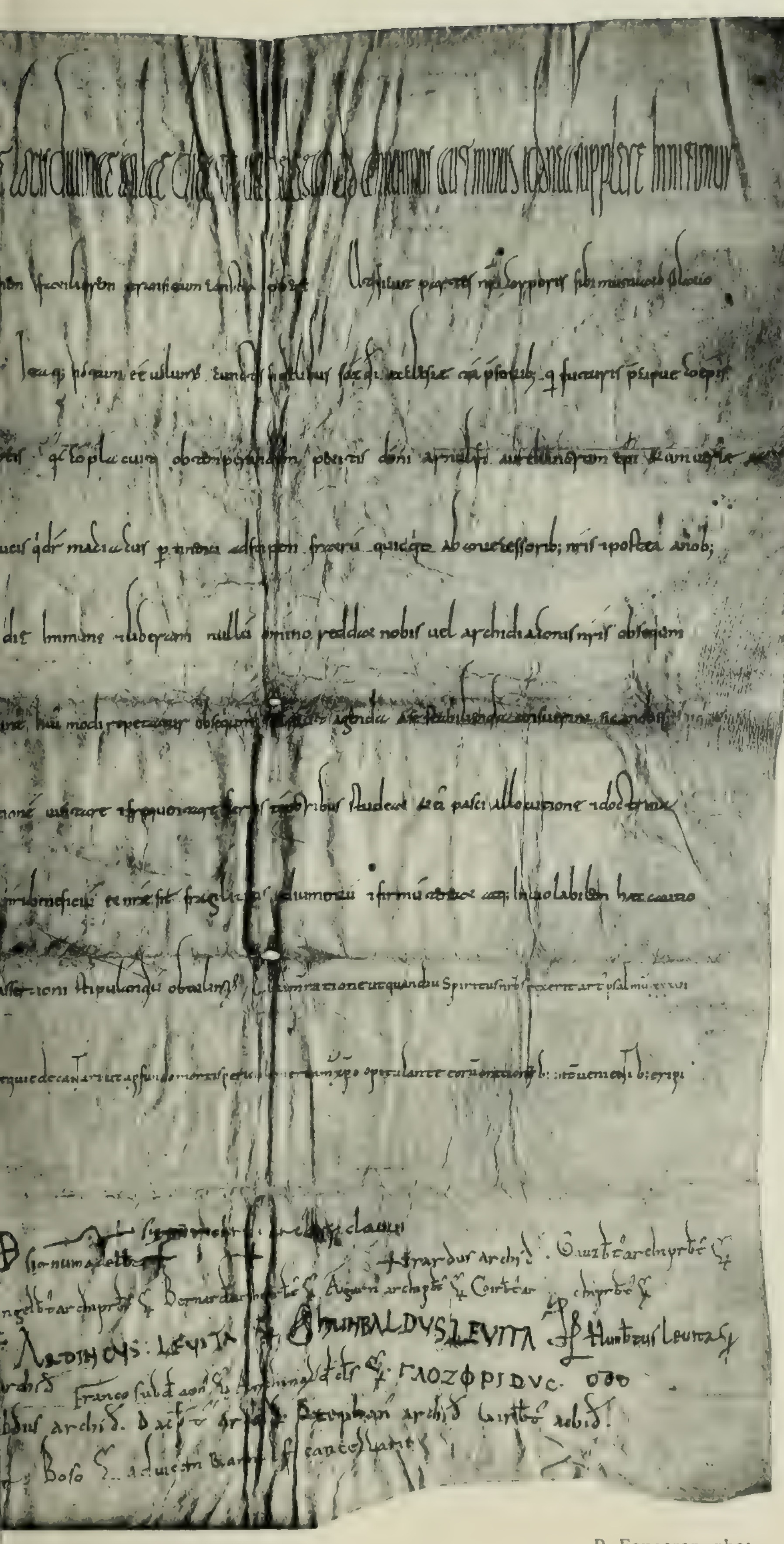
[1] « Ici finit. » Nous en avons la copie intégrale (« integrum »).

[2] Il était indispensable de rétablir cet ordre. Nous l'avons fait sans hésiter. L'essentiel est d'éditer non la copie de Baluze, mais le Chartularium Vetus.

APPENDICE


HVGO BITVRIGENSIVM ARCHIE

CHAR



P. Fougeron, phot.

LXII

Mai 978 [1]

Hugues, archevêque de Bourges, affranchit de synode et de gîte l'église de Maray, en échange de prières.

(Original sur parchemin. Arch. du Loiret, G. 343).

In nomine sanctae et individuae Trinitatis, Hugo, Bituricensium gratia Dei archiepiscopus. Quaecumque locis divinae aulae dicatis vel delegando annuimus aut minus idonea supplere innitimur [2], hoc expetere nostre humilitatis ministerium et presentis vite felicitatem indere et ad perpetuam beatitudinem fatiliorem transitum constat prebere, ut sicut partes nostri corporis sibi mutuato solatio in invicem competentia subpeditant, sic nostre aecclesiæ uno copulate Christo sibi invicem obtata concedant. Itaque notum esse volumus cunctis fidelibus sanctæ Dei æcclesiæ tam presentibus quam futuris, precipue coepiscopis nostris et omni cetui canonicorum sedis Sancti Stephani protomartiris Bituricensis æcclesiæ, quibuscumque honoribus promotis, quia complacuit obtemperandum petitis domni Arnulfi, Aurelianorum episcopi, et universæ concionis sanctæ et vivifice Crucis, remittere siquidem cuidam æcclesiæ in nostro episcopatu sitæ in fisco Sanctæ Crucis qui dicitur Maciacus, pertinenti ad stipem fratrum, quicquit ab antecessoribus nostris et postæa a nobis reddere cogebatur, videlicet synodum et quas vocamus paratas. Statuimus ergo eam ab hodierna die immunem et liberam ; nullum omnino reddat nobis vel archidiaconis nostris obsequium, solis canonicis Sancte Crucis victuaria administrans ; nec ab episcopis vel aliis ordinibus qui post nos futuri sunt hujusmodi repetatur obsequium, sed sicut agenda a se stabilienda censuerint, sic a nobis difinita non repetant, nisi illud quod matrem æcclesiam, cujus filia fore agnoscitur, secundum patrum traditionem

---

[1] La date de l'indiction donne 971 ou 986, mais l'année du règne 978.

[2] Tout ce qui précède est en grande minuscule. V. le fac-simile.

visitare et frequentare certis temporibus studeat, et ejus pasci allocutione et doctrina et crismate, nihilque ei de nostro cujus indiguerit ministerio denegetur. Ut ergo canonici Sanctæ Crucis perpes sentiant nostri beneficium et nostræ sit fragilitatis adjumentum et firmum teneat atque inviolabilem hæc cautio tenorem, manu propria roborandum censuimus in presenti sinodo et coepiscoporum autentui et canonicorum nostrorum assertioni stipulandum obtulimus[1], ea tamen ratione ut quandiu spiritus nostros rexerit artus, psalmum XXXVI, videlicet : *Domine ne in furore tuo*, pro stabilitate atque incolomitate nostra decantent, post decessum vero nostrum *De profundis* volumus ab eis pro nostra requie decantari, ut a profundo mortis periculo mereamur, Christo opitulante, eorum orationibus intervenientibus eripi.

S. Aimonis archiepiscopi Bituricensis. (*Chrismon*) Richardi Bituricensis archyepiscopi.

(*Chrismon*) Hugo Biturigensium archiepiscopus. ✝ Signum Adelberti. ✝ S. Riciardi archyclauvi. ✝ Erardus archidiaconus. Gauzbertus archipresbiter ss.[2] Rodulfus archipresbiter ss. Euvrardus archipresbiter ss. Costantius archipresbiter ss. Ragamfinnus archipresbiter ss. Ingelbertus archipresbiter ss. Bernardus archipresbiter ss. Agarnus archipresbiter ss. Girbertus archipresbiter ss. ✝ Gerbertus levita et decanus. ✝ Gerbaudus (?) (*Chrismon*). ✝ Ardincus levita ss. Hunbaldus levita ss. Hunbertus levita ss. Ermimmarus archidiaconus. Rotgarius archidiaconus. Vunnenolio archidiaconus. Giraldus archidiaconus. Dado archidiaconus. Hunbaldus subdiaconus. Franco subdiaconus. Archinaldus clericus ss. ΓΑΩΖΦΡΙDVC. Odo, Dacbertus archidiaconus. Stephanus archidiaconus. Girbertus archidiaconus.

Datum mense maio, indictione VIIII, anno XXIII regnante domno Lothario rege. Boso ss. ad vicem Rannulfi cancellarii.

---

1. Écrit d'une encre plus noire jusqu'à *eripi*.
2. Subscripsit.

LXIII

975

Hugues, duc de France et marquis, rend à Sainte-Croix d'Orléans l'abbaye de Saint-Jean.

(Pub. *Gallia Christiana*, t. VIII, col. 486, d'après le cartulaire).

Si loca sanctorum in quibus memorias eorum agimus ac cineres custodimus, cultu piæ devotionis atque religionis officio ad melioris apicem status provehere curemus, omni dubietate seclusa credimus eosdem patrocinatores nobis haberi in cœlis, ob quorum honorem hæc agere studemus in terris. Et quamquam nil illis præmii conferatur a nobis, nobis tamen merces religionis augmentatæ adquiritur, et non solum futuræ repensionis denario nos ditari confidimus, sed et præsentis vitæ curriculo ab imminentibus anxietatum periculis, eisdem intervenientibus, multoties liberari. Nec ideo diffidimus si non semper ab instanti angustia subtrahimur, cum constet eosdem sanctos, ut postmodum plenæ felicitatis gloria potirentur, præsentis regni tribulationibus tribulatos, ac variis tribulationum calamitatibus vexatos esse, quos tamen in talibus a Domino dilectos fuisse nemo sapiens sanum ignorat. Sed et eadem loca sanctorum nequaquam arbitramur honeste posse tractari, si illic Domino nostro Jesu Christo famulantibus et divinum officium persolventibus stipem debitam denegemus, et ea quæ alii ob redemtionem animarum suarum contulerunt, nostra avaritia detorquemus. Quapropter minime dubitandum est æternis nos suppliciis affligendos, si aliorum vota tam temerarie applicamus usibus nostris. Unde etiam cujusdam viri sapientis admonemur documentis, quibus ait : *Ante mortem præpara tibi justitiam quoniam non est*

[illegible] *apud inferos*. Horum igitur et aliorum incitationibus [illegible] instructus,[1] ego Hugo, Francorum dux et marchio, notum fieri volumus omnibus fidelibus nostris, tam præsentibus quam etiam futuris, quod anno Domini DCCCC LXXV, indictione III, adiit præsentiam nostram quidam episcopus Aurelianensis sanctæ matris ecclesiæ, nomine Arnulphus, anno sui præsulatus XII, reclamans quamdam terram, quæ olim fraudulenta cupiditate a loco sibi nutu Dei commisso fuerat abstracta ; et nunc eam quidam miles noster Hugo e nostra manu videbatur tenere in beneficium. Cujus petitionem ratam dijudicantes, consentiente eodem milite nostro Hugone et comitibus nostris, reddimus eidem ecclesiæ, in honorem Dei et sanctæ Crucis constructæ, quamdam abbatiam in honore sancti Johannis prope muros civitatis, cum omnibus ad se pertinentibus plene, et ad integrum sine ulla alterius inquietudine totam eidem loco concessimus perpetualiter possidendam. Si præfatam igitur abbatiam S. Johannis a nobis redditam ac restitutam a nobis, contra jus amplius aliquis ecclesiæ et contra voluntatem episcopi ejusdem loci S. Crucis, aut vi aut aliquo ingenio abstrahere præsumere tentaverit, ex auctoritate Dei et nostra ... anathemati subjaceat. Signum Hugonis ducis, qui hoc scriptum fieri vel adfirmari curavit. Signum Rotberti filii ejus. Signum Gauffredi comitis. Signum Fulconis filii ejus. Signum Henrici comitis. Signum Walterii comitis. Signum Walterii et Radulfi filiorum ejus. Signum Burchardi comitis. Signum Burchardi, hujus rei amanuensis.

---

[1] Tout ce préambule est, mot pour mot, le même que celui de la charte XLVIII du cartulaire auquel il a servi de modèle soixante-dix ans plus tard. Y a-t-il lieu d'en tirer argument contre l'authenticité de l'un de ces actes ?

LXIV

Compiègne, 9 (V des ides) juin 979

Confirmation par Louis V des possessions de Sainte-Croix et de l'immunité.

(Pub. *Recueil des historiens des Gaules et de la France*[1], t. IX, p. 660, d'après l'original).

In nomine Domini Dei æterni et Salvatoris nostri Jhesu Christi, Ludovicus, misericordia Dei rex. Si liberalitatis nostræ munimine quiddam conferimus beneficio, et necessitates ecclesiasticas ad petitiones sacerdotum nostro relevamus juvamine atque imperiali tuemur munimine, id nobis et ad mortalem vitam temporaliter, transiendam et ad æternam feliciter obtinendam profuturum liquido credimus. Noverit interea sagacitas seu utilitas omnium fidelium sanctæ Dei Ecclesiæ, nostrorumque tam præsentium quam et futurorum sollertia, quia adiens vir venerabilis Arnulfus, Aurelianensis ecclesiæ humilis episcopus, seneritatem nostram, obtulit obtutibus nostris auctoritates prædecessorum nostrorum, videlicet serenissimi Karoli Imperatoris necnon Hludovici excellentissimi regis avi nostri, atque progenitoris nostri Klotarii magnifici regis, in quibus continebatur qualiter ei omnes res ecclesiæ suæ perpetualiter ad deserviendum confirmaverant, postulans atque humiliter obsecrans ut nos morem paternum sequentes, easdem res eidem ecclesiæ si-

---

[1] Les fautes grossières ont été corrigées dans la présente édition : ex. *Screonas* au lieu de *Surconas* ; *Gargogilensis* au lieu de *Gangogisensis* ; *Marogilum* au lieu de *Macogilum* : fautes de scribes du xe siècle ou des copistes des Bénédictins, elles ne méritent aucun égard. L'original n'a pu être retrouvé.

suis præcepto nostræ auctoritatis confirmaremus. Cujus nos petitionem benignam ratamque ducentes, id agere decrevimus. Res autem quas moderno tempore ipsa retinet ecclesia, hæ sunt : monasterium sancti Euvertii, monasterium sancti Lifardi, cum rebus quæ sunt in Pontivo et in Matisconensi pago, et in Provincia, ex eadem abbatia pertinentibus, quarum hæc sunt nomina : in Pontivo villa Eabris cum omnibus sibi rebus pertinentibus ; monasterium S. Maximini Monachorum ; item capella sancti Maximini juxta murum ; monasterium sancti Petri virorum ; monasterium sancti Petri puellarum ; monasterium sanctæ Crucis Gargogilensis ; monasterium sancti Aviti ; cella sancti Privati, sancti Petri Tauriacensis, sancti Saturnini, sanctæ Mariæ Draviacensis, item sanctæ Mariæ fabricatæ, item sancti Johannis, sancti Marcelli, sancti Martini Crevensis, item sancti Martini, quæ est prope murum ipsius civitatis, S. Laurentii, sancti Gervasi, Puteum sancti Sigismundi ; sancti Vincentii, sancti Sergii ; Buccus monasterii ; Bellum campum, Screonas ; Marogilum, Prisciniacum, cum rebus omnibus ad prædicta monasteria et ad cellas pertinentibus. Sunt etiam hæ : Silviniacus, Pedeverius, Bullus, Masciacus, Rohacus, Sennonaus, Castellanus, Vetus mansiones, et Novavilla ; Liminiacus, Buxiacus, Nemaus, Cautionus, Cambonus, Gaverdonus, et alodus quem Karolus imperator serenissimus Theodrado dedit ad proprium, et isdem Theodradus memoratæ ecclesiæ delegavit. Item res cum mancipiis quas Deotimus et Agius ceterique venerabiles episcopi et alii Dei fideles eidem contulere ecclesiæ. Res autem quas jamdictus imperator Karolus eidem reddidit ecclesiæ, et postea gloriosus Rex Hludovicus suo confirmavit præcepto hæ sunt : Basilicas, Ulmetus, Perpetiacus, Gevenoilus, Marogilus, Lidiacus, Cadonnus, cum villis ad se pertinentibus, Buxerola, Vienna, Limogilo, Silviniaco, cum aliis rebus et mancipiis ad easdem villas pertinentibus. Nos quoque utilitati ipsius ecclesiæ, auctore Deo, adminiculum ferre cupientes, ob amorem Dei et memoriam avi nostri et genitoris, prædecessorumque nostro-

rum regum videlicet Francorum, necnon et stabilitatem regni, addimus res quæ Karolomannus rex eidem ecclesiæ reddidit. Sunt autem hæ : in pago Biturico villa quæ vocatur Caltesius, et altera quæ vocatur Marsiacus in pago Nevernensi, ad eundem Caltesium pertinens sive Pauliacum, cum omnibus longe lateque aut prope positis pertinentibus et familia utriusque sexus ; in pago etiam Blesiaco villa quæ vocatur Curtis, quam nuper sæpedictæ ecclesiæ Odo comes reddidit cum omnibus ad eam pertinentibus, consentiente Hugone Franchorum duce ; beneficium etiam quoddam Gauzfridi comitis, quod idem Hugo Arnulfo, ejusdem ecclesiæ præsuli, consentiente eodem Gauzfredo, reddidit. Memoratas igitur cellas, monasteria et villas cum nonis et decimis, quas ipsa ecclesia de comitatu et de aliis villis, quæ in beneficio continentur, accipere consuevit, seu alias cum rebus omnibus et mancipiis ad se pertinentibus, quas modo et tunc jure et legaliter ipsa tenebat ecclesia, nostra regali potestate per hoc nostræ celsitudinis præceptum eidem denuo confirmamus ecclesiæ, ut hoc nostræ auctoritatis præcepto præfatus pontifex et futuri sæpedictæ ecclesiæ pontifices per omnia et in omnibus quæ sibi necessaria fuerint utantur et defendant et liberum exinde et ex aliis rebus, quæ eidem ecclesiæ a fidelibus Dei conlatæ sunt, habeant potestatem. Obtulit interea jamdictus venerabilis præsul Aurelianensis ecclesiæ obtutibus nostris auctoritatem immunitatis prædecessorum nostrorum regum videlicet atque imperatorum, in qua erat insertum quod præfixus genitor noster et nominatissimus avus noster prædecessoresque eorum reges videlicet Franchorum, ecclesiam Sanctæ Crucis, cui auctore Deo ipse venerabilis episcopus præest, sub suo munimine et defensione consistere fecissent, et eorum immunitatum auctoritatibus hactenus ab inquietudine judiciariæ potestatis eadem munita atque defensa fuisset ecclesia. Ob rei tamen firmitatem postulavit nos jamdictus venerabilis episcopus ut paternum morem sequentes, nostræ

immunitatis præceptum eidem fieri censeremus ecclesiæ. Cujus petitionibus iterum libenter annuimus, et hoc nostræ immunitatis præceptum pro divini cultus amore, et animæ nostræ remedio, ad ipsam sanctam sedem fieri decrevimus, per quod præcipimus atque jubemus ut nullus judex publicus vel quilibet ex judiciaria potestate aut nullus ex fidelibus nostris tam præsentibus quam et futuris in ecclesias aut loca seu reliquas possessionnes, quas moderno tempore in quibuslibet pagis vel territoriis infra ditionem regni nostri juste et legaliter memorata tenet ecclesia, nec in eas res, quæ deinceps à catholicis eidem conlatæ fuerint ecclesiæ, ad causas audiendas, vel freda aut tributa teloneaque exigenda, aut mansiones vel paratas faciendas, aut fidejussores tollendos, aut homines ipsius ecclesiæ tam ingenuos quam servos, super terram ipsius commanentes distringendos, seu alias redibitiones, aut inlicitas occasiones [requirendas] nostris et futuris temporibus ingredi audeat : neque ea quæ supra memorata sunt exigere penitus præsumat ; sed liceat præfato præsuli suisque successoribus res prædictæ ecclesiæ cum monasteriis, cellis, villis sibi subjectis, et rebus omnibus vel hominibus ad se pertinentibus vel aspicientibus, una cum telonei medietate, sive porta Parisiaca, sicut in præcepto avi nostri prædecessorumque nostrorum continetur, vel etiam nonis vel decimis de quibuscumque locis vel pagis sibi pertinentibus, sub tuitionis atque immunitatis nostræ defensione, remota totius judiciariæ potestatis inquietudine, quieto ac libero ordine possidere, et nostro fideliter parere imperio, et pro incolumitate nostra, seu etiam totius regni à Deo nobis conlati ejusque clementissima miseratione per immensum conservandi stabilitate, una cum clero et populo sibi subjecto Dei immensam jugiter exorare clementiam, et quidquid de præfatis rebus ecclesiæ jus fisci exigere poterat, in integrum eidem concessimus ecclesiæ, scilicet ut perpetuo tempore in eodem loco Deo famulantibus ad peragendum Dei servitium augmentum et supplementum sit. Illud quoque nostro huic

præcepto interseri placuit, ut si aliquis per tot annarum curricula vel a tempore domni et genitoris nostri Hlotarii, et piæ recordationis avi nostri Hludovici scilicet ac Karoli Magni usque ad hoc tempus aliquid ex rebus vel mancipiis jamdictæ ecclesiæ, quolibet malo vel perverso ingenio, vel persecutione aliqua imminente, seu qualibet tarditate vel negligentia interveniente, invadendo vel subtrahendo abstulit; vel si quislibet ex prædictæ ecclesiæ mancipiis quocumque malo ingenio a servitio ipsius se occultavit vel subtraxit aut fuga lapsus est, et hoc prælatus ipsius ecclesiæ vel sui successores approbare una cum advocatis vel testibus idoneis potuerint, ita per hoc celsitudinis nostræ præceptum approbent, et in integrum quæ sua fuerint ipsa recipiat ecclesia sine alicujus contradictione vel intromissione potestatis. Hoc vero nostræ auctoritatis præceptum, ut pleniorem in Dei nomine obtineat vigorem, et à fidelibus sanctæ Dei ecclesiæ per diuturna conservetur tempora, manu propria subterfirmavimus et anuli nostri impressione insigniri jussimus.

Signum domini Hludovici gloriosissimi regis Francorum.

Ego Arnulfus, ad vicem domni Adalberonis archiepiscopi atque archicancellarii, recognovi.

Actum anno Incarnationis Dominicæ DCCCCLXXVIIII, secundo die regiæ ordinationis ejusdem, indictione VII, V idus junii. Actum Compendiensi palatio in Dei nomine feliciter. Amen.

LXV

Janvier 1021

Thierry, évêque d'Orléans, affranchit les églises de Gémigny, Noüan et Trainou du synode et du gîte, en échange d'un anniversaire.

(Bib. Nat. Moreau 20, f. 15. « Pris dans le Cartulaire de Sainte-Croix, f. 28 r°, carte 31 ». Copie de Dom Gérou, envoyée le 27 mars 1766.)

Quotiens largicionis et donacionis ordo juste et legaliter diffinitus fuerit, ad memoriam futurorum scripto id convenit memorie deputare .... Ego Theodoricus [1] gratia Dei humilis Aurelianorum episcopus, ob amorem Dei et reverentiam sancte et vivifice crucis, necnon et eximii confessoris Christi Mamerti, pro remedio anime mee maxime et pro utilitate animarum episcoporum hujus ecclesie futurorum, ex consensu omnium fidelium nostrorum tam clericorum quam laicorum servientium ecclesiarum, hoc est sinodum et circadam, que sunt site in villis nostre ecclesie canonicorum videlicet Geminiaco, Noemo, Trigano, eisdem canonicis testamento nostre authoritatis concedimus, ea tamen ratione ut annis singulis anniversarium obitus mei, ut mos est, ipsi peragant. Statuimus etiam eas ab hodierna die ab omni servitio immunes et liberas, dum tamen in eorumdem potestate permanserint, et nullum omnino reddant nobis vel archidiaconis nostris obsequium, excepto quod supra [memoratum] est, solis canonicis [victuaria administrans] nec ab episcopis vel ab ordinibus qui post nos venturi sunt hujusmodi repetant obsequium sed sicut a nobis diffinitum est inconvulsum teneatur, nisi illud qui majorem ecclesiam, cujus filie fore noscuntur, secun-

---

1. Note de Dom Gérou : « Thierry était fils du seigneur de Château-Thierry ; il est honoré comme saint dans le diocèse ; son corps repose dans l'église de l'abbaye de Saint Michel de Tonnerre où il mourut allant à Rome. »

dum antiquorum traditionem visitare et frequentare certis temporibus studeant, et ejus parti, allocutione et doctrina et crismate nihil que eis de nostro cujus indiguerint ministerio denegetur.

Signum Theodorici presulis. S. Theduini archidiaconi. S. Archenaldi archidiaconi. S. Valterii archidiaconi. S. Henrici archipresbiteri. S. Arfredi abbatis et archidiaconi. S. Henrici archidiaconi. S. Warnerii archipresbiteri. S. Aldeberti archipresbiteri.

Anno dominice incarnationis M et XXI, indictione IIII, et epacta [IV], in mense januario. Regnante Roberto rege Francorum XXX regni ejus [1].

LXVI

Orléans [1079 ou 1080]

Raymond, pour une livre de cire par an, payable à Sainte-Croix, confirme à Saint-Pierre de Cluny et aux moines de Pont-aux-Moines, les terres de Chenevière et « Masiuncellas », que son oncle Engerbaud avait données [2].

(Bib. Nat. Moreau 31 : 86. « Tiré du cartulaire de Sainte-Croix d'Orléans ». Copie de Dom Gérou, de l'abbaye de Saint-Benoît, le 4 août 1765).

(Pub. *Recueil des Chartes de l'abbaye de Cluny* (*Documents inédits*) t. IV, p. 674.)

In Christi nomine. Ego Raimundus qui beneficium ex rebus Sancte Crucis per largitionem domini Rainerii, episcopi

---

[1] Cette date de règne part du 29 mars 991. (Pfister. *Etude sur le règne de Robert le Pieux*, p. XLII).

[2] Immunité accordée par Philippe I aux possessions des moines de Cluny en Orléanais, spécialement au domaine de Pont-aux-Moines, qu'il leur donne. — Orléans, 1075. — (Bib. Nat. Moreau 31 : 86 v°. « Tiré du Trésor de l'église Sainte-Croix d'Orléans ». D. Gérou, 31 août 1765) C'est la charte 63 du Grand cartulaire de Cluny, 2e vol. in-f° côté B., chapitre de S. Hugues, fol.152 v°. Une copie du même

Aurelianensis, teneo, notum esse volo cunctis fidelibus sancte Dei ecclesie curam gerentibus quia postulaverunt me monachi Cluniacensis monasterii ut eis terram que dicitur Cannaveria et aliam terram quam Masiuncellas vocant, quas avunculus meus Ingelbaldus Sancto Petro Cluniacensi et monachis qui in loco qui dicitur apud Pontem Ussantie [1] deserviunt

---

vol. de Moreau, f° 35, faite en novembre 1787 par Lambert de Barive, est bien meilleure. Nous la suivons. Elle est intitulée : « *Preceptum Philippi regis de territorio Aurelianensi ad pontem Ossantie.* » Pub. *Recueil des Chartes de l'abbaye de Cluny*, t. IV, p. 591.)

« In nomine sancte et individue Trinitatis. Ego Philippus, Dei gratia, Francorum rex, notum fieri volumus cunctis fidelibus sancte matris ecclesie tam presentibus quam futuris quod quidam fratres et monachi Cluniacensis monasterii adiere serenitatem nostram humiliter postulantes quod in territorio Aurelianensi quandam terram de dominio nostro ad pontem Ossantie Cluniacensi ecclesie concederemus, et terram illam cum ea terra quam Ingelbaldus miles cognomine Mancellus eisdem fratribus concesserat et terras illas quas fideles illis largiti fuerant vel largituri erant aut illi fratres pretio redempturi erant in supradicto Aurelianensi territorio, ab omni consuetudine et exactione sive que fratribus redderentur, de cetero liberas et absolutas et quietas esse pro redemptione anime nostre et predecessorum nostrorum in futurum decerneremus. Quorum petitioni annuendo prout ipsi fratres postulaverant concessimus, et ut in perpetuum firmum et inconcussum permaneret nostri nominis karactere et sigillo nostro inde scriptam kartulam istam firmari et corroborari manu nostra signando precepimus.

S. Hugonis, fratris regis.
S. Frederici dapiferi. S. Hervei magistri pincernarum.
S. Hugonis constabularii.
S. Hugonis (*Monogramme*) camerarii.
S. Hugonis de Pusiaco. S. Warini de Belismo.
S. Wiberti de Sarcaco.

Actum publice ✠ Aurelianis anno incarnati Verbi M° LXXV, regnante Philippo rege anno XVI°.
Gaufridus Parisiorum episcopus, regis cancellarius, relegendo laudavit. »

[1] « L'Ossance est la petite rivière qui forme une partie du canal d'Orléans. Elle prend sa source dans la forêt, passe près le village d'Ingrannes, Combreux, forme le canal qui est près le prieuré de Saint-Benoist, appelé le Pont-aux-Moines, et se jette dans la Loire auprès du village de Combleux. » C'est le Cens.

cum omnibus appenditiis suis, reliquerat, pro redemptione anime ejusdem avunculi mei et matris sue et mee, et ut domnum Gerardum monacum faciant concedo, et concedente domno R[ainerio] Aurelianensi episcopo, cujus largitione prefatum beneficium habebam, ceterisque parentibus et amicis meis concedentibus, sicut petierant, voluntati eorum concessi, eo pacto ut, unoquoque anno in festivitate sancte Crucis que est in maio, prefati monasterii monachi episcopo (*sic*) (ecclesie?) Sancte Crucis libram unam cere pro recognitione exsolvant; quod si in prefata cera reddenda tardi extiterint, postmodum reddant et rem suam non perdant. Hec vero cartula ut sit firmior manu propria subterfirmavi.

S. Rainerii Aurelianensis episcopi. S. Helgodi decani. S. Hugonis precentoris. S. Renehonis subdecani. S. Mauritii archidiaconi.

Datum Aurelianis publice, anno Philippi regis XX.

S. Odonis cancellarii.

LXVII

Orléans, février 1092

Jean, évêque d'Orléans, affranchit Saint-Laurent de la nomination d'un vicaire et confirme son immunité sauf les droits de Sainte-Croix et les siens y stipulés.

(Bib. Nat. ms. lat. 12739 : f° 433. Copie de D. Estiennot : « *Ex cartulario S. Crucis Aurelianensis et Cluniacensis* »).

(Pub. *Recueil des Chartes de l'abbaye de Cluny*, (*Documents inédits*) t. V, p. 10.)

Ego Joannes, Dei gratia Aurelianorum humilis episcopus, notum fieri volumus cunctis fidelibus quod ob amorem Dei et honorem beate Dei genitricis Marie et sancti Laurentii levite et martyris, petitioni monachorum sancte Marie de Karitate et celle sancti Laurentii que est juxta Aurelianum consentiens,

pro remedio anime mee et pro utilitate animarum episcoporum sancte Aurelianensis sedis futurorum, ex communi consensu fidelium nostrorum tam clericorum quam laicorum, ipsum altare beati Laurentii quietum concedimus, dum tamen in eorum potestate permanserit et monachi sancte Marie et sancti Laurentii ibidem Deo servierint, ita ut vicarius ecclesie qui a predecessoribus nostris exigebatur a nullo posterorum nostrorum amplius exigatur et neque nobis neque posteris nostris infractura ejusdem ecclesie et cimiterii, si forte contigerit, neque claustri monachorum cum officinis et appenditiis earum aliquo modo amplius emendetur, et si forte evenerit ut aliqua infractura ibi fiat homicidii, sacrilegii, adulterii, furti, sanguinis effusionis vel alicujus offensionis ubi reconciliatio conveniat, Dei gratia juvante, a monachis ibidem Deo famulantibus eadem reconciliatio celebretur. Si vero oportuerit ut altaria ibidem de novo edificentur et vetera aliquando deleantur nihil inde omnino ab eis exigatur. Hec supradicta eidem concedimus, salvis ceteris consuetudinibus et subjectione quam debet eadem ecclesia matri sue Sancte Crucis ecclesie et nobis, videlicet refectione in vigilia S. Laurentii et synodo et Ramis palmarum, et de reddendis duobus pellibus caprinis nostro cantori, et revestitu sacerdotis in die dominica et justicia de ipso sacerdote. Hec vero que eis concedimus nostre authoritatis testamento confirmari volumus.

[1] S. Joannis episcopi Aurelianensis.
S. Radulphi archiepiscopi Turonensis.
S. Albonis decani.
S. Mauritii cantoris.
S. Hugonis sacriste.
S. Odonis cancellarii.
S. Mauritii archipresbyteri.
S. Gauffredi subdecani.
S. Hugonis archidiaconi.
S. Joannis archidiaconi.
S. Hildegarii succentoris.
S. Odolrici.

[1] « Hic autem ablatum est de cartulario Clarimontensi » : Les noms suivent [illegible]. Ces noms ne figuraient donc pas au cartulaire de [illegible].

Actum Aurelianis publice in capitulo Sancte Crucis, anno incarnationis dominice MXCI. Datum mense februario regnante Philippo, Francorum rege, anno imperii sui XXXII.

LXVIII

[Entre le 3 août 1110 et le 3 août 1111]

Convention entre Sainte-Croix et Saint-Père-de-Chartres au sujet de la dîme de Nids.

(*Cartulaire de Saint-Père-de-Chartres* (éd. Guérard), t. II, p. 445).

Quoniam rerum gestarum memoria litteris veracius et sine errore recolitur, utile duximus nos, scilicet capitulum Sancte Crucis, et abbas sancti Petri Carnotensis, pactum societatis, que inter nos in capitulo nostro ab omnibus concessa est, litterarum memorie commendare. Notum sit igitur successoribus utriusque partis, quod abbas sancti Petri Carnotensis Willelmus sepius nos adierit, negans ut medietatem decimarum terre, quam terram ecclesie sue dederat rex apud Niz, quas decimas juris ecclesie nostre manifestum est esse, ipsi ecclesie sue concederemus. Cujus petitioni non statim adquievimus ; sed tandem considerantes quod multis expensis et magno labore terram illam, que deserta fuerat, excoluissent, et quod pluribus donis potentes vicinorum castellorum eis parcare conveniat ; et insuper intelligentes quod per eos ipse decime fidelius exigentur et servabuntur, peticioni eorum tali pacto adquievimus, ut ipsi ecclesiam que ibi facienda erat de suo facerent, et nos medietatem reddituum haberemus ; et si sacerdos ibi ponendus esset, per prepositum nostrum et per monachum obedientiarium, prius nobis, deinde illis presentaretur, neque absque utrorumque consensu ibi constitueretur. Similiter et graneam in qua decima colli-

granea fuerit ipsi de suo facerent; decimarius vero, qui decimam ad graneam deferre deberet, a nobis et ab illis ponendus esset, et utrisque fidelitatem faceret. Quod si duo ponendi essent, ipsi unum et nos alterum poneremus; et suus nobis et noster illis fidelitatem faceret, quod fideliter decimam conservaret. Cum autem custodiende granee custodes ponentur, nos nostrum ponemus et de nostra parte conducemus, et ipsis monachis fidelitatem faciet; et si ipsi monachi servientem posuerint ad custodiam ipsius granee, nobis fidelitatem faciet. Si autem ipsi monachum ponere voluerint ad custodiam granee, faciant; nobis tamen per servientem unum fidelitatem faciat. Et si nos canonicum nostrum ad custodiam granee ponere voluerimus, similiter per unum servientem monachis fidelitatem faciat. Postquam vero decima excussa fuerit cum mina dividatur, et farragium similiter equaliter. Hoc pactum factum est in capitulo Sancte Crucis in presentia domni Ludovici regis, anno regni sui III, presente Johanne Aurelianensi episcopo. Affuerunt etiam testes, ex parte canonicorum : Stephanus decanus, Archembaldus subdecanus, Seguinus precentor, Buchardus archidiaconus, Gislebertus archidiaconus ; ex parte vero ecclesie Sancti Petri Carnotensis : Willelmus abbas, Willelmus prepositus ecclesie Carnotensis, Hugo prepositus, Hugo archidiaconus Blesensis, Philippus subdecanus sancti Aniani, Warinus capicerius, Salomon canonicus sancte Marie. In conducendo presbitero canonici sancte Crucis nichil dabunt.

LXIX

Incomplète [1]

[1122-1143] [2]

Composition entre le chapitre et Simon Mauger au sujet de la dîme d'Olivet.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret. G. 358).

CYROGRAPHUM

Ego Stephanus Sancte Crucis decanus et totum ejusdem ecclesie capitulum omnibus tam clericis quam laicis notum esse volumus quod inter nos et Simonem filium Malgerii singulis annis lis et contentio nascebatur de decima scilicet nostra, quam apud sanctum Martinum super Ligerulum habebamus et sua quam ibidem juxta nostram habebat, quod vicissim servientes nostri et sui eam sicut eis ad animum veniebat occupabant. Quam contentionem penitus auferre cupientes, communi consilio totam nostram decimam quam in predicto territorio habebamus cum ipsius Simonis decima communicavimus, tam de annonna quam de vino, eo siquidem pacto, quod ante messes nos canonici sive prepositus noster decimatorem ad messium decimam congregandam ponemus et inde fidelitatem et nobis et Simoni faciet, et si inde forisfecerit, communi consilio nostro scilicet et Simonis aut expelletur aut remanebit, et si emendatio inde accepta fuerit, nos inde duas partes Simon vero terciam habebit. Post

---

[1] Le bas de cette charte a été coupé,

[2] Barthélemy ne fut chèvecier qu'en 1122 ; son successeur Raoul apparaît pour la première fois en 1143.

excommunicatum messium primam presbiter mestivam suam recipiet, totum reliquum inter nos et Simonem ita dividetur quod duas partes ipsius habebimus, Simon terciam ; de farragio similiter. Quod si nos aut Simon de predictis decimis olim deperditum aliquid recuperare poterimus, in commune totum ponetur et ad prioris modum dividetur ; de vino quoque serviens noster qui illud colliget et nobis et Simoni fidelitatem faciet sicut de annona dictum est, et habebimus inde duas partes, Simon autem terciam, preter clausum nostrum capicerie quod nullam decimam dabit. Factum est hoc pactum in capitulo Sancte Crucis, concedente hoc Bartholomeo capicerio, de cujus feodo pars illa est que ad Simonem pertinet, ita quoque quod quicquid ei forisfecerit Simon capicerio capicerius nullam habebit potestatem ibi aliquid sasiendi donec divisa pars Simonis a nostra fuerit ; postquam autem divisa a nostra fuerit ipsius pars inter Simonem et capicerium inde conveniat, nos inde non intromittemus...

LXX

[1146-1185] [1]

Manassé, évêque d'Orléans, reconnaît avoir donné, sans droit et sans l'aveu du chapitre, à l'abbaye de la Cour-Dieu, les terres d'Ingrannes et les bois appartenant au chapitre, sauf 120 arpents de bois, pour 16 livres de cire par an.

(Bibl. Nat. ms. lat. 12739, f° 496. Copie de Dom Estiennot « *Ex Libro Rubeo ecclesie S. Crucis Aurelianensis* ».)

Ego Manasses, Dei patientia ecclesie Aurelianensis minister humilis, omnibus in Christo fidelibus salutem. Sciant

[1] Dates extrêmes de l'épiscopat de Manassé de Garlande.

omnes quicunque verba hujus scripture legerint vel audierint quoniam nos, tam pretio quam precibus abbatis et monachorum Curie Dei circumventi, quidquid ipsi habent tam in terra apud Ingraniam quam in nemoribus ipsis que pertinent ad jus et dominium ecclesie Sancte Crucis, preter sexcies viginti arpennos nemorum, injuste et sine conscientia capituli eisdem monachis donavimus, tali tamen condicione quod singulis annis redderent ecclesie Sancte Crucis XVI libras cere ; quod ideo confitemur et testificamur ne concessio talis a nobis facta in damnum et prejudicium ecclesie veniat in futurum.

LXXI

[1146-1185]

Manassé, évêque d'Orléans, confesse avoir donné au monastère de Marmoutiers, sans le consentement du chapitre, l'église de Josnes, à laquelle ce monastère n'a aucun droit.

(Original sur parchemin. Arch du Loiret, G. 333)

Ego M[anasses], Dei gratia Aurelianensis ecclesie minister humilis, omnibus notum fieri volo quod sine conveniencia et assensu capituli ejusdem ecclesie, concessi monachis Majoris monasterii ecclesiam de Jaona, et occasione concessionis mee eam sibi vendicare nituntur. Nichil enim juris unquam ante concessionem meam in eadem habuerunt, nec nunc habent, nisi quod de sola concessione mea videntur habere. Ego enim eripui eam de manibus duorum laicorum, Garnerii videlicet Bisol et Imbaldi Rufi, per sententiam excommunicationis a bone memorie Eugenio papa in laicos ecclesiarum detentores generaliter latam. Quorum filiis clericis, Hugoni scilicet Bisol

et Gaufredo, quod illi percipere consueverunt in ecclesia illa in elemosinam concessi. Sciant etiam universi quod monachi corporalem predicte ecclesie possessionem nunquam habuerunt, quia nec ego nec alius nomine meo monachis corporalem illius ecclesie possessionem, vel alicujus beneficii seu pos[ses]sionis alicujus ad eam pertinentis assignavi.

LXXII

Près d'Herbilly, 1163

Les évêques d'Orléans et de Tours portent leur sentence arbitrale au sujet des coutumes des hommes de Saint-Martin de Tours à Suèvres[1].

Bibl. Nat. Moreau 66, 132. « Tiré du cartulaire de l'église de Sainte-Croix d'Orléans ». Copie envoyée par D. G., Bénédictin de S.-B. sur Loire, le 4 août 176[illegible].

In nomine sancte et individue Trinitatis. Nihil eque magnum ac gloriosum operari creditur liberalis prelatorum magnificentia quam ut ecclesiarum libertatem studio pietatis semper augere intendat et inolitas consuetudines, quas ad earum gravamen usus in tenorem juris adduxit, rationabili providentia relaxare et ab occupantium manibus retrahere. Cujus rei notitia ego Manasses, Aurelianensis ecclesie minister humilis, dilectorum fratrum nostrorum canonicorum Beati Martini Turonensis gratiam et ejusdem ecclesie utilitatem diligenter attendens, controversiam inter Lancelinum et quosdam antecessores ejus cum prenominatis canonicis diu ventilatam pro posse meo studui pacificare et composite modum pacis scripto

1. Ce document ne semble intéresser en rien le chapitre de Sainte-Croix. Comme, cependant, il était copié en un des cartulaires, nous le reproduisons ici.

et memorie commendare duxi necessarium. Simone autem fratre Lancelini adhuc superstite, inter canonicos Beati Martini et ipsum Simonem de quibusdam pravis consuetudinibus quas apud Sodobrium usurpabat fuit contentio, scilicet hospitalitio, expeditione vel justitia super homines Beati Martini. Eodem vero Simone in articulo mortis posito [1], ubi non habet locum mendacium, Deo et mihi ejus ministro, qui vocatus a Simone ut venirem illi affui morituro, confessus est et non negavit prefatas consuetudines se injuste requisisse, quas satisfaciens in manu nostra penitendo dimisit. Simone vero viam universe carnis ingresso, successit Lancelinus, frater ejus, et quas Simon consuetudines dimiserat et injuste accepisse cognoverat iterum requisivit et canonicos inquietatos

---

[1] Manassé, évêque d'Orléans, communique au chapitre de Saint-Martin de Tours l'abandon fait, par Simon de Beaugency mourant, d'injustes coutumes à Suèvres. [Après 1149], Cf. *Gallia Christiana*, VIII, col. 509.

« In nomine sancte et individue Trinitatis, ego Manasses, Dei gratia Aurelianensis episcopus, dilectis fratribus meis canonicis Beati Martini Turonensis et universis ecclesie filiis tam presentibus quam futuris notifico sed et obtestor quod Simon de Balgentiaco, digne vir memorie, fide devotus, honestate preclarus, prinsquam humane fragilitatis iniret exitum et nature solveret debitum iu infirmitate corporis sui laborans, corde compunctus, ore autem, ut credimus, confessus est ad salutem. Qui cum in presentia mea testamentum ordinaret (Cf. Ch. V), ecclesiis et pauperibus erogaret, inter cetera confessionis sue eloquia de quibusdam pravis consuetudinibus quas ipse et quidam sui predecessores apud Sodobrium injuste tenerant mihi innotuit ; eas autem pro sua predecessorumque salute per manum meam sponte deseruit, confessus se in predicta villa tres solummodo consuetudines habere, que sibi jure hereditario contingebant, scilicet biennium, censamentum et justitiam super homines ; tamen prepositus Beati Martini prius a justitia defecerit. Quod ut illibatum permaneat sigilli nostri authoritate confirmari postulavit. Quam institutionem si quis infringere aut ausu temerario annulare seu attenuare presumpserit, ego et successores mei plene rigorem justitie super eum exercebimus. » — Bib. Nat. Moreau 61 : 159. « Tiré des Archives de l'église cathédrale d'Orléans ». Envoyé par Dom Gérou le 27 mai 1765. Il date par erreur cet acte de 1145.

capere presumpsit, unde a nobis datum et a domino papa confirmatam anathematis subivit sententiam. Tandem domini regis Ludovici commonitione et date metu sententie, archiepiscopi Turonensis Engebaldi et meo consilio terminandam hanc commisit contentionem. Dominus itaque archiepiscopus et ego et nobiscum alii prudentes viri ad consulendum super hoc convenimus presente Lancelino sollicite de jure suo unicuique assignando. Provida itaque consideratione decrevimus quatenus quas Simon, frater ejus, consuetudines dimiserat, scilicet hospitalitium, et expeditionem et justitiam quam ex consuetudine ipse Lancelinus super homines Beati Martini exigebat, omnino dimitteret nisi prepositus Beati Martini requisitus vel impotenter vel negligenter ab ea deficeret. Addidimus etiam quod pro his que dimiserat censamentum quod in singulis domibus de Sodobrio habebat, uno constans sextario ad mensuram justam et rasuram, vendendi et emendi in villa ei in duplo redderetur, exceptis domibus cimeterio adjacentibus suum pristina consuetudine censamentum reddentibus. Amplius si Vindocinensis comes vel quilibet alii dominum Belgenciaci ad guerram procuraverint, homines Beati Martini de Sodobrio illi et preposito et hominibus ejus, in quantum terra Beati Martini censamentaria extenditur, impendent auxilium, iis tamen exceptis comite Theobaudo, canonicis et preposito Beati Martini. Sic dispositum placuit Lancelino et dimisit in manu Bartholomei, prepositi Beati Martini, cum cutello satisfaciens que dimitenda decrevimus. Quod ne queat oblivione deleri sigilli nostri attestatione firmavimus.

Actum publice in pratis Herbelliaci, anno incarnati Verbi MCLIII, ordinatis in ecclesia S. Crucis majoribus personis Simone decano, Girardo cantore, Zacharia subdecano, Radulfo capicerio. Hujus rei testes affuerunt dominus Engebaldus, Turonensis archiepiscopus, Bartholomeus prepositus, Ernaldus hospitalarius, Georgius granitarius, Hugo succinctor, Hugo de Sodobrio, Johannes Senebaudi, Durannus de Sodobrio; de hominibus vero illius terre Henricus major,

Robertus major, Hugo de Alodo major, Obertus de Capella, Aubertus de Alodo, Hugo Gueinare, Andreas Kerrechat, Gilo filius Gauterii Asini, Bartolomeus de Ponte.

LXXIII

[1153][1]

Don par le chapitre de Sainte-Croix aux chanoines de La Ferté-Avrain de l'église de Neung-sur-Beuvron pour 30 sous de cens annuel.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G. 353).

In nomine sancte et individue Trinitatis. Ego Simon, Dei permissione victoriosissime Crucis Aurelianensis decanus, totumque ejusdem ecclesie conventus. Notum facimus universis tam instantibus quam venturis quod canonicorum de Firmitate Abreni petitioni adquiescentes gratum impertientes assensum eis dedimus et in perpetuum habendam concessimus ecclesiam de Naim sine sinodo et circada et absque aliqua exactione episcopi, archidiaconi, archipresbiteri, in eadem vero libertate et quiete qua et alie ecclesie que proprie ad nostrum capitulum spectare videntur consistunt. Eo siquidem tenore concessimus eis prefatam ecclesiam ut singulis annis octavo die ante ascensionem Domini triginta solidos Aurelianensis monete capitulo Sancte Crucis persolvant, qui die ascensionis inter clericos ad processionem euntes dividantur. Si vero casu aliquo contingeret quod canonici censum ad predictum non redderent terminum, utramque ecclesiam, videlicet de Firmitate et de Naim, ex pacto tamdiu a divino

---

[1] La confirmation par l'évêque dut suivre de près : or elle est datée de 1153 (Ch. LXXIV).

interdiceremus officio, donec census cum condigna satisfactione integre redderetur. Preterea in festo beati Thome libram cere persolvant singulis annis ad anni novi illuminationem. Actum in capitulo Sancte Crucis, astantibus majoribus personis Simone decano, Girardo cantore, Zacharia subdecano, Radulpho capicerio, Burchardo archidiacono, Algrino archidiacono, Johanne archidiacono, Hugone archidiacono. Quod ne queat oblivione deleri a[u]ctoritate sigilli nostri subterfirmavimus.

LXXIV

1153

Confirmation par l'évêque d'Orléans de l'acte précédent, joignant à la donation la partie que lui-même possède et celle d'Arraud.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G. 353, mention *Scriptum*.)

In nomine sancte et individue Trinitatis. Ego Manasses, Dei permissione victoriosissime Crucis ecclesie minister humilis, notum fieri volumus fidelibus universis tam futuris quam presentibus, quod canonicorum de Firmitate Abreni peticioni adquiescentes, gratum impertientes assensum, ecclesiam de Naim quam a manu capituli Sancte Crucis censualem receperunt eisdem canonicis et ecclesie beati Bartholomei confirmavimus et in perpetuum integre possidendam concessimus. Partem etiam illam prefate donavimus ecclesie quam nobis retinueramus et Arraudo, qui eam jure hereditario reclamabat, ad censum decem solidorum, nobis et quibuscumque nostra voluntas fuisset, singulis annis reddendorum, quamdiu viveret donaveramus : videlicet ut hoc modo a manu laicali eam rethrahere et redimere possemus. Quamdiu autem Arraudus vixerit, partem istam prout ei concessimus possideat, atque

ecclesie Beati Bartholomei et canonicis annuatim censum reddat prenominatum, et post ejus decessum totum absque aliqua heredum ipsius reclamatione et calumpnia ad prefatos redeat canonicos, in eadem libertate et quiete qua et alie ecclesie que proprie ad Sancte Crucis capitulum spectare videntur consistunt. Eo siquidem tenore prefatam eis concessimus ecclesiam ut singulis annis octavo die ante Ascensionem triginta solidos Aurelianensis monete capitulo Sancte Crucis persolvant, qui die Ascensionis inter clericos ad processionem euntes dividantur. Ecclesia vero libera et quieta permaneat absque circada et sinodo et aliqua exactione episcopi, archidiaconi, archipresbiteri. Si vero casu aliquo contigerit quod census ad predictum non reddatur terminum, utramque ecclesiam videlicet de Firmitate et de Naim tam diu ex pacto a divino interdicimus officio, donec census cum condigna satifatione reddatur. Preterea in festo beati Thome singulis annis libram cere persolvant ad anni novi illuminationem. Quod ne queat latere posteros ut ecclesia de Firmitate hoc donum et universa quibus dotata est liberius et firmius possideat, scripto commendavimus et sigilli nostri actoritate corroborari precepimus. Actum publice in capitulo Sancte Crucis, astantibus majoribus personis Simone decano, Girardo cantore, Zacharia subdecano, Radulfo capicerio, Buccardo archidiacono. Datum per manum Algrini cancellarii. Anno ab incarnatione Domini millesimo centesimo quinquagesimo tercio.

LXXV

1175

Composition entre le chapitre et Herbert Le Vâlet, par laquelle ce dernier abandonne au chapitre, pour y bâtir une villa, ses droits sur une partie de forêt située entre le Bois Herpin et Puiselet, et son [illegible] sur [illegible], « [illegible] » et [illegible], moyennant 40 sous de rente.

(Orig. sur parchemin. Arch. du Loiret G.)

CHIROGRAPHUM

Pulcherrime consuetudinis usus apud nos inolevit ut pactiones quas cum aliquibus facimus scripto et memorie commendemus, quatinus quod fragili perire poterat in memoria, vivaci conservaretur in littera. Ideo ego Johannes, Sancte Crucis decanus, totusque ejusdem ecclesie conventus presenti pagina notum fieri volumus tam presentibus quam futuris contencionem quandam diu fuisse inter Herbertum Vasletum et nos de parte nemoris quod situm est inter Nemus Arpini et Puteolum, quam partem idem Herbertus et predecessores sui diu a nobis censualem habuerant, de quibusdam quoque exactionibus quas ipse reclamabat tam in nemore quam in minutis fructibus sive terra, causa grierie et causa advocationis. Sed quia ecclesie nostre utile videbatur in nemore prefato novam villam[1] edificare, ne ipse aut heredes sui aliquid in ea reclamare possent composicionem cum eo ordinavimus talem quod ipse quicquid censuale sive consue-

[1] Sans doute la Forêt Sainte-Croix, qui est mentionnée dès 1196 (Ch. CXIII).

tudinarium in nemore sive in terra reclamabat, quietum et liberum nobis dimisit. Legitime quoque nobis in communi capitulo pepigit et per manum regiam se servaturum concessit quod si aliquis de hospitibus suis, sive de servis sive de liberis, aliquid in terra vel in nemore reclamaverit, nullo modo eum contra nos manutenebit ni quandiu rationi et juditio nostro adquiescere voluerint, neque aliquam servorum suorum post eorum decessum in terra vel in nemore requiret successionem. Quasdam vero consuetudines, que vulgo *oblite* vocantur, quas prenominatus Herbertus et predecessores sui feodales a decano Sancte Crucis ab antiquo tenuerant in villis que Hurmetum, Musnetum, Aerisvilla vocantur, absque heredum suorum reclamatione et calumpnia nobis omnino quietas dimisit et totum feodum istum in manu decani refutavit tali tenore, uti singulis annis in festo sancti Thome de censu Sancte Crucis majori, sibi aut certo nuncio suo quem mittere debet, quadraginta solidos redditus, quos ipse tenebit feodales a decano, sicut tenebat prefatas debitas, et sicuti de alio feodo totam justiciam decano exhibet. Si vero per negligentiam majoris contigerit quod, statuto termino, quadraginta solidos non habuerit de proprio Sancte Crucis capiat et usque ad nodes recredat et deinceps capitale suum com lege plane accipiat, nisi contigerit majorem prefatos nummos retinuisse jussu decani per defectum justicie. Actum in capitulo Sancte Crucis publice, anno Incarnati Verbi MCLV, regnante L. gloriosissimo rege nostro anno octodecimo, episcopatus domini Manasses episcopi nostri anno nono ; astantibus et annuentibus hoc in fato capitulo Johanne decano, Girardo cantore, Zacharia subdecano, Radulfo capicerio. Testes etiam adfuerunt ex parte nostra : Hugo de Ruppibus miles, Rainaldus de Sancta Columba, Johannes de Resta, Gofridus de Saram ; ex parte Herberti Vasleti : Guillelmus filius Lisiardi, Menerius, Guillelmus, Godefridus major, Gofridus Corrasse, Girelmus et Johannes, Bartholomeus, Rotbertus de Cathena, Girelmus et Guillelmus famuli, Nicholaus de Nemore Harpini.

LXXVI

Étampes. [31 mars 1157 à 19 avril 1158]

Louis VII exempte de diverses redevances la maison du four de la Chêne construite par son chapelain, André de Saint-Hilaire d'Orléans, et l'étal bâti pour les besoins dudit four ; il décide que les hôtes de cette maison ne seront justiciables que du roi, du sénéchal ou du chancelier.

(Orig. Arch. du Loiret, G. 421. — Copie Bib. Nat. Coll. Moreau, t. 68, f. 182, d'après le cartulaire f° 23 r°.)

(Pub. Luchaire, *Ét. sur les actes de Louis VII*, n° 394.)

In nomine sancte et individue Trinitatis, amen. Ego Ludovicus, Dei gracia Francorum rex. Decet regiam benignitatem nostram ut fidelium nostrorum postulationibus aurem facilem prebeamus. Qua consideratione capellani nostri Andree de Sancto Hilario Aurelianensi, qui nobis, ultra et citra mare, servierat ad graciam, preces suscepimus et effectu mancipavimus. Sciant itaque universi, et presentes et futuri, quod pro amore jamdicti Andree, per consilium eorum qui nobis adsistebant fidelium nostrorum, domum furni de Cathena, quam edificavit, eidem liberavimus. De culcitra penitus et de omni excubia predictam domum liberavimus, nisi forte rex per litteras suas aut per hominem de domo sua requisierit excubiam, quociens ipse evenerit. Ejusdem domus hospites, si quidam in querelam venerint, solummodo per nos, aut per dapiferum nostrum, aut per cancellarium nostrum, justiciam facient. Et pro justicie exsecutione ultra Castrumnovum, sive ultra septem leugas foras Aurelianis, non venient ad aliquam submonicionem nostram ; que submonicio fiat per litteras nostras, aut per hominem de domo nostra. Pre-

terea stallium, quod ipse Andreas ad opus furni super craandum edificavit, eidem liberavimus. Et hoc donum libertatis, tam de domo furnili et hospitibus quam de stallio, omnibus post Andream ea possidentibus intemerate concessimus. Et ut ratum sit in posterum sigilli nostri auctoritate muniri et nominis nostri karactere consignari precipimus.

Auctum publice Stampis, anno ab incarnacione Domini MCLVII, astantibus in palatio nostro quorum apposita sunt nomina et signa. S. comitis Theobaudi, dapiferi nostri, S. Guidonis buticularii. S. Mathei camerarii. S. Mathei constabularii.

Data per manum Hugonis (*monogramme*) cancellarii.

LXXVII

[1166-1189] [1]

Don par Adam Harens à Sainte-Croix de la partie de la dîme des Juifs[2], levée sur les possessions du chapitre en ce lieu.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G. 376).

Dilectis in Christo fratribus et amicis Hugoni decano totique capitulo Sancte Crucis Aurelianensis G[aufridus] decanus et universum Carnotensis ecclesie capitulum, salutem in Domino. Noverit fraternitas vestra quod cum Adam Harens magistro

---

[1] Les dates extrêmes du décanat de Geoffroy de Berou sont 1166-1202. (*Arch. du diocèse de Chartres*, t. V : Dignitaires de l'église de Chartres ; listes chronologiques par MM. Merlet). Mais Evrard IV, s[r] du Puiset, v[te] de Chartres, mourut en 1189. (Hubert, Histoire du Pais orléanais. Seigneurs du Puiset, § VII). Le nom du doyen, Hugues de Garlande, ne nous permet pas de serrer de plus près la date : il fut doyen de 1166 à 1198.

[2] Les Juifs, commune de Prasville, canton de Voves (Eure-et-Loir).

Bertero, canonico nostro et vestro, quicquid habebat in decima de Ivers, scilicet medietatem ipsius decime vendidisset, eandem decimam ad mandatum ipsius magistri Berteri super altare ecclesie nostre, de assensu uxoris sue et liberorum, fratrum quoque et eorum quorum interesse credebatur, obtulit, et dimisit vobis quidem et ecclesie vestre ad opus pauperum per diem cene dominice mandato[1] intererunt illam prefate decime partem que de territorio quod in memorata villa habetis proveniet, totum vero reliquum, in cujuscunque terra sit, nobis, ad simile pietatis opus conferens et assignans, domino Ebrardo vicecomite Carnotensi, de cujus feodo ipsa decima erat feodum, nobis et vobis in elemosinam concedente, et tam venditionem quam oblationem ejus scripto suo autentico confirmante.

LXXVIII

[1166-1190]

Concession par Martin Billard au chanoine Foulques de l'usage d'une des maisons qu'il a données à Sainte-Croix.

(Orig. s. parch. Arch. Loiret, G. 268).

CHIROGRAPHUM

H[ugo], Dei gratia Sancte Crucis decanus, totumque ejusdem ecclesie capitulum omnibus in Domino salutem. Ut ea que nostris temporibus in conspectu nostro sollempniter celebrantur constanter maneant illibata, congruum est eadem signatis apicibus commendari. Ad universatem vestram presentis scripti

---

1. Le Mandé.

testimonio volumus pervenire quod Martinus Billardus, Beati Aniani subdecanus, magistri Fulconis liberalitatem attendens et interventu precium quas pro eodem Fulcone Odo, nepos predicti M., ei fecerat, in domibus quas nostre ecclesie contulit elemosinam habendam concessit mansionem quamdiu predictus F., Sancte Crucis canonicus vixerit, asserens quod in collatione domorum hanc sibi retinuit facultatem quod si alterum nepotum suorum, quos in domorum collatione assensu nostro constituit vicarios, suum obitum contingeret prevenire, liberam haberet facultatem loco defuncti alium subrogare. Nos vero autenticum quod similiter hoc a nobis habebat attendentes sibi commissam fuisse prelibatam cognovimus facultatem. Eapropter magistro Fulconi predicti Martini et Pascasii nepotis ejus concessionem factam volumus, approbamus et nostri sigilli munimine roboramus. Hoc etiam addendum esse censuimus quod prefatus Fulco Pascasio, predicti M. nepoti, singulis annis XX^ti solidos concessit pro eisdem domibus in festo sancti Aniani hiemalis persolvendos, hoc addendo quod in domibus predictis loco sui vel secum sine assensu Pascasii alium non admittet. In disposicione vero Pascasii erit de orreis, cellariis, domus utensilibus ordinare, et mansionem suam habebit in domibus si in eis manere voluerit, salvo magistri Fulconis usu et salvis utensilibus que nostre ecclesie cum domibus eisdem fuisse collata dinoscuntur.

LXXIX [1]

Chartres, 1171

Composition entre Sainte-Croix et l'abbaye de Bonneval au sujet de l'achat de Vaudran et [illegible] pour Godbert.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G. 377, mention *scriptum*.)

In nomine sancte et individue Trinitatis. Ego Herbertus Bonevall[ensis] ecclesie humilis minister totumque ejusdem ecclesie capitulum notum fieri volumus tam futuris quam presentibus unde contentio inter ecclesiam Sancte Crucis Aurelianensis et ecclesiam Sancti Florentini Bonevall[ensis] orta sit et qualiter eadem contentio sit sopita et utraque ecclesia ad pacis concordiam revocata. Contigit aliquando ut nos monachi scilicet Bonevallenses medietatem terre Stephani Berruarii, que dicitur de villa Valdr[en]a et de feodo Sancte Crucis erat, canonicis ejusdem Sancte Crucis nescientibus emeremus. Quo audito prohibuerunt, asserentes feodum suum absque assensu suo non licere nobis emere vel possidere. Sub hac vero prohibicione alteram medietatem a prefato Stephano Berruario inconsultis predictis clericis emimus sicut et primam. Quod cum audissent, egre ferentes convenerunt

---

[1] Cf. Ch. XIV du Cartulaire ci-dessus. Bien que conçue presque dans des termes identiques à cette dernière, notre charte LXXIX est publiée intégralement parce qu'elle corrobore, après la charte XIV, l'existence de l'abbé de Bonneval Herbert, révoquée en doute par le *Gallia* (t. VIII, col. 1241) et par Dom Thiroux et Dom Lambert, dans leur *Histoire abrégée de l'abbaye de Saint-Florentin de Bonneval* (in-8 lign., Châteaudun, 1876), p. 74. Herbert prend certainement place entre Hugues et Christien.

nos ante presentiam domini nostri Guillelmi Senonensis archiepiscopi, ubi, dum pariter convenissemus, audita idem vir venerabilis utriusque ecclesie causa, ipso providente atque disponente in hanc amicabilem devenimus pacis concordiam. Precium igitur ultime partis empte clerici persolverunt, et sic tota illa terra Stephani Berruarii quam supradiximus, inter nos et ipsos communis est facta. Rursus totam terram suam de villa Gauberti, extra corpus ipsius ville et arpennos hospitum qui semper ut antea in eorum proprietate permanebunt, reliquam totam inter nos et ipsos concesserunt esse communem. Nos vero quicquid decime in predicta villa vel territorio habebamus et quicquid in terra de Nosemento et in terra que fuit Herberti de Boscato tam in terragio quam in decima inter nos et prefatos clericos commune esse concessimus. Has omnes predictas terras tam ex nostræ quam ex clericorum parte ita communes fecimus ut totum terragium, decima, justicia, totus omnino earum profectus quoquo modo proveniat inter nos et clericos equaliter atque fideliter per medium dividatur : sciendum quoque quia IIII^or oschie que vicine culture nostre erant in nostra proprietate semper remanebunt, quia pro ipsis convenientem clericis fecimus permutationem. Hoc etiam addimus quia quicquid pro terris istis communibus sive pro mestiva presbiterorum sive pro modiatione militum usque ad diem pacis hujus a nobis solvebatur de communi tam nostra quam clericorum annona deinceps reddetur. De predictis territoriis istis que communia deinceps erunt, terras quas homines Sancte Crucis coluerant colent et homines sancti Florentini similiter suas. Graneam communem communibus expensis tam nos quam clerici pariter construemus. Tempore messium ad congregandas et custodiendas messes servientem nostrum ponemus clericique suum qui fidelitatem nobis faciet, nostro similiter idem eis faciente. Reliquo tempore unum vel duos servientes communiter eligemus, qui facta tam nobis quam clericis fidelitate de forisfactis et justicia et redditibus ad predictam terram communem pertinentibus curam habebunt et nobis et

clericis pariter respondebunt. Sciendum quoque quod minuta decima de villa Gausberti nostra tantum est, ita quod in ea clerici nichil habebunt. Quod si dixerimus homines non fideliter minutam decimam solvere, in nostro erit arbitrio vel ecclesiasticam justiciam requirere vel decano Sancte Crucis denuntiare, qui vel minutam decimam plene reddi faciet, vel sacramento firmari quod fideliter reddita sit. Si forte in terris supranominatis aliquid venale proponetur communiter a duabus ecclesiis emetur. Quod si alia pars postquam summonita fuerit ab emptione cessabit, pars alia sibi emet et proprium habebit. Addendum quoque quod si calumpnia aliqua super predictis terris alterutri ecclesie mota fuerit, communiter tam nos quam clerici labore et sumptu utriusque ecclesie causam prosequemur. Quod ut ratum et inconcussum in posterum permaneat, predictas conventio[n]es sigillo nostro fecimus confirmari. Actum publice Carnotis, anno ab incarnatione Domini MCLXXI, in presentia predicti archiepiscopi Senonensis, astantibus majoribus Carnotensis ecclesie personis Gaufredo decano, Almaurico cantore, Gisleberto subdecano, Galterio archidiacono Dunensi. Ex parte Aurelianensis ecclesie : Stephano abbate Sancti Evurcii, Hugone decano, Guillelmo cantore, Letoldo subdecano. Ex parte monasterii Bonevall[ensis] : ipso abbate Herberto, Adam priore de Pathaio, Rainardo priore de Colomevilla, Roberto preposito monasterii.

LXXX

[1172][1]

Le chapitre de Sainte-Croix menace d'excommunication les évêques qui se feraient pensionner sur les bénéfices du chapitre.

(Bib. Nat. Moreau 78 : 53. « Pris sur le cartulaire de l'église de Sainte-Croix d'Orléans, f° 27 v° ».)

H[ugo] decanus universumque Aurelianense capitulum omnibus in Domino salutem. Cum ecclesie nostre immunitatem illibatam, quatenus possumus et debemus, teneamus conservare ne dampnum ecclesie nostre in futurum possit contingere, previdentes si quisquam episcoporum vel in episcopum electorum possessiones a capitulo nostro pertinentes sive precario sive sub aliqua pensione detineat, sub pena excommunicationis statuimus ne quisquam nostrum aliquem episcopum vel in episcopum electum possessiones nostras precario sive sub aliquacumque pensione detinere aut conferre imposterum patiamur. Qui contra hoc nostrum statutum possessiones nostras detinere cogitabit, quantum in nobis est, eidem pene supponimus ; hoc etiam adjiciendum censemus quod instituendi canonici se hanc nostram constitutionem servaturos interposito juramento firmabunt. Alioquin cum eisdem communionem in choro aut in capitulo nequaquam habebimus donec hoc emiserint juramentum, ex quo in etate fuerint aut ad etatem pervenerint in qua statutum est aliquem emittere juramentum[2].

---

[1] C'est la date donnée par Dom Gérou. Peut-être figurait-elle au cartulaire ?

[2] Notes de Dom Gérou : « Ce titre paraît curieux en ce qu'un cha-

LXXXI

1172

Accensement à Pierre d'Orgemont d'un arpent de terre à Orgemont.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G. 377).

Ego Hugo, Sancte Crucis decanus, et universum ejusdem ecclesie capitulum. Omnibus notificandum duximus, tam futuris quam presentibus, quia unum arpentum terre quod est apud Hordei montem, quod etiam prebende Adam Brevin, et prebende Hirgoti canonicorum spectat nostrorum, Petro de Hordeimonte et ipsius heredibus, ad peticionem et voluntatem prenominatorum Ade et Hyrgoti, in perpetuum concessimus, ita quod ipsi et successores canonici qui eorum prebendas obtinebunt annuatim in festo sancte Crucis de Maio tres solidos pro censu et decima, et vendiciones et revelationes, quando accident, inde habebunt. Ut autem hoc in posterum ratum et inconcussum permaneat, presens scriptum inde fecimus et sigilli nostri actoritate confirmavimus. Actum anno incarnati Verbi MCLXX secundo. Ordinatis in ecclesia nostra majoribus personis Hugone decano, Andrea cantore, Letoldo subdecano, Manasse capicerio. Cancellario nullo.

---

près d'une église particulière menace d'excommunication un évêque qui aurait quelque pension sur les bénéfices dépendant de l'église d'Orléans.

Il y avait donc un âge fixé auquel on pouvait être admis à prêter serment. Mais on pouvait posséder une prébende avant ce temps-là, ainsi que le titre l'annonce. »

V. à ce sujet la charte XCII, qui prévoit le cas d'un chanoine n'ayant pas l'âge de puberté.

LXXXII

Orléans, 1173

Don par Louis VII du fief de Sennely au comte de Blois, réservant la justice des seigneurs ecclésiastiques, dont est Sainte-Croix.

(Bib. Nat. Moreau 78 : 181. « Cartul. de l'égl. de Sainte-Croix d'Orléans fol. 181 r° ».)

In nomine sancte et individue Trinitatis. Amen. Ego Ludovicus, Dei gratia Francorum rex, notum facimus presentibus et futuris quod fideli et dilecto nostro Theobaldo, dapifero nostro, et heredibus suis donamus in augmentum feodi sui quidquid habebamus apud Seneliacum in feodum et hereditario jure tenendum, ea conditione quod sine consensu et voluntate nostra tempore nostro, et post decessum nostrum sine consensu et voluntate filii nostri Philippi nullam sibi possit facere firmitatem. Nos igitur ecclesiis nostris providere volentes, ne occasione doni in aliquo detrimentum patiantur, statuimus quod nullatenus comiti Theobaldo aut heredibus ejus in posterum homines sive hospites nostros sive episcopi Aurelianensis, et ecclesie Sancte Crucis, et Sancti Aniani, et Sancti Dionysii, et Sancti Benedicti, et ceterarum ecclesiarum ad episcopatum Aurelianensem pertinentium recipere aut aliquo modo retinere licebit, sed tam episcopus quam unaqueque predictarum ecclesiarum universam justitiam in homines et in hospites terre sue, et in homines etiam suos qui jam in villa et parochia Seneliaci morantur et eorum heredes, quicquid tempore nostro habuerint memoratus episcopus et jamdicte ecclesie deinceps obtinebunt. Si que autem contentiones exorte fuerint de aliqua re inter servientes episcopi et

supradictarum ecclesiarum et servientes comitis apud planchiam de Loncrus [ ] et ibi justitia mediante terminabuntur; quod si forte ibidem terminari non potuerint in nostra presentia finientur. Quod ut ratum sit et nulla possit deinceps oblivione deleri presens scriptum nominis nostri caractere signavimus et sigilli nostri authoritate corroboravimus. Actum publice Aurelianis, anno incarnati Verbi 1173, regni nostri 36. Astantibus in palatio nostro quorum supposita sunt nomina et signa. S. comitis Theobaldi dapiferi nostri. S. Guidonis buticularii. S. Mathei camerarii. [S. Mathei] constabularii. Data cancellario nullo.

LXXXIII

1173

Transaction entre Sainte-Croix et Hubert de Péronville réglant plusieurs coutumes de Villequoy.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G. 377.)

CYROGRAPHUM

Ego Hugo Aurelianensis ecclesie decanus totumque ejusdem ecclesie capitulum. Notum facimus omnibus tam presentibus quam futuris, quod cum inter nos et Hubertum de Spesumvilla contentio diu versaretur super hominibus de villa Galli quos in curia sua justiciare extra predictam villam ad mansiones suas de jure sibi contingente diceret, et medietatem aque et piscatore quantum territorium de villa Galli extenditur sui juris esse assereret, nobis in contrarium proponentibus, consilio bonorum virorum inter nos et ipsum sic compositum est. Recognovit igitur medietatem supradicte piscationis et aque nostri juris fuisse et esse debere, et ea cum sua medietate communicari voluit. Si vero quum aqua communis esse

disnoscitur, aliquod nobis emolumentum inde comparatum fuerit, de utriusque partis consensu nobis et ipsi equaliter dividetur. Servientem nostre partis custodem ponemus, Hubertus vero et heres suus similiter suum ponent. Quorum uterque tam nobis quam ipsi Huberto et heredi ejus fidelitatem exhibebit tantum pro consuetudinibus sibi proprie pertinentibus. Arundinetum quoque quod hospites ejusdem ville ad usus suos dinoscuntur habuisse libere possidebunt, ita tamen quod ipsum nec vendere nec dare poterunt alicui. Si quid autem residuum forte supererit, commune erit. Concessit etiam Hubertus quod memoratos hospites extra villam Galli in jus de cetero minime traheret, sed infra villam congruis temporibus et competenti die eos placitaret. Quia vero ne predictus Hubertus et ejus heredes in nostrum jus manus extend[er]ent precavere nos oportuit, consuetudines in eadem villa sibi proprie pertinentes, ne contentio in posterum oriretur, subscripsimus. Oblatas igitur pro singulis masuris habet in natale Domini : duos panes, duas gallinas, duos denarios, duas minas ordei ad magnam mensuram que valet tres minas justas, ordei videlicet melioris illius territorii, quod si forte defecerit, competentis ordei. Si autem de panibus forte contentio em[er]serit, juxta consuetudinem terre Sancte Crucis reddetur. Corveias habebit pro singulis masuris, unam scilicet minam frumenti ad seminandum, frumenti scilicet melioris illius territorii, quod si forte defecerit, competentis frumenti. Ad omnem autem sacionem frumenti hospites corveias laborabunt, ita tamen quod ordinatim ab omnibus corveias accipiet in masuris eorum, et in terra non arata exceptis arpentis ipsorum, et tempore competenti. Verumptamen in accipiendis corveis contra rationem ipsorum neminem molestabit. Singule carruce corveiarum pro procuratione unum denarium habebunt. Tempore autumpni garbas corveiarum pro volunt[at]e Huberti ad villam Galli sive ad Spesumvillam homines deferent; ubi vero trite et parate fuerint, hospites de villa Galli usque Aurelianis, ad Castrum Dunum, aut ad Fir-

moltam Villenoli portabunt. Singule quadrige singulos denarios pro procuratione habebunt ; in pascha in duabus masuris sex denarios pro agno [habebit], tempore rogationum de singulis masuris singulos panes. In decimis minutis nichil reclamamus. Custos autem corveiarum fidem omnibus faciet quod ultra totam summam corveiarum frumenti, plus quam sextarium hominibus scienter ad deferendum non tradet. Preter has consuetudines nullas alias habet proprias in villa Hubertus vel heres ejus nec habebunt. Verumptamen si quis hospitum de consuetudinibus istis injuriam Huberto vel heredi suo forte contulerit, Hubertus vel heres ejus ad diem rationabilem submonebit eum et infra villam Galli eum justiciabit. Tota autem alia justicia ad ecclesiam Sancte Crucis spectat. Decime annonarum et campi partes illius terre communes erunt, et cum mina equaliter dividentur, et farragines similiter dividentur. Nos vero et Hubertus grangiam racionabilem de culmo vel arundineto tectam faciemus. Si vero preter submonitionem nostram Hubertus sumptus in grangia sibi contingentes ponere noluerit, nos et grangiam faciemus et farraginem totam propriam habebimus. Hubertus vero si nos defecerimus similiter grangiam cum farragine habebit. Compositionem autem et consuetudines predictas Hubertus juravit et heredem hujus terre possessorem Archambaudum jurare fecit. Uxor ejus Aales idipsum concessit. Hujus pactionis testes sunt ex parte nostra : Hugo de Ruia nova, Manasses filius ejus, Archambaudus de Comblos, Albertus major, Odo de Bestisi, Herveus de Cyconia, Rothertus Polenus et frater ejus Girrardus, Symon de Rupibus, Teobaldus de Faverolis. Ex parte vero Huberti : Vasluino de Firmitate, Gaufridus de Basochiis, Rainaldus de Choe, Odo de Sivri, Jodoinus de Chive, Brisellus de Cheudri, Tesricus de Gemmiaco, Rothertus Beneventus. Actum publice in capitulo Sancte Crucis, anno MCLXXIII, astantibus in ecclesia nostra majoribus personis Hugone decano, Andrea cantore, Letoldo subdecano, Manasse capicerio.

LXXXIV

1174

Adam Bréon, prévôt et chanoine de Sainte-Croix, donne un arpent de vigne de sa prébende à six hôtes pour y construire leurs habitations, moyennant 2 sous de cens annuel chacun.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G. 268).

Quum ex oblivione nonnunquam nascitur dissensio, labilem hominum memoriam vivaci litterarum testimonio fulciri omnemque dissensionis occasionem amputari oportet. Eapropter ego Hugo, Sancte Crucis decanus, totumque ejusdem ecclesie capitulum presentium et futurorum presenti scripto noticie transmittimus quod Adam Breon, prepositus et canonicus noster, arpentum vinee quod ad prebendam suam spectabat consilio et assensu nostro ad edificia et habitacula sua construenda sex hospitibus concessit, ita quod liceat eis et heredibus suis dare, vendere, tali conditione quod singuli singulis annis II solidos census in festo sancte Crucis in maio persolvant, relevationes etiam quotienscumque evenerint. Justiciam et alias consuetudines que in terra aliorum canonicorum Sancte Crucis esse noscuntur predictus Adam in eadem terra habebit. Quod ut ratum firmumque permaneat sigilli nostri auctoritate fecimus roborari. Adstantibus in ecclesia nostra majoribus personis Hugone decano, Andrea cantore, Letoldo subdecano, Manasse capicerio. Actum in capitulo nostro, anno ab incarnatione Domini M· C· LXX· IIII.

LXXXV

1176

Règlement de l'évêque Manassé concernant les droits du chantre aux oblations des fidèles.

(Bibl. Nat. Moreau [illegible] « Extrait du cart. de l'église d'Orléans, fol. 95 r° ».)[1]

Pontificalis dignitas nulli debet onerosa existere, nec dampnum vel incommodum alicui ingerere ; equo namque moramine universa librare nos condecet, et sic nostros profectus firma discretione pensare, ut nulli vertatur in dampnum quod nostre possit utilitati ascribi. Cum igitur quod a nobis in nostra diocesi est secundum universalem fere consuetudinem gallicane ecclesie temporibus nostris statutum, videlicet quod circumpositi parrochiani episcopali et matrici ecclesie annis singulis in festo Pentecostis munus oblationis impendant ; quibus ecclesie nostre filius, qui personatus honore in ecclesia nobis commissa funguntur, nolumus esse dampnosum recompensationis beneficium, rationis intuitu et consideratione sincera ipsis volumus providere ut de nobis in nullo conqueri debeant, vel a debitis officiis retardari. Eapropter ego Manasses, Dei gratia Aurelianensis ecclesie minister humilis, sicut officio et personatui capicerie pro damnis que occasione supradicte consuetudinis meminimus providisse, ita officio et

[1] Note de D. Gerou : « Les évêques de France réglèrent dans le XIe siècle que les habitans des paroisses voisines des églises cathédrales feroient des présens ou oblations à cette église soit en argent, en cire, en encens ou en fruits. »

personatui cantorie dignum duximus inantea providere. Volumus ergo et literis statuimus presentibus ut in omnibus solempnitatibus in quibus ab hora tertia usque ad sextam beneficium altari delatum suscipere cantor consueverat, in eisdem, ex quo officium inceptum fuerit matutinale usque ad completorium, excepto tamen in festo sancte Crucis in maio, in quo tamen ab aurora donec peracto completorio sicut in aliis solemnitatibus predictis quidquid muneris altari deferatur a fidelibus preter incensum debitum et ceram censualem cantor suique successores suscipiant et habeant. Ne autem presens scriptum aliqua possit occasione deleri, illud sigilli nostri munimine corroboravimus. Actum presente anno incarnationis dominice 1175, ordinatis in ecclesia sancte Crucis majoribus personis H[ugone] decano, A[ndrea] cantore, Le[toldo] subdecano, Ma[nasse] capicerio. Cancellario nullo.

LXXXVI

Chartres, 1176

Lettres de l'évêque de Chartres relatives à l'accord de 1173, entre Sainte-Croix et Hubert de Péronville, précisant les conditions de la pêche.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G. 377 ; mention *Scriptum*) [1]

CYROGRAPHUM

In Domine Domini et salvatoris nostri. Ego Johannes, Dei gratia Carnotensis ecclesie minister humilis, omnibus in perpetuum. Universis tam futuris quam presentibus notum fieri volumus quod cum inter canonicos Sancte Crucis Aurelia-

---

[1] Cf. Ch. LXXXIII.

nensis et Hubertum de Spesunvilla contentio diu versaretur super hominibus de villa Galli, quos idem Hubertus in cur[i]a sua justiciare extra predictam villam ad mansiones suos de jure sibi contingente se dice[re]t et medietatem aque et piscature quantum territorium de villa Galli extenditur sui juris esse assereret, canonicis in contrarium proponentibus, consilio bonorum virorum in presentia nostra Deo volente sic inter eos compositum est. Recognovit predictus Hubertus medietatem surpradicte piscationis et aque juris canonicorum fuisse et esse debere, et tam predictam aquam quam piscaturam cum sua medietate communicari voluit. Si vero, quum aqua communis esse dinoscitur, aliquid canonicis et Huberto emolumentum inde comparatum fuerit, de utriusque partis consensu ipsis equaliter dividetur. Servientem sue partis custodem canonici ponent, Hubertus vero et heres suus similiter suum. Quorum uterque [tam] canonicis quam ipsi Huberto et heredi ejus fidelitatem exhibebit tantum pro consuetudinibus sibi proprie pertinentibus. Harundinetum quoque quod hospites ejusdem ville ad usus suos dinoscuntur habuisse libere possidebunt, ita tamen quod ipsum nec vendere nec dare poterunt alicui. Hoc quoque quod de eo residuum forte supererit, commune erit. Id etiam consensu utriusque partis superadditum est quod, finito termino venditionis piscature aque, pars partem conveniet et infra quindecim dies præ conventionem ad locum certum et diem ministerialis capituli et Huberti vel aliquis loco ejus in eadem villa Galli convenientes, scriptoribus piscature hinc inde adductis tam ab scriptoribus quam a venditoribus fide data quod in dampnum partis alterutrius nichil sit promissum vel datum, piscatura emptori plus offerenti, salvo utriusque partis commodo, concedetur. Hanc autem compositionem sub periculo fidei sue et juramenti quod tam seipsum quam filium suum Ar[chembaldum] in presentia Aurelianensis capituli prestitisse nobis confessus est, tam se quam filium suum fideliter observaturum promisit, et ommisso sigillo comitis The[obaldi], quod canonicos carte

sue imposituros ex promisso asserebat, nostro id et capituli Aurelianensis sigillo confirmari postulavit. Concessit etiam Hu[bertus] quod memoratos hospites extra villam Galli in jus de cetero minime traheret, sed infra villam congruis temporibus et competenti die eos placitaret. Quia vero ne predictus Hu[bertus] vel ejus heredes in jus ecclesie manus extenderet precavere nos oportuit, consuetudines in eadem villa sibi proprie pertinentes subscripsimus. Oblatas igitur pro singulis masuris habet in natale Domini II panes, II gallinas, II denarios, II eminas ordei ad magnam mensuram que valent III[s] minas justas ordei videlicet melioris illius territorii, quod si forte defecerit, competentis ordei. Si autem de panibus forte contentio em[er]serit, juxta consuetudinem terre Sancte Crucis reddentur. Corveias habebit, pro singulis masuris unam scilicet ad seminandum frumenti eminam melioris illius territorii, vel si defecerit, competentis. Ad omnem autem sationem frumenti hospites corveias laborabunt, ita tamen quod ordinatim ab omnibus corveias accipiat in masuris eorum et in terra non arata exceptis arpentis ipsorum et tempore competenti. Verum in accipiendis corveiis contra rationem ipsorum neminem molestabit. Singule carruce corveiarum pro procuratione unum denarium habebunt. Tempore autunni garbas corveiarum pro voluntate Hu[berti] ad villam Galli sive ad Spesunvillam homines deferent; ubi vero trite et parate fuerint, a villa Galli usque Aurel[ianis], aut ad Castrum Dunum aut ad Firmitatem Villenoli portabunt. Singule quadrige singulos denarios pro procuratione habebunt; in pascha in duabus masuris VI denarios pro agno habebit; tempore rogationum de singulis masuris singulos panes. In decimis minutis nichil reclamant canonici. Custos vero corveiarum fidem omnibus faciet quod ultra totam summam corveiarum frumenti plus quam sextarium hominibus scienter ad deferendum non tradet. Preter has consuetudines nullas alias habet in villa Galli Hu[bertus] vel heres ejus nec habebunt. Si quis autem hospitum de consuetudinibus istis

ei vel heredi suo injuriam fecerit Hubertus vel heres ejus ad diem rationabilem eum submonebit et infra villam eidem justiciabit. Tota vero alia justicia ad ecclesiam Sancte Crucis spectat. Decime et campipartes illius terre communes erunt, et etiam emina equaliter dividentur et farragines similiter dividentur. Canonici autem et Hu[bertus] grangiam rationabilem de culmo vel harundineto tectam facient. Si vero preter submonitionem canonicorum Hu[bertus] sumptus in grangia sibi contingentes ponere noluerit, canonici et grangiam facient et farraginem totam propriam habebunt. Hubertus vero si defecerint similiter grangiam cum farragine habebit. Hec autem omnia tam se quam filium suum fideliter observaturos jurasse et uxorem suam concessisse, in presentia nostra confessus est et sub fidei sue et juramenti canonicis prestiti periculo fideliter observaturos promisit nobis. Quod ut ratum permaneret scripto commendavimus et sigillo nostro roboravimus. Ex parte canonicorum testes affuerunt canonici et clerici Aurelianensis ecclesie Vincentius et Reginaldus, et Ernaldus Blesensis; servientes quoque ejusdem ecclesie Albertus major, Theobaldus et Girardus. Ex parte Huberti : Gaufridus sacerdos, Hugo de Jalant, Paganus, Guido Hudeis, Therricus. Actum publice Carnoti, astantibus in presentia nostra Gaufredo decano, Gis[leberto] subdecano, Harr[ardo] cancellario, Galterio Dunensi archidiacono. Anno incarnati Verbi M° C LXX VI, episcopatus nostri primo.

LXXXVII

Orléans, [av. le 1er octobre] 1176

Don par l'évêque Manassé à Sainte-Croix de l'église de Chilleurs, libérée de plusieurs redevances.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G. 321 ; mention *Scriptum*).

Ego M[anasses], Dei gratia Aurelianensis episcopus, universis ad quos littere iste devenerint, in Domino salutem. Licet universorum fidelium devotio Ecclesie commodis incessanter eterne remunerationis intuitu invigilare debeat, id tamen sollicitudini eorum specialius incombit qui ecclesiasticis honoribus promoventur, et ampliora ecclesie percipientes stipendia, ab uberibus ejus benignius confoventur. Universis igitur tam futuris quam presentibus plenius innotescat, quod ecclesiam de Chilleriis, quam cum summa difficultate de manu laica vix tandem Deo juvante retraximus, domui de Gervasia totique terre quam capitulum Sancte Crucis ibidem possidere dinoscitur perutilem et maxime necessariam esse considerantes, pro remedio anime nostre et Stephani de Garlanda et Johannis decani bone memorie, qui predictam domum de Gervasia edificavit, pro cujus edificatione et justicie conservatione sanguinem ejus in terris effusum credimus, ecclesie Sancte Crucis liberam et absolutam ab sinodo et circada et omni episcopi et archidiaconi consuetudine et exactione et justicia tam sacerdotis quam parrochianorum, volente et consentiente Herberto archidiacono, in perpetuum possidendam concedimus, et quicquid juris tam ego quam archidiaconus vel archipresbiter in ea habebamus, pia dispensatione in proprietatem et jus capituli transfundimus. A nummo etiam

quem sacerdos illius ecclesie debet episcopo et ab obolis qui in Pentecoste episcopo et capicerio a parrochianis persolvuntur volente et concedente capicerio et capitulo, eam immunem esse statuimus, qui tamen decano et capicerio quamdiu vixerint, vel aliis qui prefatam ecclesiam nomine capituli tenebunt, communiter tam ab hospitibus episcopi quam ab aliis persolventur. Decanus et capicerius vel alter eorum sacerdoti pretaxate ecclesie crisma dabunt, vel canonici qui a capitulo ecclesiam tenebunt. Sacerdos illius ecclesie ad sinodos episcopi veniet ut ibi decreta et mandata ab episcopo promulgata audiat. Quod si eum non venire contigerit, tantum illi qui ecclesiam a capitulo habebit super hoc satisfaciet. Sciendum vero quod capitulum sepedictam ecclesiam Hugoni Sancte Crucis decano et Manasse fratri ejus, ecclesie ejusdem capicerio, qui prefatam terram de Gervasia sub annua pensione a capitulo tenebant, ipsis quamdiu vixerint vel alteri eorum si alter decesserit vel canonicus noster esse desierit, in predicta libertate et immunitate habendam concessit, tali conditione ut, post obitum Sellonis sacerdotis, cui communi totius capituli consensu ecclesia ista assignata est, vel si eam quoquo modo dimiserit, XX solidos Aurelianensis monete annuatim capitulo persolvant, et quemcumque voluerint sacerdotem in ecclesia illa instituant, vel capellanum ponant qui eis de omnibus tam spiritualibus quam temporalibus respondeat, et annuam pensionem quantamcumque constituerint eisdem persolvat. Post utriusque vero decessum prenominata ecclesia in prefate libertatis et immunitatis plenitudine ad ecclesiam Sancte Crucis revertetur, quod licebit capitulo de ecclesia illa sub eadem pensione quam prefati Hugo et Manasses perceperint, vel sub majori, ad beneplacitum et voluntatem suam disponere. Nos autem donationem a capitulo de supradicta ecclesia Hugoni decano et Manasse capicerio factam volumus, approbamus, et concedimus. Quod ne valeat dissensionis scandalo perturbari, vel oblivionis incommodo deleri, sigilli nostri munimine roboramus, omnes illos anathematis vinculo

innodantes, qui huic nostre donationi vel constitutioni contraire presumpserint. Actum publice Aurelianis, anno ab incarnatione Domini M· C· LXX· VI·, episcopatus vero nostri anno tricesimo.

LXXXVIII

[Av. le 1er octobre] 1176

Manassé, évêque d'Orléans, ayant donné l'église de Chilleurs à la maison de la Gervaise, possession du chapitre, décide que cette église ne pourra appartenir qu'à ceux qui tiendront du chapitre ladite maison.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G. 321).

Licet universorum fidelium devotio ecclesie commodis incessanter eterne remunerationis intuitu invigilare debeat, id tamen sollicitudini eorum specialius incumbit qui ecclesiasticis honoribus promoventur et ampliora ecclesie percipientes stipendia ab uberibus ejus benignius confoventur. Hac igitur consideratione inductus, ego M[anasses] Dei gratia Aurelianensis episcopus, tam futuris quam presentibus notum fieri desideramus quod ecclesiam de Chilleriis, quam de manu laica cum summa difficultate tandem Deo juvante retraximus, quam etiam Alexander, Sacrosante Romane Ecclesie summus et universalis pontifex, benigne nobis habendam concessit litterisque suis inde nobis indultis actoritate apostolica confirmavit, [1] capitulo sancte Crucis pia dispensatione in perpetuum

[1] Voici la bulle qui confirme à l'évêque d'Orléans la possession de l'église de Chilleurs : — Ferentino, 11 (5 des ides) juillet [1175]. — « Alexander episcopus servus servorum Dei, venerabili fratri M[anasse] Aurelianensi episcopo, salutem et apostolicam benedictionem. Justis petentium desideriis dignum est nos facilem prebere consensum, et vota que a rationis tramite non discordant, effectu sunt prosequente complenda. Eapropter, venerabilis in Christo frater, tuis justis postulationi-

possidendam donavimus, et per predictas domni pape litteras capitulum [in]vestivimus. Nos enim eam domum quam apud Gervasiam Johannes bone memorie Sancte Crucis decanus edificavit, pro cujus edificatione et justicie conservatione sanguinem ejus in terris effusum credimus, totique terre quam capitulum ibi possidere dinoscitur, perutilem et maxime necessariam attendentes, pro remedio anime nostre et Stephani de Gallanda, et prefati Johannis decani, ad preces universitatis capituli carissimis nepotibus nostris Hugoni Sancte Crucis decano, et Manasse ejusdem ecclesie capicerio, qui prefatam terram de Gervasia sub annua pensione in vita sua possidebant, ipsis quamdiu vixerint vel alteri eorum si alter decesserit habendam concessimus ita quod singulis annis, post obitum archipresbiteri qui eam tenet, XX solidos Aurelianensis monete capitulo in anniversario die matris sue et tres libras cere in festo sancte Crucis in maio nobis reddant. Statuimus et ut ipsis decedentibus memoratam ecclesiam non liceat alicui possidere nisi eis tantum qui domum Gervasie a capitulo tenebunt, et ipsi vel prenominatam vel aliam pro voluntate capituli pensionem de ecclesia annuatim capitulo persolvent. Quod ne valeat dissensione turbari, vel oblivione deleri, sigilli nostri munimine firmavimus, omnes illos anathemathis vinculo innodantes qui huic nostre donationi vel constitutioni ausu temerario contraire presumpserint. Actum publice anno ab incarnatione Domini M° C° LXX° VI°, episcopatus vero nostri anno XXX°.

---

tuo grato concurrente assensu, ecclesiam de Chilleriis, quam de manu laica nosceris eripuisse, sicut eam rationabiliter possides, tibi et successoribus tuis auctoritate apostolica confirmamus, et presentis scripti patrocinio communimus, statuentes ut nulli omnino hominum liceat hanc paginam nostre confirmationis infringere, vel ei aliquatenus contraire. Si quis autem hoc attemptare presumpserit, indignationem omnipotentis Dei et beatorum Petri et Pauli apostolorum ejus se noverit incursurum. Datum Ferentini, V idus julii. » — (Arch. du Loiret, G. 321. Orig. parch.)

LXXXIX

Anagni, 1er octobre [1176]

Confirmation par Alexandre III de la donation de l'église de Chilleurs faite au chapitre par l'évêque d'Orléans.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G. 321).

Alexander episcopus servus servorum Dei, dilectis filiis Hugoni decano et capitulo Aurelianensis ecclesie, salutem et apostolicam benedictionem. Justis petentium desideriis dignum est nos facilem prebere consensum, et vota que a rationis tramite non discordant effectu sunt prosequente complenda. Eapropter, dilecti in Domino filii, vestris justis postulationibus grato concurrentes assensu, ecclesiam de Chilleriis cum omnibus pertinentiis suis a venerabili fratre nostro M[anasse] episcopo vestro canonice vobis concessam, sicut eam rationabiliter possidetis et in autentico scripto exinde facto continetur, devotioni vestre auctoritate apostolica confirmamus, et presentis scripti patrocinio communimus, statuentes ut nulli omnino hominum liceat hanc paginam nostre confirmationis infringere, vel ei aliquatenus contraire. Si quis autem hoc attemptare presumpserit, indignationem omnipotentis Dei et beatorum Petri et Pauli apostolorum ejus se noverit incursurum. Datum Anagnie, kalendas octobris.

XC.

Vers 1176 [1].

Renonciation de Geoffroy Luminard à la mairie de Bou en faveur de Regnaud, moyennant compensation.

(Orig. sur parch. Arch. du Loiret, G. 376).

M[anasses], Dei gratia Aurelianensis episcopus, omnibus fidelibus qui litteras presentes visuri vel audituri sunt, in Domino salutem. Noverint universi tam presentes quam futuri quod compositio et pax firma facta fuit inter Gaufridum Luminardum et Reinaldum, majorem de Bullo, in presentia nostra, et uxores eorum Agnetem et Aremburgim super majoria de Bullo, tali scilicet pactione et conventione interveniente quod predictus Reinaldus, consilio nostro et amicorum suorum, triginta libras Parisiensis monete pretaxato Gaufrido et uxori ejus Agneti donavit, terram etiam VI arpentorum que ad majoriam pertinet, tres arpennos vinearum qui debebant majori tres libras cere, modo vero tam terra quam vinee annuatim tres solidos censuales in festo sancte Crucis in maio persolvendos, jamdicto Gaufrido et uxori sue quietos clamavit. Gaufridus vero majoriam in presentia nostra publice abjuravit, et tam ipse quam uxor ejus eandem majoriam et ea que ad majoriam pertinent sepedicto Reinaldo et heredibus suis libere et quiete in perpetuum possidenda quieta clamaverunt. Agnes vero, uxor Gaufridi, pactionem et conventionem

---

[1] En 1175, Regnaud, serf de Sainte-Croix et de l'évêque à Bou, reçut de Manassé la mairie de Bou (Arch. du Loiret, G. 164, p. 386). Ce maire était mort avant novembre 1190 (Ch. CVII).

istam laudavit et voluit et ex parte sua hominem appellavit Robertum Suavem. Nos vero, de cujus feudo majoria erat et est, pactionem istam laudavimus et laudamus, confirmavimus et confirmamus salvis consuetudinibus ecclesie Sancte Crucis et sub anathemate posuimus et ponimus omnes qui eidem Reinaldo vel heredibus suis in hac parte in dampnum extiterint. Huic autem pactioni interfuerunt multi tam clerici quam laici quorum nomina subscripta continentur : Andreas cantor Sancte Crucis, Marascotus archidiaconus, Radulfus succentor, Everardus prepositus, Hugo viator, Guillelmus Billardi et Johannes frater ejus, Johannes Phariseus, Herbertus Porcellus, Thomas de Marziaco, Paganus de Maceriis, Paganus Canis, Petrus de Colle, Bartholomeus de Colle, Petrus Lenters, Girardus Burnarz, Alardus Augarz, Petrus Bartholomei, Hugo Camelus, Philippus de Gubri, Bernardus Burneus, Martinus de Clari, Johannes Chains, Petrus de Monteburri et Johannes frater ejus, Laurentius Coqus, Robertus major de Petra, Odo Morellus, Robertus Frogers, Galterius Li clers, Girardus Foacerius, Hugo de Marziaco, Benedictus de Colle, Adam de Colle. Quod ut firmum posteris et inconcussum maneat, sigilli nostri auctoritate presens scriptum communivimus.

XCI

1176

L'archidiacre d'Orléans Herbert confirme la donation de l'église de Chilleurs à la maison de la Gervaise et l'exemption de synode et de gîte.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G. 321).

Licet universorum fidelium devotio Ecclesie commodis incessanter eterne remunerationis intuitu invigilare debeat, id tamen sollicitudini eorum specialius incumbit qui eccle-

[illegible] promoventur, et ampliora celeste percipientes stipendia, ab uberibus ejus benignius confoventur. Hac igitur consideratione inductus, Ego Herbertus Aurelianensis archidiaconus noticie presentium et futurorum presenti scripto transmittimus quod ecclesiam de Chillerus, quam venerabilis Aurelianensis episcopus M[anasses] de manu laica cum summa difficultate retraxit, et capitulo Sancte Crucis donavit, capitulum vero eam Hugoni decano et Ma[nasse] capicerio fratri ejus in vita sua quamdiu uterque vel alter eorum vixerit possidendam concessit, nos eamdem ecclesiam domui de Gervasia perutilem esse considerantes pro anime nostre et Johannis decani bone memorie cognati nostri remedio in perpetuum ecclesie Sancte Crucis habendam concedimus, et donationem ab episcopo factam volumus et approbamus, et eamdem ecclesiam liberam et absolutam a sinodo et circada et tam parrochianorum quam sacerdotis justicia et omni archidiaconi consuetudine et exactione inmunem statuimus et sigillo nostro roboramus. Actum anno incarnati Verbi M. C. LXX VI°.

XCII

Orléans, 1177

Maintien de l'église de la Ferté-Avrain comme collégiale, en échange de ses droits sur l'église de Neung-sur-Beuvron.

(Bibl. de l'Arsenal, ms. 1007, f° 61. Copie de Dom Estiennot).

In nomine sancte et individue Trinitatis. Amen. Ea que ad pacem sunt in conspectu legitimarum et honestarum personarum litterarum tradi decent vivacitati ne in posterum valeat super his calumnia suscitari. Cujus rei gratia ego

Manasses, Dei gratia Aurelianensis episcopus, notum fieri volumus omnibus presentibus et futuris quod controversia que inter nos et capitulum nostrum et Malbertum decanum S. Bartholomei de Firmitate Avreni, quam capitulo S. Crucis dederamus, diutius agitata fuerat in hunc modum amicabili compositione fuit terminata. Nos quidem et capitulum nostrum voluimus et promisimus ut ecclesia de Firmitate Avreni et Malbertus, ejusdem ecclesie decanus, in pristina libertate et statu, sub ordine videlicet monachorum qui ibidem hactenus extitisse dignoscitur, consistat. Predictus vero Malbertus decanus et canonici de predicta Firmitate in presentia nostra et capituli nostri juramento corporaliter prestito firmaverunt quod ejusdem ecclesie de Firmitate statum per aliam immutari religionem, vel ipsam ecclesiam quoquo modo ab ecclesia Aurelianensi absque consensu et authoritate nostra et capituli nostri nullatenus consentient aut quantum in eis fuerit patientur ; hi porro quicunque canonici in eadem ecclesia de-Firmitate de novo instituentur, ejusdem forme juramentum in capitulo Sancte Crucis infra quindecim dies a sua institutione prestabunt, quod si facere contempserint neque ecclesia nostra neque ecclesia de Firmitate eos tanquam fratres vel canonicos donec juraverint habebit. Si quis infra annos pubertatis factus fuerit canonicus, infra quindecimum annum predicta necessitate jurandi tenebitur. Adhoc ecclesia de Firmitate Avreni nostro concessit et dedit capitulo quicquid juris vel redituum in ecclesia de Naim habebat vel erat habitura. Ut autem hoc perpetue stabilitatis obtineret munimentum, ad removendam etiam omnem super hac compositione in posterum calumniam, ad petitionem et voluntatem et nostri capituli et canonicorum de Firmitate Avreni et Malberti, eorum decani, eidem ecclesie et canonicis de Firmitate presentem inde donavimus cartham sigilli nostri authoritate communitam. Actum publice Aurelianis, in domibus nostris, anno Incarnati Verbi MCLXXVII, indictione X, in presentia domini et patris nostri Widonis, venerabilis Senonensis archiepiscopi,

et nostra, ordinatis in ecclesia S. Crucis majoribus personis Hugone decano, Andrea cantore, Letoldo subdecano, Manasse capicerio. Cancellario nullo.

XCIII

Vesta, 24 février (1177)

Confirmation par Alexandre III du don de l'église de Chilleurs à Sainte-Croix.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G. 321)

Alexander episcopus servus servorum Dei... (*etc., comme en la charte LXXXIX*). Ea propter, dilecti in Domino filii, vestris justis postulationibus grato concurrentes assensu, ecclesiam de Chilleris quam venerabilis frater noster Manas[ses] episcopus vester de manu laica extraxit, et vobis una cum Herberto archidiacono ecclesie vestre concessit, sicut eam rationabiliter possidetis et auctentico scripto ejusdem episcopi exinde facto continetur, vobis et ecclesie vestre autorictate apostolica confirmamus, *etc*... Datum Veste, VIkalendas martii.

XCIV

1179

Confirmation par Sainte-Croix de la donation faite à Saint-Euverte par Louis VII de l'église de Saint Donatien.

(Orig. s. parch. *endommagé*. Arch. du Loiret G. 376.)

Licet universorum devotio fidelium ecclesiarum utilitatibus debeat intendere, eos in q..... ...cipiunt stipendia propensiori sollicitudine adhuc condecet anhelare; eapropter

[ego Hugo, ecclesie Sancte] Crucis Aurelianensis decanus, totumque ejusdem ecclesie capitulum ecclesiam Beati Evurtii, que ecclesie..... dinoscitur, singulari prerogativa dilectionis amplectentes et ejus incrementum nostrum reputantes..... [do]nationem ecclesie Sancti Donatiani, quam piissimus et christianissimus rex Francorum Ludovicus predicte..... contulit, que specialiter ad domum ejus pertinebat, salva ea justicia episcopi, decani et archipresbiteri, quam usque ad tempora donationis hujus in predicte ecclesie sacerdotibus dinoscuntur habuisse, salvis eciam consuetudinaria refectione quam in prescripta ecclesia in sollempnitate beatorum martyrum Donatiani et Rogatiani percipimus, et servitio quod prenominate parrochie sacerdos ecclesie..... consuevit exhibere, ratam esse in perpetuum voluimus, et eidem donationi auctoritatis nostre assensum conferimus et prebemus, et sigilli nostri munimine roborantes perpetue robur stabilitatis obtinere sanctimus. Auctum publice, anno ab incarnatione Domini MCLXXIX, ordinatis in ecclesia nostra majoribus personis Hugone decano, Andrea cantore, Letoldo subdecano, Manasse capicerio.

XCV

1179

Henri, archidiacre d'Orléans, confirme la donation de l'église de Chilleurs.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G. 321 ; mention *Scriptum*).

Ego Henricus, Remensis thesaurarius et Aurelianensis archidiaconus, universis ad quos presentes littere devenerint, notum fieri volo quod donationem ecclesie de Chilleriis, dilectissimis consanguineis et amicis meis Hugoni decano et

Manasse capicerio Aurelianensis ecclesie factam, libenter et liberaliter concessi, et in ea libertate in qua eam Manasses Aurelianensis episcopus et predecessor meus Herbertus archidiaconus eis possidendam concesserunt, sicut in autentico eorum scripto continetur. Ego quoque, amore eorum et precibus inductus, ut eam pacifice et inconcusse quamdiu vixerint possideant volui, concessi et approbavi, et concessionem meam sigilli mei karactere roboravi. Actum anno ab incarnatione Domini MCLXXIX.

XCVI

1179

Lettre semblable de Bouchard, archidiacre d'Orléans.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G. 321).

Ego Burchardus, ecclesie Carnotensis cancellarius et Aurelianensis archidiaconus, universis ad quos presentes littere devenerint notum fieri volo quod donationem ecclesie de Chilleriis, dilectissimis consanguineis et amicis meis Hugoni decano et Manasse capicerio Aurelianensis ecclesie factam, libenter et liberaliter concessi, et in ea libertate in qua eam Ma[nasses] Aurelianensis episcopus et predecessor meus Herbertus archidiaconus eis possidendam concesserunt sicut in autentico eorum scripto continetur. Ego quoque, amore eorum et precibus inductus, ut eam pacifice et incuncusse quamdiu vixerint possideant volui, concessi et approbavi et concessionem meam sigilli mei karactere roboravi. Actum anno ab incarnatione Domini MCLXXIX.

XCVII

[1179]

Abandon par l'archiprêtre de Chilleurs de tous ses droits d'archiprêtre sur l'église et sur la paroisse.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G. 321 ; mention *Scriptum*).

Ego M[anasses], Aurelianensis ecclesie minister humilis, omnibus ad quos presentes littere devenerint notum fieri volumus quod G. archipresbiter de Chilleriis quicquid in ecclesia de Chilleriis et in tota parrochia ex jure archipresbiteratus habebat, in presentia nostra capitulo Sancte Crucis et nepotibus meis Hu[goni] decano et M[anasse] capicerio Aurelianensis ecclesie dimisit et donationem prescripte ecclesie cum omni libertate a nobis concessa, quam tam ego quam Herbertus archidiaconus capitulo fecimus, liberaliter concessit. Testes qui hoc audierunt Martinus episcopi capellarius, magister Landricus, magister Rainaldus, Cadurcus junior, Goffridus matricularius.

XCVIII

Orléans, 1179

Don par l'évêque Manassé au chanoine Cadurcus de la tour romaine située devant la porte septentrionale de Sainte-Croix, et de la porte contiguë à cette tour et à sa maison.

(Copie Bib. Nat. Moreau 83 : 22. « Extrait du cartul. de Sainte-Croix, fol. XLII r° ». Envoyé par D. G. G. Benédictin, le 27 mars 1765).

Bonum est ecclesiasticas persone illi committi possessiones,

cujus possunt fieri diligentia meliores. Ego igitur Manasses, Dei gratia Aurelianensis episcopus, presentium et futurorum noticie transmittimus quod dilectus noster Cadurcus, canonicus ecclesie Sancte Crucis, nostram adiit presentiam suppliciter exorans quod turrem illam[1] factam opere Gentilium que ante portam ecclesie Sancte Crucis, a parte septentrionali sita est, et portam ipsam que turrem domui sue continuat ei concederemus, eo quod domui ejus contigue [ ] videbantur ; ipse vero vetustatem earum pro modulo suo, Deo volente, repararet in melius, tam sibi in vita sua quam posterorum usibus postmodum profuturas. Nos vero petitioni ejus digno continentes assensu, prefatam turrem cum porta ei in vita sua et successoribus domus personis ecclesiasticis in perpetuum concessimus, ut amota omni calumpnia et contradictione domus et turris cum porta a possessoribus inseparabiliter habeantur. Quod ut firmum perenni memoria teneretur, donum istud a presentibus et sigilli nostri fecimus impressione muniri. Actum Aurelianis, anno incarnationis dominice 1179. Assistentibus Andrea cantore Sancte Crucis, Radulfo succentore, Fulcone magistro scolarum, Gaufrido de Graciaco.

---

[1] *Note de Dom Gérou* : « Cette tour et cette porte étoient dans l'ancienne enceinte de la ville bâtie ou réparée par les Romains. Elles n'étoient point éloignées du puis que l'on voit dans le cloistre qui conduit au cimetière ».

XCIX

1184

Affranchissement en vue du sacerdoce par le chapitre de Sainte-Croix et l'abbaye de Saint-Mesmin, et partage de serfs.

(Copie Bib. de l'Arsenal ms. 1008 : f° 280. « Ex Cartulario S. Crucis Aurelianensis »).

Ego Laurentius, Dei gratia Beati Maximini abbas, et totus meus conventus ejusdem ecclesiæ, omnibus ad quos litteræ istæ devenerint, notum fieri volumus quod nos Stephanum, filium Radulphi Auterii, hominis sancti Maximini, et Agnetis, ancillæ Sanctæ Crucis, communiter cum Hugone decano totoque capitulo ecclesiæ Aurelianensis manumisimus, ita quod in clericatus ordine Deo deserviat, sub tali etiam conditione quod de reliqua prole prædictorum Radulphi scilicet et Agnetis inter nos et ecclesiam Sanctæ Crucis æqualis fiat secundum jus territorii partitio. Et ne in posterum super hoc oriatur dissensio, decanus et capitulum S. Crucis præsentes litteras nostras habuerunt et nos similiter eorum litteras suscepimus prædictam pactionem continentes. Actum publice anno Incarnationis Dominicæ M C LXXXIV.

C

1184

Règlement par les délégués du Saint-Siège du différend survenu entre Sainte-Croix et Marmoutiers au sujet de l'église de Jo[illegible].

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G. 333.)

Ego Stephanus, Sancte Genovefe Parisiensis dictus abbas, et Petrus, decanus Sancti Germani Parisiensis, ex delegatione domini pape Lucii tercii cognitores cause que vertebatur inter ecclesiam Sancte Crucis Aurelianensis et monachos Majoris monasterii super ecclesiam de Geona, auditis utrinque rationibus et allegationibus susceptis et diligenter examinatis, et tandem publicatis attestationibus utriusque partis, consilio prudentium et religiosorum virorum, canonicos Sancte Crucis absolvimus a petitione monachorum super jure presentationis et institutionis presbiteri in ecclesia predicta. Et quum testes monachorum dixerunt Archambaldum presbiterum de Geona per multos annos terciam partem, aut quotam volebat, oblationum panum et candelarum servientibus monachorum dedisse in quinque festis, nec addiderunt cujus auctoritate sive episcopi sive capituli hoc fecisset, testes autem canonicorum dixerunt quia duo milites qui prius duas tercias partes quadam antiqua consuetudine, que hodie abolita est sententia excommunicationis cogente, in manu episcopi de cujus feodo id habebant dimiserunt, et ipse episcopus et capitulum Sancte Crucis duobus filiis predictorum militum clericis illas duas tercias partes, sub annua pensione unius libre cere quam patres eorum episcopo solvere consueverant, habere concesserint, nos attendentes privatum factum presbiteri non debere

prejudic[i]are ecclesie Sancte Crucis, simili sententia absolvimus canonicos sive eos qui per ipsos in ecclesia de Geona sunt aut futuri sunt, a prestatione illius tercie partis oblationum panum et candelarum quam monachi Majoris monasterii in ecclesia de Geona requirebant. Actum anno ab incarnatione domini M· C· octogesimo IIII.

CI

1186

Satisfaction imposée à Regnaud de Nevers pour dommages causés à une terre de Sainte-Croix.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G. 316).

Ego T[heobaldus] Dei patienta Nivernensis ecclesie minister humilis. Notum facimus omnibus ad quos littere iste pervenerint quod dominus R[ainaldus] de Niverno debet decano et capitulo Sancte Crucis Aurelianensis C libras et C et X s. giem[enses] in recompensationem dampnorum sibi illatorum in terra sua. Et quia consuetudinem erberiagii in terra Sancte Crucis que est ultra Ligerim apud Chauteium vel alibi dominus R[ainaldus] dicebat se habere, quod decanus et capitulum Aurelianense negabat, nichil de cetero in terra illa ipse vel heredes sui capient, donec predictas C libras et C et X sol. giem. Dominus R[ainaldus] vel heredes sui decano et capitulo reddiderint. Postquam vero pretaxatam pecuniam ipse vel heredes sui reddiderint decano et capitulo Aurelianensi, res erit in eo statu in quo erat XL diebus ante motam controversiam. Juravit etiam predictus R[ainaldus] quod terram memoratam et homines a suis et ab omnibus pro posse suo bona fide defenderet, quod si forte ipse vel sui in jamdicta

terra aliquid forisfacerent in posterum, ad submonitionem ecclesie Aurelianensis infra XL. dies hoc faceret emendari. Si vero guerra esset inter eum et comitem Nivernensem, et in terra Sancte Crucis que est inter Ligerim et Nivernum ipse vel sui malum facerent, ad ea emendanda sub ipso juramento non teneretur, sed decanus et ecclesia Aurelianensis dampna sibi illata sicut vellent et ubi deberent, requirerent. Si vero a predictis resiliret dominus R[ainaldus], nos de eo justiciam faceremus requisiti ab ecclesia Aurelianensi, quia nos dominus R[ainaldus] super hoc rogavit. In cujus rei memoriam et firmitatem, ad preces et mandatum domini R[ainaldi], presenti pagine sigillum nostrum fecimus apponi. Eamdem quoque justiciam de terra ipsius et heredibus faceremus. Actum anno incarnati Verbi M. C. LXXXVI.

CII

Clamecy, 1186

Don par le comte et la comtesse de Nevers de leurs droits sur 23 hôtes ou hommes de Sainte-Croix en la paroisse de Marzy.

(Copie Bib. Nat. Coll. Moreau 89, f° 44. Extrait du cartulaire de Sainte-Croix d'Orléans, f° 241 r°).

Noverint universi presentes pariter et futuri quod ego Petrus, comes Nivernensis, et ego Agnes comitissa, uxor ejusdem comitis, donavimus ecclesie Sancte Crucis Aurel[ianensis] pro remedio animarum nostrarum et ad preces domini Henrici, venerabilis ejusdem ecclesie episcopi, omnes consuetudines quas habebamus in parrochia de Marzeio supra viginti et tres tam hospites quam homines quos ecclesia habet ibidem, salvo gisto nostro et justitia retentis. Hujus rei sunt

testes Hugo, Senonensis archidiaconus major, Mathildis comitissa Tornodori, Odo de Exolduno, Johannes vicecomes Comniaci, Josselinus de Sancta Maura, Gualterius Besardi, Petrus le Cortin. Quod ut ratum et inconcussum habeatur presentem cartam ecclesie Sancte Crucis sigillorum nostrorum authoritate munitum donavimus. Actum Clamiciaci, anno incarnati Verbi M C L XXXVI.

CIII

Orléans, 1187 [1er novembre, à 16 avril 1188] [1]

Fondation par le roi Philippe Auguste de son anniversaire à Sainte-Croix en échange de ses droits sur Saint-Pierre Ensentelée.

(Bib. Nat. Coll. Moreau 90 : f° 46. Extrait du cartulaire de Sainte-Croix, f° 36. — Copie d'Estiennot, ms. lat. 12739 : 5. — Copie d'Hubert, coll. Jarry [2]).

In nomine sancte et individuæ Trinitatis. Amen. Philippus, Dei gratia Francorum rex. Noverint universi presentes pariter

---

[1] Cf. L. Delisle. *Actes de Philippe Auguste.*

[2] Cette copie est suivie d'une mention de copie collationnée du même acte d'après le Livre Rouge ; elle contient des détails intéressants sur ce dernier : « Collation a esté faite de cette présente copie a l'original d'icelle extraite d'un livre escrit en parchemin, en lettre de forme, relié entre deux ais, couvert de cuir rouge, nommé et appelé le Livre Rouge, estant au thresor et chapitre de ladite église d'Orléans, commençant ledit livre au I feuillet escrit en la première ligne : LITTERÆ EUGENII PAPE III, et finissant en la penultième ligne *l'an de grâce MCCCC* ; icelle copie estant inscrite en iceluy livre en la seconde colonne du LX° feuillet, et au-dessus d'icelle estoit escrit en teste en lettre rouge LITTERÆ PHILIPPI REGIS DE JURE QUOD HABEBAT IN ECCLESIA SANCTI PETRI IN SEMITA LATA QUOD DEDIT CAPITULO, par nous, Pierre de Vaudetar et Anjorran Ra, conseillers du roy nostre sire en sa cour de Parlement et es requestes du Palais, etc..... 1497 ».

et totum quod ad preces et instanciam venerabilium virorum Hugonis decani, Manasse capicerii et totius capituli Aurelianensis, intuitu Dei et ob remedium anime nostre et patris nostri bone memorie regis Ludovici et predecessorum nostrorum, dedimus et concessimus quidquid juris habebamus in donacione Sancti Petri in Semita lata et in ejus pertinentiis sub hac condicione quod ipsi de cetero in ecclesia Sancte Crucis anniversarium patris nostri regis Ludovici solenniter facient et post dies nostros nostrum similiter celebrabunt. Hoc autem super pericula animarum suarum se facturos promiserunt. Que ut in perpetuum rata et illibata permaneant, presentem cartam sigilli nostri auctoritate inferius annotato precepimus confirmari. Actum Aurelian[is], anno incarnati Verbi M C LXXXVII, regni nostri anno nono. Astantibus in palatio nostro quorum nomina supposita sunt et signa.

S. comitis Theobaldi, dapiferi nostri.

S. Guidonis buticularii.

S. Mathei camerarii.

S. Radulfi constabularii.

Data vacante cancellaria.

CIV

1187

Regnaud de Nevers se reconnaît débiteur envers le chapitre pour dégâts commis sur une terre de Sainte-Croix [1].

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G. 326.)

Ego Rainaldus de Niverno notum fieri volo omnibus ad quos littere iste pervenerint quod debeo decano et ecclesie

---

[1] Cf. Ch. CI.

Aurelianensi C libras et CX sol. giemenses pro damnis in terra sua sibi illatis. Et quia consuetudinem erbergagii in terra Sancte Crucis que est ultra Ligerim ex parte Cufi, scilicet apud Chauteium vel alibi me habere dicebam quod decanus et capitulum negabant, donec C libras et CX solidos giemenses ego vel heredes mei ecclesie et decano reddiderimus nichil in terra illa nec ego nec heredes mei capiemus. Postquam vero pretaxatam pecuniam ego vel heredes mei ecclesie vel decano reddiderimus, res erit in eo statu in quo erat XL[a] diebus ante motam controversiam. Juravi eciam quod predictam terram et homines et a meis et ab omnibus bona fide pro posse meo defendam. Verum si mei vel ego in terra illa aliquid forisfacerimus, ad submonitionem ecclesie Aurelianensis infra XL dies hoc faciam emendari. Rogavi etiam dominum Nivernensem, ut si forte contra tenorem hujus scripti agerem vel heredes mei, tam in me quam in terram meam et heredes meos ad submonicionem ecclesie Aurelianensis excommunicationis sentenciam promulgaret. Et ut hoc ratum et inconcussum perseveret huic carte sigillum nostrum impressimus. Actum est hoc anno ab incarnatione Domini MCLXXXVII.

CV

16 avril 1188

Don par Hervé Morin de la maison d'André Breton et de 3 arpents de vignes à Orgemont.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G. 376).

CYROGRAPHUM

Ego Hugo decanus totumque Aurelianensis ecclesie capitulum notum fieri volumus tam futuris quam presentibus,

quod dilectus concanonicus noster Herveus Morini, pro remedio anime sue et suorum, domum que fuit Andree Britonis, quondam sacerdotis et concanonici nostri, et tria arpenta vinearum que sunt apud Ordeacum montem, ecclesie Sancte Crucis contulit ita quod Odo diaconus, clericus ejus, tam domum predictam quam vineas in vita sua possideat, et exinde singulis annis quinque solidos Aurelianensis monete capitulo persolvat, et in presbiterum ordinatus ad altare prothomartiris Stephani pro remedio anime predicti Hervei divina celebret, ita etiam quod post obitum ipsius Odonis alius sacerdos a capitulo ibidem successive in perpetuum instituatur pro anima prefati Hervei divina ibidem celebraturus, et pro prescripta domo et tribus arpentis in recognitionem sibi collati beneficii annuam quinque solidorum capitulo redditurus pensionem. Nos autem ad preces sepedicti Hervei de predicta domo et vineis prefatum Odonem sub predicte conditionis adjectione investivimus. Et ne hoc oblivionis incommodo vel dissentionis scandalo deleri valeat vel perturbari litteris annotari et sigilli nostri munimine fecimus roborari. Actum publice in vigilia Pasche anno Verbi incarnati MCLXXXVII, ordinatis in ecclesia nostra majoribus personis Hugone decano, Andrea cantore, Letoldo subdecano, Manasse capicerio.

CVI

1er novembre 1190

L'évêque d'Orléans déclare avoir en gage la mairie de Bou, pour 30 livres que Régnaud, maire décédé, lui devait, et accorde certains secours à sa veuve et à ses enfants.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G. 38[illegible]).

Ego Henricus, Dei gratia Aurelianensis episcopus, omnibus

qui presens scriptum inspexerint notum fieri volumus nos majoriam de Bullo in vadium habere pro XXX^{ta} libris, quas Reginaudus, quondam major de Bullo, nobis debebat de redditibus nostris et pro reemptione majorie. Ceterum nos, defuncti Reginaudi uxori et filiis ejus paupertati et inopie compatientes, IIII^{or} modios siliginis ad mensuram Aurelianensem dedimus annuatim usque ad V^{e} annos. Peractis autem V^{e} annis, singulis annis sequentibus tres tantum modios recipient, donec prefatas XXX^{ta} libras habuerimus et donec de reemptione majorie ad voluntatem nostram nobis fuerit satisfactum. Prefatam autem annonam apud Bullum, si tantum habuerimus, recipient in festo sancti Remigii ; sin autem id quod residuum fuerit apud Jargogilum sicut diximus ad mensuram Aurelianensem persolvetur. Actum kalendas novembris anno incarnati Verbi MCXC.

CVII

1er novembre 1190

Le chapitre de Sainte-Croix homologue l'acte précédent.

(Orig. s. parchemin. Arch. du Loiret, G. 385).

Hugo, Aurelianensis ecclesie decanus, totumque ejusdem ecclesie capitulum ad quoscumque littere iste pervenerint. Notum facimus universis quod relicta Reginaudi, quondam majoris de Bullo, invadiavit majoriam domino Henrico episcopo pro XXX^{ta} libris quas Reginaudus de redditibus episcopi solvere tenebatur. Domnus autem episcopus, uxoris et filiorum ejus paupertati compatiens, IIII^{or} modios silliginis annuatim dedit eis usque ad quinquennium in festo sancti Remigii persolvendos. Peracto vero quinquennio, tres modios dedit singulis

annis sequentibus donec prefatas XXX^{ta} libras perceperit et de reemptione majoris ad voluntatem suam fuerit satisfactum. Quod ut ratum in posterum permaneret, nos ad preces domini episcopi testimonio litterarum et sigilli nostri karactere dignum duximus roborare. Actum kalendis novembris anno incarnati verbi MCXC.

CVIII

Orléans, 1190

Résignation par Imbaud le Roux entre les mains de l'évêque de tous ses droits sur l'église de Josnes, que l'évêque confère à Vincent, chanoine de Sainte-Croix.

Orig. s. parchemin. Arch. du Loiret, G. 333, mention *Scriptum*.

Henricus, Dei gratia Aurelianensis episcopus, omnibus in perpetuum. Noverit universitas vestra quod Umbaudus miles cognomine Rufus in nostra presentia constitutus quicquid juris habebat in ecclesia de Jeona, tam in altaris oblationibus quas hunc usque perceperat, quam in minutis etiam decimis, quam in donatione ipsius ecclesie, in manu nostra multis astantibus pleniter resignavit, et nos omnia supradicta karissimo socio et commensali nostro Vincentio, Aurelianensi canonico et sacerdoti, contulimus, statuentes et scriptis presentibus decernentes ut quamdiu vixerit vel in seculo fuerit ea sine calumpnia et contradictione percipiat. Ad hec nichilominus supradictis duximus adjungendum quod idem miles fructus majoris decime, quam in villa predicta dinoscitur possidere, predicto presbitero usque ad triennii tempus titulo venditionis in presentia nostra contracte concessit. Quia autem conventiones iste coram nobis celebrate sunt et laudate, eas quia de nostro sunt feodo ne oblivione depereant vel, quod absit, cujuslibet

malignitate mutentur, manucapere scriptique atque sigilli presentis patrocinio necessarium duximus confirmare. Actum publice Aurelianis, anno incarnationis dominice MCLXXXX.

CIX

Orléans, 1192

Abandon au chapitre par Gilles de Loury et ses frères de leurs droits sur l'église de Chilleurs.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G. 321 ; mention *Scriptum*).

H[enricus], Dei gratia Aurelianensis episcopus, omnibus in perpetuum. Ut in nostris gesta temporibus robur perpetue stabilitatis optineant et memoriam nasciture posteritatis attingant, consilio maturiore provisum est res sollempniter celebratas sigillatis apicibus perhennari. Eapropter ad universitatis vestre noticiam volumus pervenire, quod in nostra presentia constituti Gylo de Loriaco clericus et Johannes miles et Adam et Henricus fratres dicti clerici, multis opinionis honeste personis astantibus, quicquid in ecclesia de Chileriis se habere dicebant karissimis consanguineis nostris Hugoni venerabili sancte Crucis decano et M[anasse] capicerio et post ipsorum decessum ecclesie Sancte Crucis perpetuo absolute et libere quitaverunt, et quod nichil umquam de cetero in eadem ecclesia reclamarent, interposita christiane fidei religione firmarunt. A supradictis igitur G[ylone] et J[ohanne] et A[damo] et H[enrico] tamquam a nostris fidelibus exorati, quitationem illam decano et capicerio et post ipsos ecclesie Sancte Crucis et ab illis et ab eorum heredibus manucapimus firmiter et fideliter observandam et eam ad preces et postulationem ipsorum carte et sigilli presentis auctoritate in perpetuum confirmamus. Actum Aurelianis, anno Verbi incarnati MCXCII.

CX

1193

Don à Sainte-Croix des maisons d'Hugues Jaccard, situées devant la porte du cloître, en échange d'un anniversaire

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G. 258; mention *Scriptum*)

Ego Hugo, Aurelianensis ecclesie decanus, totumque ejusdem ecclesie capitulum. Omnibus tam instantibus quam futuris duximus declarandum quia Hugo Jagud, in nostra presentia constitutus, domos suas ante portam claustri sitas nobis in perpetuum habendas donavit, et nos de eisdem domibus investivit. Nos vero, de benevolentia et misericordia nostra, domos illas eidem concessimus in vita sua quamdiu voluerit obtinendas. Postquam autem idem Hugo jamdictas domos [habitare] desierit, eas concanonico nostro Petro de Caprosia hoc modo concessimus obtinendas, quod nobis annis singulis X solidos persolvet, in anniversario supradicti Hugonis dividendos. Cum vero predictum Petrum viam universe carnis ingressum esse contigerit, quicquid ex domibus illis adquiri poterit in sepedicti Hugonis anniversario dividetur. Hoc autem fecimus, astante domino Henrico, episcopo nostro, et Johanne Imperatoris et Rainaldo de Sancto Johanne, qui tunc temporis prepositi erant Aurelianis. Anno incarnati Verbi MCXC tercio.

CXI

1193

Demande de pardon de Pierre de Graçay, malade, pour les torts qu'il a pu causer aux terres de Sainte-Croix.

(Orig. Arch. du Loiret, G. — Copie de Dom Estiennot. Bib. de l'Arsenal. 1008 : p. 605. « Ex cartulario ecclesiæ S. Crucis Aurelianensis »).

Venerabilibus domnis et amicis carissimis H[ugoni] decano et universo Aurelianensis ecclesie canonicorum capitulo, Petrus de Crasseio, salutem in eo qui est salutis author. Veniens ad me venerabilis dominus meus et consanguineus carissimus Henricus, Aurelianensis episcopus, in lecto egritudinis meam dignatus est parvitatem visitare, ubi, divina inspirente clementia, recolens et in memoriam revocans injurias quas ego vel servientes mei terre et hominibus Sancte Crucis aliquoties irrogavimus, vestre sublimitatis genibus provolutus veniam peto, rogans et supplicans ut si quid injuste egi, si vos in aliquo offendi, mihi prestare indulgentiam dignemini. Ego autem jurare feci Stephanum, filium meum, et uxorem meam, et ego etiam juravi super sancta Evangelii verba quod de omnibus contentionibus que sunt inter ecclesiam Sancte Crucis et nos quidquid memoratus episcopus dixerit ego, si vixero, si vero me decedere contigerit filius meus et uxor mea, quando per ipsum fuerimus requisiti, tenebimur observare. De consuetudine autem vini, quam in terra Sancte Crucis nos habemus, et qui de nobis eam tenuerit, precipimus ne tempore vindemiarum requiratur ab hominibus nec ipsi homines ultra vendemiarum tempora vinum reservare aliquatenus compellantur. Actum anno incarnati Verbi MCXCIII.

CXII

24 décembre 1194

Application du loyer des maisons réparées de l'archidiacre Jean et d'Anseau, son frère, à la célébration de leur anniversaire.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G. 268).

Ego H[ugo], Aurelianensis ecclesie decanus, universumque ejusdem ecclesie capitulum, omnibus presentem paginam videntibus in Domino salutem. Tam presentium quam futurorum noverit universitas, quia nos attendentes emendationem a Johanne, archidiacono nostro, et ab Ansello, fratre ejus, in ipsorum domibus factam, considerantes preterea integritatem devotionis quam erga ecclesiam nostram impendere dinoscuntur, ad preces utriusque concessimus ut, post decessum eorum, quicquid pensionis ex domibus illis proveniet in amborum anniversariis dividatur. Et ut hec nostra concessio firmior permaneret, sigilli nostri munimine fecimus roborari. Actum in capitulo nostro, in vigilia Nathalis Domini, anno incarnationis Dominice MCXCIIII.

CXIII

Paris, février 1195

Philippe-Auguste place hors de la commune d'Etampes les hommes de corps et le domaine de Sainte-Croix.

(Bibl. Nat. Coll. Moreau 96 : 80 ; d'après l'original aux archives de Sainte-Croix).

Philippus, Dei gratia Francorum rex. Noverint universi ad quos littere presentes pervenerint quod nos volumus et inhibemus ne homines de corpore ecclesie Sancte Crucis Aurelianensis sint de communia Stampensi, et volumus ut tota terra ejusdem ecclesie sit extra prefatam communiam Stampensem. Quod ut perpetuum et inconcussum robur obtineat, sigilli nostri auctoritate presentem paginam precepimus confirmari. Actum Parisius, anno ab incarnatione Domini MCLXXXXIV, mense februarii.

CXIV

1195

Application à l'anniversaire d'Eudes de Chanteleu des loyers de ses maisons claustrales.

(Orig. Arch. du Loiret, G. 268).

H[ugo] decanus Sancte Crucis et universum capitulum omnibus in perpetuum. Ut in nostris gesta temporibus robur perpetue stabilitatis obtineant et memoriam nosciture posteritatis attingant, consilio provisum est res sollempniter gestas

sigillatis apicibus perhennari. Eapropter ad universitatis vestre notitiam volumus pervenire, quod cum dilecto in Christo fratri et concanonico nostro Odoni de Chanteleu domos nostras claustrales, que fuerunt Giraudi de Lueniaco, dedissemus, insuper ut idem Odo ad refectionem domorum illarum, que manum meliorationis inevitabiliter requirebant, strenue laboraret, ipsi unanimi et concordi voluntate concessimus atque promisimus quod quicquid, ipso cedente vel decedente, de eisdem domibus habere poterimus pensionis, recurrente vocationis ejus die canonicis qui anniversario ejus intererunt fideliter distribuere satagemus. Ne ergo series hujus nostre concessionis oblivione depereat, vel, quod absit, malignitate mutetur, eam, ut perpetua stabilitate perduret, litterarum sigilli presentis patrocinio confirmamus. Actum anno Verbi incarnati MCXCV.

CXV

Anet, [2 avril-31 octobre] 1195

Philippe-Auguste confirme, après enquête, le droit de Sainte-Croix sur les hommes de corps du domaine du chapitre en Etampois.

(Bibl. Nat. Coll. Moreau 96, 205, du cartulaire de Sainte-Croix, f° 203).

In nomine sancte et individue Trinitatis, amen. Philippus, Dei gratia Francorum rex. Noverint universi presentes pariter et futuri quod Manerius de Stampis et Hugo de Gravella et Ansellus de Buissiaco et Milo de Amorvilla per sacramentum suum testificati sunt, ex mandato nostro, quod homines in territorio Sancte Crucis Aurelianensis in Stampesio manentes sunt homines Sancte Crucis de corpore, singuli reddentes annuatim quatuor denarios de capite suo, exceptis quatuor, quorum duo manent apud Forestam, Philippus et Bernardus, et apud Mesnil Giraudi, item et in riparia de Ulmeto Basco-

nis. Quia vero cognovimus, per sacramentum et testimonium predictorum militum, rei veritatem se ita habere, nolentes quod calumpnia deinceps aliqua oriatur super illis hominibus Sancte Crucis, volumus ut ecclesia habeat eos firmiter sicut homines suos de corpore sine contradictione, sine placito et sine campo et sine duello. Quod ut perpetuam et inconcussam obtineat stabilitatem, sigilli nostri authoritate et regii nominis caractere inferius annotato presentem paginam precepimus confirmari. Actum Aneti, anno incarnati Verbi MCLXXXXV, regni nostri anno XVI. Astantibus in palatio nostro quorum nomina supposita sunt et signa.

Dapifero nullo.

S. Guidonis buticularii.

S. Mathei camerarii.

S. Droconis constabularii.

Data vacante cancellaria.

CXVI

1196

Arbitrage fixant à 200 livres le rachat des maisons claustrales et des vignes dépendant de la succession de l'archidiacre Bouchard et à 60 sous la distribution à faire en son anniversaire et en celui de son oncle, Hugues du Puiset[1], évêque de Durham.

(Orig. Arch. du Loiret, G. 268).

Odo, Dei gratia Parisiensis electus, omnibus in perpetuum. Cum dilectus in Christo Buchardus, Aurelianensis archidiaconus, bone memorie consanguineus noster, in extreme egre-

---

[1] Et non de Puisac, comme l'écrit Gams, p. 187. Il était mort le 3 mars 1195, après avoir occupé le siège de Durham plus de quarante ans.

tudinis lectulum decidisset, nos et dilectos in Christo Hugonem de Feritate et Radulphum Harench testamenti sui executores constituit, ita quod si omnes non possemus adesse, duo nostrum, absentia tercii non obstante, in exequenda extrema procederent voluntate. Cum igitur propter hoc Aurelianis nos et Radulfus Harens in Sancte Crucis capitulo convenissemus, idem Radulfus domos claustrales et quatuor vinearum arpenta, apud Vilers sita, sibi in elemosinam collata fuisse ab ipso Buchardo, que idem Buchardus titulo emptionis habuerat, proponebat; decanus autem et capitulum Sancte Crucis in contrarium allegabant domos easdem et vineas sibi de voluntate ipsius Buchardi obligatas pro quadraginta libris parisiensium quas dictus Buchardus eis pro firma Maziaci solvere tenebatur, addentes quod sepefatus Buchardus pro venerabili consanguineo nostro H[ugone], quondam episcopo Dunelm[ensi], patruo suo, se constituisset in summa octoginta marcarum argenti Sancte Crucis capitulo debitorem, sicut coram venerabili domino et fratre nostro H[enrico], Bituricensi archiepiscopo, et coram nobis per testes, omni exceptione majores, fuit cercius approbatum. Sed et vir nobilis comes Barri et de Puteaco dominus, dicti Buchardi nepos, domos ipsas et vineas ad se jure hereditario devolutas e diverso constancius asserebat. Ne ergo Radulfus Harens, testamenti nobiscum sicut dictum est executor, actoris personam et judicis gerere videretur, tam ipse Radulfus quam comes in nos super hoc compromiserunt, et quod nostrum in parte hac firmiter observaretur arbitrium, interposita christiane fidei religione, firmarunt. Intelligentes igitur ex publico instrumento Buchardi quod idem Buchardus pro firma Maziaci capitulo Sancte Crucis XL libras parisiensis monete deberet, et quinque idoneis testibus, omnique exceptione majoribus, juramento prestito perhibentibus quod octoginta marcarum pro patruo suo se constituisset predicto capitulo debitorem, de prudentum virorum consilio ipsum B[uchardum] capitulo Sancte Crucis in summa ducentarum librarum monete parisiensis

teneri fuimus arbitrati, et cum aliter eis satisfacere non possemus, decano et capitulo Sancte Crucis domos et vineas sepefatas tradidimus in solutum, statuentes et scriptis presentibus in perpetuum confirmantes ut, nisi comes vel Radulphus Harens de summa ducentarum librarum a capitulo Sancte Crucis domos et vineas antedictas redemerit, penes capitulum ipsum perpetuo absque calumpnia aliqua vel contradiccione resideant ; tempora redemptionis infra annum et diem dictis Radulpho et comiti concludentes. Capitulum autem concessit quod de domorum et vinearum proventibus Dunelm [ensis] episcopi et B[uchardi] archidiaconi anniversaria faciet et canonicis qui intererunt usque ad solidos LX pro anniversariis faciendis distribuet. Actum anno Verbi incarnati MCXCVI.

CXVII

1196

Henri, évêque d'Orléans, affecte à son anniversaire une distribution de 20 livres sur les rentes de Bou et les terres du Trépoy.

(Orig. Arch. du Loiret, G. 385 ; mention *Scriptum*).

In nomine sancte et individue Trinitatis, amen. Henricus, Dei gratia Aurelianensis episcopus, omnibus in perpetuum. Quum ea que geruntur annorum inveterata curriculis evanescunt, consulte agitur si que sollempniter aguntur litterarum memorie commendentur, ne quorum memoriam humana fragilitas diutius exstare non patitur, tractu temporis in recidive contentionis scrupulum relabantur. Eapropter a cognitione presentium volumus pervenire ad notitiam futurorum quod, in remedium anime nostre, ecclesie victoriosissime et salutifere Crucis XX libras singulis annis in die anniversarii nostri distribuendas concessimus, ita quod C solidi nutritiis, reli-

qui canonicis qui obsequio interfuerunt dividentur. Has autem XX^{ti} libras super redditus illos quos ab Odone milite de Roque et Petro milite de Bullo emimus apud Bullum, et super terras arabiles, quas a majore Strepeti similiter emimus, assignavimus ea conditione ut, si successor episcopus predicta que propriis sumptibus acquisivimus habere voluerit, predictas XX^{ti} libras ad denarios obolarum qui in Pentechoste solvuntur et in calce ecclesie assignabit. Sin autem, ecclesia omnia predicta habebit, omnes obventiones que ex eis provenient eis qui anniversario nostro interfuerint, sicut pretaxatum est, distributura. Ut autem hoc inconcussum permaneat et perpetuam obtineat stabilitatem, presentem paginam sigilli nostri fecimus munimine roborari. Actum anno incarnati Verbi MCXCVI.

CXVIII

Juin 1197

Philippe-Auguste consent que la terre et la maison de la Gervaise fassent retour au chapitre, à la mort de l'évêque Henri.

(Orig. Arch. du Loiret. G. 321).

Philippus, Dei gratia Francorum rex, universis ad quos presentes littere pervenerint salutem. Noveritis quia volumus quod terra de Gervasia et domus ejusdem loci, post decessum karissimi consanguinei nostri Henrici, venerabilis Aurelianensis episcopi, ad capitulum Sancte Crucis redeant, sicut in litteris eorumdem episcopi et capituli continetur, cum ipsum capitulum eidem episcopo hec ad vitam suam tantum habenda concesserit, sicut ex assertione ejusdem episcopi didicimus. Actum Parisius, anno Domini MC nonagesimo septimo, mense junio.

CXIX

1197

Assignation au chapitre des maisons et des vignes de Bouchard du Puiset pour paiement de cent marcs dus.

(Orig. Arch. du Loiret, G. 377 ; mention *Scriptum*).

O[do], Dei gratia Parisiensis episcopus, omnibus ad quos presens scriptum pervenerit, salutem in Domino. Cum dilectus in Christo B[ucardus] de Puteaco, consanguineus noster, quondam archidiaconus Sancte Crucis Aurelianensis, in extremis agens, nos et Radulfum Harenc extreme voluntatis sue executores constituisset, sicut ex publico instrumento ipsius manifestius apparebat, et dictus R[adulfus] domos in claustro Aurelianensi sitas et quatuor arpenta vinearum apud Vilers sita, que Bucardus tenuerat relicti titulo,[reclamaret], propter hoc una cum venerabili domino ac patre nostro Bituricensi archiepiscopo ad ecclesiam Aurelianensem accessimus. Cujus cum intrassemus capitulum et R. Harens intentionem suam sicut premissum est fundavisset, canonici responderunt nos et R. Harenc, sicut testationis littere proponebant, ad hoc executores positos testamenti, ut ipsi B. debita petere et ab eo debita solvere deberemus, et ob hoc XL libras monete Parisiensis a nobis instantius repetebant quas sepefactus B. de firma Maziaci Sancte Crucis capitulo, interposita jurisjurandi religione, solvere tenebatur, sicut in ejus autentico comparebat. Asserebant etiam se Radulfo debere preferri, quia, sicut cavetur in jure, creditores legatariis preferuntur, addentes quod venerabilis consanguineus noster H[ugo], quondam Dunelmensis episcopus, per eandem ecclesiam transitum faciens, eis ad festum beati Cuberti imperpetuum honorifice celebrandum et ad suum anniversarium faciendum LXXX mar-

cas argenti firmiter promisisset, quarum se B[ucardus] pro patruo suo principalem constituit in capitulo debitorem, sicut plurimi testes et omni exceptione majores coram Domino Bituricensi et nobis, juramentis prestitis, probaverunt. E diverso, vir nobilis comes Barri[1], de Puteaco dominus, dicti B[ucardi] nepos, domos easdem et vineas vendicabat, ad se eas jure hereditario devolutas proponens, contra quem capitulum Sancte Crucis supralatis exceptionibus utebatur. Post morosas igitur concertationes et varias, ne Radulfus Harens actoris et judicis vicem tenere et gerere videretur, tam ipse quam comes quam ipsum capitulum in nos solos super hoc firmiter compromiserant, factam compromissionem christiane fidei religione et legitima pene adjectione vallantes. Nos ergo, bonorum virorum assertionibus et idoneis depositionibus sufficienter instructi, de consilio venerabilium personarum domini Bituricensis et domini Aurelianensis et aliorum prudentium, C marcas ab ipso B[ucardo] Sancte Crucis deberi capitulo fuimus arbitrati, et cum eis aliunde satisfacere non possemus, domos eis et vineas dedimus atque assignavimus in solutum ita quod si Radulfo vel comiti domos et vineas redimere forte placuerit, de C marcis a capitulo redimant, infra annum et diem redemptionis ipsius tempora concludentes. Porro decanus et capitulum Sancte Crucis, ad preces domini Bituricensis et nostras, domos sepefatas et vineas domino I[voni], Sancte Crucis cantori, sub annua pensione XI sol[idorum] anno quolibet Sancte Crucis capitulo solvendarum quoad vixerit concesserunt, quarum medietas in anniversario Dunelmensis episcopi, reliqua in anniversario dicti B[ucardi] canonicis qui interfuerint dividetur. Cujus rei series ut firmior habeatur eam litterarum et sigilli nostri testimonio communimus. Actum anno incarnati Verbi MCXC septimo, pontificatus nostri anno primo.

---

[1] Milon, comte de Bar-sur-Seine.

CXX

1199

Exemption de gîte pour le curé de Neung-sur-Beuvron, pour 10 sous payables au chapitre, et don de 30 sous sur l'église de Semblecy.

(Orig. Arch. du Loiret, G. 353 ; mention *Scriptum*).

Ego Cadulcus, archidiaconus Sancte Crucis, omnibus in perpetuum. Ut ea que devotione fidelium sancte matri Ecclesie conferuntur perpetua stabilitate penes eam permaneant et ad future posteritatis attingant memoriam ad perpetue pacis stabilitatem, cautum est ut sigillatis appicibus commendentur. Eapropter notum facio universis quod inter me et presbiterum de Naim super procuratione quam michi jure archidiaconatus deberi asserebam contentio vertebatur. Predicte etenim presbiter ecclesie se vel aliquem antecessorum suorum michi vel alicui antecessorum meorum nonquam reddidisse procurationem constanter asserebat, unde et prescriptione longissimi temporis se a prestatione procurationis absolvi postulabat. Tandem inter me et predictum presbiterum amicabilis compositio intervenit quod presbiter, qui in predicta ecclesia pro tempore ministrabit, singulis annis decem solidos capitulo Sancte Crucis persolvet in festo Dorothei et Severi martirum, canonicis qui intererunt matutinis dividendos. Sicque nullus archidiaconus a presbitero prefate ecclesie procurationem vel aliquid nomine procurationis de cetero poterit postulare. Illud etiam nequaquam censui reticendum, quod trigenta solidos, quos in ecclesia de Sambleci adquisiveram, capitulo Sancte Crucis contuli, sub hac specie dividendos quod viginti solidi in anniversario Philipi, fratris regis Francorum, canonicis qui anniversario intererunt, et decem solidi in missa predictorum martirum prefata specie dividentur. Actum in capitulo nostro, anno Verbi incarnati MCXCIX.

CXXI

1199

Don au chapitre par l'abbé de Vierzon des oblations de l'église de Nouan

(Orig. Archives du Loiret, G. 356).

Ego Willelmus, abbas de Virsione, totusque conventus tam presentibus quam futuris notum fieri volumus quod venerabili amico nostro Johanni, Aurelianensi archidiacono, obtinere in perpetuum concedimus et ipsius successoribus omnes oblationes quas in altari de Noem capiebamus, quas ex dono Gimonis, quondam nostri redditi et apud nos sepulti, et ex dono Petri de Oliveto, fratris ejus, obtinebamus. Ut autem hec nostra concessio perpetuam sortiatur stabilitatem, præsens scriptum inde fieri et sigilli nostri munimine voluimus roborari. Actum anno gratie MCXC nono.

CXXII

1200

Approbation par l'archidiacre Jean du don fait par Hugues, évêque d'Orléans, à l'église de Jargeau du droit de patronage de l'église de Nouan.

(Orig. Arch. du Loiret, G. 356).

Ego Johannes, ecclesie Sancte Crucis Aurelianensis archidiaconus, notum fieri volo tam presentibus quam futuris quod cum venerabilis pater Hugo, Aurelianensis episcopus, assen-

ciente et concedente capitulo Sancte Crucis, ecclesie Gargogilensi jus patronatus ecclesie de Noemio liberaliter concessit, et benigne nos, quantum in nobis est, provide liberalitati sue nostram impercientes assensum, donationem illam approbamus, et eam in perpetuum ratam habentes sigilli nostri attestatione confirmamus. Actum anno gratie M ducentesimo.

CXXIII

1200

Don par l'évêque d'Orléans au chapitre du cens de la maison de l'archidiacre Cadulcus.

(Orig. Arch. du Loiret, G. 268).

Hugo, Dei gratia Aurelianensis episcopus, omnibus ad quos presentes littere pervenerint in perpetuum. Notum facimus universis presentibus pariter et futuris quod totum censum qui nobis de domo defuncti Cadulci, quondam Aurelianensis archidiaconi, annuatim debebatur, Deo et ecclesie Sancte Crucis in elemosinam contulimus perpetuo possidendum. Quod ut ratum teneatur et notum permaneat, presentem paginam litteris annotatam sigilli nostri caractere fecimus roborari. Actum anno incarnationis Dominice millesimo ducentesimo.

CCXXIV

Blois, 1200

Le chapitre accorde, en échange de sa renonciation à une portion de l'église de Neung, au clerc Guillaume, fils de P. « Meselli », une pension de 10 sous parisis, jusqu'à ce qu'il ait obtenu un bénéfice.

(Orig. Arch. du Loiret, G 353. Mention *Scriptum*).

CYROGRAPHUM

E[rnaldus], Dei gratia Sancti Launomari Blesensis, et S[eincellus], Beate Marie Pontilevii abbates, omnibus presentes litteras inspecturis salutem in vero salutari. Cum inter capitulum Sancte Crucis Aurelianensis, ex una parte, et W[illelmum], clericum filium P. Meselli, ex alia, super quadam portione quam in ecclesia de Naim jure hereditario exigebat, auctoritate apostolica controversia verteretur coram nobis, post multas litigationes dictus W[illelmus], bonorum virorum usus consilio, illi portioni abrenuntiavit et penitus abjuravit, et pater ejus similiter. Dictum vero capitulum, intuitu pietatis et consideratione paupertatis sue, decem solidos parisiensium annuatim percipiendos in festo Sancti Thome apostoli jamdicto clerico concesserunt, quousque per ipsum aliquid ecclesiasticum beneficium fuerit assecutum, unde valeat congrue sustentari. Quod ut ratum permaneat presentes litteras sigillorum nostrorum munimine duximus roborari. Actum Blesis, anno gratie M ducentesimo.

CXXV

La Chapelle, 1200 [1er novembre, à 24 mars 1201].

Le chapitre notifie l'ordonnance royale qui n'autorise les opérations de change, dans la banlieue d'Orléans, que dans le cloître de Sainte-Croix devant la cathédrale[1], sauf lors des foires royales[2].

(Orig. s. parch. Arch. Nat. J. 170 : 2)

F[ulco] decanus et universum capitulum Aurelianense, omnibus in Domino salutem. Noverint universi presentes pariter et futuri quod rex voluit et in perpetuum concessit quod nullus campsor cambiat infra banlivam civitatis Aurelianis, nisi campsor qui cambiet in mensa nommulariorum in claustro Sancte Crucis Aurelianis (*sic*) ante majorem ecclesiam, nec etiam campsor aliquis cambiat aperta mensa nisi in claustro Sancte Crucis ante majorem ecclesiam, preterquam in nundinis domini regis, in quibus licebit eis aperta mensa cambire. Hanc autem consuetudinem in perpetuum tenendam concessit sub hac forma quod campsores reddent, et singulis annis, propter hoc X libras in nundinis suis Aurelianis proximis ante festum Omnium Sanctorum, et preter hoc C solidos pro monetagio ei reddent singulis annis ad Pascha, et hoc ipsi campsores concesserunt quod singulis annis pro pauctionibus istis reddent et illas decem libras in predictis nundinis et C solidos pro monetagio ad Pascha ; et nisi predicto termino predictas X libras persolverent, nec ecclesia Sancte

---

[1] Devant la tour septentrionale, appelée pour cette raison Tour des Changes. Elle datait du XIIe siècle et fut démolie au XVIIIe.

[2] Lettre semblable de l'évêque Hugues, dans les mêmes termes et à la même date. (Teulet, *Layettes du Trésor des chartes*, t. I, p. 223.)

Crucis Aurelianensis nec campsores eum de cetero possent convenire quin eos traheret ad cambiendum ubicumque vellet. Actum apud Capellam, anno gratie M° CC°, regni sui XXII. Quod ut perpetuum robur obtineat, sigilli nostri munimine fecimus roborari.

CXXVI

1201

Hugues, évêque d'Orléans, accorde au chapitre les oblations et menues dîmes de Nouan-le-Fuzelier possédées actuellement ou dans l'avenir par Jean, archidiacre de Sully, en échange des services religieux que ce dernier ordonnera.

(Orig. s. parch., Arch. Loiret, G. 356.)

Hugo, Dei gratia Aurelianensis episcopus, omnibus ad quos presentes littere pervenerint in perpetuum. Notum facimus presentibus et futuris quod quicquid oblacionum et minutarum decimarum dilectus consanguineus noster Johannes, Aurelianensis ecclesie Soliacensis archidiaconus, in parrochia de Noemio, in archidiaconatu suo, constitutum acquisivit et quicquid ibidem acquisierit in futurum, ad preces et peticionem ipsius Johannis ecclesie salutifere Crucis Aurelianensis concedimus irrevocabiliter et pacifice perpetuo possidendum ad divina ibidem celebranda prout ipse Johannes duxerit ordinandum. Quod ut ratum teneatur et stabile perseveret, presentem paginam litteris annotatam sigilli nostri munimine fecimus confirmari. Actum anno incarnacionis Dominice millesimo CC primo.

CXXVII

Montargis, [25 mars à 31 octobre] 1201.

Philippe-Auguste précise les droits d'usage des chapitres de Sainte-Croix et des gens de Traînou, Cléchy et autres lieux, et de la maison de la Gervaise.

(Copie défectueuse. Bibl. d'Orléans, ms. 552 : 389).

Philippus, Dei gracia Francorum rex. Noverint universi presentes pariter et futuri quod Willelmus de Capella, serviens noster, de mandato nostro fecit inquisitionem, per bonos et legitimos viros, quid juris capitulum Sancte Crucis Aurelianensis et homines sui haberent in nemoribus suis, qui dicuntur nemora Sancte Crucis, in quibus solent capere nemus. Capiant hoc modo quod canonicus Sancte Crucis, qui residens erit in ecclesia Sancte Crucis, singulis annis in nemoribus predictis capiet tantummodo XX quadrigatas lignorum ; persona vero ejusdem ecclesie que in ecclesia residens erit singulis annis in nemoribus predictis capiet tantummodo XXX quadrigatas lignorum, excepta quadriga decani, etc... Homines de Trino, de Clychi, de Barbero, de Maso, de Bessi et de Assartis sument nemus mortuum ad ardendum in bosco capituli, et non possint vendere neque dare, et in nemore Camaut furca et festa et le chevron charperes (*sic*), et palum pugillarem et vimen ad claudendum ; et tres forestarii de Trieno de nemoribus capituli dare poterunt nemus mortuum ad censum cui voluerint ; et homines de villis predictis non poterunt capere nemus sine forestario de Trino, Renaudo Limaux. Domus de Gervasia et manentes in ea capient quidquid necessarium erit ad ardendum et hospitandum in corpore domus et hospitum nemus mortuum. Quod ut perpetuum robur obtineat presen-

tem paginam sigilli nostri auctoritate et regii nominis caractere inferius annotato precepimus confirmari. [Actum] apud Montem Argi, anno ab incarnatione Domini M° CC° primo, regni vero nostri XXII°. Astantibus . . . (sic) (*Monogramme*). Data vacante cancellaria.

CXXVIII

Septembre 1201

Hugues, évêque d'Orléans, donne à Sainte-Croix les maisons et le verger qu'il a achetés à Eudes des Roches, à condition qu'ils seront baillés à ses neveux pour une pension de 20 sous, payable seulement après sa mort[1].

Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G. 258, mention *Scriptum*.

In nomine sancte et individue Trinitatis, Hugo, Dei gratia Aurelianensis episcopus, omnibus in perpetuum. A cognitione presentium volumus ad notitiam pervenire singulorum quod eas domos quas ab Odone de Rupibus emimus cum virgulto et appenditiis capitulo Aurelianensi concessimus. Ipsum quoque capitulum karissimis nepotibus nostris Manasse et Hugoni fratribus domos et appenditia cum virgulto ad preces nostras benigne concessit sub annua pensione XX solidorum a predictis Manasse et Hugone post decessum nostrum annuatim capitulo solvendorum. Ipsi tamen quamdiu nos vixerimus pensionem illam solvere non tenebuntur. Quod ut perpetua stabilitate perseveret, presens scriptum nostri fecimus sigilli munimine roborari. Actum anno gratie M ducentesimo primo, mense septembri.

CXXIX

Septembre 1201

Hugues, évêque d'Orléans, choisit les revenus de Bou et du Trépoy, laissant au chapitre pour l'anniversaire de son prédécesseur la jouissance de 20 livres sur les oboles de Pentecôte.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G. 385 ; mention *Scriptum*).

Hugo, Dei gratia Aurelianensis episcopus, omnibus presentem paginam videntibus salutem in Domino. Cum pie recordationis venerabilis pater ac domnus Henricus, Aurelianensis episcopus, in remedium anime sue ecclesie Aurelianensi XX libras parisiensium concessisset, annis singulis in anniversario suo distribuendas super illos redditus quos ab Odone, milite de Ruppe, et Petro, milite de Bullo, emerat apud Bullum, et super terras arabiles quas similiter emerat a majore Strepeti, ipsis viginti libras assignans ; suo tamen successori reliquit optionem quod, si mallet ipsos redditus apud Bullum, et predictas terras arabiles habere, eidem qui pro tempore succederet liceret episcopo XX libras supradictas in denariis obolorum Pentecostes Aurelianensi capitulo assignare. Nos itaque, qui memorato bone memorie H[enrico] episcopo, licet indigni, in ministerio pontificali successimus, sepedictos redditus apud Bullum et terras apud Strepetum arabiles habere preeligentes, Aurelianensi ecclesie XX libras in jamdicto anniversario distribuendas super denarios obolorum qui in Pentecoste solvuntur assignavimus, sine contradictione et dilatione annuatim a capitulo recipiendas. Quod ut perpetua stabilitate perseveret, presens scriptum nostri fecimus sigilli munimine roborari. Actum anno gratie M ducentesimo primo, mense septembri.

CXXX

Septembre 1201

Hugues, évêque d'Orléans, donne au chapitre la rivière de Pithiviers-le-Vieil, à posséder après sa mort.

Orig. en parch. Arch. du Loiret, G. 377. — Copie Bibl. Nat. Coll. Moreau, CII, 103 d'après le cartulaire, fol. 124 v°.

In nomine sancte et individue Trinitatis, Hugo, Dei gratia Aurelianensis episcopus, omnibus in perpetuum. Notum fieri volumus tam presentibus quam futuris quod aquam Piveris Veteris, que fuit quondam majoris Piverensis, cujus videlicet aque medietatem emptionis titulo possidemus, alteram vero medietatem pro XX libris pignore nobis tenemus obligatam, Aurelianensi capitulo post decessum nostrum habendam concedimus in perpetuum et donamus, ita quod quicquid de redditibus ejusdem aque vel proventibus dictum capitulum singulis annis percipiet, hiis qui nostro intererunt anniversario integre distribuet annuatim. Quod ut perpetua stabilitate perseveret, presens scriptum nostri fecimus sigilli munimine roborari. Actum anno gratie M ducentesimo primo, mense septembri.

CXXXI

Septembre 1201

Hugues, évêque d'Orléans, donne à Sainte-Croix 7 arpents de vigne avec maison et pressoir situés sur la grande route à Saint-Mesmin, à condition qu'ils seront baillés, leur vie durant, à ses petits-neveux, qui en paieront 20 sous de pension annuelle, mais seulement après sa mort.

(Orig. s. parch., scellé de cire verte sur lacs de cuir blanc. Arch. du Loiret, G. 263 ; mention *Scriptum*).

In nomine sancte et individue Trinitatis. Hugo, Dei gracia Aurelianensis episcopus, omnibus in perpetuum. Notum fieri volumus presenti scripto quod VII arpenta vinearum cum domo et torculari que sita sunt juxta stratam publicam apud Sanctum Mauximinum, Aurelianensi donavimus ecclesie liberaliter in perpetuum habenda. Verum ad preces nostras Aurelianense capitulum domum illam cum torculari et vineis Johanni et Manasse, fratribus, filiis karissime neptis mee Eustachie de Nantolio, quamdiu vixerint concessit, ita quod eidem capitulo XX solidos pro pensione et decima post decessum nostrum prefati fratres annuatim persolvent. Ipsi tamen in tota vita nostra ab eisdem XX solidis absoluti existent et immunes. Quod ut perpetua stabilitate perseveret presens scriptum nostri fecimus sigilli munimine roborari. Actum anno M ducentesimo primo, mense septembri.

CXXXII

1202

Accord entre Sainte-Croix d'Orléans et Saint-Père de Chartres au sujet de l'église de Nids, qui leur sera commune, et ils en nommeront à tour de rôle le curé.

(Orig. en parch. Arch. du Loiret, G.)

CHIROGRAPHUM

Ego Guido, divina miseratione Sancti Petri Carnotensis abbas et universitas fratrum ejusdem monasterii, omnibus presentibus pariter et futuris notum facimus quod cum inter nos, ex una parte, et capitulum Aurelianense, ex altera, super donatione ecclesie de Niz contentio verteretur, tandem hinc inde super eadem contentione amicabiliter composuimus ; donationem ejusdem ecclesie, communi utriusque partis asensu, nobis et ipsis communem esse de cetero concedentes. Verum, quia de institutione sacerdotis posset dissensio suboriri, hinc inde censuimus statuendum quod una vice in dicta ecclesia instituemus sacerdotem, et ipsi vice alia ibidem sacerdotem instituent, et semper in illa ecclesia per successiones temporum a nobis et ab ipsis instituetur presbiter hoc tenore. Cum autem ibidem presbiterum instituent, fidelitatem in ipsorum capitulo primum eis faciet et fidelitatem nostram facturus postmodum ad nos ab ipsis in nostrum capitulum, cum patentibus eorum litteris continentibus quod eum instituerint, transmittetur. Similiter et nos, cum instituerimus presbiterum, nostram nobis primam fidelitatem in nostro faciet capitulo, et pro ipsorum fidelitate sibi postmodum facienda ipsum ad eos in ipsorum capitulum

remittemus, nostras patentes deferentem litteras quod ipsum instituerimus continentes. Quod ne possit processu temporis oblivione deleri aut in irritum duci, presentem paginam sigillorum nostrorum appositione partitoque cyrographo fecimus communiri. Actum anno Dominice incarnationis millesimo ducentesimo secundo.

CXXXIII

Mars 1202

Don par l'évêque Hugues de la dîme de Saint-Ay[1] au chapitre.

(Bibl. Nat. Moreau 103 : 106. « Tiré du Cartul. de Sainte-Croix d'Orléans, f° 199 v°. »)

Hugo, Dei gratia Aurelianensis episcopus, omnibus ad quos presentes littere pervenerint salutem in Domino. Noverint universi presentes pariter et futuri quod decimam in parochia Sancti Agili constitutam, quam nobis titulo pignoris obligavit pro quinquaginta libris parisiensibus (*sic*) Herveus de Porta,

---

[1] Autre acte relatif à la dîme de Saint-Ay. — « Manasses, Dei gratia Aurelianensis episcopus, omnibus ad quos littere presentes pervenerint in Domino salutem. Noverint universi presentes pariter et futuri quod Johannes, filius Baudrici de Campiniaco, in nostra constitutus presentia, pignori obligavit pro septem libris et quatuor solidos parisiensium magistro Hamerico, capellano nostro, totam decimam quam habebat apud Sanctum Agilum, que movet de feodo capellanie nostre, salvo servicio suo quod dictus Johannes eidem ratione feodi debebat, quia ad eum decima devenerat memorata. Quod ut ratum permaneat, nos ad peticionem dictorum magistri Hamerici et Johannis presentem paginam fecimus annotari et sigilli nostri munimine roborari. Actum anno incarnationis Dominice millesimo ducentesimo octavo. » — Orig. Arch. du Loiret, G. 376.

miles, capitulo Sancte Crucis contulimus, tali tenore quod nos recepimus admodiacionem ab eodem capitulo, quamdiu vixerimus si tantum duraverit obligatio, pro duobus modiis hybernagii et duobus avene annuatim reddendis Aurelianis nobis. Idem capitulum pro anniversario patris nostri faceret in quo dictos quatuor modios grani distribueret et de proprio viginti solidos apponeret. Post decessum vero nostrum si tantum duraverit obligatio, tota decima cum omni integritate ad capitulum devolvetur, et inde fiet distributio canonicis qui anniversario intererunt, et tunc remanebunt viginti solidi quos de suo apponere promiserunt. Quicumque[1] autem memoratam decimam redimi contingerit vel in vita nostra vel post decessum nostrum, capituli erit tota redemptio ad emendos inde redditus qui anniversario distribuentur supradicto. Quod ut firmum et stabile perseveret presentem paginam sigilli nostri appensione fecimus roborari. Actum anno ab incarnatione 1201, mense martio.

CXXXIV

1202

L'archidiacre Henri homologue la donation au chapitre effectuée entre les mains de l'évêque Manassé, par Archambaud Pirequeloup et sa femme, du patronage et des menues dîmes de Baccon

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G. 376; mention *Scriptum*).

Ego Henricus, Aurelianensis ecclesie archidiaconus, notum facio presentibus et futuris quod cum vir quondam nobilis Erchembaldus, qui Pejorlupo cognomine dicebatur, et uxor Maria nomine jus patronatus ecclesie ville illius que Beccons

---

[1] Pour *quandocumque*.

dicitur et minutam decimam ad eandem ecclesiam pertinentem jure hereditario possiderent, tandem in manu bone memorie Manasse, quondam Aurelianensis episcopi, eadem resignantes, tam jus patronatus memorate ecclesie quam dictam decimam Deo et capitulo Sancte Crucis Aurelianensis de assensu et voluntate ejusdem episcopi in elemosinam contulerunt integre et libere jure perpetuo possidenda. Ego etiam, in cujus archidiaconatu predicta consistere noscebantur, hanc eorum donationem pretaxato factam capitulo volui et concessi et eam salvo jure archidiaconi in omnibus aliis approbavi. Quod ut ratum teneatur et notum permaneat presentem paginam sigilli mei caractere roboravi. Actum anno ab incarnatione Domini millesimo ducentesimo secundo.

CXXXV

1202

Fondation par Jean Payen, d'Orléans, de la chapelle Saint Jean-Baptiste en l'église d'Orléans, dont il nomme chapelain Regnaud de la Cour.

(Orig. Arch. du Loiret, G. 244).

Ego Johannes Paganus, de Aurelianis vocitatus, notum facio presentibus et futuris quod in ecclesia Sancte Crucis Aurelianensis, in altari videlicet sancti Johannis Baptiste quæ in eadem est ecclesia, perpetuum instituens capellanum tam pro mea quam pro predecessorum et successorum meorum salute in eodem altari missarum celebraturum sollempnia, furnum meum situm Aurelianis in vico qui Fabrateria nuncupatur cum pertinenciis, de assensu uxoris mee necnon et liberorum et heredum meorum omnium, Deo et ecclesie Sancte Crucis in elemosinam contuli capellano dicti altaris,

salva annua trium solidorum elemosina ecclesie Sancti Sansonis in eodem furno a meis predecessoribus assignata, libere et pacifice perpetuo possidendum. Quicquid autem libertatis in dicto furno habueram habebit in eo similiter capellanus, lagenam vini videlicet, quod hospes furni de vineis suis propriis vendi faciet infra furnum, et preterea justiciam, sanguinem et latronem. Post decessum vero vel cessionem Renaudi de Curia quem institui, capitulum Sancte Crucis in prefato altari semper instituet capellanum, eo tamen tenore quod idem altare conferre tenebitur sacerdoti. Si vero aliquis non presbiter occasione aliqua fuerit institutus, manu propria prestabit in capitulo juramentum quatinus infra annum ordinari in presbiterum se faciet, missas per alium interim faciens celebrari. Si autem in presbiterum infra annum ordinari recusaverit, dictum capitulum ipsum amovens loco ejus alium subrogabit. Verum si in dicto altari missam non celebrari contigerit eo quod predictum furnum in usus suos convertat capitulum, mihi meisque successoribus erit licitum ipsum furnum in nostris resumere manibus, et proventus ejus in usus nostros convertere, donec missa sicut statutum est iterum celebretur. Hoc etiam adjunctum est quod ecclesie Sancte Crucis capellanus altaris servitium prestabit assiduum, ita quod alii ecclesie non poterit deservire. Illud quoque sciendum est quod supradictus Renaudus, accepti non ingratus beneficii, arpentum unum vinee situm ad locum qui Pratella dicitur, in censu Stephani Picaut et Hugonis Iver, pretaxato altari ob anime sue et suorum remedium contulit habendum perpetuo, quod comparasse suis propriis denariis noscebatur. Quod ut ratum teneatur et notum permaneat, presentem paginam litteris annotatam sigilli mei caractere roboravi. Actum anno gratie M° CC° secundo.

CXXXVI

1202

Homologation par Hugues, évêque d'Orléans, de la fondation précédente.

(Orig. Arch. du Loiret, G. 439 ; mention *Scriptum*).

Hugo, Dei gracia Aurelianensis episcopus, omnibus ad quos littere iste pervenerint in perpetuum. Notum facimus presentibus et futuris quod vir nobilis Johannes Paganus, de Aurelianis vocitatus, in ecclesia Sancte Crucis Aurelianensis, *etc*... (*comme le précédent acte de Jean Payen d'Orléans, mutatis mutandis*).

CXXXVII

Pierrefitte, 1202

L'abbé de Vierzon témoigne qu'Hubert Boissier abandonne ses prétentions sur le sixième des oblations et menues dîmes de Nouan-le-Fuzelier, pour 14 livres.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G. 356.)

Universis presentem paginam inspecturis, ego W., abbas de Virsione, salutem in Domino. Tam presencium quam futurorum noverit universitas quod cum Herbertus Bofferius, eo quod sextam partem oblationum et minutarum decimarum in parrochia de Noem capiebat, excommunicationis sentencie subjaceret, idem Herbertus in nostra presencia constitutus, receptis a dilecto nostro Johanne, Aurelianensi archidiacono,

quatuor libris parisiensium, quicquid tam in oblationibus quam in minutis decimis capiebat eidem Johanni archidiacono in perpetuo quitavit, fide prestita quod erga omnes homines pro posse suo hujus rei faceret guarenciam. Et quia frater jamdicti Herberti captus tenebatur, sepedictus Herbertus, fide interposita et plegio prestito, scilicet Stephano Berruer, avunculo suo, concessit et pepigit quod infra mensem ex quo frater ejus a captione illa exiret, eumdem fratrem suum huic rei assensum suum faceret adhibere. Et quia in nostra factum fuit hoc presencia, ad peticionem utriusque, sigilli nostri testimonium adhibuimus. Actum apud Petramfictam, anno gratie M° CC° II°.

CXXXVIII

1203

Hugues, évêque d'Orléans, affecte à l'anniversaire de Jovin, maître des écoles d'Orléans, 40 s. de rente sur la rivière de Pithiviers-le-Vieil et 10 s. sur une maison désignée.

(Orig. Arch. du Loiret, G. 254 ; mention *Scriptum*.)

Hugo, Dei gratia Aurelianensis episcopus, omnibus ad quos presentes littere pervenerint in perpetuum. Perfecte dilectionis reddit judicium, qui post vite presentis terminum, illis quos sibi dum viverent honesta dilectio copulavit misericorditer suffragatur. Unde tam presentibus quam futuris notum esse volumus quod cum virum quondam venerabilem Jovinum, magistrum scolarum Aurelianensium, dilectione plenissima curaremus dum viveret amplexari, volentes etiam amicicia quam viventi exhibuimus circa mortuum habundare, quadraginta solidos annui redditus possidendos in perpetuum tam super terram quam super aquam quas a Galtero majore, apud villam que Vetus Piveris appellatur, noscimur comparasse,

ob ipsius Jovini remedium et salutem capitulo Sancte Crucis liberaliter assignamus, canonicis qui celebrando ipsius anniversario intererunt dividendos ; statuentes quod annis singulis, infra octavas Natalis Domini, XL[a] solidi persolvantur, et de eis dicto solvendis termino tam terre quam aque serviens memorato fidelitatem capitulo facere teneatur. Illud etiam silere nolumus, quod post decessum Guidonis de Castellione, canonici Sancte Crucis, de proventu domus que defuncti magistri Gaufridi de Craceio fuerat, X solidi in anniversario supradicti Jovini annis singulis sunt solvendi. Quod ut ratum teneatur et notum permaneat, presentem paginam litteris annotatam sigilli nostri caractere fecimus roborari. Actum anno gratie M· ducentesimo tercio.

CXXXIX

Aschères, novembre 1203.

Gautier, chambrier du roi, ayant transféré l'église d'Aschères hors de l'enceinte, avec l'autorisation de l'évêque et du chapitre, accorde au curé 2 muids d'hivernage sur ses moulins et un muids de vin sur ses vignes chaque année.

(Orig. Arch. du Loiret, G. 376).

Geste rei noticia ne processu temporis evanescat litterarum indiciis eternatur. Sciant ergo presentes et futuri quod ego Galterius, domini regis camerarius, per licenciam domini Huonis, Aurelianensis episcopi, et per assensum tocius capituli ejusdem ecclesie, ecclesiam de Acheris, que sita erat infra ambitum murorum et pro eo nimis difficilis parrochianis omnibus et capellano introire volenti nullatenus oportuna, in alium locum extra muros transtuli, ubi presbiter et parrochiani liberum habeant introitum, et jura parrochialia valeant adipisci. Fuit et stabilitum quod partem primam veteris eccle-

sic mihi in capellam retineam, et partem alteram diruere liceat, sed locum illum a laicis usibus immunem et cum omni mundicia debeam custodire. Omnes vero obvenciones que in capella provenient ad manum presbiteri majoris ecclesie devolventur. Ceterum, ne per translacionem ecclesie detrimentum aliquod sacerdos incurrat, concessi et dedi eidem et successori ejus in perpetuum duos modios ibernagii boni in molendinis meis ad mensuram Acheriarum, et unum modium vini legitimi in vinea mea de Acheris et ad mensuram ejusdem loci in festo sancti Remigii omnibus annis et singulis percipiendos. Rem hanc voluit et concessit uxor mea Persoisa, meique heredes Galterius et Guido, eorumque uxores Margarita et Isabella voluntatem adhibuerunt et assensum. Quod ut ratum permaneat et semper stabile factum, feci mandari litteris et sigilli mei robore confirmavi et testes apposui qui rei cum fieret astiterunt, quorum nomina sunt hec : Johannes de Merevilla, Guido de Acheris, Raginaldus de Triciovilla, Milo de Genoli. Actum publice Acheris in aula mea, incarnati Verbi anno M° CC° III°, mense novembri, regnante Philippo, Ludovici filio, illustrissimo Francorum rege.

CXL

Orléans, novembre 1203

Le doyen et le chapitre homologuent l'acte précédent.

(Orig. Arch. du Loiret, G. 376 ; mention *Scriptum*)

Ego Fulco decanus et universum Sancte Crucis Aurelianensis capitulum notum facimus presentibus et futuris virum nobilem Galterium, domini regis camerarium, de licentia venerabilis patris ac domini Hugonis Aurelianensis episcopi, necnon et

de voluntate nostra pariter et assensu, ecclesiam de Acheriis, que infra murorum ambitum sita tam parrochianis omnibus gravis existere noscebatur, quam sacerdoti introire volenti omnimodis importuna in locum alium extra muros videlicet transtulisse, ubi presbiter et parrochiani liberum habeant introitum, et accessum et jura parrochialia facile valeant adipisci. Concessum autem fuit eidem Galterio ut primam partem ecclesie veteris sibi retineat in capellam partemque sibi diruere liceat alteram, eam tamen a laicis immunem usibus cum omni mundicia servaturo. Quicquid autem obventionum proveniet in capella semper ad presbiterum majoris ecclesie devolvetur. Verum ne per translationem ecclesie detrimentum incurrat sacerdos aliquid, dictus Galterius duos boni hibernagii ad mensuram Acheriarum modios annis percipiendos singulis et unum modium vini legitimi in vinea sua de Acheriis ad mensuram ejusdem loci habendum similiter annuatim et annis singulis in festo sancti percipiendos Remigii ipsi presbitero suisque successoribus in elemosinam contulit perpetuo possidendos. Nobilis autem mulier uxor ejus, Persoys nomine, rem istam voluit et concessit, et idipsum heredes ipsius Galterius et Guido, et ipsorum uxores scilicet Margarita et Isabella voluerunt et assensum unanimiter prestiterunt. Quod ut ratum teneatur et notum permaneat ad preces ipsius sigilli nostri karactere fecimus roborari. Actum Aurelianis, in capitulo nostro, anno gratie M· CC· tercio, mense novembris.

CXLI

1204

Hugues, évêque d'Orléans, donne à Sainte-Croix 20 sous de rente sur la grange de Cravant, pour célébrer l'anniversaire de sa cousine Agnès, comtesse de Braine.

(Copie. Bibl. d'Orléans, ms. 562 : 397).

Hugo, Dei gracia Aurelianensis episcopus, omnibus ad quos presentes littere pervenerint in perpetuum. Notum facimus universis presentibus pariter et futuris quod cum nobilem quondam dominam Agnetem, Brane comitissam, consanguineam nostram, sincera dum viveret [nobis] copularet dilectio, volentes etiam ut post vite presentis hominum (?)ex nostra fructum amicitia reportaret, XX solidos annui redditus ob sue remedium anime capitulo Sancte Cruciscontulimus possidendos perpetuo, in ipsius anniversario dividendos ; quos XX solidos in grangia de Creventus, scilicet in tribus decime tractibus et in una straminis quadrigata, necnon et in posicione excussorum in decima, et in uno pastu quem solvit presbyter qui a Stephano, qui Boellus cognomine dicebatur, de assensu tam uxoris sue quam heredum suorum comparasse noscimur duximus assignandos ; in opcione tamen successoris episcopi relinquentes quod aut predicta omnia sibi detineat et ab ipso suisque successoribus episcopis memorati XX solidi dicto capitulo annis singulis in prefato anniversario persolvantur, aut ipsi capitulo relinquat easdem integre et quiete perpetuo possidenda. Quod ut ratum teneatur et notum permaneat presentem paginam sigilli nostri karactere fecimus roborari. Actum anno gracie MCC quarto.

CXLII

Septembre 1204

Philippe-Auguste autorise le chapitre de Sainte-Croix à affranchir ses serfs et serves, même résidant hors des terres du chapitre et qui, en cas de contestation, seront déclarés tels par serment de prudhommes. Ceux qui refuseront l'affranchissement pourront être soumis à la taille suivant leurs facultés.

(Bibl. Nat. Coll. Moreau CVI : 58 d'après le cartulaire, p. 10 v°).

Philippus, Dei gratia Francorum rex. Noverint universi presentes pariter et futuri, quod nos, ad petitionem decani et capituli Aurelianensis, volumus et concedimus ut ipsi servos suos et ancilas suas, extra terram capituli commorantes, ubique inventi fuerint, auctoritate sua et nostra manumictant tali modo quod, si de servitute eorumdem hominum inter capitulum et eos quos de servitute impetent oriatur contentio, per juramenta legitimorum hominum, sine duello, idem capitulum eos servos approbet, et manumictantur. Si autem idem homines noluerint manumicti, pro modo facultatum suarum taillientur. Actum anno gratie millesimo ducentesimo quarto, mense septembris.

CXLIII

1205

Le doyen Foulques homologue l'abandon fait à Sainte-Croix par l'archidiacre Adam, doyen de Saint-Pierre Empont, de 35 sous qu'il percevait chaque année sur la bourse commune du chapitre de Saint-Pierre et dont quinze seront distribués à son anniversaire : 10 sous aux chanoines, 5 aux nourriers.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G.)

Ego Fulco decanus et universum Sancte Crucis Aurelianensis capitulum. Notum facimus presentibus et futuris quod dilectus frater et concanonicus Adam archidiaconus, Sancti Petri Virorum decanus, triginta quinque solidos quos de commum bursa capituli Sancti Petri annis percipiebat singulis eidem capitulo donavit et quitavit penitus perpetuo possidendos, ita quod factum istud nulli penitus liceat aliquatenus revocare. Hoc tamen addito quod quindecim solidi in ipsius anniversario, decem canonicis, quinque vero nutriciis annis singulis dividentur. Nos autem ut hec ipsius donatio laudabilis et honesta rata teneatur et stabilis perseveret, eam approbamus et volumus et presentem paginam in hujus rei testimonium sigilli nostri karactere roboramus. Actum anno gracie M° CC° quinto.

CXLIV

S. Lomer de Blois, septembre 1205.

Entre les mains des délégués du Saint-Siège, Hugues Bisol et ses frères abandonnent la part du droit qu'ils possèdent au patronage de l'église de Josnes, reconnaissant que patronage et présentation appartiennent à Sainte-Croix.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G. 333)

E[rnaldus], Beati Launomari abbas humilis, M., prior Sancti Honorati, B., decanus Blesensis, omnibus in perpetuum. Noverint universi presentes litteras inspecturi, quod contentio vertebatur coram nobis auctoritate apostolica inter capitulum Sancte Crucis Aurelianensis, ex una parte, et Hugonem Bisol militem et fratres ejus, ex altera, super patronatum ecclesie de Geona et presentatione persone in eadem. Tandem dicti Hugo Bisol et fratres ejus coram nobis recognoverunt se penitus nichil juris habere in ejusdem ecclesie patronatu et presentatione persone in eadem, et patronatum ejusdem et presentationem persone in eadem ad ecclesiam Sancte Crucis Aurelianensis pertinere, et si quid juris habebant in patronatu et presentatione persone in eadem, in manu nostra resignarunt. Nos autem, qui super predicta causa a domino Innocentio, Romane Sedis pontifice, fueramus judices delegati, in hujus recognitionis et resignationis testimonium ex assensu et voluntate sepedictorum H[ugonis] et fratrum ejus presentes litteras sigillorum nostrorum impressionibus duximus consignandas. Actum Blesis apud sanctum Launomarum, anno incarnationis Dominice M· CC· quinto, mense septembri.

CXLV

24 décembre 1205

Donation de l'archidiacre Henri en faveur du chapelain de Saint-Benoît, par lui créé en l'église d'Orléans, et fondation d'anniversaires.

(Orig. Arch. du Loiret, G. 376 ; mention *Scriptum*).

Ego Henricus, Aurelianensis ecclesie archidiaconus, notum facio presentibus et futuris me tria arpenta vinearum et dimidium ad locum sita qui Archenaux nuncupatur, et quinque aliarum vinearum quarteria ad locum sita qui Boyaus dicitur, necnon et cameras meas versus Sanctum Victorem sitas altari beati Benedicti, quod est in ecclesia Sancte Crucis, ad usum cappellani quem ibidem institui et successorum ipsius in perpetuam elemosinam contulisse, ita quod, hujus institutionem capellani michi quamdiu vixero retinens, ordinavi et volui ut post obitum meum capitulum Sancte Crucis semper ibidem libere instituat capellanum. Ortum autem meum de Floriaco cum domo ipsius orti capitulo Sancte Crucis contuli perpetuo possidendum, eo tenore videlicet quod de proventibus eorundem partitis equaliter in anniversario defuncti Hugonis, avunculi mei, quondam Aurelianensis archidiaconi, et meo una medietas, in anniversario vero patris mei et matris mee medietas reliqua dividetur. Quia vero hec omnia de patrimonio comparaveram crucifixi, eadem dignum duxi in elemosinam conferenda ne ipsum offenderem crucifixum si quod suum erat ad usus indebitos transferretur. Quod ut ratum teneatur et notum permaneat presentem paginam sigilli mei caractere confirmavi. Actum anno incarnationis dominice M° CC° quinto, vigilia Natalis Domini.

CXLVI

1207

Echange de la foresterie des bois de Planquine, abandonnée par Etienne Huret et sa femme au chapitre, qui lui donne ses vignes du lieu dit « Lepus », où il sera sergent de Sainte-Croix, tout en restant serf : il paiera seulement 18 deniers de cens par an, et pourra vendre ces vignes, le chapitre ayant la préférence.

(Orig. Arch. du Loiret G ; mention *Scriptum*).

Manasses, Dei gratia Aurelianensis episcopus, omnibus presentes litteras inspecturis imperpetuum. Noverit universitas vestra quod Stephanus Huret et uxor ipsius, in nostra presencia constituti, forestariam nemoris capituli Sancte Crucis, quod Planquenia nuncupatur, ipsi capitulo penitus quitaverunt, eam nobis audientibus et videntibus resignantes. Idem autem capitulum vineas suas, sitas ad locum qui Lepus dicitur, eis et eorum heredibus in excanbium ejusdem forestarie contulit perpetuo possidendas, eodem Stephano in pristina servitute capituli remanente, nullum tamen capitulo capitagium vel consuetudinem aliam soluturo, set decem et octo denarios census pro vineis, annis singulis, in festo sancti Remigii reddituro. Adjunctum est etiam quod cum pro forestaria noscatur capituli serviens extitisse, erit pro vineis ejusdem serviens, dum vineas possidebit. Concessit autem ei capitulum ut de vendendis vineis liberam, si voluerit, habeat facultatem, eas tamen alii quam capitulo nullatenus vendituros, dum ipsas justo precio quod alius inde obtulerit capitulum voluerit comparare. Hoc igitur excambium ipse Stephanus et uxor sua se firmiter servaturos, fide corporaliter prestita, promiserunt, nichil penitus in prefata forestaria de

cetero petitum. Quod in nostra factum presencia ut notum et stabile perseveret, presentem paginam litteris annotatam ad petitionem partium sigilli nostri testimonio fecimus communiri. Actum anno gratie M° CC° septimo.

CXLVII

1207

Isabelle, femme de Jean l'Alonne, abandonne à Sainte-Croix la menue dîme et les oblations de l'église de Nouan, longtemps disputées.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G. 355).

Ego Archambaudus dictus abbas de Oliveto, omnibus presentes litteras inspecturis in Domino salutem. Ad universitatis vestre noticiam volumus devenire quod, ad preces dilecti nostri Johannis, archidiaconi Aurelianensis, coram ipso venimus apud Noem, ubi domina Isabel, uxor Johannis de Alona, in nostra constituta presentia, quitavit eidem archidiacono et ecclesie Sancte Crucis Aurelianensis in perpetuum minutam decimam de parrochia de Noem et oblationes ejusdem ecclesie et ejusdem ville, super quibus diu versata fuerat contentio inter dictum archidiaconum et J. de Alona, virum ejus. Fide etiam mediate et corporaliter prestita in manu sepedicti archidiaconi, firmavit quod numquam ipsa vel alius per eam aut pro ea in predicta decima seu oblationibus aliquid reclamaret. In cujus rei testimonium et memoriam tam ad dicti archidiaconi quam dicte domine petitionem presentem paginam scribi et sigilli nostri fecimus muniri, anno incarnationis dominice millesimo ducentesimo septimo.

CXLVIII

Mars 1208

Ernaud Portier et sa femme engagent au chapitre pour 30 livres parisis les grandes et menues dîmes de Donnery.

(Orig. Arch. du Loiret, G. 324).

Manasses, Dei gratia Aurelianensis episcopus, omnibus ad quos presentes littere pervenerint salutem in Domino. Universitati vestre notum facimus Ernaudum Porterium et uxorem ipsius nomine Beatricem quicquid decime magne scilicet et minute in parrochia de Donisiaco possident capitulo Sancte Crucis pro triginta libris parisiensium integre titulo pignoris obligasse, ita quod in nostra constitutus uterque presentia super garantienda capitulo decima corporaliter fidem dedit. Gaufridus etiam de Suliniaco miles, de cujus feodo ipsa movet decima, hanc obligationem decime approbavit, promitens firmiter coram nobis quod eandem decimam bona fide capitulo garantiret. Quod ut ratum et notum maneat, sigilli nostri caractere ad petitionem partium fecimus confirmari. Actum anno gratie MCC septimo, mense martio.

CXLIX

1208

Accord entre le prieur de Vannes et le curé d'Isdes au sujet des oblations des cinq grandes fêtes : le prieur aura 12 sous giennois par an.

(Orig. Arch. du Loiret, G. 377).

Ego Johanes, archidiaconus Sancte Crucis Aurelianensis, universis presentes litteras inspecturis notum fieri volumus quia contencio erat inter priorem de Vannis et presbiterum de Isda super oblationibus V festivitatum annalium in quibus prelatus prior quartam partem debebat habere. Sed ut contencio de cetero penitus sopiretur, prescripti prior et presbiter ita inter se composuerunt, scilicet quod prior pro illis oblacionibus predictarum festivitatum XII solidos giemenses singulis annis habebit in tribus terminis persolvendos : ad Pasca IIII solidos, ad Assumptionem Beate Marie IIII solidos, in Nativitate Domini IIII solidos. Quod ut ratum permaneat presentem paginam sigilli nostri munimine decrevimus roborari. Actum anno incarnationis dominice MCCVIII.

CL

Juin 1208

Donation par l'archidiacre Etienne de 40 livres, dont les revenus se distribueront aux anniversaires de ses parents durant sa vie, puis au sien.

(Orig. Arch. du Loiret, G. 440)

Ego Fulco decanus totumque Sancte Crucis Aurelianensis capitulum omnibus presentes litteras inspecturis notum facimus dilectum fratrem et concanonicum nostrum Stephanum, Aurelianensem archidiaconum, nobis quadraginta libras parisiensium in elemosinam contulisse, eo tenore scilicet quod omnes proventus earundem quamdiu vixerit in patris sui et matris sue anniversario distribui faciemus Post ipsius vero decessum quicquid inde provenerit in proprio ipsius anniversario integre dividetur. Quod ut ratum et notum habeatur sigilli nostri testimonio fecimus communiri. Actum anno gracie MCC octavo, mense junio.

CLI

Novembre 1208

Composition entre le chapitre et Milesende des Juifs et ses héritiers relativement au past et au charoi ; ils construiront avant la Saint-Jean une hostise et paieront 7 sous parisis par an.

(Orig. Arch. du Loiret, G. 376 : mention *Scriptum*).

Raginaldus, Dei gratia Carnotensis episcopus, omnibus ad quos presentes littere pervenerint salutem in Domino. Nove-

rent universi quod cum inter capitulum Sancte Crucis Aurelianensis, ex una parte, et Milesendem de Juis et heredes suos, ex alia, super redditibus terre sue de Juis qui pastus et charreium nuncupantur, quos cultores illius terre tenentur annuatim solvere, questio verteretur, post longuas altercationes sub hac forma compositionem amicabilem inierunt, quod Milesendis et predicti heredes in terra jamdicti capituli infra instans festum beati Johannis hostisiam construent, et pro predictis pastu et charreio septem solidos Parisiensis monete in crastino festi sancte Crucis mense septembri annuatim persolvent ; et si forte prescripto termino illi septem solidos non redderent, memorato capitulo vel procuratori capituli emendarent. Preterea memorati Milesendis et heredes sui, qui terram predictam excolent, justiciabiles erunt capituli vel procuratoris ipsius capituli tam de hostisia quam de terra, sicut alii hospites. Insuper fructus illius terre non extra domum capituli trahentur, immo Milesendis et heredes sui in hostisia sua, in terra capituli sicut dictum est fabricata, reponere tenebuntur. Gerbas vero terre supradicte ad locum illum adducent ad quem alii hospites suas garbas adducent. Predicti vero Milesendis et Hugo, filius ejus, in presentia nostra constituti, istam compositionem tenendam fide interposita firmaverunt. Quod ut ratum et inconcussum permaneat, ad peticionem utriusque partis presentem paginam sigilli nostri munimine fecimus roborari. Actum anno gratie M ducentesimo octavo, mense novembri.

CLII

Orléans, novembre 1209

Accord entre Philippe-Auguste et les chanoines de Sainte-Croix [1] : le roi percevra dans leur Bourg-Neuf la taille annuelle du pain et du vin et y aura droit de prise, mais la haute justice sera commune.

(Bib. Nat. Coll. Moreau 112 : 220, d'après le cartulaire f° 36 v°. Copie de Dom Gérou, 27 mars 1765.)

Philippus, Dei gratia Francorum rex. Noverint universi presentes pariter et futuri quod cum inter nos, ex una parte, et Fulconem decanum et capitulum Sancte Crucis Aurelianensis, ex altera, super vico eorum qui Burgus novus dicitur contentio verteretur super hoc quod annis singulis talliam panis et vini necnon et omnem aliam prisiam, sicut eam habemus in Aurelianensi civitate, magnam quoque justitiam in eodem vico propriam reclamaremus, predictis decano et capitulo contrarium asserentibus, tandem in hunc modum fuit ipsa contentio terminata. Nos panis et vini talliam in eodem vico singulis annis percipiemus, omnemque prisiam sicut in Aurel[ianensi] civitate eam habemus in ipso vico similiter sumus habituri. De magna vero illius vici justitia, sic est compositum quod nobis et dicto capitulo communiter et equaliter remanebit, ita quod ab assisiariis nostris qui pro tempore Aurelianenses tenebunt assisias et ab ipso capitulo serviens quidam annis singulis eligetur qui nobis et dicto capitulo eamdem fidelitatem faciet, et tam nobis quam ipsi

---

[1] Arch. Nat., J. 170 : 3. Lettres originales de la même date, du doyen Foulques et du chapitre, relatives à cet accord.

capitulo eodem modo per omnia super magna justitia exhibebit, ita tamen quod ad illam justitiam manum non apponet aliquis alius, et preter ipsum de ea nemo se penitus intromittet. Sciendum preterea omnes redditus dicti vici et universam justitiam preter magnam predicto capitulo integre et libere perpetuo remansisse, ita quod a nobis prorsus inde [nil] poterit reclamari. Quod ut perpetuum robur obtineat, sigilli nostri auctoritate presentem paginam confirmamus.

Actum Aurelianis, anno incarnationis dominice 1209, mense novembri.

CLIII

1er février 1210

Aubert, chevalier, échange avec le chapitre sa mairie de Sainte-Croix en Beauce et l'hébergement de Rouvray, pour certains droits à Villepion et Trinay, 20 sous de cens sur Echelles, 100 livres parisis et l'affranchissement de toute la descendance de son père Aubert.

(Orig. Arch. du Loiret, G. 385, mention *Scriptum*. — Une copie du XVIIe siècle porte : « Extrait du Livre Rouge, fol. CXlvij, v° ».)

CYROGRAPHUM

Manasses, Dei gratia Aurelianensis episcopus, omnibus in perpetuum. Notum facimus universis, presentibus pariter et futuris, Aubertum militem, quondam majorem Belsie Sancte Crucis, majoriam suam quam habebat in eadem Belsia et omnia que ad eandem majoriam tam in redditibus quam proventibus, et terra, et hospitibus, et rebus aliis omnibus pertinebant, necnon et herbergagium de Rovreto cum rebus aliis quibuslibet quas Rovreti, excepto feodo Petri de Meso militis, possidebat, capitulo Sancte Crucis Aurelianensis integre et libere possidenda perpetuo quitavisse ; ita quod in terra

Sancte Crucis vel in ipsa majoria vel predictis rebus aliis, ipse vel heredum suorum aliquis nichil omnino poterit de cetero reclamare, hoc tamen excepto quod, in nemoribus capituli Sarcotis proximis, usuarium suum hoc tenore sibi detinuit, quod nunquam hoc usuarium dividetur, sed semper de possessore unico ad unicum deveniet successorem. Si vero eadem nemora vendere capitulo placuerit, nunquam ab Auberto vel ejus successoribus horum venditio nemorum poterit contradici, sed, transacto post peractam venditionem quinquennio, ad usuarium suum sicut antea libere revertetur. Nullo tamen die possessor usuarii amplius quam unam in illis nemoribus capiet quadrigatam. Si etiam ad agriculturam ipsa nemora redigere capitulum voluerit, nec id ipsum possessor usuarii prohibere poterit, nec in terra cultui vel edificiis dedita aliquid vendicare. Preter hec autem viginti solidos censuales, qui pro terra arabili sita Echeliis annis singulis capitulo reddebantur, et quicquid in eadem terra, excepta minuta decima et justicia christianitatis, habebat capitulum Auberto quitavit penitus sibi semper suisque successoribus obtinendum. Villam etiam capituli que Vilerpions gallice nuncupatur, et omnia que ibidem vel in ejusdem ville territorio tam in redditibus quam in hospitibus et rebus aliis habebat capitulum, excepta tamen minuta decima et justicia christianitatis cum altaris panibus, necnon et terram suam arabilem a defuncto Roberto de Mardeio collatam ecclesie Sancte Crucis cum herbergagio ad villam suam que Tryenayum appellatur, Auberto suisque successoribus in perpetuum habenda eo modo dedit capitulum quod hec eadem cum censu et terra de Echeliis prenotata, et prefatorum nemorum usuario, in ligio successive tenebunt feodo, et nomine capituli decano Sancte Crucis hominium inde facient sicut ligeitas noscitur postulare. Ad hec notum facimus cum predictis, quod ipsum Aubertum et uxorem ejus cum filiis et filiabus eorumdem natis et nascituris, et tam omnem utriusque sexus progeniem, que de patre suo defuncto Auberto noscitur descendisse, quam uni-

versos eisdem lege matrimonii copulatos, in rerum compensationem predictarum capitulum manumisit, et eosdem a jugo totius servitutis absolvens, concessit irrevocabiliter ipsos in perpetuum liberos permanere. Pretereundum etiam non duximus Aubertum a capitulo pro quitatione predicta centum libras parisiensium cum pretaxatis rebus aliis recepisse. Quod in nostra factum presentia ut notum permaneat et perpetuam obtineat firmitatem, presentem paginam ad petitionem partium sigilli nostri caractere fecimus roborari. Actum anno gratie MCC nono, vigilia Purificationis gloriosissime Dei genitricis, in generali capitulo.

CLIV

Paris, 1210 (1er novembre au 2 avril 1211).

Philippe-Auguste, après enquête, confirme au chapitre le droit de tailler les serfs de ses terres d'Étampois : pour le service du roi, pour la défense de leurs biens et des terres du chapitre, quand ils font un achat et pour le Pape.

(Bib. Nat. Coll. Moreau, 114, 43. « Extrait du cartulaire de Sainte-Croix, f° 203 r° ».)

In nomine sancte et individue Trinitatis. Amen. Philippus, Dei gracia Francorum rex. Noverint universi presentes pariter et futuri quod cum homines de terra Sancte Crucis Aurelianensis de Stampasio (sic) a capitulo ejusdem ecclesie talliati ad nos querimoniam deportassent quod canonici non possent eos talliare, nisi nos ab eisdem canonicis exigamus sacramentum, super hoc inquisitionem fieri fecimus, et per juramenta legitimorum hominum tam militum quam servientium nobis plene constitit quod capitulum predictum homines de terra sua predicta potest talliare pro servicio nostro, et pro expen-

sis quas faciunt pro deffensione honorum suorum et terre ejusdem ecclesie, et quando faciunt emptionem, et pro domino papa. Quia vero per juramenta legitimorum hominum super hoc plenius veritatem cognovimus, volumus et concedimus ut predicto capitulo homines de terra sua prefata liceat supradictis de causis sine contradictione aliqua talliare. Et ut perpetue stabilitatis robur obtineat, sigilli nostri aucthoritate et regii nominis caractere inferius annotato presentem paginam salvo servicio nostro confirmamus. Actum Parisius, anno incarnationis dominice 1210, regni nostri 32°. Astantibus in palatio nostro quorum nomina supposita sunt et signa. Dapifero nullo. S. Guidonis buticularii. S. Bartholomei camerarii. S. Droconis constabularii. Data vacante cancellaria.

CLV

[Vers 1210]

Le doyen et le chapitre lèvent l'interdit par eux jeté sur la ville d'Orléans, à cause de la capture d'un de leurs hôtes par les prévôts du roi, moyennant une amende de 20 livres.

(Bib. Nat. Coll. Moreau 78 : 114. « Tiré du Cartul. de l'égl. de Sainte-Croix d'Orléans, fol. 50 v° ».)

Ego Fulco decanus et universum Aurelianense capitulum, omnibus presentes litteras inspecturis notum facimus quod pro quodam hospite nostro, Auberto nomine, a prepositis domini regis capto et ab ipsis semel nobis reddito, qui nec confessus nec[ ], nec in presenti captus fuit forisfacto, in Aurelianensi civitate tulimus interdictum eo quod ipsum nobis secundo reddere vel recredere noluerunt. Cum autem interdictum largo tempore durasset, alter prepositorum, nomine Rainaldus, qui super reddendo vel recredendo hospite

memorato requisitus fuerat, ballivis domini regis scilicet Guilelmo Manerii et Guilelmo de Capella presentibus, emendam pro interdicto nobis in capitulo nostro faciens, fidejussores usque ad quadraginta libras interposuit pro emenda. Nos igitur, ob honorem et graciam regie majestatis, prefato quantum potuimus pepercimus Reinaldo, viginti libras a prenotata emenda capientes, de quibus a nobis est ordinatum prout ad honorem Sancte Crucis ecclesie credidimus expedire[1].

CLVI

1212

Le chapitre de Nevers fait don au chapitre de Sainte-Croix d'une place située derrière la maison de Sainte-Croix à Nevers, moyennant une pension annuelle de 3 sous nivernais.

(Orig. Arch. du Loiret, G. 238).

Ego H. decanus et universum capitulum Nivernense notum facimus presentibus et futuris nos, ad preces virorum venerabilium Fulconis decani et Ade, archidiaconi Aurelianens[ium], aream quandam, domui Sancte Crucis site Nivernis a parte posteriori contiguam, ab E. muliere in perpetuam elemosinam nostre collatam ecclesie, sub trium solidorum monete Nivernensis annua pensione vigilia Ascensionis dominice annis solvendorum singulis et in dicte mulieris distribuendorum anniversario, Aurelianensi capitulo pacifice possidendam in perpetuum concessisse. In cujus rei testimonium presentes litteras sigilli nostri caractere fecimus confirmari. Actum anno incarnationis dominice millesimo ducentesimo duodecimo.

---

[1] *Note de dom Gérou.* « On peut remarquer que le doyen et le chapitre de l'église d'Orléans lancent un interdit du vivant de l'évêque, de l'autorité duquel ils ne font aucune mention, ce qui paroît surprenant. »

CLVII

Melun, [août] 1212

Philippe-Auguste, pour une rente de 60 livres parisis payable au prévôt d'Orléans, fait remise à l'évêque de son droit de gîte à Meung et à Pithiviers [1].

(Bib. Nat. Coll. Moreau 117 : 23. « Tiré du Cartul. de l'église cathédrale de Sainte-Croix d'Orléans, f° XIII v°, cart^a XIIII ^a ». Envoyé par D. G. le 18 avril 1765).

In nomine sancte et individue Trinitatis amen. Philippus, Dei gratia Francorum rex. Noverint universi presentes pariter et futuri quod nos dilecto et fideli nostro Manasserio, Aurelianensi episcopo, ejusque successoribus quittamus in perpetuum procurationes quas singulis annis habebamus apud Magdunum et apud Pithiveris pro sexaginta libris monete parisiensis usualis quas ipse reddere tenetur preposito nostro Aurelianensi singulis annis in festo Omnium Sanctorum. Et ut hoc permaneat inconcussum, presentem paginam sigilli nostri authoritate et regii nominis karactere inferius annotato precepimus roborari. Actum Meleduni, anno Domini 1212, regni vero nostri anno 33°. Astantibus in palatio nostro quorum supposita sunt nomina et signa. Dapifero nullo. S. Guidonis buticularii. S. Bartholomei camerarii. S. Droconis constabularii. Data vacante cancellaria.

---

[1] Arch. Nat., J. 170 : 4. Orig. s. parch. — Manassé reconnaît devoir ces 60 livres parisis (Melun, août 1212).

CLVIII

1213

Payen, sous-doyen d'Orléans, jure d'observer l'ordonnance de transaction rendue par l'évêque relativement aux biens du sous-décanat, pendant la vacance duquel ledit évêque avait donné ces biens au chapitre[1].

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G. 44[illegible].)

Paganus, Aurelianensis subdecanus, omnibus ad quos presentes littere pervenerint inperpetuum. Universitati vestre notum facio quod cum, super eo quod de Aurelianensi subdecanatu a felicis memorie Hugone, quondam Aurelianensi episcopo, factum et statutum fuerat, inter venerabilem patrem Manassem, Aurelianensem episcopum, ex una parte, et decanum et Aurelianense capitulum, ex altera, contentio verteretur, ipse decanus et capitulum super ipsa contentione ejusdem episcopi se supposuerunt per omnia voluntati. Cum autem ipsum subdecanatum in manu sua vacantem et liberum ipse teneret episcopus, et tempore vacationis juxta bonorum virorum consilium ordinasset taliter de eodem, quod prebendam, que subdecanatui annexa semper extitit, manutergii feodum in cena Domini, vineam que dicitur Petrosellum, pratorum arpenta duo ad villam sita que Marolium nominatur, Vallem cum universis ad grangiam pertinentibus ab antiquo et nihil aliud retinuisset subdecanatui, et universas res alias, ubicumque positas, que ad subdecanatum modis spectaverant

---

[1] Le doyen Foulques, à la même date, confirma cette ordonnance de transaction, dans les mêmes termes. — Copie authentique (XVIII[e] s.). Arch. du Loiret, G. 4[illegible].

quibuscunque, integre capitulo contulisset, ego nunc Aurelianensis subdecanus, cui post ordinationem istam subdecanatum ipsum noscitur contulisse, huic ordinationi non consentiens, super subdecanatu contra capitulum movi postmodum questionem cujus questionis contentio per transactionem coram episcopo prenotato taliter est sopita. Prebendam quam subdecanatui dixi semper annexum extitisse, predictum in cena Domini manutergii feodum, prefatam vineam quam dixi Petrosellum nuncupari, memorata pratorum arpenta duo, jus patronatus in ecclesia sancti Martini de Area et quidquid in ea ad jus pertinet patronatus necnon magnam in claustro ejusdem ecclesie justitiam, salva tamen illa justitia capitulo que pertinet ad censivam, Vallem cum universis ad grangiam pertinentibus ab antiquo, et preterea universa que tam apud Vallem quam apud Capellam, excepta tantummodo vini decima, capitulum propria possidebat, sive in fundo terre, sive in decimis et terragio, et in omni justicia, et in censu, et in relevationibus, et in omni re, et in omni jure, excepta quoque tam bladi quam vini decima ad prebendam Johannis archidiaconi Belsie pertinente, subdecanatus integre et quiete perpetualiter obtinebit ; ita tamen quod de propria vinea, infra porprisiam suam ab antiquo sita, decimam aliquam non persolvet ; ita etiam quod circa dignitatem nichil est penitus immutatum, sed illesa prorsus et integra dignitas permanebit, et ratione dignitatis, in rebus per hanc transactionem subtractis subdecanatui, nichil prorsus poterit vendicare. Universa vero jura alia seu emolumenta, ubicumque posita, que ad subdecanatum modis quibuslibet spectaverunt, vel etiam excogitari possunt aut poterunt spectavisse, capitulo remanserunt integra et irrevocabiliter perpetua possidenda, ita quod nullus de cetero subdecanus jus in eis aliquod reclamabit. Ego igitur hanc transactionem, in supradicti episcopi factam presentia, juramento corporaliter prestito me promisi bona fide firmiter servaturum, hoc statuto quod simile prestare tenebitur juramentum quisquis in ecclesia Sancte Crucis

instituetur de cetero subdecanus. Eandem etiam transactionem sepefatus approbavit episcopus, et eam tam ad meam quam ad capituli voluntatem et petitionem sigilli sui karactere confirmavit. Ego quoque, ut ipsa transactio rata maneat et penitus inconcussa, presentes litteras sigilli mei feci karactere roborari. Actum anno gratie MCC terciodecimo.

CLIX

Janvier 1213

Jean Lemire, chanoine de Jargeau, confirme la donation faite par son oncle Paschase, chanoine de Saint-Aignan, à Barthélemi, chanoine de Sainte-Croix, de ses droits sur les maisons du cloître, édifiées par Martin, sous-doyen de Saint-Aignan ; il en règle la dévolution.

(Orig. Arch. du Loiret, G. 298, mention *Scriptum*).

Manasses, Dei gratia episcopus, et Robertus cantor Aurelianensis et Beati Verani Jargogilensis decanus, omnibus presentes litteras inspecturis salutem in Domino. Ad universitatis vestre noticiam volumus pervenire quod dilectus in Christo filius Johannes, filius Johannis Medici, Beati Verani Jargogilensis canonicus, in nostra presentia constitutus, laudavit, ratam habuit et concessit donationem et concessionem quam magister Paschasius, Beati Aniani Aurelianensis canonicus, ejusdem Johannis avunculus, fecerat Bartholomeo, Aurelianensi canonico, de jure suo quod habebat in domibus quas bone memorie Martinus, quondam Beati Aniani Aurelianensis subdecanus, ejusdem Paschasii patruus, in claustro Sancte Crucis Aurelianensis edificavit. Voluit etiam idem Johannes et in presentia nostra concessit ut dictus Bartholomeus dictas domos quamdiu viveret pacifice possideret. Preterea idem Johannes jus succedendi quod habebat in ipsis domibus et jus

possidendi easdem in vita sua post decessum dicti Bartholomei, loco magistri Paschasii, ut dictum est, positi, quod jus ex donatione supradicti Martini, Beati Aniani subdecani, ei conpetebat, Ade, ejusdem Bartholomei fratri, ad preces dilecti filii Fulconis, Aurelianensis decani, eorumdem Bartholomei et Ade avunculi, coram nobis donavit et concessit, promittens se in eisdem domibus per se vel per quemcumque alium nichil de cetero reclamaturum. In hujus igitur rei memoriam et confirmationem presentes litteras ad peticionem sepedicti Johannis annotari fecimus et sigillorum nostrorum munimine roborari. Actum Aurelianis, anno gratie millesimo ducentesimo duodecimo, mense januario.

CLX

5 janvier 1213

Même charte homologuée par le chapitre de Sainte-Croix, qui maintien le loyer de ces maisons à 10 sous par an.

(Orig. Arch. du Loiret, G. 268).

Fulco, decanus Sancte Crucis Aurelianensis, totumque ejusdem ecclesie capitulum, universis presentibus pariter et futuris salutem in Domino. Ad universitatis vestre, *etc...* *Comme la précédente*, *jusqu'à* : in claustro nostro edificavit ; super qua donatione et concessione a dicto Paschasio facta eidem Bartholomeo litteras nostras contulimus factum ipsum approbantes. Voluit etiam idem Johannes, *etc... comme la précédente jusqu'à* : coram nobis in capitulo nostro donavit et concessit et se de eodem jure devestivit, promittens se in eisdem domibus per se vel per quemcumque alium nichil de cetero reclamaturum. Nos autem donationem illam approbantes eidem Ade concessimus dictas domos ad vitam suam obti-

vendas et eumdem de eisdem domibus in capitulo nostro duximus investire, salva tamen decem solidorum que in ipsis domibus nobis debetur annua pensione. In hujus igitur rei memoriam et confirmationem presentes litteras ad petitionem sepedicti Johannis annotari fecimus et sigilli nostri munimine roborari. Actum in capitulo nostro, anno gratie M° CC° duodecimo, in vigilia Epiphanie Domini.

CLXI

Avril 1213.

Aceline de Châteauneuf, son frère Ebrard ayant légué à Sainte-Croix, à la Cour-Dieu et à Flotin et autres églises le cinquième de sa terre, assigne auxdites églises LX sous de rente pour le cinquième de la moitié qui lui est échue, l'autre moitié appartenant à Rose, veuve d'Ebrard, devant fournir son cinquième après son décès.

(Copie. Bibl. d'Orléans, ms. [illegible]).

Manasses, Dei gracia Aurelianensis episcopus, omnibus presentes litteras inspecturis salutem in Domino. Noverint universi quod Acelina de Castro Novo, in nostra presencia constituta, recognovit quod Ebrardus, frater ejus, laborans in extremis, sine herede decedens, legavit ecclesie Sancte Crucis Aurelianensis, de Coria Dei et de Flotano et quibusdam aliis ecclesiis quintam partem tocius terre sue, ubicumque eam habebat. Cujus medietatem cum dicta Acelina ex caduco fratris sui haberet, assignavit predictis ecclesiis LX solidos redditnum pro quinta parte ejusdem medietatis, volens et concedens quod in alia medietate quam Rosa, relicta predicti Ebrardi, nomine dotalicii possidebat, quintam partem post decessum ejus percipiant ecclesie supradicte. In cujus rei memoriam et testimonium presentes litteras ad petitionem predicte Aceline fieri fecimus et sigilli nostri munimine roborari. Auctum anno Domini MCC tredecimo, mense aprili.

CLXII

Mai 1213

Compromis en la personne de Manassé, évêque d'Orléans, consenti par le chapitre de Saint-Aignan pour juger certains différends pendants entre l'évêque, Saint-Aignan et Sainte-Croix.

(Copie. Bib. d'Orléans, ms. 552 : p. 308. « Extractum ex cartulari seu registro rubeo ecclesiæ Sanctæ Crucis, f° 112 ».)

Venerabili patri et domino carissimo Manassi, Aurelianensi episcopo, Sancti Aniani decanus et universum ejusdem ecclesie capitulum, salutem [et] sinceram in Domino dilectionem. Quantum personam vestram necnon honorem vestrum semper sincera in Domino caritate fuerimus complexati novit omnium conscius secretorum. Inde est quod, de discretione vestra, cujus jucunda opinio non solum apud nos sed etiam apud alios per Dei gratiam innotuit, specialiter presumentes, salvis privilegiis nostris et libertate ecclesie nostre, sub pena sexaginta librarum in vos compromittimus, ratum habituri quidquid vestra discretio, compositione vel judicio mediante, duxerit disponendum super articulis qui inferius annotantur videlicet : super receptione interdictorum vestrorum quam nobis imponitis [1] ; super controversia ecclesie de cappella, que vertitur inter nos et decanum Aurelianensem ; super succursu ecclesie nostre de Herbiliaco ; super cerei benedictione et fontium in vigilia Pasche ; hoc etiam specialiter offerentes quod unus vel duo in aram capituli, vel singuli, si libuerit, super sacrosancta evangelia sumus jurare parati quod nos in odium vestri vel ecclesie vestre prejudicium nil unquam in

---

[1] Allusion à l'interdit de 1210 (v. notre supplément).

predictis fuimus attemptati. Volumus autem ut vestri arbitrii sententia supra predictis articulis usque ad diem mercurii proximum post festum Sancte Crucis in maio [feratur]. In hujus autem rei testimonium presentes litteras scribi et sigilli nostri caracthere fecimus communiri. Actum in capitulo nostro, anno ab incarnatione Domini 1213, mense maio

CLXIII

Mai 1213

Sentence arbitrale de l'évêque Manassé, absolvant le doyen de Sainte-Croix de la poursuite du chapitre de Saint-Aignan, parce qu'il avait excommunié le chapelain de la chapelle Saint-Aignan pour désobéissance ; c'était son droit d'archidiacre, comme de nommer le desservant de la succursale d'Herbilly.

(Copie : Bibl. d'Orléans ms. 292, p. 110), probablement du Livre Rouge, f° 112. — Bibl. Nat. Coll. Moreau 117, f° 147. « Extrait du cartul. de Sainte-Croix d'Orléans fol. 112 v° ».)

In nomine Patris et Filii et Spiritus Sancti. Ego Manasses, Dei gracia Aurelianensis episcopus, arbiter electus sub pena sexaginta librarum super contencione que vertebatur inter decanum et capitulum ecclesie Beati Aniani, ex una parte, et dilectum filium Fulconem, decanum Aurelianensem, super eo videlicet quod decanus et capitulum Beati Aniani decanum Aurelianensem coram judicibus a domino papa delegatis traxerant in causam puta super eo quod idem decanus capellanum capelle Sancti Aniani excommunicaverat, et eidem parochianos suos substraxerat quia inobediens ei extiterat. Receptis testibus utriusque parte examinatis et attestationibus diligenter inspectis et privilegiis eorumdem, decanum ab impetitione ipsorum absolvimus, judicantes eum esse in possessione justi-

ciandi sacerdotem et parochianos jure archidiaconali. De succursu vero pronunciamus quod ille qui mittitur ad succurrendum presentandus est archidiacono, si capitulum est in possessione ponendi succursum in ecclesia de Herbiliaco. Et ut arbitrium nostrum memorie commendetur presentem paginam sigilli nostri munimine fecimus roborari. Actum anno gracie M· CC· tertio decimo, mense maio.

CLXIV

Novembre 1213

Le chanoine Jean de Laon baille à vie à Pierre de Villier un arpent de terre à Orgemont, pour y planter de la vigne, et règle minutieusement les conditions de cette culture.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret. G. 277).

Ego Fulco, decanus Aurelianensis, omnibus presentes litteras inspecturis notum facio quod Johannes de Lauduno, canonicus Sancte Crucis, in mea presentia constitutus, quoddam arpentum terre ad locum situm qui Orgemonz gallice nuncupatur, cujus medietatem prebende sue nomine, medietatem vero reliquam tenebat de confratria Sancte Crucis, Petro de Villari tradidit et concessit quoad eorum uterque vixerit possidendum, eo modo videlicet quod, infra festum Sancti Johannis Baptiste proximum, in toto eodem arpento Petrus cum expensis propriis plantare tenetur vineam, tempore vinearum plantationibus congruenti, usque ad illud festum, et ab ipso festo usque in duorum explectionem annorum culturas omnimodas que plantatis ex novo competunt vineis, eidem vinee de proprio temporibus impensurus debitis, et fructus et proventus ipsius vinee sine participio canonici per primum triennium integre percepturus. Ad plan-

randam autem eandem vineam et ad eam colendam, anno primo quadraginta solidos Petrum juvit canonicus eumdem, anno secundo quindecim solidos, anno quoque tercio solidos quindecim similiter adjuturus. Hoc tamen conditionis interposito quod, si Petrus ante festum decesserit memoratum, tum de facultatibus suis relinquet liberum quod ad plantandam dictam vineam et ad eam anno primo sufficiet modis omnibus excolendam, anno secundo et anno tercio similiter ad omnimodam culturarum illius vinee sufficienciam, si culturis debitis ipsi vinee non impensis decesserit, relicturus. Si vero canonicus decesserit, ipsa vinea libere ad confratriam devenirat pretaxatam. Elapsis autem pretaxati triennii curriculis, canonicus ad colendam vineam Petro quinque solidorum auxilium faciet, annuatim in festo Sancti Albini annis singulis solvendorum, omnium fructuum et proventuum ejusdem vinee medietatem integre annorum quolibet habiturus, ita scilicet quod expensas omnes Petrus annis persolvet singulis ad vindemiandam illam vineam donec in cuppam delati racemi fuerint pertinentes, solutione tamen census et decime necnon et calcitatarum honere super canonicum remanente. Hoc etiam adjuncto quod circa vineam sepedictam Petrus tenetur plantare frutitem (*sic*) et ei sufficienter impendere de proprio quicquid pertinet ad clausuram. Has igitur pactiones Petrus se promisit fide prestita corporaliter servaturum et similiter eisdem bona fide firmiter observandis fidejussores interposuit fide interposita singulorum in presenti pagina propriis nominibus designatos, scilicet Robertum Pelliparium, ejusdem Petri avunculum, Johannem de Montrosset, Tibbaldum Paumer, eo tenore videlicet quod si P[etrus] eosdem fideliter non observaverit pactiones, quicquid dampni super hoc provenerit integre ei restituere tenebuntur. Quod in mea factum presentia ut notum et stabile perseveret, sigilli mei testimonio ad petitionem parcium communivi. Actum anno incarnationis dominice MCC tercio decimo, mense novembri.

CLXV

Août 1215

L'évêque Manassé renonce à réclamer au chapitre quatre arpents de pré à Mareau, qu'on disait lui appartenir, et abandonne au chapitre ses droits pour l'anniversaire de feu Robert, chantre d'Orléans.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret. G. 348)

Manasses, Dei gracia Aurelianensis episcopus, universis presentibus pariter et futuris salutem in Domino. Noverint universi quod cum dilectus filius bone memorie Robertus, quondam cantor Aurelianensis, quatuor arpenta pratorum apud Marolium sitorum possedisset, eaque ecclesie Sancte Crucis Aurelianensis pro anniversario suo in eadem ecclesia annis singulis celebrando in perpetuam ellemosinam contulisset, nos, intuictu quorumdam nobis asserentium prata illa de corpore episcopatus Aurelianensis extitisse, jus in eisdem cepimus reclamare. Verum ad petitionem quorumdam dilectorum nostrorum a reclamatione illa destitimus, si quid juris in eisdem habebamus, dilectis filiis decano et capitulo Aurelianensibus ob remedium anime prenominati cantoris liberaliter et imperpetuum concedentes. Quod ut firmum permaneret et cognitum presentes litteras sigilli nostri munimine fecimus roborari. Actum anno incarnationis Dominice millesimo ducentesimo quinto decimo, mense augusto.

CLXVI

7 novembre 1215

G., chantre, [illegible], approuve le don fait au chapitre par Ébrard de Châteauneuf de 16 sous, dont 9 s. revenant après le décès de sa veuve Rose, qui les a en douaire.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret G.)

G., cantor Aurelianensis, omnibus presentes litteras inspecturis salutem in Domino. Universitati vestre notum facimus quod, cum vices venerabilis patris Manasse Aurelianensis episcopi gereremus pro tempore, Petrus de Rusco, miles, in nostra presentia constitutus, elemosinam sexdecim solidorum, qui de suo erant feodo, a defuncto Ebrardo de Castro-Novo factam capitulo Sancte Crucis, quos eidem capitulo dictus Ebrardus imperpetuum habendos contulerat, quorum sexdecim solidorum jam septem solidos ipsum capitulum possidebat expectans novem reliquos, post decessum relicte prelati Ebrardi que Rosa dicitur, quos ipsa Rosa dotalicii titulo possidet, ad idem devolvendos capitulum approbavit et elemosinam illam ipsi capitulo quitavit penitus quiete et libere perpetuo possidendam. Quod nostra factum presentia ut ratum et notum permaneat, presentem paginam ad petitionem partium sigilli nostri karactere fecimus communiri. Actum anno gratie MCC quinto decimo, die novembris septimo.

CLXVII

Mars 1216

Jean, archidiacre de Beauce, choisi comme arbitre, trace les limites entre les bois de Planquine[1] et ceux de Gilles de Bricy vers Cercottes.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret G.; mention *Scriptum*.)

Ego Johannes, archidiaconus Belsie, notum facio presentibus et futuris quod cum inter Aurelianense capitulum, ex una parte, et Gilonem de Brissiaco militem, ex altera, super finibus nemorum capituli quibus, secundum linguam gallicam, vocabulum est Planquena, que nemoribus ipsius militis versus Sarcotas sunt contigua, contentio verteretur, tandem in me supra eadem contentione, tam a milite quam a capitulo fuit taliter compromissum quod hincinde miles et capitulum, sub pena centum marcharum, meum se promiserunt arbitrium servaturos, hoc tenore videlicet quod a bonis viris quibuscumque vellem, et etiam ubicumque, per confessionem eorum inquirerem tam super jure capituli quam jure militis

---

[1] Ces bois de Planquine contenaient, d'après un arpentage du 28 mars 1566 (Arch. du Loiret. Fonds de Sainte-Croix), 1178 arpents de cent perches de six pieds; le pied de douze pouces. Il y est dit que ces bois sont situés « en la garde de Neufville, forest d'Orléans, le long du chemin de la chaussée à aller d'Orléans à Saint-Lyé, treffondz de ladite église de Sainte-Croix d'Orléans, tenant d'un long à ladite chaussée de Saint-Lyé, d'autre long du costé de Sercottes aux bois taillis de Saint-Denis en France, de la commanderie de Saint-Marc, aux tailles Gillette, de Villepyon et de la Maison-Dieu d'Orléans, d'un bout du costé de ladicte ville d'Orléans aux vignes de la Cirarderye, et d'autre bout devers Saint-Lyé aux bois taillis d'Arbelay et de Saint-Euverte d'Orléans ».

veritatem, et capitulo sive militi testes producere non liceret, et in hunc modum de contentione premissa juxta meum beneplacitum ordinarem, a nemoribus militis nemora capituli pro mea separans voluntate, metasque divisuras utraque nemora quecumque vellem collocari faciens, suam assignarem secundum metas easdem utrique partium portionem, et sic divisis per me nemoribus et metatis, nichil prorsus in portione partis alterius posset pars altera de cetero reclamare. Hanc autem compromissionem et arbitrium meum miles, fide corporaliter prestita, servaturum bona fide firmiter se promisit, Hugonem de Brissiaco, Raherium de Brissiaco, Gaufridum de Codreto, Gaufridum Bonum Amicum, milites, inde fidejussores a singulis fide data taliter interponens, quod si stare compromissioni vel observare nollet arbitrium, captionem [1] Aurelianis tenerent fidejussores assiduam, donec super centum marchis integre satisfactum esset capitulo, vel arbitrium servaret. Capitulum etiam eodem modo dilectos fratres et concanonicos suos super observando similiter arbitrio meo fidejussores interposuit, fide prestita singulorum, scilicet Henricum archidiaconum, Hamericum magistrum scolarum, Garinum Pithverensem archipresbiterum, Gervasium sacerdotem. Ego igitur bona fide secundum compromissionis formam in ipso negotio procedens, per omnia rei cognita veritate, locis metas collocavi debitis, lapides figens et cruces ligneas a nemoribus militis nemora capituli dividentes, et in partem suam de dictis nemoribus utrique partium secundum metas positas assignavi. Ut hoc autem notum maneat et stabile perseveret, presentes litteras de consensu partium sigilli mei caractere communivi. Actum anno gratie millesimo ducentesimo quinto decimo, mense martio.

---

[1] Prison.

CLXVIII

1216

Règlement destiné à sauvegarder au chapitre la propriété de 7 quartiers de vigne à Bou outre Loire[1], donnés par feu Herbert de Vitry, nourrier de Sainte-Croix, avec 2 sous de cens, la dîme sur des vignes à Combleux et ses maisons du cloître.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G. 244 ; mention *Scriptum*).

M[anasses], Dei gratia Aurelianensis episcopus, omnibus presentes litteras inspecturis salutem in Domino. Noverit universitas vestra quod cum Herbertus de Vitriaco bone memorie, Aurelianensis ecclesie quondam nutricius, ob remedium anime Benedicti quondam avunculi sui, et sue, necnon et parentum suorum, ad eorum et suum anniversarium annis singulis recolendum, duos solidos census cum decima in vineis apud Combleium, et domos suas sitas in claustro Sancte Crucis, et insuper septem quarteria vinearum apud Boel ultra Ligerim, partim in censiva Beati Evurcii, partim in censiva Hugonis de Rua Nova militis constituta, Aurelianensi ecclesie in perpetuum contulisset, ad preces ipsius Herberti Aurelianense capitulum hec omnia magistro Gaufrido, nepoti suo, contulit et concessit quoad viveret possidenda. Verum quia idem Gaufridus, ad preces pie recordationis Hugonis quondam Aurelianensis episcopi, predecessoris nostri, dictum censum cum decima et taxatas domos Aurelianensi ecclesie cesserat, metuens Aurelianense capitulum a parentibus dicti Gaufredi, si ipsum seisitum de memoratis vineis in suo obitu invenirent, sibi fieri prejudicium aut gravamen, pro predictis

---

[1] Au dos : *Bouel.* — La paroisse de Bou est actuellement limitée par la Loire.

septem quarteriis septem quarteria apud Bullum in clauso sita dicti capituli commutavit et concessit a censu et decima et omni alia exactione immunia, salvo tamen eidem capitulo jure proprietatis ipsius Gaufridi perpetuo obtinenda, ita videlicet quod, si idem Gaufridus vineis illis falce et ligone prius excultis forte decesserit, de fructibus ejusdem anni suam sine contradictione aliqua faciat voluntatem, et post ipsius obitum, ad prefaxatum capitulum in hunc modum libere revertantur. Ne hoc igitur cujuspiam calumpniante malicia rescindatur, in testimonium et munimen presentes litteras ad petitionem partium sigilli nostri caractere fecimus consignari. Actum anno Domini M° CC° sexto decimo.

CLXIX

1216

Vente au chapitre par Jean Papin, maire de Marché, pour le chapitre, de la dîme que lui et son fils possèdent en cette paroisse pour 38 livres parisis.

(Orig. Arch. du Loiret, G.).

Manasses, Dei gracia Aurelianensis episcopus, omnibus presentes litteras inspecturis salutem in Domino. Universitati vestre notum facimus quod Johannes Papins, major Aurelianensis capituli de Marziaco, et Philippus, ejusdem Johannis filius, totam decimam suam, quam habebant in dicte ville parrochia, memorato capitulo triginta et octo libris parisiensium integre vendiderunt quiete et libere perpetuo possidendam, fide prestita corporaliter ab utroque quod in ea de cetero nichil penitus reclamabunt. Hanc autem venditionem ejusdem decime factam taliter Natalis, qui cognomine Jocetus dicitur, de cujus feodo prefatus Johannes ipsam tenebat decimam

necnon et Gaufridus de Mota, miles, de cujus feodo nominatus Natalis decimam hanc tenebat coram nobis positi concesserunt et eam approbantes fide promiserunt interposita se nichil in ea de cetero petituros de ea gaurentienda per jus se plegios concedentes. Agnes etiam, pretaxati Johannis nunc uxor, eamdem venditionem approbans et concedens fide data promisit firmiter quod numquam aliquid in sepedicta decima reclamabit. Quod ut ratum et notum permaneat, presentem paginam sigilli nostri caractere ad petitionem partium fecimus roborari. Actum anno gracie MCC sexto decimo, mense julio.

CLXX

1217

Lebert, doyen de Sainte-Croix, décide que les curés de son doyenné pourront, au jour de leur décès, disposer des fruits de leurs vignes, ayant reçu leur première façon en temps opportun.

(Vidimus s. parch. Arch. du Loiret, G. 440).

Ego Lebertus, decanus Aurelianensis, notum facio omnibus presentes litteras inspecturis quod, divine pietatis intuitu et quia etiam juri consonum videtur et consuetudini patrie generali consentaneum, presbiteris omnibus parrochialibus in decanatu Aurelianensi constitutis et eorum successoribus concessi in perpetuum quod, quandocumque ipsos decedere contigerit, vineis suis jam cum ligore et sarpa factis in prima factione, tempore tamen competenti de fructibus illarum possint testari et ordinare pro voluntate sua, nec liceat mihi vel successoribus meis manus extendere ad fructus earumdem vel etiam debladare dictas vineas contra ipsorum voluntatem, nisi tamen eas tradiderint aliis excolendas ad quotamcumque partem, vel nisi jam ecclesias resignaverint antequam fructus perceperint vinearum. Actum anno Domini MCCXVII.

CLXXI

Juillet 1217

Accord par lequel le couvent d'Aubecour abandonne ses prétentions sur deux arpents de vigne en la banlieue d'Orléans en la censive de Nicolas Amari, que le chanoine Gautier « Pice » avait donnés au chapitre d'Orléans qui, en échange, abandonne ses poursuites pour trente livres de pertes éprouvées à la Gervaise, pendant que ledit Gautier la louait au chapitre Sainte-Croix paie dix-sept livres parisis à Aubecour qui promet sa garantie contre le monastère de Marcheroux, où ledit Gautier prit l'habit.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G.).

Abbas et conventus Albe Curie, Premonstrensis ordinis, omnibus presentes litteras inspecturis in Domino salutem. Noverint universi quod cum viros venerabiles decanum et capitulum Aurelianensis ecclesie traheremus in causam coram abbate et priore de Nealfla-Veteri et priore de Meulent, judicibus a Sede Apostolica delegatis, super duobus arpentis et dimidio vinearum in banliva Aurelianensi et in censiva Nicholai militis cognomine Amari sitis, quas ex collatione Galteri cognominati Pice, quondam concanonici eorum, ipsis competere dicebant, quas etiam ad nostrum pertinere monasterium asserebamus cum idem Galterus se et sua nostre religioni et collegio dedicasset idemque Galterus se aliquam eis de dictis vineis donationem fecisse negabat penitus, ut dicebamus ; cumque nos e contrario dictum capitulum coram judicibus, scilicet cantore, succentore et Bricio canonico Magdunensibus auctoritate apostolica conveniret super dampnis et deperditis estimatis usque ad summam triginta librarum, que dampna et deperdita in domo ejusdem capituli, que Gervasia dicitur, et in pertinenciis ejusdem domus sustinuit, eo tempore quo idem

Galterus eam a dicto capitulo tenuit sub annua pensione ; tandem cum ipso in hanc formam pacis convenimus, quod a controversia que contra nos coram judicibus Magdunensibus, ut dictum est, moverat, omnino destitit ; promittentes quod super dampnis et deperditis memoratis nos nullatenus attentaret decetero molestare. Nos vero jus omne, si quid in predictis habebamus vineis, dicto capitulo spontanee et imperpetuum quitavimus, promittentes quod memorato capitulo easdem vineas contra sepedictum Galterum et contra quemlibet ipsius consanguineum seu propinquum et contra abbatem et conventum de Marcheio-Radulfi, quorum primo idem Galterus dicitur habitum suscepisse, imperpetuum garentiremus dictum capitulum erga omnes predictos indempne servaturi ; idem vero capitulum, pro bono pacis, decem et septem libras parisiensium nobis duxit persolvendas. Quod ut ratum et cognitum permaneat presens scriptum sigilli nostri karactere fecimus roborari. Actum anno Domini MCC septimo decimo, mense julio.

CLXXII

1218

Rachat par l'abbaye de Saint-Euverte au prix de 40 sous parisis et par l'église de Saint-Donatien au prix de 30 sous parisis, des repas qu'elles devaient à Sainte-Croix la veille de certaines fêtes.

(Orig. sur parch. Arch. du Loiret, G. 271).

Vulgrinus, Beati Evurcii Aurelianensis abbas, totusque ejusdem monasterii conventus humilis omnibus presentes litteras inspecturis salutem in Domino. Noverit universitas vestra quod cum monasterium nostrum decano et capitulo Aurelianensi refectiones duas annis deberet singulis, ita quod in duabus ipsius monasterii festivitatibus, tam in illa que mense

junio quam in altera que mense celebratur septembri, dictos decanum et capitulum et ecclesie sue nutritios ad nostrum monasterium divinum ibidem celebraturos officium accedentes expleto vigiliarum officio duobus procurare teneremur ferculis, quorum unum ex vino sano libisque frumentaneis, ex nebulis autem et nectare constare reliquum noscebatur, prefati decanus et capitulum tantum a reddendi modo seu specie, intellectu purissimo sanaque conscientia monasterium nostrum, quod refectiones nominatas eis memoratis reddebat temporibus, absolverunt ipsum a reddendi genere, taliter in perpetuum permanere liber[aliter] concedentes, quod in predicta utraque festivitatum ipsis decano et capitulo quadraginta quinque solidos parisiensium a monasterio anno quolibet sine dilatione vel obstaculo nomine refectionis vigiliarum tempore persolventur. Beati quoque Donatiani ecclesiam ad nos pertinentem, que refectionem unam duobus constantem ferculis in ejusdem ecclesie festivitate prelibatis decano et capitulo suisque nutriciis annuatim reddere tenebatur, eodem intellectu et eadem duxerunt conscientia tantum a reddendi genere relaxandum, similiter sepefatis decano et capitulo triginta solidos refectionis nomine in ejusdem festivitatis vigiliis annis singulis soluturam. Premissis itaque est adjunctum quod sicut consueverunt in prenotatis festivitatibus tam ad pretaxatum monasterium quam ad ecclesiam prelibatam ad celebrandum in eis tam missarum sollempnia quam vigilias accedent. Quod ut notum et stabile perseveret presentes litteras sigillorum nostrorum munimine fecimus roborari. Actum anno gracie millesimo ducentesimo octavo decimo.

CLXXIII

Latran, 6 mars (2 des nones) 1218

Confirmation par le pape Honorius III du règlement de Manassé relatif au sous-décanat.

(Orig. sur parch. Arch. du Loiret G. 168 et G. 440 ; mention *Scriptum*).

Honorius episcopus, servus servorum Dei, dilectis filiis decano et capitulo Aurelianensi salutem et apostolicam benedictionem. Sacrosancta Romana Ecclesia devotos et humiles filios ex assuete pietatis officio propensius diligere consuevit et ne pravorum hominum molestiis agitentur, eos tamquam pia mater sue protectionis munimine confovere. Eapropter, dilecti in Domino filii, vestris justis postulationibus grato concurrentes assensu, ordinationem super subdecanatu ecclesie vestre a venerabili fratre nostro Manasse, Aurelianensi episcopo, provide factam, sicut in ejus litteris perspeximus contineri, auctoritate apostolica confirmamus et presentis scripti patrocinio communimus, tenorem cujus ad majorem firmitatem de verbo ad verbum presentibus duximus inserendum, qui est talis :

Manasses, Dei gratia Aurelianensis episcopus, *etc*... (*Ch. CLVIII mutatis mutandis*) ....instituetur de cetero subdecanus (p. 244 l. 1). Nos autem hanc transactionem approbantes, ut hoc notum permaneat et penitus inconcussum, ad petitionem et voluntatem tam capituli quam Pagani subdecani presentem paginam sigilli nostri caractere fecimus confirmari. Actum anno gratie M· CC· tertio decimo, mense maii.

Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostre confirmationis infringere, vel ei ausu temerario contraire. Si

quis autem hoc attemptare presumpserit, indignationem omnipotentis Dei et beatorum Petri et Pauli apostolorum ejus se noverit incursurum. Datum Laterani, II nonas martii, pontificatus nostri anno secundo.

CLXXIV

Latran, 17 (Ides) mars 1218

Honorius III accorde au chapitre de Sainte-Croix les dîmes des novales des terres et bois qu'il possédait avant le concile général [1].

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G. 168, mention *Scriptum*).

Honorius episcopus, servus servorum Dei, dilectis filiis decano et capitulo Aurelianensi salutem et apostolicam benedictionem. Cum a nobis petitur quod justum est et honestum, tam vigor equitatis quam ordo exigit rationis, ut id per sollicitudinem officii nostri ad debitum perducatur effectum. Eapropter, dilecti in Domino filii, vestris postulationibus grato concurrentes assensu, decimas novalium de terris et nemoribus vestris propriis, que habuistis ante concilium generale, prout redigentur imposterum ad culturam, vobis de speciali gratia indulgemus. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostre concessionis infringere vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attemptare presumpserit, indignationem omnipotentis Dei et beatorum Petri et Pauli apostolorum ejus se noverit incursurum. Datum Laterani, idibus Martii, pontificatus nostri anno secundo.

---

[1] Quatrième Concile de Latran (1215).

CLXXV

Vatican, 27 avril (5 des cal. de mai) 1218

Confirmation par Honorius III des processions de Saint-Mesmin, de Saint-Vrain de Jargeau et de Saint-Liphard de Meung, des revenus des prébendes de Saint-Pierre de Cluny, de Saint-Benoît, de Saint-Mesmin, de Saint-Liphard de Meung, des pensions, cens et repas dus par certaines églises au chapitre de Sainte-Croix[1], ainsi que de sa juriridiction ecclésiastique et séculière en la ville d'Orléans et dans ses villas, églises et paroisses.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G. 168.)

Honorius episcopus, servus servorum Dei, dilectis filiis decano et capitulo Aurelianensi, salutem et apostolicam benedictionem. Sacrosancta Romana Ecclesia devotos et humiles filios ex assuete pietatis officio propensius diligere consuevit, et ne pravorum hominum molestiis agitentur, eos tamquam pia mater sue protectionis munimine confovere. Ea propter, dilecti in Domino filii, vestris justis postulationibus grato concurrentes assensu, processiones ab abbate et monachis Sancti Maximini et a Beatorum Verani et Liphardi canonicis vobis debitas, redditus et proventus, quos de prebendis Sanctorum Petri Cluniacensis, Benedicti, Maximini, Aviti et Liphardi, salva tamen eis foraneitate sua, percipitis, pensiones, census et refectiones que obtinetis in quibusdam ecclesiis Aurelianensis diocesis ab antiquo, jurisditionem quoque tam ecclesiasticam quam secularem quam in Aurelianensi civitate, in villis et ecclesiis et parrochiis vestris habe-

---

[1] Le jour des vigiles de l'Invention de la sainte Croix, spécifie l'analyse écrite au dos de l'acte.

tis, sicut ea omnia juste et pacifice possidetis, vobis auctoritate apostolica confirmamus et presentis scripti patrocinio communimus. Nulli ergo omnino hominum liceat hanc paginam nostre confirmationis infringere vel ei ausu temerario contraire. Si quis autem hoc attemptare presumpserit indignationem omnipotentis Dei et beatorum Petri et Pauli apostolorum ejus se noverit incursurum. Datum Rome apud Sanctum Petrum, V kalendas maii, pontificatus nostri anno secundo.

CLXXVI

Juin 1218

Le chapitre donne son assentiment à l'engagement de rendableté contracté par l'évêque envers le roi pour la tour récemment édifiée à Sully-sur-Loire[1].

(Orig. s. parch. Arch. Nat. J. 170, 8).

Lebertus decanus totumque Aurelianensis ecclesie capitulum, omnibus presentes litteras inspecturis salutem in Domino. Noverint universi quod venerabilis pater et dominus Manasses, Aurelianensis episcopus, de assensu et voluntate nostra, concessit quod ipse et successores sui Aurelianenses episcopi, vel illi qui loco eorum erunt, reddent excellentissimo domino nostro Philippo, illustri Francorum regi, vel ejus certo mandato, ad magnam vim et ad parvam, turrim novam quam idem rex edificari fecit apud Soliacum, quotienscumque idem rex voluerit et idem episcopus vel successores sui, vel illi qui

---

[1] C'est sans doute la grosse tour dont les fondations ont été mises à jour au courant de l'été 1904, dans le terre-plein situé à l'est du château actuel.

loco eorum erunt, ab ipso rege vel ejus certo mandato super hoc fuerint requisiti, ita tamen quod, cessante negocio pro quo tradita fuerit, turrim eamdem in eo statu et cum omni integritate qua eam receperit eidem episcopo et successoribus suis vel ejus successorumque suorum mandato restituet. Datum anno Domini MCC octavo decimo, mense junio.

CLXXVII

17 novembre 1218

Compromis accepté par le chapitre et ses hommes de Mardié pour le règlement de la dîme des vignes de Mardié.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G. 347.)

A. decanus, Symon et Milo, canonici Meldenses, omnibus presentes litteras inspecturis salutem in Domino. Noverit universitas vestra quod cum inter viros venerabiles L[ebertum] decanum et capitulum Aurelianense, ex una parte, et homines de parrochia de Marzeio, ex alia, super decimis vinearum quas dicti homines habent in parrochia de Marzeio in decimatione prefati capituli, coram nobis auctoritate apostolica contencio verteretur, ab eodem capitulo et predictis hominibus, sicut ex parte ipsorum nobis est intimatum, in virum venerabilem abbatem Curie Dei et unum de capitulo Aurelianensi, quem capitulum eligere maluerit, est de dictis decimis, fide ex parte dictorum hominum corporaliter prestita, compromissum, ita videlicet quod dicti arbitri statuere tenebuntur ut de omnibus vineis de parrochia de Marzeio, in decimatione Sancte Crucis sitis, pro quolibet arpento tres lagene vini vel duodecim denarii, sicut eisdem arbitris melius placuerit, nomine decime annis singulis in perpetuum Aurelianensi capitulo persolvantur ; et quia pro dictis decimis sibi minus

sufficienter a sepedictis hominibus et eorum antecessoribus persolutis prelatum capitulum multis retro temporibus dampna non modica sustinuit, et pro eisdem decimis placitando multas fecit expensas, sepefati homines quandam summam pecunie secundum voluntatem et beneplacitum dictorum arbitrorum taxandam prenominato capitulo solvere tenebuntur. Quod si predicti idem arbitri super predictis concordare non poterunt, ipsi aliquem tercium eligent ut quod duobus ex ipsis placuerit observetur. Si autem in eligendo tertium sunt discordes, secundum voluntatem viri venerabilis L[eberti], decani Aurelianensis, ipsis tertius adjungetur. Nos autem, ad instanciam et peticionem tam prelati capituli quam dictorum hominum, predictam compromissionem approbamus et confirmamus, reservata nobis nichilominus potestate animadvertendi tam in dictum capitulum quam in sepefatos homines si ipsi forte a predicta composicione resilirent. In cujus rei testimonium presentem paginam confici et sigillorum nostrorum munimine fecimus roborari. Actum anno Domini M.C.C. octavo decimo, mense novembri, sabbato post festum sancti Martini.

CLXXVIII

Orléans, 26 janvier 1219

Sentence arbitrale de l'abbé de la Cour-Dieu, de Vulgrin, abbé de Saint-Euverte, et de Payen, sous-doyen de Sainte-Croix, relative aux dîmes de vin de Mardié, condamnant les hommes de Mardié à payer au chapitre une dîme annuelle de trois « lagene » par arpent, et 20 livres parisis en deux termes comme indemnité pour le passé.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G. 347 ; mention *Scriptum*).

Frater Willelmus, Curie Dei, et Vulgrinus, Sancti Evurcii Aurelianensis dicti abbates, et P[aganus], subdecanus Aure-

lianensis, omnibus presentes litteras inspecturis salutem in Domino. Noverint universi quod cum inter viros venerabiles decanum et capitulum Aurelianense, ex una parte, et homines de parrochia de Marzeio, ex altera, super decimis vinearum quas dicti homines habent in parrochia de Marzeio in decimatione prefati capituli contencio verteretur, a prefatis decano et capitulo et predictis homnibus in nos abbatem Curie Dei et nos subdecanum Aurelianensem fuit de dictis decimis, fide ex parte prenominatorum hominum corporaliter prestita, et pena centum librarum parisiensium ab utraque parte apposita, datis super hoc fidejussoribus, compromissum, ita videlicet quod nos statuere teneremur ut de omnibus vineis quas dicti homines habent in parrochia de Marzeio in decimatione Sancte Crucis pro quolibet arpento tres lagene vini vel duodecim denarii, sicut nobis melius placeret, nomine decime annis singulis imperpetuum Aurelianensi capitulo solverentur, sepefati insuper homines quandam summam pecunie secundum voluntatem et beneplacitum nostrum tauxandam prenominato capitulo solvere tenerentur. Si autem nos duo super predictis concordare non possemus, nobiscum aliquem tercium eligeremus, et illud quod nobis tribus vel duobus ex nobis placeret deberet observari. Si autem in eligendo tercium inveniremur discordes, secundum voluntatem venerabilis viri L[eberti], decani Aurelianensis, nobis esset tercius adjungendus. Nos autem duo, cum super premissis licet in modico primo ad invicem discordaremus, nobis in dicto arbitrio virum venerabilem Vu[lgrinum], abbatem Sancti Evurcii Aurelianensis, eoncorditer duximus sociandum. Nobis igitur tribus voluntate unanimi in eandem sentenciam concordantibus, habito prudentum consilio, post multam deliberationem super premissis ordinavimus in hunc modum, ut scilicet pro quolibet arpento prefate decimationis tres lagene vini boni et laudabilis ac illius et ejusdem vini quod ex eodem arpento provenerit, de mera gutta, vino adhuc existente in cuva, imperpetuum annis singulis tempore vindemiarum bona fide nomine decime capi-

tulo Aurelianensi a predictis hominibus persolvantur, ita etiam quod, pro illo arpento cujus vinum totum fuerit album, omnes dictas tres lagenas de eodem vino albo, et pro illo cujus vinum totum fuerit rubeum de eodem vino rubeo solvere tenebuntur. Si autem aliquis in eodem arpento vinum album et vinum rubeum habuerit, si totum album cum rubeo non fuerit permixtum, habita justa moderatione vinee albe et vinee rubee que in eodem arpento fuerint, dictas tres lagenas de vino rubeo et de vino albo persolvent. Si vero totum permixtum fuerit, de eodem vino permixto dicte tres lagene solventur. Quod si aliquis in vinea minus habuerit quam unum arpentum, de summa trium lagenarum subtrahetur secundum quod ei defuerit de arpento. Statuimus insuper ut sepefati homines prenominatis decano et capitulo trecentas libras parisiensium ad duos terminos, videlicet centum et quinquaginta libras usque ad festum Pentecostes primo futurum, et alias centum et quinquaginta libras usque ad illud secundum festum Pentecostes sine dilatione et diminutione persolvant. Ut autem omnia supradicta rata et firma permaneant, presentem paginam per sigillorum nostrorum appositionem diximus roborandam. Nos vero P[aganus], subdecanus, quia sigillum proprium penes nos non habebamus, sigillum viri venerabilis L[eberti], decani Aurelianensis, loco sigilli nostri rogavimus apponi. Actum Aurelianis, anno Domini MCC octavo decimo, mense januario, in crastino conversionis sancti Pauli.

CLXXIX

30 janvier 1219

Promulgation par les délégués apostoliques de la sentence arbitrale relative aux dîmes de vin de Mardié.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G. 347.)

A. decanus, Simon et Milo canonici Meldenses, omnibus presentes litteras inspecturis salutem in Domino. Noverit universitas vestra quod cum inter viros venerabiles L[ebertum] decanum et capitulum Aurelianense, ex una parte, et hominos de parrochia de Marzeio, ex altera, super decimis vini de vineis quas dicti homines habent in parrochia de Marzeio in decimatione prefati capituli coram nobis auctoritate apostolica contencio verteretur, ab eodem capitulo et predictis hominibus, sicut ex parte ipsorum accepimus, in virum venerabilem Willelmum, abbatem Curie Dei, et unum de capitulo Aurelianensi, quem capitulum mallet eligere, fuit de dictis decimis, fide ex parte dictorum hominum corporaliter prestita, et pena centum librarum parisiensium ab utraque parte apposita, datis super hoc fidejussoribus, compromissum, ita videlicet quod dicti arbitris tatuere tenerentur, *etc*... (*comme la ch. CLXXVIII, mutatis mutandis*)... adjungendus. Cum autem prenominati decanus et capitulum ad dictum arbitrium suscipiendum virum venerabilem Paganum, subdecanum Aurelianensem, ex parte sua elegissent, ac dictus abbas et idem subdecanus, sicut ex eorum litteris plene intelleximus, super predictis licet in modico primo ad invicem discordarent, virum venerabilem Vulgrinum, abbatem Sancti Evurcii Aurelianensis, in dicto arbitrio sibi concorditer adjunxerunt. Qui tres, voluntate unanimi in eamdem sententiam concordantes, habito prudentium consilio super premissis, sicut in ipsorum patentibus

litteris vidimus contineri, ordinaverunt in hunc modum, ut scilicet etc... sine dilatione et diminutione solvere tenerentur. Nos autem omnia que super premissis a predictis arbitris ordinata sunt et statuta approbantes, ea auctoritate apostolica nobis in hac parte commissa confirmamus. In cujus rei testimonium presentem paginam sigillorum nostrorum fecimus munimine roborari. Datum anno Domini MCC octavo decimo, mense januario, in crastino octabarum Sancti Vincentii.

CLXXX

Mai 1219

Le chapitre et le curé de Neung, d'une part, et l'archidiacre de Sologne, d'autre part, choisissent l'évêque d'Orléans comme arbitre de leur différend au sujet du droit de gîte à Neung, réclamé par l'archidiacre.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G. 353.)

Ego Garinus, archidiaconus Sigalonie, notum volo fieri universis quod cum inter capitulum Aurelianense et... presbiterum de Naim, ex una parte, et me, ex altera, verteretur contencio super procuratione quam michi deberi a dicto presbitero asserebam, capitulum et idem presbiter, ex una parte, et ego, ex altera, in venerabilem patrem et dominum M[anassem], Aurelianensem episcopum, compromisimus, promittentes sub pena decem librarum quod observabimus, ratum habebimus et firmum quicquid idem episcopus super tota eadem controversia duxerit ordinandum; debet autem ista contencio infra instans festum Omnium Sanctorum plenarie diffiniri; alioquin extunc compromissio non teneat, nisi terminus de consensu parcium prorogetur. Actum anno Domini MCC nono decimo, mense maio.

CLXXXI

Lorris, juillet [1219]

Philippe-Auguste prend sous sa sauvegarde tous les biens de Sainte-Croix situés dans le royaume.

(Copie. Bib. Nat. Moreau, 54 : 7. « Pris sur le cartul. de l'église cath. de Sainte-Croix, fol. XXVI v° ». Envoyé par Dom Gérou, le 12 mars 1765.)

Philippus, Dei gratia Francorum rex, universis prepositis et ballivis suis ad quos presentes littere pervenerint salutem. Mandamus vobis et precepimus quatenus universas res ecclesie Sancte Crucis Aurelianensis, ubicumque sint in potestatibus nostris, caras habeatis et eas tanquam nostras proprias custodiatis, nullatenus eis injuriam fieri permittentes. Si vero eidem ecclesie injuria forte illata fuerit, quam cito exinde requisiti fueritis eam emendari faciatis. Vobis etiam precipue inhibemus ne eidem ecclesie injuriam aliquam inferatis. Actum apud Lorriacum, anno ab incarnatione Domini 1129° (*sic*) [1] mense julio.

---

[1] Le copiste a lu MCXXVIIII au lieu de MCCXVIIII. Philippe-Auguste, en juillet 1219, passait à Montargis. (Delisle, n° 1915). Cette erreur est cause que le présent acte n'est pas mentionné dans le catalogue de M. Delisle.

CLXXXII

Juillet 1219

L'évêque Manassé approuve un échange de champs fait entre Aubert de Rouvray et Hugues de Mesamion, et échange avec Sainte-Croix la suzeraineté de l'un d'eux.

(Orig. s. parch. endommagé, Arch. du Loiret, G. 377 ; mention *Scriptum*.)

Manasses, Dei gratia Aurelianensis episcopus, omnibus presentes litteras inspecturis salutem in Domino. Noverint universi [quod] cum dilectus et fidelis noster Aubertus de Rovreto, miles, campum juxta vineam [ ], militis, situm, de feodo dilectorum filiorum decani et capituli Aurelianensis moventem, Hugoni de Mesamium, militi, in escambium dederit et concesserit pro campo juxta viam que ducit a villa Mesamii versus Trienaium sito, de feodo dilecti et fidelis nostri Ade de Loriaco, militis, et nostro movente, quem idem Hugo dicto Auberto quitavit et concessit similiter in escambium pro supradicto campo, nos, ad peticionem utriusque militis, escambium de premissis campis factum ratum habemus et liberaliter approbamus, ita tamen quod campus quem modo dictus Hugo possidet ad feodum dicti Ade de Loriaco et nostrum pariter pertinebit et in perpetuum adherebit, prelato campo dicti Auberti ad feodum supradictorum decani et capituli Aurelianensis remanente et in perpetuum adherente. In cujus rei memoriam et testimonium presentes litteras fieri fecimus et sigilli nostri munimine roborari. Actum anno gracie MCC nono decimo, mense julio.

CLXXXIII

Juillet 1219

Sentence arbitrale de l'évêque Manassé, décidant que la Cour-Dieu n'aura, dans les bois de Planquine, que le panage de 80 porcs, mais usage pour ses maisons dans tous les bois du chapitre entre Lorris et Cercottes.

(Orig. sur parch. Arch. du Loiret, G.)

Manasses, Dei gratia Aurelianensis episcopus, universis presentes litteras inspecturis salutem in Domino. Noverint universi quod cum inter dilectos filios abbatem et conventum Curie-Dei, ex una parte, et decanum et capitulum Aurelianense, ex altera, verteretur contentio super usuagio quod predicti abbas et conventus in cunctis nemoribus capituli citra Ligerim inter Lorriacum et Sarcotes reclamabant ; tandem in nos utraque pars compromisit, promittens sub pena centum librarum quas manucepimus ad peticionem utriusque partis quod dictum nostrum et ordinationem nostram super hoc in omnibus et per omnia firmiter observaret. Nos igitur dictum nostrum et ordinationem nostram protulimus in hunc modum, videlicet quod abbas et conventus prenominati nullum usuagium nichilque juris in nemoribus capituli de Planquena poterunt reclamare, hoc excepto quod ad glandem octoginta porcos in eisdem habere poterunt et tenere. Nichilominus tamen capitulum nemora illa vendere poterit, obligare et extirpare et de eisdem suam per omnia facere voluntatem. Pasnagium etiam vendere poterit, salvo tamen monachis hoc quod de octoginta porcis superius est expressum. In ceteris vero cunctis nemoribus citra Ligerim inter Lorriacum et Sarcotes constitutis, que sunt capituli in presenti, predicti abbas et

conventus usagium suum habebunt omnibus domibus suis ad omnes usus necessarios. Quod ut ratum teneatur et notum permaneat, presentes litteras ad utriusque partis peticionem fieri fecimus et sigilli nostri munimine roborari. Actum anno gracie MCC nono decimo, mense julio.

CLXXXIV

Juillet 1219

L'abbé de la Cour-Dieu accepte la sentence de l'évêque.

(Orig. sur parch. Arch. du Loiret, G. [illegible] mention *Scriptum*).

Robertus, Curie Dei dictus abbas, totusque ejusdem loci conventus, omnibus presentes litteras inspecturis salutem in Domino. Noverint universi quod cum inter venerabiles viros Lebertum decanum et capitulum Aurelianense, ex una parte, et nos, ex altera, verteretur contentio super usagio, *etc*... (*comme la ch. CLXXXIII, mutatis mutandis*...) ad omnes usus necessarios. Nos igitur hoc dictum et hanc ordinationem episcopi memorati ratam habemus et approbamus, et eam concedimus stabilem in perpetuum permanere. In cujus rei testimonium et memoriam, presentes litteras sigilli nostri fecimus karactere confirmari. Actum anno Domini millesimo ducentesimo nono decimo, mense julio.

CLXXXV

Octobre 1219

Jean Papin, de Mardié, vend au chapitre, pour 26 livres parisis, la dîme de blé et de vin qu'il possède au lieu dit Val de Colmine.

(Orig. sur parch. Arch. du Loiret, G. : mention *Scriptum.*)

Manasses, Dei gracia Aurelianensis episcopus, omnibus presentes litteras inspecturis salutem in Domino. Noverint universi quod Johannes Papini de Marzeio, in nostra presentia constitutus, quicquid decime habebat apud locum qui dicitur vallis de Couloumine tam in blado quam in vino in parochia de Marzeio dilectis filiis L[eberto] decano et capitulo Aurelianensi pro viginti sex libris parisiensium se vendidisse recognovit. Hanc autem venditionem Agnes, uxor ejus, et Philippus, dicti J. Papini filius, coram nobis voluerunt et fide media concesserunt et tam ipsi quam prefatus J. Papini ejusdem decime venditionem per interpositionem fidei corporalis supradictis decano et capitulo bona fide promiserunt guarentire. Natalis vero Jocez et Amelina, uxor ejus, a quibus supradictus J. Papini tenebat eam in feodum et insuper Jocelinus de Mota, miles, et Aelidis uxor, a quibus dictus Natalis et uxor ejus eamdem similiter decimam in feodum tenebant, premisse decime venditionem laudaverunt et concesserunt, et quod eadem decimam sepedictis decano et capitulo guarentirent per fidem prestitam promiserunt. In cujus rei memoriam et testimonium presentes litteras scribi fecimus et sigilli nostri munimine confirmari. Actum anno gracie millesimo ducentesimo nono decimo, mense octobri.

CLXXXVI

1220

Arnoul de Cohon, refusant d'approuver la composition faite entre le chapitre et les hommes de Marché[1], s'engage à payer comme dîme une « lagena » par muids.

(Orig. sur parch. Arch. du Loiret, G. 347).

G., archipresbiter Pithverensis, omnibus presentes litteras inspecturis salutem in Domino. Noverit universitas vestra quod, R[oberto] de Marcel[liaco], canonico Aurelianensi, pro capitulo Aurelianensi, et Arnulfo de Cohon, pro se et uxore sua, coram nobis in jure constitutis, idem A[rnulfus] recognovit quod compositionem quam homines qui vineas habent in parrochia de Marzeio fecerant cum capitulo Aurelianensi super decimis earumdem vinearum nec aprobaverat nec aprobabat, nec dictam compositionem volebat aliquatenus observare ; dictus autem Arnulfus de quolibet modio vini quod de cetero habiturus erat in parrochia de Marzeio in decimatione prefati capituli se unam lagenam annis singulis soluturum fide in manu nostra corporaliter prestita repromisit. In cujus rei testimonium presentes litteras confici et presentis sigilli fecimus munimine roborari. Actum anno Domini MCC vicesimo, mense maio.

---

[1] Cf. CLXXVIII.

CLXXXVII

Novembre 1220

Même acte de Geoffroy Borrel, clerc de Bou.

(Orig. sur parch. Arch. du Loiret, G. 385).

Thescelinus, officialis curie Aurelianensis, omnibus presentes litteras inspecturis salutem in Domino. Noverit universitas vestra quod, R[oberto] de Marcel[liaco] canonico Aurelianensi pro capitulo Aurelianensi, et Gaufrido Borrelli, clerico de Bullo, pro se coram nobis in jure constitutis, idem Gaufridus recognovit quod compositionem, quam homines qui vineas habent in parocchia de Marzeio fecerant cum capitulo Aurelianensi super decimis earumdem vinearum, nec approbaverat nec approbabat, nec dictam compositionem volebat aliquatenus observare ; dictus autem Gaufridus de quolibet modio vini quod cetero habiturus erat in parocchia de Marzeio, in tribus quarteriis vinearum sitis in loco qui dicitur Rondeau in decimatione prefati capituli se, unam lagenam annis singulis soluturum repromisit. In cujus rei testimonium presentes litteras confici et presentis sigilli fecimus munimine roborari. Actum anno Domini MCC vicesimo, mense novembri.

CLXXXVIII

1221

Jean, archidiacre d'Orléans, donne au chapitre toutes ses acquisitions dans la paroisse de Nouan-le-Fuzelier pour la célébration de son anniversaire et de celui de plusieurs membres de sa famille.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G. 244, mention Scriptum.)

Ego Johannes, Aurelianensis ecclesie archidiaconus, presentibus et futuris notum facio quod, de omnibus que in parrochia ville in archidiaconatu Soliacensi posite, que Noemium dicitur, acquisivi, ordinavi taliter quod ea capitulo Sancte Crucis Aurelianensis integre contuli perpetuo possidenda. Idem vero capitulum omnes eorum proventus annis singulis canonicis distribui faciet, qui patris mei et matris mee anniversaria suis temporibus celebrabunt. Acquisivi autem in dicta parrochia omnes minutas decimas porcorum, vellerum et agnorum, omnes oblationes in festo Omnium Sanctorum, omnes oblationes in festo sancti Martini hyemali, omnes oblationes in Natali Domini, omnes oblationes in Epiphania Domini, omnes oblationes in Purificatione beate Virginis, hoc excepto tantummodo quod, in dictorum festorum quolibet, prefate ville presbiter sex denarios pro convivio suo, et unum denarium pro suo clerico, et duos denarios pro incenso et nichil amplius de moneta percipit cursuali. Hec autem omnia a Petro de Oliveto milite, et ab Alberico Lisiardi milite, et a Herberto Bousier milite, et a filiis Theobaldi de Soleniaco comparavi. Preter hec autem duas partes panum Natalis Domini, et duas partes minute decime porcorum, vellerum et agnorum, et duas partes obolorum qui dicuntur oboli Rogationum, que omnia habebam in parrochia Sancti Martini super

Ligeritum, prenotato capitulo habendas in perpetuum ita contuli, quod de proventibus eorumdem in anniversario meo una medietas, et in anniversario defuncti Anselli fratris mei reliqua medietas canonicis dividetur. Quod ut ratum et notum permaneat presentes litteras sigilli mei caractere roboravi. Datum anno gratie MCC vicesimo primo.

CLXXXIX

Janvier 1221

Eudes Borrel, seigneur de Courtalain, vend à Sainte-Croix ses dîmes de Fontaines pour 550 livres parisis.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G. 325 ; mention *Scriptum.*)

Ego Odo Borrellus, dominus de Cortalain, notum facio omnibus tam presentibus quam futuris presentes litteras inspecturis quod ego totam decimam... (*Comme la ch. CXC, mutatis mutandis, sauf* : a) *deest* et una)... Quam donationem et elemosinam supradicta Margarita uxor mea voluit et fide media concedens libenter ac liberaliter approbavit. Ut autem omnia supradicta firma et inconcussa permaneant, ego in ipsorum testimonium et stabilitatem presentes litteras fieri feci et sigilli mei munimine roboravi. Actum anno ab incarnatione Domini MCC vicesimo, mense januario.

CXC

5 janvier 1221

L'évêque d'Orléans confirme et approuve, comme seigneur, la vente précédente, y joignant le don des dîmes des novales.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G 325.)

Manasses, Dei gracia Aurelianensis episcopus, omnibus presentes litteras inspecturis in Domino salutem. Noverint universi quod Odo Borrellus, dominus de Cortalein, in nostra presentia constitutus, totam decimam quam in parrochia de Fontanis ad presens tenebat in dominio suo et eam quam post decessum nobilis mulieris Johanne de Exolduno, relicte defuncti Jocelini Borrelli, militis, habiturus erat in eadem parrochia, videlicet duas partes decime bladi et tres partes decime vini, et quicquid etiam tam in minuta quam alia quacumque decima tam idem Borrellus quam dicta domina in eadem habebant parrochia, dilectis filiis decano et capitulo Aurelianensibus cum tractu earumdem decimarum et cum omni jure quod in ipsis habebant, pro quingentis et quinquaginta et una [a] libris parisiensium vendidit et quictavit. De qua summa se totaliter et integre tenuit coram nobis pro pagato. Hanc autem venditionem nobilis mulier Margarita, uxor ejus, et eorum filii, Odo scilicet et Johanna, voluntate spontanea coram nobis voluerunt et ratam habentes unanimiter concesserunt, prefata Margarita sub fidei date vinculo promittente, quod in premissis decimis nichil decetero nomine dotalicii seu alio quocumque modo per se vel per alium reclamabit. Supra-

---

a) *Deest in* CLXXXIX.

dicta etiam Johanna de Exolduno venditionem premissam ratam habens et fide media concedens quicquid juris in eisdem decimis nomine dotalicii seu quocumque alio modo habebat quittavit in perpetuum et remisit. De guarandienda itaque venditione premissarum decimarum erga supradictos decanum et capitulum plegios dictus Borrellus interposuit, videlicet Hamericum de Buiseau et Henricum de Marvilier, milites, qui per fidem interpositam promiserunt quod si qua dampna, dispendia vel expensas pro defectu guarentisie ad usus et consuetudines Aurelianenses faciende decanus et capitulum Aurelianenses incurrerent super decimis memoratis, ipsi infra quindenam postquam essent requisiti Aurelianis captionem tenerent, inde nullatenus recessuri donec de dampnis, gravaminibus et expensis esset eisdem decano et capitulo plenarie et integre satisfactum. Ad hoc prefatus Odo Borrelli in perpetuam elemosinam dedit et concessit ecclesie Aurelianensi unum hominem [1] de corpore et uxorem ejus cum eorum filiis ac familiis necnon cum teneuris et possessionibus eorumdem, et insuper duo arpenta terre prout hec omnia a dilecto filio Adam Breun, Aurelianensi archidiacono, fuerunt assignata, que omnia ad prefatam ecclesiam pleno jure cum omni districtu et consuetudine ac justicia, sicut dictus Odo eadem possidebat, in perpetuum pertinebunt, in quibus idem Odo vel heredes ejus nichil juris de cetero poterunt reclamare [b]. Quam donationem et elemosinam supradicta Margarita, uxor ipsius Odonis, et prefati filii eorumdem coram nobis voluerunt, et ipsa Margarita fide media liberaliter approbavit. Cum igitur supradicte decime de feodo dilecti filii Garini, archidiaconi Sigalonie, moverent, idem archidiaconus prefatam venditionem sicut superius continetur coram nobis voluit et concessit.

---

[1] Cet homme se nommait Guillaume Gauche. V. ch. CXCIV.

---

b) V. ch. CXCVI.

Nos itaque, de quorum feodo movebant omnia supradicta, tam donationem quam venditionem premissam ratam habuimus et liberaliter duximus approbandam, concedentes insuper Aurelianensi ecclesie, de voluntate et assensu dicti archidiaconi, omnes decimas omnium novalium tam excultorum quam excolendorum in ipsa parrochia de Fontanis in perpetuum et sine contradictione vel diminutione qualibet et absque alicujus participatione possidendas. Que omnia ut firma et inconcussa permaneant, nos in ipsorum testimonium et stabilitatem presentes litteras fieri fecimus et sigilli nostri munimine roborari. Actum anno ab incarnatione Domini MCC vicesimo, mense januario, in vigilia Epiphanie Domini.

CXCI

1221

Agnès, mère d'Eudes Borel, approuve la vente de la dîme de Fontaines, à condition que son fils lui assigne le reste des 20 livres chartraines de rente qu'il lui doit.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G. [illegible], mention *Scriptum*.)

Manasses, Dei gracia Aurelianensis episcopus, omnibus presentes litteras inspecturis salutem in Domino. Noveritis universi quod nobilis mulier [Agnez], mater Odonis Borrelli, domini de Corte Aleni, in nostra presencia constituta, vendicionem quam dictus Odo Borrelli dilectis filiis decano et capitulo Aurelianensibus fecerat de decima de Fontanis voluit et approbavit, sub hoc tamen modo ut prefatus Odo viginti libras Carnotensium annui redditus eidem assignaret, de quibus, sicud eadem domina confessa est, decem et septem libre et sex denarii a sepedicto O[done] jam sibi fuerant assignate. In cujus rei memoriam et testimonium presentes litteras sigilli nostri fecimus roborari. Actum anno Domini MCC vicesimo primo.

CXCII

Janvier 1221

Jeanne, veuve de Garnier de Langey, approuve la vente de la dîme de Fontaines faite au chapitre par son frère Eudes Borel.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G. 325 ; mention *Scriptum*.)

Gaufridus, archidiaconus Castridunensis, omnibus presentes literas inspecturis salutem in Domino. Constituta in nostra presencia nobilis mulier Johanna, relicta defuncti Garnerii de Langi, militis, venditionem totius decime in parrochia de Fontanis constitute, ad dominium Odonis Borrelli, militis, fratris ejusdem domine, pertinentis, videlicet duas partes decime bladi et tres partes decime vini et quidquid etiam in minuta vel alia quacumque decima in parrochia predicta idem O[do] habebat, quam venditionem prefatus Odo fecit viris venerabilibus decano et capitulo Aurelianensibus sicut ipse coram nobis confessus est viva voce, ipsa inquam domina voluit, ratam habuit et fide media approbando concessit, promittens sub fidei date vinculo quod contra eamdem venditionem per se vel per alium de cetero non veniret. Item cum prefatus Odo in elemosinam dederit et in perpetuum concesserit ecclesie Aurelianensi unum hominem de corpore et uxorem ejus cum eorum filiis et familiis, necnon cum teneuris et possessionibus eorumdem, ad consilium venerabilis viri Ade Breon, Aurelianensis archidiaconi, assignandos, et preterea duo arpenta terre cum rebus premissis ad opus ecclesie Aurelianensis, que omnia ad prefatam ecclesiam pleno jure cum omni districtu et consuetudine ac justicia, sicut dictus Odo eadem possidebat, in perpetuum pertinebunt, prenominata domina elemosinam de rebus omnibus premissis

factam coram nobis fide media volens et concedens liberaliter et libenter approbavit. In cujus rei memoriam et testimonium presentes litteras tam ad ipsius Johanne quam dicti Odonis Berrelli peticionem fieri fecimus et sigilli nostri munimine roborari. Actum anno Domini millesimo ducentesimo vicesimo, mense januario.

CXCIII

Janvier 1221

Le maître de la maladrerie de Pont aux Moines, refusant d'approuver la composition faite avec le chapitre pour les dîmes de vin de Chécy et de Mardié, promet de payer une dîme d'une « lagena » par muids.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G. 320.)

Omnibus presentes litteras inspecturis L[ebertus], decanus Aurelianensis, salutem in Domino. Noverint universi quod R[oberto] de Marcdiaco canonico Aurelianensi, pro capitulo Aurelianensi, et R., magistro domus helemosinarie de Ponte Monachorum, coram nobis in jure constitutis, idem magister recognovit quod compositiones factas cum capitulo Aurelianensi super decimis vini de vineis tam in parrochia de Chaciaco quam in parrochia de Mazeio in decimatione ejusdem capituli constitutis non approbabat nec eas volebat aliquatenus observare. Immo de quolibet modio vini quod dicta domus helemosinaria de cetero habitura erat in dictis parochiis in decimatione capituli memorati, unam lagenam annis singulis prefato capitulo nomine decime se promisit soluturum. In cujus rei testimonium presentes litteras confici et sigilli nostri fecimus munimine roborari. Actum anno domini MCC vicesimo, mense jannario.

CXCIV

[11 à 30] avril 1221

Le seigneur de Courtalain désigne Guillaume Gauche et sa famille pour appartenir à Sainte-Croix, en vertu du contrat de janvier 1221.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G. ; mention *Scriptum*).

Ego Odo Borrelli, dominus de Cort Alain, notum facio omnibus presentes litteras inspecturis quod cum ego ecclesie Aurelianensi dedissem et concessissem unum hominem de corpore et uxorem ejus cum eorum aliis de familiis, necnon cum teneuris et possessionibus eorumdem et insuper duo arpenta terre, que omnia per consilium venerabilis viri Ade Breon, Aurelianensis archidiaconi, prefate ecclesie tenebar assignare, ego, de assensu et voluntate dicti archidiaconi, Willelmum Gauche et Johannam, uxorem ejus, cum ipsorum filiis quos habebant in presenti et quos habere poterunt in futurum et cum omnibus rebus tam mobilibus quam immobilibus quas possidebant, prenominate ecclesie assignavi ; que omnia ad eamdem ecclesiam pleno jure cum omni districtu et consuetudine ac justicia, sicut ego eadem possidebam, in perpetuum pertinebunt, in quibus ego vel heredes mei nichil juris poterimus reclamare. Quam donationem et elemosinam Margarita, uxor mea, et filii nostri, Odo videlicet et Johanna, voluerunt, et ipsa Margarita, uxor mea, liberaliter fide media approbavit. In cujus rei testimonium presentes litteras confici et sigilli mei feci munimine roborari. Actum anno Domini M ducentesimo vicesimo primo, mense aprili.

CXCV

Avril 1221

Sentence arbitrale portant que maître Arnoul Pichot paiera, pour une dîme d'une « lagena » par muids en ses vignes de Marcie, 2 sous parisis par an au chanoine Robert de Marcilly, décimateur à vie.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G. 347).

H. cantor, I. subdecanus, Alardus, canonicus Beati Aniani Aurelianensis, omnibus presentes litteras inspecturis salutem in Domino. Noverit universitas vestra quod, cum causa auctoritate apostolica coram nobis verteretur inter decanum et capitulum Aurelianense, ex una parte, et magistrum Arnulphum Pichot, ex altera, super decimatione cujusdam arpenti vinee quam idem magister tenet ad censum ab eodem capitulo apud Marceium, tandem inter predictas partes talis compositio intercessit, quod prefatus Arnulphus prenominato capitulo vel ei qui decimam de Marceio ab ipso capitulo habebit de quolibet modio vini dicte vinee se promisit unam lagenam annis singulis integre et sine diminutione bona fide nomine decime soluturum, pro qua decima idem A[rnulphus], quandiu prefatam vineam tenebit, quolibet anno tamen duos solidos parisiensium Roberto de Marcelliaco, canonico Aurelianensi, qui decimas de Marceio ad vitam suam habet a capitulo Aurelianensi, infra festum beati Martini hiemalis persolvet, quos si infra festum dictum persolverit, prefatus R[obertus] nichil amplius ab ipso exigere poterit pro decima memorata. Datum anno Domini MCC vicesimo primo, mense aprili.

CXCVI

Juillet 1221

(Orig. sur parch. Arch. du Loiret, G. 325 ; mention *Scriptum*).

Acte complètement identique à la charte CXC, *sauf une phrase ajoutée en b* : « De consilio autem et voluntate prenotati archidiaconi prefatus Odo Borrelli, nomine dicte elemosine, Guillelmum Gauche et Johannam uxorem ejus cum eorum filiis et teneuris eo modo quo premissum est ecclesie Aurelianensi dedit et assignavit...»

CXCVII

Septembre 1221

Henri de Sully, seigneur de Vierzon, ratifie le legs fait par feu Hervé, seigneur de Vierzon, au chapitre de Sainte-Croix de 60 sous de rente annuelle sur le festage de Vierzon.

(Orig. sur parch. Arch. du Loiret, G.).

Henricus de Soliaco, dominus Virsionis, omnibus presentes litteras inspecturis salutem in Domino. Noverint universi quod cum nobilis vir Herveus bone memorie, quondam dominus Virsionensis, viris venerabilibus decano et capitulo Aurelianensibus sexaginta solidos annis singulis in festagio de Virsione de illa moneta de qua in eadem villa reliqum solvetur festagium in festo Sancti Remigii percipiendos in ultima sua

volontate[1] legasset et donasset, nos dictam donationem volentes et approbantes dictos sexaginta solidos prefatis decano et capitulo persolvimus et, quamdiu castrum Virsionis tenebimus, absque aliqua contradictione et dilatione memorato termino annis singulis persolvemus. In cujus rei memoriam et testimonium presentes litteras fieri fecimus et sigilli nostri munimine roborari. Actum anno Domini MCC vicesimo primo, mense septembri.

CXCVIII

Avril 1222

Le chevalier Milon, de Pont aux Moines, consent à payer 4 sous parisis de dîme annuelle pour les 2 arpents de vigne qu'il possède à Mardié.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G. 347).

S. officialis curie L[eberti] decani Aurelianensis, universis presentes litteras inspecturis salutem in Domino. Noverint universi quod cum vir venerabilis dominus Robertus de Marcelliaco, canonicus et officialis Aurelianensis, traxisset in causam coram nobis Milonem, militem de Ponte Monachorum, super decima duorum arpentorum vinearum in decimatione Sancte Crucis apud Marzeium sitarum, quam decimam dictus Milo nolebat solvere ut debebat, tandem de bonorum virorum consilio recognovit dictam decimam domino Roberto se debere et ratione decime supradicte promisit et concessit fide prestita corporali singulis annis pro decima supradicto-

---

[1] Ce testament était daté du 23 novembre 1218, au siège de Damiette, in *obsidione Damiete*. Hervé léguait, en outre, à Sainte-Croix, 20 livres d'amende, « pro injuriis sibi illatis tam in nemoribus quam rebus aliis. » — Orig. s. parch. même liasse.

rum duorum arpentorum quatuor solidos memorato Roberto se soluturum, hoc addito quod si dictus Milo in predicta decimatione plus quam duo arpenta vinearum haberet, secundum quantitatem vinearum agmentaretur numerus quatuor solidorum supradictorum. Si vero dicte vinee ad alium devenirent, earumdem vinearum possessor de unoquoque modio memorato Roberto lagenam vini pro decima solvere teneretur. Insuper prenominatus Milo in festo beati Martini hyemalis dictam summam pecunie pro prescripta decima solvere tenebitur. Si vero dictus Milo in die prenotata pecuniam non solveret supradictam, dampna et deperdita, que pro defectu solutionis prefatus Robertus sustineret, sine juramento eidem Roberto resarcire teneretur. In cujus rei memoriam et testimonium presentes litteras ad requisitionem partium sigilli curie L[eberti], decani Aurelianensis, domini nostri munimine fecimus roborari. Actum anno Domini MCC vicesimo secundo, mense aprili.

CXCIX

Octobre 1222

Agnès, mère d'Eudes Borel de Courtalain, approuve sans réserve la vente de la dîme de Fontaines faite au chapitre par son fils.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G. 325 ; mention *Scriptum.*)

Philipus, Dei gratia Aurelianensis episcopus, omnibus presentes litteras inspecturis salutem in Domino. Noverint universi quod nobilis mulier Agnez, mater nobilis viri Odonis Borrel de Curia Alani, militis, in nostra constituta presencia, vendicionem decime de Fontanis, quam dictus Odo fecit dilectis filiis decano et capitulo Aurelianensibus, concessit, voluit et laudavit, promittens fide in manu nostra prestita quod in dicta decima ratione dotalicii vel alio modo nichil per se vel

per alium decetero reclamabit. In cujus rei memoriam et testimonium presentes litteras fieri fecimus et sigilli nostri munimine roborari. Actum anno Domini MCC vicesimo secundo, mense octobris.

CC

20 mars 1224

Louis d'Augerville engage pour 80 livres parisis au chapitre sa dîme du pain et du vin du Monceau, en la paroisse de Montigny

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G. 377.)

Ph[ilippus], Dei gratia Aurelianensis episcopus, omnibus presentes litteras inspecturis salutem in Domino. Universitati vestre notum facimus Ludovicum de Augervilla militem et uxorem ejus Aaleis totam decimam suam tam vini quam bladi quam in parrochia de Montegniaco, ad locum qui Moncellus dicitur, possidebant, Aurelianensi capitulo pro octoginta libris parisiensibus titulo pignoris obligasse, fide corporaliter prestita quod decimam illam bona fide capitulo garendient nominato. Odo vero miles, qui Maleserbes cognomine vocitatur, de cujus feodo dicta movet decima, hanc obligationem illius decime dicto factam capitulo, coram nobis penitus approbavit, de garendenda memorata decima capitulo pretaxato fide data plegium se concedens. Thomas etiam de Maucrepon miles, in nostra presentia constitutus, de prescripta decima sepefato capitulo garendienda fide similiter interposita plegium se concessit. Preter hec autem, prelibatus Ludovicus super garendienda prelibato capitulo decima sepedicta, totum feodi sui residuum quod in predicta parrochia de Montegniaco possidet in contraplegium obligavit. Quod ut notum et ratum habeatur, presentes litteras ad petitionem parcium sigilli nostri caractere fecimus roborari. Actum anno gratie MCCXX tercio, die vicesimo marcii.

CCI

Août 1224

Jean Motel, clerc, reconnaît au chapitre la propriété de 5 arpents de vignes à « Boellum » (Bou ?)[1] dont il a la jouissance viagère, et que son oncle avait données à la chapelle Sainte-Madeleine en l'église d'Orléans, et promet d'en payer la dîme.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G. 427.)

Lebertus, decanus et universum Aurelianense capitulum omnibus presentes litteras inspecturis salutem in Domino. Noverint universi quod Johannes Motel, clericus, in capitulo nostro constitutus, coram nobis recognovit quod Stephanus Camerarius, avunculus suus, pro remedio anime sue legavit in perpetuam elemosinam altari beate Marie Magdalene in ecclesia nostra sito quinque arpenta vinearum que inferius exprimentur, ita tamen quod idem Johannes, si clericatus ordinem susciperet et clericus permaneret, eas in vita sua teneret, sub recognitione decem solidorum singulis annis in festo Omnium Sanctorum capellanis ejusdem altaris solvendorum. Juravit autem idem Johannes super sacrosancta (*sic*) coram nobis quod in predictis vineis nichil jure hereditario reclamabit, sed proprietas earumdem penes ecclesiam nostram nomine predicti altaris firma et inconcussa permanebit et altare eas relevabit et censabit. Predictus tamen Johannes de eis decimam solvet annuatim. Sita sunt predicta quinque arpenta in territorio quod Boellum nuncupatur, quorum tria fuerunt Thome Possemote et sunt in censiva Boniamici, reliqua

---

[1] Après avoir identifié (ch. CLXVIII) « Boel » avec Bou, il reste pourtant un doute.

vero duo arpenta fuerunt preposite (sic) Maglunensi et sunt in censiva Pontis Aurelianensis et Hugonis militis de Rua Nova. Nos autem in hujus rei fidem et testimonium presentem paginam litteris annotatam sigillorum nostrorum fecimus munimine roborari. Actum anno Domini MCC vicesimo quarto, mense augusto.

CCII

Paris, septembre 1224

Louis VIII, à l'exemple de Philippe Auguste, accorde à Sainte-Croix la faculté d'affranchir ses serfs et serves, même résidant hors de ses possessions ; s'ils refusent l'affranchissement, ils seront soumis à la taille suivant leurs facultés.

(Copie de 1340. Arch. du Loiret, G .)

Ludovicus, Dei gratia Francorum rex, dilecto et fideli suo Galeranno de Cranis salutem et dilectionem. Noveritis quod nos dilectis nostris decano et capitulo Aurelianensibus ad exemplum karissimi progenitoris nostri Philippi[1], recordationis inclite, regis quondam Francorum illustris, concessimus ut ipsi servos suos et ancillas suas, extra terram capituli commorantes, ubicumque inventi fuerint, auctoritate nostra et sua manumictant, tali modo quod si de servitute eorumdem hominum inter capitulum et eos quos de servitute impetent oriatur contentio, per juramenta legitimorum hominum, sine duello, idem capitulum servos eos approbet et manumictantur. Si autem idem homines noluerint manumicti, pro modo facultatum suarum taillientur. Vobis itaque mandamus

[1] Cf. n. CXLII.

atque precipimus, quatenus circa homines de baillivia vestra, quos predictum capitulum de servitute impetet secundum formam prescripte concessionis quam dicto capitulo fecimus, auctoritate nostra in vestra baillivia procedatis. Actum Parisius, anno Domini millesimo CC vicesimo quarto, mense septembris.

CCIII

Septembre 1224

Lettre de non-préjudice du chapitre de Sainte Croix, relative à la charte précédente.

(Orig. s. parch. Arch. Nat. J. 170 : 12)

(Pub. Teulet, *Layettes du Trésor des chartes*, t. II, p. 139).

L[ebertus] decanus et universum Aurelianense capitulum universis presentes litteras inspecturis salutem in Domino. Noverint universi quod nos ad consequentiam in posterum trahere non poterimus gratiam quam dominus noster Ludovicus, Dei gratia Francorum rex, nobis fecit super eo videlicet quod nobis concessit, ad exemplum progenitoris sui inclite recordationis Philippi, quondam Francorum regis illustris, ut servos nostros et ancillas nostras, extra terram nostram commorantes, ubicumque inventi fuerint, auctoritate sua et nostra manumittamus, tali modo quod, si de servitute eorumdem hominum inter nos et ipsos quos de servitute impetremus oriatur contentio, per juramentum legitimorum hominum, sine duello, eos servos approbemus et manumittantur. Si autem idem homines noluerint manumitti, pro modo facultatum suarum tallientur. Actum anno Domini MCC vicesimo quarto, mense septembri.

CCIV

Étampes, 1225

Robert de Val Saint-Germain vend au chapitre tout ce qu'il possède en la paroisse d'Aulnay, sauf le fief.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G.).

Willermus, cantor Beate Marie, et Petrus, decanus Sancte Crucis Stampens[ium], omnibus presentes litteras inspecturis salutem in Domino. Noverint universi quod Robertus miles de Valle Sancti Germani et Amelina, uxor ejus, in nostra presencia constituti, fide corporali prestita viris venerabilibus decano et capitulo Aurelianensibus quidquid in parrochia Alneti posidebant situm in decima vel terra et herberoagio, uno tamen excepto feodo, vendiderunt. Hanc igitur vendicionem laudaverunt duo filii eorumdem Johannes et Ferricus et tres filie Eleticia, Margarita et Maria cum maritis earumdem, fide similiter prestita promittentes quod hujusmodi vendicionem per se vel per alios non facerent infirmari. Actum apud Stampas, anno Domini millesimo ducentesimo vigesimo quinto.

CCV

Janvier 1225

Le chapitre promet au roi 200 livres parisis pour son consentement par lettres patentes à l'affranchissement des serfs des terres d'Etampois et aux coutumes qui seront convenues entre le chapitre et ces derniers et dont la teneur sera insérée auxdites lettres.

(Orig. s. parch. Arch. Nat. J. 170 : 13).

(Pub. Teulet. *Layettes du Trésor des Chartes*, t. II, p. 46).

Serenissimo domino suo Ludovico, Dei gratia regi Francorum illustri, L[ebertus] decanus et universum Aurelianense capitulum salutem in eo qui rex est regum et dominus dominantium. Promittimus vobis et per presentes litteras nos obligamus, si de manumittendo homines nostros de corpore, qui de terra nostra in territorio Stampensi tenent vel manent in eadem, inter nos et ipsos convenerit, quod dabimus vobis ducentas libras parisiensium pro consensu vestro super hoc habendo, et pro litteris vestris patentibus tam nobis quam ipsis hominibus concedendis, que formam libertatis eis concesse contineant et initas inter nos et ipsos pactiones. Medietatem vero predicte pecunie sub premissa conditione vobis persolvemus in octabis instantis festivitatis Omnium Sanctorum, et aliam medietatem in octabis Nativitatis Beati Johannis Baptiste post festum illud subsequentis. Actum anno Domini MCC XXIIII, mense januario.

CCVI

Sens, janvier 1225

Autorisation d'affranchir les serfs des terres d'Étampois, donnée par Louis VIII[1]

(Copie XVIIIe s., B.N. Moreau, 133 : 48. « Pris sur le cartul. de l'église d'Orléans, fol. 210 r° »)

Ludovicus, Dei gratia Francorum rex, dilectis suis decano et capitulo Aurelianensi salutem et dilectionem. Concedimus vobis quod manumittatis homines vestros de corpore qui habitant in terra vestra Stampensi, vel qui tenent de ea, et quod eis vel successoribus eorum et terre vestre imponatis omnes consuetudines sicut conveneritis inter vos et homines memoratos, salvo jure nostro. Actum Senonis, anno Domini 1224, mense januario.

---

[1] Note de *Dom Gerou* : « Le doyen et le chapitre de l'Église d'Orléans avaient, sous ce titre, le pouvoir de mettre en liberté et d'affranchir les serfs qui dépendaient du roi dans le territoire d'Étampes. Ce droit paraît singulier. »

En effet. Moreau avait lu *homines nostros* et *terra nostra*.

CCVII

Paris, avril 1225

Louis VIII autorise le chapitre à acheter jusqu'à 10 livres de rente en dîmes, dans le fief de Galeran de Crasne.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret. G. 483.)

CONCESSIO LUDOVICI REGIS SUPER EMPTIONE DECIME DE ALNETO EMPTE IN FEODO GALOR. DE CRENANDA

Ludovicus, Dei gracia Francorum rex, universis ad quos presentes littere pervenerint salutem. Noveritis quod nos volumus et concedimus dilectis nostris decano et capitulo Aurelianensi quod ipsi in feodo dilecti et fidelis nostri Guales de Crane emant usque ad decem libratas redditus in decimis. Actum Parisius, anno Domini MCCXXV, mense aprili.

CCVIII

Mai 1225

Galeran de Crasne, bailli royal, approuve comme seigneur d'Aulnay la vente de dîmes faite par Robert de Val Saint-Germain.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret. G. 312.)

Ego Galerannus de Cranna, domini regis baillivus, notum facio presentibus et futuris quod Robertus de Valle Sancti Germani miles et uxor ipsius Emelina totam decimam suam quam habebant in territorio ville que Alnetum dicitur, inmediate de meo movente feodo, ecclesie Sancte Crucis Aurelia-

sensis integre vendiderunt quiete et libere in perpetuum possidendam. Ego eciam, de cujus feodo movebatur, sicut dictum est, decima memorata, vendicionem ejusdem decime a pretaxatis Roberto et Emelina factam ecclesie nominate approbavi et volui et eam concessi firmam et stabilem perpetuo permanere. Quod ut ratum et notum habeatur, presentes litteras feci sigilli mei caractere confirmari. Datum anno Domini millesimo ducentesimo vigesimo quinto, mense mayo.

CCIX

Juin 1225

Guillaume Du Coin, cordonnier, vend sa maison du cloître Saint-Pierre-le-Puellier au chanoine Lucas pour les nourriers de Sainte-Croix au prix de 12 livres parisis.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G. 298.)

Universis presentes litteras inspecturis Robertus de Marciliaco, officialis Aurelianensis, salutem in Domino. Noverint universi quod Guillermus de Cuneo, cordubanarius, in nostra presentia constitutus, recognovit se vendidisse venerabili viro magistro Luce, canonico Aurelianensi, ad opus nutritiorum ejusdem ecclesie, unam domum quam habebat in claustro Sancti Petri Puellarum, ante domum defuncti Stephani de Branlis in censiva Beati Dionisii sitam, pro duodecim libris parisiensium, de quibus idem Guillermus se tenuit pro pagato, fide media promittens quod in dicta domo nichil decetero per se vel per alium reclamaret. Hanc autem vendicionem Petronilla, uxor ejus, fide media voluit et laudavit, abrenuncians omni juri, si quod habebat, in dicta domo racione sui dotalicii vel alio quocumque modo. Similiter Petrus, frater dicti Guillermi, dictam vendicionem coram nobis fide media

voluit et laudavit, et pro dicto Guillermo coram nobis plegius exstitit quod dictam domum dicto magistro et nutriciis secundum consuetudinem Aurelianensem bona fide garantiret. In cujus rei memoriam et testimonium ad peticionem partium presentes litteras fieri fecimus et sigillo Aurelianensi roborari. Actum anno Domini MCC vicesimo quinto, mense junio.

CCX

Octobre 1225.

Accord entre Eudes Borel et le chapitre au sujet du pressoir et de la dîme des vins de Fontaines, et don de 7 arpents au Bois Borel.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret. G. 325).

Omnibus presentes litteras inspecturis, Stephanus, decanus de Pertico, salutem in Domino. Noverint universi quod litteras nobilis viri Odonis Borrelli, domini de Curia Alani, interleximus sub hac forma :

Omnibus[1] presentes litteras inspecturis, ego Odo Borrelli, dominus de Cortalen, salutem in Domino. Noverint universi quod cum contentio verteretur inter me, ex una parte, et venerabiles viros decanum et capitulum Aurelianenses, ex altera, super eo quod dicti decanus et capitulum dicebant quod in domo sua apud Fontanas sita, quam a Gaufrido Popelim emerant, ad pressorianda ascina sua pressorium construere poterant et habere, me in contrarium asserente quod absqne licencia mea et assensu nullatenus pressorium construere poterant in domo prenominata ; item dicti decanus et capitulum de vino vinearum mearum quas habeo in parrochia de

---

[1] Cet acte est donné ici d'après l'original (même cote).

Fontanis totam decimam sibi deberi asserebant occasione cujusdam vendicionis quam eis feceram de decima tam bladi quam vini quam percipere solebam in parrochia de Fontanis, ego autem quod tota decima vini de dictis vineis meis mea erat in contrarium asserebam. Tandem de bonorum virorum consilio coram venerabili patre Philippo, Aurelianensi episcopo, in jure recognovi quod dicti decanus et capitulum in dicta domo sua de Fontanis ad pressorianda ascina sua pressorium construerere libere poterant et habere, et quod tota decima vini de vineis quas habebam in parrochia de Fontanis ad dictos decanum et capitulum sine alicujus participatione pertinebat. Prefatis insuper decano et capitulo in perpetuam elemosinam dedi septem arpenta terre mee in territorio quod Boscus Borrelli nuncupatur sita, cum omni jure, justicia et districtu que in eisdem habebam, ita quod in eisdem septem arpentis ego vel heredes mei nichil juris penitus modo aliquo poterimus reclamare. Concessi etiam ob anime mee et antecessorum meorum remedium sepefatis decano et capitulo quod carissima amita mea, domina Elyota, que ascinum suum quod ei proveniebat ex portione sua quam habet in decima vini de Fontanis ad pressorium quod in eadem villa habeo pressoriare tenebatur, dictum ascinum amodo pressoriare teneatur ad presorium quod in villa de Fontanis a sepefatis decano et capitulo construetur et similiter heredes ejus post ipsam, dictis decano et capitulo easdem redibitiones pro preparatione dicti ascini sui soluturi quas michi in pressorio meo hactenus persolverunt, et quod ipsos quandocumque ex parte dictorum decani et capituli fuero requisitus quandiu supervivero ad id faciendum compellam et quod a filiis et filiabus meis postquam ad etatem duodecim annorum vel quatuordecim me vivente pervenerint omnia supradicta laudari faciam et concedi. Thomam de Molendino novo, Petrum de Bauziaco et Raginaldum de Estival, milites, Robinum fabrum, Gaufridum de la Fontenele, Johannem de Plesseyo, Galterum de Haya, Gaufridum de Haon et Odonem de Chatellon fidejussores

constitui erga decanum et capitulum memoratos fide interposita promittens quod omnia supradicta dictis decano et capitulo tam contra omnes partes quam erga dominam feodi vel dominos garentirem. Volui etiam et concessi fide media quod si carissima mater mea moveret super premissis contentionem contra decanum et capitulum memoratos et ipsos traheret in causam coram venerabili patre episcopo Aurelianensi vel coram quocumque alio judice, quamtum de premissis occasione ejusdem matris mee dictis decano et capitulo per jus subtraheretur ego dicte matri mee ad vitam suam vel ipsi capitulo tantumdem de meo proprio in parrochia de Fontanis tenerer resarcire, et ipsos omnino conservare indempnes dummodo decanus Aurelianensis vel alius qui loco ejus succederet in dicta causa interesset loco mei vel alius quicumque quem ad hoc dictus decanus duceret statuendum. De hoc etiam a me firmiter observando omnes supradicti fidejussores extiterunt. Sepefati autem decanus et capitulum michi bona fide concesserunt quod in pressorio quod ab ipsis in dicta domo sua de Fontanis construetur non nisi ascinum totius decime de Fontanis et ascynum dictorum septem arpentorum terre et ascinum duorum aliorum arpentorum que eisdem olim in elemosinam contuleram si in ipsis septem et duobus arpentis vince plantate fuerint, et ascinum aliorum quatuor arpentorum vinee si ea acquisierint in parrochia de Fontanis ipsis pressoriare licebit. In cujus rei memoriam et testimonium presentes litteras sigilli mei munimime roboravi. Actum anno gracie millesimo ducentesimo vicesimo quinto, mense octobri.

Omnia autem supradicta nobilis mulier Juliena, uxor prefati Odonis, et Johanna, filia ejusdem Odonis de prima uxore sua, voluerunt et concesserunt, fide media promittentes quod in supradictis nichil penitus reclamabunt. Actum anno Domini MCCXX quinto, mense octobri.

CCXI

1226

Règlement entre l'évêque, le doyen et les archidiacres pour le partage des amendes et autres revenus de juridiction ecclésiastique.

(Copie vidimée (1468 : Arch. du Loiret G. 483.)

Philippus, Dei gracia Aurelianensis episcopus, omnibus presentes litteras inspecturis salutem in Domino. Noverint universi quod de consensu Aurelianensis capituli inter nos, ex una parte, et decanum et ceteros archidiaconos Aurelianensis ecclesie, ex altera, super proventibus jurisdictionis ecclesiastice composicio in perpetuum valitura intercessit in hunc modum videlicet quod omnis emenda omnisque proventus qualitercumque provenerit ad archidiaconos vel mandatum ipsorum eorumdem erit in solidum et nichil omnino poterit in eis episcopus reclamare. In illis vero omnibus que ad episcopum vel ejus mandatum vel ad alium per ipsos occasione delicti vel amende qualitercumque provenerint, archidiaconi medietatem habebunt, infra mensem a tempore receptionis sibi persolvendam. Ad bona autem intestatorum non poterit episcopus vel ejus mandatum manum extendere, sed archidiaconi tantum vel mandatum eorumdem. Episcopus autem, sed non officialis, de emendis que per curiam suam levande fuerint poterit partem remictere vel eciam totum, si tamen hoc sibi videbitur faciendum, bona fide, non ut archidiaconorum diminuat portionem ; hoc idem eodem modo poterunt procuratores episcopi facere, quando eos constituerit quia sit longius adfuturus. Si quando per episcopum vel ejus mandatum lata fuerit interdicti vel excommunicationis sententia in aliquem, et delata fuerit causa ad

superiorem, prosequente episcopo negocium, si archidiaconus partem voluerit habere in emenda, expensa in prosecucione negocii ab ipso facta prius deducetur. Quicumque fuerit officialis episcopi vel vices ejus geret, et procuratores etiam ipsius, quando longius erit adfuturus, infra mensem postquam fuerit episcopus requisitus ab archidiaconis, vel majori parte ipsorum, per fidelitatem episcopo prestitam episcopo repromittent, presentibus archidiaconis vel aliquibus ipsorum, si voluerint interesse, quod secundum formam prevocatam erga archidiaconos fideliter se habebunt. Episcopus vero qui pro tempore fuerit, quando ab archidiaconis fidelitatem recipiet, specialiter eis hoc inter cetera tamquam hominibus suis repromittet quod compositionem istam bona fide faciet observari. In hujus autem rei fidem, robur et testimonium presentem paginam litteris annotatam sigilli nostri fecimus munimine roborari. Actum anno Domini millesimo CCXXVI, mense maio.

CCXII

Mai 1226

Même acte promulgué par Lebert et le chapitre.

(Copie vidimée, 1468. Arch. du Loiret, G. 483.)

Lebertus decanus et universum Aurelianense capitulum, universis presentes litteris inspecturis salutem in Domino. Noverint universi quod de consensu nostro inter venerabilem patrem et dominum nostrum Philippum, Aurelianensem episcopum, ex una parte, et venerabilis viros L[ebertum] decanum et ceteros archidiaconos Aurelianensis ecclesie, ex altera, super proventibus... (*comme l'acte précédent*, *ch. CCXI.*)

CCXIII

Mai 1226

L'évêque Philippe assigne 60 sous parisis sur une rente d'affranchissement, à distribuer par moitié aux chanoines et aux nourriers le jour de la fête de Saint-Guillaume.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G. 439.)

Philippus, Dei gratia Aurelianensis episcopus, universis presentes litteras inspecturis salutem in Domino. Noverint universi quod nos dilectis filiis decano et capitulo Aurelianensibus, de voluntate et assensu eorumdem, dedimus et assignavimus sexaginta solidos annui redditus, percipiendos in redditu qui emetur pro manumissione Giloti filii Gilonis Pontii de Jargolio ; que pecunia distribuetur tam canonicis quam nutriciis Aurelianensis ecclesie qui divino intererunt servitio in festo beatissimi Guillermi. De predicta autem pecunia medietatem percipient canonici et aliam medietatem nutricii obtinebunt. Dividetur autem canonicis sua portio ad primas, vesperas et secundas et ad missam. Nutriciis autem fiet distributio ad primas, vesperas, ad matutinas et ad missam. Nos autem in hujus rei fidem et testimonium presentem paginam litteris annotatam sigilli nostri fecimus munimine roborari. Actum anno Domini MCC vicesimo sexto, mense maio.

CCXIV

Mai 1226

Exemption de la juridiction épiscopale, sauf quelques cas restreints, en faveur de Terminiers, Sougy, Rouvray, Nouan-sur-Loire, Traînou, Saint-Martin-sur-Loiret (Olivet), Saint-Pryvé, Gémigny et Mardié.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G. 347.)

Philippus, Dei gratia Aurelianensis episcopus, omnibus presentes litteras inspecturis salutem in Domino. Noverint universi quod cum nos dilectis filiis decano et capitulo Aurelianensi movissemus controversiam super jurisdictione ecclesiastica quantum ad quinque parrochias et quatuor claustra, parrochias videlicet de Termenerio, de Sogiaco, de Rovreio, de Noemio super Ligerim et de Trigano, claustra vero de Sancto Martino super Ligeritum, de Sancto Privato, de Gimigniaco et de Marzeio, tandem mediantibus bonis viris talis inter nos intercessit compositio in perpetuum valitura, videlicet quod nos vel episcopus qui pro tempore fuerit tam predictarum parrochiarum quam claustrorum presbiteros super suis delictis justitiare poterit, sed emendam pecuniariam si ab eis levaverit, capituli erit et eam capitulo reddere tenebitur infra mensem. In predictis autem parochiis et claustris nullam jurisdictionem episcopus exercebit, pro causa tamen sua propria, vel servientium suorum quos in diversis domibus suis habebit, vel pro causa ballivorum suorum, et non alias, nisi forte causa ad ipsum delata fuerit per appellationem, in quo casu etiam erit capituli emenda pecuniaria. Poterit episcopus vel officialis suus homines de predictis parrochiis sive claustris coram se citare, Aurelianis tamen et non alibi, et eos justitiare. Si tamen emendam pecuniariam levaverit, capituli

erit et eam capitulo reddere tenebitur, ut dictum est, infra mensem, salva etiam eidem episcopo et servientibus vel ballivis suis estimatione et pena injurie, si qua per homines illos eis fuerit irrogata. Si qui autem de predictis hominibus querimoniam deposuerint vel in causam traxerint aliquem coram episcopo vel officiali suo, non plus jurisdictionis habebit in illos quantum ad hoc quam in alios jurisdictionis aliene. Preterea super tensamento suo non poterit episcopus vel ejus officialis hospites capituli coram se citare vel alias per jurisdictionem ecclesiasticam ipsos cohercere, sed capitulum vel ballivi sui, sicut solitum est, illud facient sibi reddi. Si qui vero medietarii sive communes sint parrochiani inter aliquam predictarum parrochiarum et quamcumque aliam, ab illis in eis plenam jurisdictionem episcopus habebit. Condictum etiam fuit et concessum inter nos et dictum capitulum quod per ea que superius expressa sunt de jurisdictione pertinente ad episcopum, in nullo fiat prejudicium jurisdictioni capituli, sed in omnibus prenotatis nichilominus jurisdictionem ecclesiasticam capitulum habebit. In hujus autem rei fidem, robur et testimonium presentem paginam litteris annotatam sigilli nostri fecimus munimine roborari. Actum anno Domini millesimo ducentesimo vicesimo sexto, mense maio.

CCXV

Juin 1227

Henri, seigneur de Sully et de Vierzon, et deux chevaliers promettent que Pierre, seigneur de Graçay, dans le mois de sa chevalerie, remettra au chapitre des lettres conformes aux arrangements pris en son nom au sujet du bois de Bellefaule.

(Cop. Bib. Nat. Moreau 138, 201. « Pris sur le Cartul. de Sainte-Croix, f° 248 r° ».)

Ego H[enricus], dominus Soliaci et Virsionis, notum facio

omnibus quod ego et Radulphus Corraux, ac Archembaudus Berruarius, milites, manucapimus et plegios nos constituimus erga capitulum Aurelianense pro Petro, domino Graciaci, quod idem Petrus, infra mensem ex quo fuerit miles et a capitulo requisitus, quod ipse tradet [capitulo] Aurelianensi literas suas patentes secundum formam literarum mearum quas ad petitionem ipsius concessi capitulo supradicto super convenientionibus inter ipsos habitis super nemore Sancte Crucis de Bella foola. Constitui etiam supradicto capitulo me plegium in centum libris parisiensibus, et predicti milites in centum, ita quod, ex quo capitulum literas predicti Petri habuerit, statim erimus liberati et has presentes nobis reddere tenebuntur. Actum anno Domini 1227, mense junio.

CCXVI

Janvier 1228

Le doyen Lebert déclare que c'est avec l'autorisation du chapitre que l'Hôtel-Dieu de Sainte-Croix a vendu à l'abbaye de Saint-Mesmin pour 4 livres parisis ses possessions de l'écluse des Cinq-Moulins.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G.)

Ego Lebertus, decanus Aurelianensis, notum facio omnibus presentes litteras inspecturis, quod magister et fratres helemosinarie domus Sancte Crucis Aurelianensis vendiderunt, auctoritate nostra interposita, viris venerabilibus et discretis abbati et conventui Sancti Maximini totam teneuram quam habebant in capite excluse quinque molendinorum Sancti Maximini, pro quatuor libris parisiensium, de quibus tenent se pro pagatis. Actum anno Domini millesimo ducentesimo vicesimo septimo, mense januario.

CCXVII

1228

Composition entre le chapitre et Aubert de Villepion touchant l'usage de Planquine et l'exercice de cet usage : une charrette de bois par jour, et des charmes (?) en nombre limité.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G. 298 ; mention *Scriptum*.)

Philippus, Dei gratia Aurelianensis episcopus, universis presentes litteras inspecturis in Domino salutem. Noverint universi quod dilecti in Christo filii decanus et capitulum Aurelianense, ex una parte, et Aubertus de Vilerpium, miles, ex altera, rogaverunt nos quod eis litteras nostras testimoniales concederemus super decisione contentionis que fuerat inter ipsos ; quam contentionem et quam decisionem recognoverunt coram nobis taliter processisse, videlicet quod cum verteretur contentio inter predictos decanum et capitulum, ex una parte, et prenominatum Aubertum, ex altera, super modo capiendi ab ipso, singulis diebus, unam quadrigatam lignorum in nemore capituli de Planquene ; tandem predicti decanus et capitulum et idem Aubertus, de consensu uxoris sue et filiorum suorum, fide ab eis recepta, totum ordinationi et declarationi dilectorum filiorum L[eberti] decani, J[acobi] cantoris et H[enrici] archidiaconi Aurelianensis haut et bas commiserunt. Ipsi vero, de consensu utriusque partis, ita ordinaverunt et declaraverunt quod idem Aubertus et ejus heres successive in perpetuum singulis diebus poterit capere in nemore capituli de Planquena unam solam quadrigatam ad duos equos tantum, sive de vivo sive de mortuo nemore, magno vel parvo, gracili vel grosso, ita tamen quod nemus illud non poterit trahere vel ducere nisi ad illa solummodo loca feodi sui que tenet ab eis. A medio septembri usque ad medium marcii tercium equum poterit mittere in succursum

et auxilium aliorum duorum obviam usque ad calciatam de Sarcotis et non ultra. Alio vero tempore, non poterit ponere nisi tantum duos equos ad quadrigam. Item, a medio marcii usque ad medium septembri, non faciet secari in nemore predicto nisi presente quadriga sua, sed a medio septembri usque ad medium marcii bene poterit facere secari, licet non sit presens quadriga ; hoc tamen adjecto quod quicumque secabit pro eo, quotiens fuerit requisitus a preposito vel forestario vel certo mandato capituli, fidem faciet, nisi tamen sit in servitio predicti militis ad longum terminum, et tunc semel jurabit alicui predictorum pro toto tempore quo perseverabit in servitio ipsius, quod non secabit de nemore nisi quantum credet sufficere ad unam quadrigatam. et quod post recessum quadrige de nemore amplius de nemore non secabit die illo et quod credit quod quadriga illa sit ventura die illo. Si vero super hoc fidem dare vel jurare noluerit, capietur pro emenda. Item merrenum vel escorcam in nemore facere non poterit, sed ligna que voluerit de nemore asportabit, inde opera que voluerit in predicto feodo facturus. Preterea, a festo sancti Martini hyemalis usque ad Natale Domini, in nemore predicto poterit capere paxillos, quos charnerios appellamus, usque ad sexcenta tantum, ita quod quodlibet centum contineat triginta javellas et quelibet javella centum charnerios. Reponet autem eos apud Sarcotas nec eos inde asportabit donec eos ostenderit mandato capituli. Ad faciendos etiam seu parandos charnerios illos in nemore plus quam tres homines simul non habebit, qui etiam fidem prestabunt mandato capituli quod in colligendis charneriis numerum sexcentorum non excedent. Per predictam autem ordinationem sive declarationem, nullum alias fiet predicto militi vel ejus heredi prejudicium, sed littere sue in suo robore permanebunt, quas habet super usuagio suo, sigillo capituli sigillatas. Nos autem, in hujus rei fidem et testimonium, presentes litteras sigillo nostro sigillatas tam capitulo quam predicto militi duximus concedendas. Actum anno Domini MCCXXVIII.

CCXVIII

Juillet 1228

Ferry et Guillaume de Jouy, chevaliers, confirment la donation faite au chapitre par leur frère Philippe, évêque d'Orléans, de ses possessions de Villiers-Martin.

(Orig. = parch. Arch. du Loiret, G. 244).

Omnibus presentes litteras inspecturis Ferricus de Joiaco et Willelmus de Joiaco fratres, milites, salutem in Domino. Noverint universi quod cum venerabilis pater dominus ac frater noster Philippus, Dei gratia Aurelianensis episcopus, totum quicquid habebat apud Villare Martini et in territorio ejusdem ville decano et capitulo Aurelianensis ecclesie in perpetuam elemosinam contulisset, nos dictam donationem voluimus et concessimus, fide media promittentes quod contra dictam donationem per nos vel per alios nullatenus veniemus, et quod eandem ab uxoribus nostris faciemus laudari. In cujus rei memoriam et testimonium presentem paginam sigillorum nostrorum munimine fecimus roborari. Actum anno Domini M°CC° vicesimo octavo, mense julio. Presentibus venerabilibus viris Arnulfo capicerio, Hugone Pithverensi, Willelmo Sigalonensi, Roberto Soilliacensi archidiaconis, Garino magistro scolarum, Gilone de Loriaco, magistro Stephano Biguerel, canonicis Aurelianensibus, et Raginaldo, archipresbitero Bituricensi.

CCXIX

Août 1228

Mathilde, femme de Ferry de Jouy, approuve la donation précédente.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G. 374; mention *Scriptum*.)

Universis presentes litteras inspecturis, Hugo, Aurelianensis ecclesie archidiaconus, salutem in Domino. Noverit universitas vestra quod domina Mathildis, uxor domini Ferrici de Joiaco, militis, fratris reverendi patris ac domini nostri Ph[ilippi], Dei gratia Aurelianensis episcopi, in nostra presencia constituta collationem quam idem episcopus decano et capitulo Aurelianensi fecerat apud Villare Martini laudavit, voluit et concessit, fide in manu nostri prestita corporali promittens quod contra predictam donationem per se vel per alium in posterum non veniret. In cujus rei memoriam et testimonium presentes litteras ad petitionem predicte domine, in archidiaconatu nostro mansionarie, fieri fecimus et sigilli nostri munimine roborari. Actum anno Domini MCC vicesimo octavo, mense augusto.

CCXX

Octobre 1228

Galeran de Crasne, suzerain, confirme la vente au chapitre par Sevin et Etienne des Fourches, de la dîme qu'ils possédaient à Aulnay.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G. 312.)

Ego Galeranus de Cranis, domini regis baillivus, notum facio presentibus et futuris quod Sevinus de Forches et Ste-

phanus, fratres, et eorum uxores totam decimam quam ipsi habebant in territorio ville que Alnetum dicitur, moventem immediate de meo feudo, ecclesie Sancte Crucis Aurelianensis integre vendiderunt, quiete et libere in perpetuum possidendam. Et ego, de cujus feudo movebat decima memorata, venditionem ejusdem decime approbavi, volui et concessi firmam et stabilem perpetuo permanere. Quod ut ratum et notum habeatur, presentes litteras feci sigilli mei karactere confirmari. Actum anno Domini millesimo ducentesimo vicesimo octavo, mense octobri.

CCXXI

Novembre 1228

P., sous-doyen d'Orléans, lègue au chapitre son pré d'Aulnay et sa maison avec une terre en la censive de Thibaut d'Augerville.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G. 244.)

Universis presentibus et futuris presentes litteras inspecturis, P., subdecanus Aurelianensis, salutem in Domino. Noverint universi quod pratum quod acquisivimus apud Alnetum in censiva defuncti Nicolai de Capella, militis, et domum terramque arabilem quas habemus in censiva domini Theobaldi d'Augervile, militis, legavimus capitulo Aurelianensi, ita quod illum legatum nobis non liceat immutare. Datum anno Domini MCC. vicesimo octavo, mense novembri.

CCXXII

Mai 1229

Benoît Sade engage au chapitre pour 40 livres parisis sa dîme de blé d'Huêtre, soit le sixième de la dîme qu'on mène à la grange des moines de S.-Pierre-des-Fossés, sous faculté de rachat à volonté.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G. 329.)

Philippus, Dei gratia Aurelianensis episcopus, omnibus ad quos littere presentes pervenerint in Domino salutem. Noverint universi quod Benedictus Sade et uxor ejus Eremburgis totam decimam bladi quam habent apud Westre, videlicet sextam partem totius decime que ducitur in granchia monacorum Sancti Petri de Fossatis, sicut idem Benedictus et Eremburgis ejusdem uxor possidebant, dilectis filiis decano et capitulo Aurelianensibus pro quadraginta libris parisiorum pignori obligaverunt, fide corporali prestita promittentes quod, si decanus et capitulum Aurelianensis aliqua dampna vel deperdita super eadem invadiacone incurrerent pro defectu garantie ipsorum Benedicti et Eremburgis ejus uxoris, eisdem integre resarcirent. Supradictis vero Benedicto et Eremburgi, uxori ejusdem, et eorum heredibus dictam decimam quandocumque eisdem placuerit vel potuerint redimere licebit. Hanc autem invadiacionem Petrus de Saran, miles, de cujus feodo movet dicta decima, et Agnes, uxor ejusdem Petri, que in predicto feodo dotalicium se habere dicebat, voluerunt et concesserunt, fide data corporali promittentes quod decanum et capitulum in hoc conservarent indempnes et invadiationem sepedicte decime factam capitulo eidem capitulo bona fide garentirent. In cujus rei memoriam et testimonium presentes litteras ad peticionem utriusque partis fecimus annotari et sigilli nostri munimine roborari. Actum anno Domini MCC vicesimo nono, mense maio.

CCXXIII

Mai 1230

Jacquetin Chanteau vend pour 12 livres parisis au chapitre une maison sise à Étampes près la maison de Sainte-Croix d'Orléans.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G. 290).

[Universis] presentes litteras inspecturis, Guillelmus, decanus Stampensis, in Domino salutem. Notum facimus quod Jaquelinus Chanteau, de assensu et voluntate Ysabelis, uxoris sue, vendidit pro duodecim libris parisiensium suis quitis decano et capitulo Aurelianensibus quandam domum sitam apud Stamp[as], in censiva Ancelli de Papilione, juxta domum que vocatur domus Sancte Crucis Aurelianensis. Memorata vero Ysabellis fiduciavit quod in dicta domo jure dotalicii vel aliquo alio jure nichil de cetero reclamabit. Ancellus siquidem de Papilione, dominus censive, et Maria, uxor ejus, venditionem istam voluerunt et laudaverunt et fide media quitaverunt et concesserunt dictis decano et capitulo domum memoratam cum omni libertate quam habebat in perpetuum libere possidendam ad sex denarios censuales annuatim in festo beati Remigii solvendos, jure tamen censuali sibi et eorum heredibus reservato. Guillelmus vero de Vanceleis, retrodominus dicte censive, hec omnia fide media voluit et laudavit. In cujus rei testimonium ad partium instantiam presentes litteras fecimus sigilli nostri impressione communiri. Datum anno Domini MCC tricesimo, mense maio.

CCXXIV

Septembre 1230

Ordonnance épiscopale interprétant, d'accord avec le chapitre, certaines clauses obscures de l'acte de donation de l'église de Chilleurs.

(Orig. sur parch. Arch. du Loiret, G. 441 ; mention *Scriptum*).

Philippus, Dei gracia Aurelianensis episcopus, omnibus presentes litteras inspecturis salutem in Domino. Noverint universi quod cum esset orta contencio inter nos, ex una parte, et dilectos filios decanum et capitulum Aurelianenses, ex altera, super jurisdictione ecclesiastica presbiteri et parrochianorum de Chillerra, predicti decanus et capitulum, ut constaret nobis de jure suo, super hoc litteras bone memorie Manasse de Gallanda, quondam Aurelianensis episcopi, sigillo ipsius sigillatas, nobis exhibuerunt in hec verba :

Ego Manasses, *etc*... Licet universorum fidelium, *etc*... (ch. LXXXVII). Verum quia in eisdem litteris quedam nimis obscure dicta esse apparebant et quedam nimis large sonare videbantur, de communi nostro videlicet et decani ac tocius capituli consensu, mediantibus viris bonis, et obscuritas declarata et largitas temperata est circa quosdam articulos in hunc modum. Sacerdos siquidem predicte ecclesie vel capellanus qui pro tempore fuerit ad synodos episcopi Aurelianensis veniet, ut ibi decreta et mandata ab episcopo promulgata audiat ; quod si eum non venire vel ea non observare contigerit, capitulo vel ei qui vices capituli geret in hac parte super hoc satisfaciet, et episcopo etiam si requirat sibi satisfieri de contemptu, sed ei tamen non nisi per justiciam capituli satisfiet. Pensio autem quam predicte ecclesie presbiter capitulo singulis annis tenetur solvere summam viginti solidorum non

excedet. Super clausula vero illa que continetur in predictis litteris ut quemcumque voluerint sacerdotem in ecclesia illa instituant vel capellanum ponent, cum verba civili modo sint intelligenda, sic facta est interpretatio sive declaratio ut quemcumque voluerint, licite scilicet et honeste, in capellanum ponant, vacante scilicet ecclesia, et hoc infra sex menses ; alioquin, elapsis sex mensibus, si capitulum personam in ecclesia non instituisset, episcopus ecclesie de persona provideret. De hospitibus autem episcopi qui manent vel manebunt in predicta parrochia et de vassallo ipsius de Chamerolis ita ordinatum est et concessum quod, si quando causam habuerint ecclesiasticam coram capitulo vel mandato ipsius, episcopus, si ei videatur quod ibidem minus juste tractentur, poterit mandare ei qui justiciam tenebit quod causam adducat coram se, et tunc curiam suam capitulum vel mandatum capituli coram episcopo tenebit. Per hanc autem declarationem, temperationem sive ordinationem nullum alias sive in aliis fiat prejudicium litteris prenotatis, sed eos approbamus et confirmamus. Actum anno Domini millesimo ducentesimo tricesimo, mense septembri.

CCXXX

Octobre 1230

Reconnaissance par l'évêque d'Orléans de la suzeraineté de Richard Barené sur 32 muids de blé des granges de Mesnilgirault et de La Forêt Sainte-Croix.

(Copie Bibl. d'Orléans, ms 552, p. 370.)

Philippus, Dei gracia Aurelianensis episcopus, universis presentes litteras inspecturis salutem in Domino. Noverint universi quod triginta duo modii bladi, quos Johannes de Boastaco et Thomas, frater ejus, et Margarita, soror ejus, et

nobilis mulier Margarita de Berdis in grangiis capituli Aurelianensis de Meso Giraudi et de Foresta in blado decimarum capituli habent, pro pace facta inter eos super contencione decimarum, sunt de feodo Richardi Harenc, et poterit bladum illum super capitulum attestare tanquam res feodi sui, et tenetur capitulum ei bladum tradere in omni casu in quo posset ad decimas que erant de feodo suo ipsi capitulo ab eo quitato assignare, et eas levare, et de attestacione et tradicione supradictis tenebitur ipse et successores sui capitulum indempne conservare. In cujus rei memoriam et testimonium ad peticionem supradictorum presentes litteras sigilli nostri munimine fecimus roborari. Actum anno Domini M ducentesimo tricesimo, mense octobri.

CCXXVI

Octobre 1230

Le chapitre, en considération des réparations faites à ses maisons par le doyen Lebert et de sa promesse d'en exécuter encore pour 30 livres parisis, affecte à son anniversaire les revenus qui en proviendront après sa mort, sauf les prélèvements indiqués.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G. 441).

Omnibus presentes litteras inspecturis universum Aurelianense capitulum in Domino salutem. Noverint universi quod [cum] vir venerabilis Lebertus, decanus noster, in meliorationem domorum nostrarum que fuerunt Letoldi subdecani multa expendisset, quedam ibi de novo edifficia construendo et vetera prenimia vetustate jam pene cadentia reparando, postmodum etiam cum preter predictas expensas ad expendendum adhuc in predictarum domorum meliorationem triginta librarum parisiensium se nobis astrinxisset, ad petitionem ipsius, de communi consensu eidem concessimus

quod quicquid de predictis domibus post decessum ipsius haberi poterit, canonicis qui ejusdem decani anniversario interfuerint dividatur, exceptis tamen sex libris que in anniversariis Letoldi subdecani, Nicholai et Galteri, nepotum ipsius, distribuentur, exceptis etiam viginti solidis de proventibus ejusdem domus qui singulis annis per ebdomedarium sacerdotem distribuentur clericis chori nostri qui in Adventu Domini in diebus profestis matutinis ad salmodiam de dicta interfuerint, et matutinis mortuorum que singulis diebus profestis debent dici, etiam si anniversarium in vigilia fuerit celebratum. Hoc autem ideo eidem concessimus, quia viginti libras quas ad hoc faciendum promiserat et multo amplius de consensu et licentia nostra in coopertura predicte domus de ardesia, in granariis et in aliis eidem domui necessariis faciendis utiliter posuit et expendit. Preterea concessimus eidem decano quod omnes proventus vinearum omnium quas plantavit in loco qui Campus Rotundus dicitur post decessum ipsius canonicis qui ejus anniversario interfuerint distribuatur. Concessimus etiam eidem quod proventus domus quam edifficavit juxta turrim nostram in claustro, post mortem Leberti nepotis sui qui eam quamdiu vixerit tenebit, post mortem tamen ipsius decani in ipsius decani anniversario canonicis qui interfuerint distribuatur. Idem etiam Lebertus, si supervixerit decano, sub pensione decem solidorum domum illam quamdiu vixerit tenebit, qui similiter in anniversario ejusdem decani canonicis qui interfuerint dividentur. Ad hec eidem decano concessimus quod pro stacunculis que fecit a dextris et a sinistris juxta portam claustri nostri versus Sanctam Mariam Boni Nuncii, que post mortem ipsius nostra erunt, nutriciis qui anniversario ejus interfuerint singulis annis triginta solidos dividi faciemus. Actum anno Domini MCC tricesimo, mense octobri.

CCXXVII

Février 1232

Hervé de Courmemin engage au chapitre sa dîme de Soings pour 120 livres parisis.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G. 377.)

Philippus, Dei gracia Aurelianensis episcopus, universis presentes litteras inspecturis salutem in Domino. Noverint universi quod in nostra presentia constitutus Herveus de Curia Maximini, miles, recognovit se decimam suam de Soemio dilectis filiis decano et capitulo Aurelianensibus pro sexcies viginti libris parisiensium titulo pignoris obligasse, de qua pecunie summa recognovit idem miles se habuisse plenarium pagamentum et de eadem pecunia se tenuit integre pro pagato, fide prestita promittens quod dictam decimam prefatis decano et capitulo contra omnes garantiet bona fide. Hersandis vero, mater dicti Hervei, et Amelina, uxor ejusdem, dictam obligacionem volentes et liberaliter approbantes fide prestita promiserunt quod contra eamdem obligacionem per se vel per alios in posterum non venirent. Renaudus etiam de Brutolio, de cujus feodo dicta decima primo loco movere dicitur, et Hato Cigoigniaux, de cujus feodo eadem decima secundo loco asseritur movere, milites, obligationem predictam laudaverunt et approbaverunt et fide media liberaliter concesserunt. Preterea idem Renaudus de Brutolio, miles, necnon et Aubertus de Fossatis de jamdicta decima prefatis decano et capitulo legitime garentienda per fidem astricti plegii extiterunt. In cujus rei memoriam et testimonium presentes litteras ad requisicionem parcium fieri fecimus et sigilli nostri munimine roborari. Actum anno Domini MCC tricesimo primo, mense februario.

CCXXVIII

Juin 1232

Jean et Erembour, sa femme, vendent à Ste-Croix deux arpents et demi de pré à Mareau, pour 12 livres parisis.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G. 348.)

Omnibus presentes litteras inspecturis, magister Robertus, officialis Aurelianensis, in Domino salutem. Noverint universi quod in nostra presencia constituti Johannes et Eremburgis uxor ejus recognoverunt se vendidisse decano et capitulo Sancte Crucis Aurelianensis duo arpenta et dimidium pratorum que habebant apud Marolium, ut dicebant, partim in censiva Sancti Benedicti et partim in censiva Stephani de Portu pro duodecim libris parisiensium, de quibus ipsi Johannes et uxor ejus se tenuerunt coram nobis integre pro pagatis, fide prestita promittentes quod in dictis pratis per se vel per alios nichil decetero reclamabunt nec facient reclamari, immo dictam vendicionem predictis decano et capitulo ad usus et consuetudines Aurelianenses legitime garentient contra omnes. De qua etiam vendicione predictis decano et capitulo prout dictum est garentienda, Ebrardus Philipi et Gaufridus Barbarius pro dictis Johanne et uxore ejus plegii extiterunt. Preterea Odelina, mater dicte Eremburgis, dictam vendicionem volens et approbans fide media renunciavit omni juri quod in dictis pratis racione dotalicii seu etiam alia quacumque ex causa habere poterat aut debebat. In cujus rei memoriam ac testimonium presentes litteras ad requisicionem partium, salvo jure domini episcopi in omnia, fieri fecimus et sigillo Aurelianensis curie roborari. Actum anno incarnationis Domini MCC tricesimo secundo, mense junio.

CCXXIX

Juillet 1232

Jean, curé de Fontaines, approuve le don fait au chapitre par l'évêque Manassé, des dîmes des novales de sa paroisse.

(Orig. sur parch. Arch. du Loiret, G. 325).

Philippus, Dei gracia Aurelianensis episcopus, omnibus presentes litteras inspecturis salutem in Domino. Noverint universi quod Johannes, curatus ecclesie de Fontanis, in nostra presentia constitutus, donationem et concessionem quam bone memorie Manasses, quondam Aurelianensis episcopus predecessor noster, fecerat decano et capitulo Aurelianensibus de decimis novalium parrochie de Fontanis voluit, concessit et etiam approbavit. In cujus rei memoriam et testimonium presentes litteras ad petitionem dicti Johannis fieri fecimus et sigilli nostri munimine roborari. Actum anno Domini MCCXXX secundo, mense julio.

CCXXX

25 avril 1233

Engagement par Jean Bois, chevalier, de sa dîme d'Aulnay au chapitre, pour 200 livres parisis.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G.)

Reverendo patri ac domino G[alterio], Dei gratia Senonensi archiepiscopo, M. decanus Stampensis salutem et se totum ad pedes. Noverit paternitas vestra quod Johannes dictus Bois, miles, in mea presencia constitutus, et Acelina uxor sua in mea

presentia constituta, impignoraverunt capitulo Sancte Crucis Aurelianensis quicquid habent in decima de Alneto ex hereditate dicte Aceline, ut asserebant, movente, pro ducentis libris parisiensibus, fide corporali in manu nostra prestita firmiter promittentes quod contra dictam impignorationem per se vel per alios non venirent, immo prefatam decimam jamdicto capitulo garentirent legitime contra omnes quamdiu duraret impignoratio supradicta. Fulco autem de Alneto, miles, de cujus feodo dicta decima movere dicebatur, impignorationem prefatam, ad petitionem Johannis et Aceline uxoris ejus, tanquam dominus feodalis, quocienscumque opus fuerit, garantizabit capitulo memorato. De qua eciam garancia predicto capitulo super eadem decima facienda et de dampnis sive deperditis, si que idem capitulum pro defectu dicti Johannis vel Aceline uxoris ejus sustineret, eidem plenarie restituendis, Johannes de Curciaco, Ferricus de Corceles, Robertus de Maugacuria et Adam de Montcleardo junior, milites, se pro dictis Johanne et Acelina uxore ejus erga predictum capitulum plegios et quilibet in solidum obligarunt, fide media promittentes quod si sepedictum capitulum dampna aliqua vel deperdita pro defectu dicti Johannis vel Aceline uxoris ejus sustinuerit, ipsi, infra octo dies posteaquam super hoc fuerint requisiti, apud Stampas corporalem tenebunt prisionem, donec eidem capitulo super dampnis illis et deperditis fuerit plenarie satisfactum. Paternitati autem vestre significo quod ego, ad mandatum vestrum, super dicta impignoratione laudationes et plegiationes recepi, prout in presentibus litteris continetur; voluerunt siquidem dicti Johannes et Acelina uxor sua et concesserunt ut supra predictis conventionibus litteras vestras faciatis et eas factas domino Johanni de Curciaco, Aurelianensi canonico, sine contradictione tradatis. In cujus rei memoriam, ad parcium instanciam et plegiorum, presentes litteras sigilli mei munimine roboravi. Actum anno Domini millesimo ducentesimo tricesimo tercio, in festo beati Marci evangeliste.

CCXXXI

Décembre 1233

Les chapelains de Ste-Madeleine en l'église d'Orléans échangent trois quartiers de vigne à Guignegaut contre une pièce de vigne à la Croix-Boissée.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G. 427.)

S., officialis curie L[eberti] decani Aurelianensis, universis presentes litteras inspecturis salutem in Domino. Noverint universi quod Arnulfus et Reginaldus, capellani altaris Beate Marie Magdalene, in ecclesia Sancte Crucis Aurelianensis edificati, in nostra presentia constituti, tria quarteria vinearum in loco qui vocatur Ginegaut sita in censiva Evrardi de Corvai, militis, sub precio viginti quinque librarum parisiensium, necnon et quatuordecim libras parisiensium Fulcherio de Montorge et Johanne, uxori ejus, pro quadam pecia vinee apud Crucem Boissee sita in censiva Sancti Laurentii, in eschambium dederunt et concesserunt eis et eorum heredibus in perpetuum pacifice possidenda. Dictus vero Fulcherius et Johanna, uxor ejus, prescriptum eschambium ratum habentes et firmum, supradictam peciam vinee apud dictam Crucem sitam prenominatis capellanis et eorum sucessoribus ratione dicti eschambii concesserunt in perpetuum pacifice possidenda. Prenominata etiam Johanna dotalicium suum, quod in dicta vinea de Cruce se habere dicebat, memoratis capellanis et eorum successoribus spontanea voluntate quitavit, fidemque de non reclamando prestitit corporalem. De isto vero eschambio firmiter tenendo et de garantia modo debito facienda dictus Fulcherus et Johanna uxor ejus fidem prestiterunt corporalem. Actum anno Domini MCCXXX tertio, mense decembri.

CCXXXII

Mai 1234

Pierre de St-Lyé et sa femme Adeline engagent au chapitre pour 60 livres parisis la moitié de toute la dîme de blé qu'ils possédaient à St-Lyé.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G. 377.)

Ph[ilippus], divina permissione Aurelianensis episcopus, omnibus presentes litteras inspecturis salutem in Domino. Noverint universi quod Petrus de Sancto Leto, miles, et Adelina, uxor ejus, in nostra presencia constituti, medietatem tocius decime bladi quam ipsi habent in parrochia Sancti Leti dilectis filiis decano et capitulo Aurelianensibus pro sexaginta libris parisiensium, de quibus se tenuerunt integre coram nobis pro pagatis titulo pignoris obligarunt fide data promittentes *et*[1]... ita tamen quod eidem Petro et ejus uxori et eorum heredibus licebit quandocumque voluerint redimere decimam supradictam solvendo pecuniam memoratam. Dicta vero Adelina, uxor dicti Petri, promisit spontanea per fidem suam quod contra *etc*... Radulfus vero Gascoigne, de cujus feodo predicta decima movere dinoscitur, dictam obligationem coram nobis voluit, concessit et laudavit, fide prestita promittens *etc*... De dicta siquidem garentia, ut dictum est, facienda dictis decano et capitulo, et de dampnis et deperditis eisdem resarciendis, si qua sustinuerint pro defectu dicte garentie, Hemericus de Boisseau, Dyonisius de Chantolio et

[1] On supprimera désormais les formules finales qui commencent à prendre, au XIIIe siècle, un grand développement et allongeraient démesurément la présente publication.

Symon Vovarius, milites, fidejussores per fidem astricti extiterunt. In cujus rei memoriam et testimonium presentes litteras ad requisitionem partium sigilli nostri munimine fecimus roborari. Actum anno Domini MCCXXX quarto, mense maio.

CCXXXIII

Mai 1234

Giraud de Poinville, comme second seigneur, approuve la donation faite par l'évêque Philippe au chapitre du fief de Villiersmartin.

(Orig. sur parch. Arch. du Loiret, G. 374 ; mention *Scriptum*).

Universis presentes litteras inspecturis, Petrus, archidiaconus Stampensis, salutem in Domino. Noverint universi quod Giraldus de Poonvilla, in nostra constitutus presentia, donationem feodi Villaris Martini a venerabili viro Philippo, quondam episcopo Aurelianensi bone memorie, factam ecclesie Sancte Crucis voluit et laudavit tamquam secundus dominus feodi supradicti, et si forte aliquis se offerret qui se diceret esse secundum dominum illius feodi, dictus G. teneretur contra illum et contra omnes illos qui se secundos dominos jamdicti feodi dicerent garantire tamquam secundus dominus feodum sepedictum ; promisit etiam sepedictus G. quod ipse pro posse suo et bona fide procuraret erga fratres et sorores Mabille, uxoris sue, filie Raginaldi de Alneto bone memorie, quod supradictum feodum in partem suam cederet, quamcito ad annos legittimos dicti pueri pervenerint, et hoc idem, scilicet quod dictum feodum in partem sepedicti G. cederet, voluit et concessit et fiduciavit in manu nostra Robinus, primogenitus filiorum supradicti Reginaldi de Alneto. Si vero dictus G. predictas conventiones non observaret, vel non

posset eas sicut supradictum est adimplere, ipse teneretur reddere capitulo Sancte Crucis triginta libras parisiensis monete pro pena, ad cujus pene solutionem se obligavit plegium Henricus frater ejus, miles, fide media si committi contingeret penam illam. Dictus vero Geraldus de supradictis omnibus fideliter observandis fidem in manu nostra prestitit corporalem. Actum anno incarnationis dominice MCC. tricesimo quarto, mense maio.

CCXXXIV

Aulnay, 30 mai 1234

Réception par un chanoine de Sainte-Croix des cautions relativement à l'acte précédent.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G. 374, mention *Scriptum*)

Noverint universi quod cum Geraldus de Poenvilla donationem apud Villare Martini factam capitulo Sancte Crucis Aurelianensis a venerabili viro Philippo, quondam Aurelianensi episcopo, voluisset et laudasset tanquam secundus dominus feodi, et eam teneretur garentire contra omnes qui se secundos dominos illius feodi dicerent, sub pena triginta librarum parisiensis monete solvendarum dicto capitulo si eam garentire non posset, sicut in litteris venerabili viri Petri, Stampensis archidiaconi, super hoc confectis plenius continetur, et teneretur dictus G. dare plegios dicto capitulo tam de garantia quam de pena si eam contingeret committi, et plegios suos non posset commode adducere Aurel[ianis], ego Gilo de Tornecello, canonicus Aurelianensis, missus et specialiter destinatus a capitulo Sancte Crucis pro recipiendis plegiis sepefati G., die martis ante Ascensionem Domini accessi personaliter ad Alnetum, et ibi in domo defuncti Raginaldi de Alneto, quondam

mariti Marie de Alneto, matris Mabille, uxoris sepedicti Geraldi, tam a dicta Mabilla quam a matre ejus Maria fidem recepi nomine capituli de supradictis firmiter observandis. Recepi etiam plegios similiter nomine capituli Sancte Crucis Ferricum de Rubeomonte, Adam de Ligervilla, Guillelmum de Gaudigniaco et Gaufridum fratrem ejus, milites, quorum unusquisque se constituit plegium insolidum et per fidem. Receptioni autem plegiorum supradictorum et fidei corporaliter prestite a dictis Maria et Mabilla presentes interfuerunt Johannes de Veteri vico, miles, et Henricus de Torneello, canonicus Sancti Aniani, et Hugo de Suriaco, clericus, Gaufridus de Gaudigniaco, armiger, Lancelinus de Curciaco et Regnaudus de Poncello. Ego autem Gilo in supradictarum memoriam presentem paginam appositione sigilli mei feci et volui sigillari. Actum apud Alnetum, anno Domini MCCXXX quarto, die martis ante Ascensionem Domini.

CCXXXV

Juillet 1234

Vente au chapitre par Denise, femme de Denis de la Ronce[1], à charge d'une rente viagère de 12 livres parisis, du domaine qu'elle tenait à Auvilliers de son premier mari, Mathieu d'Auvilliers.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G. 307).

Philippus, Dei gracia Aurelianensis episcopus, universis presentes litteras inspecturis salutem in Domino. Noverint universi quod nobilis mulier Dyonisia, de consensu mariti sui

---

[1] Au dos se lit : « *De dotalicio Dyonisie, uxoris Dyonisii militis de Roncia, sito apud Altumvillare vendito capitulo.* »

Dyonisii militis, totum dotalicium suum quod habebat apud Altumvillare, quod quidem ei dedisse dicebatur Matheus de Altovillari, maritus quondam suus, dilectis filiis decano et capitulo Aurelianensi coram nobis vendidit et quitavit sub precio duodecim librarum parisiensium singulis annis quamdiu predicta Dyonisia vixerit eidem vel ejus certo nuncio Aurel[ianis] in festo sancti Remigii solvendorum, sub pena videlicet decem solidorum si die illa pretaxata summa non fuerit persoluta. Non tenebitur autem ipsa vel ejus nuncius pecuniam illam requirere nisi a decano Aurelianensi, vel ab offic[ialibus] ipsius si presens non fuerit decanus. Fieri autem debebit requisitio predicta die illa ita tempestive, quod bursarius capituli de solutione facienda sibi possit competenter precavere. Condictum autem fuit et concessum quod predicta domina terram dotalicii sui ad presens debladabit et fructus terre illius in grangia dotalicii reponet, et licebit ei ibi habere servientem suum usque ad instans festum Omnium Sanctorum, qui gerbas suas et bladum suum custodiat ibidem. Extunc vero nichil ibi de suo remanebit, immo stramina et forragia decano et capitulo remanebunt, sub estimatione tamen et arbitrio boni viri; claves autem columbarii et totius herbergagii statim decano et capitulo tradentur, salvis tamen eidem domine mobilibus sive omnibus que ad presens ibi habet, exceptis columbis. Super predictis autem conventionibus firmiter observandis prenominati Dyonisius et Dyonisia fidem in manu nostra prestiterunt corporalem. Decanus autem et capitulum super hiis litteras tradere eis tenentur sigillo suo sigillatas. Actum anno Domini millesimo ducentesimo tricesimo quarto, mense julio.

CCXXXVI

1235

Le chapitre donne à Aubert de Villepion, en échange de son droit d'usage dans les bois de Planquine, une pièce de 40 arpents de ces bois, à tenir en fief de Sainte-Croix.

(Orig. sur parch. Arch. du Loiret, G.)

Omnibus presentes litteras inspecturis, L[ebertus] decanus et universum Aurelianense capitulum salutem in Domino. Noverint universi quod nos dilecto et fideli nostro Auberto de Vilerpion, militi, et heredibus ejus, pro usuagio quod habebat in nemoribus nostris de Planquena, concessimus et dedimus in eschambium quadraginta arpenta de predictis nemoribus, in una pecia continue comprehensa, ita tamen quod sicut predictum usuagium a nobis tenebat in feodum, ita et eschambium a nobis in feodum tenebunt ipse et heredes ipsius ; hoc siquidem addito et expresso quod nec ipsi nec heredibus ejus nec aliis per eos aut ex parte ipsorum licebit extirpare vel edificare ibidem ; salvo nichilominus in omnibus et per omnia jure domini regis. Actum anno Domini MCC tricesimo quinto.

CCXXXVII

Montbrison, 28 mars 1235.

Exemption de gîte accordée par Guy, comte de Nevers et de Forez, aux hommes du chapitre de Sainte-Croix qui habitent Marcy et à la terre de Sainte-Croix en cette ville.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G.)

Ego Guido, comes Nivernensis et Forenensis, et ego Mathildis comitissa, uxor ejus, notum facimus universis quod cum peteremus gistum nostrum ab hominibus manentibus in villa Marziaci, sita in territorio Nivernensi, nos, amore Dei, pietatis intuitu, necnon et ob remedium animarum nostrarum, homines capituli Sancte Crucis Aurelianensis in dicta villa existentes et terram ipsius capituli Sancte Crucis a predicto gisto nostro quitavimus in perpetuum et quitamus, liberavimus et liberamus, ita quod nos, heredes vel successores nostri ab ipsis hominibus capituli Sancte Crucis Aurelianensis, vel ab heredibus eorumdem hominum, vel ab aliis hominibus memorati capituli Aurelianensis in dicta villa Marziaci manentibus, sive etiam ab ipsa terra ipsius capituli non poterimus de cetero gistum petere vel exigere, vel ab eisdem hominibus de cetero, ratione gisti, aliquid extorquere. In cujus rei testimonium et munimen presentes litteras fecimus sigillorum nostrorum munimine roborari. Datum apud Montem Onisium, anno Domini MCC tricesimo quarto, mense martio, die mercurii proxima ante Pascha floridum.

CCXXXVIII

Janvier 1236

Vente au sous-chantre par Philippe de « Reondello » (du Ronleau ?), pour 60 sous parisis, d'une place du Champ Hégron contiguë au verger du sous-chantre.

(Orig. sur parch. Arch. du Loiret, G. 485).

Officialis Aurelianensis omnibus presentes litteras inspecturis salutem in Domino. Noverint universi quod in nostra presentia constituti Philippus de Reondello, miles, et domina Maria, uxor ejusdem Philippi, quamdam plateam quam habebant in Campo Aguenonis, virguto venerabilis viri M. succentoris Aurelianensis contiguam, in censiva domini Johannis de Magduno sitam, ut dicitur, eidem succentori pro sexaginta solidis parisiensibus vendiderunt et penitus quitaverunt, de quibus LX solidis se tenuerunt dicti Philippus et Maria coram nobis integre pro pagatis, fide prestita promittentes quod ei dicta platea per se vel per alios nichil de cetero reclamabunt vel facient reclamari, immo dictam venditionem prefato succentori vel eis qui ab eo quantum ad hoc causam habuerint guarentient contra omnes. Insuper dicta domina Maria per fidem suam renunciavit omni juri quod in dicta platea ratione dotalicii vel quacunque alia ratione habere poterat vel debebat. In cujus rei memoriam et testimonium presentes litteras de voluntate parcium fecimus fieri et sigilli nostri munimine roborari. Actum anno Domini MCCXXX quinto, mense januario.

CCXXXIX

Février 1236

Vente au sous-chantre par Léger Todrap pour 40 sous parisis d'une place du Champ Hégron contiguë au verger du sous-chantre.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G 440.)

Officialis Aurelianensis omnibus presentes litteras inspecturis salutem in Domino. Noverint universi quod in nostra presentia constituti Legerius Todrap et Thephana, uxor ejusdem Legerii, quamdam plateam quam habebant in Campo Aguenotis, virguto venerabilis viri M. succentoris Aurelianensis contiguam, in censiva domini Johannis de Magduno militis sitam, ut dicitur, eidem succentori pro quadraginta solidis parisiensibus vendiderunt et penitus quitaverunt, de quibus XL.ª solidis se tenuerunt dicti Legerius et Thephana coram nobis integre pro pagatis, fide prestita promittentes quod in dicta platea per se vel per alios nichil de cetero reclamabunt vel facient reclamari, immo dictam venditionem prefato succentori vel eis qui ab eo quantum ad hoc causam habuerint ad usus et consuetudines Aurelianenses guarentient contra omnes. Insuper dicta Thephana per fidem suam renunciavit omni juri quod in dicta platea ratione dotalicii vel quacunque alia ratione habere poterat vel debebat. In cujus rei memoriam et testimonium presentes litteras de voluntate parcium fecimus fieri et sigilli nostri munimine roborari. Actum anno Domini MCCXXX quinto, mense februario.

CCXL

1236

Confirmation par Philippe, évêque d'Orléans, de la concession faite par le doyen Lebert, en 1217, aux curés de son doyenné de disposer des fruits de leurs vignes ayant reçu la première façon au jour de leur décès.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G. 440.)

Ph[ilippus], Dei gratia Aurelianensis episcopus, universis presentes litteras inspecturis salutem in Domino. Noverint universi quod litteras dilecti filii nostri Leberti, decani Aurelianensis, vidimus sub hac forma : *Ego Lebertus* (ch. CLXX)... Nos igitur dictam ordinationem et concessionem supradictam volumus et liberaliter approbamus prout in litteris dicti decani vidimus contineri, et ne ab aliquo imposterum valeat infirmari, ad peticionem decani supradicti dictis presbiteris presentes litteras concedimus sigilli nostri munimine roboratas. Actum anno Domini MCC tricesimo sexto.

CCXLI

1236.

Philippe, évêque d'Orléans, donne au chapitre la dîme de Gidy qu'il a achetée 100 livres parisis aux légataires de son prédécesseur Philippe, et fixe la distribution des revenus. Son successeur pourra la racheter 100 livres au chapitre, mais seulement dans l'année de sa confirmation.

(Orig. en parch. Arch. du Loiret, G. 329.)

Philippus, divina permissione Aurelianensis episcopus, omnibus presentibus et futuris salutem in Domino. Noverint universi quod nos decimam de Gidiaco, quam a legatariis bone memorie Philippi, quondam Aurelianensis episcopi, qui eam acquisierat, de mandato ipsius habuimus, eisdem legatariis centum libras parisiensium persolvendo, dedimus et concedimus capitulo Aurelianensis ecclesie perpetuo possidendam, et de ejus proventibus, eodem capitulo concedente, sic duximus ordinandum, quod in festo beatorum martirum Mauricii sociorumque ejus, quod in eadem ecclesia fiet duplex, sexaginta solidi, videlicet xl^{a} solidi canonicis et xx^{ti} nutriciis dividentur et die anniversarii nostri xl^{a} solidi canonicis similiter parcientur, et si proventus dicte decime plus valuerint, nutricii usque ad sommam xx^{ti} solidorum parcient ex eisdem, quod amplius fuerit die dicti anniversarii inter canonicos dividendo. Si vero successor noster Aurelianensis episcopus voluerit, dictam decimam habere poterit, dictas centum libras dicto capitulo persolvendo, de quibus idem capitulum tenebitur facere emptionem, cujus proventus distribuentur prout superius est expressum, et quoad vixerimus capitulum memoratum annuatim pro nobis missam de Sancto Spiritu certa die loco anniversarii celebrabit. Volumus etiam quod successor noster

Aurelianensis episcopus, infra annum confirmationis sue, teneatur reddere capitulo pro dicta decima centum libras vel eandem capitulo dimittere penitus et quitare. Nos autem in predicte donationis et concessionis testimonium presentes litteras sigilli nostri munimine duximus roborandas. Datum anno Domini MCCXXX sexto.

CCXLII

Villoiseau, août 1236

Assignation par saint Louis, roi de France, à un autel qui doit être élevé pour les clercs massacrés, de 12 livres de rente sur les biens d'Hugues le Bouteiller, et de cent livres pour le mobilier de cet autel sur 200 livres à prendre des biens de Jean Gastin.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G. 492).
(Publ. *Bulletin de la Soc. archéol. de l'Orléanais*, t. VIII, p 510.)

Ludovicus, Dei gratia Francorum rex, dilecto et fideli suo episcopo, et dilectis suis decano et capitulo Aurelianensibus salutem et dilectionem. Noveritis quod bene volumus et placet nobis quod ille duodecim librate redditus, que debent capi in terra Hugonis Buticularii, militis, ponantur in ecclesia Aurelianensi, in quodam altari quod ibi statuetur in perpetuum pro clericis interfectis ; et quod de ducentis libris que debent levari de rebus Johannis Gastin, capiantur centum libre ad ornamenta et libros emendos ad opus altaris supradicti. Actum apud Villam Oiselli juxta Montem Argi, anno Domini MCCXXX sexto, mense augusto.

CCXLIII

Décembre 1236

Assignation par l'abbé et le couvent de Saint-Euverte, sur les vignes du pressoir Tiaut (?) de 4 sous parisis par an pour 32 deniers parisis qu'ils payaient auparavant aux chapelains de Sainte-Marie-Madeleine.

(Copie collationnée sur parch. (XIVe siècle). Arch. du Loiret, G. 427.)

Guilielmus abbas totusque conventus Sancti Evurcii Aurelianensis, omnibus presentes litteras inspecturis salutem in Domino. Noverint universi quod cum nos diu reddere consuevissemus singulis annis certo die, in festo videlicet Sancte Crucis in mayo, triginta et duos denarios parisiensium capellanis altaris sancte Marie Magdalene in ecclesia Sancte Crucis Aurelianensis siti, et predicti capellani dictos denarios peterent tanquam censuales, nobis super hoc diu contra dictos capellanos contendentibus, tandem de bonorum virorum consilio, voluntate et assensu, fuit inter nos ordinatum et compositum quod pro bono pacis predictis capellanis eorumque successoribus reddemus in perpetuum pro triginta duobus denariis quatuor solidos parisiensium annuatim in festo Sancte Crucis in maio super vineas apud pressorium Tiaut (?) assignatos, ita tamen quod nec predicti capellani nec eorum successores a nobis occasione triginta duorum denariorum aliquid aliud poterunt repetere, nec relevaciones nec redevencias aliquas nisi tantummodo quatuor solidos memoratos, preter emendam si per negligenciam eorum prefixo termino non reddentur predictis capellanis eorumque successoribus, que summam quinque solidorum parisiensium non excedet. In cujus rei fidem et testimonium presentibus litteris sigilla nostra duximus apponenda. Actum anno Domini millesimo CC tricesimo sexto, mense decembri.

CCXLIV

Décembre 1236

Melissande, fille de feu Foulques d'Allainville, cède au chapitre ses droits sur 3 sous de cens à Villiers-Martin.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G. 374 ; mention *Scriptum.*)

Omnibus presentes litteras inspecturis, M. decanus Stanpensis, in Domino salutem. Noverint universi quod Milissandis, quondam filia Fulconis de Aleinvilla, militis, in nostra presentia constituta, quicquid juris habebat seu habere poterat quocunque jure, in tribus solidis censualibus qui de territorio de Villermartini debebantur, decano et capitulo Aurelianensibus contulit et quitavit in perpetuum pacifice possidendum, fide corporali prestita promittens quod in dictis tribus solidis per se vel per alios nichil decetero reclamaret, immo contra coheredes suos predictis decano et capitulo Aurelianensibus garentiet. Promisit etiam dicta Milissandis quod infra mensem postquam fuerit maritata et fuerit requisita a dicto capitulo, a marito suo hoc idem concedi, laudari faciet et quitari. De hiis autem que superius sunt expressa tenendis et firmiter observandis erga dictos decanum et capitulum Aurelianenses, per fidem suam in manu nostra prestitam Hugo de Mouralle, miles, Johannes de Aleinvilla, frater dicte Milissandis, sub pena viginti librarum parisiensium plegii extiterunt. In cujus rei memoriam et textimonium presentes litteras ad petitionem dictorum Hugonis, Johannis et Milissandis fieri fecimus et sigillo nostro sigillari. Datum anno Domini MCCXXX sexto, mense decembri.

CCXLV

Décembre 1256

Assignation par Jean Le Poussin, clerc du roi, et Adam Le Panetier, bailli d'Étampes, sur 48 arpents de terre moins un quartier sis à Luyères, entre Saint-Germain et le château, des 12 livres de rente auxquelles le roi a condamné Hugues le Bouteiller pour le meurtre des clercs.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G. 492.)

(Pub. *Bulletins de la Soc. Archéol. de l'Orléanais*, t. VIII, p. 510.)

Magister Johannes dictus Pullus, clericus domini Regis, et Adam Panetarius, baillivus Stampensis, universis presentes litteras inspecturis in Domino salutem. Notum facimus quod cum karissimus dominus noster Ludovicus, rex Francorum illustris, occasione enormis forefacti quod super occisione clericorum facta Aurelianis Hugoni Buticulario, militi, imponebatur, per dictum suum et ordinationem suam retinuit de terra ejusdem Hugonis Buticularii, militis, duodecim libratas annui redditus, ad opus cujusdam capellanie Aurelianis faciende pro animabus ipsorum clericorum occisorum et aliorum fidelium, nos, de voluntate et speciali mandato ejusdem domini regis, quadraginta et octo arpenta terre, uno quarterio minus, sita apud Lueres, inter Sanctum Germanum et fortericiam de Lueriis, juxta Haias, pro dictis duodecim libratis annui redditus ad opus prefate capellanie assignavimus et tradidimus capitulo Aurelianensi, in quadam pecia continua, sicut, nobis presentibus, mensurata fuerunt et metata. Hanc autem assignationem et traditionem factam capitulo memorato voluit et concessit idem Hugo Buticularius coram nobis, promittens fide prestita corporali quod in prefatis quadraginta et octo arpentis terre nichil per se vel per alium decetero recla-

mabit. Hanc etiam assignationem et traditionem Willelmus Buticularius, miles, a quo dictus Hugo dictam terram, nullo intermedio, tenebat in feodum, coram nobis concessit, voluit et laudavit. Karissima etiam domina Isenburgis, Francorum regina illustris, a qua idem Willelmus feodum dicte terre, ratione dotalicii sui, immediate tenebat, prenominatam assignationem et traditionem concessit, voluit et laudavit. Eustachia etiam, uxor dicti Hugonis Buticularii, sepedictam assignationem et traditionem voluit et concessit, fide prestita corporali promittens quod ratione dotalicii vel alia quacumque ratione nichil decetero in dicta terra per se vel per alium reclamabit. Actum Aurelianis, anno Domini MCC tricesimo sexto, mense decembri.

CCXLVI

Décembre 1236

Hugues le Bouteiller ratifie la précédente assignation.

(Orig. sur parch. Arch. du Loiret, G. 492).

(Pub. *Bulletins de la Soc. Archéol. de l'Orléanais*, t. VIII, p. 510).

Ego Hugo Buticularius, miles, notum facio universis presentes litteras inspecturis, quod cum karissimus dominus meus Ludovicus, rex Francorum illustris, occasione cujusdam facti quod super occisione clericorum Aurelianis facta michi imponebatur, per dictum et ordinationem suam duodecim libratas terre mee, ad opus cujusdam capellanie, Aurelianis faciende, retinuerit, et dilecti mei magister Johannes dictus Pullus, clericus ejusdem domini regis, et Adam Panetarius, baillivus Stampensis, de mandato ipsius domini regis pro dictis duodecim libratis annui redditus ad opus dicte capellanie assignaverint et tradiderint capitulo Aurelia-

sensi quadraginta et octo arpenta terre, uno qualerio minus, sita apud Loieres, inter Sanctum Germanum et forteriam de Loiéres, juxta Haias ; ego, in mea libera potestate constitutus, tam ordinationem ab ipso domino rege factam, quam etiam assignationem et traditionem a prenominatis J. et A. factam capitulo memorato ratam habeo pariter et acceptam ; promittens et fidem corporalem prestans quod in dictis quadraginta et octo arpentis terre, uno quarterio minus, nichil per me vel per alium decetero reclamabo. Eustachia etiam, uxor mea, ad preces meas, tam ordinationem premissam quam etiam assignationem et traditionem supradictam spontanea voluit et concessit, promittens et fidem corporalem prestans quod in dicta terra, sicut dictum est assignata et tradita, ratione dotalicii vel alia quacumque ratione per se vel per alium nichil decetero reclamabit. In cujus rei testimonium presentes litteras sigilli mei munimine roboravi. Actum anno Domini MCC tricesimo sexto, mense decembri.

CCXLVII

La Cour-Dieu, décembre 1236.

Ratification par la reine Ingeburge de l'assignation faite sur les terres de Loyères, qui font partie de son douaire.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G. 192. — Copie Bib. Nat. Moreau 152, 40, d'après le cartulaire, f° 50 v°.)

(Pub. *Bulletins de la Soc. Archéol. de l'Orléanais*, t. VIII, p. 512.)

I. Dei gratia Francorum regina, universis ad quos littere presentes pervenerint salutem in Domino. Notum facimus quod cum karissimus noster Ludovicus, rex Francorum illustris, occasione enormis facti quod, pro occisione clericorum Aurelianis facta, dilecto nostro Hugoni Buticulario, militi,

imponebatur, per dictum suum et ordinationem suam retinuerit duodecim libratas terre ejusdem Hugonis ad opus cujusdam capellanie Aurelianis faciende ; et dilecti nostri magister Johannes dictus Pullus, ejusdem regis clericus, et Adam Panetarius, baillivus Stempensis, ad opus dicte capellanie pro duodecim libratis annui redditus assignaverint et tradiderint capitulo Aurelianensi quadraginta et octo arpenta terre, uno quaterio minus, sita apud Luières, inter Sanctum Germanum et fortericiam de Luieriis, juxta Haias, de voluntate ipsius regis et nostra ; nos, de cujus feodo dicta terra, ratione dotalicii nostri, movet, dictam assignationem et traditionem gratam habemus, volumus et laudamus. In cujus rei testimonium presentibus litteris sigillum nostrum duximus apponendum. Actum apud Curiam Dei, anno Domini MCC tricesimo sexto, mense decembri.

CCXLVIII

La Cour-Dieu, décembre 1236.

La reine Ingeburge, veuve de Philippe-Auguste, scelle l'approbation, par Guillaume Le Bouteiller, de l'assignation faite sur les terres de Luyères, qui sont mouvantes de lui en fief.

(Pub. *Bulletins de la Soc. Archéol. de l'Orléanais*, t. VIII, p. 513.)

I. Dei gratia Francorum regina, universis ad quos littere presentes pervenerint salutem in Domino. Notum facimus quod dilectus et fidelis noster Willelmus Buticularius, miles, in nostra presentia constitutus, assignationem et traditionem quadraginta et octo arpentorum terre, uno quarterio minus, de feodo suo moventium, que fuerunt Hugonis Buticularii, militis, quam dilecti nostri magister Johannes dictus Pullus et Adam Panetarius, baillivus Stampensis, fecerunt capitulo

Aurelianensi, de speciali mandato karissimi nostri Ludovici, regis Francorum illustris, concessit, voluit et laudavit, et, cum proprium sigillum non haberet, nos rogavit ut presentibus litteris sigillum nostrum apponeremus. Nos vero, ipsius precibus annuentes, in hujus rei testimonium presentibus litteris sigillum nostrum duximus apponendum. Actum apud Curiam Dei, anno Domini MCC tricesimo sexto, mense decembri.

CCXLIX

Décembre 1236

L'abbé de la Cour Dieu abandonne au chapitre la cinquième partie des 48 arpents de terre de Luyères, dont Hugues Le Bouteiller avait gratifié son couvent.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G. 492. — Copie Bib. Nat. Coll. Moreau 102 (30), d'après le cartulaire, f° 29 v°.)

(Pub. *Bulletins de la Soc. Archéol. de l'Orléanais*, t. VIII, p. 511.)

Universis presentes litteras inspecturis, frater W. (*sic*), dictus abbas Curie Dei, totusque ejusdem loci conventus salutem in Domino. Notum facimus quod cum Hugo Buticularius, miles, quintam partem in quadraginta et octo arpentis terre sue, uno quarterio minus, que de mandato domini regis ad opus cujusdam capellanie faciende Aurelianis, occasione clericorum interfectorum, capitulo Aurelianensi assignata sunt et tradita, nobis in elemosinam contulisset, nos, ad preces dicti Hugonis, quitavimus penitus quintam partem terre superius memorate capitulo supradicto. In cujus rei testimonium presentibus litteris sigillum nostrum duximus apponendum. Actum anno Domini MCC tricesimo sexto, mense decembri.

CCL

Meulant, janvier 1237

Saint-Louis, roi de France, vidime et approuve l'assignation faite par Jean le Poussin et Adam le Panetier.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G. 492.)
(Pub. *Bulletins de la Soc. Archéol. de l'Orléanais*, t. VIII, p. 514.)

Ludovicus, Dei gratia Francorum rex, notum facimus quod nos litteras Hugonis Buticularii, militis, vidimus in hec verba..... (*ch. CCXLVI*).

Nos autem prenominatam assignationem et traditionem dicte terre, que de nostro movet feodo, factam capitulo Aurelianensi a prefatis Johanne, clerico nostro, et A. Panetario, nostro tunc ballivo Stampensi, volumus et approbamus. In cujus rei testimonium presentibus litteris sigillum nostrum duximus apponendum. Actum apud Mellentum, anno Domini MCC tricesimo sexto, mense januario.

CCLI

Mardi 9 juin 1237

Les évêques de Paris et de Meaux, députés vers le roi par le concile de la province de Sens, obtiennent de lui qu'il restitue les gages des chapitres de Sens, Orléans et Auxerre et se désiste jusqu'à nouvel ordre de sa demande de secours armé.

(Orig. sc. parch. Arch. Nat. J. 2[illegible]6, 2.)

(Pub. Teulet, *Layettes du Trésor des chartes*, t. II, p. 346).

Universis presentes litteras inspecturis G[uillelmus] Parisiensis, P[etrus] Meldensis Dei gratia episcopi, salutem in Domino. Notum facimus quod cum karissimus dominus noster Ludovicus, Francorum rex illustris, teneret pignora capitulorum scilicet Senonensis, Aurelianensis et Autissiodorensis pro auxilio exercitus quod petebat ab eis, nos, nuntii missi ad eum a concilio provincie Senonensis, supplicavimus eidem domino regi ex parte concilii et ex parte nostra quod dicta pignora redderet, et auxilium quod petebat in sua sufferentia poneret quamdiu vellet et secundum quod ei placeret. Ipse vero, benigne ac liberaliter nostris precibus acquiescens, pro amore nostrum duorum, pignora supradicta reddidit et dictum auxilium in sua sufferentia, sicut dictum est, posuit, salvo jure suo in omnibus et per omnia. In cujus rei memoriam perpetuam presentibus litteris sigilla nostra duximus apponenda. Actum anno Domini MCCXXX septimo, die martis proxima ante festum sancti Barnabe apostoli.

CCLII

16 octobre 1237

Le chapitre accorde au chanoine Simon de Ligny, par égard aux améliorations opérées en ses maisons, que 40 sous sur leurs loyers seront distribués en son anniversaire et en celui de son oncle Régnaud de Ligny, archiprêtre, le reste desdits loyers devant l'être à l'anniversaire de Manassé, chévecier.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G. 440.)

L[ebertus] decanus totumque capitulum Aurelianense, universis presentes litteras inspecturis salutem in Domino Salvatore. Noveritis quod nos, considerantes meliorationem quam magister Symon de Ligniaco, concanonicus noster, fecit in domibus suis, concessimus eidem quod in anniversario ejus et avunculi sui Raginaldi de Ligniaco, archipresbiteri et concanonici nostri, eodem die in ecclesia nostra pariter et in perpetuum celebrando, distribuemus quadraginta solidos de pensione domorum earumdem, salvo residuo pensionis ipsarum domorum ultra dictos quadraginta solidos, quod in anniversario pie recordationis Manasse, capicerii Aurelianensis, distribuetur. Datum anno Domini MCC tricesimo septimo, die veneris ante festum beati Luce euvangeliste.

CCLIII

Novembre 1238

Sentence arbitrale de Geoffroy de Balli et de Guillaume de Péronville sur certains points, et du doyen Lebert sur certains autres, débattus entre le chapitre et Hubert de Péronville au sujet des coutumes de Villequoy.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G. 441.)

L[ebertus], decanus Aurelianensis, universis presentes litteras inspecturis salutem in Domino. Noverint universi quod cum verteretur contencio inter capitulum Aurelianense et homines de villa Galli, ex una parte, et Hubertum de Espesonvilla, ex altera, super eo quod dictus Hubertus dicebat quod retractus aque communis de villa Galli erat communis sibi et capitulo sicut aqua, et super eo quod dictus H. dicebat quod dicti homines de villa Galli debebant panes rogationum in domum suam propriam portare, et super eo quod dictus H. volebat justiciare dictos homines in domo sua propria, cum dicta domus esset de villa, ut dicebat, et etiam super eo quod dictus H. dicebat quod possessores masurarum honera et redditus masurarum assignatos super masuras dicto H. pro rata eorum que possidebant de masuris solvere tenebantur, et super eo etiam quod dictus H. dicebat quod cum arpenta juncta essent masuris ipsi homines arpenta sua augmentaverant ut honera campipartis evitarent, unde petebat dictus H. dicta arpenta et omnia alia arpenta ejusdem ville, que legitimam mensuram arpentorum excedebant, mensurari ; que omnia dictum capitulum et dicti homines facere recusabant, dictum vero capitulum et dicti homines ex adverso dicebant quod quedam semita debebat esse juxta propriam domum dicti H., quam dictus H. obturaverat, unde petebant dictam clausu-

ram semite removeri. Tandem, habito bonorum virorum consilio super dictis contentionibus et super omnibus aliis, compromissum fuit in magistrum Gaufridum de Bulli, concanonicum nostrum, et Willelmum de Espesonvilla, clericum, in hunc modum quod, si dicti arbitri super dictis contentionibus vel super aliqua earundem concordare nequirent, nos tercium advocarent, et quicquid super premissis de quibus dicti arbitri discordarent cum altero illorum vel etiam solus disponeremus, vel ectiam sententiaremus, predicte partes fideliter observarent. Istam vero compromissionem dictum capitulum et dicti homines sub pena viginti librarum et dictus Hubertus per fidem et sub eadem pena promiserunt fideliter observare. Cum dicti arbitri in arbitrio processissent et super duobus articulis tantummodo concordassent, super aliis nos tercium advocarunt. Postea, die lune post festum sancti Dyonisii in capitulo Aurelianensi partibus assignata, et partibus presentibus, coram dictis arbitris et postulantibus dictas contentiones per diffinitivam sententiam a dictis arbitris terminari, cum dictus magister G. de Bulli et dictus Willelmus de Espesonvilla in hoc concordassent quod clausura semite removeretur, ita quod dicti homines per dictam semitam possent libere profiscisci, et in hoc quod masurarum possessores masurarum honera sequerentur, et super hiis dicta die diffinitivam sentenciam protulissent, nos super aliis articulis in quibus dicti arbitri discordabant diffinitive sentenciavimus in hunc modum, videlicet quod arpenta retractui aque conjuncta mensurabuntur, et residuum quod erit ex parte aque ultra mensuram legittimam capitulo et Huberto quitum et liberum remanebit, similiter alia arpenta mensurabuntur et ad mensuram legittimam reducentur. Hubertus vero dictos homines de villa Galli in sua domo, cum sit de villa, justiciabit de pertinentibus ad suam justiciam, videlicet de consuetudinibus suis, et ibi in propriam domum suam panes rogationum dicti homines adportabunt. Dicti vero homines masuras suas aque contiguas usque ad aquam prosequentur, et acrescet eis aque retractus

quamdiu non erit ibi aqua, et capitulum et Hubertus aquam prosequentur quantum latius se extendet. Nos vero in hujus rei fidem et testimonium presentes litteras sigilli nostri munimine fecimus roborari. Actum anno Domini MCCXXXVIII, mense novembri.

CCLIV

Décembre 1238

Vente au chapitre par Étienne Le Coche, clerc, pour 36 livres tournois, de sa dîme en 17 arpents et demi de vignes à Solereau, près l'Orme-Saint-Aignan.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G. 339.)

Omnibus presentes litteras inspecturis, officialis Aurelianensis salutem in Domino. Noverint universi quod constitutus coram nobis magister Stephanus Le Coche, clericus, vendidit venerabilibus viris decano et capitulo Aurelianensibus pro triginta et quinque libris parisiensium, de quibus in numerata pecunia tenuit se pro pagato, quandam decimam suam non afforatam in decem et septem et dimidio arpentis vinearum sitis in loco qui dicitur Solereau versus ulmum Sancti Aniani, et novem solidos census annui, duabus denariatis et obolo minus, super easdem vineas libera, quieta et immunia ab omni dominio et honere et qualibet exactione, fide prestita in manu nostra promitens quod circa dictam venditionem per se vel per alios decetero non veniet, immo ad usus et consuetudines Aurelianenses dictis emptoribus legittime garantiret. De dicta autem venditione Johannes Imperatoris et Johannes Mercatoris, milites, et Odo Cointet, canonicus Magdunensis, per fidem ad mandatum et preces dicti Stephani Le Coche se plegios statuerunt. In cujus rei memoriam et testimonium

presentes litteras ad petitionem dictarum partium sigillo curie Aurelianensis fecimus roborari. Actum anno Domini MCCXXX octavo, mense decembri.

CCLV

7 janvier 1239

Vente au chapitre par le doyen Lebert de 4 arpents de vignes avec pressoir près la banlieue, vers Fleury-aux-Choux, pour 120 livres parisis.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G. 376 ; mention *Scriptum.*)

Ego Lebertus, Aurelianensis decanus, notum facio omnibus tam presentibus quam futuris quod ego vendidi capitulo Aurelianensi pro centum viginti libris parisiensium, de quibus sum pagatus, quatuor arpenta vinearum cum pressorio, apud banlivam versus Floriacum sita, de quibus dixi et promisi tria arpenta ab omni censu et decima libera esse et quieta, quartum vero dixi esse de decima ejusdem capituli et de censu illorum qui dicuntur Latroilles. Promisi autem eidem capitulo quod de eadem venditione legitimam ei faciam garentiam ad usus et consuetudines Aurelianenses. Actum anno Domini MCCXXXVIII, in crastino Epiphanie.

CCLVI

7 janvier 1239

Agnès, veuve de Geoffroy du Coudray, sœur du doyen Lebert, et Gilles de Brissy, son neveu, approuvent la vente ci-dessus.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G. 376 ; mention *Scriptum*.)

Magister G. de Bulli, officialis Aurelianensis, universis presentes litteras inspecturis salutem in Domino. Noverint universi quod cum venerabilis L[ebertus], decanus Aurelianensis, capitulo Aurelianensi vendidisset vineas suas cum pressorio, sitas apud banlivam versus Floriacum, Agnes relicta Gaufridi de Codreio, militis, soror ejusdem decani, et Gilo de Brissi, nepos ipsius, venditionem illam ad preces ejusdem decani coram nobis concesserunt et laudaverunt et per fidei corporalis dationem in manu nostra prestitam promiserunt quod contra venditionem illam nullo unquam tempore per se vel per alium venire attemptarent. Actum anno Domini MCCXXX octavo, in crastino Epiphanie.

CCLVII

Février 1240

Henri, doyen de St-Pierre-le-Puellier, exécuteur testamentaire d'Hugues le Cop, chevalier, vend à Régnaud, archidiacre de Sologne, au prix de 25 livres parisis, toute la dîme grosse et menue que ledit chevalier tenait d'Hervé Sanzavoir à Josnes au lieu dit Izy.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G.)

Omnibus presentes litteras inspecturis, officialis Aurelianensis salutem in Domino. Noverint universi quod in nostra presentia constitutus Henricus, decanus Sancti Petri Puellarum Aurelianensis, exequtor testamenti Hugonis Le Cop, militis, totam decimam tam grossam quam minutam quam idem defunctus tenebat dum vivebat ab Herveo dicto Sanzavoir, sitam in parochia de Jaunna apud locum qui Iriacum vulgariter nuncupatur, in qua decima percipit presbiter de Jaunna duodecim minas, videlicet sex avene et sex mixteoli annuatim, vendidit et quitavit viro venerabili Raginaldo, archidiacono Sigalonie, nomine et ad opus ecclesie Aurelianensis, precio viginti quinque librarum parisiensium de quibus dictus decanus coram nobis se tenuit integre pro pagato, fide data promittens se dictam venditionem garantiturum ad usus et consuetudines Aurelianenses dicto archidiacono et ecclesie Aurelianensi. Hanc autem venditionem voluerunt Auda, mater dicti defuncti Hugonis, et Gricia, relicta ejusdem Hugonis. Johannes et Helisendes, dicte relicte filii, concesserunt fide media promittentes quod in dicta decima ratione dotalicii vel alia quacumque de causa nichil decetero reclamabunt. Preterea dictus Herveus, de cujus feodo dicta decima primo loco movere dicitur, et Reginaldus Sanzavoir, miles, de cujus feodo

secundo loco movet ut dicitur dicta decima, laudaverunt et approbaverunt venditionem antedictam et suum feodum amortificaverunt, promittentes, *etc*... In cujus rei memoriam et testimonium presentes litteras ad petitionem partium sigilli nostri munimine fecimus roborari. Datum anno Domini MCC tricesimo nono, mense februario.

CCLVIII

Février 1240

Don par Regnaud, archidiacre de Sologne, au chapitre de Ste-Croix, de la dîme achetée par lui, en la paroisse de Josnes, d'Henri, doyen de St-Pierre-le-Puellier, pour les revenus en être distribués à la fête de Ste-Catherine, partie aux chanoines et partie aux nourriers.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G. 333).

Universis presentes litteras inspecturis Raginaldus, archidiaconus Sigalonnie, salutem in Domino. Noverint universi quod ego dedi et concessi ecclesie Aurelianensi decimam sitam in parrochia de Jaunna, quam emeram ab Henrico, decano Sancti Petri Puellarum Aurelianensis, ad opus festi sancte Katerine, ita quod proventus dicte decime in dicto festo partim canonicis dicte ecclesie Aurelianensis et partim nutriciis ejusdem ecclesie juxta ordinationem decani et capituli Aurelianensis distribuentur. Actum anno Domini MCC tricesimo nono, mense februario.

CCLIX

Janvier 1241

Décision arbitrale de l'évêque Guillaume et du doyen, accordant que l'abbé de St-Euverte, lorsqu'il sera semainier dans la cathédrale, percevra les anniversaires et le pain comme s'il était chanoine.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G. 271.)

Guillelmus, divina permissione Aurelianensis episcopus, omnibus ad quos presentes littere pervenerint salutem in Domino. Noverint universi quod cum contentio esset inter dilectos filios abbatem et conventum Sancti Evurcii, ex una parte, et decanum et capitulum Aurelianenses, ex altera, super percipiendis anniversariis a dicto abbate in ecclesia eorumdem, dicte partes de bonorum virorum consilio in nos et dictum decanum haut et bas compromiserunt. Nos vero duo de consensu partium taliter ordinamus, videlicet quod idem abbas et ejus successores, quandocumque facient personaliter septimanam in ecclesia majori, ipsi percipient anniversaria et panem ex integro sicut unus canonicorum. Quod ut ratum et notum permaneat nos et dictus decanus presentes litteras sigillorum nostrorum munimine duximus roborandas. Actum anno Domini MCC quadragesimo, mense januario.

CCLX

Mars 1241

Guillaume, évêque d'Orléans, érige en fête double la fête de S. Nicaise et affecte à sa célébration 50 sous de rente sur la mairie du châtelet de Jargeau et la vigne située au milieu de son clos, à distribuer 40 sous aux chanoines et 10 sous aux clercs du chœur.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G. 245).

Guillelmus, divina miseratione Aurelianensis episcopus, omnibus presentes litteras inspecturis salutem in Domino. Noveritis nos assensu et voluntate capituli nostri Aurelianensis instituisse festum beati Nichasii in ecclesia Aurelianensi festum dupplex a modo celebrandum. Volumus autem ut antiphone et responsoria propria de eodem sancto in festo eodem ad matutinas et horas alias decantentur. Nos vero in honorem ejusdem sancti damus et concedimus ecclesie Aurelianensi quinquaginta solidos annui redditus percipiendos in majoria de castelleto Jargegilensi et in arpento vinee quod est in medio clausi nostri, que tempore nostro adquisivimus, et obligamus nos ipsos ad solutionem dicte pecunie in dicto festo et quoslibet alios dictarum rerum possessores. Ceterum volumus et ordinamus ut de dicta pecunia canonicis quadraginta solidi et clericis de choro decem solidi distribuantur secundum dispositionem decani qui nunc est et capituli Aurelianensis, infra mensem a tempore recepcionis presencium computandum faciendam secundum quod celebritati ejusdem festi magis viderint expedire. In cujus rei testimonium sigillum nostrum presentibus litteris duximus apponendum. Datum anno Domini MCC quadragesimo, mense marcio.

CCLXI

Mars 1242

Louis d'Augerville, chevalier, donne en mainmorte au chapitre 9 arpents de terre et deux hôtes, en la paroisse d'Aulnay, qui furent naguère au sous-doyen Payen.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G.)

Universis presentes litteras inspecturis, Ludovicus de Augierville, miles, in Domino salutem. Notum facimus tam presentibus quam futuris quod nos, de assensu et voluntate uxoris nostre Lucie, novem arpenta terre arabilis cum duobus hospitibus, sita in parrochia de Alneto, de feodo nostro movencia, que tenuit Paganus condam Aurelianensis subdecanus, et que capitulum Aurelianense possidebat, eidem capitulo in manu mortua in perpetuum concessimus possidenda. Quod ut ratum sit, presentes litteras sigilli nostri testimonio roboravi. Actum anno Domini MCCXL primo, mense marcio.

CCLXII

1242

Don à l'Hôtel-Dieu d'Orléans, par le doyen Manassé, de ses maisons du Grand Alleu et d'autres maisons dans la « fabricatoria » d'Orléans, dont le frère André aura les revenus sa vie durant pour en faire les fondations énoncées.

(Copie du XVe s. Arch. du Loiret, G. 308.)

Omnibus presentes litteras inspecturis, Manasses decanus totumque capitulum Aurelianense salutem in Domino. Noverint universi quod venerabilis vir Manasses, decanus noster, pro motus desiderio, domum elemosinariam Aurelianensem ampliare desiderans, domos suas quas in majori alodio Aurelianensi scitas habebat et etiam alias domos quas idem Manasses in Fabricatoria Aurelianensi scitas habebat eidem domui elemosinarie in perpetuam elemosinam habendas in presenti pro anime sue, antecessorum et parentum suorum remedio contulit et concessit, volens et concedens quod frater Andreas dicte domus elemosinarie dictas domos et eorum proventus, quamdiu vixerit vel ad quemcumque statum ipsum devenire contigerit, teneat et habeat, et de ipsarum domorum proventibus disponat prout dictus Manasses et frater Andreas predictus inter se ordinaverunt et sicut etiam ordinatum est in litteris dicti decani. Post obitum vero dicti fratris Andree, dicte domus cum ipsarum domorum proventibus ad usus pauperum in dicta domo decumbentium revertentur. Ad hec fratres dicte domus elemosinarie, tam laudabilem bonitatem et donationem predicte domui factam attendentes, promiserunt, concesserunt et voluerunt in animas suas quod ipsi in dicta domo elemosinaria cappellanum quemdam tenebunt,

qui ad unum altarium in dicta domo elemosinaria scitorum jugiter deserviet et ibidem pro anime dicti Manasse, antecessorum et parentum suorum remedio diebus singulis divinum officium celebrabit. Promiserunt etiam et concesserunt dicti fratres quod pro salute dicti Manasse unam missam de Spiritu Sancto quoad vixerit septimanis singulis in dicta domo facient celebrari ; post obitum vero dicti Manasse dicti fratres anniversarium suum in dicta domo singulis annis facient et in die dicti anniversarii quadraginta solidos ad pitanciam pauperum ibidem decumbentium erogabunt. Voluit etiam Manasses et concessit predictis quod si aliquis vel aliqui contra ea que prediximus vel aliquid ex predictis venire presumpserit, vel si dictum officium in dicta domo ut a fratribus dicte domus concessum [et] promissum est non fieri contigerit, dictus frater Andreas dictas domos cuilibet alteri conferre poterit et dictam capellaniam ubicumque voluerit assignare, prout inter ipsum Manassem et fratrem Andream predictos ordinatum est de ipsis. In cujus rei memoriam et testimonium presentibus litteris ad peticionem dicti Manasse sigilli nostri dedimus munimentum. Actum anno Domini millesimo ducentesimo quadragesimo secundo, mense [ ].

CCLXIII

Juillet 1242

Vente au chapitre, par Eudes « Hericie » et les « Belehere », d'une maison sise près la grange de Terminiers, au prix de 16 livres parisis.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G. 386.)

Universis presentes litteras inspecturis, officialis Aurelianensis salutem in Domino. Noverint universi quod constituti coram nobis Odo Hericie, Ascelina ejus uxor, Johannes

Belebere, Laura ejus uxor, Benedictus Belebere et Maria ejus uxor, vendiderunt venerabilibus viris decano et capitulo Aurelianensibus quamdam domum suam sitam juxta grangiam de Terminier precio sexdecim librarum parisiensium, de quibus coram nobis tenuerunt se integre pro pagatis in pecunia numerata, fide prestita promittentes quod contra dictam venditionem per se vel per alios in posterum non venirent, imo eam eisdem emptoribus ad usus et consuetudines Aurelianenses legitime garantirent omnes. Datum ad preces partium anno MCC quadragintesimo secundo, mense julio.

CCLXIV

Avril 1243

Vente au chapitre au prix de 40 livres parisis d'un arpent de vigne à « Orz[1] », par Adam de la Barre.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G. 277.)

Omnibus presentes litteras inspecturis, officialis Aurelianensis salutem in Domino. Noverint universi quod in nostra presentia constituti Adam de Barra, clericus, unum arpentum vinee quod dicebat se habere apud Orz, in censiva Sancte Crucis Aurelianensis sita, vendidit et in perpetuum quitavit venerabilibus viris decano et capitulo Aurelianensi pro quadraginta libris parisiensibus, de quibus se tenuit coram nobis integre pro pagato in pecunia numerata, renuncians omni exceptioni pecunie non numerate, fide in manu nostra pres-

---

[1] Au lieu Champ-Chardon à S. Marc, dit une note écrite au dos de l'acte suivant.

tita promittens quod contra dictam venditionem per se seu per alium quacumque ex causa venire imposterum nullatenus attemptabit, immo dictum arpentum vinee dictis decano et capitulo et illis qui ab ipsis causam habebunt possidendi legitime garentiet contra omnes. Hanc autem venditionem Johanna, mater dicti Ade, Petrus Guitart, Acelina ejus uxor, Stephanus Guitart et Maria ejus uxor volentes et liberaliter approbantes per fidem suam in manu nostra prestitam, Isabella et Radulfus et Hugo, liberi ipsius Johanne, fratres dicti Ade, per sacramentum prestitum ab ipsis coram nobis promiserunt quod in dicto arpento vinee per se seu per alios nichil de cetero reclamabunt, nec facient reclamari. Quia vero dictus Hugo, frater dicte Ade, erat adhuc in minori etate constitutus, ut dicebatur, predicti Adam clericus, frater ejus, et Stephanus Guitart, sororius, eidem Hugoni manuceperunt pro ipso Hugone, minore ut dictum est, quod idem contra dictam venditionem non veniet in futurum, et quod dictus Hugo, quando ad etatem legitimam devenerit, ipse concederet venditionem predictam. Et de hoc faciendo dicti Adam et Stephanus, sororius ejus, omnia bona sua tam mobilia quam immobilia predictis decano et capitulo coram nobis in contraplegium assignarunt. Actum ad requisitionem partium, anno Domini MCCXL tertio, mense aprili.

CCLXV

Juin 1243

Vente au chapitre au prix de 100 livres parisis de quatre arpents de vigne à « Orz » par Manassé, doyen d'Orléans.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G. 277.)

Omnibus presentes litteras inspecturis officialis Aurelianensis salutem in Domino. Noverint universi quod in nostra pre-

sentia constitutus venerabilis vir M[anasses], decanus Aurelianensis, quatuor arpenta vinearum apud Orz sita, in censiva Gaufridi de Rua Nova, militis, que habuerat et emerat ab Auberto de Fossatis, vendidit et penitus in perpetuum quitavit venerabilibus viris capitulo Aurelianensi pro centum libris parisiensibus, de quibus se tenuit coram nobis integre pro pagato in pecunia numerata, renuncians omni exceptioni pecunie non numerate, promittens fideliter quod contra dictam venditionem per se seu per alium venire in posterum nullatenus attemptabit, immo dicta quatuor arpenta vinearum dicto capitulo et illis qui ab ipso capitulo causam habebunt dictas vineas possidendi ad usus et consuetudines Aurelianenses legitime garantiet contra omnes. In cujus rei memoriam et testimonium presentes litteras sigillo Aurelianensis curie fecimus sigillari. Datum anno Domini millesimo quadragesimo tercio, mense junio.

CCLXVI

Juillet 1243

L'abbé de la Cour-Dieu confirme la vente au chapitre par le couvent de l'Olivet de 9 setiers de froment et 9 de seigle de rente, sur le minage de Beaugency, pour 30 livres parisis.

(Copie, Bibl. d'Orléans, ms. 552, f° 390) [1].

Universis presentes litteras inspecturis frater P[etrus], dictus abbas Curie Dei, salutem in Domino. Noveritis quod cum dilecti filii et fratres nostri abbas et conventus de Oliveto vendiderunt in perpetuum viris venerabilibus decano et capitulo Sancte Crucis Aurelianensis novem sextarios frumenti et no-

---

[1] Simon de Beaugency confirma cette rente le même mois.

vem siliginis, quos ipsi de Oliveto habebant reddituales in minagio Balgenciaci pro triginta libris parisiensium, nos dictam venditionem ratam et firmam habuimus, promittentes quod contra ea numquam decetero veniemus. In cujus rei testimonium ad peticionem dictorum abbatis et conventus dictis decano et capitulo presentes litteras dedimus, sigilli nostri munimine roboratas. Datum anno Domini MCCLXIII, mense julio.

CCLXVII

Septembre 1243

Vente au chapitre pour 4 livres parisis de 4 mines de terre à Hunau [1].

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G. 329.)

Omnibus presentes litteras inspecturis officialis Aurelianensis salutem in Domino. Noverint universi quod constituti coram nobis Johannes, gener defuncti Raginaldi Bordier, et Sebilla ejus uxor, Stephanus Lormerius, Johanna, ejus uxor, et Maria, relicta Raginaldi Bertheri, soror dicti Stephani, vendiderunt penitus et in perpetuum quitaverunt quatuor minatas seminature terre ad mensuram Aurelianensem quam se habere dicebant apud Unolium in censiva Sancte Crucis Aurelianensis sitas, pro quatuor libris parisiensium, de quibus se tenuerunt coram nobis integre pro pagatis, viris venerabilibus decano et capitulo Aurelianensibus ; et promiserunt dicti Johannes et Sebilla ejus uxor et dicti Stephanus et Johanna ipsius uxor et dicta Maria per fidem in manu nostra prestitam super hoc

---

[1] Paroisse de Gidy (Loiret).

corporalem quod contra venditionem et quitationem istam de cetero, dotalicii nomine seu etiam qualibet alia ratione, per se vel alium venire nullatenus attemptabunt, immo dictam terram dictis decano et capitulo seu etiam ab ipsis causam habentibus dicta fide ad usus et consuetudines Aurelianenses legitime garantient contra omnes. In cujus rei memoriam et testimonium presentes litteras sigillo Aurelianensis curie fecimus sigillari. Actum anno Domini millesimo ducentesimo quadragesimo tertio, [mense] septembri.

CCLXVIII

Septembre 1243

Vente au chapitre pour 21 livres parisis de tout ce que possèdent, à Huisseau, Raoul Le Breton, Thibaud Maunier et Etienne Morel.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G. 329).

Omnibus presentes litteras inspecturis, officialis Aurelianensis salutem in Domino. Noverint universi quod constituti coram nobis Radulphus Brito, Aalis ejus uxor, Theobaldus Maunier, Acelina ejus uxor, Stephanus Morelli, Aales ejus uxor, quicquid habebant vel habere poterant apud Unolium vendiderunt penitus et in perpetuum quitaverunt decano et capitulo Aurelianensibus pro viginti et octo libris parisiensium, de quibus se tenuerunt coram nobis integre pro pagatis, fide data promittentes quod contra venditionem et quitationem decetero dotalicii nomine seu etiam qualibet alia ratione per se vel per alium venire nullatenus attemptabunt, immo dictam venditionem dictis decano et capitulo Aurelianensibus dicta fide ad usus et consuetudines Aurelianenses legitime garancient contra omnes. In cujus rei memoriam et testimonium presentes litteras sigillo Aurelianensis curie fecimus sigillari. Datum anno Domini millesimo ducentesimo quadragesimo tertio, mense septembri.

CCLXIX

Novembre 1243

Vente au chapitre d'un arpent de vigne aux Tarètes pour 16 livres parisis.

(Orig. sur parch. Arch. du Loiret, G. 377).

Omnibus presentes litteras inspecturis officialis Aurelianensis salutem in Domino. Noverint universi quod constituti coram nobis Guillermus le Marrigler et Boneventa ejus uxor quoddam vinee arpentum quod se habere dicebant apud locum qui dicitur Terrestres [1], in censiva prioris de Semeio situm, et quod a Petro Billart et Ermenjardi ejus sorore in escambio habuerant, ut dicebant, vendiderunt penitus et in perpetuum quitaverunt viris venerabilibus et discretis decano et capitulo Aurelianensibus pro sexdecim libris parisiensium, de quibus dicti Guillelmus et ejus uxor se tenuerunt coram nobis integre pro pagatis, fide data promittentes, *etc*... In cujus rei memoriam et testimonium presentes litteras sigillo Aurelianensis curie fecimus sigillari. Datum anno Domini MCCXL tercio, mense novembri.

---

[1] Les Tarètes, hameau de Semoy.

CCLXX

Mars 1244

Manassé de Pomiers vend au chapitre pour 20 livres parisis la dîme qu'il possède sur la moitié d'une charruée de terre à Pomiers.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G. 329)

Omnibus presentes litteras inspecturis officialis curie Aurelianensis salutem in Domino. Noverint universi quod Manasses de Pomes, miles, et Adeta ejus uxor in nostra presentia constituti totam decimam suam quam habebant in medietate cujusdam quarruce terre site apud Pomes[1] in parrochia de Gidiaco pro viginti libris parisiensium, de quibus se tenuerunt coram nobis integre pro pagatis in pecunia numerata, viris venerabilibus et discretis decano et capitulo Aurelianensibus vendiderunt et concesserunt, sibi et eorumdem successoribus in perpetuum pacifice possidendam et percipiendam, fide in manu nostra super hoc prestita promittentes quod in dicta tota decima jure dotalicii seu alio quocumque jure per se vel per alios, *etc*... Mauricius vero et Robertus, liberi dictorum Manasse et ejus uxoris, dictam vendicionem coram nobis voluerunt, laudaverunt et concesserunt per fidem suam in manu nostra super hoc prestitam, promittentes quod contra dictam venditionem per se vel per alios venire in posterum nullatenus acceptabunt nec in dicta decima nichil de cetero reclamabunt. Odo vero de Pomes, armiger, qui dicebat se esse primum dominum feodi dicte terre, et Gazo armiger de Pomes, qui se dicebat esse secundum dominum feodi dicte terre, et Raginaldus Pocart, miles, qui se dicebat esse tercium domi-

---

[1] Pomiers.

num feodi dicte terre, dictam venditionem voluerunt, laudaverunt et concesserunt, et dictum feodum quantum pertinet ad dictam decimam admortificaverunt et eamdem admortificationem promiserunt per fidem suam super hoc specialiter in manu nostra prestitam se in perpetuum observaturos et garantituros. In cujus rei memoriam et testimonium presentes litteras ad requisitionem partium sigillo Aurelianensis curie fecimus sigillari. Datum anno Domini millesimo ducentesimo quadragesimo tercio, mense martio.

CCLXXI

Juin 1244

Etienne Bouviers se reconnaît serf de Sainte-Croix.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G.).

Philippus, divina permissione Biluricensis archiepiscopus, Aquitanie primas, omnibus presentes litteras inspecturis salutem in Domino. Noveritis quod constitutus in presentia nostra Stephanus dictus Bouers [1] recognovit coram nobis quod ipse erat homo de corpore ecclesie Sancte Crucis Aurelianensis et quod aliud dominium non advocaverat nec aliud advocabat. Hujus rei sunt testes magister Radulfus de Carentonio, canonicus Bituricensis, magister Anselmus, canonicus Sancti Ursini Bituricensis, Gilo de Rogereto et P. de Autroche, milites, Blondellus et Guillermus Li Codurers, servientes nostri. In cujus rei memoriam et testimonium presentes litteras sigilli nostri munimine duximus roborandas. Datum anno Domini MCCXL quarto, mense junio.

---

[1] *Au dos* : Bouviers.

CCLXXII

Décembre 1244

Gautier d'Hunau vend à Sainte-Croix pour 11 livres parisis douze mines de terre et une maison à Hunau.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G. 329).

Universis presentes litteras inspecturis officialis Aurelianensis salutem in Domino. Noverint universi quod constituti coram nobis Galterus de Unolio et Richeldis ejus uxor vendiderunt venerabilibus viris decano et capitulo Aurelianensibus precio undecim librarum parisiensium, de quibus coram nobis tenuerunt se pro pagatis, duodecim minas seminature terre et unam domum apud Unolium in dominium Sancte Crucis sitas, ut dicebant, fide data concedentes quod contra dictam venditionem per se vel per alios dotis nomine aut alia ratione non venirent in futurum, immo eam eisdem emptoribus ad usus et consuetudines Aurelianenses legitime perpetuo garantient. Actum ad preces partium anno Domini MCC quadragesimo quarto, mense decembri.

CCLXXIII

1245

Haton de Vilaumer vend au chapitre pour 70 sous parisis six mines de terre à la Provenchère.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G. 377).

Universis presentes litteras inspecturis officialis Aurelianensis salutem in Domino. Noverint universi quod constituti coram nobis Hato de Vilaumer et Johanna ejus uxor vendiderunt decano et capitulo Aurelianensibus precio sexaginta et decem solidorum parisiensium, de quibus coram nobis tenuerunt se integre pro pagatis, sex minas seminature terre site apud Provencheriam, fide data concedentes quod contra dictam venditionem per se vel per alios dotis nomine aut alia racione in posterum non venirent, immo eam eisdem emptoribus ad usus et consuetudines Aurelianenses legitime garantient. Actum ad preces partium anno Domini MCC quadragesimo quinto.

CCLXXIV

Juin 1245

Guillaume, évêque d'Orléans, accorde qu'une prébende, dès que la chose sera possible, soit affectée à l'accroissement de la distribution de pain instituée par l'évêque Philippe pour stimuler le zèle des chanoines à prendre part aux offices.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G.)

Guillelmus, divina miseratione Aurelianensis episcopus, universis presentes litteras inspecturis salutem in Domino. Significaverunt nobis dilecti filii M[anasses] decanus et capitulum Aurelianense quod cum ecclesia Aurelianensis, in qua est certus canonicorum numerus institutus, juramento firmatus et per sedem apostolicam confirmatus, propter canonicorum absenciam defectum in divinis aliquociens pateretur, bone memorie Philippus, quondam Aurelianensis episcopus predecessor noster, et decanus et capitulum ejusdem ecclesie, ut ad serviendum et residendum libencius in eadem canonici inducerentur absentes, deliberacione provida statuerunt quod singulis canonicis qui divinis intererunt officiis singulis diebus de quibusdam redditibus quos idem episcopus et quidam alii Christi fideles eidem ecclesie ad id contulisse dicuntur, certa panis distributio assignaretur. Verum quia dicti redditus non sufficiebant per tocius anni circulum ad distributionem hujusmodi faciendam, supplicaverunt nobis dicti decanus et capitulum ut unam de prebendis Aurelianensis ecclesie ad opus panis conferre misericorditer dignaremur. Nos vero, pie considerantes et oculata fide cognoscentes quod si dicta panis distribucio per totum annum duraret, non modicum cresceret et augmentaretur servitium ecclesie memorate, cupientes modis

omnibus in dicta ecclesia tempore nostro cultum divini nominis ampliari, quamdam de prebendis ecclesie Aurelianensis in augmentum distributionis panis, dictorum decani et capituli ad id accedente consensu, liberaliter et in perpetuum deputamus, quam cito offeret se facultas. Quod ut firmum et stabile in posterum permaneat, presentes litteras sigilli nostri munimine fecimus roborari. Actum anno Domini MCC quadragesimo quinto, mense junio.

CCLXXV

Lyon, 27 juillet (6 des calendes d'août) [1245]

Confirmation par le pape Innocent IV de l'acte précédent.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G. 168)

Innocentius episcopus, servus servorum Dei, dilectis filiis decano et capitulo Aurelianensibus salutem et apostolicam benedictionem. Cum a nobis petitur quod justum est et honestum, tam vigor equitatis quam ordo exigit rationis ut id per sollicitudinem officii nostri ad debitum perducatur effectum. Significastis siquidem nobis quod cum ecclesia vestra, in qua est certus canonicorum numerus institutus, juramento firmatus et per sedem apostolicam confirmatus, propter canonicorum absentiam defectum in divinis multotiens pateretur, vos, ut ad residendum et serviendum libentius in eadem inducantur absentes, deliberatione provida una cum bone memorie Phylippo, Aurelianensi episcopo, statuistis quod singulis canonicis qui divinis intersunt officiis singulis diebus de quibusdam redditibus quos idem episcopus et quidam alii Christi fideles eidem ecclesie ad id contulisse dicuntur certa panis distributio assignetur. Et quia iidem redditus non sufficiunt per totius anni circulum ad distributionem hujusmodi facien-

tam, venerabilis frater noster Guillelmus, Aurelianensis episcopus, pie ac prudenter considerans quod per statutum ipsum in dicta ecclesia cultus divini nominis non modicum ampliatur, quandam prebendam in augmentum distributionis ipsius, vestro ad id accedente consensu, liberaliter deputavit, prout in ipsius litteris inde confectis dicitur plenius contineri. Vestris igitur petitionibus benignum impertientes auditum, quod per vos et eumdem episcopum provide factum est in hac parte auctoritate apostolica confirmamus et presentis scripti patrocinio communimus. Nulli ergo, *etc*... Si quis autem, *etc*... Datum Lugduni, VI kalendas augusti, pontificatus nostri anno tertio.

CCLXXVI

Décembre 1245

Geoffroy, vicomte de Châteaudun, confirme la vente faite au chapitre par Hubert de l'Éronville de certains droits sur les hôtes du chapitre à Villequoy.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G. 377. — (Cop. Bib. Nat., Coll. Moreau, p. 166-255, d'après le cartul. f° 132 v°.)

Omnibus presentes litteras inspecturis Gaufridus, vicecomes Castriduni, salutem in Domino. Noverint universi quod cum Hubertus de Espesonvilla, armiger, vendiderit et tradiderit pro centum et quadraginta libris parisiensium decano et capitulo Aurelianensi redditum quem habebat super hospites dictorum decani et capituli de Villagalli, scilicet in crastino... (ch. CCLXXIX l. 9)... panum et dimidii cum omni jure et justicia que dictus Hubertus habebat in rebus supradictis, quia predicte res ad feodum meum quarto loco et ad baroniam et hereditatem meam pertinere dinoscuntur, ad peticionem

Odonis Borrelli, militis, domini Curie Alani, fidelis mei, vendicionem de rebus tantummodo supradictis volo et concedo, et quod ecclesia Aurelianensis dictas res teneat, habeat et possideat in manu mortua in perpetuum libere, pacifice et quiete, salvo dominio et jure meo que ego et heredes mei habemus in territorio de Villagalli in omnibus aliis rebus, exceptis rebus venditis supradictis. Et in hujus rei testimonium et munimen ad peticionem dicti O. Borrelli militis decano et capitulo Aurelianensi litteras meas dedi, sigilli mei munimine roboratas. Datum anno Domini MCCXL quinto, mense decembri.

CCLXXVII

Décembre 1245

Béatrice, dame de Saint-Amand, confirme la même vente.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G. 377).

Omnibus presentes litteras inspecturis, Beatrix, domina de Sancto Amando, salutem. Noverint... (*A peu près comme la ch. CCLXXIX*)... ad feodum meum secundo loco ad hereditatem meam pertinere dignoscuntur ad petitionem Stephani de Espesonvilla, armigeri, fidelis mei, primi domini feodi dictarum rerum, vendicionem de rebus... ad peticionem dictorum Stephani et Huberti...

CCLXXVIII

Décembre 1245

Eudes Borel ou Borreau, seigneur de Courtalain, confirme le même acte.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G. 377).

Omnibus presentes litteras inspecturis Odo Borreau, dominus Curie Alani, salutem. Noverint universi... (*A peu près comme la ch. CCLXXIX*)... ad feodum meum tercio loco et ad baroniam et hereditatem meam pertinere dignoscuntur, ad petitionem Beatricis, domine de Sancto Amando, fidelis mee.... ad peticionem dictorum domine Beatricis et Huberti...

CCLXXIX

Janvier 1246

Vente au chapitre par Hubert de Péronville de certains droits sur les hôtes du chapitre à Villequoy, pour 140 livres parisis.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G. 377).

Omnibus presentes litteras inspecturis Heinricus, miseratione divina Carnotensis episcopus, in Domino salutem. Noverint universi quod Hubertus de Pesonvilla, armiger, in nostra presentia constitutus, confessus est coram nobis se vendidisse, tradidisse et quitasse decano et capitulo Aurelianensibus pro centum et quadraginta libris parisiensium redditum cum justicia et jure que habebat ratione redditus inferius nominati super hospites dictorum decani et capituli de Villa

Gauli, videlicet talem redditum : in crastino Nativitatis Domini quadraginta minas et dimidiam ordei ad minam de Villa Gauli, viginti et septem gallinas, viginti et septem oblitas, viginti et septem denarios Dunensis monete ; in crastino Resurrectionis Domini tres solidos et quatuor denarios et obolum Dunensis monete ; in die Ascensionis Domini duas partes tredecim panum et dimidii; et de dicta pecunie summa dictus Hubertus coram nobis se tenuit integre pro pagato. Hanc autem venditionem promisit idem Hubertus se garantiturum contra omnes ad usus et consuetudines Aurelianenses, fide ab ipso Huberto in manu nostra super hoc prestita corporali, et quod nec per se nec per alium venire aliquatenus attemptabit. Vendicionem vero premissam Archembaudus miles et magister Guillelmus Abbatis, clericus, fratres dicti Huberti, voluerunt, laudaverunt coram nobis et quicquid juris habebant vel habere poterant in dictis rebus venditis per fidem suam in manu nostra prestitam supradictis decano et capitulo in perpetuum quitaverunt, promittentes per dicte fidei dationem se contra predictam venditionem et quitationem per se vel per alium decetero non venturos. Stephanus vero de Spesonvilla, armiger, qui se dicit primum dominum feodi dictarum rerum venditarum, predictam venditionem voluit, laudavit et concessit coram nobis, promittens fide prestita in manu nostra quod nec per se nec per alium venire contra aliquatenus attemptabit, volens etiam et concedens idem Stephanus quod ecclesia Aurelianensis predictas res venditas teneat, habeat et possideat in manu mortua in perpetuum libere et quiete. Verum, cum predictus Hubertus confessus fuerit coram nobis quod dicte res vendite primo loco movent de feodo dicti Stephani, secundo loco de feodo domine Beatricis de Sancto Amando, tercio loco de feodo Odonis Borrelli de Curia Alani, militis, et quarto loco de feodo nobilis viri Gaufridi vicecomitis Castriduni, promisit idem Hubertus, per fidem suam in manu nostra prestitam, quod si quis alius dictas res vel partem dictarum rerum

advocaret de feodo suo primo, secundo, tercio vel quarto loco, quod dictas res prelatis decano et capitulo in manu mortua garentiret. Promisit insuper, *etc.*.. In cujus rei testimonium et munimen presentes litteras ad requisitionem dicti Huberti et dictorum ejus fratrum et dicti Stephani qui se dicit primum dominum dicti feodi et etiam dictorum plegiorum sigilli nostri munimine fecimus roborari. Datum anno Domini millesimo CC° quadragesimo quinto, mense januario.

CCLXXX

Janvier 1247

Jean Audigeis vend au chapitre pour 10 livres parisis cinq arpents et demi de terre à la Provenchère.

(Orig. sur parch. Arch. du Loiret, G. 550.)

Universis presentes litteras inspecturis officialis Aurelianensis salutem in Domino. Noverint universi quod constituti coram nobis Johannes Audigeis et Hedeburgis ejus uxor vendiderunt venerabilibus viris decano et capitulo Aurelianensibus, precio decem librarum parisiensium, de quibus coram nobis tenuerunt se integre pro pagatis, quinque arpenta et dimidium terre site apud Perveneheriam (*sic*) in territorio Sancte Crucis Aurelianensis, fide data concedentes quod contra dictam venditionem per se vel per alios dotis aut dotalicii nomine aut alia aliqua ratione non venient in futurum, imo etiam eisdem emptoribus ad usus et consuetudines Aurelianenses contra omnes legitime garantirent. Hanc autem venditionem Reimbaudus, filius eorumdem Johannis et Hedeburgis, fide prestita voluit et laudavit, promittens fide data se contra eam de cetero non venturum. Datum ad preces partium anno Domini M° CC° quadragesimo sexto, mense januario.

CCLXXXI

Septembre 1247

Guillaume, évêque d'Orléans, accorde à chacun des archidiacres la faculté de choisir dans son archidiaconé une des églises paroissiales dont il a le patronage : elle lui appartiendra, et il y nommera un desservant.

(Copie. Bib. Nat. Moreau 167 : 250. « Tiré du cartul. de Sainte-Croix fol. 20 r° »).

Guillelmus, divina miseratione Aurelianensis episcopus, universis presentes litteras inspecturis salutem in Domino. Noverint universi quod nos, attendentes tenuitatem et insufficientiam reddituum ad archidiaconatus Aurelianensis ecclesie pertinentium, et ut facilius et libencius archidiaconi possint et velint visitationis officium exercere, cum per presentiam et propinquitatem suam melius possint scire ea que in archidiaconatibus suis fuerint corrigenda, nos concedimus archidiaconis, cuilibet in archidiaconatu suo, unam parochiam, ecclesiam quam eligere maluerit, ad jus patronatus eorumdem pertinentem, et eas quas eligerint archidiaconitatibus unimus et volumus eas archidiaconitatibus in perpetuum adherere, ita tamen quod archidiaconi in ecclesiis sic obtentis per personas idoneas facient deservire. Datum anno Domini MCCXLVII, mense septembri.

---

[1] *Note de dom Gérou* : « C'est le titre primordial qui donne le droit aux archidiacres de l'église d'Orléans de nommer aux cures situées dans le district de leur archidiaconé, excepté à celles auxquelles les Chapitres et Abbayes nommaient avant cette concession de Guillaume, évêque d'Orléans. Les archidiacres jouissent encore de ce privilège. »

CCLXXXII

1248

Partage entre les deux chapelains de Sainte Marie-Madeleine en l'église d'Orléans des revenus de leur chapellenie, restés indivis jusque-là.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G. 427.)

Omnibus presentes litteras inspecturis M[anasses] decanus totumque capitulum Aurelianensis ecclesie salutem in Domino. Noverint universi quod constituti coram nobis Bovo et Vincentius, cappellani altaris Beate Marie Magdalene in ecclesia Aurelianensi constructi, recognoverunt quod de omnibus teneuris, possessionibus et aliis redditibus ejusdem altaris, qui hucusque inter ipsos et predecessores suos communes fuerant, partitiones et divisiones equales inter se adinvicem fecerant ad perpetuitatem in hunc modum, scilicet quod dictus Vincencius et successores ipsius habent ad presens et imperpetuum habebunt, pro parte sua ipsos de dictis teneuris, possessionibus et redditibus contingente, quandam domum sitam juxta ecclesiam Sancti Michaelis, duos cameras sitas in Campo Aguenonis ex parte ecclesie Sancti Aviti, quoddam arpentum et dimidium vinee situm apud Garillandam ex parte pressorii Radulfi Lescrinier, tria arpenta vinearum sita apud fossata de Nemore, suum arpentum vinee situm apud Crucem Boxeatam, totum censum et totam decimam quem censum et quam decimam habet dictum altare apud calceatam sancti Lazari, censum de Porta Dunensi, censum de Boello, censum quem abbatia Sancti Evurcii et censum quem abbatia de Viennis debent predicto altari. Bovo vero predictus et successores ipsius habent ad presens et imperpetuum habebunt, pro parte sua ipsos de teneuris, possessionibus et redditibus

altaris predicti contingente, duas cameras sitas apud ecclesiam Sancti Michaelis, domui dicti Vincencii contiguas ex parte Martreii, duas cameras in Campo Aguenonis sitas cameris predicti Vincencii contiguas ex parte Ligeris, quoddam arpentum et dimidium vinee situm apud Garillandam, vineis dicti Vincencii attinentia ex parte pressorii de Orgemont, duo arpenta vinearum sita apud Boellum, duo arpenta vinearum sita supra calceatam prope Hospicium monialium [1], quamdam petiam terre arabilis in Valle subdecani [2] sitam, dimidium arpentum auberie situm apud Sanctum Privatum, totum censum et totam decimam quem censum et quam decimam habet dictum altare apud Viliers sive apud Ulmum de Arche Naut, censum et decimam de Monte, censum et decimam de Varannis, censum et decimam de tribus arpentis vinee sitis retro ecclesiam Sancti Vincencii, censum et decimam de septem quarteriis vinearum sitis prope presorium de Biona, censum de Sancto Privato, censum de Rua Nova, censum de Gudum, censum de Larre [3], censum de Alodio et censum de terra episcopi. De quibus particionibus et divisionibus Bovo et Vincentius predicti coram nobis se tenuerunt plenarie pro contentis, promittentes per fidem suam quod contra dictas particiones et divisiones inter se de dictis bonis factas per se vel per alios aliquo jure vel aliqua causa non venient in futurum. Nos vero particiones et divisiones predictas ad perpetuitatem ratas habentes et firmas, ad petitionem dictorum Bovonis et Vincencii eas segilli nostri duximus caractare roborandas. Datum anno Domini MCCXL octavo.

---

[1] Saint-Denis-de-l'Hôtel.

[2] Vausoudun.

[3] Dans un acte de 1607, même cote, il est parlé d'une maison rue de la Clouterie, par. Saint-Eloi, appelée autrefois « la maison du Larriz ». Est-ce d'elle qu'il s'agit ?

CCLXXXIII

Février 1248

Auburge, mairesse d'Ormoy pour Sainte-Croix, engage à réméré au chapitre sa mairie, sauf Doulet et les censives de la Juine, pour 120 livres parisis.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G. 350 *bis.*)

Omnibus presentes litteras inspecturis magister Petrus, officialis curie Senonensis, in Domino salutem. Noveritis universi quod in nostra presentia constituta domina Auburgis, majorissa de Ulmeio, confessa est coram nobis se obligasse mortuo pignori majoriam suam de Ulmeio in terra Sancte Crucis Aurelianensis et omnia ad eandem majoriam pertinentia, exceptis terra de Doeleto et censivis que sunt in riparia de Junne, venerabilibus viris decano et capitulo Aurelianensibus pro centum et viginti libris parisiensium, quam majoriam tenet in feodum, ut dicit, a decano et capitulo supradictis, de patrimonio suo moventem, de qua pecunia se tenuit coram nobis totaliter pro pagata. Obligationem ipsam voluerunt, approbaverunt et consensserunt filii ejus et heredes, videlicet Reginaldus, miles, prior natu et Petrus armiger, promittentes tam mater quam filii per fidem a singulis eorum in manu nostra prestitam quod contra istam obligationem venire nullatenus attemptabunt nec quoquomodo dictos decanum et capitulum occasione hujusmodi pignoris molestabunt nec procurabunt molestari, immo eamdem obligationem sic factam eis garantisent contra omnes contra quos debent garantire. Nullum etiam servicium facient capitulo pro dicto feodo dum pignus durabit, immo ab ipsius feodi servicio durante pignore remanebunt immunes. Promiserunt insuper quod pignus pre-

dictum luent infra annum postquam de luendo pignore ex parte capituli fuerint requisiti. Poterunt siquidem mater et filii, vel etiam filii de assenssu matris viventis, vel si ipsam contigerit decessisse quandocumque voluerint, predictam reddimere majoriam. Promiserunt etiam mater et filii per fidei prestite vinculum supradicta omnia firmiter tenere et inviolabiliter observare. In cujus rei memoriam et testimonium presentes litteras, ad petitionem dictorum Auburgis, Reginaldi et Petri, sigillo Senonensis curie fecimus sigillari. Actum anno Domini MCC quadragesimo septimo, mense februario.

CCLXXXIV

Lyon, 24 septembre (8 des calendes d'octobre) 1248.

Bulle interprétative d'Innocent IV décidant que la constitution apostolique pour le secours d'Orient n'exige pas que les revenus des prébendes vacantes soient appliqués intégralemeut à l'utilité des églises où elles se trouvent, et ordonnant restitution des promesses de paiement ou de l'argent qui en aurait été reçu.

(Vidimus de l'official d'Orléans, 14 juin 1287. Arch. du Loiret, G.)

Innocentius episcopus, servus servorum Dei, dilectis filiis archidyacono Bononiensi, collectori deputato a nobis in Francia subsidii Imperii Romani, et magistro Gregorio, canonico Baiocensi, ad hec deputato ab eo in civitate et dyocesi Aurelianensibus, salutem et apostolicam benedictionem. Cum in constitutione pro subventione Imperii Romani, in concilio Lugdunensi [1] a nobis edita, inter cetera que quibusdam dubia videbantur interpretati fuisse dicamur ut proventus prebendarum cedentium vel decedentium canonicorum in usus eccle-

---

[1] Premier concile général de Lyon (1245).

sive sue vel alias juxta ipsius ecclesie consuetudines integre ac sine diminutione aliqua convertantur, ita quod predicta constitutio ad proventus hujusmodi nullatenus extendatur, discretioni vestre per apostolica scripta mandamus quatinus, constitutionem et interpretationem hujusmodi quoad ipsum articulum et ad alios observantes, nichil de dictis proventibus occasione prefate constitutionis per vos vel per alios ab aliquibus exigatis, et, si recepistis aliquid, restituentes omnino promissiones et cautiones expositas de solvendis ipsis proventibus, vel sequestrationes pecunie ipsarum prebendarum pretextu propter hec ab aliquibus ante interpretationem vel post factas, remittere studeatis, et quicquid ab eas sequutum est decernimus non valere. Data Lugduni, VIII kalendas octobris, pontificatus nostri anno sexto.

CCLXXXV

Septembre 1248

Composition entre le chapitre et la reine, représentant le roi, au sujet d'une coupe de mille arpents de bois vendue mille livres parisis au roi dans les bois de Trainou, qui n'était pas débarrassée au terme fixé.

(Orig. s. parch. Arch. Nat. J. 170 : 16.)

Universis presentes litteras inspecturis Manasses decanus totumque capitulum Aurelianense, salutem in Domino. Noverint universi quod cum nos vendidissemus excellentissimo domino nostro Ludovico, Dei gracia regi Francorum illustri, mille arpenta nemoris super terram de nemoribus nostris de Trigano precio mille librarum parisiensium, et dictum nemus debuisset totum deliberari infra decem annos, prout in litteris domini regis plenius continetur ; quia dictum nemus non erat

deliberatum infra dictum terminum ad hoc prefixum, nos petebamus totum nemus quod remanebat adhuc deliberandum tam sectum quam secandum et dicebamus nostrum esse, domina regina pro rege non consentiente. Tandem inter dominam reginam et nos ita compositum est et ordinatum quod venditio facta stabit, prorogato termino deliberandi nemus residuum ab instanti festo Omnium Sanctorum usque ad duos annos, infra quem terminum totum nemus debet deliberari, et nos habebimus trecentas libras parisiensium et fiet nobis pagamentum sequentibus terminis Parisius apud Templum, videlicet in instanti festo Omnium Sanctorum centum libras, in sequenti et secundo festo Omnium Sanctorum centum libras, in tercio subsequenti festo Omnium Sanctorum residuas centum libras. Datum anno Domini millesimo ducentesimo quadragesimo octavo, mense septembri.

CCLXXXVI

Sens, juin 1249

Aubour d'Ormoy vend au chapitre pour 180 livres parisis la mairie du Mesnilgiraud.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G. 350 *bis*.)

Gilo, Dei gracia Senonensis archiepiscopus, universis presentes litteras inspecturis eternam in Domino salutem. Noverit universitas vestra quod in nostra presentia constituta nobilis mulier Auburgis de Ulmeio, Senonensis dyocesis, confessa est coram nobis quod ipsa majoriam suam quam habebat, ut dicebat, in terra Sancte Crucis Aurelianensis in territorio de Manso Giraudi, Senonensis dyocesis, de patrimonio suo et de feodo capituli Aurelianensis moventem, et quicquid ad majoriam pertinet, videlicet vecias, districta, emen-

earum investituras, donaciones et clamores et alia singula que ad majoriam illam pertinent viris venerabilibus decano et capitulo Aurelianensibus pro centum et octoginta libris parisiensium vendidit et concessit, super quibus centum octoginta libris eadem Auburgis coram nobis est confessa in pecunia numerata sibi esse totaliter satisfactum, fide data promittens coram nobis quod contra vendicionem ita factam per se vel per alium venire nullatenus attemptabit, nec decanum et capitulum antedictos super majoria illa neque super pertinentibus ad majoriam molestabit aliquatenus, nec procurabit per alium molestari, immo majoriam et singula ad majoriam pertinencia decano et capitulo Aurelianensi, ad usus et consuetudines Francie garentizabit contra omnes. Confessa est etiam coram nobis Auburgis predicta quod, empcione et vendicione majorie et ad majoriam pertinentium ita factis, ipsa majoria et eorum (*sic*) que pertinent ad majoriam in manu M[anasse], decani Aurelianensis, nomine capituli Aurelianensis se devestivit, decanum et capitulum antedictos investiendo. In cujus rei memoriam et testimonium presentes litteras ad requisicionem dicte Auburgis sigilli nostri munimine fecimus roborari. Actum Senonis, anno Domini millesimo ducentesimo quadragesimo nono, mense junio.

CCLXXXVII

Juillet 1249

Jean de Saumery, chevalier, vend à Ste-Croix, pour 140 livres parisis, une terre arable avec eau et rivière à Villequoy.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G. 377.)

Omnibus presentes litteras inspecturis, officialis curie Aurelianensis salutem in Domino. Noveritis quod in nostra consti-

tuti presencia Johannes de Saumeriaco, miles, et Philippa ejus uxor, quandam terram arabilem, aquam et rippariam quas habebant apud locum qui dicitur Villecoche, moventes, ut dicebant, ex hereditate ipsius militis, et quicquid ibidem habebant vendiderunt et in perpetuum penitus quitaverunt viris venerabilibus Manasse decano et capitulo Aurelianensi, precio sepcies viginti librarum parisiensium, de quibus se tenuerunt iidem miles et ejus uxor coram nobis pro pagatis in pecunia numerata, promittentes, *etc*... Item promiserunt, *etc*... Philippus vero et Beloria, liberi dictorum militis et ejus uxoris, dictam venditionem spontanei concedentes promiserunt per fidem in manu nostra prestitam quod contra eam per se vel per alium non venient aliqua ratione, nec venire in posterum aliquatenus attemptabunt. In cujus rei memoriam et testimonium presentes litteras sigillo Aurelianensis curie ad preces partium duximus roborandas. Datum anno Domini millesimo ducentesimo quadragesimo nono, mense julio.

CCLXXXVIII

Mai 1250

Pierre Coureau, chevalier, abandonne le droit de tutelle ou commandise qu'il prétendait avoir sur des hommes et femmes de Ste-Croix à Maray.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G.)

Universis presentes litteras inspecturis archipresbiter Graciaciensis salutem. Noverint universi quod cum Petrus Coralli, miles, diceret se habere commandicias super quosdam homines et quasdam feminas Sancte Crucis de Mazeio, tandem inter venerabilem virum M[anassem], decanum Aurelianensem, ex una parte, et dictum Petrum, ex altera, intervenit

amicabilis composicio, talis videlicet, quod dictus Petrus dictas commandicias penitus et imperpetuum quittavit et dictos homines et dictas feminas eorumque successores et heredes penitus et imperpetuum absolvit a dictis commandiciis, promittens per fidem suam contra predicta per se vel per alium de cetero non venturum et de predicta quittacione se facturum legitimam garentiam contra omnes. Hanc autem quittacionem voluit et concessit Johanna, uxor dicti Petri, per fidem suam promittens se contra predicta non venturum racione dotis vel dotalicii seu qualibet alia ratione, prout hec omnia dicti Petrus et ejus uxor per fidem suam confessi sunt coram nobis. In cujus rei memoriam ad requisicionem parcium presentes litteras fecimus sigilli nostri munimine roborari. Datum anno Domini MCC quinquagesimo, mense maio.

CCLXXXIX

Novembre 1250

Bornage par arbitres de la dîme du chapitre dans une pièce de Limoron dite Devers Villemars.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G. 373.)

Universis presentes litteras inspecturis frater Johannes, humilis abbas Beate Marie de Josaphat Carnotensis, totusque ejusdem loci conventus salutem in Domino. Noverint universi quod cum esset contentio inter nos et priorem nostrum de Lymoron, ex una parte, et venerabiles viros decanum et capitulum Aurelianenses, ex altera, super decima cujusdam petie culture de Lymoron, que cultura dicitur cultura deversus Villemarz, et de dicta contencione compromissum esset a partibus in venerabiles viros magistrum Galterum de Feucherolis, Aurelianensem canonicum, et Herveum, priorem

Sancti Paterni Aurelianensis, fratre Stephano Baatel, de ordine fratrum minorum, tercio cum eis nominato a partibus et electo, receptis testibus et attestationibus publicatis, tandem priore de Sancto Paterno infirmitate detento et committente aliis vices suas de consensu partium, dicti Galterus et frater Stephanus accesserunt personaliter ad Lymoron et ad terram de cujus decima contentio movebatur, qui pro bono pacis, presente Girardo, priore nostro de Lymoron et consenciente, ita ordinaverunt quod posuerunt tres metas ex transverso dicte culture, sicut protenditur versus Lymoron, videlicet duas ad duo capita et unam in medio, figentes eas in divisionem decimationis Sancte Crucis Aurelianensis, ita quod ecclesia Aurelianensis et decimatores sui habebunt, percipient et prosequentur pacifice et quiete decimam per totam dictam culturam sicut protenditur deversus Villemarz usque ad illas tres metas, et ulterius in aliis terris de Lymoron decimam non poterunt reclamare. Nos vero ordinationem eorum et positionem metarum ratam et gratam habentes, promittimus nos eam firmiter observaturos et nullatenus nos contra venire. Datum anno Domini MCC quinquagesimo, mense novembri,

CCXC

Janvier 1251

Compromis, accepté par Sainte-Croix et Hubert de Péronville, en la personne d'Etienne de la Couture et de Guillaume Manchard, pour le règlement des points litigieux y spécifiés qui les divisent.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G. 377).

Universis presentes litteras inspecturis M[anasses] decanus totumque capitulum Sancte Crucis Aurelianensis salutem in Domino. Noverint universi quod cum verteretur contentio inter nos, ex una parte, et Hubertum de Espesonvilla, militem,

ex altera, super articulis qui secuntur, videlicet quod dictus miles verberavit Petrum Juniorem, hominem nostrum in terra apud Villam Galli sita, in qua nos habemus omnimodam jurisdictionem, et jumentum ejusdem hominis cepit et abduxit in eadem, et captum tenuit tempore augusti, et ideo peteremus dictam injuriam nobis emendari a milite supradicto usque ad centum libras, et expensas inde factas pro rehabendo dicto jumento per ballivum Aurelianensem et dampna exinde habita nobis refundi a dicto milite similiter peteremus usque ad sexaginta libras, peteremus etiam nobis restitui possessionem partis cujusdam terre quam dictus miles occupavit et muros quos ibi fieri fecit in prejudicium nostrum demoliri, peteremus etiam quod desisteret a perturbatione et impedimento cujusdam semite que solet esse in terra propria ejusdem militis et extendi a villa usque ad aquam, ita quod nos et hospites nostri possint libere uti semita supradicta prout solent, peteremus etiam quod non ingereret se ad campipartem cum nos usi fuerimus campiparte sine ipso et ejus nuntio, peteremus etiam quod quandam partem retractuum aque quam contra inhibitionem nostram fecit excoli, seminari et bladum absportari, de cujus parte retractus fuimus in possessione, nobis restitueret et emendaret. Tandem nos et dictus miles super dictis contentionibus compromisimus in nobiles viros Stephanum de Cultura et Guillelmum Manicardi, milites, promittentes sub pena triginta librarum parisiensium hincinde apposita et per fidem a dicto Huberto prestitam corporalem nos observaturos quicquid dicti Stephanus et Guillermus de dictis contentionibus pace vel judicio duxerint ordinandum, vel quicquid dominus Philippus de Marviller, desuper electus super predictis, duxerit ordinandum si dictos Stephanum et Guillermum in proferendo dicto suo super predictis contigerit discordare. Promittimus etiam nos soluturos dictam penam prefato Huberto si contigerit nos venire contra dictum compromissum ; promisit autem nobis dictus Hubertus se soluturum nobis dictam penam triginta li-

brarum si contingat ipsum Hubertum venire contra dictum compromissum. De qua pena ex parte nostra apposita si commissa fuerit dicto Huberto solvenda, Therricus Morin et Stephanus Viventis junior, civis Aurelianensis, se constituerunt fidejussores per fidem suam erga dictum Hubertum ; de dicta vero pena triginta librarum a dicto Huberto apposita si commissa fuerit solvenda, nobis Johannes de Saumeriaco, miles, et Johannes de Ruppilliaco, armiger, se constituerunt fidejussores erga nos per fidem suam super hoc specialiter prestitam corporalem. Dicti vero Stephanus et Guillermus, milites, juraverunt super sacrosancta se fideliter de dictis contentionibus veritatem inquisituros et dictas contentiones bona fide et pro posse suo terminaturos infra festum Nativitatis Sancti Johannis Baptiste proximo venturum, infra quod festum debet dictum compromissum terminari. In cujus rei memoriam et testimonium presentes litteras fecimus sigilli nostri munimine roborari. Datum anno Domini MCC quinquagesimo, mense januarii.

CCXCI

5 janvier 1251

Le chapitre de Sainte-Croix, en considération des améliorations apportées par le doyen Manassé en ses maisons dont il paie un loyer de 100 sous parisis et du legs au chapitre d'une cour et d'un jardin achetés par lui derrière ces maisons, au delà des murailles de la ville, décide que le chanoine Jean, son neveu et héritier, paiera après lui, outre ce loyer, 40 sous parisis à distribuer en l'anniversaire des parents dudit doyen.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G. 268).

Omnibus presentes litteras inspecturis, Manasses decanus totumque capitulum Aurelianense salutem in Domino. Noverint universi quod cum vir venerabilis M[anasses], decanus ec-

clesie nostre, domos suas in claustro nostro sitas a nobis teneret ad annuam pensionem centum solidorum parisiensium, nos, consideratis sumptibus et expensis quas idem M[anasses] posuerat et etiam ponere proponit, et emendationem domorum predictarum, habito etiam respectu quod retro domos illas ultra murum civitatis emerat et acquisierat locum ubi est ortus et curia et alia prout muris circumquaque clauduntur, que omnia contulerat nobis et ecclesie nostre in perpetuam elemosinam post decessum ejus tenenda et habenda, eidem decano concessimus ut post decessum suum Johannes, nepos ejus, canonicus noster, ad quem cedente vel decedente decano predicto prefate domus cum pertinentiis devenire debent, de assensu et voluntate nostra ultra pensionem predictam centum solidorum quadraginta solidos distribuendos in anniversario patris et matris ejusdem decani in ecclesia nostra annis singulis celebrando pro prefatis domibus, quamdiu vixerit, persolvere tenebitur annuatim. Quam pensionem septem librarum singulis annis persolvendam idem Johannes jurabit in capitulo, ipso decano cedente vel decedente ; post decessum vero vel cessionem ejusdem Johannis, quicquid ultra summam centum solidorum de dicte domus proventibus haberi poterit distribuetur et cedet in anniversario patris et matris decani supradicti. In cujus rei memoriam et testimonium presentes litteras fieri et sigilli nostri munimine fecimus roborari. Actum publice in capitulo nostro generali, anno Domini MCC quinquagesimo, die jovis in vigilia Epiphanie Domini.

CCXCII

24 avril 1251

Gilles, recteur de l'église de Marzy, reconnaît devoir à l'église d'Orléans la dîme de ses vignes, qu'il promet de payer.

(Orig. sur parch. Arch. du Loiret, G.)

Omnibus presentes litteras inspecturis Manasses, decanus Aurelianensis, salutem in Domino. Noverint universi quod cum contencio verteretur inter virum venerabilem R[obertum], archidiaconum Soliacensem in ecclesia Aurelianensi, ex una parte [1], et magistrum Gilonem, rectorem ecclesie de Marzeio, ex altera, super decima vinearum quas idem rector tenet in parochia de Marzeio nomine ecclesie de Marzeio, quam decimam dictus archidiaconus petebat nomine ecclesie Aurelianensis a dicto rectore ; tandem dictus rector, in presencia nostra constitutus, dicto archidiacono similiter presente, recognovit se dicto archidiacono teneri singulis annis nomine ecclesie Aurelianensis ad reddendum legittimam decimam predictarum vinearum, promittens se singulis annis legitimam decimam dictarum vinearum dicto archidiacono bona fide redditurum. In cujus rei testimonium presentes litteras ad peticionem dicti rectoris sigilli nostri munimine fecimus roborari. Datum anno Domini millesimo CC quinquagesimo primo, in crastino dominice qua cantatur Quasimodo.

---

[1] L'intervention de l'archidiacre de Sully prouve suffisamment qu'il ne s'agit pas de Mardié, dépendance directe du doyenné de Sainte-Croix, de même que, plus haut, l'intervention du comte de Nevers (Ch. CII).

CCXCIII

Juillet 1252

Amortissement par l'évêque Guillaume et par Jean de Meung, seigneurs suzerains, de 74 arpents et demi de terre, en la paroisse de Gidy, donnés à Sainte-Croix par Eudes des Roches, en rachat de la dîme de Gidy qui avait été donnée au chapitre.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G. 329).

Guillelmus, divina miseratione Aurelianensis episcopus, universis presentes litteras inspecturis salutem in Domino. Noveritis quod cum Fulco, Stephanus, Regna et Elisabet, filii et heredes defuncti Johannis de Rupibus, militis, peterent auctoritate apostolica coram nobis et dilectis filiis decano et capitulo Aurelianensi decimam de Gidyaco, quam idem Johannes, pater eorum, bone memorie Philippo, quondam Aurelianensi episcopo, titulo pignoris obligaverat, et postmodum Philippus, successor ipsius episcopi, nunc per Dei gratiam archiepiscopus Bituricensis, dictis decano et capitulo de facto contulerat, de cujus decime fructibus tam iidem decanus et capitulum quam episcopus ultra sortem multa receperant, ut dicebant ; tandem Odo de Rupibus, miles, confessus est coram nobis dictam decimam pro se et pro necessitate sua extitisse pignore obligatam, et pro ejus redemptione, mediantibus prelato domino archiepiscopo Bituricensi et aliis bonis viris, septuaginta quatuor arpenta et dimidio terre sue arabilis, in parrochia de Gydyaco site, quam a dilecto et fideli nostro Johanne de Magduno, milite, tenebat in feodum, quam etiam idem Johannes feodidem habebat a nobis, dictis decano et capitulo dedit, tradidit et quitavit in perpetuum possidenda, fide ab ipso in manu nostra prestita corporali promittens

quod contra istam donationem et quitationem per se vel per alium non veniret in futurum et quod bona fide dictam terram garentiet decano et capitulo memoratis. Qui decanus et capitulum dictam decimam dimittentes et quitantes, quicquid juris in ea habebant penitus remiserunt et dictis Fulconi et aliis heredibus patentes suas litteras super quitatione dederunt. Prenominati vero Fulco et alii heredes et cum eis Robinus dictus Vavasor, maritus dicte Elisabet, in nostra presencia constituti, quitaverunt dictos decanum et capitulum et absolverunt penitus de fructibus ultra sortem receptis, promittentes *etc*... Agnes vero, uxor dicti Odonis, coram nobis quicquid ratione dotis, *etc*... Predictus vero Johannes de Magduno feodum quod ibi habebat coram nobis quitavit, remisit in perpetuum et admortificavit, fide data promittens quod nichil reclamabit decetero feodi ratione. Nos autem similiter feodum quod ibi habemus quitamus, remittimus et admortificamus. In cujus rei memoriam et testimonium presentes litteras fieri ad peticionem parcium et sigilli nostri munimine fecimus roborari. Prefatus vero Johannes, in signum quitationis et admortificacionis feodi ab ipso facte, presentibus litteris sigillum suum fecit apponi. Ego siquidem predictus Johannes de Magduno, miles, in presentia domini nostri Aurelianensis episcopi, feodum quod in predicta terra habeo quitto, remitto et admortifico, volens et concedens ut predicti decanus et capitulum eam teneant, possideant et habeant liberam et immunem ; et in hujus rei memoriam presentibus litteris sigillum meum feci appendi. Datum anno Domini millesimo ducentesimo quinquagesimo secundo, mense julio.

CCXCIV

15 avril 1253

Le chapitre accorde à l'archidiacre de Gâtinais la distribution en son anniversaire de ce qui dépassera 6 livres parisis dans le loyer de sa maison du cloître, en considération des réparations qu'il y a faites.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G. 298).

Terricus decanus totumque capitulum Aurelianensis ecclesie omnibus presentes litteras inspecturis in Domino salutem. Noverint universi quod vir venerabilis et dilectus noster Petrus, archidiaconus Wastinensis, quondam concanonicus noster, tenens a nobis quandam domum nostram sitam juxta Martreium Sancte Crucis ante puteum ad censum sex librarum parisiensium annuatim, petiit a nobis humiliter et devote ut intuitu expensarum et sumptuum quos posuerat et fecerat in reparacione, retencione et reedificacione dicte domus, sibi vellemus concedere super eadem domo fieri suum anniversarium in nostra ecclesia annuatim. Nos vero, considerantes sumptus, utilitates quos et quas fecerat et posuerat in dicta domo et etiam affectionem quam ad personam ipsius habebamus et habemus, eidem archidiacono concessimus concorditer quod quicquid ex proventibus ejusdem domus ultra septem libras parisiensium percipietur a nobis, distribuatur in ejus anniversario post ipsius obitum annuatim. In cujus rei memoriam et testimonium presentes litteras sigillo nostro fecimus sigillari. Datum anno Domini millesimo ducentesimo quinquagesimo secundo, die martis ante Pascha.

CCXCV

22 octobre 1254

L'évêque d'Orléans, arbitre choisi [1], adjuge au chapitre le patronage de l'église de Baccon, que lui disputait Hervé des Roches, archidiacre de Beaugency.

(Original s. parch. Arch. du Loiret, G. 376).

G[uillermus], Dei gratia Aurelianensis episcopus, omnibus presentes litteras inspecturis salutem in Domino. Noveritis quod cum inter dilectos filios O[donem] decanum et capitulum Aurelianense, ex una parte, et Herveum de Rupibus, archidiaconum Balgentiacensem in ecclesia Aurelianensi, ex altera, contencio verteretur super jure patronatus ecclesie de Bacuns, videlicet utrum ad dictos decanum et capitulum collacio dicte ecclesie pertinere deberet vel ad archidiaconum supradictum, et tandem super dicta contencione in nos alte et basse esset a dictis partibus compromissum, et promissum quod dicte partes ratum et firmum haberent quicquid nos de dicta contencione et eciam de collacione ecclesie hac vice duceremus ordinandum ; nos, auditis racionibus partis utriusque, ipsis partibus presentibus coram nobis, jus patronatus dicte ecclesie adjudicavimus pertinere ad decanum et capitulum memoratos, dicto archidiacono quantum ad hoc perpetuum silencium imponendo, et dictam ecclesiam, vice capituli, contulimus Matheo clerico nostro, divine intuitu pietatis. Datum anno Domini millesimo ducentesimo quinquagesimo quarto, die jovis post festum sancti Luce, de consensu parcium predictarum.

---

[1] Mercredi avant Saint-Denis (7 octobre) 1254. — Même cote. Actes du chapitre et d'Hervé des Roches, promettant d'accepter la sentence.

CCXCVI

29 juin 1256

Expédition par l'archevêque de Sens de l'acte de vente qui suit (Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G. 350).

Omnibus presentes litteras inspecturis magister Odo, officialis curie Senonensis, in Domino salutem. Noverint universi quod coram nobis constituti Hugo dictus Serene de Tespon, miles, et Margareta, ejus uxor, undecim modios bladi et avene, videlicet quinque modios et dimidium bladi et quinque modios et dimidium avene ad mensuram de Stampis ex parte dicte Margarete moventes, *etc.....* (*Cet acte est au fond le même que le suivant avec d'autres formules dans un autre ordre. Il est à remarquer qu'il y est dit :* « Guillelmo, dicto Malesherbes de Erbuncie, armigero », *et qu'il est ajouté aux trois fidéjusseurs de l'autre acte :* « et Radulphum de Barville »)... Asseruit eciam dictus Hugo coram nobis quod dictam venditionem fecit ut precium illius venditionis in utilitatem dicte Margarete, ejus uxoris, et liberorum suorum convertatur..... Preterea coram nobis constitutus Johannes de Abbatisvilla, armiger, secundus dominus feodi supradicti, ut dicebat, dictam vendicionem volens, laudans et concedens, quantum ad eum pertinebat admortificavit feodum supradictum coram nobis, promittens, *etc...* Et quantum ad omnia predicta tenenda et complenda dicti Hugo, Margareta, et plegii supranominati ac Johannes de Abbatisvilla supradictus, quocunque eant seu maneant, se supposuerunt jurisdictioni curie Senonensis. Et asseruit dicta Margareta quod hoc faciebat spontanea non coacta. In cujus rei testimo-

nium et memoriam presentes litteras ad peticionem partium predictarum sigillo Senonensis curie fecimus sigillari. Actum anno Domini millesimo ducentesimo quinquagesimo sexto, die lune post nativitatem beati Johannis Baptiste, mense junio.

CCXCVII

8 juillet 1256

Vente au chapitre par Hugues Serenne de onze muids, moitié blé, moitié avoine, qu'il possède sur la grange dîmeresse de Mesnilgirault et de tous ses droits sur cette grange pour 190 livres parisis.

(Orig. sur parch. Arch. du Loiret, G. 350.)

Universis presentes litteras inspecturis officialis curie Aurelianensis salutem in Domino. Noveritis quod constituti coram nobis in jure Hugo dictus Serenne, miles, de Tesponz, et domina Margareta, ejus uxor, undecim modios bladi et avene, medietatem bladi et medietatem avene, ad mensuram de Stampis, ex parte dicte domine moventes, quos habebant annui redditus in grangia decimaria de Mesnilio Giraudi, et quicquid juris habebant in eadem grangia vendunt, quitant et concedunt in perpetuum viris venerabilibus decano et capitulo Aurelianensibus pro decem et novem viginti libris parisiensium, dominium et possessionem dicti redditus in dictos decanum et capitulum transferendo; et promittunt per fidem se dictum redditum dictis decano et capitulo gar[ent]itur[os] defensuros et liberaturos in perpetuum ad usus et consuetudines patrie contra omnes, et quod redditum predictum et venditionem inde factam facient et procurabunt propriis sumptibus et expensis ipsorum Hugonis et Margarete laudari, concedi et admortificari in perpetuum a Johanne de Abbatisvilla, armigero, secundo domino feudi supradicti, et quod dictus dominus promittet per fidem suam se garentire et

defendere contra omnes dictis decano et capitulo laudationem, concessionem et admortificationem predictas tanquam secundus dominus feudi predicti. Preterea promiserunt dicti Hugo et ejus uxor per dictam fidem se refusuros dictis decano et capitulo omnia dampna, deperdita et interesse pro defectu garentie et liberationis predictarum, si contigerit eos deficere in predictis vel aliquo de predictis garentiendis et liberandis, et de predictis garentiendis et liberandis et defendendis dederunt tres fidejussores coram nobis videlicet Guillelmum de Meso, militem, Perrotum Serenne, et Guillelmum Serenne, armigeros, qui coram nobis per fidem se plegios constituerunt ad usus et consuetudines Aurelianenses. Preterea promiserunt dicti Hugo et Margareta per fidem se super dicta venditione concessuros litteras fieri sub sigillo reverendi patris domini Senonensis archiepiscopi, vel ejus officialis, et se daturos ibidem dictos plegios et alios ydoneos super omnibus supradictis. Asseruit autem dictus miles per juramentum suum se non credere alios dominos feudales esse in dicto redditu usque ad capitulum Aurelianense, quam dictum Johannem de Abbatisvilla et duos alios qui jam dictam venditionem laudaverunt et concesserunt prout inferius plenius continetur. Preterea constituti coram nobis Johannes de Belna, miles, et Ysabellis, ejus uxor, de cujus capite movet dictum feodum, primus dominus ejusdem feudi, et Guillelmus de Malisherbis, dictus Grierius, et Maria ejus uxor, tercius dominus feudi predicti, ad requisitionem dictorum Hugonis et Margarete dictam venditionem laudantes et spontanei concedentes dictum feudum quod habebant in dicto redditu coram nobis admortificaverunt in perpetuum decano et capitulo supradictis, promittentes per fidem suam quod in dicto redditu ratione feudi vel aliqua alia ratione decetero per se vel per alium ratione dotis seu dotalicii vel aliqua alia ratione nichil petent nec petere attemptabunt. Promiserunt insuper dicti Johannes de Belna et Ysabellis ejus uxor et dictus Guillelmus et Maria, ejus uxor, quod

dictum feudum et admortificationem super eo factam dictis decano et capitulo in perpetuum, videlicet dictus Johannes de Belna, miles, et Ysabellis ejus uxor tanquam primus dominus feudalis, et dictus Guillelmus et ejus uxor tanquam tercius dominus feudalis, garentient, liberabunt et defendent contra omnes, et insuper plegios dederunt, videlicet dicti Johannes de Belna et ejus uxor Stephanum Golart de Corciaco, Johannem de Belna, armigerum, filium eorumdem Johannis et Ysabellis, Petrum de Borda et Constantium de Graniis, et dicti Guillelmus et Maria ejus uxor dederunt magistrum Johannem de Bosumvilla, clericum, Guillelmum de Alleinvill[a], armigerum, et Michaelem servientem Odonis, decani Aurelianensis, qui plegii ad predicta adimplenda coram nobis se tanquam plegios per fidem suam obligarunt ; et insuper dicti Johannes de Belna et Ysabellis ejus uxor promiserunt quod, altero dictorum plegiorum suorum sublato de medio, ipsi alterum eque bonum subrogabunt infra mensem postquam super hoc ex parte dictorum decani ét capituli fuerint requisiti, et quantum ad omnia et singula supradicta tenenda et adimplenda omnes prenominate persone se jurisdictioni nostre supposuerunt. Datum ad preces dictarum partium, anno Domini MCCL sexto, mense julio, die sabbati post festum beati Martini estivalis.

CCXCVIII

30 septembre 1258

Vidimus par Eudes, doyen de Sainte-Croix, d'une des clauses de la charte LI.

(Orig. s. parch. Arch. Nat. J. 170, 27.)

Universis presentes litteras inspecturis Odo, decanus Aurelianensis, salutem in Domino. Noveritis nos litteras illustris viri Ludovici, regis Francorum, non viciatas, non cancellatas, non abolitas, anno Domini MCCL octavo, die martis post festum Sancti Michaelis, vidisse in hec verba :

Nihil eque magnum aut gloriosum et c.[1]...

In quibus interseritur ista clausula : Ad majorem etiam... (Ch. LI, p. 102, l. 18)... vicessimo septimo. (*Ibid.* p. 103 l. 7, *au lieu de* XXVI).

In cujus rei memoriam et noticiam presentem clausulam fecimus sigillari. Datum anno et die predictis.

---

[1] Ch. LI, p. 101, l. 2. — C'est au présent acte que s'applique la référence J. 170 : 27, mise par erreur à la charte LI.

CCXCIX

Viterbe, 8 avril (6 des ides) [1258]

Confirmation par Alexandre IV de l'acte épiscopal de septembre 1247 [1], relatif aux archidiacres.

(Copie de 1636, d'après l'original. Arch. du Loiret, G. 415.)

Alexander episcopus, servus servorum Dei, dilectis filiis archidiaconis ecclesie Aurelianensis salutem et apostolicam benedictionem. Cum a nobis petitur quod justum est et honestum, tam vigor equitatis quam ordo exigit rationis ut id per solicitudinem officii nostri ad debitum perducatur effectum. Sane petitio vestra nobis exhibita continebat quod venerabilis frater noster episcopus Aurelianensis, tenuitatem reddituum archidiaconatuum vestrorum attendens, proinde ut facilius et liberius possitis officii vestri debitum exercere, quasdam parrochiales ecclesias in quibus, ratione predictorum archidiaconatuum, jus patronatus habetis Aurelianensis diocesis, ad ipsius collationem spectantes, Aurelianensis capituli ad id accedente consensu, eisdem archidiaconatibus concessit, prout in literis inde confectis plenius dicitur contineri. Nos itaque, vestris supplicationibus inclinati, quod super hoc ab eodem episcopo proinde factum est ratum et firmûm habentes, id auctoritate apostolica confirmamus et presentis scripti patrocinio communimus. Nulli ergo *etc*... Si quis autem, *etc*... Datum Viterbii, sexto idus aprilis, pontificatus nostri anno quarto.

---

[1] Ch. CCLXXXI.

CCI

9 décembre 1256

Girard de Chartres approuve, comme suzerain, la vente faite par Gohier au Chapitre de sa dîme de blés et avoines des Juifs pour 30 livres parisis.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G. 370).

Universis presentes litteras inspecturis officialis curie Carnotensis salutem in Domino. Noveritis quod in nostra presentia constitutus Girardus de Carnoto, miles, quamdam venditionem decime bladi et avene de Juis, quam Goherius et mater et frater et sorores ejus faciunt decano et capitulo Sancte Crucis Aurelianensis pro precio triginta librarum parisiensium, que de suo feodo movent, voluit, laudavit et concessit tamquam tertius dominus feudi, et promisit se garantire dictam venditionem dictis decano et capitulo tamquam tertius dominus feudi contra omnes et singulos qui dicent se esse tertios dominos feudi. Promisit autem *etc*... In cujus rei testimonium et munimen cum sigillo dicti Girardi presentes litteras sigillari fecimus sigillo curie Carnotensis. Datum anno Domini millesimo ducentesimo quinquagesimo sexto, die sabbati post festum beati Nicholai hiemalis.

CCCI

21 décembre 1258

Vente au chapitre, par le maire de l'Hôtel lès Jargeau (Saint-Denis-de-l'Hôtel), de ses droits sur la dîme des vignes de l'archidiacre de Sully audit Hôtel moyennant 10 sous parisis de rente.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G. 268.)

Omnibus presentes litteras inspecturis, officialis curie Aurelianensis salutem in Domino. Noveritis quod cum Raginaldus, major de Hospicio, diceret se debere habere in decima vinearum de Hospicio juxta Jargolium, quas tenet vir venerabilis Robertus, archidiaconus Soliacensis, nomine ecclesie Aurelianensis, decimam jalletam vini decime, et qualibet die qua traheret idem major dictam decimam vini deberet habere, ut dicebat, dimidium sextarium vini pro tractu dicte decime, et dictus archidiaconus non confiteretur predicta vera esse ; tandem dictus major, in nostra presentia constitutus, quicquid juris habebat vel habere poterat aliqua racione vel causa in predictis tractu et decima dicto archidiacono nomine ecclesie Aurelianensis quictavit in perpetuum et dimisit pro decem solidis parisiensium reddendis decetero annis singulis dicto majori et ejus heredibus in festo Nativitatis Domini. Preterea dictus major dictum archidiaconum ab omnibus hiis que habuerat vel receperat, si qua receperat, minus juste occasione tractus et decime predictorum et ab omnibus aliis quibuscumque quictavit penitus et assolvit, promittens idem major per fidem suam in manu nostra prestitam quod contra predicta omnia et singula seu aliquid de predictis per se vel per alium aliquo jure, ratione vel causa non veniet in futurum. In cujus rei memoriam et testimonium nos presentes litteras sigillo curie Aurelianensis fecimus sigillare. Datum anno Domini MCC quinquagesimo octavo, die sabbati ante Nativitatem Domini.

CCCII

Avril 1259

Sentence arbitrale assignant à Daniel, chapelain de Sainte-Madeleine en l'église d'Orléans, le cens des 3 arpents de vigne appartenant à ladite chapelle à [illegible] (?), et celui de 4 arpents de vigne à Pierre Bonamicharles, exempté de payer un quarteron de poivre audit chapelain et recevant de lui 40 sous tournois.

(Copie collationnée s. parch. XIVe siècle, Arch. du Loiret, G. 427.)

Omnibus presentes litteras inspecturis officialis curie Aurelianensis salutem in Domino. Noveritis quod cum Petrus Bonamicikaroli debet singulis annis et certa die unum quarteronum piperis nomine cari census Danieli, vicario altaris beate Marie Magdalene in ecclesia Sancte Crucis Aurelianensis constituti, racione ejusdem altaris, et ob hoc teneret idem Petrus ab ipso Daniele et racione dicti altaris censum septem arpentorum vinee sitorum, ut dicitur, apud Boellum vel circa, de quibus septem arpentis idem Daniel tria tenebat arpenta ; et cum, occasione premissorum, esset et multociens esse posset contencio in hereditate super relevacionibus, injuriis et emendis inter ipsos, tandem dictus Daniel, pro voluntate sua, et dictus Petrus, similiter pro voluntate sua et de consilio amicorum suorum, super premissis omnibus compromiserunt in Bovonem, vicarium dicti altaris, et Johannem de Lorriaco, civem Aurelianensem, promittendo fide prestita et sub pena centum solidorum parisiensium hincinde apposita se firmiter observare quidquid per ipsos esset alte et basse super premissis omnibus ordinatum, qui Bovo et Johannes inchoacionem hujusmodi negocii attendentes, dictum suum super premissis protulerunt coram nobis in hunc modum quod

dictus Daniel et ejus successores in dicto altari haberent censum suorum trium arpentorum vinee, ad dictum altare pertinentium, liberum et immunem imperpetuum ab omni exactione et inquietacione dicti Petri et successorum ejus, et in escambium ejusdem census dictus Petrus et ejus heredes tenerent imperpetuum totum censum aliorum quatuor arpentorum vinee cum omnibus pertinenciis ejusdem census, liberum similiter et immunem ab omni exactione et inquietacione dicti Danielis et successorum ejus in altari supradicto, et quod esset eciam dictus Petrus immunis imperpetuum solucione piperis supradicti, et preterea haberet idem Petrus quadraginta solidos turonensium a dicto Daniele, cessantibus amodo inter ipsos Petrum et Danielem omnibus querelis, contencionibus et actionibus habitis et qué usque ad hunc diem haberi potuissent super premissis omnibus inter ipsos ; quos quadraginta solidos turonensium confessus est dictus Petrus se a dicto Daniele presbitero habuisse. Dictum vero compromissum et dictum dictorum arbitrorum Millessend[es], mater dicti Petri, Ysania, Johanna et Maria, sorores ejusdem Petri, filie dicte Milless[endis], coram nobis in jure constitute, ratam habuerunt et acceptam, et quidquid juris habebant et habere potuerant in dicto censu dictorum viginti septem denariorum annui census et in omnibus pertinentiis ejusdem census existentis super dicta tria arpenta dicti altaris, apud dictum locum de Boello sita, dicto Danieli et dicto altari suo et ejusdem Danieli successoribus in eodem altari quittaverunt et concesserunt imperpetuum paciffice possidenda ; promittentes per fidem suam in manu nostra prestitam corporaliter dicti Daniel, Petrus et dicte mulieres omnes quod contra prolacionem, quittacionem et concessionem predictas vel aliquid de predictis decetero jure hereditario seu eciam qualibet alia racione seu causa per se vel per alium venire nullatenus attemptabunt. Item promisit dictus Petrus per fidem suam quod si aliquis alius censum et relevaciones super dicta arpenta vinee dicti altaris apud dictum locum qui dicitur

Bosellum sita peteret in futurum, sive super hoc ipsum Danielem et ejus successores in dicto altari imposterum molestaret, quod ipsum faceret tacere et quod dictos Danielem et ejus successores et dictum altare super hoc liberaret, et redderet eidem Danieli et ejus successoribus in dicto altari omnia dampna et expensas que et quas dicti Daniel et ejus successores per juramentum suum, tamen sine alia prolatione, pro deffectu dicte liberacionis diceret se habere et fecisse et sustinuisse quandocumque et quocienscunque. Pro quibus omnibus et singulis predictis tenendis imperpetuum et implendis dictus Petrus per fidei dacionem se et omnes heredes et successores suos cum omnibus bonis suis mobilibus et immobilibus presentibus et futuris dictis altari et Danieli et ejus successoribus in eodem altari imperpetuum obligavit et supposuit jurisdictioni curie Aurelianensis. In cujus rei memoriam et testimonium presentes litteras fecimus, ad requisitionem dictorum Petri, Danielis et mulierum omnium sigillo Aurelianensis curie roborari. Datum anno Domini M ducentesimo quinquagesimo nono, mense aprili.

CCIII

15 septembre 1259

Le Chapitre de Sainte-Croix, pour encourager la bonne culture des vignes par les curés, assigne au paiement de leurs dettes, après leur mort, les fruits de leurs vignes convenablement façonnées, si leurs meubles ne suffisent audit paiement ; s'ils n'ont pas de dettes, ces fruits seront appliqués aux besoins de la cure, sans préjudice des prières et des anniversaires.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G. 410).

Omnibus presentes litteras inspecturis decanus et capitulum Aurelianense salutem in Domino. Noverint universi quod

divine pietatis intuitu et quia juri consonum videtur, omnibus presbiteris parrochialibus in decanatu Aurelianensi constitutis et eorum successoribus concedimus in perpetuum quod, quandocumque ipsos decedere contigerit, vineis suis jam cum fossorio et sarpa factis, de fructibus illarum defunctorum presbiterorum debita persolvantur, si alias de mobilibus eorumdem solvi non possent. Si vero debitis obligati non fuerint, predicti fructus de consilio decani per manus executorum suorum in utilitatem presbiteratuum converterentur, ita tamen quod pro defunctis presbiteris fiant orationes diebus dominicis, prout moris est, in suis ecclesiis, et ipsorum anniversaria annuatim in ipsis ecclesiis celebrentur. In hoc autem consideravimus utilitatem ecclesiarum parrochialium evidentem, ut ad ipsarum ecclesiarum vineas excolendas et bene faciendas parrochiales presbiteri facilius provocentur. In cujus rei memoriam et munimen sigillo nostro fecimus presentem litteram sigillari. Datum in capitulo generali, anno Domini MCCL nono, in crastinum Exaltationis sancte Crucis, mense septembri.

CCCIV

Décembre 1259

Jean de Saint-Brisson approuve la vente par son vassal Jean Garnaut à Sainte-Croix de sa dîme de blé et de vin dans les paroisses de Nouan-sur-Loire et de Muides.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G. 356.)

Omnibus presentes litteras inspecturis Johannes de Sancto Bricione, miles, salutem in Domino. Noverint universi quod cum Johannes, dictus Guarnaut, et Gileta, ejus uxor, vendiderint venerabilibus viris decano et capitulo Aurelianensibus

totam decimam quam habebant in parrochia de Noemio et de Moida in blado et vino seu quibuscumque rebus aliis, ego Johannes, de cujus feodo dicta decima secundo loco movebat, dictam venditionem volo, laudo et aprobo et dictam decimam tanquam secundus dominus amortifico. Et si quis tanquam secundus dominus dicte decime dictos decanum et capitulum super hoc molestaret, ipsos contra eumdem bona fide ad usus et consuetudines patrie teneor guarantire. In cujus rei memoriam et testimonium sigillo meo presentes litteras sigillavi. Datum anno Domini millesimo ducentesimo quinquagesimo nono, mense decembri.

CCCV

Janvier 1260

Charte d'affranchissement de 265 serfs de Beauce.

(Copie XVIe s. Arch. du Loiret ; supp^t du fonds de Sainte-Croix, reg. de Terminiers : f° 7).

(Pub. *Mémoires de la Société archéologique de l'Orléanais*, t. XV, p. 445).

Universis presentes litteras inspecturis decanus totumque Aurelianensis ecclesie capitulum salutem in Domino. Notum facimus quod cum persone inferius nominate, in terra nostra de Belsia commorantes, essent homines et femine nostre de corpore et servilis conditionis, et eedem persone nobis humiliter supplicassent ut nos ipsas personas et earum filios et filias et omnes heredes quos habent et legitime de propriis corporibus imposterum procrearent ab omni jugo servitutis et quatuor denariis capitalibus annui census vel redditus, necnon et forismaritagio absolvere dignaremur, nos, attendentes multimoda commoditatum genera tam nostris hominibus et

eorum heredibus quam nobis etiam et ecclesie nostre ex hujusmodi concessione libertatis provenire, ipsas personas pietatis intuitu et omnes heredes quos nunc habent et quos imposterum de propriis corporibus legitime procreaverint a jugo servitutis manumictimus et quatuor denariis capitalibus et forismaritagio in quibus nobis tenebantur omnino liberavimus sub conditionibus et pactionibus inferius insertis et adjectis. De voluntate ipsarum, non tamen causa onerande libertatis talia jura retinuimus et retinemus in ipsis consentientibus et in heredibus suis et rebus eorumdem, ad quemcumque locum se transferant, in terra et justicia nostra sitis, videlicet honorem debitum, reverentiam et ea que solent et debent liberti patronis suis exhibere. Item voluerunt et concesserunt predicte persone, nomine suo et nomine heredum suorum, quod non poterunt intrare aliquod commune nec fieri milites sine licentia nostra petita prius et obtenta; et quod homines ecclesie Aurelianensis justiciabiles nobis per se vel per alium non trahent ad aliam justiciam quam ad justiciam nostram sive forum nostrum, quamdiu nos vel mandatum nostrum parati fuerimus eisdem justiciam exhibere; nec possessiones quas habent vel habituri sunt in terra nostra vendere poterunt militibus aut nobilibus personis aut quocumque alio titulo in hujusmodi personas transferre sine licentia nostra, et propter hoc se et heredes et successores suos et omnia bona sua presentia et futura pariter obligarunt. Item actum est et conventum inter nos et predictas personas quod retinuimus et retinemus in predictis personis et eorum heredibus et successoribus suis tailliam ad beneplacitum nostrum, dum tamen in terra nostra hostisias vel possessiones habuerint seu fuerint residentes, non obstante prescriptione longissimi temporis seu aliquo privilegio indulto sive indulgendo a quocumque. Item census omnes, quos nobis prius debebant, tenebuntur ipse persone manumisse et heredes sui sive successores et illi ad quos bona, ratione quorum census nobis debentur, quocumque titulo devenerint, qui pro tempore fuerint et

nobis et successoribus nostris singulis imposterum reddere et solvere. Insuper redditus omnes videlicet campipartem, decimam numeratam, moutonagium, frevenagium, pastum, corveagium, curnagium, charragium, relevagia ad placitum, quando ea contigerit evenire, item galinas, panes in Natali Domini, et omnes reddebitiones et debita nobis et successoribus nostris, et ante manumissionem hujusmodi faciebant, reddere tenebantur cum omni justicia, districtu et aliis juribus et consuetudinibus quibuscumque, excepto quod ab omni jugo servitutis et quatuor denariis capitalibus et forismaritagio sunt predicte persone specialiter liberate prout superius est expressum. Sciendum est insuper quod de hiis omnibus et singulis supradictis tenendis et inviolabiliter observandis se obligarunt infrascripte persone et oneraverunt se et omnes heredes suos qui pro tempore fuerint et quoscumque alios successores et etiam possessiones quascumque prestito sacramento ab eisdem tactis sacrosanctis euvangeliis necnon et fide prestita corporali, et promiserunt et se obligarunt sub juramento et fide predictis quod ea omnia et singula supradicta inviolabiliter observabunt. Nomina autem predictarum personarum quas manumittimus sicut superius est expressum presenti pagina duximus inserenda. Et primo nomina hominum nostrorum et mulierum de Sogiaco... (XXVII)[1]... apud Provencheriam... (X)... Apud Uneau... (II)... Apud Menilouart... (VII)... Apud Boissoy... (VII)... Apud Villesevros... (X)... Apud Topineus... (XI)... Apud Valengelus... (II)... Apud Bouchet... (X)... Apud Villerdu... (XXI)... Apud Besilli (XIX)... Apud Rovroy... (IV)... Apud Mores... (VIII)... Apud Geminiacum... (XI)... Apud Villors... (XX)... Apud Terram Nigram... (VI)... Apud Faverolas... (XXII)... Apud Gomer...

[1] Les noms des serfs allongeraient inutilement ce texte ; on les trouvera au tome XV des *Mémoires*. Leur nombre seul a été noté ici.

(XXI)... Apud Murellas... (VIII)... Apud Termenier... (XIII)... Apud Scalas... (IV) .. Apud Gaubert... (XIV). . Item apud Mores... (VIII)[1]... In cujus rei testimonium ad petitionem predictarum personarum litteris presentibus sigillum nostrum duximus apponendum. Actum in capitulo, anno Domini millesimo CCL nono, mense januario. Datum eodem anno, mense februario.

CCCVI

2 janvier 1269

Amortissement par Geoffroy de Malmusse en faveur du chapitre d'une dîme que tenait de lui à Nouan-sur-Loire Jean Garnaud.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G. 356.)

Omnibus presentes litteras inspecturis officialis curie Aurelianensis salutem in Domino. Noverint universi quod in nostra presentia constitutus Gaufridus de Malemuce, armiger, primus dominus feodalis, ut dicit, cujusdam decime site in parrochia de Noemio in vino et blado et aliis fructibus, que decima quondam fuit Johannis Garnaut, admortificavit ad opus decani et capituli Aurelianensis et promisit per fidem suam in manu nostra prestitam quod contra dictam admortificacionem jure hereditatis sive quolibet alio jure per se vel per alium non veniet in futurum. Immo promittit dicta fide se garentiturum, liberaturum et deffensurum tamquam primus dominus feodi dicte decime predictam decimam perpetuo decano et capitulo superius nominatis. Confessus est etiam coram nobis in jure dictus Gaufridus quod recepit a dictis de-

---

[1] Répétition du nom et du nombre (p. 408, l. 29), ou l'un Moret-sur-Conie et l'autre Moret (Rouvray)?

cano et capitulo pro dicta amortificacione septem libras turonensium de quibus se tenet plenarie pro pagato. Et confessus est quod dicti decanus et capitulum de predicta amortificacione se plenarie satisfecerunt. Dictus vero Gaufridus quantum ad predicta et singula jurisdicioni nostre se supposuit, et promisit per fidem quod dabit decano et capitulo predictis litteras decani Blesensis de pactionibus antedictis. In cujus rei memoriam et testimonium presentes litteras sigillo Aurelianensis curie duximus roborandas. Actum anno Domini millesimo ducentesimo quinquagesimo nono, die veneris post Circoncisionem Domini.

CCCVII

31 mars 1260

Jean de Pontvalon se reconnaît serf du chapitre, ainsi que ses descendants

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G. — Copie. Bibl. Nat. coll. Moreau 182, 161 « Cartulaire de l'église d'Orléans, f° 120 ».)

Universis presentes litteras inspecturis officialis curie Aurelianensis salutem in Domino. Noverint universi quod in nostra presencia constitutus Johannes de Ponte Balon confessus fuit se esse hominem de corpore decani et capituli Aurelianensis, et se fecisse homagium dictis decano et capitulo Aurelianensi sub eo modo quod dicti decanus et capitulum Aurelianense dictum Johannem poterunt explectare sicut alios suos homines de corpore, et promisit etiam bona fide coram nobis predictus Johannes se reddere heredes suos ex carne sua procreatos, cum ipsi pervenerint ad legitimam etatem, predictis decano et capitulo Aurelianensi cum ipsos ad etatem legitimam contingeret devenire. Datum anno Domini MCCL nono, die mercurii post Ramos palmarum.

CCVIII

31 mars 1260

Transaction entre l'archidiacre de Pithiviers et le prieur de Donnery, d'une part, le chapitre de Sainte-Croix et Jean et Eudes de Boisegault, d'autre part, au sujet des dîmes des novales en la paroisse de Donnery.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G. 324.)

Universis presentes litteras inspecturis officialis curie Aurelianensis salutem in Domino. Notum facimus quod in nostra constituti presentia vir venerabilis Hugo, archidiaconus Pithiveriensis, et prior de Donesiaco confessi sunt coram nobis quod cum esset contentio inter ipsos, ex una parte, et venerabiles viros Odonem decanum totumque Aurelianensis ecclesie capitulum et Johannem et Odonem de Bosco Gaudi fratres, ex altera, super decimis novalium infra limites parrochie de Donesiaco sitorum, priore et archidi[ac]ono supradictis asserentibus decimas novalium predictorum ad se pertinere, parte altera hoc negante, et dictis decano et capitulo ad se predictas decimas ad se pertinere dicentibus, tandem post multas altercaciones inter predictos archidiaconum et priorem, habentem potestatem et speciale mandatum a viris religiosis abbate et conventu de Balgenciaco, componendi, transigendi et pacificandi de contencione seu causa que vertebatur inter predictas partes, de consilio venerabilis viri Hugonis, archidiaconi Aurelianensis, amicabilis composicio intervenit in hunc modum videlicet quod dicti decanus et capitulum decetero habebunt et percipient integraliter omnes decimas novalium tam presentium quam futurorum que sunt aut erunt infra limites parrochie de Donesiaco supradicte, et

propter hoc dicti decanus et capitulum, ut confessi sunt coram nobis prior et archidiaconus predicti, promiserunt dicto archidiacono, quoad vixerit idem archidiaconus, se soluturos per se, vel per illum vel illos qui decimas decani et capituli apud Donesiacum sitas ad admodiacionem tenebunt, annuatim unum modium siliginis in dicta terra ex trescentis ad mensuram de Cheriaco post messes infra festum beati Remigii in capite octobris in granchia ipsorum decani et capituli. Defuncto vero dicto archidiacono, prior de Donesiaco et archidiaconus Pithiveriensis et eorum successores in posterum dictum modium siliginis equaliter dividant et percipiant tempore et loco predictis et ad mensuram prenotatam, et sciendum quod per hujusmodi composicionem archidiaconus et prior predicti quitaverunt predictos Odonem et Johannem de omnibus expensis et dampnis factis et habitis a predictis archidiacono et priore occasione dicte contentionis. Datum ad peticionem dicti archidiaconi et prioris, anno Domini MCCL nono, die mercurii post Ramis palmarum, mense marcio.

CCIX

Février 1261

Don de bois par l'évêque au chapitre pour la construction de la grange du Mesnil-Girault.

(Orig. s. parch. Arch. Nat. J. 170 : 17.)

(Publ. E. Berger, *Layettes du Trésor des Chartes*, t. IV, p. 3.)

Omnibus presentes litteras inspecturis R[obertus], miseracione divina Aurelianensis episcopus, salutem in Domino. Noverint universi quod nos, de voluntate et gracia excellentissimi domini L[udovici], Dei gratia regis Francorum illustris, de nemoribus nostris dedimus ecclesie nostre Aurelianensi

pro quadam grangia apud Meson Giraudi facienda. Et quia non volumus nec intendimus quod dicto domino regi aliquod prejudicium super hoc generetur, eidem nostras litteras duximus concedendas. Actum anno Domini MCCLX, mense februario.

CCCX

27 avril 1261

Approbation de l'acte suivant et amortissement des choses vendues par Pierre et Aubert de Villepion, premiers seigneurs, avec quittance de 80 livres parisis reçus du chapitre pour le quint et l'amortissement.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G. 365.)

Universis presentes litteras inspecturis, officialis curie Aurelianensis salutem in Domino. Noveritis quod in nostra presentia constituti Petrus de Villaripion et Aubertus, ejus frater, milites, vendicionem factam venerabilibus viris decano et capitulo Aurelianensibus a Roberto de Froevilla milite, videlicet domus et tocius terre arabilis imbladate et non imbladate, quam se habere dicebat idem Robertus apud Mores, in parrochia de Rovreio, — prout continetur in litteris reverendi patris episcopi Carnotensis super hac vendicione confectis, que sic incipiunt: *P. divina miseracione Carnotensis episcopus* et cetera, et sic terminantur : *Datum anno Domini millesimo ducentesimo sexagesimo primo, mense maio*, — moventem de feodo dictorum militum, laudaverunt, quittaverunt et etiam admortificaverunt dictis decano et capitulo Aurelianensibus, tamquam primi domini feodales, precio quater viginti librarum parisiensium, tum pro quiont denario, tum etiam pro admortificatione, de quibus se tenuerunt dicti fratres coram nobis integre pro pagatis in pecunia numerata, re-

summantes, etc. Jaquelina vero, uxor dicti Petri, et Johanna, uxor dicti Auberti, de voluntate et auctoritate dictorum militum, maritorum suorum, dictas laudacionem, quittacionem et admortificacionem dictis decano et capitulo factas super dicta vendicione a maritis suis laudaverunt, quittaverunt et etiam approbaverunt, promittentes, *etc*. Actum anno Domini millesimo ducentesimo sexagesimo primo, die mercurii post Resurrectionem Domini.

Sur le repli : Stephanus.

CCXI

Mai 1261

Vente au chapitre pour 340 livres parisis par Robert de Froavile de ses maison, grange et terres de Moret ; détail des pièces.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G. 371.)

P[etrus], divina miseracione Carnotensis episcopus, universis ad quos presentes littere pervenerint salutem in Domino sempiternam. Noveritis quod in nostra presencia constitutus Robertus de Froevilla, miles Carnotensis dyocesis, recognovit se vendidisse et imperpetuum quitavisse viris venerabilibus decano et capitulo Aurelianensibus totam terram de hereditate sua moventem, imbladatam et non imbladatam, quam se habere dicebat apud locum qui dicitur Mores et circumquaque, videlicet quamdam petiam terre que vocatur la Contre Oche, continentem quinque minatas seminature terre, coadherentem terre Jodoini Poincon, militis, ex una parte, et terre Gaufridi Carpentarii, ex altera ; et quamdam aliam petiam terre que vocatur Campus de Valle, continentem septem minatas seminature terre, coadherentem terre Odonis Chanthelou, ex una parte, et terre Amaurrici Bellehere, ex altera ;

item quamdam aliam peciam terre que vocatur similiter Campus de Valle, continentem quatuor minatas seminature terre, coadherentem terre Johanis Guimart, ex una parte, et vie qua itur de Mores apud Mureles ; item quamdam aliam peciam terre que vocatur similiter Campus de Valle, continentem triginta minatas seminature terre, coadherentem terre domine de Mores, ex una parte, et terre Beloti Raintru, ex altera ; item quamdam aliam petiam terre que vocatur Marchis, continentem duodecim minatas seminature terre, coadherentem terre Beloti Raintru, ex una parte, et terre Guillelmi de Mesamium, militis, ex altera ; item quamdam aliam petiam terre que vocatur Magnus Campus, continentem quadraginta minatas seminature terre, et aliam peciam terre contiguam dicto Magno Campo que vocatur Hasta Longa, que due petie terre coadherent terre domine de Mores, ex una parte, et terre magistri Philipi de la Galoere, ex altera parte ; item quandam aliam petiam terre que vocatur Raindoi, continentem quatuor minatas seminature terre, coadherentem terre Giraldi Le Macon, ex una parte, et terre Amaurrici Bellehere, ex altera parte ; item quamdam aliam petiam terre que vocatur Campus deversus Sanctum Sigismundum, continentem viginti quatuor minatas seminature terre, coadherentem terre magistri Philipi de la Galoere, clerici, ex una parte, et terre Machoti Bellehere, ex altera ; item quamdam aliam petiam terre que vocatur Le Chemin Tornais, continentem quatuor minatas seminature terre, coadherentem terre Mathei Bordais, ex una parte, et vie qua itur apud Stampas, ex altera parte ; item quamdam aliam petiam terre que vocatur Torpoiz, continentem duodecim minatas s. t., coadherentem terre Guillelmi de Porta, militis, ex una parte, et terre magistri Philipi de la Galoere, ex altera ; item quamdam aliam petiam terre que vocatur Les Fiez, continentem similiter duodecim m. s. t., coadherentem terre magistri Philipi de la Galoere ex omni parte ; item quamdam aliam petiam terre que vocatur La Traversaine, continentem sex m. s. t., coadheren-

tem ex una parte terre Mathei Bordais, et ex altera parte vie qua itur de Roverio apud Villerdu ; item quamdam aliam peciam terre que vocatur L'Oche de la Metoerie, continentem viginti quatuor m. s. t., coadherentem terre dicti magistri Philippi de la Galoere, clerici, ex una parte, et terre Mathei Bordais, ex altera ; necnon domum et granchiam sitas in dicto loco et quicquid habebat, habere poterat vel debebat tempore dicte vendicionis in dicto loco de Mores vel circa, in parrochiam de Rovreio Sancte Crucis vel circa, de feodo Petri et Auberti fratrum de Villerpium militum movencia, precio trecentarum et quadraginta librarum parisiensium, de quibus se tenuit dictus miles coram nobis integre pro pagato in pecunia numerata. Renuncians coram nobis *etc*... Promittens, *etc*... Has autem vendicionem et quitacionem et dominii translationem Mathia, uxor dicti Roberti, non vi non dolo ducta nec etiam circumventa, sed spontanea non coacta voluit, laudavit et concessit et liberaliter approbavit, promittens, *etc*... Renunciantes, *etc*... In cujus rei memoriam et testimonium presentes litteras sigillo nostro dictis decano et capitulo ad requisicionem dictorum Roberti et Mathie ejus uxoris tradidimus sigillatas. Datum anno Domini MCCLX^{mo} primo, mense maio.

CCCXII

Fontaines, 23 janvier 1262

Vente par J. [illegible] et sa famille et par les enfants de Jean de Romorantin au chapitre, pour 318 livres tournois, des dîmes de blé et de vin de Fontaines en Sologne. Vidimus de l'évêque d'Orléans, qui réserve sa juridiction (Orléans 9 février 1262).

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G. 325.)

Robertus, divina miseratione Aurelianensis episcopus,

omnibus presentes litteras inspecturis salutem in Domino. Noveritis nos litteras sub sigillo curie nostre Aurelianensis sigillatas vidisse et diligenter inspexisse de verbo ad verbum sub hac forma :

Omnibus presentes litteras inspecturis, officialis curie Aurelianensis salutem in Domino. Noveritis quod Guillelmus Jodoini de Roncheto, de parrochia de Chaverni, armiger, Aales, Agnes, Eremburgis et Corvina, sorores dicti Guillelmi, et Colinus de Melleto, maritus dicte Eremburgis, Johannes Jodoini, Philippus, Stephanus et Amelina, liberi defuncti Johannis de Remorantino, militis, et Petrus Lebugle, maritus dicte Ameline, de parrochia de Villahervei, ut dicebant, et Guillelmus de Ponte, constituti coram viro venerabili magistro Jacobo, canonico Aurelianensi, ad hoc loco nostri specialiter destinato et cui quoad hec fidem adhibemus, viro venerabili magistro Hugoni, ecclesie Aurelianensis archidiacono, ad hoc specialiter destinato nomine venerabilium virorum decani et capituli Aurelianensium, vendiderunt et concesserunt ipsis decano et capitulo imperpetuum pacifice possidenda scilicet dictus Guillelmus Jodoini terciam partem totius quarte partis decimarum vini de parrochia de Fontanis et terciam partem tocius tercie partis decimarum bladi de eadem parrochia de Fontanis, deducto tamen ex ipsa tercia parte ipsius Guillelmi Jodoini dicte tercie partis decimarum bladi uno modio bladi annui redditus ad mensuram de Fontanis, quem ab ipso Guillelmo Jodoini dictus Guillelmus de Ponte emerat, ut dicebat idem Guillelmus Jodoini ; et predicte quatuor sorores ejusdem Guillelmi Jodoini et dictus Colinus de Melleto totam aliam terciam partem dicte quarte partis dictarum decimarum vini et terciam partem dicte tercie partis decimarum bladi ; et predicti omnes liberi dicti defuncti Johannis de Remorantino, militis, et dictus Petrus Lebugle totam residuam terciam partem dicte quarte partis dictarum decimarum vini et totam terciam partem totius dicte tercie partis dictarum decimarum bladi ; et dictus Guillelmus de Ponte dictum modium bladi

annui redditus ad dictam mensuram quem, ut dicebat, habebat in dicta parte dictarum decimarum bladi dicti Guillelmi Joduini, dicto archidiacono similiter ad hoc destinato, nomine dictorum decani et capituli, vendiderunt et concesserunt ipsis decano et capitulo perpetuo pacifice possidenda, salvis tamen in dictis decimis bladi debitis et consuetis hiis reddeventiis tantum, scilicet presbitero de Fontanis quatuor modiis bladi, monialibus de Remorantino duobus sexter[iis] bladi, et priori de Pratea septem sexter[iis] bladi ad dictam mensuram de Fontanis redditus annuatim, precio trecentum et decem octo librarum turonensium, de quibus trecentum et decem octo libris confessi sunt predicti omnes venditores, tam viri quam mulieres, et Herveus de Traveciaco, miles, una cum dictis Stephano et Philippo, in ballo ipsius Hervei existentibus, sibi fuisse à dictis decano et capitulo plenarie satisfactum in pecunia numerata, renunciantes, *etc*... dictosque decanum et capitulum ex dictis trecentum et decem octo libris turonensium in perpetuum quitaverunt. Et de hiis omnibus et singulis predictis venditionibus dicti venditores omnes, tam viri quam mulieres, se desaisierunt in manu dicti archidiaconi, et existentem ipsum archidiaconum nomine et loco dictorum decani et capituli totaliter saisiverunt et investiverunt, et dominium, jus, possessionem et proprietatem et quicquid plus juris in omnibus dictis decimis habebant in presentiarum et habere poterant in sepedictum archidiaconum loco et nomine dictorum decani et capituli totaliter transtulerunt ; et hanc venditionem fecerunt pro rata sua dictarum omnium decimarum dicti Philippus et Stephanus, de auctoritate et assensu dicti Hervei, qui et frater suus asseruerunt per fidem manu super hoc datam quod dicta rata ipsorum Philippi et Stephani de dictis decimis erat inutilis ipsi Stephano et Philippo, et juraverunt ipsi Herveus et frater ejus super sancta Dei Evangelia quod junior ipsorum Philippi et Stephani decimum quartum annum et amplius compleverat. Mater vero dicti Guillelmi Joduini dictas venditiones voluit et concessit et totam dotem,

et si quod aliud jus in omnibus dictis decimis habebat et habere poterat, dictis decano et capitulo quitavit in perpetuum et dimisit. Dictus vero Guillelmus Jodoini, a quo, ut dicebat idem Guillelmus Jodoini, predicte omnes sorores sue et dictus Colinus ratam suam ex dictis decimis venditam tenebant in feodum, dictam venditionem a dictis sororibus suis et dicto Colino factam voluit et laudavit et totum feodum suum ammortificavit, et concessit quod dictas decimas omnes teneant et possideant in manu mortua decetero dicti decanus et capitulum libere et quiete. Promiserunt insuper predicti omnes venditores, *etc*... immo promiserunt, *etc*... Preterea promiserunt dicti Herveus et frater ejus quod procurabunt et efficient erga dictos Stephanum et Philippum, quos habebat in ballo suo idem Herveus, ut dicebat, cum ad etatem viginti quinque annorum devenerint, quod dictas venditiones ratas habebunt coram nobis vel officialem Aurelianensem qui pro tempore fuerit, et acceptas, et quod aliqua racione non venient contra aliquid de predictis, et quod in omnibus dictis decimis nichil per se vel per alium reclamabunt, per fidem ab ipsis Philippo et Stephano super hoc tunc prestandam. Et pro hiis omnibus et singulis predictis tenendis in perpetuum et implendis, et de non veniendo contra aliquid de predictis dicti Colinus, Guillelmus Jodoini et mater et sorores ejus, Guillelmus de Ponte, Johannes Jodoini, Petrus, uxor ejus, Herveus et frater ejus fidem suam in manu dicti Jacobi corporaliter prestiterunt, et dicti Philippus et Stephanus coram eodem Jacobo prestiterunt super sancta Dei Evangelia sacramentum. Item pro hiis omnibus et singulis predictis tenendis in perpetuum et implendis dicti venditores, tam viri quam mulieres, et dicti Herveus et frater ejus dictis fide et juramento se et omnes heredes et successores suos et omnia bona sua et heredum et successorum suorum mobilia et immobilia, presentia et futura memoratis decano et capitulo specialiter obligarunt et supposuerunt jurisdictioni curie Aurelianensis, et asseruerunt dicte mulieres omnes per fidei dationem quod

hec omnia et singula predicta faciebant spontanee, non coacte, etc... Guido vero, presbiter et curatus ecclesie de Fontanis, in cujus parrochia site sunt decime supradicte, dictas venditiones omnes coram dicto Jacobo voluit et concessit, salvo sibi jure quod habere in decimis novalium se dicebat; et dedit fidem in manu dicti Jacobi quod in dictis decimis nichil decetero per se vel per alium reclamabit. In cujus rei memoriam et testimonium presentes litteras fecimus sigillo Aurelianensi curie roborari. Actum apud Fontanas, anno Domini millesimo ducentesimo sexagesimo primo, in crastino sancti Vincencii, mense januario.

Nos vero predictas omnes et singulas venditiones volumus, laudamus et tanquam immediatus et solus feodalis dominus approbamus et totum feodum nostrum ammortificamus; promittentes bona fide nos contra dictam ammortificationem et contra predictas omnes et singulas venditiones decetero ratione aliqua non venire, et nos easdem omnes et singulas venditiones memoratis decano et capitulo in manu mortua perpetuo garantire. In cujus rei memoriam et testimonium presentes litteras fecimus sigilli nostri munimine roborari. Datum Au[relianis], anno Domini millesimo ducentesimo sexagesimo primo, die jovis post purificationem Beate Marie virginis.

[1] Retenta justitia nostra ammortificamus hec omnia supradicta. Datum ut supra.

[1] Ajouté d'une encre plus noire.

CCCXIII

7 mars 1262

Confirmation par le chapitre de Meung-sur-Loire d'un partage de serfs avec Sainte-Croix.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G.)

Omnibus presentes litteras inspecturis P. decanus totumque capitulum Magdunense salutem in Domino. Noverint universi quod nos participationem factam de Johanne et Alesy, liberis defuncti Roberti Dougue, hominis de corpore ecclesie nostre, et Johanne, femine [de] corpore ecclesie Sancte Crucis Aurelianensis, factum per H. de Crevos, cantorem ecclesie nostre, ex parte una, et per Johannem de Blesis, canonico dicte ecclesie, ex altera, qui ex parte capituli Aurelianensis dictum Johannem elegit in servum dicte Aurelianensis ecclesie, dicta Alesy, sorore dicti Johannis, in nostra servitute remanente, ratam habemus et gratam. Actum anno Domini MCC sexagesimo primo, die martis ante festum beati Gregorii, mense martii.

CCCXIV

8 avril 1262

Procès-verbal de restitution au chapitre du corps d'un prêtre arrêté par l'official dans le cloître de Mar[illegible], juridiction du chapitre, et trouvé mort dans la prison de l'évêque.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G. 483).

Officialis curie Aurelianensis omnibus presentes litteras inspecturis salutem in Domino. Noverint universi quod cum nos fecissemus capa quemdam presbiterum in claustro de Marzeio pro suspictione latrocinii et aliorum criminum quam habebamus contra ipsum, in quo claustro decanus et capitulum Aurelianense dicebant se habere jurisdictionem omnimodam tam spiritualem quam et temporalem ; ac propter hoc requirerent dicti decanus et capitulum dictum presbiterum sibi reddi a domino episcopo et a nobis, ac super hoc veritate inquisita dominus episcopus precepisset nobis ut nos dictum presbiterum redderemus dictis decano et capitulo, ac nos vellemus dictum presbiterum reddere dictis decano et pitulo, dictus presbiter inventus fuit mortuus in prisione domini episcopi. Et propter hoc dominus episcopus precepit Guillelmo, preposito suo, ut dictum presbiterum redderet dictis decano et capitulo, qui incontinenti de caputio suo restituit dictum presbiterum in manu decani nomine ipsius decani et capituli Aurelianensis, presente domino episcopo, in capitulo generali. In cujus rei memoriam et testimonium de mandato domini episcopi presentes litteras dictis decano et capitulo tradidimus sigillatas. Datum anno Domini MCCLX primo, in vigilia Pasche.

CCCXV

Jeudi 22 février 1265

Compromis du comte de Blois et du chapitre, relativement aux points litigieux qui les divisent : justice à Nouan-sur-Loire ; droit de tutelle sur les hôtes de Sainte-Croix en Beauce ; achat de terres à Villequoy ; bois à Chevrelles.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G. 356)

Omnibus presentes litteras inspecturis Johannes de Castellione, comes Blesensis et dominus Avenarum, salutem in Domino. Noverint universi quod cum inter nos, ex una parte, et venerabiles viros decanum et capitulum Aurelianenses, ex altera, controversia verteretur super hoc videlicet quod nos dicebamus nos esse in possessione et saisina sanguinis et violentie in villa de Noemio super Ligerim, predictis decano et capitulo hoc negantibus et dicentibus dictos decanum et capitulum esse et usos fuisse possessione et saisina predicte justicie sanguinis et violentie ; item et cum questio esset inter nos et dictos decanum et capitulum super hoc quod nos dicebamus et adhuc dicimus nos esse in possessione vel saisina habendi tensamentum [1] super hospitibus excolentibus terram in territorio Sancte Crucis in Belcia, cujusmodi tensamentum dicebamus nos debere levare et habere per nos vel per mandatum nostrum, licentia dicti capituli super hoc minime requisita, dictis decano et capitulo dicentibus quod dictum tensamentum levare non poteramus nec debebamus sine mandato dicti capituli, et super modo levationis dicti tensamenti esset inquesta facta de mandato domini regis. Item et cum

---

[1] *Censamentum* (ch. CCCXVI et CCCXVII).

esset controversia inter nos et dictos decanum et capitulum super hoc quod nos dicebamus dictum capitulum emisse terras in villa de Villecorb et circa in feodo nostro, quod facere non poterat nec debebat, dictis decano et capitulo super hoc in contrarium rationes plurimas allegantibus. Item et super hoc quod dicti decanus et capitulum habebant in terra sua de Capella quedam ligna ad terram jacentia, nomine furcarum et de quibus facte fuerant furce, que ligna de mandato nostro a dicto loco fuerant asportata, et dicti decanus et capitulum a nobis peterent quod nos predictum locum de predictis lignis faceremus resaisiri, et nos volumus et concedimus quod locus predictus predictis lignis resaisiatur et postmodum veritas justicie dictarum furcarum inquiratur. Tandem post multas altercationes super predictis habitas, de bonorum consilio, nos, ex una parte, et dicti decanus et capitulum, ex altera, in venerabiles viros magistrum R[enerium], Drocensem archidiaconum in ecclesia Carnotensi, et dominum Petrum de Marolio, decanum Magdunensem, et dominum Radulphum de Chevriaco, archidiaconum Parisiensem, a nobis et dictis decano et capitulo communiter desuper electum si duo predicti arbitri in unam non possent concordare sentenciam, cujus sententia cum altero predictorum prevaleret, super omnibus et singulis predictis controversiis compromittimus pace vel judicio a dictis arbitris terminandis. Promittentes, *etc.* — Qui arbitri suum debent proferre arbitrium infra Assumptionem beate Marie virginis proximo venturam. Volumus autem et concedimus quod si, pendente dicto compromisso, aliqua justicia in villa de Noemio evenerit facienda super illis super quibus est compromissum, quod dicta justicia per manus dictorum arbitrorum exerceatur. Necnon concedimus et volumus quod super inquesta facta de mandato domini regis super dictis tensamentis salve sint raciones hinc et inde, sicuti salve erant in curia domini regis, et quod dicta inquesta valeat coram dictis arbitris ac si facta esset ab eis-

dem. Volumus autem et concedimus quod dicti arbitri inquirant de omni usu et de omnibus aliis que faciunt ad probationem saisine justicie predicte violentie et sanguinis ville de Noemio, et illi parti que melius probaverit intentionem suam quantum ad saisinam a dictis arbitris saisina adjudicetur. In cujus rei memoriam et testimonium presentes litteras nostri sigilli munimine fecimus roborari. Datum Parisius, anno Domini millesimo ducentesimo sexagesimo secundo, die jovis in festo cathedre beati Petri.

CCCXVI

1er janvier 1264

Prorogation du compromis précédent.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G. 356)

..... *(Ch. CCCXVII)*..... Datum anno Domini MCCLX tercio, die martis post Nativitatem Domini.

CCCXVII

Mars 1264

Autre prorogation du même acte.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G. 356).

..... *(Ch. CCCXV)*..... arbitrandum. Qui arbitri suum debent proferre arbitrium infra quindenam Rexurectionis Domini proximo venturam. Volumus autem..... Actum anno Domini MCCLX tercio, mense marcio.

CCCXVIII

24 mars 1264

Le comte de Blois nomme Jean Charruau et André de Saint-Dié ses procureurs dans le compromis relatif à la justice de Nouan-sur-Loire.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G. 356).

Universis presentes litteras inspecturis Johannes de Castellione, comes Blesensis, salutem in Domino. Noveritis quod nos in causa seu in causis quam vel quas habemus inter nos, ex una parte, et venerabiles viros decanum et capitulum Sancte Crucis Aurelianensis coram venerabilibus viris archidiacono Drocensi in ecclesia Carnotensi et decano Magdunensi, Aurelianensis dyocesis, ab utraque parte super dictis causis et contencionibus factis unanimiter arbitris electis, magistrum Johannem Charruau et Andream de Sancto Deodato, clericos nostros, et quemlibet eorum in solidum, ita quod non sit melior condicio occupantis, procuratores nostros constituimus, facimus et ordinamus, dantes eisdem et alteri eorum potestatem et speciale mandatum agendi, defendendi, jurandi in animam nostram de calumpnia seu de veritate, ponendi et petitionibus respondendi, et faciendi in dictis causis seu in dictis controversiis coram dictis arbitris nomine nostro quicquid faceremus seu facere possemus si presentes essemus, ratum et gratum habentes et habituri quicquid in dictis causis seu controversiis per dictos procuratores seu per alterum eorum actum fuerit tam pro nobis quam contra nos coram dictis arbitris seu etiam procuratum, promittentes sub ypotheca rerum nostrarum pro dictis procuratoribus seu pro altero eorum si necesse fuerit judicatum solvi. Ratificamus

etiam quicquid actum, factum, procuratum fuit coram dictis arbitris pro nobis seu contra nos in predictis causis per dictos procuratores vel per alterum eorumdem seu per alios procuratores nostros, et hoc omnibus quorum interest signamus per presentes litteras sub sigillo nostro sigillatas. Datum anno Domini MCCLX tercio, die lune post dominicam qua cantatur *Oculi mei*, mense martii.

CCCXIX

26 mai 1270

Vidimus par le chapitre de Bourges des ordonnances royales de mars 1270, autorisant les laïques propriétaires de dîmes à les céder aux églises sans autorisation du roi ou de ses successeurs.

(Copie. Bibl. Nat. Moreau, 194 : 133 ; « Tiré du cartul. de l'église de Sainte-Croix d'Orléans, fol. 27 v°. » Envoyé par D. G [érou] de l'abbaye de Saint-Benoist, le 4 aoust 1765.)

(Publ. *Ordonnances des Rois de France*, t. I, p. 102.)

Universis presentes litteras inspecturis decanus et capitulum Bituricensis ecclesie salutem in Domino. Notum facimus nos vidisse et diligenter inspexisse ac de verbo ad verbum legisse et penes nos habere literas felicis recordationis Ludovici, Dei gratia Francorum regis, quarum tenor sub sigillo ejusdem sequitur in hec verba :

Ludovicus, Dei gratia Francorum rex, notum facimus universis tam presentibus quam futuris quod nos, divini amoris intuitu et pro remedio anime nostre et animarum inclite recordationis regis Ludovici, genitoris nostri, et regine Blanche, genitricis nostre, et aliorum predecessorum nostrorum, quantum in nobis est, volumus et concedimus quod omnes persone laycales decimas percipientes ab aliis in terra nostra et in feodis nostris moventibus mediate vel immediate, quas

ecclesie perciperent si eas laici non haberent, possint eas relinquere, dare et alio quocumque justo et licito modo ecclesiis concedere tenendas in perpetuum, nostro vel successorum nostrorum assensu minime requisito, ita etiam quod contra hoc heredes seu successores nostri nullatenus se opponere valeant aut hujusmodi concessionem nostram deinceps aliquatenus impedire. Quod ut ratum, *etc*... Actum Parisius, anno Domini millesimo ducentesimo sexagesimo nono, mense martio.

Data autem visionis predicte anno Domini 1270, die lune post Ascensionem Domini, in cujus visionis testimonium nostrum presentibus litteris duximus apponendum.

CCLXX

30 juin 1270

Sentence arbitrale confirmant au chapitre la possession de trois arpents de terre auxquels prétendait Thomas de la Ronce, et condamnant ce dernier à 20 sous parisis d'indemnité et à se faire absoudre de l'excommunication prononcée à la requête du chapitre.

(*Orig.* s. parch. Arch. du Loiret, G 685.)

Universis presentes litteras inspecturis Matheus de Magduno, presbiter, et magister Guillelmus de Bolaio, canonici Aurelianenses, salutem in Domino. Noveritis quod cum Thomas de Roncia, armiger, de contentione seu controversia que movebatur inter ipsum, ex una parte, et inter nos, ex altera, super tribus arpentis terre arabilis vel circiter que idem Thomas sine assensu et voluntate dicti capituli tradiderat ad carum censum sub annua pensione vingiti (*sic*) solidorum Guerino Bauguier, Laur[entio] Salome et Guilloto Nathalis, quod non poterat facere nec debebat, alte et basse in nos duos compromiserit seu compromissum fecerit per fidem suam, et voluntati sive arbitrio nostro totaliter se submiserit, et etiam

de expensis, dampnis et deperditis et arreragiis nobis per ipsum illatis, de quo arbitrio ab ipso tenendo et firmiter adimplendo se constituerunt plegios pro ipso Thoma, quilibet in solidum et per fidem, Simon de Porta, armiger, gener dicti Thome, et Philippus Prepositi, civis Aurelianensis, coram venerabili viro officiali Aurelianensi, et quantum ad hoc se supposuerunt ipsi plegii jurisdictioni dicti officialis et per fidem, prout in litteris dicti officialis plenius continetur ; nos, habito bonorum virorum consilio, die certa assignata a nobis dicto Thome ad audiendum arbitrium seu voluntatem nostram, dicto Thoma presente coram nobis et arbitrium nostrum seu voluntatem nostram super dicta contentione instanter postulante, arbitrium sive voluntatem nostram protulimus in hunc modum, videlicet quod dicta tria arpenta terre, de quibus contentio fuerat inter nos et ipsum Thomam, ecclesie Aurelianensi quitta et libera remaneant imperpetuum, et quod idem Thomas vel heredes seu successores sui in dicta terra decetero nichil habeant seu petant, dictum Thomam per arbitrium nostrum condampnantes ad reddendum nobis quadraginta solidos parisiensium pro expensis factis a nobis per ipsum et occasione ipsius in lite mota inter nos et ipsum ratione contentionis predicte. Dicimus etiam per arbitrium nostrum quod idem Thomas se faciat absolvi, secundum quod sibi videbit, a sentencia excommunicacionis in ipsum lata ad instantiam nostram occasione litis mote inter nos et ipsum. In cujus rei memoriam et notitiam nos presentes litteras sigillis... (*Déchirure*) cum sigillo curie Aurelianensis duximus roborandas. Datum et actum anno Domini MCC septuagesimo, die lune proxima post festum apostolorum Philippi et Jacobi.

Godinus.

CCCXXI

6 novembre 1270

Échange entre le chapitre et Eudes de Huêtre de diverses pièces de terre à Hunna, La Provenchère et autres lieux

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G 329.)

Universis presentes litteras inspecturis officialis curie Aurelianensis salutem in Domino. Noveritis quod in presentia Odonis de Baudrevilla, clerici curie Aurelianensis, notarii jurati ad hoc a nobis specialiter destinati, cui in hoc et majoribus fidem indubitatam adhibemus, constituti Odo de Oestro et Amelina, ejus uxor, tres pecias terre arabilis quas se habere dicebant, unam videlicet super cheminum qui ducit de Aur[elianis] Carnoti et ad Limodunum sitam, ab oppositis cujusdam alterius pecie terre contigue terre capituli Aurelianensis in territorio ipsius capituli de Unello, in decimaria et campiparte dicti capituli, et aliam peciam terre super viam que ducit de Unello ad Provencheriam, inter terram dicti capituli in dicto territorio de Unello et terram Guillelmi Viatoris, alteram vero peciam terre super dictam viam inter terram dicti capituli et terram dicti Guillelmi Viatoris et defuncti Roberti de Unello in decimaria et campiparte dicti capituli sitas, permutaverunt et nomine permutationis dederunt et concesserunt imperpetuum et penitus dimiserunt dicto capitulo Aurelianensi pro tribus peciis terre arabilis quas dictum capitulum habebat, ut dicitur, unam vero peciam terre apud Provencheriam, que vocatur Hochia decani, sitam super cheminum Aurelianensem et Carnotensem, contiguam ville de la Provenchiere et hochie deffuncti Gaufridi Pelerin in campiparte et decimaria dicti capituli, et aliam peciam terre

versus locum qui dicitur Moules contiguam campo Vincencii de Unello, ex una parte, et campo Johannis Barbe, ex altera, sitam in decimaria et campiparte dicti capituli, alteram vero peciam terre super cheminum qui ducit de Aurelianis Carnoti et ad Limolinum, contiguam campo liberorum deffuncti Roberti de Unello in decimaria et campiparte dicti capituli sitam, dominium, jus, possessionem et proprietatem omnium terrarum predictarum, ab eisdem Odone et Amelina dicto capitulo in permutationem, ut dictum est, concessarum, in bursarium ecclesie Aurelianensis vice et nomine dicti capituli totaliter transferendo et nichil juris penitus retinendo; promittentes dicti Odo et Amelina per fidem suam super hoc prestitam corporalem quod contra predictas permutacionem, dacionem, concessionem seu contra predicta vel aliquid de predictis jure hereditario, racione dotis vel dotalicii nomine, seu qualibet alia racione sive causa per se vel per alium seu alios non venient in futurum nec venire aliquatenus attemptabunt, immo promiserunt per dictam fidem quod omnes res et singulas predictas in permutacionem, ut dictum est, datas dicto capitulo liberabunt, garentient et deffendent perpetuo contra omnes, et quantum ad omnia et singula supradicta tenenda et adimplenda dicti Odo et Amelina se et omnes heredes ac successores suos et omnia bona sua mobilia et immobilia, presencia et futura ubicumque existencia dicto capitulo per fidem suam obligarunt, supponentes se et sua quoad hoc jurisdictioni curie Aurelianensis ubicumque se duxerint transferendos. In cujus rei memoriam et testimonium presentibus litteris sigillum Aurelianensis curie duximus apponendum. Datum anno Domini millesimo ducentesimo septuagesimo, die jovis post festum Omnium Sanctorum.

Godin.

CCCXXII

7 février 1271

Vente au chapitre par Guiard des Trois Fontaines de 5 muids 2 setiers de grain sur la grange de Mesnilgiraud [1] pour 200 livres tournois.

(Orig. sur parch. Arch. du Loiret, G. 350).

Universis presentes litteras inspecturis officialis curie Aurelianensis salutem in Domino. Noverint universi quod

---

[1] Il les avait acquis le jour même de Guy de Chamerolles, en échange d'une rente de 10 livres 5 sous 4 deniers à Bitry (Guigneville), et 5 sous 4 deniers de rente à Pithiviers. Voici l'acte d'échange :

« Universis presentes litteras inspecturis officialis curie Aurelianensis salutem in Domino. Notum facimus quod in nostra presentia constitutus Guiardus de Tribus fontibus, domicellus, decem libras quinque solidos quatuor denarios et obolum quos ipse Guiardus et Ysabellis uxor sua habebant et percipiebant annuatim in redditibus apud Bitriacum in feodo domini Aurelianensis episcopi in censu, campiparte, redditibus et aliis redevenciis, debitis a Guiardo Sechenau, a Guillermo ejus genero, a dicto Soillart et a filio defuncti Huberti de Bolonvilla, dedit et concessit in escambium seu permutationem Guidoni de Chameroles, domicello, ab ipso Guidone et Johanna, uxore sua, et eorum heredibus et successoribus habendos et percipiendos annis singulis pro quinque modiis et duobus sexteriis tam bladi quam avene quos habebant et percipiebant dicti Guido et Johanna, uxor sua, in grangia de Mesnilio Giraudi ad mensuram Stampensem, et si quid ibi plus habebant et percipiebant dicti Guido et uxor sua, item et pro quinque solidis quatuor denariis et obolo annui redditus habendis et percipiendis ab ipsis Guiardo et Ysabelli uxore sua et eorum heredibus et successoribus annuatim Pithveriis, apud Herdiles, in hereditate dicte Johanne, uxoris dicti Guidonis de Chameroles. Dicta vero Ysabellis, uxor dicti Guiardi de Tribus fontibus, et dicta Johanna, uxor dicti Guidonis de Chameroles, constitute coram Thoma de Capella, notario curie Aurelianensis

in nostra presentia constitutus Guiardus de Tribus fontibus, domicellus, quinque modios duo sexteria tam bladi quam avene ad mensuram Stampensem et quicquid habebat et percipiebat in grangia de Mesnilio Giraudi, quod quidem habuerat a Guidone, domicello, et Johanna, uxore sua, ratione escambii seu permutationis facte adinvicem inter eos, vendidit et concessit et imperpetuum penitus quitavit viris venerabilibus capitulo Aurelianensi pretio ducentarum librarum turonensium, de quibus dictus Guiardus se tenuit coram nobis integre pro pagato in pecunia numerata, exceptioni non numerate pecunie sibi non tradite et non recepte renoncians penitus et expresse. Promittens per fidem, *etc.* Constituti eciam coram nobis Guillelmus de Centegnonvilla, miles, promisit per fidem suam et sub pena quadraginta librarum se facturum et procuraturum quod Johannes de Buxiaco, miles, primus dominus feodalis dicte rei vendite, ut dicit, dictam vendicionem ratificabit et admortificabit et promittet garentire tanquam primus dominus feodalis; Petrus de Abevilla, miles, promisit similiter per fidem suam et sub pena quadraginta librarum se facturum et procuraturum quod Philippus de Buxiaco, miles, secundus dominus feodalis dicte rei vendite, ut dicit, dictam vendicionem ratificabit et admortificabit et promittet garentire tanquam dominus secundus feodalis ; pro quibus penis dicto capitulo solvendis si eas committi contigerit, aut si deficerent in premissis, dicti Guillelmus et Petrus obligaverunt se et heredes suos et omnia bona sua et idem

---

ad hoc specialiter destinato, dictum escambium seu permutationem voluerunt, laudaverunt, approbaverunt et etiam concesserunt. Promittentes, *etc...* Immo promiserunt, *etc...* obligantes, *etc...* In cujus rei memoriam et testimonium ad requisitionem partium predictarum sigillum Aurelianensis curie presentibus litteris duximus apponendum. Datum anno Domini millesimo ducentesimo septuagesimo, mense februario, die sabbati post Purificacionem beate Marie virginis. » — Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G. 350.

Petrus de Abevilla, miles, tercius dominus feodalis dicte rei vendite, ut dicit, dictam vendicionem ratificavit et admortificavit coram nobis et promisit per fidem suam se garentiturum eamdem tanquam tercius dominus feodalis. Guillermus vero Malesherbes, miles, quartus dominus feodalis dicte rei vendite, ut dicit, *etc*... Constituta etiam coram Thoma de Capella, clerico, notario curie Aurelianensis ad hoc specialiter destinato, Ysabellis, uxor dicti Guiardi de Tribus fontibus, dictam vendicionem factam a dicto Guiardo, marito suo, predicto capitulo de predictis voluit et concessit et promisit, *etc*... Immo promisit, *etc*... Preterea nobiles mulieres Johanna, uxor Johannis de Buxiaco, militis, primi domini feodalis dicte rei vendite, Aalipdis, uxor Petri de Abevilla, militis, tercii domini feodalis dicte rei vendite, et Maria, uxor dicti Guillermi Malesherbes, militis, quarti domini feodalis dicte rei vendite, ut dictum est, coram dicto notario ad hoc specialiter destinato constitute, et similiter Johannes de Limeri, domicellus, Ysabellis, uxor sua, Guillermus de Puiselez, domicellus, Agnes, uxor sua, et Johanna, soror dictarum Ysabellis et Agnetis, sororum predicti Johannis de Buxiaco, militis, primi domini feodalis dicte rei vendite, ut dictum est, dictas vendicionem, *etc*... In cujus rei memoriam et testimonium presentes litteras fieri fecimus et sigillo Aurelianensis curie communiri. Datum anno Domini millesimo ducentesimo septuagesimo, mense februario, die sabbati post Purificacionem beate Marie virginis.

CCCXXIII

18 août 1271

Vente au chapitre par Ischeto Paoli de Pistoie, lombard, de la maison du Crucifix pour 210 livres parisis.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G.)

Omnibus presentes litteras inspecturis officialis curie Aurelianensis salutem in Domino. Noverint universi quod coram nobis constitutus Ysquetus Pauli de Pistoria, lombardus, tam pro se quam nomine Viole, filie quondam domini Bonaviti Abriani, uxoris dicti Ysqueti, filii quondam Pauli, quam nomine Rinforcati qui Catus vocatur, filii quondam Pauli et Cite, sive Clavate, filie quondam Soffredi, uxoris jamdicti Cati, quorum Viole, Cati, Clavate dictus Ysquetus procurator est super vendendis, distrahendis et alienandis particulariter et etiam in totum, prout dicto Ysqueto videbitur expedire, omnes possessiones, domos, conquestus et omnia bona mobilia et immobilia dictis Ysqueto, ejus uxori, Cato et Clavate spectantia, ubicumque sint et quocumque nomine censeantur, in civitate et dyocesi Aurelianensi, prout in quibusdam litteris sigillatis sigillis venerabilis patris domini Guidolastis, Dei gracia Pistoriensis episcopi, et communis Pistorie, et signatis signo Philippi, quondam Jacobi Donni, notarii curie episcopalis Pistoriensis, plenius vidimus contineri, idem Ysquetus vendit exnunc et nomine vendicionis tradit et quitat ac etiam liberat venerabilibus viris decano et capitulo Aurelianensi quandam domum [1] cum omnibus pertinentiis ejusdem domus

---

[1] *Au dos* : Que domus vocatur Ad Crucifixum.

quam ipse habebat, tenebat et possidebat et explectabat tam nomine suo quam nomine uxoris sue predicte quam aliarum predictarum personarum, Aurelianis sitam in magno allodio juxta domum Dei, ex una parte, et ex alia parte juxta domum Jacobi Cerarii, contiguam platee heredum defuncti Johannis de Martreio, quondam concergii de Albegniaco, et in censiva dicti capituli sitam, que domus cum pertinenciis protenditur a vico dicti magni allodii usque ad vicum Sancti Mauricii, et que domus fuit quondam partim dicte La Motele et partim Petri de Cuneo troverii [1], quitam et liberam ab omnibus obligationibus, tributis et exactionibus preterquam de censu et de revelationibus quando eas contigit evenire, precio ducentarum et decem librarum parisiensium. Et de possessione *etc*... se desesivit et dictum capitulum investivit *etc*... promisit *etc*... Promisit insuper *etc*... Promittens *etc*... Insuper confessus est coram nobis dictus Ysquetus, tam nomine suo quam nomine procuratorio predictarum personarum, se habuisse et recepisse a predicto capitulo predictas ducentas et decem libras parisiensium *etc*... Renuncians *etc*... Et quantum ad omnia promissa *etc*... omnia bona *etc*.. dicto capitulo obligavit... necnon idem Ysquetus pro se et per fidem et pro aliis personis supradictis specialiter obligavit domum suam, videlicet portam Burgond[icam] cum omnibus pertinenciis suis et omnia alia bona sua *etc*... In cujus rei memoriam et testimonium presentibus litteris sigillum curie nostre ad requisitionem dicti Ysqueti duximus apponendum. Datum anno Domini millesimo ducentesimo septuagesimo primo, die martis post Assumptionem beate Marie virginis.

AUBELOTUS.

CCCXXIV

19 octobre 1274

L'évêque Robert, en considération des libertés et coutumes de l'église d'Orléans, révoque la sentence d'excommunication portée par lui contre Chrétien de Bouzy, clerc du chœur de Sainte-Croix.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G. 244).

Robertus, miseracione divina Aurelianensis episcopus, dilectis in Christo filiis decano et capitulo Aurelianensibus salutem et sinceram in Domino caritatem. Nolentes ecclesie vestre Aurelianensis libertates et approbatas consuetudines aliquatenus infringere, sed eas inviolatas nostris temporibus observare, sentenciam excommunicacionis a nobis seu auctoritate nostra in Christianum dictum de Bauziaco, clericum de choro vestro existentem, promulgatam totaliter revocamus. Datum anno Domini MCCLXX quarto, die veneris in crastino beati Luce evangeliste.

CCCXXV

Novembre 1274

Vente au chapitre par Raoul Paris, pelletier, d'une maison rue du Serpent (Serpente) pour 24 livres parisis.

(Orig. sur parch. très endommagé, Arch. du Loiret, G. 268).

Universis presentes litteras inspecturis, officialis curie Aurelianensis salutem in Domino. Noveritis quod in nostra presentia constitutus Radulphus dictus Paris, pelliparius, et Bejonna, uxor ejus, quamdam domum et omnes pertinentias

ejusdem domus ac eciam omnia utensilia in eadem domo existencia, moventia (?) ex parte dicti Radulphi, sita Aurelie prope cimiterium Sancte Crucis, videlicet in vico Serpentis, juxta domum defuncti Roberti de Bordis, ex una parte, et domum defuncti Petri Paris (?) ex altera, in censiva Sancti Aviti Aurelianensis, vendiderunt venerabilibus viris decano et capitulo Aurelianensibus et vendicionis nomine quittaverunt in perpetuum et etiam concesserunt quite et libere possidendam ad decem septem denarios et obolum censuales, jus, dominium, proprietatem et totam possessionem dicte domus et omnium pertinenciarum ipsius in eosdem decanum et capitulum totaliter transferendo, et nichil sibi in eisdem aliquominus retinendo, seque ipsos de dicta domo et omnibus pertinentiis ipsius desesiendo coram nobis, et eosdem decanum et capitulum de eisdem ponendo in possessionem corporalem per tradicionem presentium litterarum, precio viginti quatuor librarum parisiorum[1] de quibus se tenuerunt dicti Radulphus (*sic*) coram nobis integre pro pagatis in pecunia numerata. Renunciantes *etc*... Promiserunt *etc*... In cujus rei testimonium presentes litteras sigillo Aurelianensis curie fecimus sigillari. Datum anno Domini millesimo ducentesimo LXX quarto (*déchirure*)... beati Clementis.

GUILLELMUS DUCIS.

---

[1] Nouvelle preuve, après tant d'autres, qu'il faut sous-entendre denariorum.

CCCXXVI

9 mai 1275

Vente au chapitre par Geoffroy du Mesnilgiraud de 7 arpents de bois audit lieu, 15 sous de cens et une géline, le tout pour 40 livres parisis.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G. 350).

Omnibus presentes litteras inspecturis Philipus, decanus christianitatis Stampensis, salutem. Notum facimus quod coram nobis in judicio constitutus Gaufridus dictus de Menelleio Giraudi, clericus, recognovit se vendidisse et nomine vendicionis imperpetuum quitavisse canonicis ecclesie Sancte Crucis Aurelianensis septem arpenta bosci sita apud dictum locum, contigua ex una parte bosco dictorum canonicorum et ex altera parte bosco defuncti Guillermi dicti de Menegiraut, quondam militis, in censiva dictorum canonicorum. Recognovit etiam idem clericus se vendidisse prefatis canonicis quindecim solidos parisiensium annui census et unam gallinam annuatim persolvendam, pro quadraginta libris parisiensium omnia premissa vendita, sibi ab eisdem canonicis persolutis, et de quibus denariis se tenuit plenarie pro pagato, exception' non numerate sibi pecunie non habite et recepte penitus et expresse renuncians et per fidem. De predicta vero vendicione garantizanda se fidejussores constituerunt erga dictos canonicos et quilibet in solidum pro prefato clerico et ad ejus peticionem isti quorum nomina subsecuntur : Guillermus de Roinvillari, miles, Guillermus dictus Demandator, Guiardus de Guignonvilla et Johannes de Guignonvilla, armigeri, quilibet et per fidem. Obligantes tam predictus clericus eisdem canonicis quam fidejussores de garantizia facienda se et heredes suos et in jus suum successores bona sua presencia pariter et futura, mobilia et immobilia. Promisit etiam dictus clericus se garantizare predictas res venditas dictis canonicis

et etiam deffendere ad usus et consuetudines patrie contra omnes, obligans ut supra se et sua dictis canonicis. Renunciando in hoc facto omnibus excepcionibus juris et facti, canonici et civilis, omni decepcioni doli mali, excepcioni decepcionis ultra medietatem justi precii, excepcioni de duobus sive pluribus reis debendi, omnibusque privilegiis crucis crucesignatis et crucesignandis indultis vel indulgendis, et omnibus aliis racionibus, allegacionibus que contra premissa vel presens instrumentum istud possent obici sive dici. Supponentes se jurisdictioni curie nostre ubicumque sint aut se transtulerint, ita quod nos ipsas possimus excommunicare si contra premissa vel premissorum aliquid presumpserint aliquid attemptare. In cujus rei testimonium et memoriam presentibus litteris sigillum nostrum ad peticionem parcium duximus apponendum. Datum die jovis post Invencionem Sancte Crucis, anno Domini MCCLXX quinto.

CCCXXVII

Paris, décembre 1275

Sentence de la cour du roi confirmant l'exemption de taille en faveur du sergent qui rend le service du manuterge au sous-doyen, ainsi qu'au doyen et au chapitre, le Jeudi Saint.[1]

(Bibl. Nat. Moreau, 199 : 137. « Tiré du cartulaire de Sainte-Croix d'Orl., fol. XXXVIII. » Envoyé par D. G. Benel, le 27 mai 1765).

Philippus, Dei gracia Francorum rex, notum facimus universis tam presentibus quam futuris quod cum subdecanus

[1] *Note de Dom Gerou* : « Ce serf qui étoit affranchi servoit non seulement le sous-doyen, mais il étoit obligé de présenter une serviette au doyen et aux chanoines le Jeudi-Saint avant la Cène. Cet office étoit en fief (Bulle d'Honorius III, 1198. — Lettres de Manassé, évêque, et de Milon, doyen (1213) dans ce cartulaire, f° 17 et 18). »

Aurelianensis proponeret coram nobis quod, licet tam ipse quam predecessores sui a tempore a quo non existit memoria fecissent et essent in pacifica possessione seu sesina tenendi et habendi in villa Aurelianensi quemdam servientem juxta sue voluntatis arbitrium eligendum, quietum et liberum et immunem in villa predicta a tallia et a quibuscumque costumis, ratione sui servicii quod vocatur servicium de manutergio, quod quidem servicium idem serviens in die cene Domini tenetur singulis annis facere decano et capitulo Aurelianensi ; et nihilominus tamen baillivus noster Aurelianensis, prout idem subdecanus asserebat, ipsum super sesina predicta perturbabat, indebite intendendo contra justitiam talliam exigere ab hujusmodi serviente ; tandem, inquisita super hoc de mandato curie nostre plenius veritate, quia inventum fuit subdecanum predictum esse in sesina tenendi et habendi servientem predictum in villa memorata quietum, ut dictum est, a tallia et costumis, pronunciatum fuit per ipsius curie nostre judicium subdecanum in sesina hujusmodi remanere debere. In cujus rei testimonium presentibus litteris nostrum fecimus apponi sigillum. Actum Parisiis, anno Domini 1275, mense decembri.

CCCXXVIII

Vincennes, mars 1276

Assignation par Philippe IV sur la prévôté d'Orléans de 15 livres tournois de rente à payer au chapelain fondé par Alphonse de Poitiers en l'église d'Orléans.

(Bibl. Nat. Moreau, 199 : 216. « Pris sur le cartulaire de Sainte-Croix, fol. 38 v°, carta 34ª. » Envoyé par D. G. le 27 mars 1765).

Philippus, Dei gracia Francorum rex, notum facimus omnibus tam presentibus quam futuris quod cum, secundum ordi-

salutem pie recordationis carissimi patrui nostri Alfonsi, quondam comitis Pictavensis et Tholose, executores sui testamenti ecclesie S. Crucis Aurelianensis pro una capellania ibidem instituenda in qua quotidie celebretur missa, ubi capellanus ipsius capellanie humano impedimento fuerit detentus, pro dicto comite, decreverunt assignari quindecim libras turonenses annui redditus. Nos itaque, carissimi patrui nostri piam ordinationem cupientes salubriter adimpleri, volumus et precipimus ut quicumque fuerit pro tempore prepositus Aurelianensis exnunc dictis quindecim libris turonensibus (sic) annui redditus, medietatem videlicet in termino Omnium Sanctorum, capellano reddat et sine qualibet difficultate persolvat annuatim, nullo alio mandato super hoc expectato. Quod ut ratum et stabile permaneat in futurum presentibus litteris nostrum fecimus apponi sigillum. Actum apud Vicenas, anno Domini 1275, mense martio.

CCXXIX

2 avril 1276

Amortissement au chapitre par l'évêque Robert de la moitié de la dîme de Vienne et du sixième de l'autre moitié, légués au chapitre par le doyen Jean pour accroître les distributions.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G. 370. — Copie, Bibl. Nat. coll. Moreau, t. 199, 223, du cartul. f° 180 v°).

Universis presentes litteras inspecturis Robertus, miseratione divina Aurelianensis episcopus, salutem et sinceram in Domino caritatem. Dilectorum filiorum decani et capituli ecclesie Aurelianensis precibus inclinati, eisdem et ecclesie nostre Aurelianensi liberaliter concedimus ut ipsi possint tenere in manu mortua et possidere in perpetuum pacifice et quiete medietatem decime de Vianna et sextam partem alte-

rius medietatis dicte decime tam magne quam parve, in blado, vino, et rebus aliis quibuscumque consistentis, et etiam quicquid bone memorie Johannes, quondam decanus Aurelianensis, ex causa emptionis seu alio modo in dicta decima adquisivit. Que omnia movent de feodo nostro et episcopatus Aurelianensis et ab executoribus testamenti dicti defuncti decani secundum voluntatem dicti defuncti ecclesie Aurelianensi ad agmentationem distribucionis horarum dicuntur esse collata, et dictam medietatem et sextam partem predicte decime et quicquid dictus decanus in dicta decima acquisivit dictis decano et capitulo admortificamus tanquam dominus feodalis. In cujus rei memoriam et testimonium presentes litteras eisdem dedimus sigilli nostri munimine roboratas. Datum anno Domini millesimo ducentesimo septuagesimo quinto, die jovis in Cena Domini.

CCCXXX

28 septembre 1276

Vente au chapitre du dixième de la part de feu Jean de Courcelles en la dîme de Vienne pour dix livres parisis.

(Orig. sur parch. Arch. du Loiret, G. 370.)

Universis presentes litteras inspecturis officialis curie Aurelianensis salutem in Domino. Notum facimus quod in nostra presentia constituti Hugo dictus Paletiau, Agnez ejus uxor, Girardus de Chaveneio et Johanna ejus uxor decimam partem totius partis decime quam habebat et habere poterat Johannes de Courcellis, quondam pater dictarum Agnetis et Johanne, in decima de Vianna, necnon decimam partem tractus partis ipsius decime quam habebat et habere poterat dictus Johannes tempore quo vivebat, item et quicquid juris habebant et habere poterant et possidebant et possidere poterant dicti Hugo,

Gerardus. Agnes et Johanna, eorum uxores, in tota dicta decima, tractu et pertinentiis ejusdem decime site in feodo domini episcopi Aurelianensis, moventis etiam ex hereditate dictarum Agnetis et Johanne, tam in blado, vino, napis, fabis, pisis, quam in aliis rebus quibuscumque existat eadem decima, vendiderunt et imperpetuum penitus quitaverunt viris venerabilibus decano et capitulo ecclesie Aurelianensis pro decem libris parisiensium suis quitis, de quibus ipsi venditores se tenuerunt coram nobis integre pro pagatis in pecunia numerata, exceptioni *etc*... Promittentes *etc*... Immo promiserunt *etc*... Renunciantes *etc*... In cujus rei memoriam et testimonium sigillum Aurelianensis curie presentibus litteris duximus apponendum. Datum anno Domini millesimo ducentesimo septuagesimo sexto, mense septembris, die lune ante festum sancti Michaelis. THOMAS.

CCCXXXI

22 novembre 1276

Vente au chapitre par les enfants de Jeanne de Boisgaut de partie de la dîme de Donnery pour 100 sous parisis.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G. 324).

Universis presentes litteras inspecturis, officialis curie Aurelianensis salutem in Domino. Notum facimus quod in nostra presencia constituti Johannes de Plesseyo, domicellus, Ysania et Guillelmus, fratres, liberi Johanne de Bosco Gaudi, duas partes tractus, scilicet dictus Johannes et dicta Ysania et Guillelmus tertiam partem ipsius tractus quem se habere dicebant in quadam parte decime de Donesiaco, site citra ripparium de Donesiaco a parte ecclesie parrochialis ipsius loci, qui quidem tractus vocatur tractus Sancti Stephani, et quem tractum tenebant, ut dicebant, a capitulo Aurelianensi, vendi-

derunt et imperpetuum penitus quitaverunt viris venerabilibus decano et capitulo Aurelianensibus pro precio centum solidorum parisiensium, de quibus ipsi venditores se tenuerunt coram nos integre pro pagatis in pecunia numerata, exceptioni non numerate et non recepte pecunie renunciantes penitus et expresse, promittentes dicti Johannes et Ysania per fidem suam corporaliter prestitam, et dictus Guillelmus per juramentum suum coram nobis prestitum, quod dictum tractum, quilibet pro rata sua, predictis decano et capitulo in manu mortua legitime liberabunt, garentient et deffendent ad usus et consuetudines patrie imperpetuum contra omnes ; promiserunt etiam per fidem et juramentum predictum, quod si aliquis appareret qui dictum tractum diceret esse de dominio seu feudo suo, et dictos decanum et capitulum super dicto tractu in aliquo molestaret, quod ipsi eosdem decanum et capitulum erga ipsum et omnes alios servarent indempnes et honus litis in se susciperent suis propriis sumptibus et expensis, obligantes quantum ad hoc se et heredes suos et omnia bona sua mobilia et immobilia, presentia et futura ; et quantum ad predictam garentiam, ut dictum est, faciendam predictis decano et capitulo, Gaufridus de Plesseyo, frater dicti Johannis, et Robinus de Livercois, frater dictorum Ysanie et Guillelmi, pro ipsis venditoribus et ad eorum requisitionem erga dictos decanum et capitulum se constituerunt fide media fidejussores ad usus et consuetudines Aurelianenses. Preterea Johanna de Bosco Gaudi, mater dictorum Ysanie et Guillelmi, in nostra presentia constituta, dotalicium quod habebat in dicto tractu predictis decano et capitulo quitavit imperpetuum et dimisit, et promisit per fidem suam corporaliter prestitam quod in dicto tractu, ratione dotalicii vel alia, nichil decetero reclamabit. Renuntiantes *etc*... In cujus rei memoriam et testimonium sigillum Aurelianensis curie litteris presentibus duximus apponendum. Datum anno Domini millesimo ducentesimo septuagesimo sexto, die veneris post octabas sancti Martini hyemalis, mense novembris. THOMAS.

CCCXXXII

24 décembre 1276

Quittance au chapitre par Henri du Pin de 100 livres parisis sur la vente de la dîme de Chaudre.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G. 379.)

Universis presentes litteras inspecturis, officialis curie Aurelianensis salutem in Domino. Noveritis quod in nostra presentia constitutus Henricus de Pinu, domicellus, confessus est coram nobis in jure viros venerabiles decanum et capitulum ecclesie Aurelianensis tradidisse Johanni Petitbon, burgensi Blesensi, pro ipso Henrico, ipsiusque nomine et mandato, centum libras parisiensium de summa quam eidem Henrico et ejus filio debebant iidem decanus et capitulum ex venditione decime de Chaudreio sibi ab eisdem patre et filio facta, et dictos decanum et capitulum de dictis centum libris quitavit in perpetuum dictus Henricus, nomine suo et filii sui predicti, et promisit dictus Henricus per fidem suam quod dictus filius suus solucionem predictam ratam habebit et quod contra dictam quittacionem non venient dicti pater et filius in futurum, obligans ad hoc dictus Henricus se et heredes suos et omnia bona sua habita et habenda. Datum anno Domini MCCLXX sexto, die jovis in vigilia Nativitatis Domini.

Thomas.

CCCXXXIII

24 décembre 1276

Le chapitre, à la prière du sous-doyen Pierre de Lamotte, érige la fête de sainte Geneviève en fête double et règle les distributions à faire.

(Original s. parch. Arch. du Loiret, G. 440).

Universis presentes litteras inspecturis, Guillelmus decanus totumque Aurelianense capitulum, salutem in omnium Salvatore. Noveritis quod nos, attendentes devocionem quam venerabilis vir magister Petrus de Mota, subdecanus ecclesie nostre, habet et a retroactis temporibus dignoscitur habuisse erga beatam virginem Genovefam, ipsius devotis suplicationibus inclinati, statuimus in capitulo generali in vigilia Omnium Sanctorum anno Domini millesimo CC septuagesimo sexto ut decetero, in natali dicte virginis, quod est tercio nonas januarii, festum duplex in nostra ecclesia annis singulis celebretur. Postmodum vero dictus subdecanus, in vigilia Nativitatis Dominice, anno predicto, attendens quod qui ad honus eligitur repelli non debeat a mercede, quinquaginta solidos parisiensium super domo sua annis singulis capiendos nobis assignavit, in modum qui sequitur per manum bursarii dividendos: videlicet in duabus vesperis et missa, in qualibet earum decem solidos parisiensium, et in matutinis quindecim solidos, illis tantummodo canonicis qui presentes erunt et integraliter vesperis, matutinis et misse dicti festi. Matricularii vero qui presentes fuerint dicto servicio capient quilibet pro rata ipsium contingente. Presentes autem intelliguntur qui sunt in septimana matricule et altaris, quandiu actu serviunt predictis matricule et altari, ita quod, finito officio, in chorum cum aliis revertentur. Item canonicis qui in duabus vesp ris

cantabunt responsorium duos solidos, scilicet cuilibet sex denarios, et succentori duodecim denarios pro habenda capa serica in missa, ultra porcionem que aliis communiter dividetur. Item matriculariis laicis pro melioribus et grossioribus campanis pulsandis in dicta sollempnitate duos solidos. Preterea, attendentes multimodas melioraciones quas dictus subdecanus in domo sua fecerat, eidem benigne concessimus in capitulo generali in predicta vigilia Nativitatis quod quicquid de domo predicta et parva domo dicte domui contigua, pro quibus solvit quindecim libras annue pensionis, post decessum dicti subdecani haberi poterit ultra viginti libras parisiensium, dum tamen illud plus non excedat summam quatuor librarum, cum predictis quinquaginta solidis in dicto festo distribuatur canonicis et matriculariis clericis eo modo quo superius est expressum. In quorum omnium predictorum memoriam et testimonium sigillum nostrum una cum sigillo dicti subdecani presentibus duximus apponendum. Actum anno Domini millesimo ducentesimo septuagesimo sexto, in vigilia Nativitatis Domini, in capitulo generali.

CCCXXXIV

18 janvier 1277

Amortissement à Raymond de Laon, chevecier d'Orléans, d'une censive à Orléans, Meung, Donnery et Semoy par Jean Morin, chevalier, pour 20 livres parisis.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G. 441.)

Universis presentes litteras inspecturis officialis curie Aurelianensis salutem in Domino. Noveritis quod in presen-

---

[1] Cf. n°. CCCXXXVI.

tia Gaufridi Chathelene, curie nostre notarii jurati ad hoc a nobis specialiter destinati, et cui super hoc et in majoribus fidem adhibemus, constituti Johanes Morini, miles, et domina Gila, ejus uxor, quamdam censivam moventem ex feudo dicti militis, quam vir venerabilis Raymondus de Loduno, capicerius Aurelianensis, habet Aurelianis et apud Magdunum et apud Dornesiacum et apud Semeyum, quam quidem censsivam dictus Raymondus emerat nomine suo, non nomine ecclesie Sancte Crucis, et quam censivam tenet in feodo a dicto milite, coram dicto notario amortificaverunt, et quicquid juris habebant et habere poterant in predicta censsiva jure aliquo seu causa racione feudi, dicto Raymondo quitaverunt et penitus imperpetuum dimiserunt, volentes et concedentes quod dictus Raymondus dictam censsivam tenere valeat amortificatam vel ab ipso causam tenendi habentes et etiam possedendi, et eamdem censsivam vendere, alienare, donare et elemosinare cuicumque voluerit amortificatam, et eam in manu mortua tenere, pro qua amortificacione confessi fuerunt coram dicto notario se habuisse et recepisse in pecunia numerata a dicto Raymondo viginti libras parisiensium, et renunciaverunt excepcioni non numerate pecunie, sibi non tradite non solute, et promiserunt dicti miles et ejus uxor se curaturos et facturos, infra Rexurectionem Dominicam, quod Galterus de Annemosio, secundus dominus feodalis dicte censive, ratam habebit amortificacionem predictam et eam concedet eidem Raymondo et ejus causam habentibus tenendi eamdem, et quicquid juris habet et habere potest vel debet racione feudi in dicta censsiva dicto Raymondo vel ab eo causam habentibus possidenda quitabit penitus et dimittet, et litteras sufficientes super hoc concedet Raymondo superius nominato. Et omnia et singula supradicta promiserunt, *etc*... Hanc autem amortificacionem et dimissionem predictam predicte censsive et ejusdem parcium Huotus, filius dictorum militis et ejus uxoris, coram dicto notario constitutus, de voluntate et auctoritate patris sui presentis voluit, concessit,

laudavit, ratificavit et eciam approbavit, et quicquid juris habet et habere debet in futurum dicto Raymondo quitavit penitus et dimisit, et supposuerunt se omnes et singuli quantum ad hec jurisdicioni curie nostre. In cujus rei memoriam et testimonium presentibus litteris ad relacionem dicti notarii sigillum Aurelianensis curie duximus apponendum una cum sigillo militis supradicti. Datum anno Domini millesimo ducentesimo septuagesimo sexto, die jovis post Brandos.

GAUFRIDUS.

CCCXXXV

Paris, avril 1277

Philippe IV ordonne à son prévôt d'Orléans de payer à l'avenir sans autre mandement les 60 sous tournois de l'anniversaire d'Alphonse de Poitiers.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G. 244.)

Philippus, Dei gratia Francorum rex, notum facimus universis tam presentibus quam futuris quod cum, juxta ordinationem felicis recordationis carissimi patrui et fidelis nostri Alfonsi, comitis Pictavensis et Tholose, executores sui testamenti decreverint assignari ecclesie Sancte Crucis Aurelianensis sexaginta solidos turonensium annui redditus pro anniversario dicti comitis ibi annuatim celebrando, nos, ipsius patrui nostri piam ordinationem cupientes salubriter adimpleri, volumus et precipimus ut quicumque pro tempore fuerit prepositus Aurelianensis dictos sexaginta solidos turonensium annui redditus in termino Ascensionis Domini predicte ecclesie Sancte Crucis reddat annuatim et sine difficultate persolvat, nullo alio mandato super hoc expectato. Quod ut ratum et stabile permaneat in futurum, presentibus litteris nostrum fecimus apponi sigillum. Actum Parisius, anno Domini MCC septuagesimo septimo, mense aprili.

CCCXXXVI

18 avril 1277

Amortissement et union à la chèvecerie par Gautier de Nemours, seigneur d'Aschères, des 40 sous de cens que Raymond, chèvecier, a achetés à Semoy, Meung, Orléans et Donnery.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G. 376.)

A touz cels qui verront cestes presentes lettres Gautier de Nemos, seigneur d'Achieres, salut en Nostre Seigneur. Sachent tuit que nos quarente solz, que de cens que d'autre rente, assis a Semoi, a Meun, a Orliens, a Dornisi et en toz les lyeus devant diz, et totes les apartenances de celi cens, queles que eles soient, lequel cens ou les apartenances honorauble homme Remon, chevecier d'Orliens, achata de hanorable homme Gile de Boisson Caillart, deen de Seint Pere Empont, et a donné et annexé à la chevecerie d'Orliens, et lequel cens et toutes les apartenances li diz cheveciers tenoit en fié de mon seigneur Jahan Morin, chevalier, et icis Johans Morins lou tenoit ansinc de noz en fié, avons amorti et amortissons a la dite chevecerie d'Orliens come seignouz sire dou fié de qua la valor de diz quarente soz desus nommez et des apartenances, et volons que li diz quarente soz de cens et toutes les apartenances de celui cens soient tenues a toujors mes dou dit chevecier et de cels qui seront chevecier après lui an mein morte. Et ce volons et otroions, et permetons toutes ces choses devant dites a garentir en bone foi come seigneuz sires dou fié, et que contre ces amortissement ne contre les choses de sus dites ne aucunes d'iceles n'en vendrons des or en avant ne n'essarons a venir ne par nos ne par autre, et quant a toutes les choses de sus dites et

a chascune d'iceles choses tenir et acomplir enterignemant nos obligons nos et noz oirs et touz noz biens presenz et a avenir. Et en remenbrance de cestes chose nos icestes presentes letres donames saelées de nostre propre seel. Ce fut fait an l'an de Nostre Seignour mil et deus cenz septente et sept, lou demenche devant la seint Jorge.

CCXXXVII

8 juillet 1277

Vente au chapitre par Régnaud de Sours de la dîme de Villemain, à Charsonville, pour 140 livres parisis.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G. 373.)

Universis presentes litteras inspecturis officialis curie Aurelianensis salutem in Domino. Noveritis quod in nostra presencia constitutus Raginaldus de Sourzs, miles, vendidit coram nobis et nomine vendicionis imperpetuum quitavit venerabilibus viris decano et capitulo Aurelianensi totam decimam suam de Villemain, qualencumque et in quibuscumque rebus existentem, quam se habere dicebat idem miles sitam in parrochia de Charconvilla, Aurelianensis diocesis, moventem de feudo domini Johannis de Aurelianis, militis, et retrofeudo reverendi patris domini Aurelianensis episcopi, precio septies viginti librarum parisiensium, de quibus dictus Raginaldus miles se tenuit coram nobis integre pro pagato in pecunia numerata, et renunciavit, *etc*... promitens, *etc*... Immo promisit, *etc*. Promisit eciam dictus Raginaldus miles per fidem suam quod si aliquis seu aliqui aliquam dicti Johannes de Aurelianis, miles, et dominus Aurelianensis episcopus dixerint se dominos feudales dicte decime vendite vel partis ejusdem, et de hoc litigare et eam evincere voluerint, seu eciam si dicta

decima vel pars ejudem ab ipso Raginaldo milite vel predecessoribus ipsius fuerit obligata alicui, et aliqua questio super hoc mota fuerit contra dictos decanum et capitulum, quod dictos decanum et capitulum deffendet et in se pro ipsis suscipiet honus litis, et totam dictam decimam dictis decano et capitulo quitam et liberam ab honere obligacionis cuilibet contra omnes liberabit, garentiet et deffendet suis sumptibus et expensis, quod uxor sua et omnes fratres ipsius militis dictas vendicionem et quitacionem et omnia et singula supradicta volent, laudabunt et concedent, et si quid juris habeant in dicta decima illud dictis decano et capitulo quitabunt penitus et pure dimittent, et super hoc dabunt et concedent dictis decano et capitulo litteras sub sigillo autentico sigillatas. Promisit insuper, *etc*... De quibus omnibus et singulis predictis tenendis et adimplendis Johannes de Villepion, miles, propter hoc in nostra presencia constitutus, pro dicto Raginaldo erga dictos decanum et capitulum per fidem suam in manu nostra prestitam corporalem se constituit fidejussorem et eciam principalem debitorem et redditorem. Et quantum ad omnia et singula, *etc*... In cujus rei memoriam et testimonium presentibus litteris sigillum Aurelianensis curie duximus apponendum. Datum anno Domini MCC LXX septimo, die jovis post estivale festum beati Martini.

CCCXXXVIII

8 juillet 1277

Jean d'Orléans, premier seigneur, confirme la vente précédente.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G. 373.)

Universis presentes litteras inspecturis Johannes de Aurelianis, miles, salutem in Domino. Notum facimus quod nos totam decimam de Villemain, in parrochia de Charconvilla sitam, quam tenebat a nobis in feudo Raginaldus de Sours, miles, quam quidem decimam dictus Raginaldus vendidit viris venerabilibus et discretis decano et capitulo Aurelianensibus, dictis decano et capitulo tanquam primus dominus feudalis dicte decime admortificamus, et volumus et concedimus quod dicti decanus et capitulum dictam decimam admortificatam exnunc in perpetuum in manu mortua teneant et possideant, et promittimus bona fide quod nos tanquam primus dominus feudalis dictam decimam liberabimus, guarantiabimus et deffendemus dictis decanis et capitulo perpetuo contra omnes qui se dicerent seu facerent dominos feudales decime supradicte, excepto domino episcopo Aurelianensi, a quo tenuimus in feudum decimam supradictam. Et quantum ad omnia et singula supradicta tenenda et adimplenda obligamus nos et heredes et successores nostros et omnia bona nostra mobilia et immobilia, presentia et futura, decano et capitulo supradictis. In cujus rei memoriam et testimonium presentes litteras dictis decano et capitulo ad preces dicti Raginaldi dedimus, sigillo nostro sigillatas. Datum anno Domini millesimo CCLXX septimo, die jovis post festum Sancti Martini estivalis.

CCCXXXIX

15 juillet 1277

Reconnaissance, par sentence arbitrale du chapitre, du droit du curé de Mardié à un muids de vin sur la dîme du chapitre ; mais durant la vie de Guy Fabi, chanoine, décimateur actuel, le curé recevra en représentation 5 sous parisis.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G. 347.)

Universis presentes litteras inspecturis decanus et capitulum Aurelianenses salutem in Domino. Noveritis quod cum contencio verteretur inter Johannem de Vitriaco, presbiterum rectorem ecclesie de Mardeio, ex una parte, et virum venerabilem dominum Guiardum dictum Fabi, concanonicum nostrum, qui nunc tenet decimam nostram de Mardeio a nobis, nomine nostro et ecclesie nostre Aurelianensis, ex altera, super eo videlicet quod dictus presbiter sive rector dicebat se habere unum modium vini in decima predicta anno quolibet in vindemiis, et predecessores suos in dicta ecclesia in possessione fuisse a tempore cujus memoria non existit habendi et percipiendi dictum modium vini nomine ecclesie sue, dicto canonico contrarium asserente ; tandem ambe partes quantum ad predicta se alte et basse ordinacioni nostre supposuerunt et quod de premissis ordinaremus promiserunt fide media inviolabiliter servaturos. Nos vero, utriusque precibus racionibus consideratis, pluribus eciam conjecturis et presumptionibus vehementissime pro dicto presbitero facientibus intellectis, attendentes eciam quod dicta ecclesia ad collationem nostram pleno jure spectat et ideo eidem ecclesie non immerito plus tenemur, predictam discordiam sic duximus terminandam videlicet quod pro dicto modio vini

solvet dictus canonicus quolibet anno in vindemiis dicto presbitero et ejus successoribus in dicta ecclesia canonice instituendis quinque solidos parisiensium quamdiu tenuerit decimam supradictam, et pro dictis quinque solidis erit immunis idem canonicus, quamdiu dictam decimam tenuerit, a prestacione modii supradicti. Demum, cedente vel decedente predicto Guardo concanonico nostro, dictus presbiter qui nunc est in dicta ecclesia et ejus successores in eadem ecclesia canonice instituti dictum modium vini anno quolibet in vindemiis super dicta decima extunc percipient et habebunt, prout in quibusdam nostris aliis litteris super hoc confectis plenius continetur. In cujus rei memoriam et testimonium presentibus litteris sigillum nostrum duximus apponendum. Datum anno Domini millesimo ducentesimo LXX septimo, die jovis post estivalem festum Sancti Benedicti.

CCCXL

1er juillet 1278

Vente au chapitre, par Jean Paleteau, de ses droits sur la dîme de Vienne.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G. 370).

Universis presentes litteras inspecturis officialis curie Aurelianensis et archidiaconus Soliacensis in ecclesia Aurelianensi, salutem in Domino. Noveritis quod coram nobis constitutus Johannes dictus Paleteau, filius deffuncti Gauffridi Paleteau, armigeri, spontaneus non coactus medietatem tractus decime de Viana, quam capitulum Aurelianense tenet et possidet in dicta parrochia Viane, cum omni jure et dominio quod habebat in dicta decima, predicto capitulo in perpetuum admortificavit et quicquid juris, dominii, proprietatis et possessionis

habebat aut habere poterat vel debebat in dicta decima quacumque ex causa vel racione dicto capitulo vendidit, quictavit penitus et imperpetuum dimisit pro centum solidis parisiensium, de quibus idem Johannes coram nobis se tenuit pro pagato in pecunia numerata, exceptioni, *etc*... Promittens, *etc*... Promisit insuper idem Johannes per dictum juramentum se facturum et curaturum erga Gauffridum, fratrem suum minorem, quod omnia et singula supradicta, quando ad etatem perveniet, ratificabit, laudabit et etiam approbabit, et quod contra non veniet aliquo jure, ratione minoris etatis seu alia causa vel eciam ratione. Preterea Agnes, relicta Gauffridi Paleteau materque dicti Johannis, omnia et singula supradicta prout sunt superius expressa coram nobis laudavit, ratificavit et eciam approbavit, et promisit per fidem suam in manu nostra super hoc corporaliter prestitam se contra non venturam racione dotis vel dotalicii nomine seu alio jure, causa vel etiam ratione. De quibus omnibus et singulis predictis tenendis adimplendis in perpetuum observandis et de non veniendo contra Robertus de Beon et Hubertus de Mongauguier, patrui seu advunculi dicti Johannis, erga dictum capitulum coram nobis se constituerunt fidejussores, *etc*... Et renunciaverunt,*etc*... In cujus rei memoriam et testimonium ad requisicionem dictorum Johannis, Agnetis et fidejussorum predictorum sigilla nostra presentibus litteris duximus apponenda. Datum et actum anno Domini M° ducentesimo septuagesimo octavo, die veneris post festum apostolorum Petri et Pauli, mense junii. Rasuram [1] admortificamus approbamus. Datum ut supra.

---

[1] Une rature que porte l'original.

CCXLI

Saint-Ay, 22 juillet 1278

L'évêque Robert accorde au chapitre, pour la reconstruction de la cathédrale, les annates de toutes les collégiales du diocèse qui sont à sa collation, pendant la durée des travaux ; les offrandes des fidèles en la cathédrale, sauf 10 livres parisis de rente, que le chapitre devra servir à l'évêque et à ses successeurs ; le bois qui servira aux échafaudages et à l'œuvre, à prendre dans les bois de l'évêque, avec le consentement du roi ; les pierres, dans les carrières épiscopales ou vassales ; enfin, pour l'accroissement de la fabrique de l'église, la place des maisons épiscopales, autant qu'il sera nécessaire, réservé les matériaux.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G. 481.)

Universis presentes litteras inspecturis Robertus, miseracione divina Aurelianensis episcopus, salutem et sinceram in Domino caritatem. Dilecti filii decanus et capitulum ecclesie Aurelianensis sua nobis miserabili peticione monstrarunt quod ecclesia Aurelianensis predicta, nimia vetustate consumpta, in parte corruit et in residuo minatur ruinam. Cum igitur dictam ecclesiam intendant ipsi de novo opere construere sumptuoso, ad quod ipsorum non suppetunt facultates, nobis humiliter supplicarunt ut paterna super hoc sibi curaremus sollicitudine providere. Nos igitur, eorum justis peticionibus favorabiliter annuentes, annualia majoris ac aliarum ecclesiarum collegiatorum civitatis ac diocesis Aurelianensis, in quibus ad nos collacio prebendarum pertinet, incepta fabrica operis dicte ecclesie ac durante operi tam pio ac necessario, eisdem paterno compacientes affectu concedimus ac eciam deputamus. Item oblaciones in ecclesia Aurelianensi pia devotione fidelium in quibuscumque rebus, excepta cera, dicto opere durante offerendas dicte fabrice ecclesie concedimus ac etiam depu-

tamus, retentis tamen nobis et successoribus decem libris parisiensium annue pensionis a dictis decano et capitulo nobis et successoribus nostris annis singulis solvendis duobus terminis, videlicet medietate dicte pecunie in octabis Purificationis beate Marie virginis, et alia medietate in octabis Penthecoste. Item eisdem ad opus dicte fabrice ecclesie concedimus ut in nemoribus episcopatus Aurelianensis possint ligna scindere et defferre ad faciendas machinas et alia dicto operi necessaria, que de lignis in talibus fieri consueverunt, illustris tamen regis Francie consensu super hoc accedente. Item eisdem concedimus ut in lapidicinis nostris et in feodis nostris factis et faciendis possint lapides extrahere et deferre de assensu eorum quorum fuerunt lapidicine predicte ad opus fabrice memorate. Volumus etiam ut ad amplacionem fabrice predicte possint occupare de platea seu area domorum nostrarum episcopalium Aurelianensium quantum necessarium fuerit fabrice predicte, retenta tamen nobis materia earumdem domorum. In cujus rei testimonium presentes litteras dictis decano et capitulo dedimus sigilli nostri munimine roboratas. Datum apud Sanctum Agilum domum nostram, anno Domini millesimo CC septuagesimo octavo, die veneris in festo beate Marie Magdalene.

CCCXLII

14 août 1278

Vente au chapitre par Jean de Saudreville de toutes ses possessions, tenues de la maison du Mesnilgiraud, sises en la châtellenie d'Etampes, pour 60 livres parisis.

(Orig. sur parch. Arch. du Loiret, G. 350).

Universis presentes litteras inspecturis officialis curie Aurelianensis salutem in Domino. Notum facimus quod in nostra

presentia constituti Johannes de Saudrevilla, armiger, et Ysabellis, ejus uxor, vendiderunt et nomine vendicionis in perpetuum liberaverunt et quittaverunt venerabilibus viris decano et capitulo Aurelianensibus censivam, decimam et campipartem et etiam quicquid ipsi tenebant a domo de Mesnilio Giraudi, pertinente ad capitulum Aurelianense, quibuscumque rebus existant res predicte vendite et quocumque nomine censeantur, sitas in castellania Stempensi, precio sexagenta librarum parisiensium, de quibus coram nobis se tenuerunt integre pro pagatis. Renonciantes, *etc*... (*Investiture* per tradicionem presentium litterarum)... Promittentes, *etc*... Immo promiserunt, *etc*... obligarunt, *etc*... Renunciantes, *etc*... seque quoad hec jurisdictioni Aurelianensis curie supponendo et per fidem. In cujus rei memoriam et testimonium presentibus litteris sigillum Aurelianensis curie duximus apponendum. Datum anno Domini MCCLXX octavo, die dominica in vigilia Assumpcionis beate Marie Virginis, mense augusto.

Adam.

CCCXLIII

Bourges, 21 septembre 1278

Guy, archevêque de Bourges, reconnaît les libertés de l'église de Maray et restitue à l'archidiacre de Sully 10 sous tournois indûment exigés comme quête du curé de Maray.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G.)[1]

In nomine Domini Amen. Anno ejusdem Domini millesimo ducentesimo septuagesimo octavo, mense septembris, die mercurii ejusdem mensis in festo beati Mathei apostoli, indictione

---

[1] Copie du même acte, datée du 3 avril 1410, aux Archives du Loiret G. 343.

sexta, pontificatus domini Nicholay pape tertii anno primo. Per hoc publicum instrumentum pateat omnibus evidenter quod in presentia mei, magistri Johannis de Altavilla, publici auctoritate domini pape notarii, et testium subscriptorum, reverendus in Christo pater frater (*sic*) Guido, Dei gracia Bituricensis archiepiscopus, Aquitanie primas, dixit et confessus fuit quod ei legitime constabat tam per antiqua instrumenta quam per testes ydoneos et fidedignos quod ecclesia de Mazeyo, Bituricensis dyocesis, que spectat ad presentacionem decani et capituli ecclesie Aurelianensis, libera et immunis est et esse debet ab omni exactione, questa, procuratione, synodo et a parata archidiaconi et archipresbiteri, racione receptionis et procuracionis consuete que debetur a capitulo Aurelianensi cuilibet archiepiscopo Bituricensi semel in vita in ecclesia Aurelianensi. Et quia dictus dominus archiepiscopus in sua novitate receperat a dicto rectore de Mazeyo, Bituricensis dyocesis, decem solidos turonensium ratione queste quam consuevit habere a rectoribus ecclesiarum dicte dyocesis Bituricensis, idem dominus archiepiscopus reddidit domino Roberto de Chanlitre, archidiacono Soliaci in ecclesia Aurelianensi et canonico Bituricensi, dictos decem solidos nomine et vice dicti rectoris. Actum anno, mense et die predictis, in domo fratrum predicatorum Bituricensium, presentibus venerabilibus viris decano Bituricensi, magistro Bovino, priore de Salis Bituric., dicto domino Roberto de Chanlitre, magistro Andrea de Sancto Porciano, archidiacono de Borbonio, magistris Renerio de Senonis, Johanne de Bregniaco, Johanne de Paris., canonicis Bituricensibus, testibus vocatis et rogatis, et aliis.

(*Ruche : Fleur de lys fleurie.*)

Et ego predictus magister Johannes de Altavilla, publicus auctoritate domini pape notarius, premissis presens interfui et de mandato dicti domini archiepiscopi presens instrumentum confeci et scripsi et in publicam formam redegi signoque meo signavi rogatus.

CCCXLIV

25 octobre 1278

Vente au chapitre par Étienne Le Maréchal de la censive de la Cave près le Mesnilgiraud pour 28 livres parisis.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G. 350.)

Universis presentes litteras inspecturis officialis Aurelianensis salutem in Domino. Noveritis quod in nostra presentia constituti Stephanus Marescalli, miles, et Ysabella ejus uxor totam censivam de la Cue[1] (*sic*) prope Mesongiraudi et omnes gallinas censuales sibi debitas in dicto loco, item sexdecim denarios censuales quos dicebant se habere et possidere vel quasi super quatuor arpentis terre sitis retro domum Mesgiraudi, moventes ex parte dicti militis, ut dicebant, quas censivas tenebant a venerabilibus viris decano et capitulo Aurelianensibus, vendunt et nomine vendicionis tradunt, quitant penitus et dimittunt coram nobis in jure venerabilibus viris decano et capitulo Aurelianensibus pro viginti octo libris parisiensium, de quibus se tenuerunt dicti venditores integre pro pagatis in pecunia numerata, jus, dominium, proprietatem et possessionem *etc*... transferendo et nichil sibi *etc*... retinendo. Promittentes, *etc*... Immo promiserunt, *etc*... Obligaverunt *etc*..., supponentes se una cum omnibus bonis suis quantum ad predicta juridictioni curie Aurelianensis ; et renunciaverunt, *etc*... In cujus rei memoriam et testimonium presentibus litteris ad requisicionem dictorum Stephani et

---

[1] « La Cave », dit un des titres du dos, très postérieur en date (XVe siècle).

Ysabelle sigillum curie Aurelianensis duximus apponendum. Datum anno Domini millesimo ducentesimo septuagesimo octavo, die martis ante festum sanctorum Symonis et Judei.

MATHEUS.

CCCXLV

18 mai 1279

Vente au chapitre par Hémart de Trugny de ses possessions de Moret pour 160 livres 100 sous parisis [1].

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G. 365.)

Universis presentes litteras inspecturis officialis Aurelianensis salutem in Domino. Noveritis quod coram nobis in jure constituti Hemardus de Truigniaco et Philippa, ejus uxor, vendiderunt et nomine venditionis in perpetuum quittaverunt venerabilibus decano et capitulo Aurelianensi quicquid habent, tenent et possident in terris, domibus, possessionibus et aliis teneuris quibuscumque, sitis apud Mores in parrochia de Rovreyo Sancte Crucis, in feudo Petri Courteheuse, armigeri, precio octies viginti librarum parisiensium et centum solidorum, ex quibus coram nobis se tenuerunt integre pro pagatis in pecunia numerata. Renunciantes, *etc*... Promittentes, *etc*.. Renunciantes, *etc*... In cujus rei memoriam et testimonium veritatis presentibus litteris sigillum Aurelianensis curie duximus apponendum. Datum anno Domini MCC septuagesimo nono, die jovis ante Penthecosten, mense maio.

ADAM.

---

[1] Même date, même cote. Pierre Courteheuse, suzerain, amortit les biens vendus.

CCCXLVI

27 juin 1279

Bail par le chapitre à Pierre de Broces de maisons à Saint-Vincent et de 4 arpents et demi de vigne, pour un loyer de 30 sous parisis.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G. 208)

Universis presentes litteras inspecturis officialis Aurelianensis salutem in Domino. Noveritis quod in nostrum presentia constitutus Petrus de Brocis, clericus venerabilis viri magistri Johannis de Brocis, canonici Aurelianensis, confessus est in jure coram nobis se accepisse a venerabilibus viris decano et capitulo Aurelianensibus quasdam domos quas ipsi habent in parrochia Sancti Vincencii in Vineis Aurelianensis cum pertinentiis suis, que quondam fuerunt deffuncti magistri Stephani de Noemio, clerici, et quatuor arpenta cum dimidio vinearum sita apud locum qui dicitur Ostrays, tenenda, possidenda, explectanda et excolenda ab eodem Petro quamdiu vixerit sub annua pensione triginta solidorum parisiensium prefatis decano et capitulo vel eorum mandato singulis annis ab ipso Petro terminis sequentibus reddendorum, videlicet quindecim solidos parisiensium ad Purificacionem beate Marie Virginis, et alios quindecim solidos ad Penthecostem. Et promisit idem Petrus bona fide quod ipse ponet in melioratione dictarum domorum decem libras parisiensium infra duos annos a Nativitate beati Johannis ultimo preterita computandos ; promisit etiam dictas vineas excolere seu excoli facere anno quolibet de omnibus factionibus competentibus quamdiu vixerit, et dictos triginta solidos solvere prout superius est expressum. Et quantum ad omnia et singula predicta tenenda, facienda, firmiter et fideliter ac inviolabiliter obser-

vanda, idem Petrus predictis decano et capitulo se, heredes et successores suos et omnia bona sua mobilia et immobilia, presentia et futura ubicumque existentia obligavit, se et sua bona jurisdictioni nostre curie supponendo. In cujus rei testimonium presentibus litteris sigillum Aurelianensis curie duximus apponendum. Datum anno Domini MCCLXX nono, die martis post Nativitatem beati Johannis apostoli[1].

CCCXLVII

21 juillet 1279

Robert, évêque d'Orléans, amortit au chapitre ses nouvelles acquisitions de Moret.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G. 365.)

Universis presentes litteras inspecturis Robertus, miseratione divina Aurelianensis episcopus, salutem in Domino sempiternam. Dilecti in Christo filii decanus et ut, capitulum ecclesie Aurelianensis nobis humiliter supplicarunt cum ipsi a Hemardo de Mores quasdam terras cum quadam domo emissent[2] sitas apud Mores in parrochia de Rovreio Sancte Crucis in feodo Petri dicti Courteheuse, domicelli, et de retrofeodo nostro moventes, cujusmodi res emptas dicebant sibi et ecclesie sue esse a dicto Petro admortificatas, terras et domum predictas eisdem admortificare similiter curaremus. Nos igitur, ipsorum supplicationibus inclinati, terras et domum antedictas, a predicto Hemardo, ut dictum est, emptas, dictis decano et capitulo ipsorumque ecclesie predicte admortificamus, volentes et expresse concedentes quod ipsi dictas res

---

[1] Ceci est évidemment une erreur du scribe pour *Baptiste*, car on n'a jamais célébré la Nativité de saint Jean l'Evangéliste.

[2] Cb. CCCXLV.

a dicto Bernardo emptas et a nobis admortificatas decetero et imperpetuum teneant et possideant in manu mortua pacifice et quiete. In cujus rei memoriam et testimonium eisdem decano et capitulo presentes litteras sigillo nostro dedimus sigillatas. Datum anno Domini millesimo ducentesimo LXX nono, die veneris in vigilia festi beate Marie Magdalenes.

CCCXLVIII

30 mars 1280

L'abbaye de Saint-Euverte, après avoir réclamé au chapitre un muids de blé que lui avait donné Marie Piequeloup et que le chapitre lui avait soustrait pendant plusieurs années, lui fait abandon des arrérages.

(Orig. en parch. scellé de deux sceaux. Arch. du Loiret, G.)

Omnibus presentes litteras inspecturis frater Laurentius, humilis abbas, et conventus Sancti Evurcii Aurelianensis salutem in Domino. Noveritis quod cum proponeremus et conquesti fuissemus in capitulo Aurelianensi super eo quod ipsi nobis quemdam modium justum bladi, quem in grangia eorum de Oratorio Fori ad mensuram Balgenciaci percipere consueveramus et debebamus ex donacione nobis facta a defuncta Maria quondam dicta Pejorlupo, cujus olim fuerat grangia predicta, nobis subtraxerant per multa tempora, et erreragia multa inde receperant, que nobis ab eisdem restitui petebamus, considerantes affectionem quam capitulum ipsum semper habuit erga nos, eisdem quittamus erreragia predicta et contra quittationem istam nos promittimus non venire. In cujus rei testimonium dicto capitulo presentes litteras sigillorum nostrorum munimine dedimus roboratas. Datum anno Domini MCC septuagesimo nono, die sabbati ante Letare Jherusalem.

CCCXLIX

16 décembre 1280

Guiard de Guignonville vend au chapitre 13 arpents de terre au Val Vaslin pour 73 livres 10 sous parisis et une travée de froment en la grange de la Forêt Sainte-Croix.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G. 377.)

Omnibus presentes litteras inspecturis Philipus, decanus christianitatis Stampensis, salutem in Domino. Noverint universi quod coram nobis in jure constituti Guiardus dictus de Gaignunvilla, domicelus, et Petronilla, ejus uxor, confessi fuerunt se vendidisse et vendicionis nomine in perpetuum quitavisse venerabilibus viris decano et capitulo ecclesie Aurelianensis duodecim arpenta terre arabilis, vulgaliter appellate Val Valin, moventis de censiva ipsorum decani et capituli, site ex una parte inter la Charbonnière et ex alia parte inter terram relicte et liberorum defuncti Johannis dicti Gontier, pro sexaginta tresdecim libris et decem solidis parisiensium suis quitis, de quibus dicti Guiardus et Petronilla se tenuerunt coram nobis plenarie pro pagatis, et pro una posteya de frumenteyo granchie ipsorum de Foresta Sancte Crucis, de quibus tresdecim arpentis dicti Guiardus et Petronilla confessi fuerunt coram nobis se devestivisse in manu magistri Alberti de Aussona, canonici Aurelianensis et prepositi de Meso Giraudi. Promiserunt autem, *etc*... Renunciantes, *etc*... In cujus rei testimonium sigillum nostrum ad peticionem dictorum Guiardi et Petronille presentibus litteris duximus apponendum. Datum anno Domini MCC octogesimo, die lune ante festum beati Thome apostoli.

CCCL.

Paris, 21 aout 1281

Lettres de Philippe le Hardi requérant en faveur de Sainte-Croix l'exécution des lettres de Saint Louis sur la cession des dîmes aux églises (n° CCXIX).

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G. 183.)

Philippus, Dei gracia Francorum rex, ballivo Aurelianensi salutem. Cum inclite recordationis carissimus dominus et genitor noster Ludovicus, rex Francorum, in favorem Ecclesie concessisset quod omnes persone laicales, decimas percipientes in regno Francie, in feodum moventes mediate vel immediate ab ipso, quas ecclesie perciperent si eas laici non haberent, possint eas relinquere, dare et alio quocumque justo et licito modo ecclesiis concedere tenendas in perpetuum, ipsius vel successorum suorum assensu minime requisito, tu vel aliqui ex parte tua decanum et capitulum Aurelianenses super quibusdam decimis per ipsos acquisitis pretextu ordinationis nostre super novis acquisitionibus, que non se extendit ad decimas, contra concessionem hujusmodi, ut intelleximus, impedis et perturbas. Quare mandamus tibi quatinus, concessionem predictam faciens servari, predictos decanum et capitulum super decimis predictis non molestes nec permittas indebite molestari. Actum Parisius, die martis post festum beati Laurentii, anno Domini millesimo ducentesimo octogesimo primo.

CCCLI

Montargis, avril 1282

Philippe le Bel, ratifiant la transaction conclue entre Guillaume de Rebréchien, vicaire à Sainte-Croix, et le bailli d'Orléans, accorde audit vicaire et à ses successeurs la libre possession des maisons de la rue de la porte Parisie affectées par le chanoine Guiard Fabi à la fondation de ce vicaire.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret G. ?)

Philippus, Dei gratia Francorum rex. Notum facimus universis tam presentibus quam futuris quod cum Guillelmus de Rebrechien, vicarius in ecclesia Sancte Crucis Aurelianensis, juxta tenorem ordinationis nostre finaverit cum baillivo nostro Aurelianensi, recipiente pro nobis, super retinendis perpetuo sibi et successoribus suis vicariis dicte vicarie quibusdam domibus quinque estanconos aut sex continentibus, sitis Aureliani in vico Porte Paris ante portam claustri Sancte Crucis, contiguis domui Odini matricularii, ex una parte, et domui Sancti Evurcii Aurelianensis, ex altera ; quas quidem domos Guiardus Fabi, quondam canonicus Aurelianensis, titulo emptionis, ut dicitur, acquisivit et eis ad fundationem dicte vicarie concessit, nos, dictam finationem ratam et gratam habentes, volumus et concedimus, quantum in nobis est, quod dictus Guillermus et successores sui in dicta vicaria dictas domos tenere possint imperpetuum et pacifice possidere sine coactione vendendi vel extra manum suam ponendi, salvo in aliis jure nostro et jure quolibet alieno. Quod ut ratum et stabile permaneat in futurum presentibus litteris nostrum fecimus apponi sigillum. Actum apud Montem Argi, anno Domini millesimo ducentesimo octogesimo secundo, mense aprili.

CCCLII

7 juillet 1282

Vente au chapitre par les Chenart d'une maison du cloître de Saint-Avit pour 100 livres parisis.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G. 268.)

Universis presentes litteras inspecturis officialis Aurelianensis sede vacante [1], salutem in Domino. Noveritis quod coram nobis in jure constituti Robertus Chenart, miles, Ysabellis ejus uxor, Gazotus Chenart, armiger, et domicella Margareta, dicti Gazoti uxor, vendunt et nomine vendicionis quittant et liberant venerabilibus viris decano et capitulo Aurelianensibus quamdam domum cum pertinenciis ejusdem domus quam se habere dicunt sitam in claustro Sancti Aviti Aurelianensis in censiva ecclesie Sancti Aviti Aurelianensis, ad quatuordecim denarios censuales et ad duodecim solidos parisiensium pro relevacionibus quando eveniunt, absque alio honere et absque aliis redebentiis et coustumis, precio centum librarum parisiensium, de quibus coram nobis se tenent integre pro pagatis, renunciantes per fidem suam excepcioni non numerate peccunie, non tradite et non recepte, dominium, jus, proprietatem et possessionem dicte domus in dictos decanum et capitulum Aurelianenses totaliter transferendo et in corporalem possessionem venerabilem virum magistrum Thomam, subdecanum Aurelianensem, nomine ecclesie Aurelianensis, inducendo per tradicionem litterarum Constantini, quondam decani Sancti Aviti Aurelianensis, et capituli ejusdem loci necnon et litterarum bone memorie Manasses, quondam episcopi Aure-

[1] Donc l'évêque Gilles Pasté fut élu après le 7 juillet 1282, ou peu auparavant.

lianensis, in quibus litteris continetur quod dicta domus vendita honeratur et debet quatuordecim denarios censuales et duodecim solidos parisiensium tantummodo pro relevationibus quociescumque relevaciones contigerit evenire. Promittentes, *etc*... Preterea in jure coram nobis Philippus Chenart, presbiter, fraterque dicti Gazoti, Johanna, Gazotia et Phelippa, filie dicti Roberti Chenart, militis, per fidem suam predictas vendicionem, quittacionem et liberacionem dicte domus et suarum pertinenciarum volunt, laudant, concedunt et ratas habent, et promittunt, *etc*.. In cujus rei memoriam et testimonium presentibus litteris sigillum Aurelianensis curie duximus apponendum. Datum anno Domini M ducentesimo octogesimo secundo, die martis post octabas beatorum apostolorum Petri et Pauli.

CCCLIII

Paris, 25 mars 1283

Confirmation de l'appel interjeté par le chapitre d'un jugement du bailli d'Orléans en faveur de l'abbaye de la Cour-Dieu pour le pasnage des bois de Cerisy.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G. ?)

Philippus, Dei gratia Francorum rex, baillivo Aurelianensi salutem. Cum decanus et capitulum Aurelianenses de judicio per te pro abbate et conventu de Curia Dei supra pasnagio nemorum de Cerisi contra ipsos facto, tamquam de pravo et falso ad nos appellaverint, scire te volumus quod, viso processu coram te habito et diligenter examinato, visis etiam attestationibus testium utriusque partis, per curie nostre judicium pronunciatum fuit dictum judicium per te factum fuisse falsum et pravum, et juste et rite a dicto decano et capitulo fuisse appellatum. Actum Parisius, die jovis in festo Annunciationis Dominice, anno ejusdem MCC octogesimo secundo.

Redde litteras.

CCCLIV

29 mars 1284

Vente au chapitre par Jean de Bruyères-le-Châtel d'une maison sise derrière l'église Saint-Martin Cuisse-de-Vache, pour 70 livres parisis.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G. 258.)

Universis presentes litteras inspecturis officialis Aurelianensis salutem in Domino. Notum facimus quod in nostra presentia constituti Johannes de Brueriis castro et Agnes dicta La Letaude, ejus uxor, vendunt et nomine venditionis quitant et tradunt venerabilibus viris decano et capitulo Aurelianensibus quamdam domum cum ejus pertinenciis quam se habere dicunt sitam in vico deretro ecclesiam Beati Martini [1] juxta claustrum sancti Aniani, juxta domum capituli Sancti Aniani Aurelianensis, ex una parte, et juxta predictam ecclesiam Beati Martini, ex altera, que domus quondam fuit defuncti Reginaldi dicti Templier, quondam canonici Parisiensis, in censiva Sancte Crucis Aurelianensis, precio sexaginta et decem librarum parisiensium de quibus coram nobis se tenent pro pagatis, renunciantes dicti conjuges per fidem suam exceptioni non numerate pecunie, *etc*... Immo dicti conjuges venditores quilibet in solidum per fidem suam dictam domum venditam cum ejus pertinenciis garentire, liberare et deffendere promittunt dictis decano et capitulo Aurelianensibus et eorum successoribus in dicta ecclesia et omnibus ab eis cau-

---

[1] « Sanctus Martinus coyse de vache » (cuisse de vache), porte une analyse écrite au dos.

sam habentibus ad usus et consuetudines Aurelianenses contra Johannam, ejusdem Agnetis filiam, et etiam contra omnes, *etc*... Datum anno Domini millesimo CC octogesimo tertio, die mercurii post Annuntiacionem Dominicam, mense marcio. Adam.

CCCLV

Paris, décembre 1286

Philippe le Bel autorise le chapitre à acquérir dans les fiefs et arrière-fiefs du roi, hors de la ville d'Orléans, 20 livres parisis de rente. (Vidimus du 7 octobre 1295).

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret. G. 244.)

A touz ceus qui verront ces presentes letres Guillaume Tibot, garde de la prevoté de ... salut en Notre Seigneur. Saichent tuit que nos, l'an de Notre Seignieur mil CC IIII ^{xx} et quinze, le vendredi d'avant la saint Denis, veimes unes letres saelées dou sael notre seigneur le roi non chancelées ne maumissées (?) en aucune partie de soi en la manière qui s'ensit, lesqueles nos feimes trancrire mot a mot :

Philippus, Dei gracia Francorum rex. Notum facimus universis tam presentibus quam futuris quod nos, ob devocionem quam habemus ad ecclesiam Aurelianensem, ob etiam remedium anime nostre ac inclite recordacionis Philippi, quondam Francorum regis, et Ysabellis ejus consortis, carisimorum parentum nostrorum, specialiter pro eorum anniversario quod singulis annis certa die sollempniter decanus et capitulum ipsius Aurelianensis ecclesie celebrare tenentur in eadem ecclesia, concedimus eisdem decano et capitulo quod ipsi extra civitatem Aurelianensem in feodis aut retrofeodis nostris in augmentum reddituum et proventuum dicte Aurelianensis

ecclesie possint acquirere sibi et eidem sue ecclesie usque ad summam viginti libratarum parisiensium annui et perpetui redditus, dum tamen in eis justiciam aut dominium non acquirant, volentes quod eas teneant pacifice perpetuo sine coactione vendendi vel extra manum suam ponendi, salvo in aliis jure nostro et in omnibus jure quolibet alieno. Quod ut firmum et stabile perseveret, presentes litteras sigillo nostro fecimus communiri. Actum anno Domini millesimo ducentesimo octogesimo sexto, Parisius, mense decembris.

J. de Bouh.

CCCLVI

25 aout 1287

Bail perpétuel pour le chapitre à Guillaume Chens et ses héritiers d'une pièce de terre à Villermain, pour un cens de 36 sous parisis. Il y devra édifier, dans les trois ans, une maison de la valeur de dix livres parisis.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret. G. 373.)

Universis presentes litteras inspecturis officialis curie Aurelianensis salutem in Domino. Noveritis quod in nostra presentia constitutus Guillermus dictus Chens confessus est in jure coram nobis se accepisse a venerabilibus viris decano et capitulo Aurelianensis ecclesie quamdam peciam terre arabilis quam ipsi habebant, ut dicitur, sitam apud Villermain, juxta cymiterium de Villermain, ex parte una, et juxta cheminum de Magduno, ex altera, tenendam, habendam, possidendam et explectandam a dicto Guillelmo et ejus heredibus et successoribus et ad faciendum fructus suos pacifice et quiete in perpetuum, salva dicte terre decima, justicia et juribus predicto capitulo, sub annuo censu triginta sex solidorum

parisiensium ipsi capitulo vel ejus mandato tenenti decimam suam de Villermain in crastino Omnium Sanctorum a dicto Guillelmo et ejus heredibus annuatim reddendorum ; et incipiet prima solutio dicti census in crastino festi Omnium Sanctorum quod erit anno Domini MCCLXXX octavo ; eo acto quod dictus Guillermus tenetur et promisit per fidem suam edificare in dicta terra infra triennium unam domum ad valorem decem librarum parisiensium, suis sumptibus et expensis, et dictam domum cum facta fuerit in bono statu tenere et dictum censum solvere prout superius est expressum. Tenebitur etiam solvere idem Guillelmus tres solidos parisiensium pro quolibet deffectu dicti census pro emenda. De qua domo edificanda, ut dictum est, Giletus dictus Grantmarrier[1], et Johannes Rouaut coram nobis in jure constituerunt se fidejussores per fidem suam quilibet in solidum pro dicto Guillermo et ad ejus requisitionem erga capitulum memoratum. Et obligaverunt, *etc*... Renunciantes, *etc*... In cujus rei testimonium presentibus litteris sigillum Aurelianensis curie duximus apponendum. Datum anno Domini MCC octogesimo septimo, die lune post festum beati Bartholomei apostoli.

Sur le repli : Debria

---

[1] Marrier = Laboureur à la pelle (marre).

CCCLVII

Gas, 11 avril 1288

Vente au chapitre par Hemeri de Gas de biens situés à Boissy-la-Rivière pour 600 livres parisis.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G. 350 *bis*.)

A touz caus qui ces presentes lestres varront et orront Jaque Biaubouchier, prevost d'Estampes, et Guillaume Le Ferron, guarde de seel de ladite prevosté, saluz an Nostre Segneur. Sachent tuit present et avenir que an nostre presence establiz an droit Hemeri de Guays, escuier, et Madame Jehanne de Boissi, sa fame, jadis fame feu Crespin de Rochefort, chevalier, requenurent an droit pardevant nous de leur bone volanté sanz nulle force que il avoient vendu a honorables homes au dean et au chapistre d'Orlians et au nom de leur église d'Orlians au nom de vente, baillié, livré et quité a touz jourz mais sanz nul rapel toute la terre et toutes les rentes que il avoient a Boissi la Riviere [1] delez Estampes, mouvenz de l'eritage a ladite dame, ce est assavoir la meson et toutes les apartenances soit an vignes, an courtiz, an aunoiz, an prez, an rivieres, an guaranes, an cens, an dimes et an friches, et le sextime que il eust an la terre monsegneur Jehan de Boissi, chevalier, et Thomas de Boissi, escuier, et en terres gaignables anviron cinquante et sept arpanz, po plus, po mains, et an bois et an fiez don Monsegneur Jehan de Boissi tient do dit Hemeri nu. anu. [a] dis livrées de rente parisis po plus po moins [b], et Hemeri le tient

a) annui redditus. — b) parum plus vel parum minus.

[1] Boissiacum Riparie juxta Stampas. (Ch. CCCLVIII.)

de chapistre. Et Thomas de Boissi, escuier, tient quarante et huit livrées par. de nu. anu. po plus po moins. Item madame Fauque de Domarville [2] tient huit livrées par. nu. anu. po plus po moins. Item Guiot Broart [3], escuier, tient sis livrées nu. anu. po plus po moins, et ce icil Hemeri tient nu. anu. de chapistre. Item le rierefie de Amerville [4] que l'an tient de Thomas de Boissi, icil Thomas le tient de celui Hemeri, et Hemeri de chapistre ; et vaut ce rierefie a caus qui le tienent deus cenz livres de tournois po plus po moins. Item un rierefie que Mons. Bouchart de Bois [5] tient do dit Hemeri, c'est asavoir la meson Mons[r] Jehan de Boissi, chevalier, que il tient du dit Bouchart et les apartenances d'icelle meson juques a la value de vint et quatre livrées de rente po plus po moins pour le pris de cinc cenz et cinquante livres par. Item Phelipon de Boissi tient sa dime do dit Hemeri, et Hemeri de Mons[r] Jehan de Boissi, et Monsegneur Jehan de mestre Henri d'Albeville [6], arceprestre d'Orlians, juques a la value trente livrées ou de pres. Item Guillaume de Prinvau [7] tien do dit Hemeri sa terre de Prinvau, et Hemeri de Thomas de Boissi, et vaut ice de rente autour quarante livrées parisis, et ci dui darrenier fie sunt vendu le pris de cinquante livres par. Et de ces cinc cenz et cinquante livres et des cinquante livres pour les deus fiez darreniers li diz Hemeris et la dite dame Jehanne sa fame se tindrent antiermemant pour poiez pardevant nous, an bone pecune nombrée, bailliée et livrée, et renoncerent pardevant nous a l'exception de la peccune non bailliée et non receue et non eue, et se desseisirent par devant nous li diz escuiers et ladite dame de tout le droit de la possession et de la propriété des choses desus nommées sanz riens retenir a aus, et transporterent au dit dean et chapistre d'Orlians au nom de l'eglise d'Orlians tout le droit et toute la

[2] Falca de Dormarvilla. — [3] Guiotus Broart. — [4] Amervilla. — [5] Bouchardon de Bosco. — [6] Henrico de Albavilla (Ch. CCCLVIII). [7] Primian ou Prinvan ?

segnourie de possession et de proprieté que il avoient es choses desus dites ou povoient avoir par reison de heritage ou de conquest ou par autre reison quelque elle soit. Et promistrent et gagierent par devant nous a delivrer, a garantir et a deffendre les choses desus nommées et tout le droit que ledit escuier et ladite dame povoient avoir an ices choses audit dean et au chapistre a touz jourz meis loiaument contre touz segneurs et contre toutes manieres de genz, franches et delivrees de douaires et de toutes autres obligations as hus et as coutumes de pais, a leurs propres despans. Et se il avenoit que aucuns chalongoit ladite terre ou partie des choses desus dites, il promistrent pardevant nous et gagierent a garantir et deffendre a leur propres couz audiz dean et chapistre, et se aucuns, par santence ou par droit que il eust, anportoit lesdites choses ou partie d'icelles, il obligierent pardevant nous a restablir audiz dean et chapistre de leur propre heritage jusques a la value des choses evencues, ou feire tant que li deans et chapistre se tendroient a poié. Et quant a ces convenances ci desus nommées tenir, garder et acomplir en la maniere que il est desus devisié li diz Hemeris et ladite dame sa fame obligierent pardevant nous et soumistrent aus et leur hoirs et touz leurs biens et les biens de leur hoirs meubles et non meubles presenz et avenir ou que il soient a jousticier par la juridicion et par la cohercion de la prevosté d'Estampes. Et pour ces choses ci com elles sunt devisiées tenir et acomplir vindrent au droit pardevant nous, a la requeste dudit Hemeri de Guays et de Madame Jehanne sa fame, nobles homes c'est asavoir Monsegneur Phelippe de Gualardon [1], Monsegneur Mahi de Bailheil [2], chevalier, Hemeri de la Bruiere [3] et Guillaume de Guays, escuier, et se firent, ordenerent et establirent plege et principal garant et chacuns pour le tout sanz division ferre de la

---

[1] Philippus de Galardone. — [2] Matheus de Baillolio. — [3] Hemericus de Brueria (Ch. CCCLVIII).

vente et de toutes les convenances desus dites tenir, garantir, delivrer, deffendre et acomplir an la manière que il est desus dit an toutes choses sanz riens excepter. Et obligierent vers ledit dean et chapistre aus et leur hoirs et touz leurs biens et le bien de leur hoirs meubles et non meubles, presenz et avenir an la manière desus dite. Et renoncèrent lesdiz vendeeurs et les pleges desus nommez an ce cas a toute exception de fraude et de barat, a benefice de l'espistre de dive Adrian, et ladite dame a benefice de Veilleyan, et tuit ansemble renoncierent a touz privileges donnez et a donner par reison de croiz prises et a prendre a toute ayde de droit, de fet, de canon et de lay, et a exception de touz decevemanz, et a la barre par laquelle li deceu de la moitié de droit pris sunt restabli, a touz establissemanz viez et nouviaus, a toutes coustumes de pays et de leus, a toutes autres barres, exceptions, cavillacions et deffenses qui pourroient estre obiciées et proposées contre cest present estrumant. Et devant nous establi an droit noble home Monsegneur Thibaut de Nangevile [4], chevalier, demourant a Papellon [5] et Madame Jehanne sa fame et mere de ladite vendarresse de leur gré sanz force vostrent, agreerent et ostroierent ceste vente et renoncierent a tout droit que il avoient ou povoient avoir es choses desus dites par reison de douaire, de conquest et par autre reison quelque elle fust. Et promistrent que contre ladite vente ne vendront ne assoieront a venir par aus ne par autres. Et quant a ce il obligierent aus et leur hoirs an la maniere desus dite an toutes choses sanz riens excepter ne retenir et renoncierent a la dite manière et a toutes les choses desus nommées sanz nulle retenue feire. Et an tesmoin de ceste chose a la requeste do dit Hemeri de Guays et de sa fame et des pleges desus diz et do dit Mons. Thibaut et sa fame nous avons mis an ces lettres la seel de la prevosté d'Estampes, sauf le droit le roi de France et

---

[4] Theobaldus de Nangevilla. — [5] Papeillon (Ch. CCCLVIII).

la rayne, an l'an de grace Nostre Segneur mil et deux cenz et quatre vinz et huit, o mois d'avril, le dimanche apres Quasimodo, et fut fet et acorde a Guays.

CCCLVIII

Avril 1288

Expédition du même acte en latin

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret G. 350 *bis*.)

Universis presentes litteras inspecturis officialis Carnotensis salutem in Domino. Noverint universi quod coram Guillermo de Puteo, clerico curie nostre, notario jurato ad hoc a nobis specialiter destinato, cui quantum ad hec et majora fidem adhibemus pleniorem, et in presencia ipsius notarii nostri et testium inferius nominatorum, propter hoc personaliter constituti, Heimericus de Gaiis, armiger, et domina Johanna de Boxiaco Riparie, ejus uxor, quondam uxor defuncti Crispini de Ruppeforti, quondam militis, confessi fuerunt coram dicto jurato, *etc*... (ch. CCCLVI)...

Et renonciaverunt per fidem suam omnibus premissis modis omnibus quibuscunque, presentibus ad hec Guillelmo Le Ferron, custode sigilli prepositure Stampensis, Johanne Picquardi de Corbolio, Reginaldo de Gaiis, milite, Guillermo Marquier, presbitero, rectore ecclesie de Fontanis, procuratore dictorum decani et capituli, testibus ad hoc ab ipso jurato nostro vocatis et rogatis, prout hec omnia dictus juratus noster, cui quantum ad hec et majora fidem adhibemus pleniorem, nobis retulit viva voce. In cujus rei testimonium et munimen ad relacionem dicti jurati nostri et petitionem dictorum venditorum et fidejussorum suorum et dictorum Theobaldi et ejus uxoris sigilium nostrum presentibus litteris duximus apponendum. Datum anno Domini millesimo duccentesimo octogesimo octavo, mensse aprilli. G. de Puteo

CCLIX

31 octobre 1289

Vente aux chapelains de Sainte-Croix par Guillaume Le Ballif d'une maison sise rue Maillet, pour 42 livres parisis [1].

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G. 268.)

Universis presentes litteras inspecturis officialis curie Aurelianensis salutem in Domino. Noveritis quod in nostra presentia constituti Guillermus dictus le Ballif et Petronilla, ejus uxor, vendiderunt et titulo pure et perfecte venditionis in perpetuum quitaverunt spontanei, non coacti et penitus, concesserunt capellanis ecclesie Sancte Crucis Aurelianensis et eorum successoribus quamdam domum cum pertinentiis sitam in vico qui dicitur vicus Malleti, juxta domum elemosine Aurelianensis, ex una parte, et domum dicti Painchaut, ex altera, in censiva heredum defuncti Guillelmi de Fossatis, precio quadraginta duarum librarum parisiensium, de quibus se tenuerunt dicti venditores pro pagatis, videlicet de triginta duabus libris parisiensium in pecunia numerata, in utilitatem dictorum venditorum conversa, et decem libras parisiensium residuas retinuerunt dicti capellani de voluntate et assensu dictorum venditorum, in quibus dicti venditores dictis capellanis tenebantur pro anniversario matris dicti Guillelmi et suo perpetuo faciendo, prout hec dicti venditores confessi sunt coram nobis, exceptioni, *etc*... Promittentes, *etc*... Immo promiserunt, *etc*... In cujus rei testimonium presentibus litteris sigillum curie Aurelianensis duximus apponendum. Datum anno Domini millesimo ducentesimo octogesimo nono, die lune ante festum Omnium Sanctorum. G. Goion.

---

[1] Derrière est écrit : « Lettre de la maison de la rue de Mailliers. Saint-Père en Santellée. »

CCCLX

14 mai 1291

Guillaume Boyau ratifie l'achat fait par les chapelains de la maison de la rue Maillet et reconnaît avoir reçu 60 sous parisis.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G. 307).

A touz cels qui verront ces presentes letres Dreue Pelerin, garde de la prevoste d'Orliens, salut. Sachent tuit que Guill[aulme] Boiau, escuier, a reconneu pardavant nos en dreit que, en tant comme apartient et poait apartenir a lui, il a chevi as chapellins vicaires en l'eglise d'Orliens d'une meson que il ont achetee assise en la rue Maillet, laquele meson fut au baillif de la porte Parisie d'Orliens, assise ou fye dudit Guill[aulme], a ce que il tiengnent et pourseent a touz jourz mes la dite meson, en baillant vicaire toutes faiz que il convendra, a seixante solz de par[ises], desquels LX s. li diz Guill[aulme] se tint a paie pardavant nos a deniers saies nombrez, et renonca a ce que il ne poist james dire que la dite some de deniers ne li eust este nombrée, baillée et livrée. Et fut devisé que, se mon seigneur l'evesque d'Orliens ensigoit ou menoit mau ledit Guill. ou ses heirs, ladite chevisance seroit nule, mes li diz Guil. ou ses heirs leur rendreit les LX s. davant diz, et n'en seroit li diz Guill. ne ses heirs en plus tenuz et si auroit ces letres quant les LX s. sereint renduz. Et quant a ladite chevisance tenir et garder doudit Guill. et de ses heirs, en tant comme apartenoit et puet apartenir a lui et a ses heirs, et de non venir encontre par aucun dreit ne par aucune cause ou reson en la maniere que il est desus dit, li diz Guill. a obligé aus chapelains davant diz et a leur successeurs et a cils qui auront cause d'aux, et souzmis a la

juridicion de la prevosté d'Orliens sei et ses heirs et ses successeurs et touz ses biens muebles et non muebles presenz et a venir ou que il soient. Et renoinca quant a ces choses a toutes graces, a touz privileges de croiz prise et a prendre, a l'excepcion de tricherie, de mal, et en fet a tout error et decevance, a toute maniere de dreit de canon et de lay, a touz us, coustumes et establissemanz de pays et de leu, a toutes autres excepcions et deffensses de fet et de dreit qui poissent estre dites contre ces letres. Ce fut fet l'an de Nostre Seigneur MCCIIII^{xx} et unze, le lundi d'après les oictieves de la feste de la Sainte Croix en may.

N. de Boch.

CCCLXI

Boulogne, 26 septembre 1291

Sentence arbitrale de Jean Barat au sujet des droits réciproques du chapitre et des comtes de Blois à Nouan-sur-Loire, approuvée par les parties.

(Original s. parch. Arch. du Loiret, G. 356).

In nomine Domini, Amen. Anno millesimo ducentesimo nonagesimo p[rimo], vicesima sexta die mensis septembris, indictione quinta, pontificatus domini Nicholai pape IIII^{ti} anno quarto, per hoc presens publicum instrumentum pateat universis quod, in presencia mei publici notarii et testium subscriptorum presen[tia], discretus vir magister Johannes dictus Barat, clericus, arbiter seu arbitrator aut amicabilis compositor super discordia seu controversia que inter nobilem dominam Johannam, quondam uxorem nobilis viri comitis de Lantone (*sic*) ac comitissam Blesensem, ex parte una, et venerabiles viros decanum et capitulum Aurelianense, nomine

ecclesie sue predicte, ex parte altera, vertebatur seu verti dicebatur super jurisdicione et justicia ville de Noemio super Ligerim, in territorio et pertinentiis decani et capituli predictorum, prout idem magister Johannes asserebat et prout etiam dicta domina comitissa ac venerabilis vir dominus Radulphus de Cheneveriis, juris civilis professor, et Guillelmus de Magduno, canonicus ecclesie Aurelianensis predicte, procuratores dictorum decani et capituli, prout in quibusdam procuratoriis litteris, sigillo capituli predicti, ut apparebat prima facie, sigillatis, dinoscebatur plenius contineri, procuratorio nomine predicto, presentes coram me et testibus subscriptis, confitebantur expresse ad requisicionem et de expresso consensu ipsorum domine comitisse et procuratorum, dictum seu arbitrium suum protulit in hunc modum :

A touz ceus qui verront cestes presentes letres, Gie Johanz dit Barat, clerc, salut. Sachent, *etc*... (*Ch.* CCCLXII *avec les variantes*).

Prolato autem dicto seu arbitrio predicto, memorati comitissa et dominus Radulphus de Cheneveriis ac Guillelmus de Magduno, procuratores decani et capituli predictorum, presentes suo ac procuratorio nomine predicto, habentes inter cetera potestatem et mandatum ratifficandi, aprobandi et emologandi arbitrium seu ordinacionem quod vel quam dictus magister Johannes arbitrator duxerit proferendum vel proferendam, dictum et ordinationem predictas, prout superius sunt expresse, voluerunt, laudaverunt, approbaverunt et emologaverunt expresse, et promiserunt hincinde, tam dicta comitissa quam procuratores predicti procuratorio nomine predicto, predictas dictum et ordinacionem tenere, servare et adimplere et contra premissa aut aliqua de premissis se quacumque racione vel causa in posterum non venturos. Actum apud Boloniam, domum ejusdem comitisse, in diocesi Carnotensi, anno, mense, die et indictione predictis, presentibus una cum dictis comitissa et procuratoribus religioso viro fratre Symone Marquieiz, de ordine fratrum Minorum, et discre-

tis viris magistris Sancio, ballivo domini Aurelianensis episcopi, Bartholite (?) Clausarii, canonico ecclesie S. Salvatoris Blesis, et Michaele Guillardi, clerico, ac Guillelmo dicto de Hangest, baillivo dicte domine comitisse, cum Laurentio de Ascheriis, clerico dicti magistri Johannis Barat, cum aliis fidedignis.

Et ego Guillelmus de Bosco communi, Senonensis diocesis, clericus, auctoritate sacrosancte Romane Ecclesie publicus et Aurelianensis curie notarius, premissis arbitrii prolacioni, confessioni, aprobacioni et emologationi et aliis actis anno, mense, die, indictione et loco una cum dictis testibus presens vocatus interfui, presensque hoc publicum instrumentum propria manu scripsi et in hanc publicam formam redegi, meoque consueto signo signavi rogatus.

CCCLXII

Boulogne, 26 sepembre 1291

Sentence arbitrale délimitant les droits de justice et autres du chapitre et des comtes de Blois à Nouan-sur-Loire, acceptée par la comtesse de Blois.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G. 356.)

Universis presentes litteras inspecturis Johanna, comitissa Alenconis et Blezis, salutem in Domino. Noveritis quod cum inter nos, ex una parte, et venerabiles viros decanum et capitulum Aurelianensis ecclesie, ex altera, esset et fuisset diu orta materia questionis super justicia et dominio ville de Noemyo super Ligerim et super territorio et apertinenciis ejusdem loci et parrochie ejusdem, tam in aquis quam in terris, et specialiter super jure quod nuncupatur espaves et super aluvionibus et acrementis aque Ligeris et super justicia raptus, murtri,

incendii, latrocinii, sanguinis, bastardorum et super alio omni genere justicie et super pluribus aliis rebus et articulis, expresse et specialiter super hoc quod nos dicebamus quod nos poteramus et eramus in possessione vel quasi tenendi per nos vel per alium de mandato nostro assizias seu placita nostra in dicta villa de Noemyo et ejus pertinenciis, dictis decano et capitulo dicentibus et asserentibus contrarium esse verum. Tandem, deliberato bonorum consilio, per procuratorem nostrum ad hoc specialiter destinatum et super hiis habentem mandatum speciale, in curia serenissimi principis regis Francorum et coram magistris ejusdem curie, in pallamento quod fuit in Purificatione beate Marie Virginis anno Domini MCC nonagesimo, presente procuratore dictorum decani et capituli in omnibus et per omnia simile mandatum habente et super hiis consenciente, super omnibus et singulis premissorum compromisimus alte et basse in venerabilem virum magistrum Johannem dictum Barat, clericum et consiliarium nostrum, promittentes nos tenere et inviolabiliter observare quicquid super premissis ordinatum fuerit per suum dictum seu ordinationem seu disposicionem arbitralem. Post hoc vero dictus venerabilis vir magister Johannes, nobis et consilio nostro presentibus, etiam venerabilibus viris Radulpho de Cheneveriis, legum professore, et Guillelmo de Mauduno, dicte ecclesie canonicis, ac ipsorum decani et capituli procuratoribus ad hoc ab ipsis specialiter constitutis et destinatis, in domo seu manerio nostro quod vocatur Bouloigne juxta Blezis, anno Domini millesimo CC nonagesimo primo, die mercurii post festum beati Matthei apostoli, prononciavit dictum suum seu ordinacionem sive disposicionem arbitralem in hac forma verborum :

A touz ceus qui verront ces[a] présentes lettres, Je, Jehan[b]

Variantes de la charte CCCLXI pouvant avoir un intérêt linguistique :

a cestes. — b Gie, Johanz.

dit Barat, clerc, salut. Sachent tuit que comme plait, contens et descort fust entre tres haute dame et puissant[c] ma chiere dame Jehanne[d], jadis fame de noble homme le conte d'Alencon et contesse de Bloys, d'une part, et honorables hommes[e] et sages[f] le deen[g] et le chapistre d'Orliens en non de l'eglise d'Orliens, d'autre, seur la justice[h] et seignorie de la ville de Noyen sur Leire ou terreoir[i] et aus apertenances dou dit chapistre tant en eves[j] comme en terres et especialment seur les espaves et escreues de l'eve de Leire en tant comme la terre du chapistre se estent, le rapt[k], le murtre, l'arsin, larrecin, le sanc, la force, les bastars et toute autre maniere de justice, et seur plusieurs autres choses et especialment et expressement seur ce que ladite contesse disoit que elle povoit et devoit et bien l'avoit usé[l] de tenir et de faire[m] tenir ses assises et ses plaiz en ladite ville de Noyen et aus apertenances, lesdiz deen et chapistre disans et affremanz le contraire[n]. A la parfin les dites parties par souffisans procureurs[o] establiz a ce establies en jugement en plain pallement, devant les mestres ou pallement de la Chandeleur qui fu en l'an de grace MCCIIII^{xx} et X, de touz lesdiz plaiz et contens, descort et debat et de touz autres qui peussent mouvoir entre les dites parties ou temps[p] avenir pour raison on achoison[q] de la dite ville de Noyen, justice, seignorie et apertenances d'icele, se mistrent[r] et compromistrent en moi, Jehan Barat dessus dit, haut et bas a m'ordenance et a ma volenté, prometans les dites parties a tenir fermement, garder et acomplir en bone foye[s] mon dit et m'ordenance haut et bas a ma volenté seur le contens, descort et debat et toutes les choses dessus diz, et je[t], a la priere, de l'assentement et a la requeste des dites parties receu en moy le fes et la charge

---

c) poissant. — *d*) Johanne. — *e*) houmes. — *f*) saigès. — *g*) deyan. — *h*) sus la joustice. — *i*) terrouir. — *j*) eives. — *k*) rap. — *l*) a use. — *m*) feire. — *n*) affermenz le contraire. — *o*) procureeurs. — *p*) tens. — *q*) reison ou a choueson. — *r*) vindrent. — *s*) foi. — *t*) ge.

de l'ordenance et mise dessus diz[u], oées[v] les parties diligeaument[x] et les raisons d'icelles, seue la verité et enquise, eüe[y] deliberacion seur les choses devant dites, di et prononce mon dit et m'ordenance en Bouloigne, mennair de la dite contesse, de l'assentement des dites parties en la maniere qui s'en suit[z], sauve aus dites parties et a chascune d'icelles les demaines[aa], rentes et redevances que elles ont et poursuient[bb] et ont acoustumé a avoir et pourseoir[cc] en la dite ville de Noyen et aus apertenances : — Premierement que la dite contesse, ses hoirs[dd] et ses successeurs auront et pourserront[ee] des ores mes en avant et touz jours la justice du rapt[ff], du murtre, arsin, larrecin, sanc et force et homicide et toutes les apertenances d'icele segont[gg] l'us et la coustume du pais. Item toute la justice haute et basse dont l'amende monte plus de sept souls[hh] et demi. Item l'espave par eve et par terre. Item les bastarz de leur fames de cors, la connoissance de leurs hommes de cors, de muebles et de chatiex[ii]. Item les diz deen et chapistre, en non de leur dite eglise d'Orliens, auront et pourserront eus et leur successeurs a touz mes la connoissance, justice et execucion des censis, champars et possessions de la dite ville de Noyen et des apartenances tenuz d'aus o toutes les apartenances, amendes et emolumenz segont l'us et la coustume du pais et toute la justice des mueubles et de chatiex et de touz les cas dont l'amende ne monte plus haut de sept souz et demi. Item la justice et la connoissance de muebles et de chatiex de leur hommes et fames de cors en la terre a la dite contesse de Noyen et des apartenances et de Blesais[jj]. Item les bastars de leur fames en la dite ville de Noien et aus apartenances. Item les escreües de Leire en tant comme leur terre se estent,

---

u) dites. — v) oies. — x) diligemmant — y) eue. — z) ensit. — aa) demaines. — bb) pourseent. — cc) poursaier. — dd) beirs. — ee) pourseeront — ff) dou rat. — gg) segon. — hh) solz. — ii) meubles et de chatex. — jj) Blesays.

c'est assavoir les illes[kk], les saulaies, les terres et tele maniere de choses. Item les fros et les esances de la dite ville. Item que le ressort et la garde d'aus et de touz leur biens et possessions que il ont et poursiéent par le dit et ordenance dessus diz et par autre cause, raison et maniere en la dite ville de Noyen et aus apartenances seront et demorront au roy a touz jours sanz ce que la dite contesse ne ses hoirs i puissent jamais riens demander. Item que ladite contesse ne ses gens ne porront tenir des ore en avant assise ne plaiz en ladite ville de Noyen, c'est assavoir ou censif dudit chapistre ne allieurs en leur terreoir ne es apartenances, ainsint toutesvoies que se cas de crime ou autre aviennent en la dite ville ou aus apartenances d'icelle ou il convieigne ou doie ou puisse estre faite enqueste, aprise ou enformement, la dite contesse ou son commandement les porra faire en ladite ville de Noyen et aus apartenances tant par la connoissance des parties ou des accusez ou soupeconnez seur ce comme par autres preuves, et ce fait la dite contesse ou ses justiciers qui seront pour le temps ou dit lieu seront tenuz amener hors de la dite ville et des apartenances pour jugier et justicier celui seur qui l'enqueste, aprise ou enformement auront esté faiz. Item se il avient forsfaiture ou eschoete[ll] a la dite contesse pour cas de crime ou par autre cas qui apartieigne a la dite contesse ou devant dit terreoir du dit chapistre segont l'us et la coustume du pais et dont ladite forsfaiture et eschoete sont tenuz[mm] dou dit chapistre, ladite contesse et ses hoirs seront tenuz a la meitre hors de leur main et en autel[nn] main coustumière comme celui dont elle avint dedenz l'an et le jour que elles seront eschoietes ou avenues a la dite contesse ou a ses hoirs ; et se il ne le font les diz deen et chapistre i porront assener comme a leur propre heritage et en faire leur volenté d'ileuc

---

kk) yles. — *ll)* achoeste. — *mm)* tenu. — *nn)* tel.

en avant [oo]. Item di et ordeine [pp] que l'une partie des dites parties contre l'autre contre le dit et ordenance dessusdiz en tout ou en partie ou en aucune chose d'iceus ne puisse gaaignier ou acquerre en saisine [qq] ne em propriete par tenue, prescription, saisine ou usage quel que [rr] il soient granz ou petiz. Et quanqui sera fait encore je la pronunce pour nul et que les dites parties i renuncent [ss] des ja. Item pour les fraudes et malices oster et eschiver [tt] et pour ce que le dit et ordenance dessus diz puissent durer et tenir sanz corrumpre, je di et ordeine que le prevost [uu] ou la justice de ladite contesse ou de ses hoirs qui seront pour le temps ou dit lieu, quant il vendront nouvelement en l'office, seront tenuz des ore en avant a jurer par devant ladite contesse, ses hoirs ou leur commandement, present et appelé le prevost ou la justice des diz deen et chapistre qui sera pour le temps ou dit lieu pour les diz deen et chapistre, que il gardera et tendra le dit et ordenance dessus diz bien et loieaument [vv] et que il n'empeechera [xx] ne ne soustrera [yy] le droit des diz deen et chapistre ne encontre ne vendra. Et se il le fesoit par aucune aventure, que si tost comme il le apercevra il le restorera, adrecera et amendera, et aussint sera tenuz a jurer le prevost [zz] ou la justice des diz deen et chapistre devant aus ou leur commandement, present et appelé le prevost ou justice de la dite contesse ou de ses hoirs en la forme et maniere dessus diz. Item par mon dit et ordenance je retiens [aaa] a corrigier, a ajouster, a menuisier [bbb], a esclarcir [ccc] et interpreter en mon dit et ordenance dessus diz toutes fois que mestiers [ddd] sera et il sera a faire. Et se il avenoit que je morusse avant que ce fust fait, il seroit fait par la court le roy. Et di enquore et ordeine

---

oo) des ores en avent. — pp) ordreine. — qq) gaigner ou aquerre en seisine. — rr) quex que. — ss) renoncent. — tt) eschever. — uu) provost. — vv) leaument. — xx) enpeschera. — yy) soutrera. — zz) li provoz. — aaa) je retieng. — bbb) a amenuisier. — ccc) a clercir. — ddd) metiers.

que du dit et ordenance dessus diz l'une partie donne[eee] a l'autre ses lettres pendanz et que il soit enregistré en la court le roy ou confermé du roy. Lequel dit et ordenance si comme il est dessus dit et devisé[fff] voudrent, louerent[ggg], aprouverent et emologuerent expressement lesdites parties. Et promistrent que il les garderoient, tendroient et acompliroient et que encontre ne vendroient par aucune cause ou raison[1]. Ou tesmoing de laquele chose j'ai seelé cestes presentes lettres de mon propre seel. Ce fut fait et donné de l'assentement des dites parties l'an de grace MCC quatre vingz et onze, le merquedi après la feste Saint Mathieu apostre.

Nos vero de omnibus et singulis premissis diligenter auditis et intellectis, deliberacione prehabita diligenti, omnia et singula premissa volumus, laudamus ac etiam approbamus, promittentes omnia tenere et servare inviolabiliter et contra non venire, et ad hoc nos, heredes et successores nostros et omnia bona nostra, heredum et successorum nostrorum obligamus. In cujus rei testimonium presentes litteras dictis decano et capitulo sigillo nostro dedimus sigillatas. Datum anno Domini MCC nonagesimo primo.

---

eee) doint. — *fff*) devisié. — *ggg*) voldrent, leerent.

---

[1] Ici finit le texte de la ch. CCCLXI.

CCCLXIII

15 avril 1292

Vente au chapitre par Jean Baron à Thibaud d'Avalon, vicaire perpétuel à Sainte-Croix, d'une maison sise devant le cimetière de Sainte-Croix, pour 70 livres parisis.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G. 268).

Universis presentes litteras inscripturis, officialis curie Aurelianensis salutem in Domino. Noveritis quod in nostra presentia constituti Johannes Baronis senior et Amelina, ejus uxor, confessi sunt in jure coram nobis se vendidisse, quitavisse et nomine vendicionis in perpetuum concessisse Theobaldo de Avalone, presbitero, perpetuo vicario in ecclesia Sancte Crucis Aurelianensis, quamdam domum cum pertinentiis ejusdem quam se habere dicebant ab oppositis cimiterii Sancte Crucis Aurelianensis, inter domum capituli Aurelianensis, ex una parte, et domum defuncti Guillermi Coustosii, ex altera, in censiva capituli ecclesie Sancti Petri Puellarum Aurelianensis, ad duos denarios et obolum censuales sine aliis redebenciis et ad vendas tamen, quando eas contigerit evenire, totum jus suum, dominium, possessionem et proprietatem dicte domus et pertinentiarum ipsius in dictum Theobaldum et ejus heredes et successores in perpetuum transferendo, et nichil sibi juris vel heredibus suis in eisdem in posterum retinendo, et se desesierunt coram nobis de dicta domo et ejus pertinenciis, et dictum Theobaldum investierunt de eisdem per traditionem presentium litterarum, pro precio sexaginta et decem librarum parisiensium, de qua pecunie summa dicti conjuges se tenuerunt coram nobis integre pro pagatis in pecunia numerata. Exceptioni, *etc.* . Promiserunt etiam, *etc.*. Renun-

ciantes, *etc*... In cujus rei testimonium presentibus litteris sigillum Aurelianensis curie duximus apponendum. Datum anno Domini MCC nonagesimo secundo, die martis post Quasi modo.

G. MORMANNUS.

CCCLXIV

1er mai 1293

Donation entre vifs au chapitre par Robert de Froville, doyen de Chartres, de la dîme des animaux de ses maisons de Moret, sauf le droit de l'église de Rouvray Sainte-Croix.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G. 365).

Magister Robertus de Frovilla, decanus Carnotensis, universis presentes litteras inspecturis salutem in Domino. Noveritis quod nos, donatione facta inter vivos, damus et concedimus ecclesie Sancte Crucis Aurelianensis decimam animalium domorum nostrarum de Mores, salvo jure parrochialis ecclesie Sancti Johannis de Rovreyo, in perpetuum possidendam post mortem nostram. In cujus signum et munimen dedimus predicte ecclesie presentes litteras sigillo nostro proprio sigillatas. Datum anno Domini MCC nonagesimo tercio, die veneris in festo apostolorum Philippi et Jacobi.

CCLXV

6 février 1296

Fondation par le chanoine Guillaume Boulain de son anniversaire à Sainte-Croix, qu'il gratifie dans ce but de 7 muids 1/2 d'avoine et 36 gélines de taxes à Faveroles. Il s'en réserve l'usufruit pendant sa vie.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G. 376).

Universis presentes litteras inspecturis officialis curie Aurelianensis salutem in Domino. Notum facimus quod coram magistro Guillermo de Bosco communi, clerico, curie Aurelianensis notario jurato, ad hec que sequntur a nobis specialiter destinato, cui plenam fidem super hiis et majoribus adhibemus, constitutus vir venerabilis Guillermus dictus Boulains, canonicus ecclesie Aurelianensis, certus, sciens, providus et sponneus, ut asserebat, donavit et concessit imperpetuum venerabilibus viris decano et capitulo ecclesie Aurelianensis, ejusdem ecclesie nomine, pro anniversario suo in eadem ecclesia perpetuo celebrando, redditum quendam [quem] possidebat et se possidere asseruit idem canonicus in villa de Faveroliis super hospites decani et capituli predictorum, qui redditus dicitur taxamentum avene et gallinarum, quod quidem taxamentum estimatur circa septem modios cum dimidio avene ad mensuram Aurelianensem et triginta sex gallinas [1], in quorum quolibet modio sunt tresdecim mine ad memoriam predictam, et quod siquidem taxamentum seu quam avenam et quas gallinas singulis annis percipiendas et habendas in dicto loco emisse dicitur idem Guillelmus Boulains a Gaufrido dicto de

---

[1] Ces quatre mots ajoutés en interligne. V. *In fine*.

Codrayo, Gaufrido dicto Pichot de Brueria, armigero, ac Johanne dicto de Codrayo, exequtoribus testamenti et ultime voluntatis deffuncti Guillermi de Codrayo, quondam armigeri, nomine exequtorio, et a nobili muliere domina Avelina, quondam matre dicti deffuncti Guillermi, ac Odone, filio domine supradicte, necnon et a Johanne dicto Espyvant et Margareta, tunc ejus uxore, prout in nostris aliis litteris super hoc confectis vidimus et dinoscitur plenius contineri, retento tamen ab eodem canonico in predictis, quamdiu idem Guillermus Boulains vixerit, usuffructu, jus, proprietatem, possessionem et dominium dictarum rerum exnunc in dictos donatarios, nomine quo supra, totaliter transferendo, et nichil sibi juris in premissis nisi solum usuffructum predictum ulterius aliquatenus retinendo, volens et concedens coram dicto jurato nostro prefatus Guillermus Boulains ex certa sciencia quod dicte donatio et concessio exnunc perpetuam obtineant roboris firmitatem. Promittens, *etc*... In cujus rei testimonium et memoriam firmiorem ad relacionem dicti notarii sigillum Aurelianensis curie duximus presentibus apponendum. Datum et actum presentibus venerabilibus et discretis viris magistris Guillermo de Farunvilla et Johanne Aguietardi, canonicis Aurelianensis ecclesie, die martis post festum Purificacionis beate Marie Virginis, anno Domini millesimo ducentesimo nonagesimo quinto. Constat nobis de interlineamento *et triginta sex galline*. Dat. ut supra. GUILLERMUS.

CCLXVI

24 avril 1296

Vente au chapitre par Jean de Pailly des péages de Ferrières, Dordives et des Juifs à Châteaulandon pour 1625 livres de petits tournois.

(Copie authentique sur « un ancien cartulaire en veslin appellé le Livre Rouge », 16 mai 1668. Arch. Nat. R^4 558 : 29.)

A tous ceux qui ces presentes lettres verront et oyront Godefroy dit Le Ferpier, garde du seel de la prevosté de Chasteaulandon, salut en Nostre Seigneur. Sachent tous que pardevant nous establi en droit monseigneur Jean de Paly, chevallier, present le procureur du doyen et du chapistre de l'esglise d'Orléans, vendit et recogneut soy avoir vendu et en nom de vente pure avoir octroié, laissé, quitté et deslaissé a toujours mais, sans esperance de rapel, au devant dits doyen et chapitre, pour eux et pour leurs successeurs, les peaiges de Ferrieres et de Dordives et les peaiges des Juifs, que il disoit soy avoir a Chasteaulandon, tous amortis, lesquels peaiges dessusdits il disoit et affermoit estre siens et mouvants de son propre heritage en tout le droit et en toutte la seigneurie que il avoit et pouvoit avoir esdits peaiges et en toutes les appartenances d'icelles ; lesquels peaiges de Ferrieres et de Dordives il disoit et affermoit estre tenus de quatre seigneurs en fief, c'est a sçavoir de Perrot de Vaudurant, escuier, comme de premier seigneur, de Jean de Ferrolles, escuier, comme de second, de monseigneur Nicolas Dumes, chevallier, comme de tiers, et de monseigneur Gilles d'Amponville, comme de

quart, et par dessus de nostre seigneur le roy ; desquels quatre seigneurs il bailla audit procureur du doyen et du chapitre lettres d'ammortissement, et promist pardevant nous audit procureur, en nom desdits doyen et chapitre, que sy aucuns aultres seigneurs vendoint ou deissent (*sic*) puissent dire par adveu ou par aultre maniere que lesdits peaiges meussent d'eux et en meusent contens ausdits doyen et chapistre en quelque maniere que ce fust, que il les en deffendroit a ses propres cousts et despens, et amortiroit et feroit amortir lesdits peaiges de tous ceux de qui il pouroit estre trouvé que lesdits peaiges meusent, aultres que lesdits quattre seigneurs dessusdits, et le peaige de Chasteaulandon il disoit que il mouvoit du roy de France seulement, et en bailla audit procureur, en nom desdits doyen et chapitre, une lettre du roy de France [1] scellée du scel du roy en cire verte et en lacs de

---

[1] Par lettres de mars 1296, Philippe le Bel avait autorisé cette vente ; voici ces lettres :

« Philippus, Dei gratia Francorum rex. Notum facimus universis tam presentibus quam futuris quod nos Joanni de Paly, militi nostro, concessimus ex gratia speciali quod ipse pedagium suum quod habet apud Ferrarias et Dordivas, quod a nobis in feodo tenebat, quatuor dominis intermediis, necnon et pedagium Judeorum, quod similiter habet apud Castrum Nantone, quod a nobis nullo intermedio tenebat, vendere possit tam religiosis aut alicui alii sacro loco quam secularibus personis, et in ipsas titulo vendicionis transferre prout sibi viderit expedire, volentes et concedentes quod illa persona vel locus ille sacer, cui vel quibus ipsum pedagium devenerit, aut ejusdem venditionem fieri contigerit, ipsum pedagium cum suis pertinentiis tenere possint et perpetuo possidere pacifice et quiete sine coactione aliqua vendendi vel extra manum suam ponendi et absque prestatione financie cujuscumque, salvo autem in aliis jure nostro et jure quolibet alieno. Quod ut firmum et stabile permaneat in futurum presentibus litteris nostrum fecimus apponi sigillum. Actum apud Castrum novum supra Ligerim, anno Domini millesimo ducentesimo nonagesimo quinto, mense martio. » — Copie du XVII[e] siècle, d'après le Livre Rouge. Arch. Nat. R[4] 558 : 30.

Ces péages, en 1331, étaient affermés 70 livres par an (Même source).

saye, desquelles lettres et de l'amortissement du roy ledit procureur, en nom desdits doyen et chapitre, se tiendrent a payé. Et disoit et affermoit ledit chevallier pardevant nous que lesdits peaiges valoient chacun an quatre vingt livres tournois petits de droitte rente, pour le prix de seize cens livres tournois petits, c'est a sçavoir pour chascun cent solz tournois petit de rente cent livres de tournois petits, et vingt cinq livres tournois petit outre la somme dessus dite pour noble dame Jeanne sa femme [1], desquels seize cens livres et vingt cinq livres de tournois dessus dits ledit chevallier se tient entierement a payé pardevant nous et confessa que il les avoit eues et receus en bons deniers nombrez, et renonce pardevant nous quant a ce a exception de pecune non receue non nombrée, et transporte ausdits doyen et chapitre tout le droit, toutte la seigneurie, saisine et propriété qu'il avoit et pouvoit avoir esdits peaiges et es contenances d'icelles et touttes les obligations et actions que il pouvoit avoir es choses dessusdites et pour raison d'icelles, et se dessaisit de toutes les choses dessusdites et de chacune d'icelles en nostre main et ensaisine de sa volonté le procureur desdits doyen et chapitre en nom d'eux et en baillant audit procureur ces presentes lettres. Et fust accordé entre ledit chevallier et ledit procureur, pourveu que l'une partie ne l'aultre ne feust deceue, que trois prou'hommes, c'est ascavoir Robin Leserivouins, Jean de la Coulier, et Landry Boutelou recevront lesdits peaiges en nom desdits doyen et chapitre par l'espace de deux ans continuellement encommencez au jour d'huy et jureront devant leurs parties ou leurs procureurs que ils le ferront bien et loyallement ainsy pour l'une partie que pour l'aultre, et en la fin des deux ans passez si ils treuvent que lesdites peaiges aient valu

---

[1] « Pour une robe », dit l'accord de 1310, conclu entre Sainte-Croix et les héritiers de Jean de Pailly, qui reçoivent de Sainte-Croix 80 livres parisis outre le prix convenu. (Arch. Nat. R4 558 : 27 et 28.)

plus de quattre vingt livres de tournois de droitte rente, faitte compensation de l'une année a l'aultre, de tant comme il sera trouvé que ils ayent plus valu lesdits doyens et chapitre seront tenus a payer et rendre audit chevalier selon la forme du prix cydessus. Et aussy si il est trouvé que il vaille moings, ledit chevallier sera tenu rendre ausdits doyen et chapitre ce que il aura plus receu du prix dessus dit selon la taxacion cy dessus. Et a toutte les choses dessusdites fust presente en droit pardevant nous noble dame madame Jeanne sa femme, et luy furent touttes les choses dessusdites exposez diligemment, si que elle entendit et peut entendre, et les voult, octroya, consentit et aprouva, toutes ensemble et chascun par soy, et quitta de sa bonne volonté ausdits doyen et chapitre tout le droict qu'elle avoit et pouvoit avoir es choses dessusdites par coustume ou par droit ou par quelque autre cause qu'elle soit, et promirent ledit chevallier et dame, *etc*... obligèrent, *etc*... Et de chascun pour soy tenir, garder et accomplir noble homme Me Gilles de Ponville, chevallier, Robert de Brangier, Guillaume et Pierre dits Doats, Estienne de Pailly[1], et Hugues de Montizambert, escuier, establi en droit pardevant nous, s'establirent pleges et principaux vendeurs tous ensemble et chascun pour soy et pour le tout envers lesdits doyen et chapistre, et obligèrent, *etc*... Et renoncent lesdits chevallier et sa femme, *etc*... En tesmoing de laquelle chose nous, a la requeste desdits chevallier et sa femme et des pleges dessus nommez, avons scellé ces presente lettres du scel de la prevosté de Chasteaulandon, en l'an de grace mil deux cens quatre vingt seize, le mardy devant la Saint Marc l'evangeliste, ou mois d'apvril.

---

[1] Frère de Jean, et son héritier, dit l'acte de 1310, qui le déclare déjà mort.

CCLXVIII

13 octobre 1296

Donation entre vifs faite par Raoul de Chenevières, chanoine d'Orléans, à son neveu Pierre, de l'usufruit de toutes ses possessions de Fontaines, Courmemin et Braceux, qui appartiendront, après la mort de Pierre, aux chapitres de Sainte-Croix et de Meung par moitié.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G. 325.)

A touz ceuls qui verront cestes presentes lettres le baillif de Blois salut en Nostre Seigneur. Sachent tuit que monseur Raoul de Chenéveres, chanoine d'Orliens, a reconneu en droit par devant moy que il, de sa bonne volenté, a donné par don fet sollennement entre vis et senz pansée de james rapeler, a Pierre, son neveu, filz Brunete, seur audit monseur Raoul, tout quanque ycelui monseur Raoul a es parroisses de Fontaines, de Courmamain et de Braceos, soit en mesons, en terres, en prez et en quelconques autres choses que ce soient, a tenir, a avoir et a percevoir lesdites choses données doudit Pierre ou de son commandement tant comme ycelui Pierre vivra tant seulement; et aprés le deces doudit Pierre, ledit monseur Raoul a volu, ostroié et acordé par devant moy en droit que toutes les choses données dessus dites soient et demeurgent a touz jourz mes a heritaige au deian et au chapistre de Sainte Croez d'Orliens et au chapistre de Meun, a chescun d'iceuls chapistres pour la moitié, a tenir, a avoir et a poursoair, a vendre, a esploitier et a en fere toute leur volenté de euls, de leur successeurs et de ceuls qui cause y auront de euls, si comme il leur plera et il verront que il sera a fere. Desqueles choses données dessus dites ledit monseur Raoul s'est desseisi et desvestu de tout en

tout par devant moy en droit, et gie, a sa requeste et de sa bonne volenté, en ay soisiz et vestuz ledit Pierre et lesdiz deian et chapistres par le bail de cestes presentes lettres, sauve l'uffruit des dites choses données audit monseur Raoul sa vie, en quelque estat que il soit, soit en religion, mendient ou en autre. Et quant a tout ce dessus dit fere et accomplir loiaument senz venir encontre, ledit monseur Raoul en obliga par devant moy audit Pierre et as diz deian et chapistres, a leur successeurs et a ceuls qui cause y auront de euls, soy et ses hoirs et touz ses biens muebles et non muebles, presenz et avenir, en quelque leu que il soient et que il porront estre trovez, renoncent quant en cest fet ledit monseur Raoul par sa foy a touz privileges, graces et benefices quex que il soient, donnez et a donner, a toute excepcion de decevance, a toutes autres excepcions, barres, cauteles, deffenses, resons, cavillacions et allegacions, a tout us et a toute coustume de pais, a tout aide et a tout benefice de droit escript et non escript, et au droit qui dit que generau renonciacion ne vaut pas, et en suppose quant a ce soy et ses biens a la juridiscion de la court de la contée de Blois en Blesois senz autre court avoer. En tesmoing de laquele chose gie fet seeler cestes lettres dou seel de ladite court de Blois. Ce fut fet l'an de grace mil deus cenz quatre vinz et seze, le semadi après la saint Denis.

CCLXVIII

4 Février 1297

Le chapitre de Saint-Avit d'Orléans amortit à Sainte-Croix la maison que ce dernier chapitre a acquise dans le cloître de Saint-Avit derrière la maison des frères de Grandmont, à condition qu'ils paient le cens annuel de 4 deniers, et 12 sous parisis de relevaisons abonnées, pour lesquelles sera nommé un vicaire. Saint-Avit pourra acquérir aux mêmes conditions des biens de même valeur en censive de Sainte-Croix.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G 268.)

Universis presentes litteras inspecturis capitulum ecclesie Sancti Aviti Aurelianensis salutem in Domino. Notum facimus quod cum venerabiles viri et discreti decanus et capitulum Aurelianensis ecclesie acquisiverunt quamdam domum sitam in claustro nostro et censiva nostra retro domum fratrum ordinis Grandimontensis, pro qua domo nobis debentur quatuor denarii census annui et relevationes cum obveniunt, que sunt adbonate ad duodecim solidos parisiensium ab antiquo, nos volumus et concedimus quod dicti venerabiles viri dictam domum perpetuo teneant in manu mortua, solvendo nobis censum tempore debito et relevationes adbonatas cum obvenerint ac nominando nobis vicarium pro eadem. Et dicti venerabiles viri nobis concesserunt quod nos acquiramus rem ejusdem valoris in censiva eorumdem, dummodo pro illa re quam in censiva eorumdem acquisiverimus non debeantur relevationes excedentes summam duodecim solidorum quam nos tenebamus in manum mortuam, eisdem solvendo censum tempore debito et relevationes adbonatas cum obvenerint, ac eis vicarium nominando. Et nos bona fide promittimus contra non venire. In cujus rei testimonium presentibus litteris sigillum nostri capituli duximus apponendum. Datum anno Domini MCC nonagesimo sexto, die lune post Purificacionem beate Marie Virginis, mense februario.

CCCLXIX

Mars 1297

Ratification par l'évêque Ferry de Lorraine de l'amortissement de 40 sous de rente à la chèvecerie, donnés par Raymond de Laon, chèvecier. (Vidimus de l'official d'Orléans, 7 juillet 1300).

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret. G. 441.)

Universis presentes litteras inspecturis officialis curie Aurelianensis salutem in Domino. Noveritis nos anno Domini M° trecentesimo, die jovis post estivale festum beati Martini, litteras infrascriptas vidisse, legisse et de verbo ad verbum inspexisse, non cancellatas, non abolitas, nec in aliqua parte sui viciatas, formam que sequitur continentes :

Ferricus, Dei miseratione Aurelianensis episcopus, omnibus presentibus et futuris salutem in Domino. Ad universorum noticiam volumus pervenire nos, anno Domini millesimo ducentesimo nonagesimo sexto, mense martii, litteras infrascriptas vidisse et diligenter inspexisse et de verbo ad verbum legisse et considerasse, non cancellatas nec in aliqua parte sui viciatas, formam que sequitur continentes :

Universis presentes litteras inspecturis officialis curie Aurelianensis, *etc*... (Ch. CCCXXXIV.)

Et nos Ferricus predictus omnia supradicta, in supradictis litteris contenta, ex certa sciencia laudamus, approbamus ac eciam confirmamus et ex superhabundanti, si aliquid deest, ad suplendum quantum possumus supplemus et amortizamus et supradicta amortizata volumus in perpetuum capiceriatui et capicerio qui tempore fuerit remanere. In cujus rei testimonium sigillum nostrum presentibus duximus apponendum anno et mense primo dictis.

Quod autem vidimus testamur et ad majoris (*sic*) rei evidenciam presentibus litteris sigillum curie Aurelianensis duximus apponendum. Datum ut supra anno et die predictis.

De Thou.

CCCLXX

Orvieto, 29 octobre 1297

Confirmation par Boniface VIII de la sentence arbitrale des évêques d'Ostie et de Sabine, délégués du Saint-Siège, accordant à l'évêque toute juridiction civile et criminelle dans le doyenné d'Orléans, moyennant une indemnité de 200 livres de petits tournois, payables chaque année au doyen du chapitre.

(Copie. Bibl. d'Orléans, ms. 552, p. 217, « d'après les mss. d'Hubert, du Trésor de l'évêché ».)

Bonifacius episcopus, servus servorum Dei, venerabili episcopo et dilecto filio decano Aurelianensi salutem et apostolicam benedictionem. Licet ea que per fratres nostros Ecclesie Romane cardinales, nostri auctoritate mandati, simul in se robur obtineant, libenter tamen adjicimus apostolici his muniminis firmitatem ut illibata persistant cum nostro fuerint presidio communita. Lecta siquidem coram nobis vestra peticio continebat quod cum inter vos, super eo quod tu, fili decane, jurisdictionem ecclesiasticam in archidiaconatu Aurelianensi, decanatui tuo ecclesie Aurelianensis annexo, dum te in jurisdictione ipsa exercenda te, frater episcope, prevenire contingebat ad te, de antiqua et approbata consuetudine et hactenus pacifice observata, tu vero, episcope, in certis casibus et locis infra fines dicti archidiaconatus consistentibus ad te tantum et episcopalem sedem Aurelianensem eamdem jurisdictionem asserebas pertinere, necnon super emolumenta que ex episcopali jurisdictione tu, decane, racione archidiacona-

tus predicti tibi deberi dicebas, te, episcope, contrarium affirmante, questio vertebatur, que inter vos jamdudum et predecessores vestros episcopos et decanos Aurelianenses diutius noscitur fuisse ventilata non sine gravibus laboribus et expensis et incommodis, tam vestris et ipsorum predecessorum quam vestrorum eciam subditorum cum, officialibus et ministris alterutrius vestrum nonnunquam officiales et ministros alterius in jurisdictione predicta exequenda prevenire conantibus, gravia scandala, dissensiones, eciam hominum percussiones ac interdum interfectiones inde provenisse noscantur, studio quoque litterarum, quod Aurelianis vigere a longis retroactis temporibus generaliter consuevit, occasione contencionis hujusmodi per quam sepius turbabatur, detrimentum non modicum immineat, nos[1], volentes predictam Aurelianensem ecclesiam ejusque subditos a prefatis incommodis relevare vestrisque parcere laboribus et expensis, tam episcopalis sedis Aurelianensis quam dicti decanatus utilitate necnon et quiete subditorum[2] predictorum diligenter pensatis, ad talem composicionem super hoc, si tamen nobis placeret, amicabilem devenistis, videlicet quod in archidiaconatu predicto omnis jurisdictio totaliter tam in civilibus quam in criminalibus ad te, episcope, tuosque successores tantum perpetuo debeat pertinere, nec per preventionem nec alias tu, decane, ac successores tui vos aliquatenus de jurisdictione ipsius ecclesie Aurelianensis et claustri ejusdem, que per hoc in nullo mutetur sed remaneat in pristino statu, et quod tu, episcope, et successores tui tibi, decane, tuisque successoribus CC libras turonensium parvorum annuatim, singulis videlicet mensibus pro equis porcionibus, teneamini solvere in recompensacionem obventionum temporalium que tibi, decane, ac ipsis tuis successoribus ex predicta jurisdictione poterant

---

[1] *L'Acte des cardinaux ajoute* : prefati episcopus et decanus volentes.
[2] — : ac studii predicti.

quomodolibet provenire, et quod propter hoc universa bona episcopalia, et specialiter omnes tam sigilli quam jurisdictionis episcopalis proventus sint et maneant tibi et eisdem tuis successoribus obligata, quibus CC libris tu et dicti successores, contenti existentes, racione archidiaconatus et eciam episcopalis jurisdictionis sive emolumenti proventus ex eis nihil vobis amplius vindicare possitis. Quare vobis, episcope et decane, a nobis suppliciter postulantibus ut composicionem hujusmodi approbare ac apostolico roborare munimine curaremus, nos igitur venerabilibus fratribus nostris G[erardo][1] Sabinensi et Hugoni[2] Ostiensi episcopis nostris dedimus litteris in mandatis ut si, premissis diligenter pensatis, super quibus eorum conscientias intendebamus onerare, eis videretur composicionem eamdem utilitatem partis respicere utriusque, illam authoritate approbare et confirmare curarent, suplendo defectum, si quis pro eo quod capituli dicte ecclesie Aurelianensis non intervenit assensus, vel ex alia quacumque causa que in ea extitit, de apostolice plenitudine potestatis contradictores per censuram apostolicam[3] appellatione postposita compescendo. Sane memorati Sabinensis et Ostiensis episcopi, formam per dictas litteras quas eis tradidimus exacta diligencia observantes, cum per curiosam indaginem quam de predictis studiis habuerint veritatem super his, tam a quibusdam fratribus nostris quam aliis qui [bus]dam noverant sollicite perscrutando, eisdem episcopis videretur quia dicta composicio in vestrum vestrorumque successorum manifestam utilitatem et predicte ecclesie redundabat, composicionem istam auctoritate predictarum litterarum nostrarum approbarunt et confirmarunt, supplentes defectum, si quis ex eo quod in hoc predicti capituli non intervenit assensus, vel ex quacumque alia causa in eadem com-

---

1. Bianchi.
2. Seguin.
3. [illegible]

posicione fuerat, de commissa eis per easdem litteras apostolice plenitudine potestatis, prout in presentibus litteris inde confectis ipsorum episcoporum sigillis munitis plenius continetur. Nos itaque vestris supplicationibus inclinati, que super his ab eisdem episcopis facta sunt rata et grata habentes, ea authoritate apostolica ex dicta nostra scientia confirmamus et presentis scripti patrocinio communimus, tenorem predictarum litterarum predictorum episcoporum de verbo ad verbum presentibus inseri facientes, qui talis est :

Miseracione divina Gerardus Sabinensis et frater Hugo Ostiensis episcopi, S. R. E. cardinales, ad perpetuam rei memoriam. Cum inter venerabilem in Christo patrem Ferricum episcopum, Radulphum dictum Grosparmi decanum Aurelianenses, super eo quod idem decanus Aurelianensis jurisdictionem ecclesiasticam in archidiaconatu Aurelianensi decanatui suo ecclesie Aurelianensis annexo, episcopum ipsum in jurisdictione ipsa exercenda prevenire contingit, ad se de antiqua et approbata consuetudine et hactenus pacifice observata, idem vero episcopus in certis casibus et locis infra fines ejusdem archidiaconatus consistentibus ad se totum et ad episcopalem sedem Aurelianensem eamdem jurisdictionem assereret pertinere, *etc...* (*Comme dans la bulle pontificale, sauf la forme directe et quelques variantes*)... compescendo[1]. Nos igitur, cum omni devocionis affectu volentes mandatis apostolicis obedire et conscientiarum nostrarum in hoc providere, inquisicione diligenti premissa et sollicita indagine curiosius cum quibusdam de dominis cardinalibus et aliis qui in civitate Aurelianensi causa studii longo tempore permanserunt, quibusque super premissis erat veritas manifesta, discussione prehabita, quia, per ea que sentire potuimus et videre, composicio supradicta eorumdem episcopi et decani successorumque ipsorum utilitatem respicens evidenter, subditis et studio supra-

[1] P. 506 l. 20.

dictis parat quietis pacifice commoda graciosa ; considerantes quoque quod archidiaconatus ipse, cui inheret jurisdictio de qua in presenti composicione agitur, per decanum qui est pro tempore de consuetudine ecclesie Aurelianensis ab eodem episcopo feudatorio jure tenetur, quodque per jurisdictionem hujusmodi ad antiquam et originalem videtur redire naturam ; advertentes etiam quod propterea inter eosdem episcopum et decanum successoresque predictos interveniet duratura in posterum pacis perpetue pulchritudo que, multis, procul dubio, exclusis dissensionibus et simultatibus retroatis, proficiet ad salutem, composicionem eamdem, authoritate apostolica per eumdem dominum nostrum summum Pontificem nobis in hac parte commissa, approbando confirmamus et confirmando approbamus, supplendo defectum, si quis pro, eo quod in hoc capituli ecclesie Aurelianensis non intervenit assensus, vel alia ex quacumque causa, ut dictum est in composicione ipsa, extitit, de commissa nobis apostolice plenitude potestatis. Si qui vero in posterum ausu temerario in premissis contradictores fuerint vel rebelles, nos exnunc tenore presencium inducimus et monemus ut a contradictione et presumpcione sua hujusmodi omnino desistant, alioquin in eosdem, authoritate juxta commissam ab eodem domino nostro formam in his scriptis, excommunicacionis senténciam promulgamus. In cujus rei testimonium et evidentem noticiam omnium premissorum et cautelam perpetuo roborare valituram presentes litteras fieri fecimus et sigillorum nostrorum munimine roborari. Datum apud Urbem veterem, idibus augusti, pontificatus ejusdem domini nostri anno III, anno videlicet Domini MCCXCVII, indictione X.

Nulli ergo, *etc.*. Si quis autem, *etc.*.. Datum apud Urbem veterem, IV kalendas novembres, pontificatus nostri anno III.

CCCLXXI

20 juillet 1298

Amortissement au chapitre, par Robin de Sandillon, du quart de la dîme de Chaudré.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G. 376).

A touz ceus qui verront cestes presentes letres, Simon de Corceaux, garde de la prevoste d'Orliens, salut. Sachent tuit que Robin de Sendillon, escuier de la parroisse de Lailly, establi par devant nos en droit, reconnut que il a amorti, baillé, livré, cessé, quitté et delessié en main morte a touz jorz mes au dean et au chapistre d'Orliens et a lor successeurs, et a ceus qui auront cause d'aux a touz jorz mes, au non de lor eglise, le fié de la quarte partie de la disme de Chaudre et des apartenences que les diz dean et chapistre tenoient ou devoient ou poient tenir doudit Robin, que les diz dean et chapistre avoient euz de feu Johan de Tho et de feu Raou de Chenevieres, jadis chanoines d'Orliens. Et veut et accorde ledit Robin que les diz dean et chapistre et lor successeurs et ceus qui auront cause d'aux tiegnent ladite disme en main morte a touz jorz mes, sauve le droit a ses sovrains. Et promist le dit Robin que il james ancontre cest amortissement, cession et quitence ne vendra, ne assaiera a venir, ne james en ladite disme rien ne reclamera ne fera reclamer par soi ne par autri par aucun droit, par reson d'eritage, de decevance, de fié, de rachat, de quint denier, de rerifié, de lesion, de circonvencion, ne par aucune autre cause ou reson. Et por cest amortissement, cession et quitance ledit Robin a eu et receu des diz dean et chapistre en deniers soics nonbrez diseoict livres de paris, desqueles XVIII livres parisis le dit Robin se tint enterignement a paiez par devant nos,

et renonça a ce que il ne poïst james dire que ladite somme de deniers ne li eust esté nombrée, baillée et livrée, et promist le dit Robin que il aux diz dean et chapistre et a lor successeurs et a ceus qui auront cause d'aux le dit fié de la quarte partie de la dite disme de Chaudré delivrera, garentira et deffendra touz jorz mes verz touz et contre touz por lui, par ses heirs, en mainmorte, de empeschemenz qui de lui ne de ses hoirs ne de ceus qui auront cause de lui i porroient movoir ne sordre, et que se les diz dean ou chapistre ou lor successeurs ou ceus qui auroient cause d'aux ou lor procurator ou le portoor de ces letres avoient, fesoient ou soustenoient couz, mises, despens, dommages ou deperz par defaute de garenti ou de delivrance, le dit Robin promist que il les lor rendroit et en creroit le procurator aux diz dean et chapistre ou le portoor de ces letres chascun endroit soi par son simple serement senz autre preve querre. Et quant a ces choses tenir, garder, fere et acomplir fermement senz venir encontre par aucun droit ne par aucune autre cause ou reson ledit Robin a obligé aux diz dean et chapistre et a lor successeurs et a ceus qui auront cause d'aux et souzmis a la juridicion de la prevosté d'Orliens soi, ses hoirs et touz ses biens muebles, non muebles, presenz ou a venir, ou que il soient. Et renonça quant a ces choses a toutes graces et a touz privelieges de croiz prise et a prendre, a l'exception de tricherie, de mal en action et en fet, a toute decevance et error, a toute lesion et circonvencion, a tout benefice de restitucion en enterin, a toute aide de droit de canon et de lai, et a touz us, coustumes, establissemenz de païs et de leu, a tout droit disent que renunciacion general ne doie valoir se l'especial ne voit devant, et a toutes autres excepcions, allegacions, cavillacions, deffenses et aides de fet et de droit qui poissent estre dites ne obicées contre ces letres. Et en tesmoing de ce nos, a la requeste des dites parties, nos avons seelé ces letres dou seau de la prevosté d'Orliens. Ce fut fet l'an de Nostre Seigneur MCCIIII^{xx} disesoict, le diemenche devant la Magdeleine.

CCCLXXII

12 janvier 1299

Le chapitre se désiste de son adhésion à l'appel interjeté par plusieurs archidiacres contre l'évêque, ce dernier révoquant les atteintes portées par ses officiers à la juridiction du chapitre.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G. 483).

In nomine Domini, amen. Anno ejusdem millesimo ducentesimo nonagesimo octavo, duodecima die mensis januarii, indictione duodecima, pontificatus domini Bonifacii pape octavi anno quinto, per hoc presens instrumentum publicum pateat universis quod, congregatis in capitulo ecclesie Aurelianensis hora capituli ad pulsacionem campane, ut moris est, venerabilibus viris et discretis dominis Thoma subdecano, Petro Aurelianensi archidiacono, Andrea capicerio, Helya scolastico, Odone archipresbitero et Guimondo capellano in eadem ecclesia, Guillelmo de Pertico, Milone de Chailliaco[1], Egidio de Dumo Gaillardi, Guillelmo de Voys, Guillelmo de Billiaco, Philippo de Mornayo et Guidone de Chaillenoy ac Johanne Colli Rubei, canonicis ecclesie predicte, presente inibi reverendo in Christo patre ac domino domino F[errico], Dei gratia Aurelianensi episcopo, in presentia mei publici notarii et testium subscriptorum, cum venerabiles viri domini Aurelianensis, Sigalonensis et Soliacensis archidiaconi in ecclesia Aurelianensi predicta, ex pluribus causis et gravaminibus, contra eundem reverendum patrem, ejus vicarios et officialem ac procuratores et consiliarios appellassent, ut in appellatione ipsorum archidiaconorum super hiis confecta plenius conti-

---

1 Evêque d'Orléans (1312-1321).

batur, ac venerabiles viri capitulum ejusdem ecclesie Aurelianensis, in quantum eos tangebat, appellationi adhesissent eidem, prout in appellatione continetur predicta, et prefatum capitulum, coram ipso reverendo patre, conquererentur quoad presens et de ipso episcopo, pro quod idem reverendus pater vel gentes ipsius Egidium, rectorem de Baigniaco, Aurelianensis diocesis presbiterum, et Philippum dictum de Audientia, clericum, existentes de choro et jurisdictione capituli predicti et in quos presbiterum et clericum habebant eidem capitulum, ut dicebant, omnimodam jurisdictionem, ceperant seu capi fecerant et carceri mancipari, in prejudicium ipsius capituli ut dicitur et jurisdicionis ipsorum, videlicet dictum rectorem ecclesie de Bagniaco pro eo quod imponebatur eidem rectori eundem furtive subripuisse quosdam cereos et libros de ecclesia sua de Bagniaco predicta, et dictum Philippum de Audientia pro eo quod quasdam litteras exequtorias sigillo Aurelianensis curie sigillatas rupisse dicebatur. Tandem pro bono pacis idem dominus episcopus voluit et concessit ac promisit bona fide super expedicione et liberacione ipsorum presbiteri et clerici stare ordinacioni venerabilium virorum dominorum subdecani et capicerii predictorum, et tenere ac observare quicquid ipsi domini subdecanus et capicerius super hujusmodi casibus duobus decerent ordinandum, prout idem reverendus pater confessus fuit et asseruit coram me publico notario et testibus infrascriptis. Confessione hujusmodi facta et recitata, dictus subdecanus, vice ac nomine ipsius capicerii et sua, omnem ordinationem hujusmodi in se suscepto pronunciavit per ordinationem suam predictam dictos rectorem et Philippum de Audientia de jurisdicione ipsius capituli existere et per gentes ejusdem domini episcopi injuste captos fuisse ac per eas indebite fuisse detentos et in prejudicium ipsius capituli ac jurisdicionis ejusdem, eosdemque rectorem et clericum restituendos esse justiciandos per capitulum antedictum, necnon et quosdam fidejussores, datos a dicto Philippo gentibus ipsius domini episcopi occasione delicti eidem Philippo

impositi, penitus deliberari debere ac liberatos esse per ordinacionem predictam, quibus ordinacioni et pronunciacioni expresse consensit idem dominus episcopus, et ratificavit, et comprobavit easdem. Item cum gentes ipsius domini episcopi cepissent, ut dicebatur, quendam clericum in appenditiis seu stationariis Domus Dei Aurelianensis, versus portam Parisiensem, qui deliquisse dicebatur in dicto loco in quo dictum capitulum omnimodam justitiam temporalem habere dicitur, item et quendam laicum per gentes prefati domini episcopi, ut asserebatur, captum in vico de Burgo Novo, ubi sepedictum capitulum similiter omnimodam fertur jurisdicionem temporalem habere, prefatus dictus episcopus, hos duos casus minime ratificans, eos penitus revocavit, ac precepit dictos clericum et laicum restitui capitulo supradicto. Hiis vero sic actis memoratum capitulum ab adhesione quam dicte appellationi dictorum archidiaconorum fecerat destitit penitus et cessavit. Actum in dicto capitulo, anno, mense, die, indictione et pontificatu predictis, presentibus inibi discretis viris magistris Benedicto, capicerio sancti Petri Virorum Aurelianensis, et domino Guillelmo Juveni, archipresbitero Pitverensi, et Philippo de Roncia, clerico, testibus ad hoc vocatis et rogatis cum domino episcopo et capitulo supradictis.

Et ego Guillelmus de Boscocommuni, Senonensis diocesis, clericus, auctoritate sacrosancte Romane ecclesie publicus et Aurelianensis curie notarius, premissis prefatis vocatus interfui, presensque hoc instrumentum publicum inde confectum propria manu scripsi, et in hanc publicam formam redegi, meoque consueto signo signavi rogatus.

CCCLXXIII

14 mai 1299

Sentence de l'official de Nevers condamnant Pachin et Aton, tenanciers du moulin de Pruynat, à payer au chapitre de Sainte-Croix les 2 setiers de mouture, mesure de la Guerche, qu'ils doivent chaque année à la Toussaint.

(Copie XVe siècle. Arch. du Loiret (1).)

In nomine Patris et Filii et Spiritus Sancti. Amen. Universis presentes litteras inspecturis officialis Nivernensis salutem in Domino. Notum facimus quod cum proponeret in jure coram nobis procurator venerabilium virorum decani et capituli Aurelianensium, nomine procuratoris ipsorum et pro ipsis actor, contra dictum Pachin et dictum Aton, ejus nepotem, reos quod, cum dicti decanus et capitulum nomine quo supra fuissent et essent in possessione percipiendi et habendi annis singulis super molendinum de Pruynat a possessoribus dicti molendini et ab eisdem duos sextarios mosture ad mensuram de Guercia circa festum Omnium Sanctorum, dicti rei, qui dictum molendinum tenent et possident, tenuerunt et possederunt anno nonagesimo sexto, in solucione dictorum duorum sexteriorum mosture defecerunt et solvere contradicunt, licet super hoc pluries fuerint requisiti, ac ideo peteret dictus procurator, nomine quo supra, a dictis reis dictos duos sexterios mosture, in quorum solucione defecerunt pro dicto anno nonagesimo sexto, ad estimacionem quatuor librarum sibi reddi et solvi, in predictam possessionem reduci et ipsos reos sibi ad hoc a nobis sententialiter condempnari et condempnatos compelli, et super premissis sibi justiciam exhiberi, salvo sibi juris beneficio, etc... lite vero super hiis legittime contes-

tata, prestito a dicto procuratore, nomine quo supra, et a dictis reis super premissis calumpnie juramento, factis posicionibus ex parte dicti procuratoris nomine quo supra, et responsionibus ex parte dictorum reorum ad easdem, postmodum subsequutis datis dilacionibus dictis reis ad proponendum ex parte ipsorum reorum coram nobis in scriptis omnes exceptiones suas peremptores in causa predicta, si quas vellent proponere, conclusoque in ipsa causa, et tandem die jovis post estivale festum sancti Nycholay assignata dictis partibus coram nobis ad diffiniendum in ipsa causa, ipsa die Naudino de Chautayo, clerico, comparente pro dicto procuratore et cavente pro ipso ad penam decem librarum de rato, et dictis reis pro se personaliter coram nobis in judicio comparentibus et super premissis jus seu diffinitivam sentenciam sibi a nobis cum instancia ferri poscentibus, nos, actis ipsius cause visis et diligenter inscriptis, communicatoque et habito super hiis bonorum et jurisperitorum consilio, dictos reos ad reddendum et solvendum dicto procuratori, nomine quo supra, dictos duos sexterios mosture ad estimacionem predictam, in quorum solucione defecerunt pro dicto anno nonagesimo sexto, et ad redducendum in possessionem predictam in hiis scriptis per nostram diffinitivam sentenciam condempnamus, ipsosque reos per eamdem sententiam in expensis legittimis condempnantes, quarum taxacionem nostro judicio reservamus. In cujus rei testimonium siggillum curie nostre Nivernensis presentibus litteris duximus apponendum. Datum dicta die jovis, anno Domini millesimo CC nonagesimo nono.

CCCLXXI

14 août 1300

Révocation de la sentence d'excommunication portée pour vol contre les envahisseurs de la maison de Gautier de Beaufort et leurs complices.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G. 483.)

Officialis curie Aurelianensis omnibus presbiteris, prioribus, capellanis ceterisque ecclesiarum rectoribus, necnon omnibus doctoribus in quacunque facultate Aurelianis regentibus, ad quos presentes littere pervenerint, salutem in Domino. Cum nos ex parte Johannis de Monasteriis, clerici et procuratoris venerabilis viri magistri Galteri de Belloforti, thesaurarii Morinensis, nomine procuratorio, querimoniam receperimus continentem quod cum viri venerabiles decanus et capitulum Aurelianensis ecclesie, associatis sibi clericis ejusdem ecclesie, accessissent de novo ad domum quam inhabitare consuevit discretus vir magister Galterus de Belloforti predictus, domumque ipsam vi introissent, et cum ipsis plures iniquitatis filii, clerici et laici, quidam ex ipsis, Deum pre oculis non habentes, multa de bonis dicti procuratoris et domini sui furtive subripuerunt et asportarunt ; nosque monitione mandassemus malefactoribus hujusmodi ut ipsa dicta bona substracta furtive per ipsos redderent loco dictorum procuratoris et domini sui, et scientes ipsos malefactores priori fratrum Predicatorum revelarent, alioquin nos [contra] tam malefactores quam scientes sententiam excommunicationis protulerimus, nos predictas monicionem et excommunicationis sententiam, ex causa quia de furto lati sunt, in his scriptis revocamus ; quod omnibus quorum interest tenore presentium intimamus. Datum dominica die in vigilia Assumpcionis beate Marie Virginis, anno Domini millesimo trecentesimo.

CCCLXXV

24 septembre 1300

Confirmation par l'évêque Bertold du don et de l'amortissement de 40 sous de rente en faveur du chèvecier.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret. G. 377.

Universis presentes litteras inspecturis officialis curie Aurelianensis salutem in Domino. Notum facimus nos anno Domini MCCC. die jovis in crastino festi sancti Mathei evangeliste [1], vidisse, legisse, transcripsisse et publicasse litteras quasdam sigillo reverendi patris domini B[ertoldi], Dei gracia episcopi Aurelianensis, ut apparebat prima facie, sigillatas, non cancellatas, non abolitas nec in aliqua sui parte corruptas, in hec verba :

Universis presentes litteras inspecturis B[ertoldus], miseracione divina Aurelianensis episcopus, salutem in Domino. Noveritis quod cum bone memorie F[erricus], quondam episcopus Aurelianensis, predecessor noster, voluerit et concesserit, ob favorem Aurelianensis ecclesie, quod dilectus noster et fidelis Andreas, capicerius Aurelianensis ecclesie, et successores sui futuri capicerii, nomine suo et capiceriatus sui, perpetuo possiderent, perciperent et haberent quadraginta solidos parisiensium annui census a bone memorie Remundo [2], ejus predecessore, nomine suo et capiceriatus predicti emptos a deffuncto Stephano Morini, qui census percipi consuevit in feudo vel retrofeudo nostro apud Semayum, Magdunum, Donesianum (*sic*) et Returnum Sancti Benedicti de Aurelianis,

---

[1] 21 septembre.
[2] Raymond de Laon (Ch. CCCXXXIV).

et Aurelianis in pluribus aliis locis, et quod compelli non possent extra manum suam ponere censum predictum, ac eundem censum predicto capicerio et suis successoribus in dicto capiceriatu dixerit mortificandum, prout nobis constat per litteras predicti predecessoris nostri de hoc latas[1], nobis ostensas, quibus fidem plenissimam adhibemus, nos, utilitatem capiceriatus predicti et Aurelianensis ecclesie affectantes, omnia et singula predicta volumus et approbamus, et, si non tenuerint vel non valuerint aliqua de causa, tamen volumus et concedimus de novo quod dictus capicerius et successores sui dictum censum annuum perpetuo possideant et habeant, et quod compelli nullatenus possint predictum censum extra manum suam ponere, ac eundem censum cum omni justicia seu redebentia ad censum seu dominium census hujusmodi de jure seu consuetudine pertinenti eisdem admortificamus, volentes ut pacifice et quiete admortificatum cum omnibus predictis teneant in futurum omne jus et omnem actionem quod et que nobis competit et competere potest racione admortizacionis seu alienacionis cujuscumque per vasallos nostros facte vel alias, nostro vel predecessorum nostrorum non requisito consilio vel assensu seu obtento, eidem capicerio et successoribus suis dantes penitus et cedentes. In cujus rei testimonium sigillum nostrum presentibus litteris duximus apponendum. Datum anno Domini M° trecentesimo, die lune post Exaltacionem sancte Crucis.

Quod autem vidimus testamur. Datum anno et die predictis.

GUILLELMUS.

---

[1] Cf. CCCLXIX.

SUPPLÉMENT

CCCLXXVI

[956]

Lothaire confirme les pancartes de ses prédécesseurs relatives aux possessions et à l'immunité dont jouit l'église d'Orléans.

(Copie incomplète sous la date 956. Bib. d'Orléans, ms. 552, f° 267).

In nomine Domini Dei æterni et salvatoris nostri Jhesu Christi, Lotharius, misericordia Dei rex. Noverit sagacitas seu utilitas omnium fidelium sanctæ Dei ecclesiæ nostrorumque tam præsentium quam futurorum sollertia, quia adiens serenitatem nostram vir venerabilis Ermenteus, Aurelianensis ecclesiæ episcopus, quæ in honore sanctæ et vivificæ Crucis dinoscitur esse constructa, in qua etiam manus Domini apparuit, obtulit obtutibus nostris auctoritates prædecessorum nostrorum regum et imperatorum gloriosissimorum, quæ pancartæ vocantur, in quibus continebatur qualiter ei suisque successoribus inibi Domino famulantibus omnes res sanctæ præfatæ ecclesiæ, quas ab antiquo tempore juste et legaliter possidebat, et postea tam a regibus quam ab aliis sanctæ Dei Ecclesiæ fidelibus adquisivit, perpetualiter ad deserviendum confirmaverunt. Obsecrando itaque humiliter postulavit ut nos, antecessorum nostrorum morem sequentes, easdem res præfatæ ecclesiæ simili nostræ auctoritatis confirmaremus exemplo atque præ-

copis. Hujus igitur venerabilis episcopi benignam petitionem cum consultu fidelium nostrorum ratam considerantes, id agere decrevimus. Res autem, quas ab antiquis temporibus seu modernis ipsa tenebat ac modo retinet ecclesia, hæ sunt : monasterium sancti Evurtii, monasterium sancti Lifardi, cum rebus quæ sunt in Pontivo, hoc est villa quæ dicitur Rais cum omnibus sibi pertinentibus et cum omnibus quæ sunt in Provincia et in Masconensi ad eandem abbatiam pertinentibus. Monasterium sancti Maximini monachorum ; item capellam S. Maximini juxta murum, monasterium Sancti Petri virorum ; item Sancti Petri puellarum, Sanctæ Crucis Gargogilensis, Sancti Aviti ; cella Sancti Privati, Sancti Petri Tauriacensis, Sancti Saturnini, Sanctæ Mariæ Draviacensis, item Sanctæ Mariæ fabricatæ, Sancti Johannis, Sancti Marcelli, Sancti Martini prope murum, item Sancti Martini Crevennensis, Sancti Laurentii, Sancti Gervasii, Puteus Sancti Sigismundi, Sancti Vincencii, Sancti Sergii, Buccum monasterium, Bellumcampum, Sereonas, Marogilum, item Marogilum, Sancti Petri Magdunensis, Forisciniacum, cum rebus omnibus ad prædicta monasteria vel cellas pertinentibus. Sunt etiam hæ villæ : Silviniacus, Pedeverius, Bullus, Maciacus, Rofiacus, Cennonus, Castellanus, Veteres mansiones, Novavilla, Liminiacus, Buxiacus, Nemaus, Cationus, Cambonnus, Gaverdomnus, et alodus Teodradi, et res cum manc pio quas Deotimus et Agius, venerabiles episcopi, et alii Dei fideles eidem contulerunt ecclesiæ. Res autem quas Karolus quondam augustus præscriptæ reddidit ecclesiæ quarum hæc sunt nomina : Basilicas, Ulmetus, Perpetiacus, Gavenoilus, Lalliacus, Casionnus cum villis ad se pertinentibus, id est Vienna, Limogilo, Buxerola, Silviniaco, cum rebus et mancipiis ad easdem pertinentibus, necnon et villa Dendela, quam Ludovicus junior quondam per præceptum reddidit. Res præterea quas Karlomannus rex huic reddidit ecclesiæ hæ sunt : Caltesium, Marsiacus, Burbra, Puteolis, item Rofiacus et Pauliacus fratribus Sanctæ Crucis in pago Biturigo. Sunt præterea quædam res in pago Aurelianensi,

diversis in locis positæ, quas Radulfus rex præfatæ reddidit ecclesiæ, hoc est in villa quæ vocatur Clepiacus mansos V, et in villa Triganou, pertinentem ad eamdem villam Clepiacum, capellam I, mansum I, uncias V, et in prædicto Clepiaco unc[ias] IIII. In Mardiaco, ecclesia I. In Arunto, unc[iam] I. in Buciaco, quartas II. In Barberoni villa quartam I. In brolio Monbleni, quartam I. In Canolico, unc[iam] I. In Domiciaco quartam I. In Abel mansos V absos. In Sigilariis, mansum I absum. In Gaugiaco dimidiam ecclesiam super fluvium Bonoiæ. In Bocas mansiones, mansum I; in Lauriaco, ecclesiam I, mansos VI; in Sutriniaco mansum I cum ecclesia, et inter Ligerum et Ligeritum, per deprecationem Lamberti, mansum I. Dedit præterea quidam vir nobilis, nomine Vivianus, prætaxatæ ecclesiæ moderno tempore in ipso pago alodum per diversa loca positum, hoc est in Baridono, cum brolio et terra arabili, et in alio loco qui dicitur Mansus Meraldi, cum terra arabili et casualibus. Item quædam venerabilis matrona, nomine Girberga, alodum in eodem pago, villam quæ vocatur Gavasia cum terra arabili et brolio, et in alio loco, in villa quæ vocatur Suriacus, terram arabilem, cum pratis et silva glandifera. Item in pago Carnotensi, quartam partem de villa quæ vocatur Judeis. Dedit itaque quidam nomine Walterius, quondam Hebræus, postea vero christianus, clausum prope murum Aurelianis civitatis fratribus Sanctæ Crucis habendum, magno precio emptum a monachis Sancti Benedicti. Item quædam matrona, in eodem pago, alodum in villa quæ dicitur Saviniacus, cum vineis et terris arabilibus. Memorata igitur monasteria, cellas et villas cum alodis, *etc...* (*Le reste se poursuit comme la ch. XXXIX, p.* 83 *l.* 10) ..... (*l.* 27 :) præcipimus ut nullus comes, nullus vicecomes, *etc...* (*La copie s'interrompt aux mots* seu tarditate (*p.* 84 *l.* 22).

CCCLXXVII

(1136-1146) [1]

Interdiction à toute personne laïque d'habiter dans le cloître de Sainte-Croix.

(Copie, Bib. Nat. Moreau 208, f° 62. « Tiré du Cartul. de l'église de Sainte-Croix, fol. 44 r°. » Envoyé par D. G. le 1er avril 176[illegible].)

Stephanus, Aurelianensis ecclesie decanus, Stephano subdecano, Zacharie cantori et universis ejusdem ecclesie tam prelatis quam canonicis salutem et benedictionem Domini. Fraternitas in Christo Jesu exigit quatenus de his que justa sunt neque nos a vobis neque vos a nobis nullatenus discrepemus. Super his que de segregandis a claustro nostro habitantibus laicis fraternitas nostra a vobis [2] consulendo postulavit, eisdem dominis Ostiensi et Tusculanensi episcopis, Apostolice Sedis legatis, necnon cum Ludovico rege Francorum, domino nostro, consilium accepimus; quorum consilio fulti atque instructi, juste petitioni vestre voluntatem nostram atque auxilium diligenter impendimus, scilicet ut nulla laica persona ulterius in claustro Sancte Crucis mansionem et habitationem deinceps habere presumat; et ne hoc ab aliquo successorum nostrorum infirmari valeat, sigilli nostri authoritate confirmavimus.

---

[1] Dates extrêmes du sous-décanat d'Étienne; Hugues est sous-doyen dès 1146.

[2] Sic. N'est-ce pas une mauvaise lecture pour « vestra a nobis »? Il y a plus loin « petitioni vestre ».

CCCLXXVIII

[1168-1188] [1]

Accord entre Hervé, sire de Vierzon, et le chapitre réglant la juridiction de Maray en Berry.

(Original s. parch. Arch. du Loiret, G.).

CIROGRAPHUM

Ego Herveus, Virsionensis dominus, notum fieri volo cunctis tam futuris quam presentibus quia cum Letoldus subdecanus, et Adam, prepositus pro Aurelianensi ecclesia, homines qui possessiones habebant in terra Sancte Crucis tam ex una parte Cari quam ex altera, trahere in causam aput Maziacum in curia Sancte Crucis et ibidem justiciare vellent, et nos et homines istud contradiceremus, mediantibus domino Rainaudo de Craciaco, Gauterio Hospitalario, Mauberto, canonico Sancte Crucis, tam nos et homines quam prefati canonici tandem in hunc modum convenimus. Prefati canonici eorumque successores vel ministeriales homines quicumque possessiones habent vel habebunt ex parte Cari, in qua Maziacus situs est, aput Maziacum in curiam suam trahent, et ibidem de prefatis possessionibus eos justiciabunt. Homines autem illos qui ex altera parte Cari possessiones habebunt in terra Sancte Crucis que ex illa parte fluvii sita est, in curiam Sancte Crucis trahent et ibidem eos justiciabunt vel in eadem terra vel Castris vel aput Monestellum ; et in opcione tamen canonicorum erit quo istorum locorum justiciam suam tenere maluerint ; et in quo-

---

[1] Dates extrêmes du sous-décanat de Létold. Hervé fut seigneur de Vierzon de 1144 à 1192.

cumque istorum locorum ipsi vel ministeriales eorum placita sua tenere voluerint, tam in duello quam in aliis justiciam suam, sicut apud Maziacum habent, integre et sine aliqua diminutione ibi habebunt. Quod si ego vel successores mei eis justiciam sicut predictum est non garantiremus, omnes, tam ex una parte Cari quam ex altera que in terra Sancte Crucis possessiones habebunt, apud Maziacum in curia sua de eisdem possessionibus justiciabunt. Verum si inter nos vel successores nostros et dominum Craonensem guerram esse contigerit, eis quos ad justiciam suam submonebunt in eundo et redeundo bonum dabunt conductum, aut usque ad tempus pacis vel treuge different, vel ex altera parte fluvii justiciam suam tenebunt. Ut autem que supra dicta sunt nostris et nostrorum successorum temporibus firma permaneant, sigilli nostri actoritate fecimus corroborari.

CCLXXIX

Orléans, 1171

L'évêque Manassé accorde à Sainte-Croix, en échange de la terre d'un serf nommé [illegible], achetée 100 livres par le chapitre, quinze livres de rente des oblations de l'anniversaire de Louis VII et de la reine Constance ; le chapitre célébrera perpétuellement l'anniversaire de Manassé, de ses père et mère, et de son oncle le doyen Etienne.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G. ; mention *Scriptum.*)

In nomine sancte et individue Trinitatis, Amen. Contra ignatum hominum oblivionis defectum reperto litterarum remedio humana suppletur insufficientia, ut quod fragilis memoria tenere non prevalet vivaci littera producatur in posteros. Eapropter ego Manasses, Dei gratia Aurelianensis dictus episcopus, presenti pagina notum fieri volo tam futuris quam presentibus, quod dilecti filii mei canonici Sancte Crucis

terram cujusdam servi ecclesie, Britelli scilicet, que est in pago Pitverensi tam in castro quam juxta castrum, mea permissione et consilio pretio centum librarum sibi comparaverunt. Valet autem terra illa tam in censu et decima quam in hospitibus et alio terre exitu decem libras et eo amplius per singulos annos. Ego vero terram illam episcopo valde utilem et necessariam postmodum considerans, canonicis autem minus utilem propter eorum remotionem, postulavi ab eis, utpote ab amicis meis, quatinus ea michi et successoribus meis in perpetuum concederent et donarent. Illi siquidem petitionem meam benigne suscipientes, neque de mea erga eos benivolentia sive munificentia diffidentes, voluntati mee libenter animo adquieverunt. Tantam ergo et tam benignam eorum largitatem non indignam remuneratione dijudicans, recompensavi eis decem libras Aurelianensis monete in altari et calice singulis annis accipiendas, eo videlicet modo quod a vigilia dominice qua cantatur *Isti sunt dies* custodem suum inibi ponent, qui omnes oblationes ad episcopum pertinentes sine expensa recipiet, donec in integrum decem libras receperit. Custos vero episcopi de expensis providebit, et uterque sibi invicem fidelitatem facient. Hoc ita faciendum singulis annis precipio, et ne aliquis successorum meorum contradicere aut disturbare aliquo modo audeat sub anathemate prohibeo. Si quis autem, quod absit, hoc attentare presumpserit, in arbitrio canonicorum erit cessare et tam diu ecclesiam interdicere donec et dampnum restitutum et condigna eis exhibita fuerit satisfactio. Hoc etiam adnectendum esse judicavi quod predicti amici mei et filii multa jam eis et ecclesie sue a me beneficia collata attendentes, de conferendis autem bonam cum fiducia spem habentes, ex libera voluntate sua anniversarium meum, patris etiam et matris mee necnon et patrui mei, domni videlicet Stephani, decani eorum, se in perpetuum facturos concesserunt. Preterea gracia et amore domini mei regis Ludovici, Ludovici filii, centum solidos ejusdem monete in altari et calice singulis annis recipiendos predictis canonicis donavi, ita ut in die anniver-

sarii ejusdem regis Ludovici sexaginta solidi, et in die anniversarii uxoris sue Constancie regine, que in eadem ecclesia consecrationis sue benedictionem accepit, quadraginta solidi persolventur, sic ut canonici singuli qui servitio interfuerunt XII^cim denarios, non canonici vero quatuor sortiantur. A crastina die Exaltationis Sancte Crucis centum illi solidi tam in altari quam in calice singulis annis recipientur donec integre eodem modo quo et premisse decem libre persolvantur. Hec pretaxatus dominus rex Ludovicus voluit et concessit et scripto et sigilli sui munimine roboravit [1]. Quicquid redditus bone quondam memorie Fulcho, Sancte Crucis canonicus levita, in ecclesia de Villeniaco, de Gisdiaco et de Ottardi villa habebat, et ego ante obitum ejus habebam, totum jamdictis canonicis in perpetuum donavi. Hec ut rata permaneant sigilli mei actoritate corroboravi. Actum publice Aurelianis in capitulo, anno ab incarnatione Domini MCLXXI, episcopatus mei anno XXVI, regnante Ludovico, Ludovici filio, anno XXXV. Astantibus mecum Hugone decano, Willelmo cantore, Letoldo subdecano, Manasse capicerio, archidiaconis Herberto, Odone, Hainrico, Guarnaldo succentore, Martino capellano, Johanne archipresbitero, Andrea, Johanne, Vulgarino, Hugone sacerdotibus et canonicis, et aliis quampluribus canonicis quorum longuum est enumerare nomina. Data cancellario nullo.

---

[1] Cf. LIII

CCCLXXX

Jargeau 1176

L'évêque Manassé, à la prière de Robert, maire démissionnaire de Bou, accorde cette mairie à Raymond de Bou, avec la main d'Erembourg, fille de Robert.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G.).

In nomine Patris et Filii et Spiritus Sancti. Amen. Nichil eque aufert oblivionis incommodum siçuti vivax memoria litterarum. Circa quod ego Manasses, Dei gracia Aurelianensis episcopus, tam posterorum quam instancium noticie presentis scripti testimonio transmittendum duximus quia Robertus, quondam major de Bullo, dum esset major, per multas vices in presencia nostra constitutus nobis lacrimabiliter fuit conquestus quia tum propter cara tempora, tum pro magna quam domi habebat familia, maxima oppressus esset inedia, adeo, inquam, quod non haberet unde aliquam filiarum suarum quos habebat etiam pauperi et ignobili viro maritaret. Nos vero, moti tandem misericordia super illo, refutata ab eo in manu nostra majoria sua de Bullo, nullo cogente, sed ex propria et spontanea voluntate sua, cum eamdem majoriam nullus habere posset vel deberet, nisi Sancte Crucis serviens esset, quamdam ejusdem Roberti filiam, Aremburgim nomine, Sancte Crucis ancillam, cum majoria de Bullo, sicut prefatus Robertus eam tenuerat, Rainaldo de Bullo, servienti Sancte Crucis et nostro et heredibus suis ad misericordiam nostram integre possidenda, in uxorem dedimus et eumdem Rainaldum de eadem majoria in hominem nostrum ligium accepimus. Hoc voluit et approbavit Aremburgis, uxor predicti Roberti, cum filiabus suis Aaliz, uxore Brumatin, et Amelina et Odelina, et

concessit ; et ex parte sua et filiarum suarum super hoc Symeonem de Loia, Johannem de Averzaio et Odonem, nepotem viri sui Roberti, appellavit. Nos vero, ad removendam in posterum super hoc calumpniam et contempcionem, ad preces supradicti Roberti et uxoris et filiarum suarum pretaxatarum predicto Rainaldo et heredi suo, ut hoc ratum maneat et firmum, presentem dedimus cartam sigilli nostri munimine roboratam. Actum publice Gargogili, anno incarnationis Domini MCLXXVI, episcopatus nostri anno XXX primo. Astantibus ibidem nobiscum tam clericis quam laicis quorum hec sunt nomina : Radulphus de Fracta valle, S. Crucis canonicus, Gofridus de Auvernia, cantor Gargogilensis, Berengerius de Bullo, Odo de Grunlu, Radulphus de Pusos, Johannes, cambellanus noster, Johannes Phariseus, Herbertus Porcellus, Thomas de Marzi, Walterius, clericus de Bullo, Bartolomeus et Petrus de Colle, Andreas frater Adam de Colle, Johannes Brumatin, Aalardus Aviardi, Robertus Soes. Ordinatis in ecclesia S. Crucis majoribus personis Hugone decano, Andrea cantore, Letoldo subdecano, Manasse capicerio, cancellario nullo. Data per manum Odonis notarii nostri.

CCLXXXI

Frascati, 18 novembre 1178

Alexandre III proteste contre les infractions commises par Regnaud de Gracay à l'accord conclu entre lui et Sainte-Croix, et presse l'archevêque de Bourges, ou le chapitre à son défaut, d'en exiger les réparations par tous les moyens, y compris l'excommunication.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G.).

Alexander episcopus, servus servorum Dei, venerabili fratri S[tephano] archiepiscopo et dilectis filiis capitulo Bituricensi salutem et apostolicam benedictionem. Ad nostram no-

veritis audientiam pervenisse quod R[ainaldus] de Craciaco pacem [1] inter ipsum et dilectos filios nostros canonicos Aurelianensis ecclesie factam, et privilegio bone memorie predecessoris tui, frater archiepiscope, roboratam, quam idem R[ainaldus] prestito juramento tenere firmavit, presumpsit infringere et bona ejusdem ecclesie non veretur auferre. Quia vero ad nostrum spectat officium ea que perperam fiunt ad rectitudinis tramitem revocare, discretioni vestre per apostolica scripta precipiendo mandamus quatinus predictum virum moneatis et districte compellatis ut prescriptam pacem, sicut juravit, et in privilegio prefati archiepiscopi continetur, inviolabiliter observet, et tam ipsum quam alios quos idem canonici vobis nominaverint, qui eis bona predicte ecclesie presumpserunt auferre, ad ablatorum restitutionem seu ad complementum justicie compellatis. Quod si memoratus R[ainaldus] pacem ipsam sicut juravit non tenuerit, et tam ipse quam ceteri a prefatis canonicis nominati vobis eis ablata non restituerint nec justicie plenitudinem coram vobis exhibuerint, ipsos usque ad dignam satisfactionem appellatione remoti vinculo excommunicationis astringatis. Si autem tu, frater archiepiscope, his interesse non poteris, vos, filii canonici, hec nichilominus exsequamini. Data Tusculani, XIIII kalendas decembris.

---

[1] Ch. XVII.

CCLXXXII

[12[illegible]] [1]

Nomination par l'abbé de Saint-Père de Chartres et présentation au chapitre de Sainte-Croix d'Étienne comme curé de Niz.

(Orig. s. parch. Arch. du Loiret, G.)

Venerabilibus viris et amicis F[ulconi] decano et capitulo Aurelianensi G[uido], Dei gracia Sancti Petri Carnotensis abbas, et universitas fratrum ejusdem loci, salutem et sincere dilectionis affectum. Noverit discrecio vestra nos ecclesiam de Niz Stephano, latori presentium, contulisse, et nos vobis eumdem ad titulum ejusdem ecclesie presentamus.

CCLXXXIII

[1211]

Philippe-Auguste félicite le chapitre de Sainte-Croix de n'avoir pas interrompu ses offices [2], comme l'en priait l'évêque à l'occasion de son différend avec le roi au sujet des régales.

(Copie. Bib. Nat. Baluze 128 : 306).

Philippus, Dei gratia Francorum rex, decano totique Aurelianensi capitulo salutem. Quia constat reges precellere clerum, plebem regibus tanquam precellentibus obedire, fidelem nostrum Aurelianorum episcopum nostre constat obnoxium

---

[1] C'est l'acte auquel répondit une lettre d'Hugues, évêque d'Orléans, qui déclare, d'accord avec le doyen Henri : « Stephanum clericum recepimus ad ecclesiam de Niz, et curam ejusdem ecclesie illum a nobis dignum duximus investiri » Guérard, *Cartulaire de S. Père de Chartres*, t. II, p. 667.

[2] V. sur cet incident, Hubert, *Antiquitez de S. Aignan*, livre IV, chap. II.

majestati regalium ratione. Sed quia dictus episcopus jussioni nostre, prout tenebatur, consentire penitus pretermisit, [et] regalia que pertinebant ad nos non distulit occupare, non volumus ejus delictum clausis oculis pertransire. Pretaxatus quidem episcopus, sicut nobis asseritur, universitatem vestram dulciter exoravit quod vos in civitatem et in personas nobis subjectas generalem sententiam proferatis ; sed ejus exhortationem surdis auribus transeuntes, divina satis congrue celebratis : propter quod favorem regie majestatis immo et gratias obtinetis. Nos igitur universitati vestre persolventes gratiarum multimodas actiones, vestram rogamus discretionem quatinus regale jus illud illibatum et integrum conservetis, et in tam pia constantia vos fideliter habeatis.

CCCLXXXIV

[1211]

Le chapitre d'Orléans répond à Philippe-Auguste qu'il différera de lancer l'interdit, tant que le droit écrit ne l'y contraindra pas ; il recommande l'évêque à la bienveillance du roi.

(Copie. Bib. Nat. Baluze 128 : 306)

Philippo excellentissimo domino, Dei gratia Francorum regi, decanus totumque Aurelianensis ecclesie capitulum, salutem et debitam in omnibus reverentiam. Quanto dignius est nomen regum et gloria, tanto debet impendi regibus dignus honor et subjectio consummata. Reverendum patrem episcopum nostrum, quia deliquit in vos mancipatione regalium, spoliastis. Et quia propter exhortationem vestram ejus civitatem et personas civitatis supponere noluimus interdicto, nobis grates porrigitis copiosas, propensius ammonentes quod regale decus a nobis in tam pia constantia conservetur et inter-

dictum quantum poterimus differatur. Testis enim est Dominus, cogitationum cognitor et scrutator, quod nos regnum et salutem regni totis visceribus diligentes, secundum nostre mediocritatis affectum vestre majestatis magnificentiam amplia-mus, et distulimus generalem sententiam promulgare donec jus scriptum nos contigerit perurgere. Nos igitur que regum sunt regibus et que Dei sunt Deo reddere cupientes, vestram excellentiam exoramus quatinus tam pium, tam honestum episcopum in favorem vestrum et gratiam admittatis, ne forte, quod absit, per rigorem justitie compellamur promulgare gene-raliter interdictum, si cor vestrum nimium fuerit induratum. Scripture sacre profert judicium quod a fidelibus est plene regibus deferendum. Divinum monitum perfecte sequitur qui partem regiam fovere sicut expedit comprobatur.

CCLXXXV

(1211)

Le chapitre de Sainte-Croix menace le chapitre de Saint-Aignan de la perte de sa familiarité, s'il ne cesse pas les offices, comme l'en a prié l'évêque.

(Copie. Bib. Nat. Baluze 128 : 308 v°)

Fulco, Aurelianensis ecclesie decanus, totumque ejusdem ecclesie capitulum dilectis olim in Christo decano totique Sancti Aniani capitulo salutem. Apud illos hospitari nescit vera compassio quorum mentem non polit mansuetudinis habitudo. Retroactis temporibus inter ecclesiam nostram et vos huc usque familiaritas specialis integra perduravit, ita quod, si vobis vel ecclesie vestre aut etiam personis ad vos spectan-tibus molestum aliquid inferretur, generale tam cito statuimus interdictum, cessantes penitus a divinis donec vobis fuisset

plenarie satisfactum. Reverendus ac venerabilis pater et episcopus noster, cum a civitate tanquam exul et profugus recessisset, caritatem vestram dulciter imploravit quod in ecclesia vestra divina suspendere curassetis. Sed vos, exilium ejus et fugam induratis mentibus transeuntes, campanas vestras magis solito compulsatis in contemptum nostrum, necnon et in duriciam vestram cum majori sollempnitate divinum officium celebratis. Cum igitur vera justitia compassionem habeat, falsa vero dedignationem, vobis preces offerimus copiosas quatinus, sicut vobis dictum est, in pulsatione campanarum et in cantu sollempnitates debitas suspendatis, vel familiaritatem nostram penitus amittetis.

CCCLXXXVI

[1211]

Réponse ironique de Saint-Aignan à Sainte-Croix : fondée par le roi, leur église ne peut interrompre les offices que de l'avis du roi.

(Copie. Bib. Nat. Baluze 128 : 309)

Dilectissimis in Christo dominis Fulconi decano totique Aurelianensis ecclesie capitulo R[aginaldus], Sancti Aniani decanus, totumque capitulum salutem et paratum in omnibus obsequium. Contra regem nihil debet fieri, nisi rege consulto primitus super negotio principali. Caritati nostre transmisistis litteras continentes quod vos valde nostram duritiam exprobratis, eo quod, vobis et ecclesie vestre necnon et dolori vestri capitis non compassi, in ecclesia nostra celebramus divina magis sollempni tripudio quam solemus, propter quod indignationis vitio laborare nos probamus. De cognitione quidem vestra credimus nos elapsum quod Francorum reges nostram ecclesiam fundaverunt, multis eam possessionibus

ampliantes ; et cum ad regem pertinere jam specialiter videatur, absurdum esset regis ecclesiam interdici donec primo fuissemus regis consilio roborati. Nos igitur partem vestram et honorem regium fovere propensius satagentes, universitatem vestram dulciter imploramus quatinus velitis per tempus modicum sustinere, quia, postquam cum domino rege locuti fuerimus, nobis providentes que videbuntur magis necessaria faciemus.

CCCLXXXVII

15 mars 1321

(Tiré d'un registre plus ancien)

REVENUS ET DROITS DU DOYENNÉ D'ORLÉANS

Petit reg. parch. de 9 folios, couvert en parch.. — Archives du Loiret, G. 441.

Anno Domini millesimo CCCXX, die XV mensis marcii, fuit abstratus iste liber de quodam antiquo libro et vetusto, in quo continebantur infrascripta, videlicet redditus decanatus Aurelianensis et ejus jura.

Et primo habet decanus Aurelianensis in parrochia de Ardonno mannerium cum tribus stannis, octo arpenta vinearum.

Item duodecim arpenta pratorum vel circa.

Item duodecim minatas terre.

Item ducenta arpenta nemorum que sunt clausa ad fossata, de quibus non debetur griagium.

Item centum arpenta que non sunt clausa, de quibus debetur griagium domino de Feritate quando venduntur.

Item rector ecclesie de Ardonno debet annuatim racione dicte

ecclesie decano predicto sexdecim libras parisiensium terminis qui sequuntur

videlicet in festo Omnium Sanctorum quatuor libras,

item in festo Purificacionis beate Marie Virginis quatuor libras,

item in festo Ascensionis Domini quatuor libras,

item in festo sancti Petri ad vincula quatuor libras.

Item [1] habet dictus decanus in parrochia de Marolio tria arpenta pratorum cum dimidio juxta prata episcopi Aurelianensis.

Item [2] quinque quarteria vinearum versus Sanctum Vincencium inter vineas capituli Aurelianensis.

Item [3] apud Floriacum sexdecim arpenta terre vel circa que nichil valent.

Item unam domum in Tincturaria, que quadraginta vel quinquaginta solidos solet locari ; modo est tradita ad vitam Johannis Droini [4] et ejus uxoris et filii ad quadraginta octo solidos, solvendos medietatem in festo sancti Johannis et aliam medietatem in festo Nativitatis Domini [5].

Item [6] presbiter Sancti Privati debet dicto decano de tribus arpentis cum dimidio sitis apud Sanctum Privatum, in loco qui dicitur Closeau, in festo sancti Egidii, decem solidos

---

[1] *En marge* : Istud reperio certum. Habeo literam de duobus arpentis tantummodo.

[2] *En marge* : Fiat informacio super libro quis tenet illas vineas vel non.

[3] *En marge* : Sciatur a gentibus illius ville trucicius (?) quam poterit.

[4] Ces deux mots de la même main que les deux autres notes.

[5] Ces quatre mots de même. Puis, de la même main : Item super recepta domini ducis Aurelianensis quinquaginta octo libras parisiorum solvendas terminis qui secuntur, videlicet in festo Nativitatis Domini XIX l. VI s. VIII d. p., item in festo beate Marie Candeloze totidem, item in festo Ascensionis Domini totidem, super qua summa capellanus manus mortue habet decem et octo libras parisienses (*sic*).

[6] *En marge* : De hoc habeo literam contra curatum.

et, si defficiat in solucione, debet quinque solidos pro emenda.

Item capitulum Sancti Petri Puellarum pro decimis novalium terrarum suarum sitarum in parrochia de Ardonno, in festo sancti Remigii, XII solidos.

Item [1] per composicionem initam inter ipsum decanum et cives Aurelianenses racione manus mortue habet ipse decanus apud Geonium et alias villas vicinas octo modia ad mensuram de Balgenciaco frumenti puri, mina qualibet valente duobus denariis minus de electo, reddenda apud Balgenciacum in festo sancti Remigii et die sequenti, et qui deficit in solucione debet quinque solidos pro emenda.

Item super festagio dicte ville de Balgenciaco, in dicto festo sancti Remigii, X libras.

Item super botagio dicte ville, tercia die vel quarta post octobas beati Martini yemalis, decem libras.

Et si dicte viginti libre dictis terminis non solvantur, debet dominus de Balgenciaco dicto decano, pro qualibet die qua in solucione predictorum defficiet, viginti solidos pro emenda.

Item apud Floriacum C, III s. VIII d. census, solvendi terminis qui sequentur : videlicet in festo sancti Andree apostoli XXIIII s. et IIII d.

item in festo sancti Albini tantumdem

item in festo Purificacionis beate Marie XXVII s. et VI d.

item in Nativitate beati Johannis Baptiste tantumdem.

Et qui defficit in solucione dicti census tenetur in quinque solidis pro emenda priori Sancti Gervasii, in cujus treffundo et justicia consistunt terre de quibus dictus census debetur, et debet facere gaudere dictum decanum de dicto censu.

Item super quolibet stallo in quo sedet aliquis campsor in

[1] *En marge* : De hoc habes literam empcionis octo modiorum frumenti.

claustro Sancte Crucis in Nativitate Domini quinque solidos.

Advertendum quod hodie habet pro istis stallis et cambiis super abbate Sancti Maximini et prioratu Sancti Sansonis XVI libras.

Item habet dictus decanus omnimodam juridicionem in dicto claustro et ecclesia Sancte Crucis, exceptis choro et circuitu dicti chori.

Item habet dictus decanus emolumentum quatuor nundinarum in dicto claustro existencium, videlicet die mercurii in capite jejunii,
item die lune post Penthecostes,
item in festo Invencionis sancte Crucis,
item in festo Exaltacione (*sic*) sancte Crucis.

Item habet dictus decanus in bursa capituli in computo Purificacionis beate Marie XXX solidos, quos presbiter Sancti Privati solebat.

Item et in computo Pentecostes XXV solidos.

Item apud Sanctum Maximinum, in festo Invencionis sancte Crucis, quinque solidos et IX denarios de censu qui debetur pro terris sitis in claustro qui dicitur Puthechie.

Item et quociens mutatur decanus debentur relevaciones.

Item et quociens venduntur terre de quibus debetur dictus census, et debentur pro dictis relevacionibus et vendicionibus IIII^or denarii pro quolibet denario dicti census.

Item et qui in solucione dicti census defficit debet quinque solidos pro emenda.

Item pro terris sitis apud Orgmont, quas tenet Johannes le Fort, in festo Purificacionis beate Marie II s. VI d.

Item per composicionem initam inter episcopum et ipsum decanum super juridicione decanatus predicti[1] VIII^xx libras parisiensium solvendas per sigilliferum Aurelianensis curie singulis mensibus pro equis porcionibus XIII libras VI s. VIII d.

---

[1] Ch. CCCLXX. Mais cet acte porte 200 livres.

Item installaciones abbatum Sancti Maximini et Sancti Evurcii spectant ad ipsum decanum, et debentur ei quadraginta [1] solidi predicti abbatis Sancti Maximini, sed pro installacione Sancti Evurcii nichil.

Item habet visitacionem et procuracionem in prioratu de Semayo.

Item in prioratibus Sancti Laurentii et de Ponte Monachorum procuracionem tantum ; tamen visitat ecclesiam Sancti Laurencii.

Item in omnibus ecclesiis dicti decanatus, exemptis exceptis, visitacionem et non procuracionem.

Item et, quociens vacat aliqua parrochialis ecclesia in decanatu predicto, spectant omnes obventus ipsius ecclesie ad dictum decanum, post quadragesimum diem a tempore vacacionis computandum quousque novus rector dicte ecclesie fuerit in sacris ordinibus constitutus.

Item, quociens vacat aliqua ecclesiarum dicti decanatus post festum Omnium Sanctorum, si conferatur alicui et non constituatur in sacris infra Pascha.

Item, quando vacat aliqua de dictis ecclesiis post Pascha, cuicumque conferatur, omnes grossi fructus illius anni spectant ad ipsum decanum et ad archipresbiterum, videlicet ad ipsum decanum pro duabus partibus et ad archipresbiterum pro tercia.

Item instituciones et destituciones magistrorum domorum Dei et Sancti Lazari in dicto decanatu ad ipsum decanum spectant, et tenentur dicti magistri reddere dicto decano compotum et racionem administracionum suarum.

Item presentaciones ad ecclesias dicti decanatus vacantes sunt ipsi decano a patronis faciende et per ipsum decanum episcopo.

[1] *D'une autre main* : sexaginta.

Item intronizationes novorum curatorum sunt de mandato ipsius decani per archipresbiterum faciende [1].
Item habet dictus decanus duas prebendas integras cum distribucionibus duplicibus.
Item capitulum ecclesie Beate Marie de Cleriaco debet annuatim dicto decano LX s. in octabis festi Resurrectionis Dominice.
Item curatus Sancti Stephani Aurelianensis pro placea (*sic*) et edificiis que sunt introitu ecclesie III s.
videlicet in festo Nativitatis Domini XVIII d.
item in festivitate Nativitatis beati Johannis Baptiste XVIII d.
Item habet dictus decanus emolumentum omnium roncinorum racione servicii, videlicet pro quolibet roncino lx s. par.

Hec sunt que racione decanatus debentur.

Primo, quociens mutatur decanus, debet decanus novus priori Sancti Gervasii pro relevacionibus census de Floriaco xl s.
Item annuatim debet dicto priori in festo sancti Andree XI s. et III obolos.
Item et si non solvat, debet V s. pro emenda.
Item episcopo Aurelianensi pro pratis de Marolio, dominica post Invencionem sancte Crucis, XIIII d.
Item (*lacune*) Sancti Vincencii XXIIII s. [2].

[Ad collationem decani]

Primo massicotaria decani.

---

[1] *Addition* : et debetur pro quolibet XX s.

[2] *Suit d'une autre main* : Item installaciones abbatum Sancti Evurcii et Sancti Maximini spectant ad ipsum decanum et pro quolibet installacione debentur decano decem libre parisienses sive una marqua argenti ad voluntatem decani eligere volentis quod maluerit amborum, et de installacione debet facere literam installato sigillatam sigillo sui decanatus, nec tenetur decanus requisitus per ellectum ipsum installare non primo visis litteris confirmacionis predicte ellectionis episcopi vel alterius prelati, puta et archiepiscopi.

Item domus de Ponte Monachorum

Item domus leprosarie Sancti Maximini.

Item domus leprosarie de Clerisco.

Item capella Sancti Anthonii supra ponte Aurelianis.

Item ecclesia de Marollo in prato.

Item ecclesia de Ardonno.

Item ecclesia sancti Sirici, alterius vicibus capitulum de Jargolio.

Item ecclesia de Bouliaco.

Item ecclesia de Seranno.

Item ecclesia de Marinliaco.

Item ecclesia Sancte Columbe

Item ecclesia Sancti Stephani Aurelianis.

Capella manus mortue Aurelianis.

Item archipresbiteratus Aurelianensis, et non potest conferri nisi canonico Aurelianensi [1].

Hec debentur archipresbitero Aurelianensi in sinodo estivali et hiemali, primo ut sequitur

Prior de Semeyo pro Sancto Johanne de Braiis et Combloslo	II s. IX d.
Prior Sancti Macuti pro parte sua	XII d.
Item idem prior pro Sancto Sulpicio	II s. VI d.
Prior de Ponte Monachorum pro Checiaco	II s. VI d.
Sanctus Lupus	II s.

---

[1] *Ensuite d'une autre main :*

Anno Domini MCCCC decimo octavo vacaverunt cure sequentes

pro deporta XII f. Primo vacavit cura Sancte Columbe per obitum domini Laurentii Coillart.

pro deporta XVI f. Secundo vacavit cura Beate Marie de Sazenno per obitum domini Johannis Cameli.

pro deporta XII fr. 3° vacavit cura Sancti Johannis A la per obitum domini Roberti Sanlos (?).

pro deporta VI f. Quarto vacavit cura Sancti Privati per obitum etc. (sic).

Prior Sancti Laurencii	XVIII d.
Prior Sancti Vincencii in vineis pro Sancto Vincencio	IX d.
Prior Sancti Donaciani	II s.
Prior Sancti Lazari pro Sancto Karonno	XVIII d.
Idem prior pro Checiaco	II s. VI d.
Presbiter Sancti Maximini juxta Sanctum Anianum	II s.
Presbiter Sancti Sergii	XXIII d.
Presbiter Sancti Maximi (*sic*) de sancto (*sic*) Alodio	XII d.
Presbiter de Capella Sancti Maximini	II s.
Presbiter Sancti Petri de Sancto Maximino	II s.
Presbiter Sancti Ylarii de Sancto Maximino	XII d.
Duo presbiteri de Checiaco, quilibet	IIII d.
Presbiter de Comblosio	VI d.
Presbiter Sancti Nicolay de Sancto Maximino	II s.
Presbiter de Marrigniaco	XII d.
Presbiter de Veneciaco	III s.
Presbiter de Meseriis	III s. III d.
Presbiter de Saranno	III s. III d.
Presbiter de Floriaco	II s. VIII d.
Presbiter de Mardeyo	II s.
Presbiter de Boigniaco	III s.
Presbiter de Semayo	I d.
Presbiter de Ingreyo	I d.
Presbiter de Chingiaco	II s.
Presbiter de Marolio in Pratis	IIII s. IX d.
Presbiter de Sancto Marcello	VI d.
Presbiter Sancti Dionisii in vallibus	XII d.
Presbiter Sancti Johannis Albi	XI d.
Item idem dominus pro terra dicti Le Chat	XXII d.
Presbiter Sancti Johannis de Braiis	II s.
Presbiter Sancti Cirici	IIII s. IX d.
Presbiter Sancti Paterni	II s. VI d.
Presbiter Sancti Petri in semita lata pro sancto Ebulpho	XII d.

Presbiter Sancti Laurencii	XVIII d.
Duo presbiteri de Sancto Paulo, quilibet	XXI d.
Presbiter de Sancto Karonno	XVI d.
Presbiter Sancti Michaelis de porta Parisia Aurelianis	II s. III d.
Presbiter Sancti Vincencii in vineis	IX d.
Presbiter Sancti Benedicti de Returno	XII d.
Presbiter Sancti Liphardi	VIII d.
Presbiter Sancti Mauricii	XII d.
Presbiter de Ulmis pro sinodo	XII d.
Item idem presbiter pro patronatu	V s.

Somma tocius synodi IIII libre XI s. VIII d.

Item capitulum de Cleriaco[1], dominica qua cantatur Quasimodo, XL solid.

Item archipresbiter consuevit percipere letum furnitum cum luminari et oblacionibus in obitu cujuslibet presbiteri cujus intronizatio pertinet ad archipresbiterum.

Item quomodocumque aliqua ecclesia vacet, cujus intronizacio pertinet ad archipresbiterum, sive per mortem sive per permutacionem aut alias quoquomodo, archipresbiter habet deportum cum emolumentis per quadraginta dies.

Item si aliqua ecclesiarum hujusmodi vacat Pascha et festum Omnium Sanctorum, sive persona cui confertur ipsa ecclesia sit in sacris sive non, decanus habet duas partes grossorum fructuum et archipresbiter terciam partem, et faciunt deservire ecclesie pro rata decanus et archipresbiter.

Item quomodocumque aliqua ecclesiarum hujusmodi vacet sive per mortem sive per permutacionem aut alias, quocumque tempore vacet, si persona cui confertur ipsa ecclesia non sit

---

[1] Ceci est de la même écriture que le reste, mais n'était certainement pas dans le vieux livre. Le doyen le fit ajouter à la copie (f° 8) après la somme des autres. Ce chapitre venait d'être fondé en 1302. De même plus haut, p. [illegible].

in sacris infra proximum Pascha, similiter decanus habet omnes grossos fructus et archipresbiter nichil, et facit similiter deserviri ecclesie dictus decanus.

Item atriconarius consuevit associare archipresbiterum in festis annualibus ad manducandum in vigilia et in die cum decano, si sit in villa; et si decanus non sit in villa, atriconarius consuevit manducare cum archipresbitero si sit in villa.

Item archipresbiter habet omnimodam juridicionem super quatuor personis que defferunt campanas per villam, et debet quelibet persona VI denarios annui census in vigilia Natalis Domini.

Item dictus archipresbiter habet juridicionem spiritualem [in] parrochiali ecclesia de Ulmis, Aurelianensis diocesis, et collacionem quam eciam tenet a decano et generaliter omnia pertinentia ad archipresbiteratum.

Item archipresbiter predictus tenetur facere cuilibet novo decano homagium et juramentum fidelitatis per osculum, alias dictus decanus recipit fructus dicti archipresbiteratus.

J. Gomberti, pro collacione facta cum simili quaterno.

TABLE ALPHABÉTIQUE

Les noms de personnes sont en caractères romains ; les noms de lieux en italique (les chiffres romains en italique indiquent la page de la préface où est discutée l'identification de certains d'entre eux : s'y reporter) ; les principales matières sont en petites capitales.

A

[1] S. Martinus de Abbeto, d'après le Pouillé de 1370 (Longnon. *Pouillés de la province de Sens*, p. 333).

(*) [illegible] (Loiret).

---

[1] Nom à ajouter à la liste du *Gallia*, t. IV, col. 446.

B

1. Bar-sur-Seine.

---

[1] A Pithiviers.
[2] Serait-ce le clos de Bussy, à Traînou?

---

[1] Commune de Guignecille (Loiret).

---

[1] Malgré toutes mes recherches, je n'ai pu trancher la question d'identification de cette localité. Le nom de famille *Boel* a donné en français *Boyau*. Cf. *Boyaud*.

[2] Commune de Donnery (Loiret).

[3] Seine-et-Marne, canton de Méréville.

[1] Commune de Poupry, canton d'Orgères (Eure-et-Loir).
[2] Boissy-la-Rivière, canton de Méréville (Seine-et-Marne).

[1] Commune de Trinay, canton d'Artenay (Loiret).

[1] Correction de Botterius et Bousser, p. 21[illegible], et de Bossert, p. XVI.

[1] Commune de Coinces, canton de Patay (Loiret).
[2] Cher, canton d'Aubigny.

C

---

[1] Moret, commune de Rouvray-Ste-Croix (Loiret).
[2] Moret, commune de Rouvray-Ste-Croix (Loiret).

---

[1] L. 23 Lire Charles le Chauve et non Charlemagne.
[2] L. 18, *id.*
[3] L. 33, *id.*
[4] LL. 11 et 13, *id.*

---

[1] Loir-et-Cher, canton de Mennetou.

---

[1] Moret, commune de Rouvray-Sainte-Croix (Loiret).

[2] Commune de St-Denis-de-l'Hôtel (Loiret).

[3] Mort entre octobre 1296 et juillet 1298.

[4] Commune de Charsonville (Loiret).

[1] Choiseau, moulin à Beaugency. Cf. Vignat. *Cartulaire de N.-D. de Beaugency*, p. 254.
[2] St-Privé-St-Mesmin (Loiret).

[1] Par. de Mardié, partie du Val au bas des Quesmières.

* [illegible] commune de [illegible]-Sainte-Croix (Loiret).

D

[1] Seine-et-Marne, canton d'Or-[illegible].

G

[1] Foulques III Nerra.

---

[1] Eure-et-Loir, canton de Maintenon.

[1] Commune de Terminiers (Eure-et-Loir).

[1] Il y a, dans la commune de Saint-Jean-de-Braye, un lieu dit *Gode*. Est-ce lui ??

H

---

[1] Moret, commune de Rouvray-Ste-Croix (Loiret).

I

[1] Dom Gérou a copié *Cosmdacs*; il y avait *Jovinlaci*. M. Challe (*Bulletin de la Société des Sciences historiques et naturelles de l'Yonne*, t. XXXVI, p. 113) dit expressément que les comtes de Joigny, toujours absents à cette époque, se faisaient représenter par des vicomtes.

[2] Il n'y a plus trace de ce pays.

[1] [illegible], entre Olivet et La [illegible] ? Il y avait, sans doute, là un pont ou planche pour [illegible] et non loin, [illegible] pour les [illegible] de Blois [illegible]

---

[1] Anciennement *Lucaria* ; commune de Neuville-aux-Bois (Loiret).
[2] Massay (Cher).

[1] Mozet, commune de Rouvray-Sainte-Croix (Loiret).

[2] Bailleau-sous-Gallardon (Eure-et-Loir).

[3] Ferme de Villeneuve-sur-Conie (Loiret).

[1] La Mazelle, Paroisse de Chaumont-sur-Tharonne (Loir-et-Cher).

[1] Moret, commune de Rouvray-Ste-Croix (Loiret).

[1] Maison ? Clos de Tramou (Loiret).

---

[1] Ne serait-ce pas plutôt Mézières, hameau de Trinay (Loiret).

[1] Commune de Fresnay, canton d'Illiers (Eure-et-Loir).
[2] Commune de Montigny, canton d'Outarville (Loiret).

[1] Commune de Villermain (Loir-et-Cher).
[2] canton d'Outarville (Loiret).

[1] Commune de Rouvray-Sainte-Croix (Loiret).
[2] Ou *Mougy* (Sandillon) ?
[3] Meules, hameau de la commune d'Huêtres (Loiret).
[4] En Etampois, aux environs de la Juine. Minas (??), commune de Boissy-la-Rivière.
[5] Commune de Terminiers (Eure-et-Loir).

N

[1] Nemours.

O

---

[1] Hameau de Thiville, canton de Châteaudun (Eure-et-Loir), ou commune du canton de Palaiseau (Seine-et-Oise)?

P

[1] Jean II, évêque d'Orléans.

[1] V. p. 253 nº 1.

[1] Commune de Gidy (Loiret).

[1] [illegible]
[2] [illegible]
[3] [illegible]

[1] Durham, Angleterre.
[2] A Saint-[illegible].
[3] En [illegible].
[4] Chezal-Benoît (Cher).

[1] Raoul, comte de Crépy.

[1] Moret, commune de Rouvray-Sainte-Croix (Loiret).

[1] Il est probable qu'il s'agit de Ruffec, canton du Blanc (Indre). Cf. p. 81 : il est dit *in pago Biturico.*
[2] Commune de Mardié (Loiret).

[1] Auj. [illegible], commune de Saint-Hilaire-de-Court (Cher).

---

[1] Saint-Germain-le-Grand, commune de Neuville-aux-Bois (Loiret).

---

[1] Commune de Sandillon!

T

---

[1] Commune de Terminiers, canton d'Orgères (Eure-et-Loir).

[1] Commune de Sougy (Loiret).

[1] Moret, commune de Rouvray-Sainte-Croix (Loiret).
[2] Hemard de Trongy, d'après l'Inventaire.

U

V

¹ [illegible] (Sarthe) [illegible] de la Sarthe, t. II, p. 230 (G 444).

[1] Commune de Charsonville, canton de Meung (Loiret).
[2] Canton d'Ouzouer-le-Marché (Loir-et-Cher).
[3] Commune de Sougy (Loiret).

[1] Commune de Loigny, canton d'Orgères (Eure-et-Loir).

[1] Gauthier II, comte d'Amiens.

Y

Z

TABLE DES MATIÈRES

* Chartularium ecclesie Aurelianensis Vetus (Ordre chronologique) :

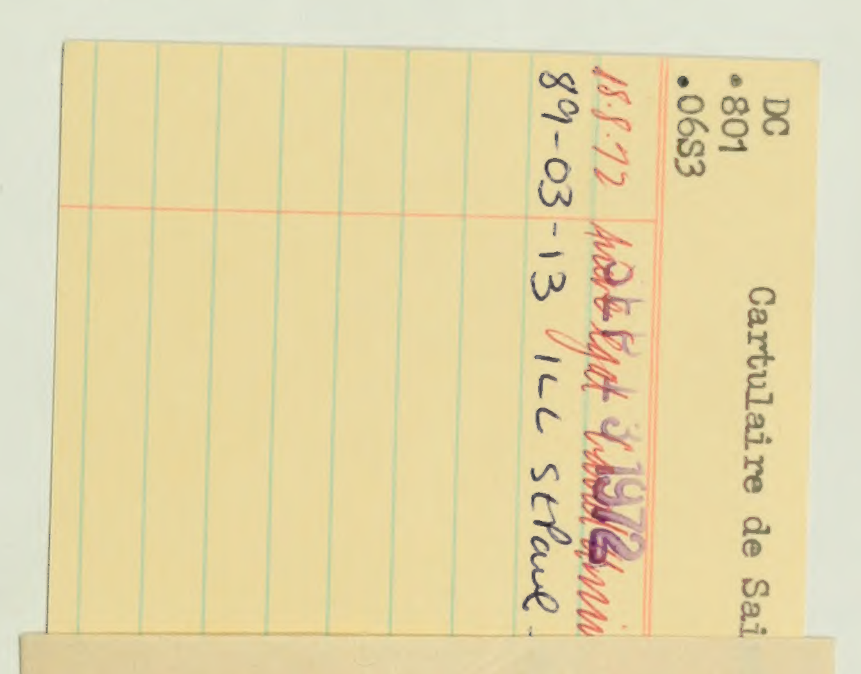
[illegible]	XXXIV	[1121-1150]	XV	1153	XI
[illegible]	XXXVIII	1124	VII	1154	XVII
[illegible]	XXXVIII	1124	LII	[1154]	XXV
[illegible]	XXXV	1126	LVI	1155	VI
[illegible]	XXXVII	1127	II	[1155-1159]	VIII
[illegible]	XXXVI	1127	XLII	1157	LI
[illegible]	XIX	1129	I	[1158-1159]	XXVI
[illegible]	XL	1130	XII	1159	X
[illegible]	XXXIX	[1134]	XXIX	[1164]	XXVIII
[illegible]	XL	1136	IX	1164	LVIII
[illegible]	XLVIII	[1137-1145]	IV	1164	LIX
[illegible]	[illegible]	[1138]	XXIV	[1167-1169]	XXX
[illegible]	XXI	[1140-1145]	LIV	[1168-1169]	XXVII
[illegible]	XLVII	[1143-1144]	LVII	[1168-1177]	XXXII
[illegible]	[illegible]	1145	XVI	[1170]	XXXI
[illegible]	XLIV	1145 ou 1146	L	1171	XIV
[illegible]	XLIX	[1146-1152, 1149 ?]	V	1171	XVIII
[illegible]	[illegible]	[1149-1155, 1150 ?]	LX	[1171-1172]	LIII
[illegible]	[illegible]	1151	XXIII	[1171-1176]	XIII
[illegible]	XLVI	1151	XXII	1172	LXI

---

[1] Ne faudrait-il pas dire mairie de la Pierre de Sainte-Croix? Cf. p. 173: *Robertus, major de Petra.*

[1] Le vrai nom français serait *Oury* ou *Orry*.

Orléans. — Imp. P. Pigelet, 8, rue Saint-Étienne.


DC
.801
.O6S3
Cartulaire de Sai